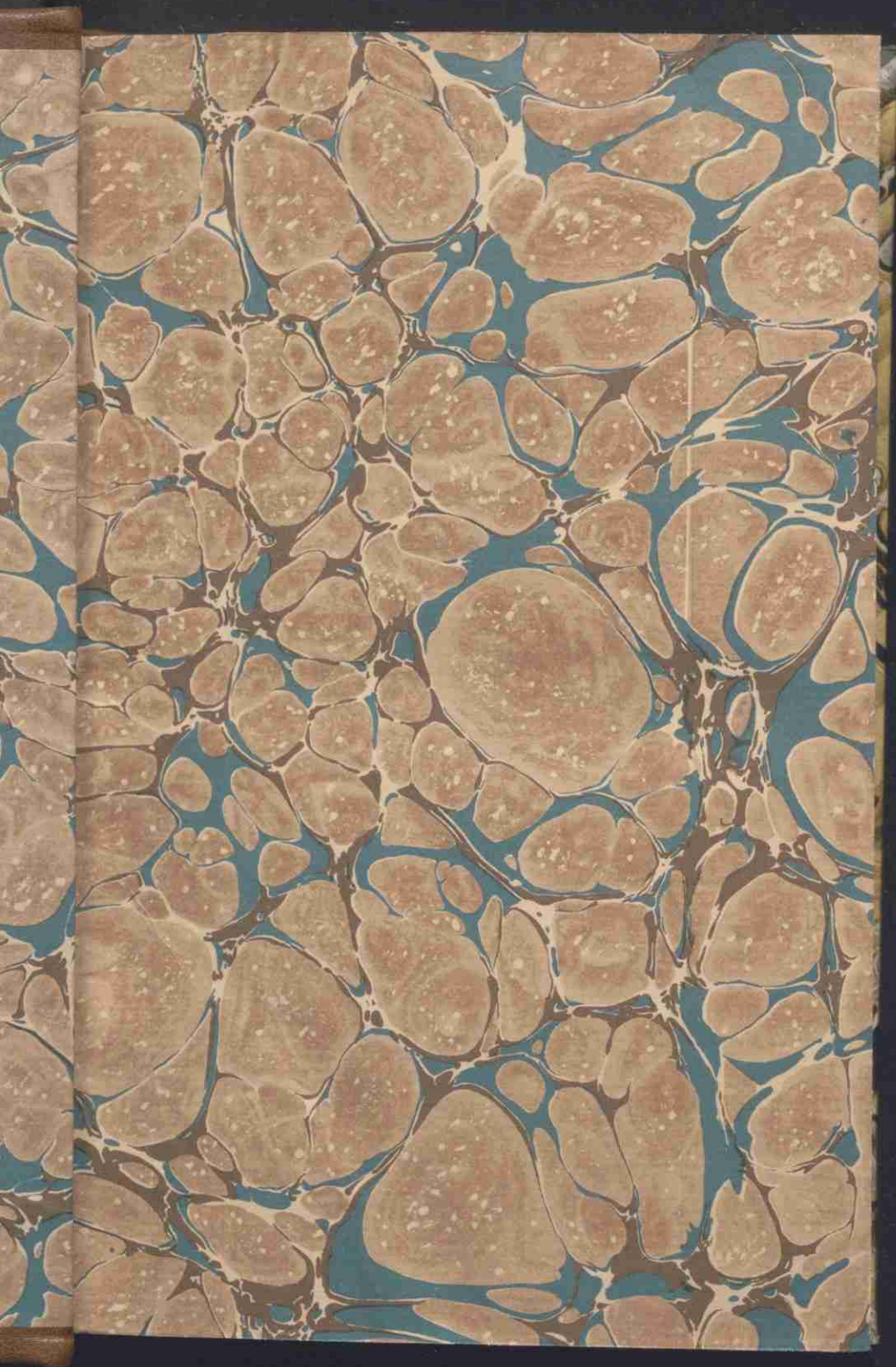


BIBLIOTHEQUE DU SENAT



S0000000303318

POPA
50.42

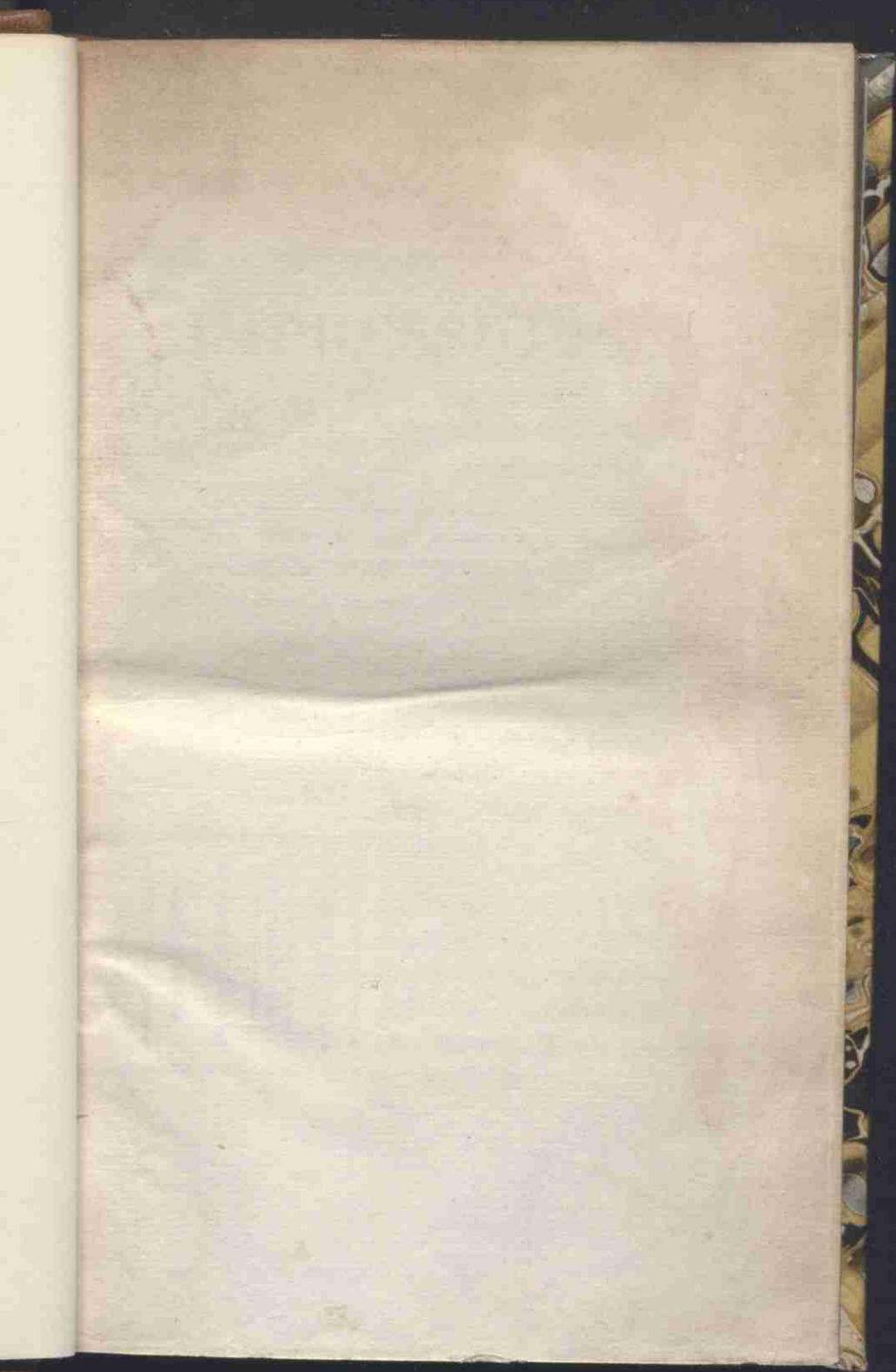


G. MACÉ REL. DOREUR

~~00359~~

0.0344





CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

IMPRESSIONS
DIVERSES.

SESSION DE 1822.

TOME UNIQUE,
COMPRENANT 34 NUMÉROS.



PARIS,
DE J. DIDOT, L'AINÉ,
DE LA CHAMBRE DES PAIRS.

822.



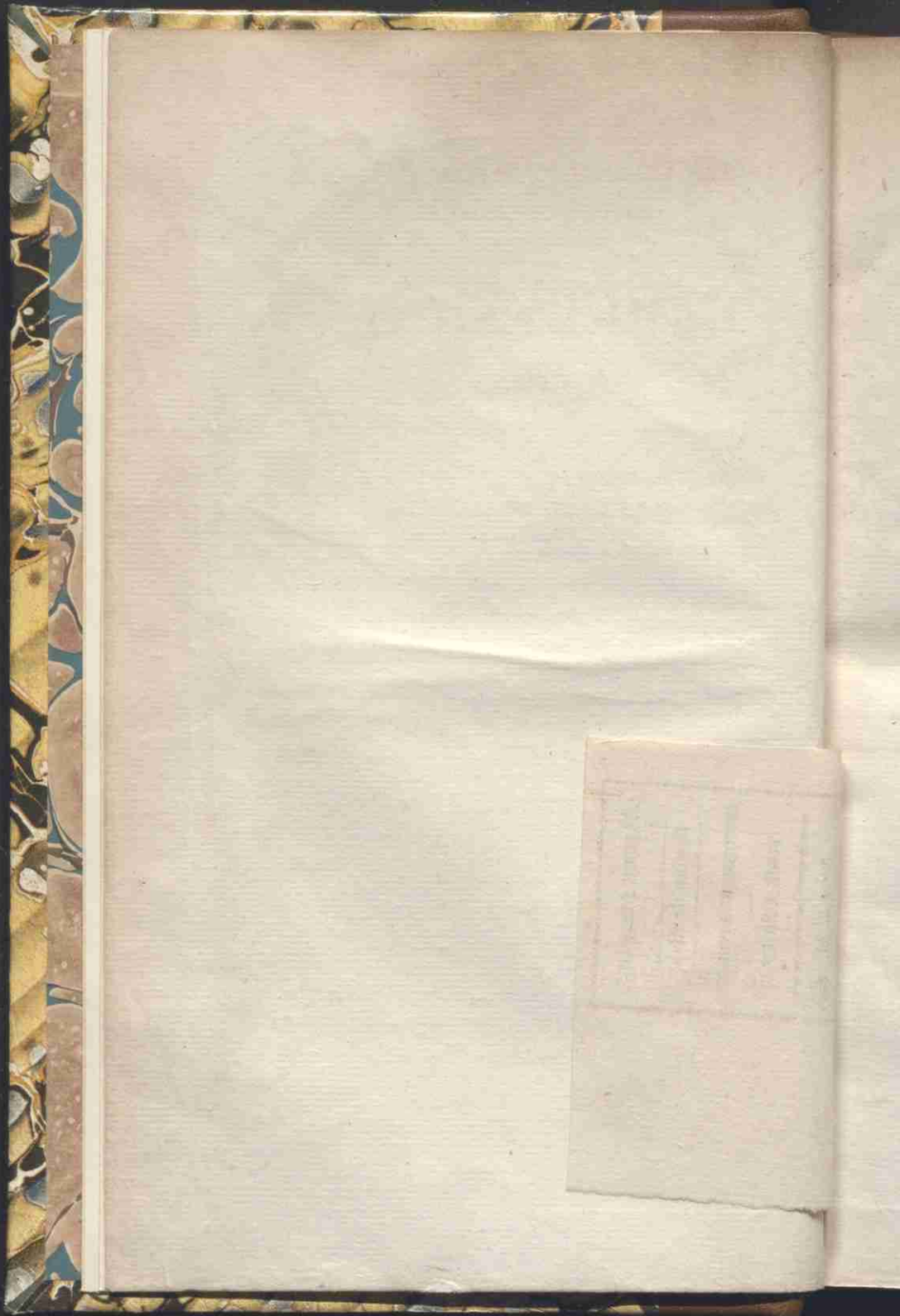
CHAMBRE DES PAIRS.

Session de 1822.

IMPRESSIONS DIVERSES.

TOME UNIQUE.

N^{os} 1 — 34.



CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

IMPRESSIONS
DIVERSES.

SESSION DE 1822.

TOME UNIQUE,
COMPRENANT 34 NUMÉROS.



A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE DE J. DIDOT, L'AÎNÉ,
IMPRIMEUR DU ROI ET DE LA CHAMBRE DES PAIRS.

1822.



IMPRESSIONS

IMPRESSIONS

SESSION DE 1872

TOUT ENSEMBLE

CONSTITUTIONNELLE



A PARIS

DE L'IMPRIMERIE DE P. DIDOT, MAISON FONDÉE EN 1775

1872

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du mercredi 5 juin 1822.

*Formation des Bureaux, conformément
à l'article IV du Règlement.*

*Organisation de ces mêmes Bureaux, conformément
aux articles LVIII et LIX.*

*Nomination du Comité des Pétitions, conformément
à l'article LXIII.*

Formation des Bureaux.

LA Chambre des Pairs ayant conservé provisoirement le nombre de six Bureaux dans lesquels elle s'étoit originairement distribuée, les 247 Membres reçus dont elle se compose en ce moment ont été, par la voie du sort, répartis entre les six Bureaux ainsi qu'il suit :

PREMIER BUREAU.

- M. le Marquis de Dampierre.
M. le Comte de Sainte-Suzanne.
M. le Marquis Barthélemy.
M. le Baron Boissel de Monville.
M. le Duc de Croi-d'Havré.
M. le Comte de Ségur.
M. le Comte Claparède.
M. le Marquis de Boisgelin.
M. le Comte de Monbadon.
M. le Duc de Luxembourg.
M. le Comte de Sabran.
M. le Marquis de Lauriston.
M. le Comte Destutt de Tracy.
M. le Vicomte Digeon.
M. le Baron de Montalembert.
M. le Duc de La Vauguyon.
M. le Comte de Mailly.
M. le Comte de Latour-Maubourg.
M. le Cardinal Duc de Bausset.
M. le Duc de La Rochefoucauld.
M. le Comte de Vaudreuil.
M. le Comte Dembarrere.

- M. le Baron Mounier.
M. le Comte de Croix.
M. le Comte Klein.
M. le Comte d'Arjuzon.
M. le Comte Maurice Mathieu.
M. le Comte de Lacépède.
M. le Marquis de Clermont-Tonnerre
M. le Comte d'Haussonville.
M. le Vice-Amiral Comte Verhuell.
M. le Duc de Lévis.
M. le Comte Colchen.
M. le Marquis de Caraman.
M. le Comte Depère.
M. le Marquis de Boissy du Coudray.
M. le Vicomte de Châteaubriand.
M. le Comte de Bérenger.
M. le Duc Decazes.
M. le Vicomte de Montmorency.
M. le Comte Herwyn de Nevêlé.
M. le Duc d'Esclignac.
-

DEUXIÈME BUREAU.

- M. le Baron Portal.
- M. le Maréchal Duc de Reggio.
- M. le Comte de Germiny.
- M. le Comte de Saint-Roman.
- M. le Maréchal Duc de Tarente.
- M. le Duc d'Aumont.
- M. le Comte Cholet.
- M. le Comte de Brigode.
- M. le Baron de La Rochefoucauld.
- M. le Maréchal Prince d'Eckmühl.
- M. le Duc de La Trémoille.
- M. le Comte de Beaumont.
- M. le Vicomte de Lamoignon.
- M. le Vicomte Le Peletier Rosambo.
- M. le Comte Dejean.
- M. le Marquis de La Tour du Pin.
- M. le Comte de Bastard.
- M. le Marquis de Bonnay.
- M. le Maréchal Duc de Conégliono.
- M. le Comte Molé.
- M. le Comte Dehédouville.
- M. le Comte de Choiseul-Gouffier.

- M. le Marquis de Catellan.
M. le Marquis de Grave.
M. le Comte de Richebourg.
M. le Comte Pelet de la Lozère.
M. le Prince Duc de Chalais.
M. le Duc de Coigny.
M. le Comte Péré.
M. le Marquis de Saint-Simon.
M. le Marquis de Maleville.
M. le Comte Ferrand.
M. le Comte de La Roche-Aimon.
M. le Baron de Barante.
M. le Duc de Blacas.
M. le Comte Lynch.
M. le Marquis de Pastoret.
M. le Comte du Cayla.
M. le Comte de Casabianca.
M. le Comte Lenoir-Laroche.
M. le Duc de Polignac.

TROISIÈME BUREAU.

- M. le Marquis d'Aragon.
- M. le Marquis de Marbois.
- M. le Comte Daru.
- M. le Duc de Cadore.
- M. le Comte Siméon.
- M. le Marquis de Verac.
- M. le Comte Beker.
- M. le Marquis d'Aramon.
- M. le Duc de Doudeauville.
- M. le Comte de Saint-Vallier.
- M. le Marquis de Mortemart.
- M. le Comte de Pontécoulant.
- M. le Marquis de Chabannes.
- M. le Comte de Cornet.
- M. le Maréchal Marquis de Vioménil.
- M. le Comte Delaforest.
- M. le Comte de Vauhois.
- M. le Comte de Sparre.
- M. le Comte d'Hunolstein.
- M. le Comte d'Orvilliers.
- M. le Marquis de Vence.
- M. le Comte de Damas.

- M. le Comte Compans.
M. le Comte Roy.
M. le Comte de Polignac.
M. le Marquis de La Guiche.
M. le Comte de Montesquiou.
M. le Duc de Montmorency.
M. le Comte Berthollet.
M. le Comte Dupuy.
M. le Comte Soulès.
M. le Comte Clément-de-Ris.
M. le Marquis de Chasseloup-Laubat.
M. le Marquis d'Herbouville.
M. le Comte de Castellane.
M. le Comte de Gouvion.
M. le Duc de Clermont-Tonnerre.
M. le Duc de Brancas.
M. le Comte d'Escars.
M. l'Archevêque de Toulouse.
M. le Comte de Boissy-d'Anglas.
-

QUATRIEME BUREAU.

M. le Marquis de Lally-Tolendal.

M. le Duc de Damas-Crux.

M. le Duc de Caylus.

M. le Marquis de Rivière.

M. le Vicomte d'Houdetot.

M. le Comte de La Feronnays.

M. le Duc de La Force.

M. le Marquis d'Osmond.

M. le Maréchal Duc d'Albuféra.

M. le Baron Dubreton.

M. le Comte Lemercier.

M. le Duc de Fitz-James.

M. le Marquis de Pérignon.

M. le Comte Lanjuinais.

M. le Comte de Machault-d'Arnouville.

M. le Marquis de Mathan.

M. le Comte de Saint-Aulaire.

M. le Duc de La Châtre.

M. le Comte Reille.

M. le Marquis d'Angosse.

M. le Comte de Noë.

M. le Comte Demont.

M. le Comte Curial.

M. le Comte Rutv.

M. le Duc de Praslin.

M. le Comte Belliard.

M. le Duc de Valentinois.

M. le Comte Rampon.

M. le Duc d'Avaray.

M. le Vicomte Dambray.

M. le Comte Abrial.

M. le Comte de Sussy.

M. le Prince Duc de Bauffremont.

M. le Marquis de Talaru.

M. le Marquis de Semonville.

M. le Marquis de Biron.

M. le Comte Chaptal.

M. le Duc de Valmy.

M. le Marquis d'Albertas.

M. le Duc de Gramont.

M. le Comte de La Bourdonnaye.

CINQUIÈME BUREAU.

- M. le Duc de Chevreuse.
- M. le Duc de Montesquiou.
- M. le Marquis de Vibraye.
- M. le Prince Duc de Talleyrand.
- M. le Duc de Choiseul.
- M. le Duc de Noailles.
- M. le Duc de Massa.
- M. le Duc de Rohan.
- M. le Comte Emmery.
- M. le Maréchal Comte Jourdan.
- M. le Marquis Maison.
- M. le Duc de Croï.
- M. le Maréchal Marquis de Gouvion-Saint-Cyr.
- M. le Baron d'Andigné.
- M. le Comte Ricard.
- M. le Duc de Laval-Montmorency.
- M. le Comte de Marescot.
- M. le Marquis de Latour-Maubourg.
- M. le Comte de La Villegontier.
- M. le Duc de Mortemart.
- M. le Comte Lecouteulx de Canteleu.
- M. le Comte Fabre de l'Aude.

- M. le Baron de Beurnonville.
M. le Comte de Talleyrand.
M. le Maréchal Duc de Trévise.
M. le Comte de Sainte-Maure-Montausier.
M. le Marquis de Brézé.
M. le Duc de Saint-Aignan.
M. le Marquis de Mun.
M. le Comte de Tascher.
M. le Duc de Dalberg.
M. le Comte De Sèze.
M. le Duc de Narbonne-Pelet.
M. le Marquis Dessolle.
M. le Comte de Gassendi.
M. le Comte de Villemazy.
M. le Comte Vimar.
M. le Comte Mollien.
M. le Duc de Duras.
M. le Marquis de Pange.
M. le Duc de Lorges.
-

SIXIÈME BUREAU.

- M. le Comte de Contades.
- M. le Duc d'Harcourt.
- M. L'Archevêque de Rouen.
- M. le Marquis d'Aligre.
- M. le Baron Séguier.
- M. le Comte d'Haubersart.
- M. le Duc de Castries.
- M. le Marquis de Clermont-Gallerande.
- M. le Maréchal Duc de Bellune.
- M. le Vice-Amiral Comte Truguet.
- M. le Comte de Montalivet.
- M. le Comte d'Argout.
- M. le Marquis de Nicolaï.
- M. le Marquis de Talhouet.
- M. le Maréchal Duc de Raguse.
- M. le Comte de Rully.
- M. le Duc de Crillon.
- M. le Marquis de Jaucourt.
- M. le Comte de Gramont-d'Asté.
- M. le Marquis de Louvois.
- M. le Duc de Maillé.
- M. le Duc de Brissac.

- M. le Duc de Sérent.
M. le Marquis de Raigecourt.
M. le Marquis d'Ecquevilly.
M. le Duc de Broglie.
M. le Marquis de La Suze.
M. le Duc de Plaisance.
M. le Prince Duc de Poix.
M. le Comte Portalis.
M. le Marquis de Rougé.
M. le Comte de Durfort.
M. le Comte Dedelay-d'Agier.
M. le Vicomte de Morel-Vindé.
M. le Duc d'Uzès.
M. le Marquis d'Aguesseau.
M. le Comte d'Autichamp.
M. le Baron Pasquier.
M. le Marquis de Laplace.
M. l'Archevêque de Besançon.
M. le Comte Cornudet.
-

Organisation des Bureaux.

PAR le résultat des élections faites dans chaque Bureau, les six Bureaux se trouvent organisés de la manière suivante :

PREMIER BUREAU.

Président, M. le Vicomte de Montmorency.

Vice-Président, M. le Duc de La Vauguyon.

Secrétaire, M. le Vice-Amiral C^{te} Verhuell.

Vice-Secrétaire, M. le Vicomte Digeon.

DEUXIÈME BUREAU.

Président, M. le Prince de Chalais.

Vice-Président, M. le Maréchal Duc de Conéglione.

Secrétaire, M. le Vic^{te} Le Peletier Rosambo.

Vice-Secrétaire, M. le Comte Pelet de la Lozère.

TROISIÈME BUREAU.

Président, M. le Marquis de Mortemart.

Vice-Président, M. le Marquis de Marbois.

Secrétaire, M. le Marquis de Chabannes.

Vice-Secrétaire, M. le Comte de Damas.

QUATRIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de Damas-Crux.
Vice-Président, M. le Duc de Gramont.
Secrétaire, M. le Maréchal Duc d'Albuféra.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Biron.

CINQUIÈME BUREAU.

Président, M. le Duc de Saint-Aignan.
Vice-Président, M. le M^{is} de Latour-Maubourg.
Secrétaire, M. le Duc de Rohan.
Vice-Secrétaire, M. le Comte Lecouteux-de-Canteleu.

SIXIÈME BUREAU.

Président, M. l'Archevêque de Rouen.
Vice-Président, M. le Duc d'Uzès.
Secrétaire, M. le Duc de Crillon.
Vice-Secrétaire, M. le Marquis de Rougé.

Nomination du Comité des Pétitions.

Les Membres nommés pour former ce Comité
sont :

Pour le 1^{er} Bureau, M. le Baron de Montalembert.

Pour le II ^e ,	M. le Comte de Saint-Roman.
Pour le III ^e ,	M. le Marquis d'Orvilliers.
Pour le IV ^e ,	M. le Duc de Fitz-James.
Pour le V ^e ,	M. le Duc de Narbonne-Pelet.
Pour le VI ^e ,	M. le Duc de Brissac.

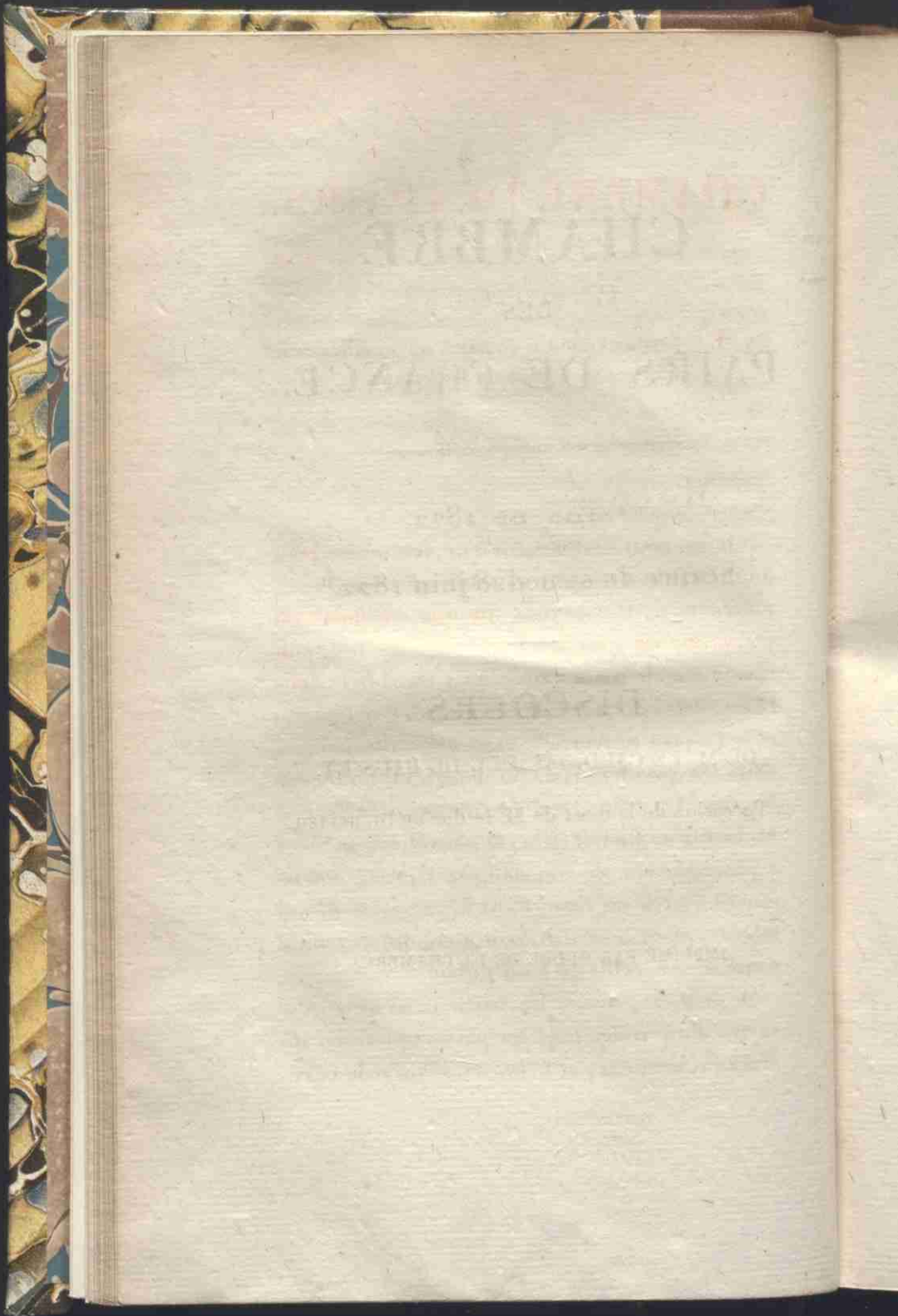
CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du samedi 8 juin 1822.

DISCOURS
DE M. LE CARDINAL DUC DE BAUSSET,
A l'occasion de la mort de M. le duc DE RICHELIEU.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE DES PAIRS.

DISCOURS

DE M. le cardinal duc DE BAUSSET, à l'occasion de la
mort de M. le duc DE RICHELIEU.

MESSEIERS,

On ne peut se défendre d'un sentiment bien douloureux, lorsqu'en portant ses regards sur toutes les parties de cette auguste enceinte, on y cherche en vain celui qui naguère occupoit une si grande place dans cette Chambre et dans l'État, celui dont le nom, consacré par l'estime et le respect universels, étoit toujours invoqué dans les grandes crises ou dans les grandes calamités. Un coup terrible, imprévu, a frappé M. le duc de Richelieu, et la nouvelle de sa mort a précédé celle de son danger. Il a été enlevé dans la force de l'âge, dans la maturité de ses talents, plein encore du sentiment qui a dominé toute sa vie, celui du bien public.

A sa mort, toutes les passions se sont couvertes d'un voile, tous les partis ont rougi de leurs préventions, et le cri irrésistible de la vé-

rité a proclamé sur sa cendre, encore fumante, que la France avoit perdu un homme d'État, un homme de bien.

Messieurs, vous avez vu long-temps parmi vous cet homme d'État, cet homme de bien. Vous l'avez constamment environné de votre confiance et de votre considération. Vous avez admiré ce caractère antique, si étranger à notre siècle et à nos mœurs, cette franchise, cette modestie, cette conscience, pour ainsi dire, de sa vertu, qu'il ne cachoit ni ne montrait, parcequ'il ne croyoit pas qu'elle lui appartînt plus qu'à tout autre. Vous estimiez le Ministre, et vous aimiez l'homme.

Tel étoit, en effet, l'ascendant de cette ame si noble et si pure, que, parmi tant de personnes de tous les états, de tous les rangs et de toutes les conditions, qui ont eu des affaires, des intérêts ou des prétentions à discuter avec lui, il n'en est pas une seule qui, en regrettant peut-être de n'avoir pas toujours vu ses espérances remplies, n'ait senti s'accroître l'estime qu'inspiroit son beau caractère.

Le moment n'est pas encore arrivé de révéler tout ce que M. le duc de Richelieu a fait pour préserver la France des plus épouvantables désastres : des considérations du genre le plus im-

posant commandent encore une sage réserve ; mais on ne peut avoir oublié l'état où se trouvoit la France en 1815, lorsqu'il entra au ministère, et celui où il l'a laissée lorsqu'il s'est retiré des affaires au mois de décembre 1821. Le contraste de ces deux tableaux offrira des pages bien mémorables à l'histoire ; il offre déjà à ses contemporains le sujet d'inépuisables regrets.

Les formes et les usages de la Chambre ne peuvent admettre des récits que l'histoire pourra seule retracer avec toute la grandeur et toute la dignité attachées à l'importance des événements, à la gravité des circonstances, et à la complication de tant d'intérêts qui embrassoient l'Europe tout entière.

A peine nous est-il permis de parcourir rapidement quelques traits de la vie et du caractère de M. le duc de Richelieu.

Armand-Emmanuel-Sophie-Septimanie de Richelieu, né le 25 septembre 1766, fit ses premières études dans une école célèbre, le collège du Plessis, l'une des plus belles fondations du cardinal de Richelieu, son grand-oncle. Il y puisa le goût et la connoissance des auteurs de l'antiquité. Les plus brillants succès l'annoncèrent dès-lors comme un jeune homme appelé à de grandes destinées.

Il acquit de bonne heure une utile disposition, qu'il perfectionna dans le cours de ses longs voyages, à parler toutes les langues de l'Europe avec la même facilité que sa langue maternelle. Ce don heureux de l'art et de la nature lui valut, dans la suite, l'avantage inappréciable de pouvoir parler à chaque ministre étranger la langue de la nation dont il étoit le représentant.

Marié, presque au sortir de l'enfance, à l'une des héritières d'une illustre maison, il partit pour l'Italie immédiatement après la célébration de son mariage.

Les charmes et les distractions du voyage le plus attrayant pour un jeune homme, sous le beau ciel de l'Italie, au milieu des monuments de l'antiquité et des chefs-d'œuvre des arts, firent naître en lui cette passion des voyages, qui, dans la suite de sa vie, l'ont conduit successivement dans presque toutes les contrées de l'Europe, aussi long-temps que le chemin de sa patrie lui fut fermé.

L'homme le plus français, par les sentiments et par le nom, a été condamné, par les vicissitudes des événements, à passer la plus grande partie de sa vie loin de la France.

L'honneur et le devoir l'y rappelèrent au commencement de nos troubles, et il revint en

France pour être témoin des premiers attentats de la révolution.

Il étoit venu passer quelques heures à Paris dans la matinée du 5 octobre. Il observe tout-à-coup les mouvements atroces qui dirigeoient sur Versailles une populace ivre de sang. Tout passage étoit interdit. Une pareille contradiction ne pouvoit pas arrêter un sujet dévoué et un jeune homme plein d'honneur. Il part à pied, traverse les hordes sauvages dont il entend à chaque pas les menaces et les imprécations, et arrive auprès du Roi au moment même où les premiers corps de la garde nationale étoient aux portes du château.

On sait quelles furent les suites de ces sanglantes journées. M. de Richelieu prévint, comme tout le monde, que la France alloit être condamnée aux plus sanglantes convulsions, et que l'enchaînement des événements amèneroit le moment où toute la noblesse attachée au service du Roi se trouveroit réduite à l'impuissance de se défendre. Il partit pour Vienne, avec l'agrément du Roi.

M. de Richelieu portoit un nom aussi connu dans toute l'Europe qu'en France même. Ce nom seul facilitoit son accès auprès de l'empereur JOSEPH. Les qualités brillantes du jeune voyageur, des connoissances bien rares à son

âge, séduisirent le goût et la bienveillance de l'empereur, qui prit une extrême affection pour lui. Il se vit admis dans l'intimité d'un prince en qui le malheur venoit de développer des qualités encore plus attachantes ; mais sa santé étoit déjà altérée par les traverses d'une campagne pénible et désastreuse : il succomba sous le poids des chagrins qui étoient venus empoisonner les dernières années de son règne, et sous le coup, non moins sensible, de la mort prématurée de sa fille adoptive (1), qu'il chérissoit avec une extrême tendresse.

M. de Richelieu étoit encore à Vienne lorsqu'il apprit que l'armée russe se disposoit à attaquer Ismaël. Un jeune Français, du nom le plus distingué, et de la plus brillante valeur, servoit, depuis quatre ans, dans les armées russes. Son zèle et son jeune courage lui avoient mérité des distinctions prématurées qui l'avoient recommandé à l'estime d'une nation où le courage est compté pour la première des vertus. Le comte Roger de Damas étoit parent du duc de Richelieu. Un si noble exemple lui inspira une généreuse émulation. Il part de Vienne au milieu de l'hiver, avec le jeune prince Charles

(1) N. de Wurtemberg, première femme de l'empereur François II.

de Ligne, qui, peu d'années après, périt d'une mort glorieuse sur un champ de bataille. L'un et l'autre arrivent à l'armée du prince Potemkin, se font présenter à lui par le comte Roger de Damas, et en reçoivent l'accueil que méritoit leur brillante ardeur. Peu de temps après, un autre Français, non moins distingué, le comte de Langeron, vint se réunir à eux.

Le prince Potemkin avoit chargé du siège d'Ismaël le général Suwarow, depuis si fameux. Ses instructions se bornèrent à ces seules lignes, écrites de la main de Potemkin: *Vous prendrez Ismaël à quelque prix que ce soit.* Jamais un tel ordre ne fut adressé à un général plus disposé à lui donner une sanglante exécution. Le siège d'Ismaël restera célèbre dans l'histoire des guerres du dernier siècle, par le carnage effroyable dont l'impitoyable Suwarow honora l'intrépide résistance des Turcs. Ce fut le 22 décembre 1790, au milieu d'un hiver que l'âpreté du climat rendoit encore plus rigoureux, que Suwarow, précédé des trois jeunes Français et du prince Charles de Ligne, entra, sur des monceaux de ruines et de cadavres, dans les murs renversés d'Ismaël. Ce fut sur ces remparts fumants que le jeune duc de Richelieu et le jeune comte Roger de Damas s'unirent par une confraternité d'armes et d'honneur, qui ne s'est jamais démentie,

et qui laisse aujourd'hui de si sensibles regrets, pour celui qui n'est plus, à celui qui lui survit.

La conduite de M. de Richelieu au siège d'Ismaël le fit connoître d'une manière avantageuse des généraux russes, et sa valeur fut récompensée par une épée d'or et l'ordre de Saint-Georges. L'anarchie qui régnoit en France, et tous les titres qui l'attachoient à la famille royale le déterminèrent à s'attacher au service de Russie. Il s'y trouvoit naturellement engagé par les distinctions que lui avoit valu le siège d'Ismaël.

M. de Richelieu parut un moment à l'armée de Condé, et ce fut pour y porter les secours et les bienfaits de Catherine II, touchée d'admiration du généreux dévouement de son illustre chef, et de ses nobles compagnons d'armes, de gloire, et de malheur (1).

Lorsque la paix entre la Turquie et la Russie fut conclue, il se fixa à Pétersbourg, où son nom, ses qualités personnelles, les agréments de l'esprit le plus cultivé, et son noble carac-

(1) Une note qui arrive dans le moment où l'on imprime cette notice, et qui paroît rédigée par un militaire parfaitement instruit des services militaires de M. le duc de Richelieu, parle de deux campagnes qu'il fit en 1792 et 1793, et ajoute que cette même année il fut sur le point de s'embarquer à Ostende pour voler au secours des royalistes de la Vendée.

rière, le firent accueillir avec empressement à la Cour.

Au moment où le prince *Alexandre* devint grand-duc, il attira dans sa société intime et dans celle de la grande-duchesse son épouse le jeune duc de Richelieu; et cette époque de sa vie en a été certainement une des plus heureuses.

S'il étoit permis d'établir un pareil rapprochement entre un simple particulier et le souverain de la plus puissante monarchie du monde, on pourroit dire que jamais deux hommes n'eurent plus de conformité par l'élévation de l'âme, la loyauté des sentiments, et un amour passionné pour le bien de l'humanité. C'étoit dans le vertueux épanchement de ces entretiens, toujours dirigés vers les moyens de rendre les peuples heureux, qu'ils aimoient à voir, dans un avenir plus ou moins lointain, l'accord sagement combiné du pouvoir et de la liberté.

M. de Richelieu profita de la paix qui s'établit tout-à-coup entre la France et la Russie pour venir faire un voyage à Paris.

Le désir de revoir une épouse dont les vertus touchoient son cœur et méritoient son respect, et deux sœurs qu'il avoit perdues de vue depuis

leur enfance, et qu'il chérissait avec tendresse, lui fit entreprendre ce voyage aussitôt qu'il put en obtenir la liberté. Il s'étoit également proposé d'assurer le sort des nombreux créanciers de son père et de son grand-père. Il fut assez heureux pour remplir dans toute son étendue un devoir sacré pour sa délicatesse et sa justice. Il fit en cette occasion ce qu'il a fait toute sa vie : il sacrifia tous les droits qu'il pouvoit prétendre, et il ne lui resta pas le plus foible débris de l'immense héritage du cardinal de Richelieu, dont le testament de famille n'est plus qu'une pièce curieuse et intéressante de l'histoire par l'amas de richesses, de titres, et de domaines, dont il offre la plus étonnante et la plus magnifique dispensation.

Le testament de M. le duc de Richelieu, s'il en eût laissé un, auroit offert un bien noble contraste avec celui de son grand-oncle : treize mille francs de rente sur le grand-livre composent toute sa succession.

A peine put-il jouir quelques mois de la douceur de cette vie intérieure qu'il goûtoit pour la première fois. L'esprit inquiet de Bonaparte, et des exigences dont l'objet ou du moins le résultat eût été de flétrir son caractère, en le rendant infidèle à la reconnaissance, l'obligèrent bientôt à quitter la France.

En 1802, le grand-duc Alexandre monte sur le trône de Russie.

Après les premiers soins accordés à l'intérêt général de ses vastes états, le nouvel empereur porte sa pensée vers ces provinces immenses, incultes, et presque désertes, que les conquêtes de Catherine II et des traités récents avoient unies à sa monarchie, et qui devoient lui assurer, dans un avenir plus ou moins éloigné, une grande influence sur les destinées de l'Orient.

Mais il falloit tout y créer, tout y fonder, et y appeler en même temps les hommes, la civilisation, le commerce, et les arts. L'empereur Alexandre n'hésita pas un moment sur un choix aussi important aux vues de sa politique qu'au succès de ses intentions bienfaisantes pour un peuple naissant.

Dès le commencement de 1803 il nomma le duc de Richelieu gouverneur militaire d'Odessa, et, dix-huit mois après, confirmé dans toutes ses espérances par les rapides succès du nouveau gouverneur, il lui conféra le gouvernement général de toute la *Nouvelle-Russie*. Singulière destinée d'un jeune Français appelé à gouverner, avec l'autorité la plus absolue, un pays dont la surface égale celle de la France tout entière !

Jamais un pouvoir absolu ne fut déposé en des mains plus paternelles et plus bienfaisantes.

Le nom d'Odessa n'étoit pas même connu il y a quarante ans : il portoit celui d'Haigi-Bey, et ne consistoit qu'en un amas de quelques chétives maisons, et en un misérable fort, décoré du nom de château, situé sur le bord du Pont-Euxin. Tel est le local que M. de Richelieu choisit pour en faire la colonie la plus florissante de la mer Noire. Ce qu'il a voulu faire, il l'a fait, et Odessa, qui ne comptoit que cinq mille âmes lorsque M. de Richelieu y est arrivé, en renfermoit trente-cinq mille lorsqu'il en est parti.

Ses soins, son activité, l'équité de ses réglemens, et, sur-tout, la loyauté de son caractère, y fixèrent la confiance de toutes les nations commerçantes. Il y créa tout. Établissements publics et particuliers, réglemens de police, législation maritime, fidélité dans les transactions, sûreté dans les relations sociales, établissemens religieux pour les différens cultes, écoles d'instruction, théâtres, il embrassa tout dans son infatigable sollicitude, et ce fut ainsi qu'il parvint à faire, en dix ans, d'une misérable bourgade, une ville magnifique dont toutes les rues, tirées au cordeau, et plantées d'un double

rang d'arbres, recevoient chaque année de nouveaux embellissements par quelques uns de ces établissemens que nos plus anciennes villes de France sont encore réduites à désirer pour l'utilité, la salubrité, l'instruction, les plaisirs et les agrémens de la vie. On n'eut qu'une seule négligence à lui reprocher, et M. de Richelieu pouvoit seul en être coupable : il laissa sa résidence telle qu'il l'avoit trouvée, lorsque Odessa n'étoit qu'une simple bourgade ; mais, dans cette résidence, il donnoit régulièrement quatre audiences par jour à tous les gens de la ville et de la campagne. On n'aura pas de peine à comprendre comment, dans une création subite et récente, il étoit nécessaire de prévenir toutes les discussions, et de régler tous les droits et toutes les prétentions. Il avoit réussi à prévenir toutes les discussions judiciaires, civiles et commerciales, en s'offrant, lui-même, pour être l'arbitre et le juge de tous les différens. Il étoit législateur d'un peuple nouveau qui venoit se former, croître et se développer sous ses yeux. La confiance absolue qu'il avoit inspirée à tous les habitans de la nouvelle colonie, quoiqu'elle fût formée de vingt peuples divers, le laissoit le maître de tout concilier, de tout régler. On se tromperoit beaucoup si l'on supposoit que

son imagination, passionnée pour le bonheur des hommes, l'eût égaré dans de vaines théories, ou dans des systèmes d'une perfection chimérique. C'étoit toujours sur des calculs positifs, sur des connoissances locales, sur les usages et les mœurs de chacune des nations qui venoient vivre sous son gouvernement paternel, qu'il combinait toutes les lois et tous les réglemens.

La seule distraction qu'il se permettoit à tant de soins divers, étoit d'aller tous les jours passer deux heures à ce qu'il appeloit, en souriant, son *Palais*. Ce palais étoit une petite maison de campagne de cinq croisées de face, au milieu d'un enclos de quelques arpents dont il avoit planté lui-même les arbres, qu'il cultivoit et tailloit de ses mains. C'est la seule propriété qu'ait jamais possédée l'héritier du cardinal de Richelieu.

M. de Richelieu portoit la même activité dans toute l'étendue de son vaste gouvernement. Il s'étoit attaché à favoriser la culture, en attirant sans cesse de nouveaux colons par la sagesse de ses actes, la douceur de son autorité, et en leur distribuant gratuitement des terres. Ces terres incultes depuis près de deux mille ans, n'attendoient que des bras et une administration paternelle. On vit tout-à-coup sortir d'immenses

récoltes de cette terre encore neuve et vierge, et voilà l'origine de ces blés d'Odessa qui peuvent devenir une ressource si précieuse dans les temps de malheur et de disette. Le port d'Odessa leur offroit le débouché le plus commode et le plus assuré. L'empereur *Alexandre* voyoit, du haut de son trône, s'ouvrir aux extrémités de son empire de nouvelles sources de richesses pour ses états, et de bonheur pour ses sujets; il jouissoit avec une sorte d'amour-propre des succès de M. de Richelieu, et s'applaudissoit de l'heureuse inspiration qui l'avoit porté à donner à cette partie de son empire le gouverneur le plus digne de représenter, pour ainsi dire, son ame et sa bonté paternelle.

On peut tracer en une seule ligne l'histoire de l'administration de M. de Richelieu : il a vu, en dix ans, la population d'Odessa s'élever de cinq mille ames à trente cinq mille ames, et la population de son gouvernement s'accroître d'un million d'ames.

M. de Richelieu avoit développé de grandes qualités administratives : il lui manquoit une grande épreuve pour montrer que l'humanité étoit en lui la première de toutes les vertus.

Il se vit tout-à-coup menacé de perdre en quelques jours le fruit de tant de sagesse, de pa-

tience, de travaux et de succès. Il se vit même menacé d'être la première victime du fléau destructeur qui alloit faire tant de victimes autour de lui.

La peste se déclare tout-à-coup à Odessa, au mois d'août 1812, au moment où il arrivoit de la Crimée, et se disposoit à partir pour l'armée. Rien n'est plus admirable que la justesse, la précision et la sagesse des mesures qu'il prescrivit pour préserver sa ville naissante d'une ruine totale; mais c'est dans *l'histoire de la nouvelle Russie* (1) qu'il faut lire ces détails. Il suffira de dire que jamais le gouverneur d'une ville en proie à la plus terrible calamité, ne s'est dévoué avec plus de constance et d'énergie.

« Il se portoit par-tout, s'exposoit sans cesse, « et ne rentroit chez lui que pour prendre un « léger repas (2). Il visitoit les hôpitaux des pestiférés, assistoit à toutes les délibérations des « commissaires des quartiers, se portoit aux

(1) Par M. le marquis de Castelnau.

(2) Nous étions trois, dont M. l'abbé de Nicolle étoit un, écrit le même témoin oculaire, faisant quarantaine chez M. de Richelieu; nous mangions sans nappes ni serviettes, et, tant que le fléau a duré, il ne nous est jamais arrivé, non seulement de nous toucher, mais même que nos vêtements se fussent touchés.

« barrières pour s'assurer de l'exécution de ses
 « ordres, entroit dans les plus petits détails,
 « fournissoit de son propre traitement aux be-
 « soins des indigents, distribuoit des vêtements
 « par milliers. Odessa n'étoit plus qu'une grande
 « famille souffrante, et M. de Richelieu en étoit
 « le père. » Nous n'avons fait que copier les pro-
 pres expressions d'un témoin oculaire. La peste
 fut reconnue le 28 août 1812, elle a été décidément
 arrêtée le 7 janvier 1813. Pendant ces
 quatre mois et quelques jours, sur une popula-
 tion de trente cinq mille ames, deux mille six
 cent cinquante-six personnes succombèrent, six
 cent soixante-quinze furent sauvées.

C'étoit ainsi que M. de Richelieu se préparoit
 à préserver la France des mêmes calamités, si
 elle venoit jamais à en être menacée.

Une nouvelle carrière alloit s'ouvrir devant
 M. le duc de Richelieu. Les événements de 1814
 ramenèrent en France le Roi et la Famille royale.
 Les titres honorables qui l'attachoient à cette
 noble cause le rappelèrent lui-même dans sa
 patrie pour assister à cette grande fête de la
 France. Il étoit de sa destinée, aussi, d'y retrou-
 ver l'empereur *Alexandre*, environné de toute la
 puissance de cette grande confédération de
 l'Europe, armée pour renverser les trônes usur-

pés, et rétablir les droits sacrés de la légitimité.

M. de Richelieu, témoin du bonheur de la France rendue au gouvernement de ses rois, partageoit toutes les émotions des cœurs français. La réputation de son caractère l'avoit précédé dans sa patrie. Les services qu'il avoit rendus à un grand nombre de Français dans leurs relations de commerce, lui avoient mérité leur reconnoissance : ses qualités venoient ajouter un nouveau prix à la considération qui l'avoit suivie en France ; les connoissances utiles et agréables qu'il avoit recueillies dans ses différents voyages, donnoient à sa conversation un intérêt toujours varié. Quoique ses relations en France ne fussent pas alors fort étendues à Paris, tous ceux qui avoient été à portée de le voir, de le connoître et de le juger, aimoient peut-être à se flatter que M. de Richelieu ne seroit pas toujours perdu pour la France.

Il se trouvoit à Paris à l'époque du 20 mars 1815, et il suivit la Famille royale dans sa retraite.

Paris, au mois de juillet suivant, reçut pour la seconde fois, avec les mêmes transports, ce Roi vénéré que son absence momentanée lui avoit rendu encore plus cher, et dont la présence pouvoit seule mettre un terme à toutes

les calamités que Bonaparte étoit venu appeler sur la France.

Le changement total du ministère, au mois de septembre 1815, plaça tout-à-coup M. de Richelieu à la tête du Gouvernement; et ici commencent à se mêler à la gloire de services bien éclatants les amertumes et les contradictions d'une vie jusqu'alors si heureuse, si brillante et si honorée.

Messieurs, vous ne me demanderez pas, vous seriez même étonnés de m'entendre porter un jugement sur les principales opérations qui ont marqué les deux ministères de M. de Richelieu. Les contemporains ne peuvent les juger avec une entière impartialité au milieu des intérêts, des combats, et des passions des partis; au milieu des ressentiments, des amours-propres, et des ambitions. L'histoire pourra seule les juger sans prévention, sans amour, et sans haine. Les amis de la mémoire de M. de Richelieu attendront son jugement avec confiance, et entendront sa voix avec reconnoissance.

Nous ne dirons que ce qui ne peut être ni exagéré par l'amitié, ni contredit par l'esprit de parti, ni suspect aux hommes de bonne foi, et qui cherchent sincèrement la vérité.

L'arrivée de M. le duc de Richelieu à la tête

du Gouvernement réunissoit tous les genres de convenance, et paroissoit le plus propre à justifier toutes les espérances. Il offroit sur-tout le mérite, devenu bien nécessaire, de n'appeler ni les irritations, ni les haines, ni les méfiances.

M. de Richelieu s'étoit créé, pendant les années de son exil, une existence qui n'appartenoit, qui ne pouvoit appartenir qu'à lui seul. Il se présente à tous les regards et à tous les vœux comme l'homme de la France entière, et comme le réparateur appelé par la providence pour réunir tous les Français dans une seule pensée, celle de sauver la France, descendue au dernier degré du malheur.

Mais il s'en falloit beaucoup que M. de Richelieu partageât la confiance qu'il sembloit inspirer si universellement.

Personne n'ignore, et personne ne conteste que M. de Richelieu n'accepta que malgré lui le terrible ministère qui lui fut imposé, et, assurément, si l'on se représente l'état où se trouvoit la France, on croira aisément que le pouvoir n'offroit à l'ambition ni l'espérance du bonheur, ni même celle d'une gloire pure et tranquille.

La seule consolation de faire un peu de bien, de prévenir beaucoup de mal, et d'obtenir le

concours de tous les véritables amis du Roi et de leur pays, pouvoit séduire le cœur d'un homme vertueux.

Vous vous ressouvenez encore, Messieurs, du jour triste et solennel où M. de Richelieu vint lire, dans cette enceinte, le traité du 20 novembre. Vous pouvez vous rappeler l'accent douloureux avec lequel il prononça, d'une voix entrecoupée, ces paroles qui s'échappoient avec effort du fond de son ame oppressée : *Il faudroit n'être pas Français pour ne pas être accablé de douleur.*

Messieurs, on l'a déjà dit, ce traité du 20 novembre, quelque accablant qu'il fût, l'auroit été encore davantage si, par un concours de circonstances dont les détails appartiennent à l'histoire, et dont elle possède déjà les titres et les preuves, l'intervention de M. de Richelieu n'en eût pas détourné les résultats les plus funestes et les plus déplorables.

La convention du 20 novembre 1815, relative aux indemnités dues à des sujets étrangers, ne faisoit que rappeler et confirmer les obligations contractées par la France dans un traité précédent. L'article 19 du traité du 30 mai 1814, portoit : « Que le Gouvernement français s'engageoit à faire liquider et payer les

« sommes qu'il se trouvoit devoir dans des pays
 « hors de son territoire, en vertu de contrats
 « ou d'autres engagements formels entre des in-
 « dividus ou des établissemens particuliers et
 « les autorités françaises, tant pour fournitures
 « qu'à raison d'obligations légales. »

Il étoit à regretter que les circonstances n'eussent pas permis de régler et de remplir cette clause du traité de 1814, pendant les huit mois qui s'étoient écoulés avant le 20 mars. On auroit pu espérer que l'esprit de modération qui avoit marqué les actes des puissances alliées à l'époque de la première restauration, se seroit également étendu sur la liquidation de ces dettes ou réclamations, et que la bonne foi et la générosité auroient établi une distinction raisonnable entre les réclamations fondées des sujets étrangers et les injustices dont le chef du Gouvernement français s'étoit rendu coupable, mais dont la France elle-même étoit innocente.

Malheureusement, les événemens des cent jours étoient venus rallumer, d'un bout de l'Europe à l'autre, une irritation qui ne connoissoit plus de bornes, et dont la violence laissoit peut-être apercevoir encore plus le ressentiment de l'abus que les Français avoient fait de

leurs anciennes victoires, que le caractère d'une coalition politique armée pour la paix et la sûreté de l'Europe.

Le sort des armes venoit de mettre la France à la merci de sept à huit cent mille hommes : c'étoit l'Europe entière qui venoit les armes à la main, non pas discuter des calculs et des chiffres, mais commander impérieusement toutes les interprétations qu'il lui plairoit de donner aux articles du traité de 1814.

C'est dans cette grande circonstance que M. de Richelieu se servant, pour le salut de la France, de l'honorable ascendant que son caractère lui avoit donné auprès des principaux cabinets de l'Europe, sut employer, dans une juste mesure, la plus noble fermeté et une grande habileté. Il existe une lettre de lui au principal ministre d'une grande puissance dans laquelle il l'invite « à ne pas porter au désespoir
« une grande nation qui venoit sans doute d'é-
« prouver de grands revers, mais qui sentoit
« encore ses forces, et dont les ressentiments
« pouvoient devenir terribles. » Il lui déclaroit, en même temps avec franchise, « qu'il seroit
« le premier à conseiller ce noble désespoir à
« son Roi et à son pays, si l'on ne revenoit pas à
« un système de modération aussi conforme à

« la saine politique qu'à la justice et à l'honneur. »

Il parvint ainsi à désintéresser les puissances par des sacrifices justes et modérés.

Une circonstance heureuse avoit porté les principaux cabinets de l'Europe, fatigués eux-mêmes de ces interminables débats, à travers lesquels il étoit difficile de démêler la justice et l'exagération, de confier tous leurs pouvoirs au duc de Wellington, pour prononcer, trancher et décider sur les innombrables et extravagantes prétentions qui venoient chaque jour s'accumuler dans les cartons de la commission de liquidation, formée des plénipotentiaires de tous les Gouvernements.

La loyauté de M. de Richelieu avoit fait sur le duc de Wellington l'impression qu'elle ne manquoit jamais de produire sur tous ceux qui s'établissoient en relations avec lui. C'est le duc de Wellington qui a dit de M. de Richelieu ce mot si remarquable qui, dans la bouche d'un étranger, renferme le plus grand éloge qui ait peut-être jamais été fait d'un Ministre: *La parole du duc de Richelieu vaut un traité.*

Les réclamations ou indemnités des sujets des puissances étrangères du continent, appuyées de pièces justificatives, s'élevoient à la

somme de *neuf cent soixante-trois millions*. Elles furent réduites à *deux cent quarante millions* de capital nominal, représentés par *douze millions quatre-vingt mille francs* de rentes sur le grand-livre.

Un pareil résultat n'a besoin ni d'éloges ni de commentaires.

De si grands services avoient touché profondément le cœur du Roi; il en sentoit tout le prix et se plaisoit à le montrer à M. de Richelieu. Un travail facile, agréable, dégagé de tout ce qui porte l'empreinte d'une pédantesque importance, ou de ces sombres inquiétudes que les Ministres affectent quelquefois pour exagérer les dangers ou pour faire valoir leurs services, lui avoit concilié le goût et la bienveillance du Roi.

Il avoit, d'ailleurs, le premier de tous les avantages qu'un Ministre puisse avoir auprès d'un Roi, l'intime persuasion qu'aucune vue d'intérêt personnel, aucun sentiment d'amour-propre, aucune prévention de haine ou de vengeance, ne pouvoient approcher de l'ame de M. de Richelieu.

M. de Richelieu, par sa position et son caractère, n'avoit rien à demander ni rien à désirer. Qu'auroit-il pu demander, qu'auroit-il pu de-

sirer? Des titres, des honneurs, les grandes charges d'une glorieuse monarchie? il les avoit trouvés dans son berceau; l'or? il le méprisoit. Il n'avoit aucun de ces goûts et de ces besoins qui compromettent souvent l'honneur et l'indépendance.

Son caractère même le rendoit peu accessible à ces séductions qui flattent quelquefois les hommes. La gloire, cette belle illusion, pouvoit seule toucher son ame grande et vertueuse; mais il observoit avec douleur qu'il en avoit vu trop souvent profaner le nom. Les vains succès d'amour-propre lui paroissoient ridicules dans un homme public. La louange et les éloges lui inspiroient une estimable méfiance; il n'acceptoit même qu'avec embarras la reconnoissance; il ne croyoit presque jamais y avoir des droits; il n'avoit rien de son siècle. La justice seule et le bonheur des hommes remplissoient toutes les affections de son ame; l'une étoit la règle inflexible de ses devoirs; l'autre, le noble but de toutes ses pensées et de tous ses vœux.

On croiroit faire injure à la gloire de M. de Richelieu en parlant de son désintéressement. Il s'offensoit même qu'on prétendit lui en faire un mérite. Cette vertu étoit si simple et si naturelle en lui, qu'il croyoit, de la meilleure foi

du monde , que tout le monde le possédoit au même degré. Il est vrai que la nature avoit fait M. de Richelieu si désintéressé de lui-même , qu'on auroit pu dire de sa vertu ce qu'on a dit du génie de La Fontaine. On pourroit même ajouter que , si l'on compare la différence des siècles , des mœurs et des pays , l'antiquité n'a jamais produit un modèle plus pur de vertu et de désintéressement.

Si l'on pouvoit supposer à l'homme le plus naturel et le plus vrai qui ait peut-être jamais existé le moindre calcul pour se donner un caractère qui n'eût pas été le sien , on pourroit imaginer qu'après avoir réfléchi sur les grands changements que deux siècles , et une révolution qui à elle seule vaut un siècle , avoient apportés aux mœurs , au génie , aux habitudes et aux préjugés de la nation française , M. de Richelieu avoit conçu la noble ambition d'obtenir , par le seul ascendant de la confiance , de la raison , de la douceur et de la modestie , une autorité bien plus flatteuse pour un homme de son caractère que celle que le cardinal , son grand-oncle , entraîné par la nécessité impérieuse de relever l'autorité royale abattue par trente ans de guerres civiles , et par l'audace impunie de factieux trop puissants , n'avoit con-

quise qu'en dominant son roi, en glaçant d'effroi une cour consternée, qu'en combattant, sans relâche, ses ennemis du dehors et du dedans; en imprimant la terreur de son nom par-tout où il le faisoit retentir; et en couvrant sa vaste ambition et sa profonde politique de tout le faste d'une grandeur et d'une magnificence royales: mais M. de Richelieu étoit si naturellement vertueux, que la vertu ne pouvoit jamais être pour lui l'objet d'un calcul ni le résultat d'un système.

Le traité du 20 novembre renfermoit quelques dispositions conditionnelles qui faisoient dépendre la durée plus ou moins prolongée du séjour des troupes étrangères de l'entier acquittement de la subvention imposée à la France, et de la confiance que pouvoit inspirer sa tranquillité intérieure pour la tranquillité du reste de l'Europe.

Ce n'étoit pas sans peine que M. de Richelieu étoit parvenu à faire insérer des clauses dont il se flattoit de pouvoir faire l'usage le plus utile.

Il s'attacha à suivre avec persévérance, et en silence, un plan qui pût le conduire à accélérer la libération de la France, objet ardent de tous ses vœux.

Mais comment se flatter d'établir, tout-à-coup,

dans un pays si récemment dévasté par deux invasions, et écrasé d'impôts de tous les genres, un système de crédit capable de suffire, non seulement aux charges ordinaires et extraordinaires, mais même à l'acquittement anticipé d'une créance pour laquelle on s'étoit cru obligé de demander de longs délais ?

Le mot seul de *crédit*, dans un pareil état de choses, ne parut au plus grand nombre que le rêve d'un homme de bien. On se rappelle toutes les objections qu'on ne manqua pas de soulever contre la seule proposition du premier emprunt ; mais rien ne put décourager M. de Richelieu ; et il fut puissamment secondé par l'habile ministre des finances, M. Corvetto, qu'il avoit appelé aux conseils du Roi en même temps qu'il y étoit entré, homme dont les talents égaloient la probité, dont les éminents services, il faut le dire, n'ont peut-être pas été assez reconnus ni sentis.

Le succès du premier emprunt décida le succès de tous ceux qui ne tardèrent pas à suivre, et qui devoient donner la vie au système politique de M. de Richelieu.

Il falloit ensuite écarter les motifs ou les prétextes que la malveillance étrangère pouvoit emprunter de l'état encore un peu équivoque

de notre situation intérieure. C'est sur ce point si délicat, et sur lequel il étoit si difficile d'obtenir une illusion complète, que M. de Richelieu montra le plus d'art et d'habileté : il fit sentir que les divisions d'opinions qui pouvoient exister sur quelques points de législation étoient la condition nécessaire de tout gouvernement représentatif, et que les rivalités des partis, pour arriver au pouvoir, étoient la maladie naturelle et inévitable de tous les pays où l'activité de l'esprit et l'inquiétude du caractère entretiennent tous les genres d'ambition ; que de pareilles agitations domestiques étoient peu dignes d'attirer l'attention de l'Europe, et méritoient encore moins d'appeler son inquiétude. Enfin il osa prendre sous sa propre responsabilité la tranquillité de la France ; et ce fut sur sa garantie personnelle que M. de Richelieu obtint, au bout de deux ans, un premier et important adoucissement dont le traité du 20 novembre avoit à peine laissé entrevoir la possibilité, la diminution de trente mille hommes de l'armée d'occupation, et une économie de soixante millions pour leur entretien.

Un des jours les plus heureux de l'administration de M. de Richelieu fut celui où il vint annoncer aux deux Chambres ce premier pas

de la France vers son indépendance et son antique dignité.

Il est affligeant de le dire : peut-être ce grand bienfait ne fut-il pas senti comme il auroit dû l'être ; mais les passions étoient déjà en présence. Les passions peuvent-elles jamais être équitables, même dans un grand intérêt national ?

M. de Richelieu voyoit dans ce premier adoucissement à la rigueur des traités le gage et l'assurance d'une libération prochaine et absolue.

Mais il ne pouvoit se flatter de l'obtenir qu'en se présentant aux puissances avec le prix de la rançon qui devoit acquitter tous les engagements imposés par les lois terribles de la guerre.

Une nation telle que la nation française étoit seule capable d'un si grand effort : l'honneur lui inspira le plus généreux dévouement, la confiance des deux Chambres, les sages combinaisons du Ministre des finances, la rapide direction des esprits entraînés par de grands succès vers les spéculations les plus hardies, donnèrent à M. de Richelieu des moyens supérieurs à ses espérances même.

Sûr de sa position, il ne craint plus d'inviter les souverains et leurs ministres à se réunir dans un congrès pour leur demander d'exécuter le traité du 20 novembre dans sa véritable inter-

prétation. Il arrive à Aix-la-Chapelle, et dit aux rois assemblés : « Vous avez voulu que la tranquillité de la France répondît de la tranquillité de l'Europe : une expérience de trois ans vous a montré que ma parole n'a pas été vaine. « Vous avez demandé sept cent millions, je vous les apporte. »

Les voyageurs, que les affaires ou la curiosité avoient attirés à Aix-la-Chapelle, observoient avec une sorte d'étonnement l'empressement flatteur des souverains et de leurs ministres à montrer à M. de Richelieu tous ces égards et toute cette condescendance que le sentiment de la plus profonde estime pouvoit seul exprimer sous des formes si honorables. L'appui de l'empereur Alexandre dut aplanir de grands obstacles ; le beau caractère et la belle réputation de M. de Richelieu avoient disposé d'avance tous les esprits à une bienveillance qui se laisse rarement apercevoir dans des négociations compliquées par de grands intérêts, et peut-être par de grandes méfiances. M. de Richelieu parut, dans cette circonstance si solennelle, plutôt le représentant d'une grande nation qui a son honneur à défendre et sa liberté à conserver, que le Ministre d'une puissance qui vient demander à être délivrée d'un joug trop onéreux. Il étoit alors

parvenu au plus haut point de sa considération diplomatique.

Jamais son cœur n'éprouva une émotion plus douce et plus pure qu'au moment où, en revenant d'Aix-la-Chapelle à Paris, il rencontra, sur sa route, les différents corps des troupes étrangères qui venoient déjà de quitter la France.

Les lettres que M. de Richelieu écrivit au Roi pendant le congrès d'Aix-la-Chapelle, et que Sa Majesté fit lire dans son conseil, passent, dans l'opinion de tous ceux qui en ont eu connoissance, pour des modèles de dignité, de sagesse et de considérations profondes sur les grands intérêts de l'Europe.

Peu d'hommes d'État ont possédé à un degré si remarquable le talent d'écrire comme un homme d'État doit écrire. Rien n'est comparable à l'étonnante facilité avec laquelle il rendoit toutes ses idées, sans jamais chercher ses expressions, qui venoient naturellement se placer sous sa plume, et qui étoient toujours les plus convenables aux choses, aux personnes et aux circonstances. C'étoit à-la-fois le style du Ministre d'un grand Roi, et celui d'un homme du monde plein de politesse et d'égards. Toutes les dépêches importantes adressées aux agents du Roi dans les cours étrangères, étoient écrites de sa main,

et n'offrent ni ratures, ni recherches, ni efforts. Nous avons la ferme confiance que ce recueil si intéressant des opérations diplomatiques de M. de Richelieu ne sera pas perdu pour l'histoire. Est-il convenable, après de si grandes choses, d'observer que jamais aucun Ministre ne s'est moins servi de ses secrétaires? Il n'étoit pas un particulier un peu connu à qui il ne répondît de sa main avec empressement, franchise et obligeance.

M. de Richelieu étoit à peine revenu à Paris, qu'il fut menacé de voir s'évanouir le succès de toutes les opérations qu'il avoit si heureusement consommées à Aix-la-Chapelle. Il étoit convenu avec les différents gouvernements des époques assez rapprochées où le paiement de leurs créances seroit acquitté; il avoit réglé tous ses calculs sur l'état où il avoit laissé la place de Paris; mais quelques spéculateurs imprudents, se confiant trop légèrement à l'essor que la France avoit si rapidement obtenu, franchirent toutes les mesures de la sagesse et de la prévoyance; ils en furent les premières victimes; mais la place de Paris fut tout-à-coup bouleversée, et les effets publics tombèrent avec la même rapidité qu'ils s'étoient élevés. Cette révolution inattendue changeoit tous les calculs du Gouvernement, trom-

poit toutes ses espérances, et compromettoit toutes les conventions arrêtées à Aix-la-Chapelle, par l'impossibilité absolue de les remplir. Ce fut encore dans cette grave circonstance que M. de Richelieu recueillit le prix de l'estime personnelle que lui accordoient tous les gouvernements. Comment oser demander de déroger aux dispositions d'un traité conclu dans un congrès solennel formé de la réunion des plus grands souverains de l'Europe, au moment même où il venoit d'être signé? Comment se flatter que les Ministres de ces souverains se permissent de prendre sur eux de changer une seule de ses dispositions, sans attendre leur autorisation? Cependant le moindre délai suffisoit pour rendre encore plus imminent le danger d'une crise à laquelle la fortune publique tout entière étoit attachée. On apprit tout-à-coup, avec une admiration mêlée de reconnoissance, que, sur la seule demande de M. de Richelieu, et sur la seule confiance attachée à sa loyauté, tous les Ministres étrangers, résidant à Paris, avoient consenti, au nom de leurs gouvernements, à accorder à la France un nouveau délai de dix-huit mois pour remplir ses engagements.

Vous pouvez vous rappeler, Messieurs, que ce fut à cette époque qu'un concours de circon-

stances extraordinaires sur lesquelles il n'est ni convenable ni nécessaire de s'expliquer, fit penser à M. de Richelieu que le moment étoit arrivé pour lui de se retirer des affaires; vous vous rappelez également avec une douce satisfaction, que, sur la proposition même des deux Chambres, réunies dans leurs sentiments d'estime et de reconnoissance pour les grands services qu'il avoit rendus à l'État, une récompense nationale fut décernée à M. de Richelieu; vous savez le noble usage qu'il en a fait.

M. le duc de Richelieu consacra les premiers mois de sa liberté à parcourir quelques parties de la Suisse, de l'Italie et de la Hollande. Les voyages étoient toujours pour lui un objet d'instruction, encore plus que de distraction et d'agrément. Ses goûts et ses connoissances aussi variées qu'étendues dans toutes les branches de l'économie politique, lui faisoient observer avec avidité, dans les pays étrangers, tout ce qui pouvoit tourner au profit de l'humanité et du perfectionnement de l'ordre social.

Il étoit revenu à Paris, vers la fin de 1819; il avoit annoncé la ferme détermination de ne plus rentrer dans les affaires; il s'étoit même refusé aux sollicitations pressantes qui venoient de lui être renouvelées, et il se disposoit à partir le

14 février 1820, de grand matin, pour aller, au nom de Sa Majesté, féliciter le roi Georges IV, sur son avènement au trône, lorsque dans la nuit du 13 au 14 le plus horrible des attentats vint porter la douleur dans la maison de nos rois, et répandit le deuil sur toute la France.

M. de Richelieu avoit résisté à toutes les considérations politiques; il ne put résister aux touchantes instances de la Famille royale éplorée. Lui sur qui le malheur avoit toujours des droits, il ne pouvoit hésiter lorsque d'augustes infortunes lui demandoient de se dévouer.

Il se sacrifia; en faisant son sacrifice, avoit-il la conviction consolante qu'il pût devenir aussi utile qu'on le jugeoit nécessaire?

Il se traça, en acceptant pour la seconde fois le terrible fardeau qui lui étoit imposé, un plan de gouvernement dont il ne s'est pas écarté un seul instant pendant tout le cours de son second ministère, celui de seconder le triomphe des principes monarchiques, en les liant, par un nœud indissoluble, aux libertés publiques, sans se permettre un seul acte d'oppression contre les partisans des doctrines opposées. Ce plan devoit sans doute se manifester par le choix des personnes, par la distribution des emplois, par la dispensation des faveurs.

Une telle marche, si conforme aux vues et aux sentiments du Roi, fut couronnée par son approbation et par le succès le plus complet. M. de Richelieu, ennemi, par caractère et par sagesse, de toutes les réactions, se permit à peine quelques changements en très petit nombre, et absolument indispensables. Cette mesure même servit puissamment à assurer la confiance, et à garantir la stabilité de tous les administrateurs et de toutes les administrations. Toutes les places et tous les emplois, dont la disposition devint libre par le cours naturel des choses, furent accordés avec empressement aux amis de la monarchie. On ne peut citer à cet égard un seul fait qui se soit trouvé en contradiction avec les principes avoués et professés par M. de Richelieu. La justice et la bonne foi obligent de déclarer hautement, que tous les collègues qu'il s'étoit associés, et dont les talents supérieurs sont généralement reconnus, se conformèrent, avec autant de zèle que de sincérité, à la direction qu'ils jugeoient eux-mêmes la plus utile et la plus nécessaire au salut de la France. A travers beaucoup de déclamations auxquelles une grande administration ne peut pas totalement échapper, on seroit embarrassé de citer une plainte justement fondée.

Tous les actes publics du Gouvernement furent donc en harmonie avec le plan adopté par M. de Richelieu. La loi des élections fut modifiée. Une proclamation du Roi vint annoncer à tous les collèges électoraux de France les vœux et les espérances du Monarque. M. de Richelieu se borna à exercer dans les élections la seule influence qui pouvoit appartenir à son ame noble et élevée, celle d'une douce confiance en l'amour du Roi pour le bonheur de ses peuples, et en l'amour de la France pour le Roi.

La France recueillit tous les bienfaits de cette administration si douce, si paternelle. Le plus grand calme régnoit dans toute l'étendue des départements. Si quelques hommes, heureusement devenus bien rares, ennemis de leur propre repos et de celui de leur pays, osoient hasarder quelques tentatives criminelles, elles étoient aussitôt réprimées que conçues.

Les faits parloient donc hautement, et attestoient à la France l'heureuse influence d'une administration qui avoit fait tant de bien dans le court intervalle de vingt mois.

L'événement le plus heureux pour la France vint ajouter une nouvelle ardeur au zèle, au courage, et aux espérances de M. de Richelieu. On fut touché du bonheur si pur que lui fit

éprouver la naissance de monseigneur le duc de Bordeaux, et de l'espèce d'abandon avec lequel il partagea la joie du peuple. Il trouvoit dans ce grand bienfait du ciel un gage de stabilité pour le bonheur de la France et la paix de l'Europe. Son dévouement sans bornes pour le Roi le fit jouir, avec une délicieuse émotion, de toutes les consolations que cet enfant, donné de Dieu, alloit apporter à l'âge et aux infirmités d'un Prince long-temps malheureux, qui se voyoit tout-à-coup renaître dans une longue suite d'héritiers. Des jours plus propices alloient enfin reluire pour une famille auguste, frappée par un coup horrible dans ce qu'elle avoit de plus cher, et s'arrachant à ces tristes images du crime et de la mort, pour goûter encore quelque bonheur sur la terre.

M. de Richelieu croyoit donc toucher à l'accomplissement de ses vœux les plus chers. Il apercevoit dans un avenir peu éloigné le terme heureux vers lequel il soupiroit sans cesse, celui où la France, soulagée du poids de tant de charges accablantes, pourroit recueillir tous les bienfaits que la nature s'est plu à répandre avec tant d'abondance sur cette terre favorisée du ciel.

Vous savez, Messieurs, comment un genre

de contradiction, que la prévoyance la plus inquiète n'auroit pu même supposer, est venu arrêter le développement d'un système conçu dans les intentions les plus pures, et suivi avec tant de persévérance et de succès.

M. de Richelieu, perdant l'espérance d'être utile comme il croyoit pouvoir et devoir l'être, a dû se retirer. Sa retraite, à l'époque de son premier ministère, n'avoit excité en lui aucuns regrets: il n'en a pas été de même en cette dernière circonstance, et il l'a avoué hautement, sans faste, sans ostentation, et avec toute la simplicité d'une ame toujours vraie. C'est encore le plus beau trait peut-être de cet admirable caractère. Il savoit que le soupçon d'aucun intérêt, d'aucun sentiment personnel, ne pouvoit se mêler à l'expression de ses regrets; on ne pouvoit se méprendre sur les motifs de cette douleur noble et vertueuse. C'est la France elle-même qui a dit d'une voix unanime, que M. de Richelieu n'a regretté que le pouvoir de faire le bien. Plus il s'étoit flatté d'être arrivé au terme de ses vœux, plus son cœur a été déchiré de voir s'évanouir la pensée dominante de toute sa vie: la vie ne pouvoit plus avoir aucun intérêt pour lui.

Il seroit inutile de le dissimuler. Les derniers

jours de M. le duc de Richelieu ont dû être pénibles et douloureux. Son cœur avoit été profondément atteint; il dédaignoit le pouvoir, les honneurs, les richesses; il ne respiroit que la gloire du Roi et le bonheur de la France. Il avoit vu se réaliser, pendant son second ministère, une grande partie des espérances dont il avoit toujours aimé à se nourrir.

La France, heureuse et paisible sous les lois paternelles d'un Roi sage et éclairé, offroit à l'Europe étonnée le spectacle d'une grande nation sortie, comme par enchantement, d'un profond abyme. La loyauté et la capacité si connues de M. de Richelieu, inspiroient aux gouvernements étrangers la confiance et la sécurité; il étoit le lien de la France et de l'Europe. La fidélité du Roi à remplir tous les engagements que les malheurs de la guerre avoient imposés, concilioit à son Gouvernement l'estime et le respect de toutes les nations. Au milieu des convulsions qui agitoient quelques contrées de l'Europe, la France avoit su conserver sa dignité et sa paix intérieure. Les lois recevoient, dans toutes les parties du royaume, une exécution douce et facile; l'autorité ne se laissoit apercevoir que pour protéger l'ordre public, et affermir le calme si nécessaire après tant d'agitations. Tou-

tes les institutions commençoient à prendre de la stabilité. Cette mobilité inquiète, qui entretenoit tant de craintes, d'espérances et d'ambitions mal réglées, commençoit à s'amortir. Les administrateurs, libres de cette anxiété qui les laissoit toujours incertains de leur sort, assurés désormais de leur considération et de leur existence, se montroient jaloux de justifier la confiance d'un Gouvernement qu'ils auroient trouvé inexorable s'ils eussent trompé ses vues et ses intentions. Le calme étoit devenu si universel que, pour me servir d'une expression de M. de Richelieu lui-même, *la correspondance des départements étoit devenue presque insipide*, par l'uniformité des dispositions rassurantes et paisibles dont elle retraçoit le tableau d'un bout de la France à l'autre. A la suite de ces images si satisfaisantes, on voyoit tous les prodiges de l'industrireuse activité des intérêts particuliers au milieu du repos général. Un court intervalle de quelques années alloit suffir pour élever la fortune de la France à un degré de prospérité presque fabuleuse; des canaux s'ouvroient sur les points les plus importants du royaume; et un plan général, conçu et arrêté, alloit étendre ces fleuves de richesses et d'abondance sur toutes les parties de l'Empire.

Nous avons la ferme confiance qu'un tel ave-

nir ne sera point trompé, et parlera plus haut que nous ne pourrions le faire pour l'honneur et la gloire de celui qui en avoit conçu la pensée, et suivi avec tant de bonheur les progrès.

Il est difficile de savoir s'il a été donné à M. de Richelieu d'envisager la mort; mais ce qu'on peut supposer avec vraisemblance, c'est qu'il en aura vu les approches sans regret. Il étoit entièrement détaché de la vie. Toujours fidèle à sa vertu, ses derniers vœux auront certainement été pour son Roi et pour son pays. Le ciel ne sera pas indifférent aux généreuses inspirations de l'ame la plus vertueuse et du cœur le plus français: il aura au moins trouvé dans le tombeau le repos dont il n'est pas donné au plus juste de jouir sur la terre.

Me seroit-il permis, Messieurs, de parler de ma douleur personnelle, au milieu de tant de témoignages bien plus honorables à sa mémoire?

L'amitié de M. le duc de Richelieu étoit venue me chercher au fond de la retraite à laquelle de cruelles infirmités me condamnent depuis tant d'années; j'ai pu observer dans toute leur pureté, et si je puis le dire, dans toute leur naïveté, toutes les impressions de cette ame si transparente, qui n'avoit rien à dissimuler, parcequ'elle

n'avoit rien à cacher ou à désavouer. Elle étoit la première à s'accuser elle-même lorsqu'elle croyoit avoir l'apparence d'un tort à se reprocher. Sans doute, j'y ai reconnu souvent l'expression de cette susceptibilité délicate qui ne peut être indifférente à de grandes injustices, mais jamais je n'y ai aperçu la trace du moindre ressentiment personnel. Sûr de n'avoir pas mérité des ennemis, jamais il n'a cru en avoir. Il eût été le plus malheureux des hommes s'il eût donné à un seul le droit de l'être. Ses défauts même le rendoient cher à ceux qui approchoient en quelque sorte de sa conscience : ils tenoient tous à des vertus de l'ordre le plus élevé. La plus juste, la plus profonde reconnoissance étoit encore le plus foible des liens qui m'attachoient à cet homme si attachant. Son image sera toujours présente à ma pensée pendant le peu de jours qui me restent à passer sur la terre.

Mais comment puis-je m'arrêter si long-temps sur ma douleur personnelle, en pensant aux douleurs d'une épouse vertueuse pour laquelle il étoit l'objet d'un véritable culte ; à celles de deux sœurs inconsolables qui l'environnoient avec un intérêt si touchant de leurs soins, de leur tendresse, de leur amour ; qui avoient placé en lui le charme, la douceur, et toutes les con-

solutions de leur vie ; auprès de qui il venoit toujours chercher cette paix de l'ame et ce repos de l'esprit, nécessaires à l'agitation d'une existence tourmentée par de si grands intérêts et de si pénibles travaux.

Puisse leur profonde douleur recevoir quelque adoucissement dans les tendres soins que réclame de leur piété fraternelle le jeune héritier appelé à perpétuer un si beau nom ! C'est à la main maternelle à graver dans son ame naissante la première empreinte de ces nobles sentiments de vertu et d'honneur dont un frère adoré a laissé le modèle le plus pur à la France, à l'Europe, à la postérité.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

PROJET DE LOI

RELATIF

A l'aliénation des bâtiments occupés par le ministère
des finances, et à la démolition de l'ancienne salle
de l'Opéra;

Adopté par la Chambre des Députés le 20 juin 1822;

Présenté à la Chambre des Pairs le 26 du même mois;

DISCOURS du Ministre des finances, contenant les
motifs du projet de loi.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBER

DE

REPORT OF THE PAIRS DE FRANCE

Presented to the
Session of 1852

by the
Commissioners of the

CHAMBER OF DEPUTES

and of the

CHAMBER OF PEERS

of the Kingdom of France

in the year 1852

by the

Commissioners of the

CHAMBER OF DEPUTES

and of the

CHAMBER OF PEERS

of the Kingdom of France

in the year 1852

by the

Commissioners of the

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE
ET DE NAVARRE,

A tous présents et à venir, SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés avec l'amendement que nous avons consenti, sera présenté en notre nom à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État des finances, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

Il sera procédé à l'aliénation, dans les formes prescrites pour la vente des domaines de l'État, tant des bâtimens occupés par le ministère des finances, que de l'hôtel de la loterie et de ses dépendances, à l'exception de l'édifice du Trésor contigu à la bibliothèque royale, lequel restera à la disposition du ministère de l'intérieur, conformément à l'ordonnance du 14 octobre 1818.

2.

Cette vente aura lieu à la charge par les adjudicataires de terminer , conformément au cahier des charges qui en sera dressé , les bâtimens de la rue de Rivoli destinés à l'établissement du ministère des finances , de verser l'excédant du prix de l'adjudication au Trésor , et de n'entrer en jouissance des hôtels achetés par eux que six mois après l'achèvement des travaux des bâtimens de la rue de Rivoli.

3.

Seront pareillement mis en vente , pour le prix en être versé dans les caisses du Trésor , les matériaux provenant de la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra , située rue de Richelieu.

L'emplacement de cet édifice demeurera consacré à une place publique , sans qu'il puisse à l'avenir lui être donné une autre destination.

DONNÉ au château de Saint-Cloud , le 26 juin de l'an de grace 1822 , et de notre règne le 28^e.

Signé LOUIS.

Par le Roi :

Le Ministre secrétaire d'État des finances.

Signé Jⁿ DE VILLÈLE.

DISCOURS DU MINISTRE.

MESSIEURS,

Une ordonnance du Roi, du 14 octobre 1818, affecte les bâtimens de la rue de Rivoli à l'établissement du ministère des finances.

Cette ordonnance dispose encore que les bâtimens situés entre les rues Vivienne et des Petits-Champs, dans lesquels une partie de la trésorerie est actuellement placée, et attenant à la bibliothèque royale, seront réunis à cet établissement.

Les Chambres, dans leur dernière session, ont alloué un fonds de 900,000 fr. pour l'achèvement des bâtimens de la rue de Rivoli; ces constructions nécessiteroient une allocation semblable durant quatre années encore, et l'accomplissement des vues utiles de l'ordonnance royale ne pourroit être obtenu qu'après ce long espace de temps.

Cependant on voit, par le concours de l'a-

bondance des capitaux et de l'industrie particulière, les édifices, voisins de l'établissement que nous mettons tant de temps à terminer, s'élever avec une incroyable célérité. Nous avons pensé qu'en appelant les mêmes moyens à notre secours, tant pour l'achèvement rapide des constructions de la rue de Rivoli, que pour la nouvelle destination à donner aux édifices et locaux actuellement occupés par le ministère des finances, dans un des quartiers de Paris les plus propres aux spéculations de ce genre, ce seroit faire une opération convenable et utile.

Nous en avons soumis le projet à Sa Majesté qui nous a autorisés à le présenter à la Chambre des Députés; il y a été accepté.

Par la première disposition, le Ministre des finances est autorisé à faire procéder, dans les formes prescrites pour la vente des domaines de l'État, à l'aliénation des bâtimens occupés par son ministère et l'administration de la loterie, excepté ceux réservés par l'ordonnance à l'agrandissement de la bibliothèque royale; à la charge, par les adjudicataires, de terminer, conformément au cahier des charges qui en sera dressé, les bâtimens de la rue de Rivoli; de verser l'excédant du prix de l'adjudication au Trésor, et de n'entrer en jouissance des hôtels

achetés par eux, que six mois après l'achèvement des travaux des bâtimens de la rue de Rivoli.

Par ce mode d'opérer, nous espérons voir terminer en 1823, une construction qui eût encore duré cinq années; et voir, dès 1824, rendus à l'industrie particulière des locaux considérables qu'elle saura bien utiliser au profit de l'embellissement et du commerce de la capitale.

On a témoigné la crainte que l'obligation imposée aux acquéreurs des bâtimens du ministère des finances, de faire terminer ceux de la rue de Rivoli, ne nuisît au succès de cette entreprise. Mais il a été facile de démontrer que ces opérations nécessitant chacune de grands capitaux, et ayant entre elles une parfaite analogie, puisque les hôtels occupés par le ministère des finances ne pouvoient être achetés que pour les convertir en établissemens commerciaux qui entraîneroient des démolitions et des constructions considérables, la réunion des deux entreprises, loin de nuire à la concurrence et au bon marché, n'en seroit que plus propre à attirer les spéculations des capitalistes.

La seconde disposition tend à réaliser le vœu émis par les Chambres pour que l'ancienne salle de l'Opéra fût démolie. Nous espé-

rons, Messieurs, que vous voudrez bien les accueillir l'une et l'autre, avec l'amendement proposé par la Chambre des Députés, que Sa Majesté nous a autorisés à admettre, et qui a pour objet de convertir en place publique l'emplacement de l'édifice dont la démolition doit être ordonnée, sans qu'il puisse recevoir une autre destination.

Je vais avoir l'honneur de vous faire la lecture du projet de loi dont il s'agit.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

PROJET DE LOI

RELATIF

Au rétablissement du séminaire de Chartres.

Adopté par la Chambre des Députés le 19 juin 1822;
Présenté à la Chambre des Pairs le 26 du même mois.

DISCOURS du Ministre de l'intérieur, contenant les
motifs du projet de loi.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CITATION

PAIRS DE FRANCE

PROJET DE LOI

PROPOSÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE
ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés le 19 juin 1822, sera présenté en notre nom à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État de l'intérieur, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE UNIQUE.

Le département d'Eure-et-Loir est autorisé à s'imposer extraordinairement jusqu'à concurrence de trois centimes et demi, par addition au rôle des contributions foncière, personnelle et mobilière de 1822, pour le produit de cette imposition être exclusivement affecté au rétablissement du séminaire de Chartres, et à la translation du tribunal civil et de la gendarmerie qui y sont actuellement établis, le tout con-

formément à la délibération prise par le conseil général du département d'Eure-et-Loir, dans la session de 1821.

DONNÉ au château de Saint-Cloud, le 26 juin de l'an de grace 1822, et de notre règne le 28^e.

Signé LOUIS.

Par le Roi:

Le Ministre secrétaire d'État de l'intérieur,

Signé CORBIÈRE.

DISCOURS DU MINISTRE.

MESSIEURS,

Le diocèse de Chartres, récemment érigé, a des besoins auxquels il est urgent de satisfaire. Ces besoins sont de plus d'un genre; car tout manquoit lors du rétablissement de ce siège, excepté le zèle de la population qui avoit souhaité ardemment ce bienfait, et qui ne desire pas moins pouvoir hâter le moment où elle en recueillera tous les fruits.

Dans le projet de loi que Sa Majesté nous a chargés de vous présenter, nous n'avons à vous entretenir que du séminaire diocésain. Occupé, au moment de l'érection de l'évêché, par divers établissemens publics, leur translation dans d'autres bâtimens, les constructions, les achats, les réparations, exigent des dépenses considérables qu'on ne sauroit ajourner; car ici, aux nécessités de l'instruction ecclésiastique, au-devant de laquelle ont déjà accouru dans ce diocèse un grand nombre de jeunes gens, se réunissent les nécessités d'autres services publics. Les fonds mis à la disposition du Gouvernement pour

(6)
l'établissement des nouveaux sièges ne suffi-
roient point, à cause de la lenteur inséparable
des extinctions, aux frais les plus indispensa-
bles, et l'accomplissement de ces utiles disposi-
tions seroit condamné à de pénibles retards, si
les départements et les villes ne s'empressoient
d'offrir leur tribut. Sans doute il ne faut point
que ces généreux efforts passent de justes
bornes, et le Gouvernement seroit le premier à
les arrêter, s'il y voyoit pour les contribuables
des charges onéreuses que ne compenseroient
point de plus grands avantages.

C'est parcequ'il a été convaincu que la déli-
bération du conseil général du département
d'Eure-et-Loir, à l'effet d'obtenir une imposi-
tion extraordinaire de trois centimes et demi
pour servir aux dépenses du séminaire diocé-
sain et à la translation des établissements qui
occupent les bâtimens de ce séminaire; c'est
parcequ'il a été, disons-nous, convaincu que
cette délibération n'excédoit point la limite ju-
gée nécessaire, que les contribuables qui vien-
nent d'obtenir un dégrèvement considérable
dans l'impôt foncier, trouveroient le sacrifice
bien inférieur aux biens qui doivent en résul-
ter, qu'il s'est empressé de provoquer le projet
de loi qui doit autoriser cette imposition. Ce

projet a déjà obtenu la sanction de la Chambre des Députés, et nous sommes persuadés que vous trouverez les motifs qui ont déterminé cette première sanction trop justes, trop fondés, pour ne pas y joindre la vôtre.

1871
The following is a list of the names of the persons who have been admitted to the office of the Secretary of the Board of Education since the last meeting of the Board.

IMPRESSION
N° 5.

IMPRESSIONS

N° 5.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

PROJET DE LOI SUR LES DOUANES,

Adopté par la Chambre des Députés le 4 juillet 1822;

Présenté à la Chambre des Pairs le 8 du même mois.

DISCOURS du Ministre des finances, contenant les
motifs du projet de loi.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

LE ROY

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

SEPTIEME DE LA

PROJET DE LOI

DES DOUTES

Sur le projet de loi relatif à la réorganisation des tribunaux de commerce

présenté par M. le Ministre de la Justice

et adopté par l'Assemblée Nationale le 10 Mars 1884

Par le Sénat le 10 Mars 1884

Par la Chambre des Députés le 10 Mars 1884

Par le Sénat le 10 Mars 1884

Par la Chambre des Députés le 10 Mars 1884

Par le Sénat le 10 Mars 1884

Par la Chambre des Députés le 10 Mars 1884

Par le Sénat le 10 Mars 1884

Par la Chambre des Députés le 10 Mars 1884

Par le Sénat le 10 Mars 1884

Par la Chambre des Députés le 10 Mars 1884

Par le Sénat le 10 Mars 1884

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE
ET DE NAVARRE,

A tous présents et à venir, SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés avec des amendements par nous consentis, sera présenté en notre nom à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État des finances, et par le sieur comte de St-Cricq, conseiller d'État, directeur général des douanes.

IMPORTATION.

ARTICLE PREMIER.

Les droits d'entrée seront, à l'égard des marchandises dénommées au présent article, établis ou modifiés de la manière suivante :

§. I^{er}

Sucres étrangers.	bruts autres que blancs.	par navires français.	des établissements français.....	85 fr. » c.	} par 100 kilg	
			des comptoirs étrangers.....	96 »		
			d'ailleurs hors d'Europe.....	95 »		
		par navires étrangers.	des entrepôts.....	105 »		
			des établissements français.....	110 »		
	blancs ; ou terrés , sans distinction de nuances.	par navires français.	des comptoirs étrangers.....	100 »		}
			d'ailleurs hors d'Europe.....	105 »		
			des entrepôts.....	115 »		
		par navires étrangers.	des entrepôts.....	125 »		
			des établissements français.....	130 »		
Lin.....	entiges brutes	vertes.....	1 »	}		
		seches.....	1 20 »			
		rouies.....	1 50 »			
		tillé et étoupes.....	10 »			
Avelanèdes.....	peigné.....	30 »	}			
Sumac.....	5 »					
	25 »					
	8 »					
Roseaux des jardins.....	en tiges entières.....	11 »	}			
	en brochettes, pour peignes à tisser... ..	18 »				
Bruyères à vergette.....	brutes.....	1 »	}			
	dépouillées de leurs barbes.....	10 »				
Bœufs.....	gras et en chair.....	50 »	}			
	maigres.....	25 »				
Taureaux, bouvillons et taurillons.....		15 »	}			
Vaches.....	grasses et en chair.....	25 »				
	maigres et génisses.....	12 50				
Veaux.....		3 »	}			
Beliers, brebis et moutons communs.....		5 »				
Agneaux communs.....		30 »	}			
Boucs et chèvres.....		1 50				
Chevreaux.....		25 »	}			
Porcs.....	gras.....	12 »				
	maigres.....	2 »				
Cochons de lait au-dessous de trois mois.....		40 »				

Dont le kilogramme net vaut :

Laines et déchets de laine entière, par les seuls bureaux désignés en l'article 20 de la loi du 28 avril 1816, sauf les exceptions locales autorisées par l'article 21 de la même loi.	sur fines.....	brutes.....	3 f. 20 c. ou plus.....	20 »	} par 100 kilg brut.
			à froid.....	40 »	
		lavées.....	6 f. 40 c. Id.....	60 »	
			à chaud.....	15 »	
	fines.....	brutes.....	de 1 f. 20 à 3 f. 20 exclus.....	30 »	
			à froid.....	45 »	
		lavées.....	de 2 f. 40 c. à 6 f. 40 c. Id.....	10 »	
			à chaud.....	20 »	
	communes.....	brutes.....	de 3 f. » c. à 8 f. » c. Id.....	30 »	
			à froid.....	20 »	
		lavées.....	à chaud.....	30 »	

L'administration des douanes ou ses agents pourront exercer, à l'égard des laines dont la valeur seroit faussement déclarée, le droit de préemption tel qu'il est réglé par la loi du 23 avril 1796.

Suifs importés...	{ par navires français	15 fr. » c.	
	{ par navires étrangers et par terre	18 "	
Chandelles		25 "	
Fonte ..	{ brute, en gueuses de 400 kilogram., au moins		{ par mer, et depuis la mer jusqu'à Solre-le-Château exclusivement
			{ de Solre-le-Château à Rocroy inclusivement
			{ par les autres frontières de terre
	épurée, dite mazée	15 "	
	{ plates, donnant 458 millimètres (90 lignes) et plus, la largeur multipliée par l'épaisseur	25 "	{ par 100 kil.
Fer en barres.	{ carrées, ayant 22 millimètres (10 lignes) et plus sur chaque face		
	{ plates, donnant 213 millimètres inclus à 458 exclus (42 à 90 lig.), la largeur multipliée par l'épaisseur	36 "	
	{ carrées, ayant 15 millimètres inclus à 22 exclus (7 à 10 lignes) sur chaque face		
	{ rondes, de 15 millimètres (7 lignes) et plus de diamètre	50 "	
	{ plates, donnant moins de 213 millimètres (42 lig.) la largeur multipliée par l'épaisseur		
	{ carrées, ayant moins de 15 millimètres (7 lignes), sur chaque face		
	{ rondes, de moins de 15 millimètres (7 lignes) de diamètre		

La portion de droit dont le présent tarif excède celui du 21 décembre 1814, appliqué aux dimensions ci-dessus, sera remboursée pour les fers importés par mer qu'on justifiera provenir de forges étrangères où ils se traitent exclusivement au charbon de bois et au marteau.

Cette justification s'établira par-devant les experts institués par l'art. 19 de la présente loi, auxquels le Ministre de l'intérieur adjoindra pour chaque vérification tel nombre de maîtres de forge, de négociants en fer et de chimistes qu'il jugera nécessaire, tant par la production des certificats d'origine, que par l'examen des échantillons prélevés en douane.

On ne pourra réclamer le remboursement que pour ce qui aura été importé par les seuls ports de Marseille, Bayonne, Bordeaux, La Rochelle, Saint-Martin (Ile de Ré), Nantes, Redon, Lorient, Brest, Morlaix, le Légué, Saint-Malo, Cherbourg, Caen, Honfleur, Rouen, le Havre, Dieppe, Saint-Valéry-sur-Somme, Calais et Dunkerque.

Alquifoux en galène.....	10 fr. » c.	
Le sable plombifère continuera à ne payer que 5 f. par 100 kilogrammes.....		
Marbre.....		
{ brut, simplement écarri, et marbre blanc statuaire ébauché.....	3 »	} par 100 lbs
{ scié, sans aucune plus de 16 centimètres	3 »	
{ autre main-d'œuvre, ayant d'é- 3 centimètres exclus à	4 95	
{ paisseur..... 16 inclus.....	6 »	
{ de 2 à 3 centimètres.	6 15	
{ moins de 2 centimètres		

§. II.

Linge de table en fil, soit en pièces, { ouvrage.....	250 »	} par 100 lbs
{ soit ourlé..... damassé.....	500 »	
Fil de chanvre ou de lin.....		
{ simple.....		
{ écriu, bis ou herbé { d'étoupes	24 »	
{ teint.....	34 »	} par 100 lbs
{ retors écriu { à voile.....	44 »	
{ autre.....	29 »	
{ de pure laine. { blanche.....	44 »	
{ mélangées de fil, de laine et de poil.....	190 »	
Passementerie et rubannerie.....	220 »	
Feutre à doublage.....	100 »	
Futaillies vides montées.....		
{ cerclées en bois.....	» 25	} par hectol.
{ cerclées en fer.....	2 20	
Barils vides, au-dessous de dix litres de contenance.....	Mêmes droits que la boissellerie.	
Muriate de potasse.....	30 »	
Borax.....	Droits actuels.	
{ brut.....	65 »	} par 100 lbs
{ demi-raffiné.....		
Acide borique, à charge de n'entrer que par les bureaux du Pont de Beauvoisin, de Mont-Genèvre, de Saint-Laurent-du-Var et de Marseille.....	» 25	
Noir de fumée.....	12 »	

§. III.

Kermès en grains.....	1 »	} par 100 lbs
Os de bétail.....	» 10	
Mercure natif ou vif-argent.....	20 »	
Produits de la pêche française.....		
{ Blanc et fanons de baleine bruts.....	» 20	} la pièce par 100 lbs
{ Graisses de poisson.....	» 15	
{ Peaux de phoque brutes.....	» 01	
{ Corail brut.....	1 »	
Peaux de phoque fabriquées.....	6 »	

§. IV.

Aloès.....	60 »	} par 100 lbs
Baume de copahu.....	2 »	
Camphre.....		
{ brut.....	75 »	} par 100 lbs
{ raffiné.....	150 »	

par 100 $\frac{1}{2}$	Muscades	rondes	{	des colonies françaises.....	6 f. 40 c.	} par kilogr.		
				{	des établissements		7 30	
					{			français.....
								de l'Inde des comptoirs étran-
		{	gers.....	7 40				
			d'ailleurs hors d'Europe.....	7 90				
			des entrepôts.....	8 15				
		{	par navires étrangers.....	8 40				
			longues, en coque.....	moitié du droit des muscades rondes.				

§. V.

	Gravures, lithographies et cartes géographiques.	{ de portefeuille et d'ornement. placées dans des ouvrages de librairie et se rapportant au texte.	droits actuels. comme livres.			
par 100 kil.	Les livres continueront à payer les droits actuels, sans distinction de ceux qui sont ornés de figure.					
	Pièces de bois dont le diamètre se prendra au 6 ^e de la longueur, à partir du gros bout.	{ Pigouilles de 11 centimètres de diamètre inclus à 15 exclus. Manches de gaffe de 6 idem à 11 idem.	" 20 " 10	} la pièce.		
par hectol. de centnaux.		Manches de fouine et de pinceaux à goudron.	" 02			
	Plumes de parure.	{ blanches. { brutes. apprêtées. noires. { brutes. apprêtées. autres. { brutes. apprêtées.	400 " 600 " 200 " 400 " 100 " 300 " 150 "	} par 100 kilo		
Fault.						
par 100 kilo			{		Le froment n'étant pas prohibé à l'entrée Le froment étant prohibé.	Le double du droit fixé pour le froment dans toutes les hypothèses. Le triple du droit que payoit le froment avant la prohibition.
Riz.						
			Viandes		{ fraîches salées. { de porc (lard compris). Autres.	8 " 23 " 20 " 10 " 35 "
par 100 kilo	Alpiste et millet	{ par navires français. par navires étrangers et par terre.	25 " 40 "			
la pièce. par 100 kilo la pièce.	Huile d'olive comestible	{ par navires français. par navires étrangers et par terre.	25 " 30 "	} par 100 kilo.		
	Huile d'olive ne pouvant servir qu'aux fabriques, et autres huiles grasses.	{ par navires français. par navires étrangers et par terre.	25 " 30 "			
	Chanvre.	{ en tiges brutes. tillé et étoupes. peigné.	40 " 8 " 15 " 5 " 2 "			
par 100 kilo par kilogr. par 100 kilo			Brai et goudron Soufre brut, par navires étrangers. Bien de Prusse de toutes qualités, et prussiate de potasse cristallisé.		210 "	

2.

Les augmentations de droits établies par l'article précédent ne s'appliqueront pas aux marchandises qui pourront être rapportées en droiture des deux Indes par des bâtimens français partis avant le 19 janvier 1822. Les taxes réduites ne s'appliqueront que trois mois après la publication de la présente loi.

EXPORTATION.

3.

Les droits de sortie des articles ci-après seront établis ou modifiés de la manière suivante; savoir :

§. I^{er}

Bœufs.....	{ gras et en chair.....	1 fr. » c.	}	par tête
	{ maigres et bouillons.....	3 »		
Taureaux et taurillons.....		3 »		
Vaches.....	{ grasses et en chair.....	» 50		
	{ maigres et génisses.....	1 50	}	par tête
Veaux.....		» 50		
Beliers, hrehis et moutons communs.....		» 25		
Agneaux communs.....		» 10		
Boucs et chèvres.....		» 15	}	par tête
Chevreaux.....		» 10		
Porcs.....		» 25		
Cochons de lait.....		» 10		
Chanvre et lin de toute sorte.....		» 25	}	par 100 lb
Sumac.....		» 50		
Écorce de tilleul pour cordages.....		1 »		
Brou de noix.....		» 25		
Graines de jardin et de fleurs.....		1 »	}	par hectol
Vins en fûtailles et eaux-de-vie, tant par terre que par mer.....		» 25		
Graisses de poisson.....		» 25		
Baumes et autres sucs végétaux exotiques.....		» 25		
Bois de teinture et bois odorans.....		» 50	}	par 100 lb
Curcuma.....		» 50		
Rocou.....		» 50		
Laque naturelle.....		» 25		
Espèces médicinales.....		» 25	}	
Fontes et fer.....		» 25		

§. II.

Laines.	{ en masses teintes filées { blanches de toute sorte teintes.	» f. 25 c.	} par 100 kilo.
Noir d'os, de cerf et autres.			
Borax raffiné.			
Peaux préparées et ouvrées, excepté celles taxées au nombre. Peaux d'agneau et de chevreau.		20 "	

§. III.

Pièces de bois dont le diamètre se prendra au sixième de la longueur, à partir du gros bout.	{ Pigeonilles de 11 centimètres de diamètre inclus à 15 exclus Manches de gaffe de 6 centimètres de diamètre inclus à 11 exclus. Manches de fouine et de pinceaux à gondron.	1 " " 50 " 10	} la pièce.
Craux, féculs, grains perlés ou mondés, semoule et pâtes sèches alimentaires.		" 25	
Alpiste et millet.		1 "	
Sang de bétail.		2 "	
Huiles de toutes sortes, tant par terre que par mer.		" 50	} par 100 kilo.

4.

Le droit de 5 francs par 100 kilogrammes, établi par l'article 10 de la loi du 21 avril 1818, sur les huiles de la Corse qu'on expédie pour France, est supprimé. Ces huiles seront reçues en franchise, moyennant les formalités voulues par ladite loi.

PRIMES.

5.

La prime de sortie pour les tissus de pure laine ou mélangés sera graduée et appliquée ainsi qu'il suit :

Étoffes et bonnettes de pure laine	{ sur fines (tissées avec les laines passibles du droit de 60 fr.). fines (id. de 45 fr.). communes (id. de 30 fr.).	90 fr. » c. 67 50 45 "	} par 100 kilo, net.
Étoffes où la laine entre au moins pour moitié, et qui sont mélangées.	{ de coton. { laine surfine (selon les distinctions ci-dessus). laine fine. . . . (Idem). laine commune. (Idem). de fil ou de soie. . . . { laine surfine . . . (Idem). laine fine. . . . (Idem). laine commune. (Idem).	70 " 58 75 47 50 45 " 33 75 22 50	
Étoffes de coton brochées en laine, et dont le kilogr. vaut au moins 14 fr., comme tissu de pur coton.		50 "	

Sont exclus du bénéfice de la prime, les tiretaines et autres tissus formés en tout ou en partie de plocs de vache, de poils ou de déchets de laine, et en général toutes les étoffes dont la valeur ne seroit pas décuple de la prime demandée. Il sera fourni par les exportateurs des échantillons de tissus pour lesquels ils réclament la prime.

6.

A l'avenir, il ne sera accordé à l'exportation des sucres raffinés, d'autre prime que la restitution des droits établis sur tous les sucres apportés par navires français.

Cette prime sera réglée d'après les proportions du produit que les raffineries obtiennent des diverses espèces ou qualités de sucre.

La restitution des droits susdits n'aura lieu que sur la représentation des quittances du paiement que les raffineurs justifieront avoir fait eux-mêmes à la douane.

7.

La prime, quelle que soit son espèce, sera refusée pour la totalité des marchandises portées en une même déclaration, lorsqu'on aura faussement indiqué l'espèce, la valeur ou le poids

d'une partie. Il en sera particulièrement ainsi à l'égard des sucres en pains, lorsqu'on aura excédé en papier et ficelle d'enveloppe la tare de 4 pour 100. Le refus de la prime sera indépendant des poursuites qui peuvent résulter de l'article 17 de la loi du 21 avril 1818.

8.

Les certificats des jurys institués pour le contrôle des exportations avec primes, attesteront l'existence et l'activité des fabriques dont les marchandises sont déclarées sortir, et que les exportations actuelles, unies aux précédentes, n'excèdent pas les moyens qu'elles ont de produire.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

9.

Le bureau de Saint-Jean-Pied-de-Port est ajouté à ceux que l'article 20 de la loi du 28 avril 1816 désigne pour l'importation des marchandises taxées à plus de 20 fr. par 100 kil., ainsi qu'au transit établi par les lois des 17 décembre 1814, 27 mars 1817 et 21 avril 1818.

10.

Des ordonnances du Roi détermineront les

bureaux de douanes par lesquels il sera permis d'introduire les bestiaux au *minimum* des droits, lorsque les droits sont différents pour une même espèce. Elles prescriront également les moyens d'ordre et de police jugés nécessaires pour empêcher la fraude que pourroient favoriser les établissements ruraux situés dans la demi-lieue de la frontière la plus rapprochée de l'étranger.

11.

Il y aura entrepôt réel de sel dans les ports de Cannes et de Saint-Valery-en-Caux.

12.

Il ne peut être reçu en entrepôt fictif, ni par suite en être réexporté, que des marchandises parfaitement conservées et franches de toute avarie.

13.

L'embarquement des marchandises déclarées en réexportation ou mutation d'entrepôt, ne pourra être commencé qu'après que tous les objets compris en un permis d'embarquement auront été réunis sur le quai et comptés par les préposés des douanes, chargés de constater la mise à bord.

14.

Ceux qui, ayant mis en entrepôt fictif des grains étrangers, ne les représenteront pas à toute réquisition, seront passibles d'une amende égale au double de la valeur desdits grains, ou du double droit d'entrée, selon qu'à l'époque où la soustraction sera constatée, l'espèce des grains manquant se trouvera être, à l'entrée, prohibée ou assujettie à des droits.

La durée de cet entrepôt est fixée à deux ans.

Nul déchet ne sera admis pour dispenser de la réexportation intégrale, qu'après avoir été reconnu provenir de la dessiccation naturelle des grains, ou de force majeure.

15.

Le privilège colonial ne sera accordé aux productions du sol des colonies françaises que lorsqu'elles auront été rapportées directement, ainsi que le veulent les lois des 10 juillet 1791, et 21 avril 1818, et par des navires français de soixante tonneaux au moins.

16.

Il est défendu de présenter comme unité dans les manifestes ou déclarations plusieurs ballots

ou autres colis, fermés, réunis de quelque manière que ce soit, à peine de confiscation et d'une amende de 100 francs, conformément à l'article 20, titre II de la loi du 22 août 1791.

Cette disposition ne sera exécutoire que dans un an pour les bâtimens venant de l'Inde ;

Dans six mois pour les bâtimens venant des Indes occidentales ;

Dans trois mois pour les bâtimens venant d'autres pays.

17.

L'art. 31 de la loi du 21 avril 1818, portant l'obligation d'un double plombage pour certaines marchandises qui peuvent transiter par la France, s'appliquera aux articles ci-après ; savoir : cacao, indigo, thé, poivre, piment, girofle, cannelle, muscades, macis, cochenille, orseille, safran, écorces médicinales, ipécacuanha, rhubarbe, salsepareille, jalap, feuilles et follicules de séné et sucs végétaux ; à l'exception des gommés pures, résines indigènes, storax, manne, glu, et jus de réglisse.

18.

Les voitures prohibées par la loi du 10 brumaire an V, ne seront admises qu'à charge par les voyageurs d'en garantir le renvoi à l'étran-

ger dans le délai de trois ans en consignat le tiers de leur valeur réelle. La condition du renvoi étant remplie, les trois quarts de la somme consignée seront remboursés. Il n'y aura d'exception à cette règle qu'en faveur des voyageurs français qui ramèneront les voitures qui leur ont servi.

19.

Il y aura, près du ministère de l'intérieur, trois commissaires experts chargés de statuer sur les doutes et difficultés qui peuvent s'élever relativement à l'espèce, l'origine ou à la qualité des produits, soit pour l'application des droits, des primes et des privilèges coloniaux, soit pour la suite des instances qui ne sont pas dévolues au jury créé par l'art. 59 de la loi du 28 avril 1816.. Le Ministre leur adjoindra, pour chaque affaire, et selon sa nature, au moins deux négociants ou fabricants qui auront voix consultative.

DONNÉ au château de Saint-Cloud, le 7^e jour de juillet, de l'an de grace 1822, et de notre règne le 28^e.

Signé LOUIS.

Par le Roi:

Le Ministre secrétaire d'État des finances,

Signé J^h, DE VILLELE.

DISCOURS DU MINISTRE.

MESSIEURS,

Nous avons l'honneur de vous présenter, par ordre du Roi, le projet de loi sur les douanes qui vient d'être adopté par la Chambre des Députés.

Sans doute, Messieurs, votre opinion sur ses dispositions est déjà formée. Produit deux fois dans l'autre Chambre avec les développements que nous avons cru nécessaire de donner à ses motifs; soumis, à deux reprises, à l'examen de commissions spéciales, il vient d'être l'objet d'une discussion remarquable par sa franchise, sa latitude et sa solidité. Dans ces débats, que la France aura vus avec un haut intérêt, peu d'objections peuvent avoir été omises; aucune n'est restée sans réponse. Les reproduire ici, ce seroit abuser de vos moments, et tomber dans des redites au moins inutiles. C'est donc seulement sur l'ensemble de la loi, sur l'esprit dans lequel elle est conçue, sur le but auquel elle

tend, qu'il nous est permis de vous offrir quelques considérations générales.

Aider à l'accroissement de la richesse publique en encourageant et multipliant le travail, source de toute richesse, tel est le devoir du Gouvernement, telle est aussi la pensée qui a présidé à toutes les lois sur les douanes qu'il a successivement provoquées. C'est dans cette vue que sont combinées les taxes, les prohibitions qu'il a maintenues ou concédées; c'est encore dans la même vue, appliquée sur-tout aux productions du sol de la France ou de ses colonies, qu'a été conçu le projet de loi qui vous est soumis.

Il n'établit aucune prohibition nouvelle, mais il protège plus efficacement contre une concurrence étrangère, devenue trop redoutable, les travaux de nos colons, l'exploitation de nos usines de fer, la reproduction de nos bestiaux, qui ne sauroit rester en souffrance sans dommage pour notre agriculture, dont elle est le plus indispensable élément.

Ce sont en effet ces trois articles qui, dans le projet, appellent presque toute l'attention: les autres n'offrent que des modifications de taxes dont l'utilité ou la convenance sont faciles à comprendre, ou des dispositions réglées

mentaires qui se justifient d'elles-mêmes par leur nécessité.

Des trois dispositions principales que je viens de rappeler, celle qui concerne le tarif des sucres a été le plus fortement controversée: il devoit en être ainsi. D'une part, le sort de nos colonies des Antilles, leur existence même et leur conservation, sont liés à cette question; de l'autre, elle intéresse à un haut degré et le commerce français dans les spéculations duquel le sucre joue un si grand rôle, et la classe tout entière des consommateurs à laquelle cette denrée, d'un usage chaque jour plus répandu, est offerte au rabais depuis que l'Inde peut en approvisionner à vil prix le monde entier.

Dans cette position, la surtaxe imposée aux sucres étrangers au profit des sucres de nos colonies étoit devenue évidemment insuffisante. Ceux-ci, restreints pour leurs prix dans les limites que depuis un an il leur étoit interdit de dépasser sous peine de voir les autres se produire à leur place sur notre propre marché, ne pouvoient plus s'y vendre qu'avec perte. Ce mal constaté, il étoit juste, il étoit urgent, d'y porter remède. Plusieurs ont été proposés. Celui qui seul nous avoit paru admissible a prévalu. Le droit de consommation prélevé sur les sucres de

nos colonies a été maintenu, parceque son produit est nécessaire au Trésor, et que ce n'est pas là qu'est l'obstacle au bon prix de nos sucres; mais la taxe sur les sucres étrangers a été élevée jusqu'au point reconnu nécessaire pour qu'ils ne puissent se vendre chez nous qu'à un prix en-deçà duquel la vente des sucres français procure aux colons une indemnité suffisante de leurs capitaux et de leur travail. L'expérience seule fera connoître dans quelle proportion les sucres de nos colonies pourront hausser de prix à la faveur de la surtaxe dont nous frappons les sucres étrangers; mais du moins est-il constant que si cette hausse ne répondoit pas entièrement aux vœux des colons, ils ne pourroient désormais s'en prendre qu'à leur propre concurrence, puisque dans l'état actuel des prix comparés les sucres étrangers sont nécessairement élevés par la surtaxe à un prix dont les nôtres n'ont pas même besoin d'atteindre le minimum pour offrir aux colons un dédommagement raisonnable. Faire plus est hors du domaine des lois; faire moins seroit méconnoître les nécessités de nos colonies et l'importance de leur conservation dans l'intérêt bien entendu de notre marine, de notre commerce, de notre dignité même.

Nous croyons nécessaire de dire un mot sur les dispositions de ce projet de loi qui ne faisoient point partie de celui présenté au nom de Sa Majesté. Les plus judicieuses observations ont été faites à cette tribune par un noble Pair, dans la session de 1820, sur le danger des dispositions improvisées qui, introduites à titre d'amendements dans une loi de douanes, courent risque de troubler toute l'économie du tarif, de blesser de graves intérêts, et qui d'ailleurs, dans une matière où chaque article de la loi est lui-même une loi, pourroient être regardées comme portant atteinte au droit d'initiative qui appartient au Roi.

Plus le reproche seroit grave et plus nous devons avoir à cœur de l'écarter à l'avance du projet sur lequel vous êtes aujourd'hui appelés à délibérer. Sans doute il n'est pas tel dans toutes ses parties qu'il fut d'abord présenté par le Gouvernement au mois de janvier dernier ; pas même absolument tel qu'il fut reproduit au commencement de la session actuelle. Mais les changements et les additions qu'il a reçus ont tous subi l'examen préalable d'une commission, en présence et avec le concours de l'administration : aucun de ceux qui se sont produits à la tribune sans cette épreuve n'a été admis, et s'il

en est que l'administration ait cru devoir cependant contredire, il n'en est aucun du moins sur lequel elle n'ait été mise en état de réfléchir avant de s'expliquer, et la Chambre des Députés n'a fait ainsi qu'user de son droit dans le jugement qu'elle a porté. En s'appropriant à son tour ce jugement, le Gouvernement a cru améliorer encore son propre travail. Ce travail, tel que nous le soumettons à votre délibération, est à nos yeux le complément le plus utile qui, à l'époque présente, puisse être donné à la législation de nos douanes. Tout nous porte à espérer, Messieurs, que vous en jugerez comme nous.

CHAMBER

OF THE HOUSE OF COMMONS

IN PARLIAMENT ASSEMBLED

THE 14th DAY OF JANUARY 1844

REPORT

OF THE SELECT COMMITTEE OF THE HOUSE OF COMMONS,
APPOINTED IN 1841, TO INQUIRE INTO THE
MANAGEMENT OF THE NATIONAL DEBT,
AND INTO THE PROCEEDINGS OF THE
COMMISSIONERS OF THE NATIONAL DEBT.

BY MR. J. H. STUART, M.P.

LONDON: PRINTED BY W. H. ALLEN, 10, ABINGDON STREET, 1844.

IMPRESSIONS

Nº 6.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du lundi 8 juillet 1822.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le duc DE SAINT-AIGNAN,
au nom d'une Commission spéciale (*) chargée de
l'examen du projet de loi relatif à l'aliénation des
bâtiments occupés par le ministère des finances, et
à la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(*) Cette Commission étoit composée de MM. le marquis DE LAPLACE,
le baron DE LA ROCHEFOUCAULD, le duc DE SAINT-AIGNAN, le comte
D'ORVILLE et le comte DE SAINT-ROMAN.

CHAMBRE

DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

RAPPORT.

MESSIEURS,

La Commission spéciale que vous avez nommée dans votre dernière séance pour vous faire un rapport sur le projet de loi tendant à autoriser l'aliénation tant des bâtiments occupés par le ministère des finances, que de l'hôtel de la loterie et de ses dépendances, et l'aliénation de l'ancienne salle de l'Opéra, rue de Richelieu, m'a chargé d'être son organe auprès de vos Seigneuries.

Je viens donc vous offrir en peu de mots le tribut de ses réflexions: la matière en elle-même ne sauroit comporter un long développement.

Ce projet de loi, comme vous avez pu le voir depuis qu'on vous en a fait la distribution, ne présente que trois articles.

Le premier a pour objet d'autoriser l'aliénation, dans les formes prescrites pour la vente

des domaines de l'État, tant des bâtiments occupés par le ministère des finances que de l'hôtel de la loterie et de ses dépendances, à l'exception cependant de l'édifice du Trésor, contigu à la bibliothèque royale, lequel restera à la disposition du Ministre de l'intérieur, conformément à l'ordonnance du 14 octobre 1818.

Le second article ne fait qu'imposer à ceux qui se rendront adjudicataires l'obligation impérieuse,

1^o De déterminer, conformément aussi au cahier des charges qui en sera dressé, les bâtiments de la rue de Rivoli destinés à l'établissement du ministère des finances ;

2^o De verser l'excédant du prix de leur acquisition au trésor public.

3^o De n'entrer en jouissance des hôtels achetés par eux, que six mois après l'achèvement des travaux des susdits bâtiments de la rue de Rivoli.

Enfin, le troisième article autorise la mise en vente, pour le prix en être également versé dans la caisse du Trésor, des matériaux à provenir de la démolition de l'ancienne salle de l'Opéra, située rue de Richelieu ; parceque, porte l'amendement proposé par la Chambre des Députés, et depuis consenti par Sa Majesté elle-

même ; parceque, dis-je, *l'emplacement de cet édifice demeurera consacré à une place publique, sans qu'il puisse à l'avenir lui être donné une autre destination.*

Bien pénétrée de l'utilité comme de la justice de toutes ces dispositions, puisque tous les motifs qui leur ont servi de base sont évidemment pris dans le véritable intérêt de l'État, et dans celui des citoyens eux-mêmes, votre Commission, partageant unanimement l'opinion de la Chambre des Députés, auroit donc pu se borner à vous proposer purement et simplement l'adoption de ces trois articles.

Mais, encore frappée du tragique et douloureux événement qui a déterminé l'autorité publique à dérober à nos regards le triste aspect d'un édifice qui, destiné dans l'origine à servir de temple à nos plaisirs, ne pourroit plus être pour nous que le sombre asile du deuil et de la mort, elle auroit cru blesser toutes les convenances et faire une injure grave à la mémoire du Prince dont la patrie regrettera long-temps la franchise et la magnanimité, si elle ne m'eût autorisé à vous transmettre, à son occasion, quelques réflexions naturellement nées des dispositions mêmes de l'amendement qui fait partie de cet article 3 dans le projet de loi qui vous a été présenté.

Sans doute qu'en se reportant aux développements qui ont été soumis à la Chambre des Députés par les orateurs qui ont soutenu la discussion sur la loi projetée, il est facile de sentir qu'on ne pouvoit rejeter l'amendement : il étoit en effet dans la nature des choses, et il se trouvoit de plus en harmonie parfaite avec l'affection de tout bon Français.

Mais, comprenant toute la pensée que dé-
cèle le résultat de la délibération de la Chambre des Députés, et partageant sur-tout les sentiments et les vœux par lesquels l'un de ses plus honorables membres a terminé son rapport, votre Commission n'a pu se dissimuler que vous auriez singulièrement à regretter que vos attributions ne nous aient point permis de prendre ici l'initiative en vous proposant d'ajouter encore à l'amendement de l'article 3 du projet de loi une nouvelle disposition.

Elle auroit eu pour but essentiel d'autoriser l'érection d'un monument propre à rappeler à nos derniers neveux la perte affreuse qui laisseroit aujourd'hui la France entière sans espoir et sans consolation si, dans sa clémence et sa bonté, le ciel qui visiblement protège et soutient le royaume n'avoit pris soin de raffermir le Trône en accordant un fils aux larmes et aux

soupirs de la plus illustre et la plus courageuse des mères.

En me résumant ;

Votre Commission a reconnu les avantages du mode proposé : il donne au Gouvernement l'espoir de voir terminer en 1823 une construction commencée depuis long-temps, et qui eût peut-être duré encore cinq années, pendant lesquelles il auroit fallu annuellement faire sortir des coffres de l'État une somme de 900,000 fr.

La place publique qui sera formée, éloignera les dangers qui peuvent menacer ce monument précieux, dans lequel se trouvent réunis depuis des siècles, et d'une manière complète, les trésors de toutes les connoissances humaines.

Par ces motifs, votre Commission vous propose, à l'unanimité, d'adopter le projet de loi qui vous est présenté.

IMPRESSIONS

N° 7.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du lundi 8 juillet 1822.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. l'Archevêque de Rouen, au nom d'une Commission spéciale (*) chargée de l'examen du projet de loi relatif au rétablissement du séminaire de Chartres.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(*) Cette Commission étoit composée de MM. le marquis d'ALIGRE, l'Archevêque de Rouen, le marquis DE VÉRAC, le vicomte DAMBRAY, et le vicomte DE ROSANBO.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE

Séance du lundi 8 juillet 1833.

RAPPORT

Fait à la Chambre par M. l'Amiral de La Motte, au nom d'une Commission spéciale, chargée de l'examen du projet de loi relatif aux attributions des académies de France.

INTIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

Paris, le 10 juillet 1833.

RAPPORT.

MESSIEURS,

Tous les hommes sincèrement religieux, tous les véritables hommes d'État, sont d'accord pour regarder l'établissement des séminaires comme très important; ils pensent en principes que cette ancienne institution est un des plus beaux présents qui ait été fait à la religion et à l'Église, et qu'on doit une éternelle reconnoissance à ses premiers fondateurs. Les séminaires ont la plus heureuse influence sur les mœurs sacerdotales, et par là même sur les mœurs publiques, qui sont l'objet direct et essentiel de l'attention des législateurs et la garantie la plus sûre de la tranquillité des états et de leur durée: aussi depuis la restauration est-il venu des différents points du royaume des demandes multipliées qui ont pour objet l'établissement des séminaires; les peuples regrettent ceux qu'ils n'ont plus, et montrent un ardent desir de les recouvrer; ils conservent le souvenir de ces anciennes pépi-

nières qui étoient suffisamment réparatrices des pertes annuelles des diocèses; aujourd'hui ils voient autour d'eux un vide affreux que la mort accroît sans cesse, et que les survivants ne peuvent combler : en effet, nous ne voyons autour de nous que deux classes de prêtres, celle des vieux qui courent vers le tombeau et qui vont bientôt disparaître, et celle des jeunes qui sont l'espérance du sanctuaire, mais dont le nombre n'est pas à beaucoup près en proportion avec les desirs et les besoins des peuples. C'est pour nous sur-tout une idée dévorante, je dis pour nous, premiers pasteurs des diocèses; c'est la véritable croix de notre ministère, elle pèse continuellement sur notre cœur, et nous laisse peu de nuits tranquilles.

Dans ce cruel embarras, qui doit durer longtemps, quelle est notre consolation? quelle est notre unique ressource? Ce sont les séminaires : le séminaire est un bienfait local, inappréciable : là s'élèvent dans les vertus douces et modestes du christianisme les jeunes enfants et sur-tout ceux des pauvres; ils y prennent insensiblement l'habitude des choses honnêtes, et le goût des connoissances vraiment utiles, de celles qui rendent les hommes meilleurs; et qui sont les plus propres à éteindre le venin de

l'immoralité que notre trop longue révolution a si cruellement développé.

Ce sont des séminaires que sortent ces jeunes lévites qui se répandent dans les différentes parties des diocèses, y deviennent l'ornement des autels, et y font fleurir la vertu, je dis la vertu fondée sur l'Évangile; car c'est celle-là sur-tout qui porte à sa suite le bonheur, et qui le fait germer soit dans l'intérieur des familles, soit dans la masse des états.

Ces réflexions, applicables à toutes les Églises de France, le sont particulièrement encore à l'Église de *Chartres*, attristée si long-temps du douloureux veuvage dont elle vient enfin d'être consolée. Mais quelle seroit la consolation du prélat selon le cœur de Dieu qui lui a-été donné, s'il étoit condamné à considérer les ruines du sanctuaire sans espoir et sans moyen de réunir un jour assez de coopérateurs pour reconstruire un édifice dont les fondements même ont été bouleversés? Les anciens d'*Israël* tombent autour de lui comme les feuilles de l'automne, et le pontife ne peut ouvrir les approches du temple aux lévites qui doivent leur succéder; il n'a pour toute ressource qu'un local étroit et mal sain, où les élèves entassés respirent un air méphytique: c'est au milieu de

cette famille souffrante que le courageux prélat a cru devoir commenter son apostolat.

On seroit responsable, Messieurs, des suites funestes et probables d'une si pénible situation, si on retardoit encore l'exécution du projet de loi qui vous est soumis : toutes les objections qu'un esprit plus politique que religieux pourroit faire contre l'établissement du séminaire de Chartres, tombent en présence de l'offre faite par le département d'Eure-et-Loir, de s'imposer lui-même pour rendre à la religion un édifice qui dès l'origine lui a été consacré, et pour transférer ailleurs les établissemens qui occupoient provisoirement les bâtimens du séminaire.

Lorsqu'un vœu aussi juste, aussi religieux, est présenté de la part des départements, nous devons, Messieurs, l'accueillir non seulement favorablement, mais avec joie : on peut avec certitude présager le bonheur de la France, lorsqu'on la voit manifester du zèle pour la religion et de la tendance vers la piété, comme le Roi et toute la Famille royale nous en donnent journellement l'exemple.

Les intérêts locaux relatifs au projet de loi ont été contradictoirement débattus dans la Chambre des Députés ; le tribunal civil trou-

vera dans les dispositions nouvelles un établissement plus convenable pour ses séances que celui qu'il occupe ; et par les soins actifs et le louable empressement du premier magistrat de ce département pour les intérêts de ses administrés , la gendarmerie est déjà établie dans une maison récemment construite , plus appropriée au genre du service utile qu'elle est appelée à remplir. On sait que, mieux informé, un des principaux adversaires de ce projet n'a pas hésité à se rallier à l'avis de la majorité de messieurs ses collègues.

La Commission dont j'ai l'honneur d'être l'organe a décidé à l'unanimité de vous proposer l'adoption du projet de loi : c'étoit déjà manifester son vœu que de m'honorer de son choix pour en faire le rapport.

IMPRESSIONS
N° 8.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

PROJET DE LOI

RELATIF

A l'achèvement et à la construction de plusieurs
canaux;

Adopté par la Chambre des Députés le 11 juillet 1822;

Présenté à la Chambre des Pairs le 16 du même mois;

DISCOURS du Ministre de l'intérieur, contenant les
motifs du projet de loi.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SESSIO^N DE 1873

PROJET DE LOI

RELATIVE

à la réorganisation de la commission des finances

présenté par M. le Ministre des Finances

et adopté par le Sénat le 27 mai 1873

Exposé des motifs de la Commission des finances

PRÉSENTÉ PAR M. LE MINISTRE DES FINANCES

CHAMBRE DES PAIRS.

PROJET DE LOI.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE
ET DE NAVARRE,

A tous ceux qui ces présentes verront, SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi dont la teneur suit, adopté par la Chambre des Députés le 11 juillet 1822, sera présenté à la Chambre des Pairs par notre Ministre secrétaire d'État au département de l'intérieur, et par le sieur Becquey, conseiller d'État, directeur-général des ponts et chaussées et des mines, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

ARTICLE PREMIER.

L'offre faite par les sieurs Loque et Desjardins d'exécuter, à leurs risques et périls, le canal d'Aire à la Bassée, département du Pas-de-Calais, moyennant la jouissance dudit canal et de ses dépendances pendant quatre-vingt-sept ans et onze mois, est acceptée.

Toutes les clauses et conditions, soit à la

charge de l'État, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission, et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

2.

L'offre faite par le sieur Jonas Hagerman, banquier à Paris, de fournir la somme de 25 millions, pour l'achèvement du canal de Bourgogne, est acceptée.

Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'État, soit à la charge du soumissionnaire, stipulées dans le cahier de charges par lui souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

3.

L'offre faite par les sieurs André et Cottier, banquiers à Paris;

Ardoin, Hubbard et compagnie, banquiers à Paris;

Bodin frères, banquiers à Lyon ;

H. Hentsch , Blanc et compagnie , banquiers à Paris ;

Jacques Lafitte et compagnie, banquiers à Paris ;

César de Lapanouze , banquier à Paris ;

Jacques Lefebvre et compagnie, banquiers à Paris ;

Pillet-Will et compagnie, banquiers à Paris ;

Renouard de Bussière, Député du Bas-Rhin ;

Perrier frères, banquiers à Paris ;

P.-F. Paravey et compagnie, banquiers à Paris ;

Florent Saglio, Député du Bas-Rhin ;

J.-G. Humann, député du Bas-Rhin ;

de fournir la somme de 36 millions pour l'achèvement des canaux de Nantes à Brest, d'Ille et Rance, et du Blavet, désignés sous le nom de canaux de Bretagne, est acceptée.

Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'État, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur les canaux, resteront annexés à la présente loi.

4.

L'offre faite par le sieur Gabriel Odier et compagnie, négociants à Paris, de fournir la somme de 5,500,000 francs pour l'achèvement du canal d'Arles à Bouc, département des Bouches-du-Rhône, est acceptée.

Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'État, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

5.

L'offre faite par les sieurs André et Cottier, banquiers à Paris;

Ardoïn, Hubbard et compagnie, banquiers à Paris;

Bodin frères, banquiers à Lyon;

H. Hentsch, Blanc et compagnie, banquiers à Paris;

Jacques Lafitte et compagnie, banquiers à Paris;

César de Lapanouze, banquier à Paris;

Jacques Lefebvre et compagnie, banquiers
à Paris;

Pillet-Will et compagnie, banquiers à Paris;
Renouard de Bussière, Député du Bas-Rhin,
Perrier frères, banquiers à Paris;

P.-F. Paravey et compagnie, banquiers à
Paris;

Florent Saglio, Député du Bas-Rhin;

J.-G. Humann, Député du Bas-Rhin;
de fournir la somme de 8 millions pour l'aché-
vement du canal de Nivernais, est acceptée.

Toutes les clauses et conditions, soit à la
charge de l'État, soit à la charge des soumission-
naires, stipulées dans le cahier de charges par
eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur
pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que
la soumission et le tarif des droits de péage à
percevoir sur le canal, resteront annexés à la
présente loi.

6.

L'offre faite par les sieurs André et Cottier,
banquiers à Paris;

Ardoïn, Hubbard et compagnie, banquiers
à Paris;

Bodin frères, banquiers à Lyon;

H. Hentsch, Blanc et compagnie, banquiers à Paris ;

Jacques Laffitte et compagnie, banquiers à Paris ;

César de Lapanouze, banquier à Paris ;

Jacques Lefebvre et compagnie, banquiers à Paris ;

Pillet-Will et compagnie, banquiers à Paris ;

Renouard de Bussière, Député du Bas-Rhin ;

Perrier frères, banquiers à Paris ;

P.-F. Paravey et compagnie, banquiers à Paris ;

Florent Saglio, Député du Bas-Rhin ;

J.-G. Humann, Député du Bas-Rhin ;

de fournir la somme de 12 millions pour l'achèvement du canal du Duc de Berry, est acceptée.

Toutes les clauses et conditions, soit à la charge de l'État, soit à la charge des soumissionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

L'offre faite par les sieurs André et Cottier,
banquiers à Paris;

Ardoïn, Hubbard et compagnie, banquiers
à Paris ;

Bodin frères, banquiers à Lyon ;

H. Hentsch, Blanc et compagnie, banquiers
à Paris ;

Jacques Laffite et compagnie, banquiers à
Paris ;

César de Lapanouze, banquier à Paris ;

Jacques Lefebvre et compagnie, banquiers
à Paris ;

Pillet-Will et compagnie, banquiers à Paris ;

Renouard de Bussière, Député du Bas-Rhin ;

Perrier frères, banquiers à Paris ;

P.-F. Paravey et compagnie, banquiers à
Paris ;

Florent Saglio, Député du Bas-Rhin ;

J.-G. Humann, Député du Bas-Rhin ;

de fournir la somme de 12 millions pour la con-
struction du canal latéral à la Loire, de Digoin
à Briare, est acceptée.

Toutes les clauses et conditions, soit à la
charge de l'État, soit à la charge des soumis-

sionnaires, stipulées dans le cahier de charges par eux souscrit le 4 avril 1822, recevront leur pleine et entière exécution. Cet acte, ainsi que la soumission et le tarif des droits de péage à percevoir sur le canal, resteront annexés à la présente loi.

8.

Le Gouvernement est autorisé à emprunter jusqu'à concurrence de la somme de 800,000 fr. pour les travaux de la navigation du Tarn entre Albi et Gaillac.

Cet emprunt aura lieu avec publicité et concurrence et dans les formes adoptées en 1822 pour les canaux.

9.

Il sera fait et présenté aux Chambres, chaque année, par le Ministre de l'intérieur, un rapport séparé sur chacun des canaux entrepris tant en vertu de la présente loi, qu'en vertu des lois antérieures. Ce rapport contiendra l'état des travaux exécutés et celui des sommes dépensées.

DONNÉ en notre château de Saint-Cloud,
le 15^e jour du mois de juillet de l'an de grace
1822, et de notre règne le 28^e.

Signé LOUIS.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État au département
de l'intérieur,*

Signé CORBIÈRE.

DISCOURS DU MINISTRE.

MESSIEURS,

Le Roi nous a donné l'ordre de vous apporter un projet de loi qui a déjà reçu l'assentiment de la Chambre des Députés.

Il s'agit de poursuivre la carrière ouverte en 1821, et de continuer le plan adopté pour la navigation intérieure de la France.

Plusieurs parties de ce système sont entreprises depuis long-temps; mais les sacrifices considérables qu'elles ont déjà coûté au trésor resteront sans résultat, tant que de nouvelles dépenses ne porteront pas les ouvrages jusqu'au terme de leur achèvement. C'est pour donner une valeur à des capitaux improductifs, c'est pour ne pas laisser plus long-temps stériles ces germes de prospérité, que nous avons appelé plus particulièrement l'attention des spéculateurs sur les canaux déjà commencés: aussi,

Messieurs, de tous ceux qui font l'objet des transactions que vous allez examiner, deux seulement n'ont pas encore reçu un commencement d'exécution, et l'un et l'autre appartiennent à la ligne principale qui, traversant la France entière dans le sens de la plus grande dimension, réunit les ports de l'Océan avec ceux de la Méditerranée, et reçoit dans le trajet qu'elle parcourt un grand nombre de ramifications importantes, qui la mettent en relation avec tous les points du royaume. L'entreprise de ces deux canaux est justifiée suffisamment par un pareil énoncé.

Nous ne répéterons pas ici les considérations générales et particulières qu'il vous sera facile de retrouver dans l'exposé des motifs présentés à l'autre Chambre, dans les développements qui l'accompagnent, et dans les réponses faites au nom du Gouvernement aux principales objections élevées contre le projet de loi. La lecture de ces pièces vous convaincra, Messieurs, que la concurrence ouverte entre les capitalistes nous a procuré des conditions financières très modérées; que si le Gouvernement est engagé avec des compagnies bailleurs de fonds, ce n'est point par des motifs de préférence, mais par la force même des choses; que, loin de là, il s'est

toujours plu à provoquer, à encourager la formation des compagnies concessionnaires dont il reconnoit tous les avantages. Vous verrez que si ce dernier mode de transaction n'a pas obtenu jusqu'à présent plus de faveur, c'est qu'il existe encore des obstacles réels que le temps fera disparaître quelque jour, et que l'établissement des grandes lignes de navigation contribuera beaucoup à effacer. Lorsque ces artères principales auront mis en communication les régions les plus éloignées du royaume, et donné par ces nouveaux rapports une forte impulsion à l'agriculture, au commerce, et à l'industrie, les canaux d'embranchement offriront des chances de produits plus nombreuses et plus certaines, et les frais des ouvrages étant d'ailleurs renfermés dans des limites plus rapprochées, c'est alors que les spéculateurs aborderont sans crainte la voie des concessions. C'est alors que nous verrons se développer rapidement cet esprit d'association qui a tant ajouté à la richesse et à la prospérité de nos voisins, et qui produira sans doute des résultats non moins heureux sur le sol fécond de la France, au milieu d'une population industrielle, empressée d'accueillir tout ce qui tend au bien être et au perfectionnement de l'ordre social.

C'est pour atteindre un but aussi important que nous vous proposons, Messieurs, de sanctionner les transactions énoncées dans le projet de loi dont vous allez entendre la lecture.

(17)
C'est pour servir au bien de l'humanité
que nous vous présentons, Messieurs, les
résultats de nos recherches dans ce genre
de science, et nous espérons qu'ils vous
paraîtront intéressants.

IMPRESSION

N° 9.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du mardi 16 juillet 1822.

RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le comte DE SUSSY, au
nom d'une Commission spéciale (*) chargée de
l'examen du projet de loi sur les douanes.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(*) Cette Commission étoit composée de MM. le comte DE SUSSY, le
comte CHAPTAL, le comte FERRAND, le comte DE LA BOURDONNAYE, et le
marquis DE MORTEMART.

CHAMBRE

DES

DEPUTES

DE LA

REPRESENTATION NATIONALE

RAPPORT

DE LA COMMISSION CHARGÉE D'EXAMINER LE PROJET DE LOI RELATIF À LA RÉORGANISATION DES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE

PRÉSENTÉ PAR M. LE COMTE DE SÉGUR

LE 15 JANVIER 1830

RAPPORT.

MESSIEURS,

La Commission à qui vous avez renvoyé un projet de loi sur les douanes, pour l'examiner et vous faire un rapport, n'a rien négligé pour répondre à votre confiance, et préparer votre opinion sur les différentes questions déjà discutées dans la Chambre des Députés, et maintenant soumises à votre délibération.

Des modifications, des changements au tarif des douanes sont utiles, et même nécessaires, lorsqu'ils doivent avoir une heureuse influence sur les opérations du commerce intérieur et extérieur, sur l'industrie agricole et manufacturière.

Tels sont, Messieurs, les grands intérêts que le Gouvernement veut défendre, conserver, ou même rétablir, lorsque des changements politiques, des circonstances extraordinaires, ou des causes dont les effets n'avoient point été prévus, viennent les attaquer.

Nous avons dû rechercher si les dispositions du projet de loi suffisoient pour atteindre le but que l'on s'est proposé, ou si du moins on pouvoit l'espérer. Nous devons maintenant vous soumettre nos observations.

L'article premier a pour objet de venir au secours de nos colonies des Antilles. Vous n'avez point oublié, Messieurs, qu'en 1820 votre Commission des douanes a fixé votre attention sur la malheureuse situation des colons ; elle ne vous a pas dissimulé qu'une foible augmentation de droits sur les sucres étrangers, et principalement sur les sucres de l'Inde, seroit un remède impuissant contre un mal dont les progrès menaçoient d'une ruine prochaine nos possessions d'outre-mer ; mais elle a conservé l'espoir que le Gouvernement, après s'être procuré tous les renseignements propres à lui faire connoître la vérité, emploieroit des remèdes plus efficaces. Ses espérances n'ont point été trompées, puisqu'il propose une augmentation de droits sur les sucres de l'Inde.

Nous allons maintenant examiner,

1° Si l'augmentation doit assurer la préférence aux sucres de nos colonies sur ceux de l'Inde ;

2° Si, cette préférence assurée, elle aura,

dans les circonstances actuelles, pour résultat certain de tirer les colonies de l'état fâcheux auquel elles sont réduites.

M. le directeur-général des douanes, dans un rapport à la Chambre des Députés, auquel sont joints des tableaux faits avec beaucoup de soin, expose que cinquante kilogrammes de sucre ordinaire coûtent au colon, en déboursés de toute nature jusqu'à son arrivée dans un entrepôt de France, 20 fr.; que le prix actuel de vente dans nos ports est de 38 fr.; qu'ainsi il ne reste net au colon que 18 fr. pour représenter l'intérêt de ses capitaux et les dépenses d'exploitation, tandis que 30 fr. seroient nécessaires pour les couvrir; qu'ainsi il y a dommage de 12 fr.

Le projet de loi augmente de 25 fr. par cent kilogrammes le droit sur le sucre brut autre que blanc de l'Inde. On n'a pas espéré que cette surtaxe tourneroit en totalité au profit de nos colonies, et que le sucre brut de cette origine monteroit à 85 fr. les cinquante kilogrammes, prix que les colons desireroient obtenir; mais le Gouvernement a pensé que ce sucre s'élèveroit à 75 fr., et que, les droits acquittés, 50 fr. resteroient au propriétaire pour le remboursement de tous ses frais et les intérêts de son capital.

Il est dans les devoirs de la Commission, Messieurs, de vous soumettre les observations qui lui ont été faites par des colons.

Ils exposent qu'au lieu de comparer de belles quatrièmes et des troisièmes de sucre français, qui nous viennent en très faible quantité, avec des bruts proprement dits de l'Inde, que nous recevons de même en petite quantité, on devoit s'attacher à la commune des sucres bruts, Martinique et Guadeloupe, et à ceux des sucres de l'Inde qui nous sont apportés en plus grande abondance : ce sont ceux dont le degré de blancheur n'est pas assez pur pour les faire classer dans les bruts blancs. Le tarif les confond avec les bruts, proprement dits, sous la dénomination unique de sucres bruts autres que blancs.

A l'appui de leurs observations les colons présentent un prix courant du Havre, relevé sur les mercuriales de chaque mois, à compter du 6 janvier 1821 au 28 juin dernier. Le prix moyen dans cette période des sucres bruts autres que blancs, qui sont désignés sur cette place sous la dénomination de blonds (c'est la qualité la plus abondante), est de 82 fr. 36 cent.; celui de la commune des bruts, Martinique et Guadeloupe, est de 61 fr. 35 cent. La différence entre les sucres des deux origines est donc de

20 fr. 81 cent. par 50 kilogr. Il paroîtroit cependant qu'à la Chambre des Députés, on a raisonné dans l'hypothèse que le prix étoit le même, droits acquittés. Ainsi comparés avec les sucres de l'Inde, les sucres français ne peuvent se présenter sur le marché qu'en limitant leur prix de 20 à 21 fr. au-dessous.

Les colons ajoutent que leur situation s'est encore aggravée par un article additionnel sur la prime accordée à l'exportation des sucres raffinés; que cette disposition est entièrement à l'avantage du sucre de l'Inde, puisqu'en le réexportant après le raffinage, il jouira du remboursement de tous les droits qu'il aura payés, et que, dans ce cas, toute la surtaxe dont il est frappé disparaît.

On peut encore rester dans l'incertitude sur l'effet de la surtaxe imposée aux sucres de l'Inde, et sur la quotité de l'augmentation qu'elle procurera aux sucres de nos colonies.

Le prix du sucre de l'Inde étant constamment dans nos marchés de 20 à 22 fr. par 50 kilogrammes au-dessus de celui de nos colonies, votre Commission ne peut pas préjuger si cette différence ne laissera pas assez de latitude aux propriétaires des premiers, pour qu'ils puissent

baisser leur prix, et se placer de nouveau en concurrence avec le sucre colonial.

Les observations des colons sur l'impossibilité où leurs sucres se trouveront désormais de partager, avec ceux de l'Inde, le bénéfice accordé à la réexportation après le raffinage, ne paroissent pas sans fondement. En effet, le sucre qui nous est apporté de l'Inde étant, pour le raffinage, d'une qualité supérieure à celui de nos colonies, et le droit qu'il aura payé à l'entrée devant lui être remboursé, si, après le raffinage, il est expédié pour l'étranger, il est incontestable que, dans ce cas, l'avantage de la surtaxe accordé à nos colonies n'existe plus, et que constamment les raffineurs préféreront pour la réexportation le sucre de l'Inde. Et ici s'élève une question sur laquelle on n'a pas de renseignements assez sûrs pour la résoudre complètement. Nos colonies ne produisent-elles approximativement que la quantité de sucres nécessaires à la consommation de la métropole, ou bien leurs produits excèdent-ils nos besoins? Dans cette dernière hypothèse, comme ils ne peuvent les exporter qu'à destination de la France, il y aurait nécessairement une surabondance qui, ne pouvant trouver son écoulement dans le raffinage

destiné pour la réexportation , feroit de nouveau baisser le prix de cette denrée, et replaceroit encore nos colonies dans la situation où elles se trouvent.

L'expérience ne tardera pas à faire connoître si les vives inquiétudes des colons sont fondées; mais votre Commission est convaincue que si la loi ne produit pas les résultats que le Gouvernement en espère, il s'empressera d'y remédier par de nouvelles dispositions.

Sans doute on ne mettra jamais en question si la conservation des colonies est utile à la France. Elle importe à celle de notre marine, parcequ'une navigation continuellement active peut seule former de bons matelots; parceque leurs ports offrent à nos escadres, si les circonstances les appellent dans les mers de l'Amérique, un lieu de relâche où elles peuvent faire reposer leurs équipages à la suite d'une longue croisière, y prendre des rafraichissements; soit enfin dans une guerre maritime pour éviter des forces supérieures, ou s'y radouber à la suite d'un combat.

Les grands évènements qui se passent en ce moment dans le nouveau monde ajoutent beaucoup à l'importance de nos colonies des Antilles, puisqu'elles sont voisines du continent de l'A-

mérique méridionale, dont la nouvelle situation politique offrira un vaste champ aux spéculations du commerce européen.

On ne peut se dissimuler que l'abolition de la traite des noirs aura nécessairement beaucoup d'influence sur la situation de nos colonies. Jusqu'à ce moment d'avidés spéculateurs ont tout bravé pour continuer ce commerce; mais l'Angleterre, qui a provoqué la mesure, ne cessera pas d'en réclamer et d'en suivre l'exécution; lorsqu'elle y sera parvenue, les colons seront obligés de remplacer les esclaves par des hommes libres, et les frais d'exploitations éprouveront un accroissement inévitable.

On peut donc prévoir que le temps n'est pas très éloigné où il faudra aborder une grande question, celle de savoir s'il ne seroit pas avantageux à la France, comme à ses colonies, d'adopter pour ces dernières un système plus large et moins exclusif, sous des conditions propres à concilier leurs intérêts avec ceux de la métropole.

Les exemples ne manqueroient pas en faveur d'une nouvelle législation.

L'Espagne a ouvert à tous les pavillons l'île de Cuba, et l'immense bassin qui forme le port de la Havane est souvent couvert de navires étrangers.

Les Hollandais en accordant la même liberté à l'île de Java, ont obtenu les mêmes résultats.

L'île suédoise de Saint-Barthélemi, les îles danoises de Saint-Thomas et de Sainte-Croix doivent leur prospérité à un régime le plus éloigné de l'exclusif qu'il y ait en matière commerciale.

L'Angleterre elle-même a dévié des principes qu'elle suit à l'égard de ses colonies, en permettant l'entrée de l'île de France aux bâtimens étrangers. Leurs cargaisons y sont admises en transit sous le paiement d'un foible droit, et peuvent y rester en dépôt jusqu'au moment de leur expédition pour les différens ports de l'Inde.

En 1821, soixante bâtimens du plus grand tonnage sont sortis de nos ports à destination de l'île de France et de l'Inde.

On peut donc croire que des mesures semblables procureroient les mêmes avantages à nos colonies, si leurs ports étoient ouverts à des entrepôts et transits, tant pour les produits de la métropole que pour ceux des continents américains.

On a essayé de faire prévaloir une opinion entièrement opposée. Au lieu de modifier la législation commerciale de nos colonies, on a

proposé d'adopter un régime exclusif; on a demandé le rapport de l'arrêt du 30 août 1784, qui permet aux Américains de vendre aux colons de la Martinique, de la Guadeloupe et de Marie-Galande, des bois, des salaisons, de la morue, et autres comestibles; comme si la France n'avoit pas intérêt à entretenir et même à augmenter ses relations avec les États-Unis, au lieu de les restreindre.

On opposera peut-être aux considérations qui précèdent, l'ancienne existence de notre régime colonial; mais un système commercial ne peut pas toujours rester stationnaire. Il doit marcher avec le temps, qui dans sa course rapide fait naître tant d'événements divers. Il doit subir tous les changements, toutes les modifications que lui impose la plus impérieuse des lois, celle de la nécessité.

La France aussi a eu dans l'Inde ses temps de gloire et de prospérité, sous l'administration des La Bourdonnaie et des Dupleix.

Le premier, sans magasins, sans vivres, sans argent, parvint, par ses soins et sa constance, à former une escadre composée d'un vaisseau de 60 canons, et de cinq navires marchands armés en guerre; il osa attaquer les Anglais, les battit, les poursuivit, les força de quitter la

côte de Coromandel, et alla assiéger et prendre Madras, la première des colonies anglaises.

Dupleix, assiégé dans Pondichéry par une armée anglaise, se défendit avec tant de vigueur et d'habileté, qu'elle fut obligée de se retirer.

Plus tard l'amiral Suffren fit triompher le pavillon français sur les mers de l'Inde, et força les escadres anglaises à se réfugier dans leurs ports.

Notre situation actuelle est bien différente : nous avons perdu l'île-de-France, possession si précieuse pour appuyer et protéger nos relations commerciales. Pondichéry nous a été rendu à la paix de 1814 ; mais sans fortifications et sans territoire.

Il est constant que les navires envoyés dans l'Inde ne portent en marchandises françaises qu'une partie de leurs cargaisons, et qu'ils doivent y suppléer par du numéraire. C'est ainsi que l'Europe s'appauvrit annuellement de sommes énormes qui vont s'engloutir dans cette partie de l'ancien monde pour n'en jamais sortir. Cependant le véritable commerce d'un pays comme la France, couvert de nombreuses fabriques en tous genres, est celui d'échange. C'est une vérité incontestable que l'on peut attaquer par des raisonnements plus spécieux que

solides , mais que l'on ne pourra jamais détruire.

Doit-on en conclure qu'il faut renoncer au commerce de l'Inde? Non, certainement, et votre Commission est loin de le penser; mais elle pense aussi que les encouragements qu'il peut être juste de lui accorder ne doivent pas compromettre le sort de nos colonies.

Les bestiaux étrangers ne paient à leur entrée en France que de foibles droits, dont la quotité ne doit être augmentée que lorsque la nécessité en est démontrée; le Gouvernement a la certitude que depuis quelques années, et principalement en 1821, les introductions ont été si considérables, que si les progrès n'en étoient pas arrêtés, elles auroient de funestes résultats pour plusieurs départements.

Le projet de loi établit un droit de 50 francs par tête de bœuf gras, et, pour les autres bestiaux, un droit calculé dans les mêmes proportions. Pour compléter cette disposition, les droits de sortie éprouveront une forte réduction, et ce double encouragement aura pour résultat de contribuer à la propagation des bestiaux, en ouvrant un écoulement à leur surabondance.

Si la France ne pouvoit suffire à sa consommation; si dans cette hypothèse et pour sup-

pléer à ses besoins; elle donnoit la préférence à quelques états voisins, à l'exclusion des autres, sans doute ces derniers auroient droit de s'en plaindre et d'user de représailles; mais loin de manquer de bestiaux, nous avons surabondance: dans cet état de choses, que devoit donc faire le Gouvernement? Mettre sur tous les bestiaux étrangers un droit qui les éloignât de la concurrence dans nos marchés: c'est ce que le Gouvernement a très sagement fait.

Quelques états voisins, mécontents d'une mesure aussi juste que nécessaire, viennent, par une fausse application du droit de représailles, de prohiber ou de repousser, par des droits équivalents à une prohibition, les vins de France. Si ces états en produisoient une assez grande quantité pour leur consommation, sans doute il seroit dans leurs intérêts d'éloigner les vins étrangers; mais leurs récoltes sont loin d'y suffire. En refusant nos vins, ils seront obligés de tirer des vins rouges de la Hongrie, et on ne voit pas quel avantage ils y trouveront, puisqu'ils sont d'une qualité médiocre et que le nouveau débouché qui leur est ouvert en augmentera le prix. On ne peut donc voir dans cette mesure qu'une hostilité commerciale, sans utilité pour ceux qui la commettent. Il est probable qu'elle

sera d'une courte durée, et que la justice et la réflexion rappelleront à ces États qu'il est dans leurs véritables intérêts d'avoir pour la France des dispositions plus amicales.

La disposition la plus importante du projet de loi après celle des sucres de nos colonies a pour objet de défendre les produits de nos forges contre une trop grande importation de fers étrangers.

La fabrication du fer, cette branche d'industrie, dont la matière première appartient à notre sol, a depuis plusieurs années pris un si grand accroissement, qu'à l'exception de quelques espèces, pour lesquelles nous n'avons pas encore atteint le degré de qualité qui se trouve à l'étranger, nos ateliers peuvent suffire à notre consommation.

Une loi rendue en 1814 a imposé sur les fers étrangers un droit qui, suivant toutes les probabilités, devoit assurer la préférence aux nôtres. En effet ce droit étoit calculé de manière qu'ils pouvoient se vendre au prix moyen de 50 f. les 100 kilogrammes, tandis que ceux étrangers de même qualité devoient s'élever de 52 à 53 f.

Le résultat prévu a été obtenu jusqu'en 1820; mais à cette époque le prix de nos fers a commencé à éprouver une baisse; en 1821 ils se

plaçoient avec peine au prix de 40 f., et une grande partie restoit sans écoulement entre les mains des propriétaires.

Des progrès dans les moyens de fabrication, en diminuant les frais, auroient pu déterminer cette baisse, si l'augmentation dans le prix du combustible n'eût balancé cet avantage. On doit d'ailleurs remarquer que l'importation des fers étrangers, qui en 1820 n'avoit pas excédé neuf millions de kilogrammes, s'est élevée pendant les dix premiers mois de 1821 à douze millions de kilogrammes, et qu'en établissant sur les mêmes proportions l'introduction qui se seroit effectuée dans les deux derniers mois de la même année, si l'ordonnance royale du 3 novembre dernier n'eût pas été rendue, l'étranger nous auroit vendu en 1821 quatorze millions de kilogrammes de fers.

Une augmentation de quantités dans la fabrication est sans doute l'une des causes de la diminution du prix; mais cette cause même est un puissant motif pour restreindre les importations étrangères, dont le résultat certain seroit de faire rétrograder cette branche si importante de notre industrie.

On ne peut se dissimuler que l'encombrement et le bas prix sont en grande partie l'effet de l'in-

roduction en 1821 des fers d'un pays voisin, qui trouvant sur le lieu de sa fabrication la matière première et un combustible d'un prix très inférieur à celui que nos forges sont forcées d'employer, peut nous les fournir à 23 fr. les 100 kilogrammes, ce qui ne les portoit, les droits de 15 fr. acquittés, qu'à 38 fr., et explique comment nos fers sont tombés au-dessous de 40 fr.

Après avoir défendu les intérêts des maîtres de forges, il convient aussi de s'occuper de ceux des consommateurs.

On ne doit pas perdre de vue que le fer est le plus utile des métaux, qu'il entre comme élément ou comme instrument dans la presque totalité de nos fabrications, et qu'il est l'un des premiers moyens des progrès de l'agriculture.

Certes si nous ne pouvions trouver en France une quantité de fers proportionnée à nos besoins, il faudroit bien se résoudre à le recevoir de nos voisins; mais il est incontestable qu'il y a en ce moment surabondance, et que si l'on n'arrêtoit pas les progrès de l'importation, l'étranger parviendroit à étouffer une branche d'industrie dont il prendroit la place et qu'il exploiteroit à son profit.

Le danger étant imminent, le remède ne pouvoit être trop prompt: il a été appliqué provi-

soirement, par l'ordonnance royale du 3 novembre 1821, que le Gouvernement propose de convertir en loi, avec une disposition additionnelle qui étend l'augmentation de taxe au fer traité au charbon de terre, au lieu de la borner au fer tiré au laminoir.

Par une conséquence du même principe, la portion de droit, dont le nouveau tarif excède celui du 21 décembre 1814, sera remboursée pour les fers qu'on justifiera provenir des forges étrangères, qui emploient exclusivement le charbon de bois et le marteau.

Les fontes en gueuse de 400 kilogrammes au moins n'ont été imposées, par la loi du 21 décembre 1814, qu'à 2 fr. les 100 kilogrammes; mais des renseignements pris avec soin ayant donné la certitude que nos hauts fourneaux pouvoient suffire aux besoins de nos raffineries, à l'exception de quelques localités particulières, pour lesquelles il convenoit de faire une distinction dans la quotité du nouveau droit, c'est dans cette vue que le projet, en portant à 9 fr. par 100 kilogrammes le droit sur les fontes étrangères importées par mer, n'impose qu'à 4 fr. celles introduites par les frontières de terre.

On ne doit pas craindre qu'une diminution dans les importations porte nos fers à un trop

haut prix : l'immense développement de nos forges établit nécessairement une concurrence qui mettra le consommateur à l'abri de ce grave inconvénient. Cette même concurrence influera aussi sur les progrès de la fabrication , parce que ceux qui les obtiendront auront la préférence dans nos marchés , et que le desir d'atteindre ce but sera un puissant moteur de perfectionnement.

Les maîtres de forge des départements du Nord , de l'Aisne , et du canton de Signy-le-Petit , département des Ardennes , ont adressé à votre Commission des observations sur la disposition qui porte à 4 fr. par cent kilogrammes le droit de 2 fr. , actuellement subsistant sur les fontes en gueuse venant de l'étranger.

Ils exposent que les fontes qu'ils tirent de la Belgique sont les seules qui , par leur qualité et leur proximité , puissent servir à l'approvisionnement de leur vingt-une forges ; que les maîtres de forge de l'intérieur , qui ont provoqué l'augmentation du droit , n'ont rien à craindre de l'introduction de celles qu'ils emploient , puisqu'elles leur reviennent à 2 ou 3 fr. de plus par cent kilogrammes , que celles de l'intérieur.

On a opposé , à leurs réclamations , qu'ils pou-

voient acheter des fontes dans les forges du département de la Haute-Marne; mais ils ont démontré que celles qu'ils tirent de la Belgique ne leur reviennent qu'à 21 fr. $\frac{1}{4}$ cent. les cent kilogr.; tandis que s'ils étoient obligés de les tirer de la Haute-Marne, les frais de transport en élèveroient le prix à 27 fr.

La Commission n'a pas de renseignements suffisants pour apprécier ces observations; mais le Gouvernement jugera peut-être convenable d'éclaircir les faits, et de faire droit aux réclamations, si elles sont fondées.

Des introductions considérables de lins étrangers ont fait baisser le prix de ceux du département du Nord, dont cette production est l'une des principales richesses agricoles. Il importe à leur prospérité d'encourager sa culture, en assurant un écoulement à ses produits. Tel est le but de la disposition du projet de loi, qui augmente les droits d'entrée.

Le sumac est employé pour la préparation des cuirs. On s'en sert aussi pour la teinture, et le tarif de 1791 ne l'avoit soumis qu'au droit de balance.

Cet arbrisseau croît naturellement dans nos départements méridionaux. Pour en favoriser la culture, la loi du 28 avril 1816 a imposé le

sumac étranger à 15 fr. par cent kilogrammes : le projet de loi élève ce droit à 25 fr. Cependant, le sumac indigène étant d'une qualité inférieure, on le tire de l'étranger lorsqu'il est employé comme teinture : il se trouve alors dans la classe des matières premières.

Les huiles d'olive étrangères qui ne peuvent servir qu'aux fabriques, n'étoient assujetties qu'à un droit de 15 fr. pour cent kilogrammes. Les nombreuses savonneries de Marseille, pour soutenir leur supériorité en Europe, sont obligées de tirer de l'étranger les huiles qui entrent, comme matière première avec la soude, dans la confection des savons. Cette branche d'industrie est d'un grand intérêt pour cette ville, qui a perdu en partie son commerce du Levant. Il seroit donc juste de ne pas altérer les ressources qui lui restent, et l'augmentation du droit sur les huiles d'olive propres aux fabriques est un impôt mis sur la fabrication de ses savons.

Les mêmes huiles sont employées par les fabricants de draps et les teinturiers.

La Commission a cru devoir présenter ces observations à l'attention et à la sagesse du Gouvernement.

La loi du 7 juin 1820 a établi sur l'exporta-

tion des laines indigènes et sur l'importation de celles étrangères, des dispositions conservatrices de l'une des premières branches de notre industrie agricole.

Le projet de loi en maintenant ces dispositions, divise et établit les droits suivant la valeur et la qualité des laines. C'est d'après les mêmes principes que les primes accordées à la sortie des étoffes et bonneteries de laines, sont proportionnées à leur valeur et à leur qualité.

Les produits de la pêche française sont encore imposés à un droit d'entrée qui est en contradiction avec la prime dont ils jouissent. Ils ne seront plus soumis qu'à un faible droit de balance.

En 1820 les droits de sortie sur les vins ont été diminués d'un quart. Le projet de loi réduit le droit sur les vins et eaux-de-vie exportés, tant par terre que par mer, à 25 centimes par hectolitre.

Suivant l'article 6 du projet, il ne sera accordé à l'exportation des sucres raffinés, d'autre prime que la restitution des droits établis sur tous les sucres apportés par navires français. Cette prime sera réglée d'après les proportions du produit que les raffineries obtiennent des diverses espèces ou qualités de sucre.

Tels sont, Messieurs, les principales dispositions du projet de loi sur lequel vous avez à délibérer. Nous ne fatiguerons pas plus longtemps votre attention par la nomenclature des articles qui ne sont que réglementaires ou d'un foible intérêt.

La Commission vous propose l'adoption du projet de loi.

IMPRESSIONS
N° 10.

CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du mardi 16 juillet 1822.

RAPPORT

FAIT, au nom du Comité des pétitions, par M. le duc
DE BRISSAC, sur une pétition du sieur d'Anglade.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1857

Séance du mardi 16 juillet 1857.

RAPPORT

Sur le projet de loi relatif à la réorganisation des tribunaux de commerce.

Par M. le comte de S. A. R. de C. de C.

RAPPORT.

MESSIEURS,

M. Auguste d'Anglade, à Paris, demande :

1^o Que sur la place Louis XV soit élevé un monument expiatoire, d'après le plan tracé par M. le vicomte de Châteaubriand ;

2^o Qu'un monument soit érigé à la mémoire de S. A. R. monseigneur le duc de Berry, sur les ruines mêmes de l'ancien Opéra.

La première partie de la pétition contient deux objets distincts : les plaintes sur l'inexécution de la loi du 19 janvier 1816, et la demande d'un monument expiatoire sur la place même qui fut le théâtre du plus épouvantable des forfaits. Votre Comité rend hommage au zèle du pétitionnaire, et partage son juste regret qu'une loi, témoignage solennel de la profonde douleur d'un peuple généreux pour un crime qu'il a constamment exécré ; une loi, dont l'exécution ne pouvoit être trop prompte, paroisse presque condamnée à l'oubli. Effectivement, Messieurs,

sans vouloir accuser des temps qui ne sont plus, il est permis de demander ce qu'on a fait depuis plus de six ans pour accomplir le vœu des Français. D'après une ordonnance du 14 février 1816, on devoit reprendre les travaux de l'église de la Madeleine, et y placer les monuments déterminés par la loi du 19 janvier. Malgré les fonds alloués, avec trop de parcimonie sans doute, les travaux ont été conduits avec une lenteur désespérante. Vainement un des beaux quartiers de la capitale, qui n'a, pour remplir ses devoirs religieux, qu'une église évidemment insuffisante pour sa population, joint son vœu à la volonté du Monarque. Si l'on juge de l'avenir par le passé, l'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que bien des années s'écouleront sans que l'église de la Madeleine soit achevée et les monuments placés. Des plaintes qui s'élèvent sur un sujet de cette importance ne peuvent manquer d'être accueillies dans la Chambre des Pairs.

Le pétitionnaire demande, en outre, qu'un monument expiatoire soit élevé sur la place même qui a vu consommer le crime. Il rappelle le programme et cite les paroles d'un de nos plus illustres collègues, que nous nous affligeons de ne pas voir dans cette enceinte, si nous

ne savions de quelle manière il honore le nom français dans un pays voisin, la haute considération dont il y jouit et les services qu'il rend à son Roi et à sa patrie. Les bornes d'un rapport ne permettent pas de vous remettre sous les yeux ces pages sublimes, qui sont d'ailleurs présentes au souvenir de beaucoup d'entre vous, ces pages dignes de la grande catastrophe qui les a inspirées comme du génie qui les a tracées. C'est en 1815, aux approches du jour anniversaire de la mort du Roi martyr, qu'il les écrivoit (1). La piété la plus douce et la plus affectueuse tempère la sévérité des leçons qu'une ame brûlante d'amour pour ses rois sait tirer de cet abyme de douleurs. Pas un être sensible qui, en les entendant, ne soit profondément ému, qui ne se sente plus chrétien, plus royaliste, meilleur citoyen.

Votre Comité, quoique pénétré des mêmes sentiments qui animoient le noble vicomte, a dû cependant s'arrêter devant le texte de la loi et de l'ordonnance. La volonté du Monarque s'est prononcée ; il ne peut qu'insister pour qu'elle soit obéie.

Mais la France, hélas ! étoit encore réservée aux plus cruelles épreuves, comme si la mort

(1) Voir le *Journal des Débats* du 19 janvier 1815.

du juste couronné n'eût pas suffi à nos infortunes. Il falloit qu'après que le bonheur nous eut été rendu avec une famille adorable, un monstre, échappé des antres de la révolution, frappât du coup mortel un prince cher au peuple, cher à l'Europe, vivant modèle de l'honneur français, objet des plus tendres affections d'une magnanime princesse, idole de ses augustes parents, et l'espoir du pays. Le pétitionnaire, animé du dévouement le plus pur pour la race de ses rois, pour tout ce qui porte le nom de Bourbon, appelle de tous ses vœux un monument qui satisfasse les mânes de ce prince si digne de nos regrets. Il demande qu'au lieu de renfermer dans l'enceinte de la basilique métropolitaine le marbre qui doit transmettre à la postérité la plus reculée la mémoire de *notre cher et infortuné duc de Berry* (ce sont ses propres expressions), l'emplacement où un fils de France reçut le coup fatal devienne celui de la seule réparation qui puisse être offerte à son ombre : la loi que vous avez votée récemment nous donne la certitude que du moins une partie des vœux du pétitionnaire ne tardera pas à être accomplie.

Lorsque tant d'autres, par l'abus qu'ils font du droit de pétition, semblent chercher à le

couvrir de ridicule, il est convenable d'accueillir l'homme de bien qui ne s'en sert que pour éveiller l'attention des Chambres sur des objets d'un si haut intérêt. Honneur à celui qui, bravant les sarcasmes d'une égoïste indifférence, ou les conseils de la pusillanimité, demande que la religion des souvenirs obtienne enfin son culte; que la piété en deuil puisse déposer ses larmes et ses prières au pied du monument d'un monarque immolé pour ces mêmes vertus auxquelles l'antiquité eût dressé des autels! Que la fidélité ancienne soit consolée en contemplant l'image chérie d'un roi si juste et si bon, qu'elle puisse transmettre ses regrets à la fidélité de tous les temps! Heureux le ministère auquel il a été réservé de venger les mânes de Louis XVI des retards apportés à l'exécution des volontés du Roi et des Chambres! Il ne se laissera point arrêter par de vaines clameurs. Un crime atroce a épouventé le monde; la France éplorée a demandé qu'un monument attestât et sa juste horreur et sa douleur éternelle. C'est ainsi qu'elle répond aux lâches assassins qui la réclamoient pour complice. Terrible leçon pour les révolutionnaires de tous les pays! Si, dans ses inexplicables secrets, la Providence leur accorde un succès pas-

sager, la conscience des peuples est là pour appuyer les imprescriptibles droits de la justice; et le coupable reste seul avec son crime.

La pétition du sieur d'Anglade, sous le rapport du vœu qu'il émet pour la prompte exécution de la loi du 19 janvier 1816, comme pour le monument qu'il propose d'élever à la mémoire de S. A. R. monseigneur le duc de Berri, nous a paru digne de toute votre sollicitude. Le comité dont je suis l'organe, me charge de vous proposer le renvoi de cette pétition au Ministre de l'intérieur.

IMPRESSIONS

N° 11.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du mardi 23 juillet 1822.

OPINION

DE M. LE COMTE DE SÉGUR

SUR le projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

Session de 1832

OPINION

DE M. LE COMTE DE BERTHIER

RELATIVE AU PROJET DE LA LOI

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

DE M. le comte de SÉGUR sur le projet de loi relatif
aux douanes.

MESSIEURS,

En combattant le projet de loi qui vous est proposé, ne craignez pas que je reproduise devant vous ces théories philanthropiques, ces vœux exagérés de quelques amis ardents de l'humanité. Malheureusement leurs espérances ne seront jamais que des illusions. Jamais on ne jouira nulle part de la liberté illimitée du commerce; jamais l'égoïsme et toutes les passions qu'il produit, ne permettront aux gouvernements et aux nations d'affranchir totalement leur industrie de la gêne réciproque des taxes et de la surveillance des douanes.

Conservons-les donc ces douanes, puisque tous les autres peuples les gardent; mais préservons-nous avec soin de l'abus d'un établissement fort utile lorsqu'il protège les intérêts gé-

néraux de l'agriculture et de l'industrie, mais qui deviendrait nuisible lorsqu'il encourageroit par erreur quelques intérêts partiels aux dépens de l'intérêt général.

Il est évident qu'en rédigeant le projet de loi qui vous est présenté, le Gouvernement a cru que les modifications et changements qu'il nous invite à faire au tarif des douanes étoient utiles, nécessaires, et devoient avoir une heureuse influence sur les opérations du commerce intérieur et extérieur, sur l'industrie agricole et commerciale.

Mais je pense qu'en élevant les droits à un taux qui équivalait à des prohibitions, ce nouveau tarif, pour encourager quelques branches de notre industrie, porte un coup funeste à toutes les autres, nous expose sans nécessité, de la part de l'étranger, à de redoutables représailles, tend à rompre des relations commerciales que la politique nous commande d'entretenir, sacrifie le bien-être des consommateurs à celui de quelques producteurs, offre un appât et par conséquent une prime à la contrebande, et fait un pas rétrograde vers ce système de prohibition et de monopole dont une nation industrielle, habitant un sol fertile, ne doit jamais suivre et encore moins donner l'exemple.

A l'époque où l'Angleterre étoit presque seule éclairée, commerçante et industrielle ; lorsque la noblesse européenne croyoit déroger en faisant le commerce, tandis que les pairs de la Grande-Bretagne s'asseyoient avec orgueil sur des balles de laine ; le cabinet de Londres a pu long-temps et sans danger prohiber les produits étrangers, et inonder l'Europe de ceux de son industrie : par-là il accaparoit l'argent de tous les peuples, et il étouffoit dans sa naissance l'industrie des autres nations.

Cependant, malgré ses efforts, la lumière, qu'aucune puissance n'arrête, s'est répandue par-tout ; de toutes parts le gouvernement anglais a vu des industries rivales s'élever ; et vous savez tous, Messieurs, qu'il commence lui-même à renoncer à un système prohibitif dont il ne peut plus espérer de succès, et dont l'isolement auquel il s'est vu condamné pendant plusieurs années ne lui a fait que trop mesurer les périls.

Il est peut-être étrange qu'au moment où l'Angleterre elle-même revient, dans cette partie de sa politique, aux vrais principes de la justice, de la modération et d'un intérêt national éclairé, on voie la France s'en éloigner et revenir au dangereux et stérilisant système des monopoles et des prohibitions.

Ce n'est point cependant cet esprit de système qui entraîne notre Gouvernement dans cette erreur : il a été frappé des plaintes nombreuses qui lui ont été adressées par les maîtres de forge, par les propriétaires qui s'occupent à élever, à nourrir, à multiplier les bestiaux ; les malheurs des habitants du peu de colonies qui nous restent ont excité sa juste sollicitude.

Les fers étrangers, les bestiaux de l'Allemagne et de la Suisse, les laines d'Espagne, et les sucres de l'Inde, se vendent chez nous à un prix de beaucoup inférieur à celui auquel on peut vendre les mêmes produits nationaux ; on a cru indispensable de voler au secours de cette partie importante de l'industrie française, et pour la protéger plus efficacement, on veut, par une élévation de droits équivalente à une prohibition, l'affranchir de cette concurrence étrangère qu'elle ne peut soutenir.

Je ne conteste aucun des calculs qu'on vous a présentés pour appuyer cette détermination ; je les crois justes et de bonne foi, mais je soutiens seulement qu'on n'auroit pas dû fixer exclusivement nos regards sur la position, les intérêts et les vœux d'une partie de nos cultivateurs, de nos fabricants, et de nos producteurs. Quelque important que soit leur intérêt, il est

foible en comparaison de tous les autres, et il seroit aussi imprudent qu'injuste de ne pas les consulter tous, et de favoriser les uns aux dépens des autres.

Il auroit peut-être été nécessaire, avant d'accorder aux plaignants le monopole qu'ils demandent, d'examiner pourquoi il leur étoit impossible de vendre leurs produits à aussi bon marché que les étrangers, qui ont cependant à supporter les frais d'un transport dispendieux, et à payer des droits déjà considérables.

Il falloit, cette cause une fois connue, en chercher le remède, et rendre notre industrie plus ingénieuse et plus économe, au lieu de la rendre plus inerte par le monopole, monopole qui hausse tous les prix aux dépens de tous les consommateurs.

Ce qui devoit paroître sur-tout indispensable, c'étoit de ne pas improviser un tel tarif, avant de s'être assuré, en consultant tous les intérêts, que ce tarif ne porteroit pas un coup funeste à nos départemens de l'est, du midi, et aux manufactures de toute la France.

Toutes les chambres de commerce du royaume furent consultées en 1802 sur le degré de protection qu'on pouvoit justement et utilement accorder par un tarif à notre industrie

ationale; elles répondirent presque unanimement que les droits sur les produits étrangers ne devoient pas dépasser vingt pour cent de leur valeur, et qu'aller au-delà de ce taux, ce seroit sacrifier les consommateurs aux producteurs.

Leur réponse étoit conforme aux grands principes professés sur cette matière par les hommes d'État les plus habiles; principes consacrés par une longue expérience.

En effet, personne n'ignore plus qu'il ne peut exister de commerce sans échange; que si nous ne voulons rien tirer d'un pays, ce pays ne recevra rien de nous; qu'il faut que chacun donne à l'autre ce qu'il fait mieux, et donne à meilleur marché; que toute production nationale qui ne peut soutenir la concurrence d'une production pareille de l'étranger avec la faveur de 20 pour 100, ne sauroit obtenir qu'une protection injuste et illusoire; que dans ce cas il faut que les capitaux qui y sont employés prennent une autre direction, et qu'autrement, en faisant une grande injustice aux consommateurs nationaux, on commet une sorte d'hostilité contre le producteur étranger, qui ne tardera pas à s'en venger par de funestes représailles.

Prenez-y garde, Messieurs; ceci mérite vos plus sérieuses réflexions: ne commençons point

légèrement cette guerre de douanes. Elle n'offre aux peuples industrieux que des périls sans gloire, que des malheurs sans compensation. Par elle, le commerce, qui devoit unir les nations, les divise; l'égoïsme politique prend la place de la justice, et l'isolement devient le châtimement de cet égoïsme.

Depuis Colbert, on avoit généralement reconnu qu'il étoit du devoir du gouvernement de donner aux peuples les objets de consommation de première nécessité au meilleur marché possible, de les laisser *francs* à l'entrée et de ne les imposer qu'à leur sortie; tandis que au contraire les objets de luxe et manufacturés devoient être taxés à leur entrée et favorisés à leur sortie.

C'est par de tels moyens qu'on encourage le travail, qu'on fabrique à bon marché, et que l'on vend abondamment au-dehors. Pourquoi donc renoncer à un si sage système? Ne voyez-vous pas qu'en prohibant à vos frontières les fers, les bestiaux, le riz, la laine, que vous offre l'étranger, vous forcez tous les consommateurs français à payer plus cher ces objets de première nécessité; et que, par l'élévation exagérée de votre tarif, vous présentez à la contrebande l'appât d'un gain énorme? C'est lui offrir une clé d'or qui saura bien ouvrir toutes vos portes. D'ailleurs

ne comptez-vous pour rien tous les maux résultants de cette funeste contrebande qui dénature les peuples !

Depuis un temps immémorial les habitants des deux rives du Rhin vivoient dans une union parfaite, et sembloient, par leurs mœurs, ne former qu'une même nation ; vos prohibitions, et les représailles qu'elles attirent, vont rendre ces peuples ennemis ; et toutes ces puissances du second et du troisième ordre de l'Allemagne, liées depuis tant de siècles à la France, par des rapports d'utilité réciproque ; ces nations qui, depuis l'union de Smalkalden, et sur-tout depuis le traité de Westphalie, plaçoient avec juste raison leur indépendance et leur sûreté sous l'égide du noble patronage de la France, vont être détachées de nous par les intérêts mêmes qui devoient au contraire resserrer ces liens ; un tarif improvisé va rompre ainsi de douces habitudes, et faire oublier d'anciens traités.

Ceci n'est point une vaine conjecture : déjà les faits réalisent mes craintes et confirment mes paroles ; déjà le Piémont, dont nous proscrivons le riz, refuse nos vins ; l'Espagne, qui ne peut plus nous vendre ses laines et ses soudes, ferme tout débouché à nos produits ; la Suède, la Russie, la Prusse, dont nous refusons les fers,

ferment leurs portes à nos draps, à nos soieries, à nos eaux-de-vie, à tous les produits de notre industrie manufacturière. Récemment, et sur la nouvelle de l'élévation de notre tarif, la Suisse, la Bavière, le royaume de Wurtemberg, le duché de Bade, et le royaume des Pays-Bas nous frappent des mêmes prohibitions.

Vingt départements de l'est et du midi sont ainsi menacés d'une ruine totale, et nous semblons, par une étrange fatalité, condamner nous-mêmes la France à un *blocus universel*, peu différent de celui auquel, dans un temps de guerre, nous avons soumis l'Angleterre pendant plusieurs années.

Et pour quel motif nous exposons-nous à de pareils désastres? Pour donner un monopole aux propriétaires de nos bestiaux et aux maîtres de nos forges, c'est-à-dire pour faire payer plus cher à tous les Français et leurs instruments aratoires, et la nourriture la plus nécessaire après le pain.

Trop accessibles à quelques plaintes, nous oublions cette maxime si vraie de Montesquieu que, *l'effet naturel du commerce est de porter à la paix les nations qui négocient ensemble, en les rendant réciproquement dépendantes; que, si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre; et que*

toutes les unions sont fondées sur des besoins mutuels.

Les savantes leçons du judicieux Smith ne paroissent pas moins éloignées de notre souvenir; nous ne nous rappelons plus cet aveu si important dans la bouche d'un Anglais: *Les gros droits, dit-il, imposés sur l'importation de diverses sortes de marchandises étrangères, pour en décourager la consommation dans la Grande-Bretagne, n'ont servi, la plupart du temps, qu'à encourager la contrebande, et ont constamment réduit les revenus des douanes au-dessous de ce que les droits les plus modiques auroient rapporté. Le mot du docteur Swift que, dans l'arithmétique des douanes, deux et deux, au lieu de faire quatre, ne font souvent qu'un, se trouve parfaitement vrai par rapport à ces gros droits, qu'on ne se seroit jamais avisé de mettre, si le système mercantile ne nous avoit appris à employer souvent l'impôt comme instrument non du revenu, mais du monopole.*

J'avoue cependant que si le Gouvernement peut être tenté de s'écarter des vrais principes qui s'opposent aux tarifs exagérés, c'est-à-dire au système du monopole, jamais il ne peut paroître plus excusable que lorsqu'il veut venir au secours des malheureux colons: certes rien n'égale leur infortune. Je ne parlerai donc point

ici des mesures proposées pour les affranchir de la concurrence des sucres de l'Inde ; je dirai seulement que leurs maux sont de telle nature qu'il faudroit y porter des remèdes moins illusoires et plus efficaces. On ne pourroit trouver ces remèdes qu'en changeant la législation des colonies, en leur permettant de l'administrer elles-mêmes, et en leur accordant la faculté d'ouvrir leurs ports au commerce étranger.

Mais ce qui est instant, c'est de nous arrêter, au moins sous les autres rapports, dans la marche rétrograde et aventureuse qu'on nous propose. Je ne doute point que les Ministres, qui ont écouté avec un si juste intérêt les plaintes des maîtres de forge et des propriétaires de bestiaux, n'accueillent bientôt avec la même sollicitude les réclamations des consommateurs, et ne partagent promptement les vives alarmes que les tarifs étrangers répandent dans nos manufactures, et jettent parmi tous les propriétaires de nos vignobles,

Il en résultera nécessairement de sages et d'indispensables modifications au tarif qui nous est présenté aujourd'hui.

Pourquoi donc nous hâterions-nous de le convertir en loi ? Pour être sage, la marche de l'administration, sur ces sortes de matières,

peut et doit même varier selon ce que commandent les circonstances; mais la loi, pour être respectée, a besoin de fixité.

Nous voyons le ministère, après une tentative longue, infructueuse et nuisible à notre navigation, renoncer à une élévation exagérée de tarif pour renouveler nos liens avec les États-Unis.

Il est probable que les mêmes causes produiront les mêmes effets, et que bientôt les mesures prises contre notre commerce et contre notre industrie par toutes les puissances qui nous entourent, obligeront M. le Ministre des affaires étrangères à demander d'importants changements au projet qui vous est soumis.

Par conséquent la sagesse de la Chambre des Pairs devroit ajourner sa décision jusqu'à la session prochaine : alors, si nos craintes ne s'étoient pas réalisées, le Gouvernement, investi du droit de régler provisoirement les tarifs, nous présenteroit ce même projet avec une confiance plus entière pour le convertir en loi, et, dans le cas contraire, il nous soumettroit une loi plus méditée, plus mûrie. Cette loi, je n'en doute point, concilieroit mieux tous les intérêts agricoles et commerciaux, qu'il est de notre devoir de respecter également.

D'après tous ces motifs, ne pouvant, d'après les formes parlementaires, proposer l'ajournement, je vote le rejet du projet de loi.

(13)
D'après tous ces motifs, ne pouvant douter
les formes parlementaires, propose l'ajournement
avant le vote de l'ajournement de la loi.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du mardi 23 juillet 1822.

OPINION

IMPROVISÉE

DE M. LE COMTE DE POLIGNAC

Sur le projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1852

PROCES-VERBAUX

OPINION

DE

MR. LE COMTE DE TROUVERET

Sur le projet de loi relatif aux

travaux publics

CHAMBRE DES PAIRS.

OPINION

IMPROVISÉE

DE M. le comte DE POLIGNAC sur le projet de loi
relatif aux douanes.

MESSIEURS,

Avant d'entrer dans le détail des dispositions de la loi que nous discutons en ce moment, je crois nécessaire de repousser un reproche adressé au système général de cette même loi par l'orateur qui vient d'être entendu (1).

Le noble comte auquel je réponds a paru redouter les effets du système prohibitif qui domine dans la loi soumise à vos délibérations ; il craint que ce système ne nous entraîne dans une guerre de douane avec nos voisins et qu'il ne les provoque à des représailles préjudiciables à nos intérêts.

Je commencerai par convenir avec le noble

(1) Le comte de Ségur.

Pair que dans les circonstances actuelles il est, je ne dirai point seulement difficile, mais peut-être même impossible, de faire une bonne loi de douane.

En effet, il s'est opéré tant de changements dans le monde commercial, sans compter ceux qui résulteront des événements qui se passent dans un autre hémisphère, qu'on ne peut présentement en fait de loi de douane qu'opposer système contre système, théorie contre théorie, et que les leçons de l'expérience feront seules connoître lequel de ces systèmes ou laquelle de ces théories répondra à l'attente qu'on s'en est formée.

Cependant, comme il faut *sur une loi de douane*, comme sur toute autre chose, avoir une opinion basée d'après les circonstances du moment, je ne crains pas de dire à vos Seigneuries que j'adopte le système établi dans la loi que nous discutons, et voici en peu de mots les raisonnements sur lesquels repose mon opinion.

Il existe en ce moment dans le monde commercial un tel pléthore, une telle surabondance dans la production, que l'équilibre qui doit se trouver entre la production et la consommation est entièrement rompu. Cet état de chose en-

traîne nécessairement une concurrence entre les divers genres de productions.

Or, c'est un principe reconnu de toute saine économie publique, qu'un pays, pour être dans un état de prospérité, doit produire ce qu'il consomme, et, *vice versa*, consommer ce qu'il produit; attendu qu'ici la consommation sert non seulement de débouché mais aussi d'encouragement à la production: pour atteindre ce but, il faut éloigner de la production toute concurrence dangereuse, ce qu'on ne peut obtenir qu'en établissant des surtaxes ou des prohibitions sur les productions étrangères.

Voilà, Messieurs, tout le système de la loi; il est le résultat forcé de l'état actuel des choses; il a pour but d'encourager la production indigène, de lui assurer un débouché certain en la mettant à l'abri de toute concurrence étrangère qui seroit préjudiciable à son développement.

Il faut donc conclure que le reproche adressé par le noble comte au système général de la loi ne peut être fondé, puisqu'en ce moment nous nous soumettons au joug de la nécessité.

Maintenant je vais avoir l'honneur de présenter à vos Seigneuries quelques observations sur les trois principales questions du projet de loi que nous discutons; savoir, les sucres, les

fers et les bestiaux; je traiterai chacune d'elles dans l'ordre que je viens d'indiquer.

Des sucres.

Le noble comte qui m'a précédé à cette tribune n'a jeté qu'un coup d'œil rapide sur l'état actuel de nos colonies; il a restreint ses expressions bienveillantes à leur égard dans les étroites limites d'un vœu isolé dont le but seroit d'opérer un changement dans la législation actuelle qui les régit; un semblable sujet mérite sans doute de plus grands développements, et je vais essayer d'en soumettre quelques uns à vos Seigneuries.

Les colonies françaises avant la révolution étoient comme aujourd'hui sous le régime prohibitif, c'est-à-dire que la métropole se réservait de recevoir tous leurs produits, et de pourvoir à tous leurs besoins. Elles ne vendoient qu'en France et n'achetoient qu'en France, sauf quelques articles d'approvisionnement que l'arrêt de 1784 avoit exceptés, et qui pouvoient leur être portés par des navires étrangers avec faculté d'en recevoir la valeur en produits coloniaux d'espèces spécifiées.

Cette double prohibition assuroit des avantages réciproques à la métropole et aux colo-

nies; elle servoit de base au pacte commercial qui garantissoit leur intérêt mutuel.

Quant aux droits imposés sur les denrées coloniales à cette époque, ils se composoient comme il suit :

D'abord, de celui appelé *droit du domaine d'occident*, qui étoit représentatif des frais de souveraineté et de protection, et qui se percevoit à l'arrivée dans les ports de France, soit que la denrée dût être introduite dans le royaume, soit qu'elle dût être réexportée à l'étranger; ce droit, établi d'abord à 3 et demi pour cent, puis accru de 10 sous pour livre, demeura enfin fixé à 5 un quart pour cent. Secondement, du *droit de consommation*, qui sur le sucre brut ne s'éleva jamais tout-à-fait à 4 fr. pour cent livres. Ces deux droits réunis formoient donc une taxe d'un peu plus de 9 pour cent, imposée sur la denrée coloniale importée dans les ports français pour la consommation.

A l'époque de la restauration, en 1814, il ne nous restoit de toutes nos colonies que la Martinique, la Guadeloupe et l'île de Bourbon, susceptibles de pourvoir à la consommation de la métropole en fait de sucre; mais à cette époque un changement notable s'étoit opéré dans le monde commercial : les marchés européens

étoient inondés de sucre apporté des côtes de l'Amérique méridionale, de la Havane, des Indes orientales, de Java, de Manille et autres lieux. Les frais de fabrication de cette denrée, dont la culture s'étoit augmentée dans les pays qui en produisoient avant la révolution, et s'étoit propagée dans plusieurs autres, où elle n'étoit pas connue autrefois ; ces frais, dis-je, étoient plus considérables dans nos colonies que dans les contrées citées ci-dessus, et notamment aux Indes orientales. Ce désavantage se faisoit principalement ressentir à la Martinique et à la Guadeloupe.

Dans cet état de choses le Gouvernement sentit qu'il seroit impossible à nos colonies de soutenir sur nos marchés la concurrence des sucres étrangers : il rétablit donc le système prohibitif. On dut croire que l'adoption de ce système replaceroit nos possessions-d'outre-mer dans la position prospère dans laquelle elles se trouvoient avant la révolution ; il n'en a pas été ainsi. Aujourd'hui nos colonies dépérissent ; le cultivateur découragé reçoit à peine le prix de son labeur, et l'abondance de récoltes impuissantes pour le dédommager de ses fatigues, ne fait qu'augmenter l'amertume de ses regrets.

Pour se faire une juste idée du mécompte

que le colon éprouve dans la vente de son sucre, voici le calcul qu'il faut faire.

Depuis le moment où le sucre sort de la sucrerie jusqu'à son arrivée dans un port de France, on calcule que le planteur a payé en droits de douanes perçus au départ de la colonie, en frais d'embarquement, de débarquement, d'assurance, de transport, etc., la valeur de 20 francs par quintal de sucre brut. Cette même quantité de sucre, à son arrivée, est frappée d'un droit de 24 fr. 75 cent.; mettons 25 fr. pour éloigner toute fraction.

Il résulte que le propriétaire a déboursé 45 f. auparavant que ce quintal de sucre soit livré à la consommation.

Tout ce que le colon retire de ce quintal de sucre en plus des 45 fr. déjà déboursés, devient son bénéfice; sur lequel cependant il faut déduire ses dépenses personnelles, l'entretien de ses habitations, la nourriture et l'habillement de ses ouvriers, l'intérêt des capitaux empruntés; et le juste bénéfice qu'il doit recueillir de son travail.

Or, dans l'état actuel des choses, le quintal de sucre brut se vend de 55 à 60 fr.; et, en prenant ce dernier chiffre pour terme de comparaison, le colon n'obtient qu'un bénéfice d'en-

viron 15 fr. par quintal de sucre brut livré à la consommation.

On sera convaincu de l'insuffisance de ce bénéfice lorsqu'on saura que, d'après des calculs établis par des personnes impartiales versées dans ces matières, reconnus justes par les colons eux-mêmes, et approuvés également par M. le directeur général des douanes, il résulte que 35 ou 40 fr. ont été jugés nécessaires pour couvrir le colon de ses frais d'exploitation et représenter le juste intérêt de ses capitaux. Il est donc constant qu'il se trouve au moment actuel à découvert d'environ 20 à 25 fr. par quintal de sucre qu'il vend.

Vos Seigneuries reconnoîtront que les propriétaires de nos colonies ne peuvent soutenir long-temps de semblables pertes, sans voir bientôt s'épuiser toutes leurs ressources. La situation dans laquelle ils se trouvent exige en conséquence que le Gouvernement vienne promptement à leur secours.

Mais, avant de prendre en considération le mérite du remède proposé, examinons la nature des plaintes formées par les colons.

Elles se réduisent à deux.

Ils se plaignent d'abord de l'infraction commise contre le régime prohibitif dont le but

étoit de les mettre à l'abri d'une concurrence dangereuse.

Ils se plaignent ensuite de l'insuffisance de la surtaxe imposée sur les sucres étrangers, qui les livrent également au péril d'une concurrence justement redoutée.

Je suis forcé de convenir, Messieurs, que leurs plaintes ne sont que trop bien fondées.

Il y a eu en effet infraction à l'égard du système prohibitif.

Une ordonnance rendue en 1816 autorise en France l'admission des sucres venant de Saint-Domingue sur le même pied que les sucres français. On sait qu'actuellement cette île ne produit que très peu de sucre, si toutefois elle en produit: il en résulte que les sucres qui se sont introduits sur nos marchés à la faveur de cette ordonnance, n'ont pu être que des sucres de provenances anglaises, chargés dans les ports de Saint-Domingue.

En 1817, une autre ordonnance fut rendue, plus fatale encore pour nos colonies que n'étoit la première.

Elle autorisoit les sucres des Indes à se présenter sur nos marchés en ne payant que le demi-droit étranger. Le droit perçu sur les sucres français, comme je l'ai dit plus haut,

est d'environ 25 fr. par quintal de sucre brut; la surtaxe imposée sur le sucre étranger étant de 8 fr., le sucre paie, en conséquence, un droit de 33 francs par quintal pesant; or le sucre indien ayant été introduit à demi-droit étranger, il en résulteroit que le droit perçu sur lui par le fisc se trouvoit réduit à 16 francs 50 cent., c'est-à-dire qu'il obtenoit une prime de plus de 8 fr. sur les sucres français; et cette prime paroitra encore plus exorbitante, lorsqu'on saura que le sucre qui vient dans l'Inde est de tous les sucres celui qui se fabrique à meilleur marché, et que de plus sa qualité est supérieure à celle des sucres qui croissent dans nos colonies.

On m'objectera peut-être que cette dernière ordonnance a été rapportée il y a deux ans: j'en conviens; mais à cette époque le mal étoit déjà consommé; et d'ailleurs le dangereux effet de la première subsiste tout entier, puisqu'elle est encore en vigueur.

On m'objectera encore que la quantité de sucre importée à la faveur de ces deux ordonnances a été minime: j'en conviens aussi; mais la raison en est facile à indiquer: c'est que nos colons se sont défaits de leur sucre à vil prix, dans la crainte de ne plus trouver de débouchés; et en effet, le prix du sucre français, qui s'élevoit

en 1814 jusqu'à 85 et 90 francs, est tombé depuis la promulgation de ces deux ordonnances à 55 et 60 francs, taux qui n'a pas paru offrir un bénéfice suffisant au vendeur étranger.

Les colons se plaignent en second lieu de l'insuffisance des surtaxes imposées sur le sucre étranger.

Ceux qui, en effet, ont examiné avec soin cette matière se seront convaincus de la différence énorme qui existe dans le prix de la fabrication du sucre entre nos colonies et les colonies étrangères. Sans entrer ici dans aucun détail sur un fait dont chacun est à même d'apprécier l'exactitude, il suffit d'établir comme une vérité reconnue que la surtaxe de 8 fr. par quintal de sucre brut, imposée sur le sucre étranger, offre une compensation insuffisante pour garantir le colon français d'une concurrence ruineuse pour lui.

Ainsi, Messieurs, il doit paroître constant que les plaintes formées par les propriétaires de nos colonies sont légitimes et fondées.

La marche du Gouvernement, dans cet état de choses, se trouvoit naturellement tracée, et pour assurer à nos productions coloniales un débouché certain sur nos marchés, il vous propose aujourd'hui d'établir une surtaxe sur le sucre

étranger, combinée de manière à ce que ce genre de sucre ne puisse se vendre chez nous à un taux qui prive le propriétaire français du juste bénéfice qu'il doit recueillir de son travail ; c'est-à-dire que , si les dispositions législatives comprises dans la loi ont toute leur efficacité, le vendeur étranger ne pourra se défaire de sa denrée sur nos marchés à un prix au-dessous de 80 à 85 fr. par quintal de sucre brut sans qu'il y ait perte pour lui.

Il s'agit maintenant de savoir si les mesures proposées par le Gouvernement auront l'heureux résultat qu'il semble en espérer. Il est difficile en ce moment de résoudre cette question, puisqu'en fait de matière commerciale, on ne peut guère avoir que des données approximatives, et que dans ce cas, le ministère, placé au centre des affaires, est plus que qui que ce soit à même de se les procurer d'une manière aussi certaine que les variations dans le commerce le peuvent comporter ; cependant je signalerai aux Ministres de Sa Majesté quelques imperfections que j'ai cru remarquer dans les dispositions comprises dans l'article dont il s'agit ici.

La première porte sur l'égalité répartition de la surtaxe imposée sur les sucres étrangers ve-

nant hors d'Europe et ailleurs que de l'Inde.

On sait que le prix de fabrication des sucres de la Havane est plus élevé que celui des sucres de Brésil : or, si les premiers ne peuvent s'introduire en France qu'au taux de 80 à 85 fr. le quintal pesant, sans qu'il y ait perte pour le vendeur étranger, on conçoit que le sucre provenant du Brésil pourra se vendre sur nos marchés au-dessous du prix indiqué ci-dessus avec bénéfice pour le propriétaire Brésilien ; dès-lors l'avantage que la loi a voulu assurer au sucre français devient incertain.

La seconde imperfection sur laquelle j'appelle ici l'attention du ministère, est relative à une distinction établie par la loi, et que je crois illusoire, entre les sucres de l'Inde venant sur navires français de nos établissemens, et celui qui nous arrive de ces mêmes pays des établissemens étrangers également sur nos propres navires.

Le projet de loi accorde une prime au sucre qui nous vient par nos propres navires des établissemens français dans l'Inde : or, tout le monde sait que nos établissemens ne fabriquent point de sucre, et celui qui nous arrive ainsi est réellement de provenance étrangère. Voici à-peu-près comme la chose se passe ; nos vaisseaux

touchent à Chandernagor où ils se munissent des certificats qui leur sont nécessaires, puis ils vont se charger de sucre dans les établissements anglais et retournent en France; il est donc évident qu'il ne nous arrivera plus de sucres étrangers, de provenance des Indes, autrement que de la manière que je viens d'indiquer, et le raisonnement que j'ai fait plus haut, relativement au sucre de la Havane et du Brésil, trouve ici son application; c'est-à-dire que si la surtaxe établie sur le sucre indien, venant directement d'établissements étrangers, empêche le vendeur de se défaire de sa denrée sur les marchés français à un prix qui puisse nuire aux sucres de nos colonies, sans qu'il y ait perte pour lui, la surtaxe moindre imposée sur ce même sucre censé venir d'établissements français, assurera sur nos marchés, aux vendeurs de ce sucre, un bénéfice qui sera-préjudiciable à la vente de celui de nos colonies.

Au reste le Gouvernement pourra facilement faire disparaître ces imperfections par des réglemens particuliers; et je ne les ai signalées ici que parceque je pense qu'elles méritent de fixer son attention.

Je ne crois pas devoir passer sous silence un amendement introduit dans la Chambre des

Députés, et qui forme aujourd'hui l'article 6 du projet de loi.

Il consiste à accorder à l'exportation des sucres raffinés la restitution des droits établis sur tous les sucres apportés par navires français, les sucres étrangers y compris. Cet amendement a dû naturellement effrayer les propriétaires de nos colonies, puisqu'ils y ont vu la permission accordée à l'introduction en France de tout sucre étranger par voie de transit.

Je ne puis me dissimuler que cette disposition du projet de loi n'ait un véritable inconvénient par l'effet moral qu'il peut produire, bien plus encore peut-être que par le danger réel dont il menace actuellement l'intérêt des colons.

Je dis actuellement, parceque le préjudice qui en résultera pour eux peut se faire sentir à l'avenir; il faudroit en effet, pour que ce préjudice existât en ce moment, que nos productions coloniales dépassassent les besoins que la métropole éprouve de ces mêmes productions; car, dans ce cas, l'excédant des sucres qui en proviendroient, resteroit sans débouché, vu que les raffineurs trouveroient un plus grand bénéfice à s'approvisionner de sucres étrangers qu'ils achèteroiént moins cher, et pour lesquels, par conséquent, ils trouveroient un marché plus

certain à leur exportation. Mais il n'en est pas ainsi ; dans l'état actuel des choses, nos colonies ne fournissent même pas à notre consommation, et d'après les tableaux qui nous ont été distribués, nous voyons que nous sommes obligés de tirer annuellement de l'étranger environ 10 millions pesant de sucre pour combler le déficit.

Le danger réel résultant de la disposition établie dans l'article 6 n'existeroit donc actuellement que dans le cas où l'on supposeroit la possibilité d'une fraude dans l'intérieur, relativement à l'introduction momentanée de ces sucres étrangers ; mais outre qu'il seroit difficile de parer à un semblable inconvénient par des mesures législatives, il est dans l'intérêt du Gouvernement d'en prévenir l'existence, et nous devons en conséquence nous reposer sur l'exacte vigilance qu'il lui importe d'exercer à ce sujet.

Ainsi, je ne vois dans cette disposition si redoutée par les colons, qu'un danger futur et nullement présent.

Or, dans l'intervalle qui s'écoulera depuis le moment actuel jusqu'à l'époque où ce danger pourroit se réaliser, la loi qui vous est soumise aura sans doute subi les modifications que les

leçons de l'expérience et l'instabilité naturelle aux intérêts commerciaux auront rendues indispensables ; car une loi de douane doit être envisagée sous un point de vue qui lui est particulier ; peu stable , changeante même par sa nature , elle est l'ouvrage de circonstances passagères , et doit par conséquent en suivre toutes les variations.

Il faut sur-tout dans une semblable loi , comme l'a dit à vos Seigneuries M. le Ministre des finances dans le discours qui précède le projet de loi , s'appliquer à examiner l'esprit ou le système dans lequel elle est conçue ainsi que le but qu'elle se propose d'atteindre.

Dans l'intérêt des colonies , que je défends en ce moment , le système proposé est évidemment de donner au régime prohibitif une efficacité qu'il n'a pu recevoir jusqu'à ce jour ; le but indiqué est d'élever le prix du sucre français au taux qu'il doit atteindre pour rapporter aux planteurs un bénéfice dont la nécessité est reconnue.

C'est à la Chambre à sanctionner par son approbation , si elle le juge convenable , le système exposé par le ministère et le but qu'il se propose d'obtenir. Une fois cette approbation accordée , il sera du devoir des Ministres d'ap-

pliquer ce système et d'atteindre ce but ; or, tous les moyens de remplir votre attente à ce sujet sont à leurs dispositions , puisque l'article 34 de la loi de douanes du 17 décembre 1814, les autorise soit à élever, soit à diminuer provisoirement, selon l'urgence des cas, les tarifs votés dans les lois précédentes : si donc l'expérience leur démontreroit l'insuffisance des dispositions législatives qu'ils vous proposent aujourd'hui, ils pourront en l'absence des Chambres provoquer des ordonnances complémentaires qui vous seront soumises à la session prochaine.

Me livrant maintenant à des considérations d'une nature plus élevée, quittant les détails fastidieux de chiffres, dont je crains d'avoir fatigué la Chambre, je vais chercher à approfondir la nature du mal qui mine nos colonies, pénétrer jusqu'à sa racine, et en indiquer succinctement les véritables causes ; la mesure proposée par le Gouvernement peut sans doute en suspendre momentanément les progrès , mais elle ne le fait pas disparaître : elle peut soulager la détresse actuelle des colons ; mais elle ne sauve pas les colonies.

Tant que nos possessions des Antilles ne seront pas mises à même de fabriquer le sucre au même prix qu'il est fabriqué dans les îles voi-

sines, leur prospérité sera toujours chancelante, leur état toujours précaire : voilà donc le but qui doit fixer l'attention particulière du Gouvernement : de l'obtenir, peut être difficile ; mais ce n'est pas impossible.

Voici quelques observations que je prends la liberté de soumettre à la Chambre à ce sujet.

Les capitaux qui concourent à la production sont de deux espèces :

Premièrement, *les capitaux fixes*, c'est-à-dire ceux que constituent la terre, les bâtimens, usines, bestiaux, etc., et, dans les colonies, les ouvriers qui, étant esclaves, sont la propriété de l'entrepreneur comme la terre qu'il exploite ;

Secondement, *les capitaux courants*, c'est-à-dire ceux qui se composent des fonds nécessaires au paiement, à la nourriture, à l'entretien des ouvriers, à la réparation des usines, etc., enfin de tout ce qui constitue les frais d'exploitation et les dépenses annuelles d'entretien.

L'intérêt de l'un et l'autre de ces capitaux entre toujours dans la composition du prix de l'objet produit.

Dans nos colonies, où presque tous les propriétaires sont grevés de dettes, on peut avancer avec assurance qu'il en existe peu qui ne soient obligés d'emprunter les capitaux cou-

rants indispensables pour tirer parti des capitaux fixes.

Or, l'intérêt de sommes empruntées étant toujours en raison de la confiance qu'inspire l'emprunteur et sur-tout de la garantie que la loi offre au prêteur, et la législation actuelle dans nos colonies des Antilles ne laissant presque aucun recours aux créanciers contre le débiteur, il en résulte que les capitaux courants, indispensables à l'entrepreneur, ne peuvent y être obtenus qu'à un taux très onéreux.

Aussi l'intérêt de l'argent y est-il payé jusqu'à 15 pour 100, tandis que dans les colonies anglaises il ne s'élève jamais au-dessus de 5 pour 100.

D'où il résulte par conséquent que les vices de notre législation coloniale actuelle contribuent à augmenter dans nos colonies le prix de la production.

Ceci me mène naturellement à dire un mot de la liquidation des dettes actuelles de la Guadeloupe et de la Martinique : ces dettes avec leurs intérêts accumulés se montent à la valeur d'environ 130 à 140 millions pour les deux colonies ; on conçoit facilement que tant qu'un mode de liquidation n'aura pas été adopté pour libérer les colonies des dettes qui pèsent sur

elles, les prêteurs de fonds feront payer cher le nouveau crédit qui leur sera demandé. Il faut donc placer parmi les causes qui augmentent encore dans nos colonies le prix de la production, la non-adoption d'un mode propre à opérer la liquidation des dettes arriérées.

A ces causes, il faut en outre ajouter celle-ci.

Les charges auxquelles la production est assujettie depuis sa confection jusqu'au moment de sa consommation, forment un élément nécessaire de son prix. Or, la différence des droits locaux perçus dans nos colonies et dans les colonies voisines doit être indiquée comme une des causes qui ne leur permet pas de produire à aussi bas prix que ces dernières.

En effet, pour subvenir aux frais d'administration de nos Antilles, telle qu'elle est organisée aujourd'hui, on est obligé d'y frapper le millier de sucre brut d'un droit local de 17 fr. 75 cent., tandis que le même droit dans les Antilles anglaises ne s'élève jamais au-dessus de 4 fr. 50 cent.

Donc, un système d'administration plus réduit et moins dispendieux, un système d'administration qui permettrait de diminuer la perception actuelle, contribueroit aussi à faire baisser le prix de la fabrication du sucre.

Il résulte de tout ce qui vient d'être dit, qu'après que de sages modifications apportées à la législation actuelle de nos colonies aura rendu la confiance aux bailleurs de fonds; après que l'application d'un système équitable de liquidation aura relevé le crédit des colons, et qu'un régime d'administration intérieure mieux entendu aura réduit les charges locales qui pèsent sur nos Antilles, le prix de la production y diminuera nécessairement; il n'y a même point de raison pour qu'il dépasse celui auquel on produit aujourd'hui dans les Antilles voisines, puisque nous possédons un sol semblable au leur, qu'un même genre de culture y est approprié, et qu'un même soleil ardent nous éclaire.

Et c'est alors qu'on n'osera plus faire cette question, que je ne crains pas de déclarer antinationale : *De quelle utilité peut-il être pour la France de conserver ses colonies?*

Sous le rapport commercial l'utilité est immense, puisque déjà la balance du commerce avec l'Inde, le Brésil et la Havane, nous est contraire de près de 22 millions, et que si nous ne tirons point de nos colonies les 100 millions pesant de sucre dont nous avons besoin pour notre consommation annuelle, il faudroit nous

les procurer dans ces pays, ce qui augmenteroit de près de 60 millions le tribut annuel que nous leur payons déjà ; qui peut nous assurer d'ailleurs, lorsque toutes les sources de productions seront taries dans nos colonies par suite d'un honteux abandon des moyens propres à les ranimer ; qui peut, dis-je, nous assurer que des combinaisons politiques ou fiscales n'élèveront pas chez les étrangers le prix d'une denrée que nous serons alors obligés d'acheter chez eux ?

On demande de quel avantage peut être pour nous la conservation de nos colonies ? Mais le sentiment de la dignité nationale ne l'indique-t-il pas assez ?

Et quand elles ne serviroient que de monuments propres à rappeler une splendeur ancienne ; quand elles ne seroient plus, pour ainsi dire, que comme des lieux élevés autour desquels viendroient se rattacher des souvenirs de gloire, féconds peut-être en moyens d'émulation utile pour l'avenir, ces nobles résultats ne mériteroient-ils donc pas d'être achetés par quelques sacrifices légers et momentanés ? Eh quoi ! les vaisseaux français qui si souvent ont vu les mers des deux hémisphères orgueilleuses de porter leurs pavillons victorieux,

iroient-ils maintenant mendier quelque abri sur des plages étrangères?

Que si vous voulez envisager cette question sous le rapport politique, considérez l'importance de la situation topographique de nos Antilles; en face de nations naissantes, qui sans doute un jour s'élèveront légitimement sur l'horizon politique, et qui, portant alors autour d'elles des regards curieux et incertains, ne fixeront ces regards que sur la nation qui saura leur offrir *souvenirs, force et protection*; souvenirs, pour attirer leurs respects; force et protection, pour leur inspirer confiance.

Ainsi, l'intérêt commercial, l'intérêt politique, et un sentiment de dignité nationale, nous font un devoir de veiller à la conservation de nos colonies.

Maintenant je passe à la question relative aux fers.

Des fers.

Nous retrouvons ici, Messieurs, l'application du système qui domine dans la loi, puisque les dispositions législatives qui nous sont proposées par le Gouvernement, et dont il est maintenant question, ont pour but de donner un encouragement et un plus grand dévelop-

pement à l'exploitation de nos mines de fer.

En effet, pourquoi irions-nous chercher chez l'étranger un métal dont notre sol abonde, et dont souvent même la qualité est supérieure à celui qui est importé chez nous?

Oui, Messieurs, nous possédons des mines de fer aussi précieuses par leur nature et par leur abondance que celles qu'on exploite dans les pays étrangers, et je ne crains point de l'avancer ici, d'après les renseignements que m'ont donnés des personnes qui ont fait une étude particulière de cette matière, je ne crains pas, dis-je, d'avancer que nous n'avons rien à envier sur ce point aux autres nations.

Il n'est point de doute que nous ne puissions obtenir, dans la fabrication de nos fers, des résultats plus avantageux que n'en peut même espérer l'Angleterre. En voici la raison :

La meilleure qualité de fonte, c'est-à-dire celle qui doit être livrée au commerce dans cet état, doit, il est vrai, être fabriquée avec du charbon de terre; mais celle qui est destinée à être convertie en fer, doit avoir été fabriquée avec du charbon de bois, et c'est aussi cette même sorte de charbon qui doit être employée pour convertir la fonte en fer fin.

Or, comme l'Angleterre manque de forêts,

et par conséquent de matière première pour créer une bonne fonte destinée à la fabrication du fer fin et pour convertir ensuite cette fonte en fer fin ; et que la France , au contraire , est riche en ce genre de combustible , il en résulte nécessairement que nous pouvons obtenir , dans nos établissemens , une fabrication de fers préférable à celle des Anglais.

A cet avantage il faut encore joindre celui non moins important du développement donné à l'exploitation de nos houillères , et qui cependant n'est que le résultat indispensable de l'encouragement offert aux propriétaires des mines de fer.

Je ne crains pas encore d'avancer que la nature , prodigue de bienfaits envers nous , a enrichi notre sol de mines de charbons de terre presque aussi abondantes que celles qui se trouvent en Angleterre ; mais la faible protection accordée jusqu'à présent à leur exploitation est cause que ces trésors restent enfouis.

J'ai eu l'honneur de dire à vos Seigneuries que la meilleure sorte de fonte , pour être employée en état de fonte , étoit celle qui se fabriquoit avec du charbon de terre ; or , la fonte étant d'un usage très répandu dans le commerce , il arrivera conséquemment que l'encouragement présenté à sa fabrication entraînera un

plus grand développement dans l'exploitation de nos houillères.

Ainsi donc, rien de plus utile que le but que se propose la loi.

On ne peut se dissimuler que nos forges ne soient maintenant dans un état de souffrance ; elles ne peuvent soutenir la concurrence étrangère, vu le bas prix auquel le fer, cette matière de première nécessité, se trouve fabriqué dans les pays voisins.

Deux causes principales concourent à arrêter les progrès de notre industrie ; la première consiste dans l'établissement des manufactures anglaises placées aux embouchures de nos grandes rivières ; la main d'œuvre étant à meilleur marché chez nous qu'en Angleterre, quelques Anglais ont conçu l'idée de venir en France convertir leurs fontes en fer ; ils apportent ainsi de chez eux et la matière première et leur propre charbon de terre ; puis livrant au commerce à un prix inférieur au nôtre les fers qu'ils ont fabriqués sur nos côtes, ils ruinent ainsi nos manufactures.

Nous trouvons la seconde cause de détresse dans l'importation annuelle d'une quantité considérable de fontes étrangères qui, comme je l'ai observé précédemment, se fabriquant à

meilleur marché que les nôtres, établissent avec les fontes françaises une concurrence dangereuse pour ces dernières.

Dans cet état de choses, le Gouvernement a senti la nécessité de venir au secours de nos manufactures de fer; et c'est dans ce but qu'il a proposé une surtaxe sur les fontes provenant de l'étranger.

A la vérité, les propriétaires des fourneaux d'affineries établies dans nos départements du nord, et principalement dans celui des Ardennes, se plaignent amèrement de cette mesure; ils soutiennent qu'elle réduit à un chômage ruineux leurs usines, à la consommation desquelles, assurent-ils, ne peuvent pas suffire les fontes françaises.

J'ai examiné leurs réclamations avec un soin scrupuleux; mais je n'ai pas cru qu'elles fussent de nature à changer l'opinion du Gouvernement.

En effet, cet intérêt n'est que secondaire, comparativement à celui qui réclame ici votre attention. L'étranger participe aux bénéfices que font les propriétaires de ces feux d'affineries, puisque c'est lui qui leur apporte la matière première, et qu'il ne leur laisse que le bénéfice de la main d'œuvre; tandis que le but

de la loi, en protégeant l'exploitation de nos mines de fer, est de réserver le bénéfice tout entier à la France.

Or l'intérêt particulier doit toujours céder à l'intérêt public.

D'ailleurs, il est bon d'observer que le préjudice qu'éprouvent ces établissemens résulte bien moins de la surtaxe proposée que de l'introduction récente des machines à laminoirs, qui fabriquent en deux minutes ce qui coûte aux anciens fourneaux une demi-heure de travail; voilà la véritable cause qui tôt ou tard amènera la ruine de ces sortes d'établissements, et cette cause est indépendante des dispositions législatives qui vous sont proposées.

J'adopte donc la fixation portée au tarif pour le droit sur les fontes étrangères, mais toutefois je crois, avant d'épuiser la matière, devoir soumettre aux Ministres de Sa Majesté quelques doutes sur l'entière efficacité de la mesure qu'ils proposent, et sur les difficultés qui peuvent naître de son application immédiate.

Je leur demande d'abord si, au lieu de frapper sur-le-champ les fontes étrangères de la surtaxe nouvelle, il n'auroit pas mieux valu en répartir l'élévation entre plusieurs années, dans la crainte qu'une augmentation trop subite

n'engageât les puissances étrangères à user de représailles en adoptant des mesures du même genre à notre égard, mesures qui seroient préjudiciables à notre commerce comme à nos intérêts; telle que, par exemple, seroit une élévation considérable de droits sur les charbons de terre que l'insuffisance de nos exploitations dans le nord de la France nous force encore d'aller chercher dans les pays voisins? Ainsi que vous le savez, Messieurs, une partie des départements du nord, et tous les départements des Ardennes, de la Meuse, et de la Moselle, sont en ce moment tributaires des houillères de Charleroi, Liège, et Sarrebruck : or, l'absence de ce combustible nuiroit évidemment à plusieurs établissemens importants et aux ateliers qui se trouvent répartis dans ces divers départements, parmi lesquels nous citerons ceux appartenant aux cloutiers, aux ferronniers, aux maréchaux, aux maîtres de forges pour les martinets, aux brasseurs, aux fabricants des draps de Sedan, à cause de leurs machines à vapeur, et autres de ce genre.

Le second objet des doutes que je propose aux Ministres de Sa Majesté est relatif à la difficulté qu'il peut y avoir pour la France à porter sur-le-champ la fabrication de ses fontes à

la quantité reconnue nécessaire à sa consommation. Si en effet elle ne pouvoit arriver dans la même année à fabriquer en plus les 40 millions de kilogrammes de fer que dans l'état actuel elle tire de l'étranger, elle se verroit forcée d'acheter des fers tout forgés au lieu de fonte, ce qui nous feroit perdre le prix de la main d'œuvre.

Je livre ces deux observations à l'attention du Gouvernement; mais, manquant de connoissances nécessaires et de renseignements suffisants pour approfondir des difficultés qui semblent s'offrir ici naturellement, je ne les présente que sous la forme de doutes, et je n'en vote pas moins pour l'adoption de l'article.

Des bestiaux.

Je traiterai succinctement la partie de la loi relative aux bestiaux.

L'article qui y a rapport a pour but de protéger l'agriculture, base première de la prospérité des nations et particulièrement de celle de la France, qui est principalement une nation agricole, et chez laquelle par conséquent le système agricole doit prévaloir: le système manufacturier sans doute demande aussi à y être protégé; il est du devoir du législateur de

concilier les divers intérêts que l'un et l'autre renferment; mais lorsque ces intérêts se contraignent, les premiers doivent toujours être l'objet d'une protection spéciale.

Une saine politique semble exiger qu'on en agisse ainsi. Les cultivateurs en effet troublent rarement la tranquillité des empires; les habitudes morales qu'ils contractent par la nature de leurs occupations, au sein de leurs familles, présentent bien d'autres garanties que n'en peut offrir cette population manufacturière, rassemblée par grande masse, susceptible de toutes les corruptions, souvent énervée par des désordres de tous genres, et qu'il est facile de diriger dans un sens funeste, au moindre choc qui vient suspendre l'activité de leurs travaux. Les arts contribuent sans contredit à la richesse et à l'éclat des nations, mais la force de l'État est dans son agriculture. En thèse générale, l'industrie manufacturière peut être utile; mais l'industrie agricole est toujours nécessaire: c'est donc avec raison que la loi proposée accorde à celle-ci une protection spéciale, en encourageant l'éducation des bestiaux qui en forment la branche la plus importante. Ainsi j'adopte avec confiance l'article dont il est ici question.

En résumé, j'ai essayé, Messieurs, de prouver,

dans le cours de ces observations, combien un intérêt politique et commercial bien entendu et un juste sentiment de dignité nationale, réclamoient de notre part de généreux efforts pour relever nos colonies de l'état de souffrance dans lequel elles languissent; j'ai cherché à démontrer la nécessité d'accorder une protection plus étendue à l'exploitation de nos mines de fer et à l'éducation de nos bestiaux, et d'après tous les motifs que j'ai eu l'honneur de développer devant vos Seigneuries, je vote pour l'adoption de la loi.

CHAMBRE
DES
PAIRS DE FRANCE.

~~~~~  
SESSION DE 1822.

Séance du mercredi 24 juillet 1822.

—  
OPINION  
DE M. LE MARQUIS DE MARBOIS

Sur le projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE DES SEIGNEURS  
CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

Session de 1822  
Séance du mercredi 22 juillet 1822

OPINION  
DE M. LE MARQUIS DE MONTMORIN

Sur le projet de loi relatif à la réorganisation  
des tribunaux de commerce  
Par M. le marquis de Montmorin  
Rapporteur

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le marquis de MARBOIS sur le projet de loi  
relatif aux douanes.

MESSIEURS,

Les observations que je vais soumettre à la Chambre, se rapportent principalement au changement introduit par plusieurs états, et par nous-mêmes, dans le système des traites foraines ou douanes. Ces bureaux, dans tous les pays où ils ont été établis, eurent dans l'origine pour objet de protéger l'industrie, ou de concourir à l'exécution de réglemens somptuaires; mais ils sont devenus, dans beaucoup de contrées, des instruments de fiscalité; et tantôt, en protégeant une industrie, ils en blessent une autre; tantôt, en ouvrant à la frontière des sources de revenu au Trésor, ils en tarissent, dans l'intérieur, de plus abondantes et de

plus durables. Ces vérités, à force d'être démontrées, ne sont plus que des lieux communs qui pâlisent devant un avantage dont je m'empresse de reconnoître l'importance, l'avantage si desirable de maintenir ou d'accroître, d'année en année, les produits et le revenu publics.

N'est-il pas temps, toutefois, de songer à des améliorations d'un autre genre, et qui se feront plus utilement si elles sont préparées à propos? Est-il possible de nous isoler tellement dans l'examen de ces questions, que nous n'ayons à nous occuper que de nous seuls, sans considérer quels seront au-dehors les effets des mesures proposées?

Quand l'action de nos lois s'arrête aux limites du royaume, Messieurs, tous les intérêts peuvent être suffisamment débattus et balancés dans deux Chambres où les lumières nécessaires se trouvent réunies. Mais, dès que cette action s'étend au-dehors, et atteint des intérêts étrangers à la France, il faudroit, puisque les intéressés ne peuvent se faire entendre ici en personne, qu'ils y fussent au moins représentés par un Ministre, arbitre désintéressé. Il faudroit qu'il nous fit connoître, dans les limites que lui prescrirait sa propre prudence, que nos ambassadeurs, nos consuls, et jusqu'aux plus



simples agents du commerce de France en pays étranger, ont été préalablement consultés. S'il nous apprenoit qu'ils n'ont trouvé aucun inconvénient grave à la loi, et, pour me servir des expressions déjà employées, *que des représailles ne sont pas à craindre*, une telle déclaration me suffiroit. Mais si cette assurance ne nous est donnée que par ceux que leurs fonctions disposent à désirer l'accroissement du revenu public, ou qui n'ont pu entendre un débat contradictoire ; tout en rendant hommage à la sincérité de leur persuasion, nous pourrions examiner si leurs assertions ne rencontrent pas ailleurs des assertions qui les balancent. Quand on nous dit : Il est de notre intérêt d'empêcher ou de ralentir l'introduction ou la sortie de telle denrée, de telle marchandise ; ne devons-nous pas nous attendre que, dans dix assemblées politiques au-delà du Rhin, on répètera les mêmes paroles, et qu'on dira aussi : « Il est de notre intérêt d'empêcher l'introduction des soieries, des draps, des porcelaines, des modes, des tabacs, des vins de France. » Et n'est-ce pas dire, en termes peu différents : « Nous allons arrêter en France, ou du moins ralentir la production de tous les objets de cette nature, que jusqu'à présent nous

« avons reçus de ce royaume. » Mais si en effet les lois sont alors promulguées de part et d'autre, leurs inconvénients se font bientôt sentir; et quelque besoin qu'on éprouve d'y apporter remède, on dit d'un côté comme de l'autre : Il y va de notre dignité de ne pas faire un pas rétrograde, et les plus modérés ne sont que trop disposés à ne faire aucune concession quand une fois le gant est jeté. Arrêtons-nous donc, tandis qu'il en est encore temps; formons-nous une juste idée de la véritable dignité : elle consiste, après qu'on s'est trompé, quand même il y auroit eu des représailles, à faire ensuite ce qu'il auroit fallu faire avant.

En suivant une marche différente les esprits s'aigrissent, les années s'écoulent, les vieilles habitudes changent, de nouvelles liaisons sont formées. Pendant qu'on délibère, le commerce, la navigation, prennent d'autres routes; et quand finalement on est convenu de réformer les premières résolutions, on trouve la place occupée. Les industries que de fausses mesures ont rendues oisives ne se raniment pas aisément; les vignes arrachées ont été remplacées par celles des autres pays; les métiers, les tours à tirer

l'organcin, ont été transportés ailleurs, et le dommage qu'on a éprouvé est irréparable.

Ce qui se passe en ce moment, pour ainsi dire à nos portes, peut être pour nous un avertissement efficace et encore utile. Une influence, long-temps inconnue, s'élève et grandit en Allemagne: c'est celle des commerçants et de tous ceux qui s'appliquent à quelque genre d'industrie. Isolés autrefois, épars dans les villes libres et dans une multitude de petites dominations réciproquement jalouses, ils ont enfin appris quelle est la puissance de l'union. Pour la première fois, depuis tant de siècles, cette union leur est permise, et ils en font l'essai. Des fabricants, des commerçants de toute l'Allemagne, ont été rassemblés à Darmstadt dès l'année dernière. Sous les yeux de quelques hommes d'État, ils préparoient les moyens de résister à ce peuple dont l'activité et l'industrie ont si long-temps tenu enchaînées toutes les autres industries, amorti toutes les autres activités. Mais à la nouvelle des résolutions déjà adoptées ou qui se préparoient chez nous, cette coalition s'est tournée vers son nouvel adversaire, et elle a changé sa direction soit pour l'attaque, soit pour la défense. De là ces mesures



combinées à Munich, à Stuttgart, à Carlsruhe et même en Suisse. De Nice à Ostende on s'excite à la résistance, et les mois de mai et juin derniers ont vu comme une explosion douanière sur toute cette frontière et au-delà. C'est depuis que notre session a été ouverte que ce système s'est développé. La matière est importante, et sans craindre de fatiguer votre attention, Messieurs, j'extrait des tarifs étrangers les articles qu'il nous importe le plus de connoître. Bade a commencé, et à la fin de mai l'entrée des vins de France a été prohibée sur cette frontière qui comprend aujourd'hui le Palatinat du Rhin. Une résolution des deux Chambres badoises a autorisé le Gouvernement à régler par des transactions avec les étrangers les intérêts commerciaux du pays. Point de loi : je supplie la Chambre d'y faire attention.

La Bavière a suivi, et le 11 juin a paru une ordonnance du Roi. Les droits d'entrée y sont fixés au quintal brut ainsi qu'il suit, toujours par simple ordonnance sans intervention des Chambres législatives :

|                                                                |             |
|----------------------------------------------------------------|-------------|
| Vins de France, sans aucune distinction, ni exception. . . . . | 43 fr. 10c. |
| Liqueurs de France. . . . .                                    | 64 65       |
| Soieries. . . . .                                              | 215 49      |

|                                                             |     |    |
|-------------------------------------------------------------|-----|----|
| Marchandises de mode, parfumerie, quincaillerie. . . . .    | 215 | 49 |
| Huile d'olive. . . . .                                      | 43  | 10 |
| Denrées coloniales, café, cacao, sucres, épiceries. . . . . | 10  | 77 |

Le 29 juin, une ordonnance du roi de Wurtemberg a prohibé toute introduction des vins, eaux-de-vie, liqueurs, esprits, vinaigres, de France. Toujours une ordonnance. Les pouvoirs législatifs ont été muets.

|                                                                |              |    |
|----------------------------------------------------------------|--------------|----|
| Feuille de tabac de France. . .                                | 43 fr. 10 c. |    |
| Soieries étrangères. . . . .                                   | 172          | 39 |
| Habillement, souliers, chapeaux. . . . .                       | 172          | 39 |
| Huiles étrangères. . . . .                                     | 43           | 10 |
| Marchandises fabriquées de laine, coton, acier, toile. . . . . | 43           | 10 |

L'Argovie, Berne, Soleure, Fribourg, ont adopté les mêmes résolutions. Quand nous y voyons entrer Berne et l'Argovie, il faut que leurs motifs aient été puissants.

Bâle et Genève n'ont pas encore adhéré; l'exception ne doit pas nous surprendre, ce sont comme deux villes anséatiques en terre ferme: elles seroient réduites à moins de moitié si le transit et les échanges venoient à cesser.

La correspondance de Darmstadt pourroit

vous être présentée avec plus d'étendue que je ne l'ai fait; car dans toute l'Allemagne des milliers d'intéressés reçoivent chaque jour de ce centre des lettres et déductions qui, si elles n'irritent pas les passions, remuent au moins les intérêts. J'ai lu attentivement une de ces circulaires, et je me suis dit: Ne dédaignons pas les avertissements de nos adversaires; ils peuvent être plus utiles que les conseils d'un intérêt souvent aveugle. Ces écrits ont de prompts effets; et les Allemands, ordinairement flegmatiques et calmes, agissent déjà quand nous délibérons encore. Ces changements, je le sais, ne leur portent pas de moindres préjudices qu'à nous-mêmes: ils fatiguent les peuples et troublent leurs rapports accoutumés; les prix s'élèvent, retombent, et se relèvent encore par des causes dont on ne se console que quand elles sont l'ouvrage de la nature; ces crises sont notre propre ouvrage, et les maux qu'on se fait réciproquement ne se compensent pas.

N'est-il pas probable, Messieurs, qu'avant peu ces mesures feront éclater chez nous aussi de nouvelles plaintes? Déjà l'interdiction de nos vins dans les pays prussiens a réduit à moins de moitié dans les départements voisins le prix des terres où la vigne étoit cultivée.



N'en sera-t-il pas de même de celles où l'on récoltoit le tabac ? Ces provinces, où des Français ne voient d'autres Français qu'à leurs limites occidentales, qui ne jouissent qu'à demi de l'avantage d'un voisinage de compatriotes, ont été dans tous les temps les plus ménagées, parcequ'elles sont les plus exposées en cas de guerre. Ces ménagements n'ont jamais été stériles, et l'affection des habitants n'a fait que croître quand les dangers ont augmenté.

Vous avez observé, Messieurs, que, dans les pays dont j'ai fait mention, les assemblées délibérantes ont reconnu l'inconvénient de régler par une loi des institutions qui sont encore au berceau, où, peut-être, elles doivent expirer, et que, faisant pour cette fois le sacrifice d'une de leurs attributions, elles ont conseillé de procéder par forme d'ordonnance. Ainsi la précipitation même n'a pas été sans prudence, et des dispositions où l'on desireroit voir plus de calme, ont du moins ceci de rassurant, c'est qu'elles pourront être modifiées sans les lenteurs, les formalités, l'incertitude même, d'une loi nouvelle.

On vous rappeloit hier, à cette occasion, l'état embarrassé et si dommageable de nos rapports avec les États-Unis de l'Amérique sep-

tentrionale; et les causes qui ont interrompu toutes les communications commerciales entre les deux pays, ne sont pas en effet sans quelque analogie avec les circonstances qui font la matière de mes observations. Hier encore on pouvoit déplorer ces tristes malentendus; nous n'avons à nous en souvenir aujourd'hui que pour nous réjouir d'apprendre que le différent n'existe plus; et l'acte du congrès du 20 mai 1820, et l'ordonnance du 26 juillet suivant, ne séparent plus la navigation de deux nations dont l'amitié est la plus naturelle qu'il y ait au monde, dont l'alliance repose sur ces fondements encore plus solides que les traités, l'intérêt réciproque, d'honorables et glorieux souvenirs, et l'absence de toute cause de jalousie.

L'acte solennel vient d'être signé à Washington, dans cette capitale illustrée par le nom d'un des plus grands hommes qui aient contribué au bonheur du monde.

Plus de barrières, plus d'intermédiaires: les deux nations vont donc s'approcher sans être forcées au circuit de Liverpool ou d'Anvers, et désormais les dangers ne seront plus inutilement accrus; la dépense du temps et de l'argent ne se fera plus au profit d'un tiers.

Mais en félicitant par une anticipation bien

permise le Gouvernement de cette heureuse issue d'un débat affligeant qui a duré deux années, ne perdons pas de vue une circonstance bien importante et toute nouvelle dans cette constitution fédérale, c'est que le mal subsisteroit encore, et au moins jusqu'à la réunion future du congrès, s'il eût retenu la décision de cette affaire; mais en se séparant, il a eu la sagesse de la confier et au zèle et aux lumières de son président, et peu de jours ont suffi pour terminer une querelle de deux années.

On a donc, et avec juste raison, reconnu que les variations dont les tarifs sont susceptibles, ne pouvoient, sans inconvénient, dépendre uniquement des assemblées législatives. Ces matières touchent à tous les intérêts, et nous en avons la preuve à chacune de nos sessions. Les herbagers, les raffineurs, les fabricants, les maîtres de forges, les colons, vous adressent tour-à-tour leurs pétitions, leurs mémoires; et sans doute dans cette guerre de prohibitions que se font les peuples de l'Europe, nous devons protection aux industries nationales et nous montrer attentifs à tout ce qui peut en améliorer la situation.

Mais tenons-nous en garde contre tout ce qui tendroit à repousser absolument par des pri-



vilèges exclusifs, soit les productions, soit les industries étrangères. L'art des tarifs consiste à nous assurer la préférence sans détruire l'émulation ; il n'est pas une profession cependant où l'on ne s'afflige de toute concurrence, pas un individu qui ne voulût être seul à exercer son talent ; ils écrivent, ils impriment, ils sollicitent à frais communs. D'année en année ils s'efforcent d'obtenir davantage ; ils protestent d'abord qu'ils n'ont qu'un premier soulagement à demander ; l'année d'après ils prétendent que ce n'est pas encore assez ; ils promettent de se réduire quand ils auront atteint les industries étrangères. Mais il est si facile de s'habituer à de grands bénéfices , que le jour des réductions n'arriveroit jamais si les Chambres, si le Gouvernement, n'y apportent la plus grande attention ; et un entier isolement seroit la conséquence de ce système. Une seule classe, et c'est la plus nombreuse, subiroit la loi en silence : c'est celle des consommateurs, qui ne se coalisent pas. C'est donc de l'exercice spontané de vos lumières et de votre expérience, Messieurs, c'est de la fermeté du Gouvernement, que ces consommateurs peuvent attendre un appui qui balance efficacement les puissants intérêts réunis contre eux.

Je suis loin de penser que ces matières ne sont point du ressort de la législation , mais je ne crois pas que le moment soit venu de les régler par l'autorité de la loi. Ne nous exposons pas à la nécessité de revenir sur nos pas , de réformer à la session prochaine l'ouvrage de celle-ci. Tandis qu'il en est encore temps , laissons subsister le provisoire jusqu'à ce que la matière soit plus mûre. S'il n'y a point de loi , il sera plus facile au ministère de s'entendre avec toutes les Cours , que d'avoir à négocier sous l'empire du tarif proposé. Comment rectifier par des dispositions nouvelles , assorties à tant d'intérêts divers , les dispositions générales qui les atteignent tous uniformément ? Il faut que Turin , Bade , Stuttgart , Munich , Berlin , La Haye ; que la Suisse , reviennent sur des mesures déjà prises ; ces états le pourront avec plus de difficulté si la loi est adoptée. Je sais bien que le Gouvernement peut disposer provisoirement en matière de douanes ; mais il le fera plus aisément s'il n'est entravé par aucune disposition législative. Je crois avoir entendu dire que la loi pourra n'être qu'une espèce de thème qui servira aux négociateurs , et leur fournira la matière de leurs négociations. Le ministère est trop éclairé pour ne pas recon-

noître que cette marche ne convient ni au Gouvernement ni aux Chambres. C'est à mon avis porter atteinte à la majesté de la loi que de dire d'avance qu'elle pourra être révoquée par un acte du Gouvernement. Ces matières sont du ressort des départements des affaires étrangères, de la marine, des finances et de l'intérieur, à-la-fois. Ces Ministres sont éclairés par les importantes observations qui ont été faites dans les deux Chambres : je demande donc que ces choses soient pour cette fois laissées à la prudence du Gouvernement, et je vote contre l'adoption.



# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du mercredi 24 juillet 1822.

## DISCOURS

PRONONCÉ

PAR M. DE VILLÈLE,

MINISTRE DES FINANCES,

POUR la défense du projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(Le Ministre n'ayant point rédigé ce discours qu'il avoit improvisé, ou a été obligé de remplir, par l'extrait suivant, le numéro qui lui avoit été réservé dans les impressions de la Chambre.)



CHAMBRE

DES

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1830

SEANCE DU MERCREDI 27 JUILLET 1830

DISCOURS

PAR M. DE VILLÉ

MINISTRE DES FINANCES

POUR LA LOI DE FINANCES ET D'IMPOTS

PRESENTEE PAR LE CHAMBRE

LE 27 JUILLET 1830

# CHAMBRE DES PAIRS.

## DISCOURS

PRONONCÉ par M. DE VILLÈLE pour la défense du  
projet de loi relatif aux douanes.

*Extrait du Procès-verbal de la séance du 24 juillet*  
1822.

Le Ministre des finances demande à être entendu. Il repousse d'abord la proposition qui vient d'être faite par le noble préopinant. Cette proposition, dans l'esprit de son auteur, a pour but de laisser au Gouvernement plus de latitude dans les moyens qu'il pourroit employer pour venir au secours de l'agriculture et de l'industrie. Mais dans la réalité, elle ne tendroit à rien moins qu'à paralyser son action, et à faire cesser l'effet des mesures qu'il a déjà cru devoir prendre. La loi en effet lui permet de faire, dans l'intervalle des sessions, tous les réglemens provisoires qui peuvent être nécessaires, mais à la charge de les faire convertir en loi à la plus prochaine session. Le Gouvernement a déjà



usé du pouvoir qui lui étoit confié, il a statué provisoirement, et c'est maintenant aux Chambres qu'il appartient de régulariser les mesures prises. Tel est l'objet de la loi proposée. Si la Chambre la rejette, il est évident que les ordonnances provisoires seront annulées par cela même qu'elles n'auront pas reçu l'assentiment du pouvoir législatif. Si au contraire la loi est adoptée, le Gouvernement, fort de l'appui des Chambres, pourra, suivant que les circonstances l'exigeront, ou user des armes qui lui auront été confiées, ou, en vertu du droit qui lui reste, modifier encore, s'il est nécessaire, les nouveaux tarifs de la manière la plus convenable aux intérêts du pays. Il se trouvera donc dans la position la plus favorable pour opérer le bien que l'on desire. Cette question préjudicielle ainsi résolue, le Ministre examine quelle influence doivent avoir sur la décision de la Chambre les considérations générales qui ont été présentées. On a signalé le système prohibitif comme contraire aux véritables intérêts du commerce, et l'on s'est demandé s'il convenoit à la France d'y recourir au moment où l'Angleterre paroissoit disposée à revenir sur ses pas, et à se rapprocher du principe de la liberté des échanges. Mais, quels que puissent être

en thèse générale les avantages ou les inconvénients du système prohibitif, un fait certain, c'est que le Gouvernement n'en a pas eu le libre choix ; la France, depuis long-temps, s'étant vue forcée de l'adopter pour ne pas en supporter seule les inconvénients, quand les autres nations en auroient recueilli tous les avantages. Si l'Angleterre, après en avoir donné le premier exemple, se trouvoit aujourd'hui en position d'y renoncer, à raison de la supériorité de son industrie et de l'abondance de ses capitaux, ce ne seroit pas un motif pour la France de se priver d'un secours indispensable, au moins jusqu'à ce qu'elle ait atteint le degré de prospérité nécessaire pour soutenir avec avantage toutes les concurrences. Déjà sans doute nous approchons de ce but, mais nous n'y sommes pas encore parvenus, et il y auroit de l'imprudence à priver dès à présent de tout encouragement diverses branches de notre industrie qui, pour n'être pas encore arrivées au degré de perfection qu'elles ont atteint chez d'autres peuples, n'en sont pas moins précieuses dans l'intérêt de la France. Repoussons donc encore pour quelque temps l'appât trompeur d'une concurrence étrangère, qui aujourd'hui nous offre à meilleur prix des objets utiles, mais qui plus tard,



et après avoir consommé la ruine de notre industrie, nous feroit durement la loi et pourroit nous priver entièrement des choses les plus nécessaires à la subsistance ou même à la sûreté du pays. En agissant ainsi, nous pourrions sans doute nous exposer à quelques représailles, mais tout système a ses inconvénients. Ici la question est de savoir s'ils sont surpassés par les avantages: par exemple, si la prohibition des fers et des bestiaux étrangers nous fera gagner plus que nous ne perdrons par le défaut d'écoulement de nos vins. A cet égard, des calculs exacts ont été faits, les résultats de l'expérience ont été consultés, et ils prouvent que l'introduction des bestiaux étrangers a doublé en France depuis peu d'années, et que la baisse qui en est résultée dans le prix des nôtres, cause à nos cultivateurs une perte qui les menace d'une ruine prochaine, si la loi n'y porte remède. Les fers étrangers affluent également dans nos ports, le bas prix auquel ils peuvent être livrés, à raison des procédés nouveaux employés en Angleterre, ne permet plus à nos usines de soutenir la concurrence; et si cet état de choses devoit durer plus longtemps, nos maîtres de forges seroient bientôt obligés de cesser leurs exploitations, et de livrer l'industrie française à la merci des étrangers



pour une des branches d'approvisionnement les plus nécessaires. L'intérêt de la France à la prohibition des bestiaux et des fers étrangers est donc incontestable; mais, d'un autre côté, le dommage qu'elle ressentira du défaut d'exportation de ses vins n'est pas tel qu'on pourroit le craindre. En effet, ce n'est pas des débouchés ouverts à ses vins fins du midi qu'il peut être question; il ne s'agit que des vins assez médiocres que produisent les départements de l'Est et qui s'exportoient en échange des bestiaux introduits par cette frontière. Cette exportation assez restreinte sera amplement compensée par l'accroissement de consommation qu'amènera nécessairement l'élévation du prix des bestiaux, et l'accroissement d'aisance qui en résultera pour les cultivateurs. C'est en ce sens que doit s'entendre ce qu'a dit le Ministre dans l'autre Chambre, que nos vins, s'ils étoient refusés par l'étranger, seroient consommés dans les départements, proposition qu'il n'a jamais eu la pensée d'appliquer aux vins de nos départements méridionaux, dont l'exportation ne recevra aucune atteinte des dispositions de la loi nouvelle. Il est d'ailleurs une réflexion qui doit rassurer tous les esprits sur les conséquences du système pro-

hibitif pour notre commerce, c'est que la France peut tirer de son sol de quoi pourvoir non seulement à tous les besoins, mais même à toutes les jouissances de la vie. Si donc, ce que l'on ne peut supposer, le régime prohibitif étoit porté à l'extrême, elle pourroit, sans éprouver de privations sensibles, se suffire à elle-même; tandis que les autres peuples moins favorisés par la nature, se verroient bientôt réduits à renoncer à cet isolement pour venir lui demander les denrées que son territoire peut seul produire. Après ces observations générales, le Ministre passe à l'examen des questions qu'a fait naître l'une des dispositions principales de la loi proposée, celle qui est relative au droit sur les sucres. La fixation nouvelle qu'établit le projet a été attaquée par les uns comme constituant au profit des colons un monopole préjudiciable aux consommateurs, et par les autres comme insuffisante pour tirer les colonies de l'état de gêne et de détresse où elles se trouvent. Les faits répondent également à l'une et à l'autre de ces objections. La consommation des sucres en France peut être évaluée par an à une valeur d'environ 50 millions, dans laquelle entrent pour 40 millions les sucres de nos colonies. Sur cette somme, 30 millions à-peu-près sont payés

en marchandises françaises ou en produits de notre sol, et le surplus est dépensé en France par les propriétaires d'habitations qui y résident, ou payé également en France aux créanciers des colons. La France n'est donc réellement obligée à aucun retour en numéraire pour cette partie importante de son approvisionnement. L'avantage évident qui résulte pour la métropole de cette heureuse combinaison, suffit pour motiver la protection accordée aux colonies, et dispense d'énumérer les autres titres qui les recommandent à l'intérêt de la France. Ainsi se trouve réfutée la première objection. En réponse à l'objection contraire, il suffit d'observer que la prime résultante en faveur de nos sucres de la surtaxe imposée aux sucres étrangers par le nouveau tarif est d'environ un tiers du prix de vente, et qu'une surtaxe bien moins forte avoit suffi pour réduire l'importation de ceux-ci de plus de cinq millions de kilogrammes dans le cours de la seule année de 1820. On peut donc espérer qu'avec la nouvelle surtaxe, il n'entrera de sucre étranger en France qu'autant que celui de nos colonies ne pourroit suffire à la consommation, et dans la proportion de son insuffisance. La prime accordée aux colonies par la loi proposée, est donc une amélioration importante dans leur



sort. Mais, dit-on, elle est encore insuffisante, pour que le prix du sucre s'élève au point où il devroit être pour couvrir les dépenses de la production. A cet égard il faut remarquer que jamais le producteur ne se reconnoit suffisamment indemnisé de ses frais et de ses travaux, et que souvent les cultivateurs de la métropole auroient à faire, sous ce point de vue, des réclamations aussi fondées que peuvent l'être celles des colons. S'il est juste d'ailleurs d'encourager les colonies, il faut songer aussi aux consommateurs, et dans l'intérêt de toute la population, comme dans celui même des colons, ne pas restreindre la consommation par une élévation excessive de prix. Pour parer à cet inconvénient on a proposé de diminuer l'impôt, ce qui, disoit-on, favoriseroit également et le planteur et le consommateur. Mais a-t-on songé au moyen de remplir le déficit que cette mesure laisseroit dans le revenu public? A-t-on examiné si l'on ne seroit pas conduit à remplacer par un nouvel impôt sur des denrées de première nécessité un impôt si convenablement assis sur une consommation en quelque sorte de luxe; et si enfin, sans parler même du déficit, il n'y auroit pas quelques autres impôts qui dussent de préférence obtenir un dégrèvement? Telles ont

été, dans l'autre Chambre, les réponses faites aux objections présentées tant dans un sens que dans l'autre contre la fixation nouvelle du droit sur les sucres; et le Ministre borneroit ici la défense du projet, si aujourd'hui la discussion ne se trouvoit pas compliquée d'un incident nouveau. Une disposition introduite par amendement dans le projet, et qui en forme maintenant l'article 6, est devenue l'objet des plus vives réclamations. Cette disposition a pour but unique d'encourager une branche importante de notre industrie nationale, le raffinage des sucres, et de la mettre en état de soutenir sur les marchés des autres nations la concurrence des raffineries étrangères. Pour parvenir à ce but deux moyens étoient proposés dans l'autre Chambre. L'un étoit de rendre pour toute prime aux raffineurs, au moment de l'exportation, le droit imposé à l'importation sur les sucres français; l'autre consistoit à restituer aux sucres exportés après leur raffinage en France, et de quelque provenance qu'ils fussent, la totalité des droits perçus à l'importation, d'après la quittance de la douane. Après avoir suivi avec attention la discussion approfondie qui a eu lieu sur cet objet dans l'autre Chambre, le Ministre est demeuré convaincu

que la restitution intégrale des droits étoit préférable, et les motifs de sa conviction sont faciles à saisir. Tout ce que la France doit à ses colonies dans l'état actuel, c'est de leur assurer sur son marché un débouché avantageux pour tous les sucres qu'elles produisent; mais une fois ce résultat obtenu, elle ne peut être tenue à aucune mesure qui entrave son industrie, et qui tende à lui interdire sur les marchés étrangers une concurrence à laquelle les colonies n'ont aucun moyen de prétendre, puisqu'elles ne produisent même pas assez pour notre consommation intérieure. Or le seul moyen que puissent avoir nos raffineurs de présenter leurs sucres avec avantage sur les marchés étrangers, c'est d'acheter la matière première, le sucre brut, au meilleur marché possible, au même prix que l'achètent les raffineurs des autres pays; et ils ne peuvent y parvenir qu'autant que la restitution intégrale des droits leur permettra d'acheter les sucres les moins chers, c'est-à-dire les sucres étrangers, ce qu'ils ne pourroient faire si l'on se bornoit à rendre le droit imposé aux sucres français, puisque alors on les placeroit dans la même position que s'ils achetoient, pour les raffiner et les exporter ensuite, des sucres de nos colonies dont le prix



élevé leur donneroit nécessairement un désavantage marqué sur tous les marchés hors de France, et leur en interdiroit bientôt l'entrée. La disposition attaquée est donc sage en principe, puisque sans nuire à nos colonies dont le commerce ne peut se faire qu'à l'intérieur, elle accorde à une branche importante de notre industrie un encouragement puissant, mais dont elle ne peut profiter que pour le commerce extérieur. On réclame cependant, et dans l'intérêt des colonies on paroît craindre beaucoup une fraude au moyen de laquelle, en substituant pour l'exportation les sucres français aux sucres étrangers, on obtiendrait une restitution de droits plus forte que celle qui seroit réellement due, tandis que les sucres étrangers, substitués à leur tour aux sucres français dans la consommation, se trouveroient ne payer que le simple droit; ce qui, en donnant la facilité de les livrer à un prix bien moindre que celui qu'on a voulu établir, détruiroit par cela même tout le bon effet de la loi. A cela le Ministre répond que tous les sucres, tant français qu'étrangers, étant imposés non seulement en raison des provenances, mais aussi en proportion de leur qualité, la substitution que l'on craint ne présenteroit aucun avantage réel aux

frandeurs; et que si d'ailleurs l'expérience faisoit reconnoître que la disposition de l'article eût quelque inconvénient, la latitude laissée au Gouvernement par cet article le mettroit à même de prendre les mesures nécessaires pour empêcher tout abus. Cette latitude est telle en effet qu'elle n'interdit aucun genre de précautions, et donneroit même la faculté d'établir à l'égard des raffineries, si jamais il pouvoit en être besoin, le régime de surveillance adopté pour le commerce des boissons. On ne doit donc conserver aucune inquiétude à cet égard. En résumé, le projet garantit également les intérêts légitimes des colons et ceux de notre industrie, il assure à notre agriculture un secours nécessaire : la Chambre n'hésitera donc pas à lui donner son assentiment; elle ne s'arrêtera pas à la crainte des mesures de représailles dont nous pouvons être menacés en ce moment, mais que l'intérêt bien entendu des autres puissances leur fera bientôt abandonner, et qui nous prouvent seulement que le commerce étranger faisoit sur nous un bénéfice considérable auquel il lui coûte de renoncer. Le Ministre insiste en conséquence sur l'adoption du projet tel qu'il est présenté.

---

faï-  
ticle  
ssée  
oit à  
pour  
e en  
eau-  
lir à  
t en  
opté  
lone  
Eu  
in-  
e in-  
ours  
as à  
tera  
lont  
ent,  
uis-  
qui  
erce  
idé-  
Mi-  
tion



IMPRESS  
N° 1

IMPRESSIONS

N° 15.

CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du mercredi 24 juillet 1822.

---

OPINION

DE M. LE COMTE DE CORNET

SUR le projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

SESSION DE 1833

Session de mars et de juillet 1833

OPINION

DE M. LE COMTE DE CORNILLON

Sur le projet de loi relatif aux finances

PRÉSENTÉE À LA CHAMBRE



# CHAMBRE DES PAIRS.

## OPINION

DE M. le comte CORNET sur le projet de loi relatif  
aux douanes.

MESSIEURS,

La première loi sur les douanes que le Gouvernement du Roi ait proposée aux Chambres a été celle du 17 décembre 1814. Il étoit nécessaire que cette partie si importante de notre économie politique fût mise en harmonie avec un ordre de choses qui ne pouvoit plus être dominé par la victoire, par les conquêtes, et même par l'usurpation. Cette loi, dont j'eus l'honneur d'être le rapporteur, fut votée à l'unanimité dans cette enceinte : elle peut être regardée comme le type de celles dont elle a été suivie. Mon intention n'étant pas de traiter le système de nos douanes sur un plan aussi vaste que celui qu'ont embrassé plusieurs des nobles

Pairs qui m'ont précédé à cette tribune, je n'aborderai que quelques questions générales qui lui sont relatives, et je ne vous entretiendrai spécialement que des sucres.

La loi du 17 décembre 1814 contient le germe de toutes les améliorations que ce système a éprouvées depuis la restauration : l'article 34 de cette loi autorise le Gouvernement à prendre toutes les mesures provisoires que lui dictent sa prévoyance, sa sollicitude, pour les intérêts du pays ; les notions positives que ses relations, tant intérieures qu'extérieures, lui procurent. Cet article est un talisman qui paralyse toutes ces alarmes que des imaginations trop vives sont enclines à propager.

Lorsque cette loi fut discutée, la grande, l'immense question des prohibitions ou des surtaxes équivalentes, mais plus déraisonnables, fut agitée ; elle resta indécise ; elle restera longtemps dans cet état, à quelques exceptions près. Sa solution pourroit avoir pour conséquence l'isolement, les privations et la gêne de plusieurs nations.

Les chambres de commerce elles-mêmes, sentinelles vigilantes des intérêts qui les concernent, sont divisées d'opinions entre elles sur toutes ces questions, et je puis vous dire,

comme chose parvenue à ma connoissance personnelle, que dans chaque chambre il y a des opinions divergentes : il ne faut donc pas nous étonner si la controverse, et sur les prohibitions, et sur la quotité des droits à fixer sur les denrées, lorsque la prohibition est écartée, est aussi animée.

L'intérêt privé, l'esprit des localités, la font fermenter ; c'est au législateur, lors même que sa volonté se compose d'éléments divers, qu'il appartient de planer sur toutes les considérations relatives aux personnes et aux lieux, et de statuer dans l'intérêt de la chose publique.

Toutes les productions de notre sol, nos maisons même, ne sont-elles pas atteintes par la contribution foncière ? Le vin n'est-il pas en outre atteint à la consommation ? Pourquoi ? Parcequ'on a reconnu que c'étoit une bonne matière imposable ; et cependant, dans une année aussi abondante que celle-ci, il n'y a pas un propriétaire de vignobles qui ne doive s'attendre à ne pas retirer de sa récolte ses impenses. La spéculation, c'est-à-dire l'attente, pourra seule dédommager ceux qui en auront les moyens.

Les sucres, financièrement parlant, sont aussi une très bonne matière imposable ; de



sorte que le problème que l'administration a à résoudre est celui-ci :

Tirer, par l'impôt, un bon parti de la matière, sans cependant la rendre inaccessible au plus grand nombre des consommateurs.

Il y eut un temps où le sucre entroit dans la consommation au prix de 3 à 5 fr. la livre : la dure loi de la nécessité étoit subie. Aujourd'hui il y entre au prix de 75 à 150 cent. ; on ne peut crier à l'exagération. Mais les deux seules colonies qui nous restent souffrent de la modicité du prix, qu'elles attribuent au concours de l'étranger : c'est la balance entre elles et le consommateur qu'il faut tenir : l'étranger, j'en conviens, ne doit être ici qu'auxiliaire.

J'écarte de ma discussion tous les calculs qui ont été présentés sur le prix auquel le sucre revient aux colons producteurs. Il est d'ailleurs difficile d'y prendre une entière confiance : le sucre est une denrée qui, comme toute autre, ne s'apprécie que d'après un cours commercial. Les sucreries ne s'établissent, dans les colonies, que dans l'espoir de tirer un meilleur parti de sa propriété et de son industrie. Lorsque le planteur croit que le café, le coton, ou l'indigo, lui procureront plus de revenus que le sucre, il les cultive suivant la nature des ter-

raîns, les uns étant plus propres à une espèce de culture qu'à une autre.

En France, on ne s'inquiète pas, lorsqu'on a besoin de mettre des taxes, si les blés, les vins, et autres productions du sol, donnent des bénéfices au propriétaire. Si on prenoit cette marche, il ne seroit pas possible d'asseoir aucune imposition.

Le commerce n'est que la consommation, le déplacement n'en est que la conséquence. Or, c'est la consommation qui règle le cours de toutes les denrées. Ainsi, sortons de ces calculs locaux et partiels, et traitons la question d'après des vues générales. La sollicitude de l'administration doit avoir pour but de protéger tous les Français, colons et autres, de faire dominer leur industrie sur celle des autres peuples, de procurer à la classe ouvrière des matières premières assez abondantes, et à un prix assez modéré, pour qu'à l'aide de la main d'œuvre et de la modicité de son prix, elle rende les autres peuples tributaires de son habileté. Il ne faut donc pas trop taxer à l'entrée toute espèce de matière première nécessaire à notre industrie, et il faut faciliter le plus possible la sortie des produits de cette même industrie.

La question relative au régime colonial ne

peut non plus être agitée en ce moment ; elle est trop vaste et sujette à des aperçus trop susceptibles d'erreur. Si, comme en 1789, huit cents sucreries rouloient encore à Saint-Domingue, et nous livroient exclusivement leurs fabrications, il est incontestable que la prohibition de tout sucre étranger, ainsi qu'elle avoit lieu alors, seroit de droit politique et naturel.

Aujourd'hui, au contraire, Saint-Domingue est pour nous presque une terre de feu, et, pour ses habitants eux-mêmes, une terre improductive sous le rapport du sucre ; tant il est vrai que les révolutions détruisent et ne restaurent jamais.

Deux seules colonies vous restent, la Martinique et la Guadeloupe. Il n'est pas économiquement démontré que leurs produits en sucre puissent suffire à votre consommation ; d'ailleurs, quelles que soient les précautions de l'administration coloniale, soyez certains que l'intérêt privé soustrait beaucoup de ces produits à la consommation de la mère-patrie ; ou peut-être que cette grande et rapide augmentation dans les produits de ces deux colonies provient d'un commerce interlope qui procure des débouchés par cette voie aux sucres de l'île de Cuba.



La situation des colonies espagnoles rend très difficiles pour elles les longues navigations; l'Archipel des Iles-du-Vent facilite extrêmement au contraire l'écoulement de leurs denrées par cette voie. Je ne mets ici en avant qu'une conjecture; les administrateurs de nos colonies peuvent la confirmer ou la détruire par leur surveillance. Il est certain que le sol des Iles-du-Vent est appauvri, et que le rapide accroissement de ses produits peut étonner.

Mais c'est sur le terrain que nous occupons aujourd'hui qu'il faut se placer pour décider la question qui nous occupe. Les regards en arrière ne peuvent avoir qu'un aspect sinistre; ceux en avant percent difficilement un horizon obscurci par des nuages que ne cessent d'agglomérer des tempêtes politiques.

Le terrain sur lequel nous sommes placés aujourd'hui, celui sur lequel nous pouvons prendre hauteur, est mouvant; il ne nous garantit pas que nos colonies au vent de Saint-Domingue peuvent suffire à la consommation en sucres de la métropole. Dans le doute le Gouvernement doit-il la compromettre? Le sucre est devenu un objet de premier besoin pour toutes les classes de la société, et sur-tout pour les plus souffrantes, l'enfance et la vieillesse;

la maladie et même la pauvreté s'en sont fait un besoin et un secours : le Gouvernement doit donc maintenir cette denrée à un prix qui soit accessible à toutes.

Alors la question se réduit à celle-ci : La taxe proposée équilibre-t-elle, autant qu'il est possible, les intérêts du producteur et du consommateur ?

Les colons répondent, Non. Ils établissent des calculs qui tendent à le prouver ; mais ces calculs ont pour base des années d'abondance et de prospérité. Si des dévastations surviennent ; si des insectes destructeurs, ainsi que malheureusement cela se voit souvent aux Antilles, venoient à ruiner les plus belles espérances d'une récolte prête à être saisie, faut-il exposer la métropole au contre-coup d'un tel désastre ? Il faut aujourd'hui pour les sucres, comme pour les substances nutritives, tenir une espèce d'équilibre entre les besoins, les ressources et les accidents. Si vous prohibez, ou si vous imposez à un taux qui équivaudra à une prohibition, comment appellerez-vous la denrée au moment du besoin ? Vous aurez enrichi pendant quelques années quelques individus, et pendant plusieurs autres vous ferez peser sur une population de trente millions d'hommes une

surtaxe dont elle pourra accuser ou la foiblesse de l'administration, ou son imprévoyance.

La taxe que propose le Gouvernement sur les sucres bruts, autres que blancs, venant de nos établissemens dans l'Inde par navires français, est de 85 fr. par cent kilogrammes; celle portée par la loi du 17 décembre 1814 étoit de 40 fr.

La loi du 21 avril 1818, dont j'ai eu l'honneur d'être aussi le rapporteur, n'a rien innové à la précédente, elle a seulement porté les sucres de l'île de Bourbon au tarif de 40 f. les cent kilogrammes; mais celle du 7 juin 1820 a élevé la taxe sur ce même sucre de l'île de Bourbon jusqu'à 60 francs, et celle sur les sucres provenant des établissemens français dans l'Inde à 70 fr. Remarquez, je vous prie, Messieurs, cette progression en 1814 et en 1818. La taxe sur le sucre brut provenant de nos colonies est fixée à 40 francs les cent kilogrammes; en 1820 elle s'élève à 70 francs; en 1822 elle vous est proposée à 85 francs. Rien ne démontre mieux la sollicitude du Gouvernement pour nos colonies; rien ne démontre mieux son intention de ménager les intérêts du producteur et du consommateur. Si plus qu'un doublement de droits dans une période de huit années ne satisfait pas le premier, à l'avantage duquel il est tout entier,



que dira le second qui en supportera seul le poids ?

Quant à moi, Messieurs, après avoir lu presque tout ce qui a été publié sur cette grande question ; après avoir mûri par la réflexion mes idées anciennes et les nouvelles , je me suis convaincu qu'il n'étoit pas possible de faire en ce moment pour les colonies qui nous restent plus que ce que propose le Gouvernement.

Mais, Messieurs, on a dit l'article 6 du projet de loi, qui a été introduit par voie d'amendement, détruit tout le bienfait de la nouvelle taxe ; on y trouve même tout ce qu'on veut y trouver. Ne soyez donc pas étonnés si j'y trouve tout autre chose que ce qu'on y a trouvé. La prime, ou la restitution des droits, n'ayant lieu à l'exportation que pour les sucres raffinés avec des matières importées par navires français, nos sucres coloniaux y participeront comme les autres, et toujours par préférence, puisqu'ils auront moins coûté au raffineur. En effet les sucres étrangers importés par navires français sont tarifés à 90 fr. les cent kilogrammes ; les sucres nationaux ne le sont qu'à 85 fr. : ils ont donc déjà une prime de 5 francs sur tous les autres ; et si, d'après les contradicteurs du système, les sucres de nos colonies sont moins propres au raffinage

que ceux de l'Inde, de la Havane et du Brésil, il en résultera que cet article 6 est tout en faveur des productions de nos colonies, puisque ces sucres seront exclusivement employés à notre consommation intérieure, et que les autres, pour avoir des débouchés à l'étranger à l'aide du raffinage, qui est aussi une industrie, devront être vendus à un prix inférieur. La consommation et l'industrie françaises jouiront ainsi de tous les avantages.

Au surplus, Messieurs, on peut dire que nous voguons à pleines voiles sur un océan de conjectures et de probabilités; tout se meut et s'agite autour de nous, les intérêts se croisent, les aperçus sont mobiles, et jusqu'à ce que le nouveau Monde ait pris quelque assiette, il sera impossible d'établir sur des bases un peu fixes un bon système de douanes relativement aux denrées coloniales. Vous avez été depuis huit années obligés de modeler le vôtre sur celui des nations rivales. Déjà le projet de loi sur lequel nous délibérons a dicté à d'autres gouvernements des mesures d'humeur ou de représailles: n'espérez donc pas faire quelque chose qui satisfasse à toutes les prétentions, à toutes les rivalités. Vous avez, dans la loi du 17 décembre 1814, ainsi que je l'ai déjà dit, un

article, le trente-quatrième, dont la puissance est un préservatif assuré contre les erreurs de l'époque où une loi de douanes est portée. Il n'y a que l'extrême vigilance du Gouvernement, et son action continue, qui puissent remédier à ces erreurs.

Je vote pour le projet de loi.



CHAMBER

PAIRS DESERVA

CHAMBER

PAIRS DESERVA

IMPRESSION

N° 16.

IMPRESSIONS

N° 16.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du mercredi 24 juillet 1822.

---

OPINION  
DE M. LE COMTE CHAPTAL  
SUR le projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBER  
CHAMBER

CHAMBER  
CHAMBER

CHAMBER  
CHAMBER

CHAMBER  
CHAMBER

CHAMBER  
CHAMBER

CHAMBER  
CHAMBER

CHAMBER  
CHAMBER

CHAMBER  
CHAMBER

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte CHAPTAL sur le projet de loi relatif  
aux douanes.

MESSIEURS,

Si les nations avoient mieux connu leurs vrais intérêts; si chacune d'elles s'étoit bornée à fonder sa prospérité sur la nature du sol dont elle a été dotée, le commerce des échanges seroit régulier, les productions de l'industrie auroient leur patrie comme celles du sol, et les produits de tous les pays seroient répartis naturellement entre tous les peuples, en raison de leurs besoins.

Mais on s'est jeté imprudemment hors de la ligne qu'avoit tracée, pour chaque peuple, le régulateur suprême de nos destinées. On n'a plus consulté la différence de position, la nature des sols, le caractère des habitants, la va-

riété des climats; on a cru pouvoir tout cultiver, tout fabriquer sur le même point, et l'Europe s'est peu à peu constituée, presque partout, dans un état forcé.

Les conséquences de cette fausse position étoient naturelles, et on n'a pas tardé à les éprouver. Toutes les nations n'ont pas pu cultiver, produire et fabriquer au même prix; la différence des sols, des climats, de la civilisation, des lumières, des richesses, en a dû établir une immense dans le prix et la qualité des productions. Il a donc fallu, ou renoncer aux genres de culture et d'industrie qu'on avoit entrepris, ou taxer fortement l'importation des produits étrangers, pour forcer la consommation des produits indigènes.

Ainsi s'est établie successivement cette barrière de douanes qui sépare et isole les nations européennes, et restreint chaque jour les rapports entre les peuples ainsi que les transactions du commerce.

Cet état d'hostilité permanente est sans doute un grand mal; il pèse à-la-fois sur le consommateur et le commerçant; mais le producteur a calculé ses entreprises sur cet état des choses; et revenir aujourd'hui à la liberté entière du commerce entre les nations de l'Europe, ce



seroit porter chez toutes le désordre , la confusion et la ruine du plus grand nombre.

Toute la science des gouvernements doit se borner aujourd'hui à tirer de cet état forcé le parti le moins désavantageux pour leur agriculture et leur industrie.

La législation des douanes est donc devenue nécessaire pour protéger l'agriculture et l'industrie d'un pays contre la concurrence des produits étrangers.

Cette législation ne peut pas être stable ; les progrès des arts à l'intérieur ou à l'extérieur la forcent à varier ses tarifs pour atteindre son but ; et chaque année amène des changements qu'on propose à la délibération des Chambres.

Le projet de loi qui vous est soumis aujourd'hui présente trois questions de la plus haute importance : celle des sucres , celle des fers , et celle des bestiaux. Les autres ne sont que de légères modifications au tarif , que l'expérience a rendues nécessaires.

#### DU SUCRE.

Les colonies qui nous restent peuvent encore , à peu de chose près , approvisionner la France , quoique depuis trente ans la consommation du sucre y ait presque doublé ; mais les deux prin-

cipales de ces colonies sont dans un tel état de détresse, que, si on ne cherche pas à y ranimer la culture, et à offrir à leurs produits un débouché plus avantageux, les colons y périront bientôt de misère.

Plusieurs causes ont concouru à établir cet état de malaise qui menace nos colonies d'une ruine prochaine.

Parmi ces causes on doit compter en première ligne l'extension énorme qu'a reçue la culture de la canne à sucre dans toutes les parties de l'Amérique et de l'Inde qui en sont susceptibles. Il paroît qu'aujourd'hui la production du sucre dépasse la consommation; et, dès-lors, on doit être peu étonné que le bas prix de cette denrée se maintienne dans les ports d'Europe.

Une autre cause de la dépréciation du prix de nos sucres, c'est que la culture et l'extraction coûtent bien moins dans l'Inde qu'à la Martinique ou à la Guadeloupe, et que les droits ne sont pas en proportion de cette différence.

On dira peut-être qu'on n'a pas importé dans nos ports plus d'un cinquième de la consommation en sucres étrangers; mais il suffit qu'ils y abordent pour que le prix devienne régulateur de celui de nos colonies.

Le renchérissement progressif de tous les objets que nos colonies tirent de la métropole ou des États-Unis, en vertu du traité de 1784, y élève chaque jour les frais de culture; et cependant le prix du sucre n'a pas sensiblement augmenté.

En comparant le prix moyen des divers articles de consommation dans les colonies, nous trouvons que depuis 1789 jusqu'à nos jours ces prix ont presque doublé: le baril de farine, de manioc coûtoit 12 fr. en 1788 et 1789, il coûte aujourd'hui 25 à 30 fr.; le merrain étoit payé 70 fr. le millier, il vaut en ce moment 200 à 225 fr.; le bœuf salé valoit 40 à 45 fr. le baril, il vaut 80 à 100 fr. J'ai eu à ma disposition un état des dépenses faites dans une habitation pendant les années 1788 et 1789 et pendant les années 1820 et 1821: les premières s'élèvent, terme moyen, à 25,200 francs, et les dernières à 41,700 fr.

On ne peut pas comparer la position d'un propriétaire colon avec celle d'un propriétaire en France: ici les dépenses sont fixes; bien des causes peuvent y élever ou abaisser momentanément le prix des denrées, mais la propriété reste la même; tandis que dans les colonies, la fréquence des ouragants, la mortalité des nègres,



ruinent souvent une habitation ; et ce n'est qu'avec des dépenses énormes qu'on peut réparer ces désastres.

Ce n'est donc point sur le produit d'une année heureuse qu'on peut prononcer sur le sort des colons ; il faut voir le résultat qu'amène le temps , et ce résultat est effrayant dans le moment actuel ; il exige toute la sollicitude du Gouvernement.

A toutes ces causes de la détresse des colons , on peut en ajouter une qu'il suffira d'énoncer au cœur paternel de Sa Majesté , pour que , dans sa sagesse , il cherche le moyen de la faire cesser.

La justice des tribunaux y est lente , et l'exécution des jugemens presque impossible : cependant les transactions du commerce ne peuvent s'établir que là où la propriété est garantie , là où les engagements sont sacrés , là où les tribunaux rendent une justice prompte dont l'exécution est assurée.

L'administration y est presque toute militaire ; ces malheureuses colonies ne jouissent point des bienfaits d'un régime municipal ; elles sont , par le fait , dans un état de siège permanent.

L'administration vicieuse des colonies en a banni la confiance , y a fait disparaître tout cré-

dit, a élevé l'intérêt à vingt et vingt-cinq pour cent, et y augmente journellement les frais de culture.

Mais il importe encore moins d'assigner la cause de la décadence des colonies que de chercher les moyens de leur redonner la vie et la prospérité qu'elles ont perdues.

Le spectacle de deux colonies, naguère florissantes, entraînées vers leur ruine totale par une suite de circonstances qu'elles n'ont pu ni prévoir, ni éviter, mérite une grande attention.

Les nombreux projets qu'on a successivement publiés, depuis quelques années, pour améliorer le sort des colons ne sont pas tous exempts de préjugés, d'erreurs ou de faux calculs.

Les uns proposent de rétablir le régime absolu et prohibitif, et fondent leur opinion sur l'ancien état de splendeur de nos colonies sous ce régime; mais on n'observe pas que les temps ont changé, et qu'il appartient à une administration sage et prévoyante d'avoir égard à ces changements dans les mesures qu'elle adopte.

L'importance de nos propriétés coloniales n'est pas la même qu'en 1789.

A cette époque nos colonies fournissoient à la consommation de la France et donnoient à

notre commerce pour près de 100 millions d'objets d'échanges avec le nord et les échelles du levant.

A cette époque le luxe des colons étoit énorme; il partoît annuellement de nos ports, en produits de l'agriculture ou de l'industrie, pour une valeur presque égale à celle des denrées qu'on en retiroit; alors la consommation d'un colon étoit évaluée à dix fois ce qu'elle est pour un habitant de la France.

Aujourd'hui la population, dans nos colonies des Antilles, est réduite à vingt-cinq ou trente mille blancs ou mulâtres, et à environ deux cent mille esclaves; les produits ne suffisent pas à notre consommation, et les échanges de nos denrées n'y sont pas de 15 millions.

La longue possession de nos îles par les Anglais a changé les habitudes des colons; elle leur a fait connoître de nouvelles sources pour leurs approvisionnements; elle leur a fait contracter de nouvelles liaisons; elle y a organisé la contrebande et créé tous les fléaux qu'elle traîne à sa suite.

Pour rétablir le système prohibitif des sucres étrangers, il faudroit que les colonies pussent fournir à la métropole tous les sucres nécessaires à sa consommation, ce qui est plus que dou-



teux ; le consommateur français recevroit, dès ce moment, la loi du colon qui, ne pouvant pas fournir à tous les besoins, donneroit à ses produits la valeur qu'il trouveroit la plus convenable à ses intérêts, sans qu'elle pût être débattue.

Pour maintenir le système prohibitif, on s'exposeroit à se faire fermer tous les ports de l'Amérique et des Indes, par voie de représailles, et notre commerce qui a si peu de débouchés, et un si petit nombre d'objets à importer, recevroit une nouvelle atteinte sans dédommagement.

D'ailleurs on ne pourroit adopter le régime prohibitif qu'en rapportant l'arrêt du conseil du 30 août 1784, qui permet au pavillon des États-Unis d'importer dans nos colonies des bois, des salaisons, de la morue, du beurre, des légumes, etc., et d'en extraire les sirops ou mélasses.

Lorsque Louis XVI signa ce traité, la France étoit au plus haut degré de sa prospérité coloniale ; Saint-Domingue versoit abondamment dans tous les ports du monde les immenses produits de son sol ; les Américains comptoient encore à peine parmi les nations ; mais cet acte de générosité de la part de la France lia les deux peuples et fut le germe d'un commerce qui,

de 8 à 10 millions, s'est progressivement élevé à plus de 50, et s'accroît tous les jours. Gardons-nous de compromettre, par de fausses mesures, les relations qui existent entre deux grands peuples; la reconnaissance nous a donné des droits à l'amitié des Américains, c'est à la bonne foi et à l'exécution littérale des traités qu'il appartient de la cimenter pour nos intérêts réciproques.

On a encore proposé d'affranchir nos colonies en ouvrant leurs ports à tous les pavillons étrangers, sous des conditions qui tendroient à concilier l'intérêt de la métropole avec celui de ses colons.

Ces conditions seroient 1° de recevoir dans nos ports les produits de nos colonies à des prix d'entrée inférieurs à ceux que paient les produits étrangers de même nature; 2° de taxer dans les mêmes proportions l'importation de tous les objets de consommation dans les colonies, selon qu'ils proviendroient de notre sol ou des pays étrangers.

Cette opinion mérite d'être mûrement réfléchie: on peut l'appuyer sur des faits en apparence incontestables.

L'île de Cuba reçoit tous les pavillons, et, quoique horriblement administrée, elle jouit de la plus grande prospérité. Bien loin d'être à

charge à la métropole, elle lui paie des subsides très importants. Il est à remarquer qu'au milieu de l'embrasement général elle ne s'est point séparée de la mère patrie.

L'île de Java a rompu ses liens avec la métropole, et les Hollandais n'y font pas moins le principal commerce.

Les Anglais ont ouvert l'Île-de-France à tous les pavillons; sa position la rend l'entrepôt naturel de toutes les marchandises de l'Inde. Déjà, en 1821, on a expédié pour les îles de France et de Bourbon plus de soixante vaisseaux français de grand tonnage, et chargés de 12 à 14 millions en produits de notre sol ou de notre industrie.

Mais ces exemples sont-ils applicables à nos îles des Antilles? Ces îles sont-elles aussi favorablement situées pour servir d'entrepôt que celles dont nous venons de parler? Ne pourroit-on pas craindre que les 15 millions de nos produits que nous fournissons encore à nos colonies ne fussent remplacés par des produits étrangers? N'est-il pas probable que les sucres étrangers emprunteroient notre pavillon pour jouir en France de la prime accordée à ceux de nos colonies?

D'ailleurs, s'il est prouvé que le sucre de nos



colonies coûte plus à cultiver que celui de toute autre origine, où le colon pourra-t-il porter sa denrée pour en avoir le débit? Sera-ce en France? mais dans le moment actuel il y jouit d'une prime de 40 pour 100, et il ne peut pas y soutenir la concurrence. Sera-ce dans les pays étrangers? mais il ne trouvera nulle part à placer ses sucres concurremment avec ceux des autres pays.

On dit encore qu'il falloit diminuer le droit sur nos sucres, et ne pas toucher à celui qu'on perçoit sur les étrangers. Le Gouvernement propose d'atteindre le même but en haussant seulement le tarif actuel sur les sucres étrangers. Par ce moyen, il augmente les ressources du trésor public, et établit une concurrence plus avantageuse pour le colon : le seul consommateur pourroit se plaindre de cette mesure.

On a été plus loin, et l'on a proposé sérieusement de décharger nos sucres de tout droit. Mais, en admettant que le sol de nos colonies doit jouir de tous les privilèges dont jouit celui de la métropole, et assimilant par-tout les droits des planteurs à ceux des cultivateurs de la France, cette réclamation ne seroit pas fondée : nos vins ne paient-ils pas des droits énormes en passant à la consommation?

Ainsi il faut établir des droits sur les sucres et les colons ne pourront pas s'en plaindre , mais comme le tarif des douanes garantit les produits de notre sol et de notre industrie de la concurrence dangereuse des produits étrangers de même nature , il est juste d'en garantir aussi les productions de nos colonies , c'est ce que fait le projet de loi qui vous est soumis.

Mais quelle est la surtaxe qu'il faut porter sur les sucres étrangers pour que ceux de nos colonies des Antilles puissent concourir avec avantage sur nos marchés ? C'est là toute la question : on ne peut la résoudre qu'en établissant les frais de tout genre qu'a coûté le sucre au colon au sortir de l'entrepôt.

Je suppose une habitation exploitée par cent cinquante nègres , et produisant , terme moyen , 250 milliers de sucre ; voici l'état de ses dépenses extrait du registre tenu par le propriétaire de l'habitation dont je parle , pendant les trois dernières années dont j'ai pris le terme moyen :

|                                    |            |
|------------------------------------|------------|
| Habillement et nourriture des      |            |
| nègres.. . . . .                   | 17,000 fr. |
| Gestion et administration. . . . . | 6,000      |
| Houes, clous, couteaux, et autres  |            |
| menus frais. . . . .               | 1,400      |
|                                    | <hr/>      |
|                                    | 24,400     |

|                                                                    |                  |
|--------------------------------------------------------------------|------------------|
| <i>Report.</i> . . . . .                                           | 24,400 fr.       |
| Bois, planches, merrain. . . . .                                   | 3,000            |
| Remèdes, médecins. . . . .                                         | 2,000            |
| Entretien des terres et bâtiments. . . . .                         | 2,500            |
| Mulets, bœufs, remplacements,<br>nourriture et traitement. . . . . | 3,800            |
| Mortalité ordinaire des hommes<br>et animaux. . . . .              | 6,000            |
| <br>Total. . . . .                                                 | <hr/> 41,700 fr. |

Le millier de sucre coûte donc au colon, en frais de culture, 166 fr. 80 c., ou 16 fr. 68 c. les 50 kilogrammes.

A cette dépense il faut ajouter les frais que supporte le colon, par 50 kil., jusqu'à l'entrepôt dans nos ports.

|                                                                                                         |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 1° Façon de futaie, transport, emmagasinage, commission, droits de sortie. . . . .                      | 5 fr. 65 c. |
| 2° Fret et assurances. . . . .                                                                          | 3 "         |
| 3° Débarquement, livraison, emmagasinage, perte sur la tare, coulage, commission de vente, etc. . . . . | 7 "         |

---

15 fr. 65 c.

Ce qui élève le prix du sucre brut à 32 francs 33 centimes les 50 kilogrammes.

Si l'on ajoute à ce prix 24 fr. 75 c. de droit



de douanes, 50 kilogrammes de sucre brut, provenant de nos colonies des Antilles, coûtent au colon, avant de passer à la consommation, 57 fr. 8 cent.

Or, le prix moyen du sucre brut, dans les premiers jours de janvier de cette année, étoit au Havre, Bordeaux et Nantes, entre 55 fr. et 62 fr., selon les qualités. Il n'y avoit donc presque aucun bénéfice pour le planteur à cette époque.

L'habitation du colon ne lui a laissé en produit net que la vente des sirops ou mélasses, qui lui ont donné 4 à 5,000 fr.

On ne parle pas de quelques produits accessoires, tels que le café et le coton, qui supportent une partie des frais d'administration et autres dépenses, parceque nous avons à peu près la certitude que leur vente et celle des mélasses représentent à peine l'intérêt du capital de l'immeuble que nous n'avons pas compris dans l'évaluation des dépenses.

Il résulte de ces calculs que, si nous voulons conserver et vivifier nos colonies des Antilles, il faut améliorer le sort du colon, en augmentant les droits sur les sucres étrangers.

Voyons si la loi qu'on nous propose remplit ce but.

Nous avons sur-tout à craindre la concurrence des sucres de l'Inde.

Le sucre brut de l'Inde, autre que blanc, coûte d'achat 30 fr. les cent kilogrammes.

Le fret, les frais d'embarquement, de débarquement et d'emmagasiner, la perte sur la tare, le coulage et la commission, en élèvent le prix dans nos ports à 72 fr.

La loi porte le droit à 90 fr.

Ainsi le sucre brut de l'Inde coûtera au consommateur français, ou au raffineur, 162 fr. les cent kilogrammes, ce qui établit le prix du quintal ordinaire à 81 fr.

J'ai déjà fait observer que le sucre de nos colonies livré au raffineur coûtoit 57 fr. 8 cent. les 50 kilogrammes.

Le planteur ne bénéficiera pas toute la différence du prix qu'établit le droit proposé, attendu que le sucre de l'Inde se vend plus cher sur nos marchés que celui de nos colonies, et que, sous le même poids, il produit beaucoup plus au raffinage; cependant il est hors de doute que le sort du colon sera considérablement amélioré.

L'élévation des droits est proposé dans les mêmes proportions pour tous les sucres provenant d'autres pays hors d'Europe; de sorte

que nos colonies pourront soutenir désormais la concurrence contre tous les sucres qui aborderont dans nos ports.

Le projet de loi établit une nouvelle division des sucres pour leur appliquer le tarif; on n'en reconnoît plus que de deux espèces :

1<sup>o</sup> *Sucres bruts autres que blancs;*

2<sup>o</sup> *Sucres blancs, ou terrés, sans distinction de nuances.*

Cette nouvelle division évitera les erreurs et les abus qu'avoit créés l'ancienne classification.

Les sucres blancs paieront à peu près un septième de plus que les autres. Cette différence est d'autant plus nécessaire à établir, que ces sucres ont reçu plus de main d'œuvre, et que la plupart de ceux de l'Inde et de la Havane sont versés directement dans la consommation sans passer par nos raffineries.

Cette disposition de la loi est à-la-fois un bienfait pour nos colonies et pour nos raffineries de l'intérieur.

Tel étoit le projet de loi que le Gouvernement avoit soumis aux deux Chambres. Les bienfaits qu'il vouloit verser sur nos colonies étoient assurés : mais un amendement introduit par l'autre Chambre, et qui forme aujourd'hui l'article 6 du projet, me paroît détruire en partie les bons effets qu'on attendoit de la loi.



Cet article porte qu'on remboursera, à l'exportation des sucres raffinés, les mêmes droits qu'on aura perçus sur ces sucres importés par navires français. Il ajoute que la restitution des droits aura lieu sur la représentation des quittances de paiement que la douane a délivrées au raffineur.

Je suis loin de blâmer la restitution intégrale des droits qu'ont payés, à l'importation, les sucres de toute origine lorsqu'on les présente raffinés pour être exportés ; je pense même que c'est le seul moyen de ne pas rendre illusoire la faculté d'exporter, et que cette disposition est avantageuse à notre industrie, puisqu'elle l'enrichit, par le raffinage, d'une main d'œuvre précieuse.

Mais je suis forcé de faire observer que cette disposition de la loi, telle qu'elle est conçue, ne peut que donner lieu à une fraude qui sera également nuisible à l'intérêt du Trésor et à celui de nos colonies, et ne sera profitable qu'à celui qui la fait et à l'étranger qui nous envoie son sucre.

Avant d'entrer dans cette discussion, il me paroît indispensable de la faire précéder de quelques faits, généralement reconnus, sur lesquels j'établirai mes calculs.

1° Les sucres blancs de l'Inde et les sucres terrés de la Havane, qui sont presque les seuls de ces provenances qu'on importe chez nous, passent de l'entrepôt à la consommation sans entrer dans nos raffineries;

2° Lorsqu'on les destine à l'exportation, et qu'on est forcé pour cela de les raffiner, ils produisent en sucre raffiné un quart ou un cinquième de plus que les sucres bruts de nos colonies: cette plus grande quantité de produit est due à ce que, pour éviter le coulage et diminuer les frais de transport, on les a purgés, sur les lieux, de presque toute leur mélasse et de leur principe colorant;

3° Ces sucres blancs se vendent, à l'entrepôt, un tiers de plus que les sucres bruts de nos colonies.

Je suppose à présent qu'un raffineur achète à l'entrepôt 10,000 kilogrammes de sucre blanc de l'Inde ou de sucre terré de la Havane; il paie à la douane 105 ou 115 fr. par 100 kilogram., selon l'origine, et reçoit quittance du droit.

Le lendemain le raffineur vend ce sucre à l'épicier pour être livré à la consommation; peu de temps après, il présente à l'exportation une quantité correspondante de sucre raffiné de nos colonies, qu'il fait admettre comme s'il prove-

noit du raffinage du sucre de la Havane ou de l'Inde, et, sa quittance à la main, il exige le remboursement des droits qu'il a payés.

D'après le projet de loi, la douane n'a aucun moyen pour constater la fraude, et elle paie la prime de 10,500 fr. pour le sucre de l'Inde et de 11,500 fr. pour celui de la Havane, tandis qu'elle ne devoit que le remboursement des droits qu'elle a perçus sur le sucre des colonies, lequel droit n'est que d'environ 6,000 fr. : le raffineur reçoit donc 5 à 6,000 fr. de plus que ce qui lui est dû.

Les 10,000 kilogrammes de sucre de l'Inde ou de la Havane, introduits dans la consommation, se trouvent donc par-là déchargés de la moitié des droits, et peuvent être livrés au consommateur à plus bas prix que les sucres bruts de nos colonies : en effet, les sucres blancs de l'Inde, rendus dans nos ports, coûtent à l'armateur. . . . . 80 fr. les 100 kil.  
le droit de douane . . . . . 105

---

Total. . . . 185

En réduisant le droit de moitié, les 100 kil. ne coûtent que 132 fr. 50 cent. : les 50 kilogram. ne coûtent donc plus que 66 fr. 25 cent.

Ce sucre se vend dans le commerce un tiers



de plus que notre sucre brut : ainsi, lorsque le prix de ce dernier sera de 60 fr., le sucre blanc de l'Inde aura cours à 90 fr., et l'armateur gagnera 23 fr. 75 cent. par 50 kilogrammes, tandis que le planteur de nos Antilles, à qui le sucre coûte 57 fr. au sortir de l'entrepôt, n'aura que 3 fr. de bénéfice.

En supposant qu'on continue à n'exporter en sucre raffiné que le produit d'environ 1,300,000 kilogrammes de sucre brut, la douane rembourseroit à l'exportation,

1° Pour le sucre blanc de l'Inde. 1,365,000 fr.

2° Pour le sucre de la Havane. . 1,495,000

3° Pour le sucre brut colonial. . 637,000

Ainsi les raffineurs qui exporteroient le sucre raffiné de nos colonies en le faisant passer pour le sucre raffiné de la Havane dont ils ont payé les droits, recevront 1,495,000 fr., tandis qu'il ne leur est dû que 637,000 fr.

On dira qu'on ne fait que leur rendre les droits qu'ils ont payés, et que par conséquent la douane n'est pas en perte : ce raisonnement est plus spécieux que solide, car la douane ne doit au sucre colonial qu'on exporte que 50 fr. par 100 kilogrammes, et elle paie 115 fr. : elle perd donc 65 fr. par 100 kilogrammes.

A qui profitent ces 65 fr. ? au seul raffineur.

A qui portent-ils préjudice? à la douane qui paie plus que le double de ce qu'elle doit, et au sucre de nos colonies, qui ne peut plus concourir avec les sucres étrangers dont les droits, pour la consommation intérieure, sont réduits de plus de moitié par cette fraude.

Cette fraude inévitable peut amener de plus fâcheux résultats qu'on ne le croit: le sucre raffiné qu'on exporte, étant aujourd'hui dégagé de tout droit, soutiendra sur les marchés étrangers une concurrence plus avantageuse qu'il n'a pu le faire jusqu'ici, et dès-lors on ne peut pas prévoir où s'arrêtera l'exportation. Mais ce qu'il y a de bien positif, c'est que l'exportation se fera toujours par la voie frauduleuse dont nous venons de parler et au détriment de nos colonies, et que nos entrepôts seront incessamment encombrés de sucres étrangers, qui passeront à la consommation sans raffinage préalable, tandis que ceux de nos colonies, achetés à vil prix, leur prêteront leur nom pour couvrir la fraude à l'exportation.

On dira peut-être encore qu'en présentant, à l'exportation, des sucres raffinés de nos colonies, qu'on fait passer pour des sucres raffinés de l'Inde, on ouvre un grand débouché à nos sucres. Cela seroit vrai si l'exportation n'avoit

pas de bornes ; mais , en consultant les états des douanes , on peut se convaincre qu'elle ne dépasse pas 1,300,000 kilogrammes par an , ce qui représente à peine la trentième partie du sucre que produisent nos Antilles. L'exportation pourra devenir plus considérable , mais jamais assez pour faire écouler tout le sucre de nos colonies.

Il n'est peut-être qu'un moyen pour l'administration d'atténuer les funestes effets de l'article 6 du projet de loi , c'est de n'admettre à l'exportation que les sucres provenant de sucres bruts assez colorés pour qu'ils ne puissent pas être livrés à la consommation sans passer par nos raffineries : l'état de ces sucres seroit constaté à l'arrivage. Mais je suis forcé de convenir que ce ne seroit encore qu'un foible palliatif au vice radical de l'amendement.

Comme le Roi a le droit de modifier la loi des douanes dans l'intervalle des sessions , je me borne à soumettre ces réflexions à son gouvernement.

Mais vainement établira-t-on des rapports convenables de douanes entre la métropole et les colonies , si leur administration n'est pas améliorée.

Là où les transactions commerciales ne sont



pas suffisamment garanties par la loi, parceque les jugemens sont d'une exécution presque impossible; là où l'administration est presque arbitraire; là où, sous le plus léger prétexte, le code colonial est enfreint, et la porte ouverte aux denrées étrangères qui ne devraient être fournies que par la métropole; là où la contrebande n'est pas convenablement réprimée, il ne peut y avoir ni commerce régulier, ni confiance dans les relations commerciales.

Il paroît que l'organisation municipale et judiciaire qui régit nos départemens pourroit être appliquée avec avantage à chacune de nos colonies; les autorités civiles devraient y borner leurs fonctions aux mesures de surveillance et à l'exécution des lois et réglemens; l'autorité militaire devrait y être bornée à défendre la colonie, et à prêter main-forte aux administrations civiles, pour assurer l'exécution des lois et des mesures d'ordre public.

Les fonctions de l'administration seroient confiées à des propriétaires recommandables, intéressés au bien de la colonie.

Les douanes devraient y être organisées de la manière la plus forte.

Les autorités seroient indépendantes l'une de l'autre dans l'exercice de leurs fonctions;

car, sans cela, il n'y a plus de responsabilité pour aucune, ni de garantie pour l'administré.

Il me paroît qu'en donnant aux colonies un régime moins absolu, plus paternel, on fera disparaître, au moins en grande partie, l'arbitraire, les vexations, les ordonnances de faveur, etc.

On peut alors se reposer sur le commerce français du soin d'approvisionner les colonies de tous les objets de leur consommation, et d'en extraire tous les produits de leur culture. Les prix y seront constamment réglés d'après ceux de la métropole; les bénéfices de l'armateur seront assurés; tandis que, sous le régime actuel, les importations étrangères, autorisées sous le prétexte d'un besoin simulé, les fraudes presque ouvertement tolérées, déjouent toutes les combinaisons du commerce, et font un véritable jeu de hasard de nos relations avec les colonies.

#### DES FERS.

L'article des fers est, après celui des sucres, l'objet le plus important que le Gouvernement soumette aujourd'hui à vos délibérations.

L'exploitation de nos mines de fer se lie à de si grands intérêts, que la rendre onéreuse pour

le propriétaire, seroit à-la-fois nous rendre tributaires de l'étranger pour l'un de nos premiers besoins, détruire la valeur de la plupart de nos forêts, et supprimer l'état de cinquante mille familles employées aux divers travaux.

Une loi de 1814 a imposé les fers étrangers à un droit d'entrée de 16 francs 50 centimes les 100 kilogrammes. Avant cette loi il étoit prouvé que les fers du nord pouvoient être offerts dans nos marchés à raison de 36 francs les 100 kilogrammes, et que ceux de nos forges ne pouvoient pas concourir.

La loi a produit son effet : nos exploitations se sont ranimées, étendues, perfectionnées ; le prix de nos fers s'est maintenu entre 40 et 50 fr. les 100 kilogrammes, et le nord n'a plus versé dans nos ports que quelques foibles parties de fer d'une qualité supérieure, que notre industrie ne peut pas remplacer encore pour certains usages.

Cet état de prospérité n'a duré que trois ou quatre ans : un peuple voisin a porté une telle économie dans sa fabrication que nos usines ne peuvent plus soutenir la concurrence des produits. Favorisé par la nature qui, presque par-tout, a placé le minerai à côté du charbon de terre, ce peuple n'a aucun frais de transport



pour l'exploitation; et son industrie vient encore de porter une telle économie dans la fabrication, par le moyen des machines, que le fer vendu dans nos ports ne revient pas à 22 francs les 100 kil., et qu'on peut le livrer à la consommation, après avoir payé les droits actuels, à 18 ou 20 francs les 100 kilogrammes.

On a remplacé le martelage des fers, toujours très pénible et coûteux, par le laminoir; on n'a pas perfectionné la qualité des fers, on peut même dire qu'ils ne valent pas ceux qui sont corroyés au martinet; mais on donne à ce métal une couleur si brillante, un poli si parfait, des formes si régulières, qu'il séduit le consommateur.

Les mêmes procédés sont déjà introduits dans plusieurs de nos établissements; mais les dépenses forcées que nécessite leur adoption ne permettront pas de long-temps qu'ils reçoivent une application générale.

En l'état actuel le prix de 100 kilogrammes de fer laminé, y compris les frais de commission, d'assurance, de fret, d'emmagasiner et de déchargement, revient dans nos ports à 22 francs, et à 38 francs 50 centimes après avoir payé les droits imposés par la loi du 21 décembre 1814.

Il est évident qu'à ce prix nos fers ne peuvent pas entrer en concurrence, et qu'on est

forcé d'élever le tarif des fers laminés pour ne pas sacrifier notre industrie.

Le Gouvernement a cru devoir proposer d'étendre les droits depuis 24 fr. jusqu'à 50 fr. pour les 100 kilogrammes, selon l'épaisseur, la largeur et la forme des lames étirées au laminoir, et selon le nombre de manipulations et de mains d'œuvre qu'a subi le fer dans le pays étranger.

La portion des droits excédant l'ancien tarif de 1814 sera remboursé du moment qu'il sera justifié que les fers ont été traités au marteau et au charbon de bois, ce qui par conséquent ne change rien à nos relations avec le nord de l'Europe.

Mais ce seroit n'avoir rien fait pour la prospérité de nos forges que de ne pas proportionner le tarif des fontes à celui des fers. Si les fontes continuoient à être reçues d'après le bas tarif existant, il n'y a pas de doute que les Anglais ne vinssent les purifier chez nous, en y employant leurs charbons et leurs ouvriers, et qu'ils n'éluassent par ce moyen presque tous les droits; leurs établissements se formeroient près des villes de grande consommation et des ports de mer. Déjà nous possédons deux établissements à Rouen et à Bordeaux, et un troisième s'élève à deux lieues au-dessous de Nantes. La seule dif-

férence du prix de transport du fer de nos mines aux lieux de consommation feroit plus que compenser les dépenses de fret et les droits actuels que paient les fontes anglaises.

Le projet de loi propose 9 fr. pour les fontes noires et poreuses, et 15 fr. pour les épurées, lisses, mazées, appelées en Angleterre *fine metal*; ces dernières sont d'un blanc brillant, compactes, lisses, tandis que les premières sont d'un gris tirant sur le noir, et très poreuses; celles-ci ont besoin d'une nouvelle fusion, tandis que les autres peuvent être immédiatement converties en fer.

Cette différence dans les droits d'entrée sur les diverses qualités de fonte, garantit notre fabrication de toute supercherie de la part des étrangers.

#### DES BESTIAUX.

L'introduction des bestiaux destinés pour la boucherie augmente progressivement chaque jour: vous pourrez en juger par le tableau suivant, qui comprend les deux dernières années.

##### *Introduction de bestiaux.*

|                     | en 1820. | en 1821. |
|---------------------|----------|----------|
| Bœufs gras. . . . . | 15,036.  | 26,101   |
| Vaches. . . . .     | 15,958.  | 22,946   |
| Moutons. . . . .    | 141,507. | 231,588  |



Cette grande quantité de bestiaux étrangers abaisse tellement les prix dans nos marchés, que nos agriculteurs ne trouvent plus aucun bénéfice dans les engrais; et il est à craindre qu'ils n'abandonnassent bientôt un commerce qui ne leur offre déjà que des chances de pertes.

Cependant les bestiaux font la base principale de l'agriculture: avec eux on a des engrais et des labours; et avec des engrais et des labours on a de bonnes récoltes.

Il faut donc multiplier les bestiaux; le seul moyen d'atteindre ce but, est d'en assurer un débouché avantageux au propriétaire, qui finit toujours par les engraisser.

Le droit d'importation qu'on a perçu jusqu'ici n'est pas suffisant pour produire l'effet desirable; on vous propose de le porter à 50 francs par bœuf gras et en chair;

à 25 fr. par vache grasse et en chair;

à 3 fr. par mouton, brebis et belier;

à 12 fr. par porc gras et en chair.

Ce tarif assure à notre agriculture un avantage d'un huitième à un dixième sur les prix actuels de nos bestiaux, et je le crois suffisant pour la prospérité de cette branche importante de notre prospérité agricole.

On doit s'attendre à de vives réclamations de

la part des pays qui nous fournissent ces bestiaux ; on doit même craindre qu'en bornant leurs moyens d'échange, nos relations commerciales avec eux ne soient restreintes ; mais la France ne peut pas sacrifier une des plus importantes parties de son agriculture à ces considérations.

Dans cette guerre déplorable de douanes qui menace d'envahir tous les peuples civilisés, la France n'a pas à se reprocher d'avoir commis les premières hostilités : elle a au contraire supporté toutes ses rigueurs avec une persévérance et une résignation qui annonçoient de sa part l'espoir et le desir sincère d'un prompt retour aux vrais principes du commerce ; mais lorsqu'elle a vu qu'une puissance rivale continuoît à élever sa fortune et sa domination sur l'exécution du même système, elle a senti qu'il importoit à sa prospérité et à sa dignité d'user du droit de représailles.

Riche de son sol, de sa population et de son industrie ; favorisée par une variété de climats qui lui permet toutes les cultures de premier besoin ; incessamment pourvue de canaux qui rendront communs à tous ses habitants les produits si variés de son agriculture et de ses fabriques, la France peut à la rigueur se resserrer

dans ses limites sans éprouver de grandes privations ; ces avantages , elle les possède seule parmi les nations de l'Europe , et ce n'est pas à elle à donner le premier exemple d'une liberté de commerce qui ruineroit son agriculture et son industrie.

Je vote pour le projet de loi.



IMPRESSIONS

N° 17.

CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du mercredi 24 juillet 1822.

---

DISCOURS

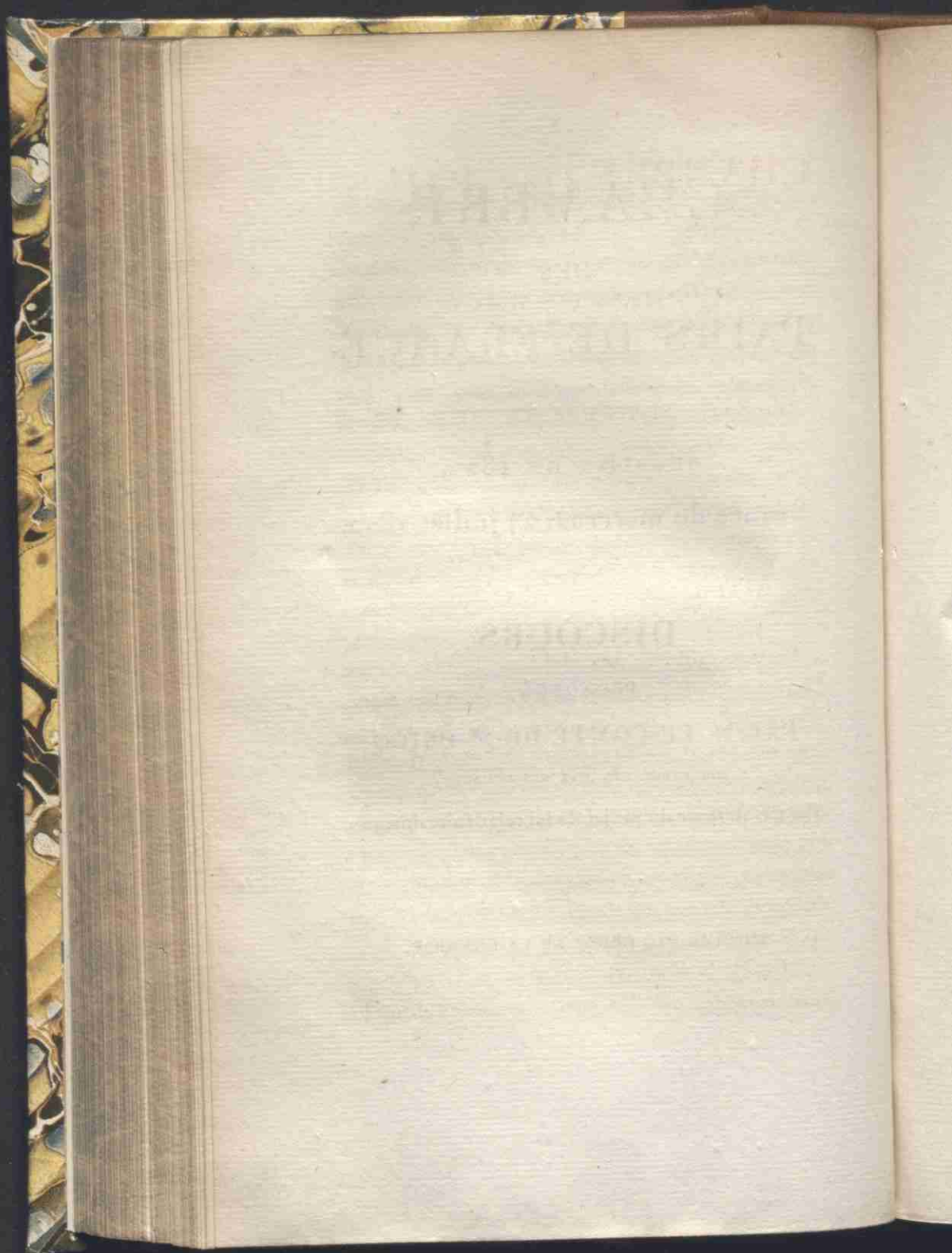
PRONONCÉ

PAR M. LE COMTE DE ST-CRICQ,

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES DOUANES,

POUR la défense du projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



# CHAMBRE DES PAIRS.

## DISCOURS

PRONONCÉ par M. le comte DE S<sup>T</sup>-CRICQ, directeur  
général des douanes, pour la défense du projet de  
loi relatif aux douanes.

MESSIEURS,

Peu accoutumé aux débats de cette noble  
Chambre, plus défiant encore de moi-même  
à cette tribune qu'à celle qui m'est moins in-  
connue, et que je n'ai cependant jamais abordée  
qu'avec inquiétude, j'éprouve, à m'engager sans  
préparation dans une lutte trop inégale, une  
hésitation qui ne peut céder qu'à l'espoir de  
votre bienveillante indulgence. Je m'efforcerai  
de la mériter par ma simplicité et par ma bonne  
foi.

Déjà M. le Ministre des finances a essayé de  
vous rassurer sur les tristes présages dont le



noble marquis qui a parlé au commencement de cette séance a tenté d'environner la loi que nous défendons. Il a montré que les représailles dont elle a déjà été l'occasion, et sur lesquelles le noble marquis a appelé votre plus sérieuse attention, sont injustes, et que par cela seul nous avons droit d'espérer qu'elles seront de courte durée; il a montré que ces représailles, alors même qu'elles devroient se prolonger, ne sauroient nous détourner d'une route que nous n'avons pas choisie, où nous sommes entrés après beaucoup d'autres, et dans laquelle nous ne saurions reculer sans alarmer tous nos intérêts agricoles et manufacturiers. Je n'ajouterai sur ce point que quelques mots.

Quelle est, parmi les nombreuses dispositions de la loi soumise à l'examen de vos Seigneuries, celle qui a excité au dehors tant de courroux? la protection demandée pour nos bestiaux. Et quelle est l'étendue de cette protection? une taxe de 15 pour cent au plus sur les bestiaux étrangers. L'Angleterre défend la reproduction chez elle par une prohibition absolue; les Pays-Bas par un droit de 48 pour cent; tous les grands états agricoles, par des taxes fort au-dessus de celle que nous proposons. Et l'on veut nous interdire de la défendre chez

nous par une taxe de 15 pour cent ! Bien plus, le Gouvernement n'avoit originairement proposé qu'un droit de 30 fr. par tête de bœuf, équivalant à moins de 10 pour cent ; et cette proposition avoit suffi pour exciter à l'instant même les plaintes, les menaces, que nous avons vues depuis se réaliser. C'est donc à dire que pour entretenir une harmonie que certes nous souhaitons aussi vivement que personne, mais que nous ne devons pas apparemment acheter au prix de nos plus chers intérêts, il nous eût fallu demeurer sous l'empire de ce droit de 3 fr., que la puissance d'une habitude immémoriale peut seule expliquer dans le passé ; qui a vu dans une seule année doubler l'importation des bestiaux étrangers, et le prix naturel et nécessaire des nôtres tomber d'un cinquième ? Tels sont cependant les deux faits qui, incontestablement établis, le premier par les tableaux officiels que nous avons publiés, le second, par les documents que les Députés de vingt départements ont portés à l'envi devant la commission de l'autre Chambre, ont déterminé cette commission à proposer un droit de 50 fr. ; droit que ces mêmes Députés ont constamment persisté à déclarer insuffisant, que nous affirmons n'être point prohibitif, mais

seulement conservateur d'un meilleur prix sur nos marchés, et que nos efforts, nous osons le dire, ont pu seuls déterminer la Chambre à ne point dépasser. Ces rapprochements suffiront, je l'espère, pour nous absoudre du reproche d'appeler, justement du moins, des représailles sur notre propre commerce, en nous avançant imprudemment dans un système que nous croyons utile à notre pays, que nous voulons maintenir, mais que nous nous abstiendrons toujours, autant du moins que cela dépendra de nous, d'exagérer.

Un autre noble Pair a déploré, avec toute la réserve qui appartient à son caractère, avec les restrictions que ses lumières l'ont averti d'admettre, ce système d'isolement auquel nous lui semblons tendre par nos tarifs. Il craint qu'en voulant tout produire, en tendant ainsi à n'avoir plus rien à acheter aux autres, nous cessions aussi bientôt de trouver des acheteurs; et comme en dernière analyse le commerce vit d'échanges, il demande quel commerce nous restera donc à faire avec les autres peuples, alors que nous n'aurons plus rien à recevoir d'eux?

Qu'il me permette de lui dire que poser ainsi la question, c'est supposer deux choses égale-



ment contredites par les faits : l'une, que sa solution dépend de nous seuls ; l'autre, que cette solution n'est pas déjà devenue un fait pour nous-mêmes.

Or, un premier fait dominant dans cette matière, c'est que tous les grands États de l'Europe professent et pratiquent cette doctrine, qu'il faut à tout prix défendre les produits de leur propre travail contre les produits du travail étranger ; en d'autres termes, régler leurs tarifs de telle sorte, que le travail étranger ne leur fournisse que ce que leur propre travail ne sauroit leur fournir encore. Qu'il y ait là erreur, fausse route, aveuglement si l'on veut, je n'ai aucun intérêt à l'examiner ; il suffit que la chose existe, pour que toutes les conséquences n'en appartiennent ; et la plus inévitable de ces conséquences, c'est de nous efforcer à garder notre marché alors que chaque peuple s'efforce à garder le sien.

Un autre fait, également incontestable, c'est qu'une guerre de vingt-cinq ans, et les prohibitions, soit écrites, soit de fait, qui en ont été la suite, ont créé, agrandi ou développé en France mille industries diverses, dont quelques unes peut-être nous sont moins naturellement propres qu'à d'autres peuples, mais qui toutes

ont trouvé long-temps leur protection dans des lois restrictives, et qui toutes ont droit à continuer d'être protégées par cela seul qu'elles existent et que d'énormes capitaux s'y sont engagés sous la garantie de ces mêmes lois.

Ce dernier fait, le Gouvernement du Roi l'a recueilli à son rétablissement. Devoit-il y obéir? devoit-il y conformer le système de ses douanes? Là, ce me semble, est toute la question; et l'avoir ainsi posée, c'est presque l'avoir résolue.

Pour établir la puissance de ce fait, pour démontrer son irrésistible conséquence, je n'adresserai au noble comte à qui je réponds qu'une seule question; car enfin, on n'a pas tout dit quand on a conseillé de changer de route; il faut encore reconnoître et marquer la nouvelle route à suivre. Ouvrez notre tarif, lui dirai-je; suivez-en les époques diverses; vous y verrez toutes nos industries défendues depuis beaucoup d'années, non par des droits de 20 pour 100, taux au-delà duquel vous jugez la protection dangereuse ou même nuisible, mais par des taxes beaucoup plus élevées, souvent même par des prohibitions. Passez-les toutes en revue, et daignez nous dire quelles sont celles à qui vous jugez convenable de retirer la protection dont elles sont en possession, pour

essayer de rétablir ces moyens d'échange, ces consommations extérieures que vous regrettez, et que nous regrettons avec vous, mais qu'à notre avis nous paierions trop chèrement, alors même que la chose dépendroit de nous seuls, s'il falloit les racheter par le sacrifice de tout ce que nous avons déjà conquis.

Vous déplorez les entraves apportées par voie d'imitation à l'écoulement de quelques uns de nos produits, à l'exportation de nos vins sur-tout. Mais, sans rappeler que des vues purement fiscales, d'énormes taxes déterminées par les besoins sans cesse croissants de tous les gouvernements, en avoient dès long-temps resserré par-tout la consommation, faudra-t-il, pour essayer de leur ménager sur quelques points un accueil plus favorable, aggraver, par exemple, par l'importation des grains d'Odessa, les funestes effets de la surabondance qui pèse déjà sur notre agriculture? Faudra-t-il abandonner à la concurrence étrangère nos filatures, nos ateliers de tissage, nos tanneries, nos verreries, nos fabrications chimiques de toute nature? Et, sans sortir du cercle de la loi que nous examinons, faudra-t-il laisser périr nos colonies pour chercher au-dehors des consommateurs en échange des sucres que nous trouvons dans nos



possessions d'outre-mer? Faudra-t-il délaisser nos forges, et avec elles nos bois, nos mines, les milliers de bras qu'elles emploient, pour essayer de vendre quelques mille tonneaux de vin en échange des fers qu'on nous offre si libéralement? Faudra-t-il condamner à s'arrêter, par le défaut de vente, par le bas prix, la reproduction de nos bestiaux, ce premier et si indispensable élément de notre richesse agricole, pour apaiser des voisins qui avoient usurpé nos marchés, et qui viennent de resserrer les leurs pour nous depuis que nous avons essayé de nous réserver la préférence dans les nôtres? Vous ne le penserez pas, nobles Pairs; le noble comte auquel je réponds ne le pensera pas lui-même. Telle ne sauroit être non plus la pensée du Gouvernement. J'ajoute qu'il la professeroit vainement; car c'est en ce point surtout qu'il lui faut marcher avec l'opinion, et l'extension que plusieurs de ses propositions ont subie dans l'autre Chambre fait assez connoître quelle est cette opinion.

Je ne crains pas de le dire, ouvrez la porte aux marchandises étrangères sous un droit de 20 pour cent, et vous verrez tomber en peu d'années le plus grand nombre de vos manufactures. Et ce n'est pas à dire assurément que

nous produisons et consommons toutes choses à 20 pour cent plus chèrement que les autres nations ; mais c'est qu'il pèse aujourd'hui sur le monde entier une surabondance de produits qui ne demande qu'à se précipiter, à tout prix, partout où l'on consent à lui ouvrir un écoulement ; que, pour beaucoup d'objets, nous ne sommes pas exempts nous-mêmes de cette surabondance ; que nos producteurs ne luttent déjà qu'à grande peine contre la concurrence qu'ils se font à eux-mêmes, et qu'ils succomberoient sous le poids nouveau de la concurrence étrangère à laquelle nous les aurions livrés.

Et veut-on la preuve que la quotité des droits de douanes n'est point la mesure de la plus grande cherté de la production dans le pays qui les impose ? Qu'on ouvre le tarif de l'Angleterre : on y verra que 50 pour cent sont la moindre taxe par laquelle elle défende son travail contre le travail étranger ; et cependant c'est un fait admis que l'Angleterre est le pays du monde qui produit au plus bas prix.

Il se peut qu'en rendant nos marchés moins accessibles aux produits étrangers, nous altérions momentanément la vente au dehors de quelques uns de nos produits. Mais je n'hésite



pas à dire que ce désavantage momentané, qui, à l'égard de nos vins sur-tout, sera toujours fort atténué par leur qualité privilégiée, et par la puissance des habitudes qu'il ne dépend pas toujours des gouvernements de rompre, est plus que compensé, dans le présent, par l'accroissement des consommations intérieures, résultat inévitable d'un travail plus développé; dans l'avenir, par ce que nous préparent de nouveaux moyens d'échange, les progrès mêmes d'une industrie générale mieux protégée. N'oublions jamais en effet que la France a 30 millions de consommateurs; qu'un aussi vaste marché est un immense aliment au travail; qu'en nous réservant ce travail, nous multiplions sans cesse nos moyens de consommer; qu'en étendant nos consommations, nous étendons aussi le besoin des matières que notre travail met en œuvre; que, quelque favorisés que nous soyons par la nature, nous manquons et nous manquerons toujours d'un grand nombre de ces matières; qu'en nous mettant, par un plus grand développement de travail, en état d'en demander une plus grande masse au dehors, nous créons par cela même le moyen de les solder avec nos propres produits; et que c'est à ces conditions, mais à ces conditions seule-



ment, que le commerce extérieur est profitable, parceque le commerce extérieur est un grand élément de richesse alors qu'il se fonde sur un grand travail intérieur, et qu'il est ruineux alors qu'il ne signale que l'invasion d'un travail étranger. Jetez les yeux sur les tableaux du commerce de l'Angleterre, et vous vous convaincrez que c'est par là qu'il est florissant. L'Angleterre aussi, et depuis plus long-temps que nous, pour sa prospérité, repousse de toutes ses forces le travail étranger. Mais son immense travail lui crée chaque jour d'immenses besoins extérieurs, qu'elle satisfait avec les produits mêmes que ce travail a créés. Nous sommes entrés trop tard sans doute dans les voies qu'elle pratique avec tant de bonheur, et que rien, quoi qu'on dise, ne la montre encore disposée à abandonner. Nous sommes aussi actifs, aussi industrieux qu'elle; ne soyons pas moins persévérants, et nous avons le droit de croire que nous ne recueillerons pas de moindres fruits de notre persévérance.

Je dois maintenant examiner avec un noble duc s'il est vrai que nous nous abusions en croyant venir au secours de nos colonies, et qu'au fait nous n'apportions à leurs maux qu'un remède inefficace. Mais il me faut d'a-

bord répondre à quelques reproches sur le passé.

Ces reproches sont au nombre de trois.

Nous avons trop long-temps fermé l'oreille aux plaintes des colons.

Une ordonnance a étendu aux provenances de Saint-Domingue un privilège qui n'appartient qu'aux colonies dont nous sommes en possession.

Une autre ordonnance a accordé aux provenances de certaines parties des Indes orientales, des concessions plus étendues que celles mêmes dont jouissent les provenances de nos colonies.

Il me suffira, pour écarter le premier reproche, de rappeler quelques faits.

En réduisant tout-à-coup de 300 francs, par 100 kilogrammes, à 45 francs le droit sur les sucres bruts, les premières lois de la restauration durent prévoir un grand accroissement dans la consommation. A considérer la richesse en sucre, à l'époque de 1789, des colonies qui nous étoient rendues, l'on dut présumer que le secours des sucres étrangers nous seroit, pour un temps du moins, indispensable : c'étoit une raison de fixer avec modération la surtaxe que ceux-ci devoient supporter. Ces deux pré-

visions s'accomplirent. La consommation fit d'immenses progrès, et les arrivages de nos colonies, bien qu'ils prissent aussi un développement inespéré, demeurèrent cependant en-deçà de nos besoins. Toutefois, cette insuffisance tendoit sans cesse à s'atténuer; et, dès l'année 1820, il nous fut permis de croire que nos colonies approchoient du moment où elles pourroient faire face à notre approvisionnement. Cette même année, nous proposâmes une nouvelle surtaxe sur les sucres étrangers; les Chambres ne l'admirent que pour 5 francs par 100 kilogrammes.

Il est à remarquer que, jusque-là, le prix des sucres s'étoit soutenu avec avantage, et que les plaintes des colons, les premières qu'ils faisoient entendre depuis la restauration, ne portoient encore que sur la trop grande part que prenoient les sucres étrangers dans la consommation de la France.

L'augmentation de surtaxe, quoique minime, produisit cependant cet effet, que la consommation des sucres étrangers, qui en 1820 avoit été portée à 8,400,000 kilogrammes, descendit en 1821 à 2,600,000 kilogrammes. C'étoit là assurément un bienfait notable pour nos colonies; et l'on doit peu s'étonner qu'il ait fallu



quelque temps et quelque réflexion pour arriver à penser que nous leur devions davantage; que ce n'étoit pas assez de leur assurer la possession presque exclusive de notre marché; et qu'il falloit encore appeler la loi à leur secours pour leur procurer un plus haut prix de leurs sucres. Avant de se soumettre à une telle nécessité, il étoit du devoir du Gouvernement de la bien constater. Les défenseurs des colons, j'en conviens, la proclamèrent dès 1821; mais alors encore des mercuriales, dont je suis dépositaire, établissent que les sucres valaient *aux colonies* 30 francs les 50 kilogrammes, et nous croyons encore aujourd'hui qu'à ce prix, qui excède de 10 fr. celui des colonies voisines, les colons n'auroient pas à se plaindre. Ce prix est, depuis lors, tombé à 18 fr., comme le montrent les tableaux que nous avons publiés. Le fait reconnu, de nouvelles mesures devenoient indispensables: nous nous sommes hâtés de les préparer; elles ont été soumises aux Chambres dès les premiers jours de l'avant-dernière session; ce n'est pas notre faute si le temps a manqué pour les convertir en loi.

J'ai peu de choses à dire sur l'ordonnance relative à notre commerce avec Saint-Domingue. Le noble duc ne s'en est plaint que parcequ'il

a supposé qu'elle donne lieu à de grandes importations de sucre; et comme il sait qu'il s'en récolte maintenant fort peu dans cette île, il n'a vu dans ces importations qu'une voie indirecte par laquelle les sucres des colonies anglaises usurpent, au grand préjudice de nos colonies, le marché de la France. Je me hâte de le rassurer, en mettant sous ses yeux le tableau des quantités de sucre reçues de Saint-Domingue pendant les trois dernières années. Elles s'élèvent pour 1819, à 159,236 kilogrammes; pour 1820, à 151,388 kilogrammes; et pour 1821, à 93,577 kilogrammes.

Je crois cependant devoir ajouter, qu'en cherchant, par des vues politiques qu'il est facile de pénétrer, à encourager par cette ordonnance des relations de commerce avec cette ancienne possession française, le gouvernement du Roi a voulu que ces relations fussent aussi, en elles-mêmes, profitables à la France. C'est dans ce but que l'ordonnance n'admet à jouir du privilège colonial, pour les produits qu'ils en rapportent, que les bâtimens qui y ont préalablement transporté le chargement qu'ils sont tenus de prendre à leur départ en produits de notre sol et de notre industrie. Aussi ce commerce, dont le mouvement n'est



pas fort au-dessous de 20 millions, se solde-t-il à-peu-près exclusivement par des échanges réciproques, qui, de la part de Saint-Domingue, consistent presque entièrement en café. L'on sait que nos colonies ne nous en fournissent guère au-delà du tiers de notre consommation. C'est donc sans aucun dommage pour elles que la France recueille les avantages incontestables d'un commerce qui satisfait à l'une de ses consommations exotiques par la vente des produits de son travail. L'ordonnance qui a créé ce résultat est du 27 mars 1816; elle fut transmise circulairement dans tous les ports, par l'administration, le 5 avril suivant.

J'ai eu déjà l'occasion de m'expliquer dans l'autre Chambre sur les motifs et les résultats de la faveur temporaire accordée en 1817 et 1818 aux sucres importés de la Cochinchine et des Philippines. Le noble duc paroît croire encore qu'elle fut déterminée par des considérations personnelles; et j'avoue que c'est le point sur lequel je mettrois le plus de prix à le démentir.

Vous le savez, Messieurs, une trop longue guerre avoit depuis 1792 exilé notre pavillon des mers de l'Inde. Déjà trois années de paix



s'étoient écoulées, et nos armateurs hésitoient encore à hasarder leurs vaisseaux sur une route depuis si long-temps abandonnée. Plusieurs représentèrent que l'énormité des frais d'armement, l'incertitude de chances dont aucune expérience ne leur permettoit encore de se rendre compte, l'impossibilité de compléter leur fret, s'ils étoient restreints à ne charger que des objets précieux et de peu de volume, étoient, dans l'état actuel de notre tarif, autant d'obstacles aux expéditions qu'ils seroient tentés d'entreprendre; ils déclarèrent qu'une modération du droit sur les sucres, pour leurs premiers retours, pourroit seule leur offrir un dédommagement au moins probable des risques qui devoient nécessairement accompagner leurs premiers essais. Le conseil du Roi (et je dis le conseil du Roi, parceque ces représentations n'arrivèrent pas à un seul ministère, mais à quatre départements ministériels à-la-fois, qui tous, et sur-tout le département des affaires étrangères, les jugèrent dignes de la plus sérieuse attention); le conseil du Roi considéra qu'il importoit de mettre un terme à un état de choses dans lequel nous nous bornions à traverser la Manche pour nous approvisionner de 20 millions et plus d'indigo, de poivre,

et autres produits pour lesquels l'Europe est nécessairement tributaire de l'Inde; que les sucres étrangers jouoient encore un assez grand rôle dans notre consommation, à laquelle les importations de nos colonies n'avoient pu suffire jusque-là; qu'il ne s'agissoit ainsi que d'un sacrifice à imposer au fisc, non d'un dommage à apporter à nos colonies; que ce sacrifice seroit largement compensé par l'avantage d'étendre notre navigation, et de rouvrir des relations si long-temps interrompues : il fut consenti. Mais dans quelle forme, et au profit de qui? dans la forme d'un avis transmis simultanément à toutes les chambres de commerce, et au profit de tout armateur qui voudroit se l'approprier. Tous furent avertis que tout bâtiment qu'on expédieroit dans le cours d'une année jouiroit à son retour, quelle qu'en fût l'époque, d'une réduction de la moitié des droits sur les sucres qu'il rapporteroit de la Chine, de la Cochinchine et des Philippines. Aucun retour n'étant encore effectué à l'expiration de la première année, la concession fut prorogée, et avec la même publicité, avec la même universalité, pour une année de plus, qui a expiré le 14 octobre 1819. Vingt-cinq navires, appartenant à divers ports et à seize arma-

teurs (1) différents, en ont profité. C'est au noble duc lui-même que je laisse à juger s'il y a là quelque chose qui se prête au reproche de faveur individuelle.

La mesure fut-elle bonne en elle-même? Je le crois, bien que l'on eût pu se dispenser peut-

---

(1) Je crois qu'il est de mon devoir, comme dépositaire des faits, de constater ici que sur ces vingt-cinq expéditions trois seulement ont été faites par la maison de commerce (MM. Balguerie, Sarget et compagnie) à qui l'on paroît croire que cette concession a presque exclusivement profité; que ces trois expéditions ont eu lieu, non pour les Philippines, où nous n'avons généralement porté que des piastres, mais pour la Cochinchine, où MM. Balguerie, Sarget et compagnie, ont successivement exporté des produits de notre sol et de notre industrie pour une somme plus forte que la valeur des sucres qu'ils en ont importés au demi-droit, et qui s'élevaient en quantité à 752,012 kilogrammes seulement. Ils persévèrent dans ces louables efforts, aujourd'hui que le tarif a repris toute sa force. Et je dois dire que l'accueil bienveillant, les faveurs spéciales dont nous sommes l'objet en Cochinchine, la juste espérance d'y introduire le goût des produits français, si le sucre n'y étoit le principal moyen d'échange, ne peuvent que faire regretter que la nécessité d'assurer avant tout les intérêts de nos colonies, nous ôte tous moyens de favoriser par quelque concession particulière le développement de relations qui, dans aucune autre partie de l'Inde, ne se présentent avec un tel avantage.



être de l'étendre aux Philippines, parcequ'elle nous a rouvert avec l'Inde un commerce auquel nous ne devons assurément rien sacrifier de celui de nos colonies, mais que l'intérêt seul de notre navigation nous commanderoit d'encourager, alors même que nous n'aurions pas, comme il nous est permis de la concevoir, l'espérance d'y trouver avec le temps un utile écoulement pour certains produits de notre sol et de nos manufactures.

A-t-elle nui à nos colonies? je ne puis le penser, lorsque je considère qu'elle n'a donné lieu qu'à une importation de 5,500,000 kilogrammes de sucre de ces divers pays; que cette quantité n'a pesé sur nos marchés que successivement, et dans le cours de quatre années; et sur-tout, que pendant ces mêmes quatre années, notre consommation a absorbé près de 23 millions de kilogrammes de sucres étrangers, dont 17 millions ont acquitté le droit intégral et la surtaxe, ce qui prouve que la modération de droits dont les premiers ont joui n'a pas été la cause principale de la rivalité qu'ont subie les sucres de nos colonies.

Déjà, et nous l'avons montré, nos colonies sont, par la seule puissance des taxes actuelles, presque entièrement affranchies de cette rivalité.

Mais un autre mal les travaille encore ; et ce mal c'est le bas prix de leurs sucres. Relever ce prix, est le but auquel nous tendons. Le noble duc y applaudit, mais il croit nos moyens inefficaces. Or, quels sont ces moyens ? et d'abord sur quels calculs reposent-ils ? Au point où les discussions de l'autre Chambre ont déjà placé la question, peu de mots suffiront pour établir les uns et les autres.

Nous pensons, en tenant compte des circonstances qui pèsent sur nos colonies, ou plutôt sur nos colons, circonstances qui vous ont été très judicieusement signalées par un noble comte, et dont le remède appartient bien moins à nos tarifs qu'à une meilleure législation locale, nous pensons qu'il y a dommage pour les colons, s'ils n'obtiennent pas de leurs sucres, en France, droits acquittés, 75 francs par 50 kilogrammes. Ce prix, ils ne peuvent espérer de l'obtenir qu'autant que les sucres de même espèce venant de l'étranger seront contraints par nos surtaxes à ne s'offrir qu'à un prix assez notablement supérieur pour que le consommateur leur préfère nécessairement ceux de nos colonies au prix de 75 francs.

Or, on a calculé que les sucres bruts *non blancs* de l'Inde peuvent s'établir dans nos ports, droits

en dehors, à 36 fr. 50 c. les 50 kilogrammes. On a dû penser qu'en les frappant d'un droit de 49 fr. 50 c., on en porteroit le prix pour la consommation à 86 francs au moins, somme dans laquelle ne se trouveroit même pas compris le bénéfice du vendeur; et que les sucres de nos colonies s'élèveroient dans une proportion relative, à moins qu'ils ne se fissent à eux-mêmes une concurrence contre laquelle la loi est nécessairement impuissante pour les défendre.

Mais, dit-on, pour établir que les sucres de l'Inde reviennent dans nos ports à 36 fr. 50 c., vous supposez le prix d'achat à 15 fr. (3 sous la livre), et l'on assure que ce prix est de 5 fr. (un sou la livre seulement). Messieurs, le reproche contraire nous a été adressé dans l'autre Chambre. Vous partez du prix de 15 fr., nous a-t-on dit, et il paroît constant que ce prix est de 26 francs. La vérité est que 26 francs sont jusqu'ici le prix réel; mais il nous a été impossible de l'admettre comme prix permanent, lorsque nous avons considéré que ce prix n'ex-cède pas 20 francs au Brésil et à la Havane, et qu'il est notoire que nulle part les frais de productions de tout genre ne sont aussi foibles que dans l'Inde. C'est par ce motif qu'en composant



la valeur du sucre dans nos ports nous avons cru nécessaire et juste de ne pas faire entrer dans nos éléments pour plus de 15 fr. le taux d'achat au lieu même de la production. C'est assez dire dans quelle grave erreur on tomberoit en le réduisant à 5 francs.

Un autre argument, et c'est celui auquel on paroit attacher le plus d'importance, consiste à dire que le sucre de l'Inde est supérieur en qualité à celui de nos colonies, que toujours il se vend à plus haut prix, et que c'est mal raisonner que de compter sur l'élévation du sucre de nos colonies par cela seul qu'on aura déterminé par la surtaxe l'élévation des sucres de l'Inde.

Mais d'abord, je prie de remarquer que c'est une élévation proportionnelle que nous recherchons, et que nous n'avons pas plus l'intention que l'espérance de porter les sucres de nos colonies au taux jusqu'auquel nous avons voulu, par la surtaxe, porter les sucres de l'Inde.

Puis, je fais observer que le raisonnement qu'on nous oppose ne tendroit à rien moins qu'à prétendre que toute surtaxe, quelle qu'elle fût, seroit impuissante pour procurer un meilleur prix aux sucres de nos colonies, ce qu'il nous semble impossible de soutenir, à moins qu'on ne suppose que nos sucres rencontrent

dans leur propre concurrence la limite dans laquelle ils sont aujourd'hui renfermés, auquel cas, ainsi que je l'ai déjà dit, toute loi seroit inutile.

Mais est-il vrai que les sucres de l'Inde (je parle des bruts *non blancs*) soient supérieurs en qualité aux sucres de nos colonies?

Les premiers valaient au Havre, le 19 de ce mois, comme le prouve le bulletin que je tiens à la main, 75 francs les 50 kilogrammes, droits acquittés. Les seconds, 4<sup>me</sup> ordinaire, qualité qu'il faut prendre pour base, comme représentant beaucoup plus exactement la valeur moyenne que le taux commun d'un nombre infini de qualités qui n'ont entre elles aucun rapport proportionnel dans les quantités, valaient, droits également acquittés, 65 francs.

A quels droits sont-ils, aujourd'hui, respectivement assujettis?

Les premiers, à 35 fr. 75 cent. — Reste, pour valeur en entrepôt, c'est-à-dire pour valeur commerciale, tous frais déduits, autres que les droits, 39 fr. 25 cent.

Les seconds, à 24 fr. 75 cent. — Reste, pour valeur en entrepôt, 40 fr. 25 cent.

Où trouver là la preuve de la supériorité des premiers sur les derniers?

La preuve, réplique-t-on? vous la fournissez

vous-même. Vous reconnoissez que les sucres de l'Inde coûtent au consommateur 75 fr., et ceux de nos colonies 65 francs seulement. Or, qu'importe au consommateur la somme payée au fise? il ne connoit que le prix qu'on lui demande en lui livrant la marchandise; et, puisqu'il consent à payer l'une 75 fr., et ne veut payer l'autre que 65 fr., il faut bien qu'il préfère celle-là à celle-ci.

L'argument est spécieux; mais, pour qu'il fût juste, il faudroit que le consommateur achetât indifféremment le sucre de l'Inde à 75 fr., et celui de nos colonies à 65 fr. Or, il arrive précisément tout le contraire. 65 fr. sont un prix *réel* pour les sucres de nos colonies, qui alimentent aujourd'hui les 48 cinquantièmes de notre consommation; 75 fr. ne sont qu'un prix *nominal* pour les sucres de l'Inde, que la consommation n'accueille que pour une si foible part. Le vendeur demande de ceux-ci 75 fr., parceque, s'il les cédoit à moins, il seroit en perte; mais il n'obtient pas ces 75 fr., parceque le sucre de nos colonies, grevé de moindres droits, détermine la préférence en se limitant lui-même à 65 fr. Et c'est parceque les qualités sont égales, que cette différence de prix suffit pour rendre la préférence constante. Nous avons donc, par



suite, raison de dire, qu'en forçant ce même vendeur, à qui nous allons imposer une nouvelle surtaxe de 13 fr. 75 cent., de demander 88 fr. 75 c. de ce qu'il offre aujourd'hui pour 75 fr., nous ouvrons aux sucres de nos colonies la chance probable de conserver cette préférence en exigeant à leur tour 75 fr., et peut-être même davantage.

On insiste, et l'on dit : Mais tous vos calculs portent sur les sucres non blancs, et c'est surtout la supériorité des sucres *blancs* que nous redoutons ! Je réponds que le prix des sucres bruts *blancs* de l'Inde étoit au Havre, à la même époque du 19 de ce mois, de 87 fr. 50 cent., toujours les 50 kilogrammes : donc, 12 fr. 50 c. de plus que les sucres non blancs. Or, à leur égard, ce n'est pas une surtaxe de 24 fr. 75 c. que nous proposons, mais une surtaxe de 33 fr. ; proportion qui, si elle n'est pas rigoureusement exacte, est certainement suffisante pour ne laisser aucune inquiétude sur le danger de leur concurrence. Leur surtaxe est aujourd'hui de 16 fr. 50 c. ; nous y ajoutons 16 fr. 50 c. : le prix actuel de 87 fr. 50 c. montera donc à 104 fr. Leur offre à ce dernier prix pourrait-elle empêcher nos sucres de trouver des acheteurs à 75 fr. ou même à 80 fr., lorsqu'en ce

moment ils se vendent à 65 fr., et que les autres s'offrent vainement à 87 fr. 50 c.?

Je dis qu'ils s'offrent vainement à ce prix, aussi-bien que les sucres non blancs à 75 fr.; et je le prouve, en mettant sous les yeux de la Chambre le tableau de nos importations des six premiers mois de cette année. Elles s'élèvent, en sucres de nos colonies, à 24,051,904 kilogrammes, et en sucres étrangers de toutes sortes, à 1,125,653 kilogrammes seulement. Ce fait est, ce me semble, une réponse suffisante à la question que nous adressoit tout-à-l'heure le noble duc auquel je réponds, savoir, si nous n'avions pas été avertis dès la fin de juin, par les plaintes d'un grand nombre de négociants de Bordeaux, d'énormes introductions de sucres étrangers qui se hâtoient d'entrer en consommation pour échapper aux nouveaux droits. De tels avertissements, s'ils nous eussent été adressés, seroient bien inexacts, puisque les mois de mai et de juin ne figurent ensemble, dans les 1,125,653 kilogrammes dont j'ai parlé, que pour 199,353 kilogrammes.

J'entends le noble duc faire remarquer qu'on est à temps encore de se livrer à une telle spéculation, et qu'on a pu avoir intérêt à attendre le dernier moment pour la réaliser. On en a la

faculté sans doute, mais je ne crains pas d'affirmer qu'on ne la mettra pas à profit. Je l'affirme, parceque, même dans l'état actuel du tarif, il n'y auroit à cela aucun avantage, comme le démontrent les calculs divers que j'ai établis; je l'affirme encore, parcequ'il n'est pas admissible que s'il y avoit avantage en effet, on ne se fût pas, depuis six mois que nos propositions sont devant les Chambres, mis en devoir de vider les entrepôts, où il n'a jamais existé moins de 4 à 5 millions de kilogrammes de sucres étrangers.

Je terminerai par une réflexion qui naît tout naturellement de ce dernier fait. Les sucres étrangers abondent en entrepôt; 1,100,000 kilogrammes seulement en ont été retirés en six mois pour notre consommation, qui, pendant la même période, a absorbé 24 millions de kilogrammes de sucres de nos colonies. La loi que vous allez voter impose aux premiers une nouvelle surtaxe de 27 francs 50 cent., et de 33 fr. par 100 kilogrammes, suivant l'espèce. Comment se refuser à reconnoître qu'il y a là une prohibition (1) de fait au profit des

---

(1) La prohibition anglaise dont on a parlé n'est pas d'une autre nature; et la surtaxe destinée à la produire est beaucoup moins élevée, puisqu'elle n'est que de 10 schellings, ou 12 fr. 50 c. par 50 kilogrammes pour



sucres de nos colonies, et que si leurs prix ne s'amélioroient pas à la faveur d'une telle prohibition, il faudroit proclamer l'impuissance des lois à produire un tel effet?

---

les sucres de l'Inde, c'est-à-dire qu'elle excède de 33 pour cent seulement les droits imposés sur les sucres des colonies anglaises. Elle suffit cependant pour exclure presque entièrement les sucres de l'Inde des marchés de l'Angleterre. La nôtre est de 24 fr. 75 c. à 33 fr., c'est-à-dire de 100 à 133 pour cent en sus des droits que paient les sucres de nos colonies. Nous sommera-t-on encore d'imiter l'Angleterre?

---



CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du jeudi 25 juillet 1822.

---

OPINION

DE M. LE MARQUIS DE LALLY-TOLENDAL

Sur le projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBRE

PAIRS DE FRANCE

PROCES-VERBAL

La séance a été ouverte à deux heures par M. le Président de la Chambre.

Le procès-verbal de la séance précédente a été lu et adopté.

M. le Ministre de l'Intérieur a été entendu.

La séance est levée à quatre heures.

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le marquis DE LALLY-TOLENDAL sur le projet  
de loi relatif aux douanes.

MESSIEURS,

J'ai demandé la parole pour dire peu de mots, et ils porteront sur un seul objet, l'état des colonies, l'amendement par lequel a été altérée, à leur égard, la loi des douanes maintenant en discussion.

Même en me renfermant dans cet objet unique; après tout ce qui vous en a été dit à cette tribune depuis deux jours, après toutes les connoissances déployées, tous les calculs déduits devant vous par des orateurs plus accrédités que moi sur pareille matière, je ne pourrois avoir la prétention de vous apporter ni une longue opinion, ni un avis tranchant, sur-tout quand les lumières qui devroient m'éclairer et me fixer ne servent souvent qu'à me rendre

plus incertain, tant elles se combattent l'une l'autre, au lieu de se réunir et de se confondre pour produire une évidence irrésistible!

Ainsi, quand on m'assure positivement d'un côté que nos colonies, dans leur état actuel, suffisent pour le sucre à la consommation entière de la France; on m'assure de l'autre, avec la même précision, ceux-ci qu'il s'en faut d'un cinquième, ceux-là qu'à peine les deux tiers de notre consommation peuvent être fournis par ces colonies. Ainsi, lorsque avec des chiffres on prétend ici me prouver que, dans un temps donné, il y a eu dans nos productions coloniales un progrès de 24 millions de kilogrammes à 42, puis à 50; là, par des arguments tirés des seules lois de la nature, on m'observe que, d'après le nombre des nègres qui est connu, et qui diminue au lieu d'augmenter, d'après la portée du travail le plus actif, qui est également connue, il est physiquement impossible qu'une telle progression soit réelle, et que si elle a paru exister, ce n'a pu être que par l'interlope, par des sucres anglais qui se sont frauduleusement introduits avec la qualification de sucres français.

A peine un homme revêtu d'un caractère officiel m'avoit-il dit positivement : *Le sucre brut*



*de l'Inde vaut 20 francs de plus que le sucre brut de nos colonies; qu'un autre m'a dit avec autant d'assurance : Le sucre brut de l'Inde vaut moins que celui de nos colonies.*

J'ai demandé comment il se faisoit que nos sucres, qui en 1814 se vendoient 85 et même 90 fr., fussent tombés aujourd'hui au-dessous de 60 fr., et l'on m'a répondu : *C'est l'effet de l'importation étrangère.* Mais voilà qu'hier M. le directeur général des douanes m'a démontré, par des calculs précis, que cette importation étrangère, toujours décroissante, étoit réduite presque à rien; et quand j'ai demandé qu'on m'assignât donc une autre cause pour la baisse de nos sucres, qui eussent dû s'élever en proportion du décroissement de l'importation étrangère, on ne m'a plus rien répondu.

Nos chambres de commerce ne sont pas plus d'accord entre elles. Celle de Nantes combat celle de Bordeaux; le commerce de Bordeaux est divisé dans son propre sein, et si quelques négociants de cette dernière ville ont inspiré l'amendement maintenant en litige, d'autres s'en plaignent hautement : j'en ai eu avant-hier au soir une preuve positive, indépendamment de ce qui nous avoit été dit le matin par un noble duc, dans un discours dont la très grande par-

tie étoit remplie des instructions les plus précieuses, et dont je regrette vivement que son noble auteur n'ait pas voulu nous permettre d'ordonner unanimement la publicité.

Enfin, Messieurs, au centre même de l'administration supérieure, vous voyez deux opinions absolument divergentes sur l'amendement intercalé par l'article 6 dans le projet de loi que vous agitez; et certes, on reconnoît qu'il y a des deux côtés lumières, habileté, désir du bien.

Mais au milieu de tant d'incertitudes il est un point démontré, et malheureusement à l'abri de toute contradiction, et c'est celui sur lequel j'ai senti qu'il ne m'étoit pas permis de me taire. Je n'hésite pas à soumettre d'avance mes opinions à une critique plus éclairée que la mienne: mais je dois ma voix au malheur; je dois mon témoignage, toujours vrai, et mon appui, quelque foible qu'il soit, au malheur qui m'invoque. Accoutumé à plaider devant vous, et toujours avec succès, la cause des colons; sommé par beaucoup d'entre eux de ne pas manquer à leur confiance et à ma conscience dans une crise qui leur paroît décisive pour leur destinée; au risque d'entrer dans une lutte inégale, où il n'est pas question de trouver une place pour l'amour-propre, j'ai dû professer de-

vant vous la conviction où je suis de leurs droits, et la connoissance que j'ai de leur malheur.

Il est à son comble, Messieurs, le malheur des colons. Je dois croire qu'il n'est pas connu dans toute son étendue par le très honorable secrétaire d'État, qui discutoit hier si disertement dans cette tribune, et qui, sur tous les autres objets de la loi proposée, m'a convaincu par la bonne foi de ses arguments plus encore que par l'éloquence de ses paroles. S'il savoit à quel point les colons sont malheureux, il en concluroit qu'ils doivent être, sinon les seuls écoutés, au moins les premiers consultés sur les moyens de remédier aux maux qui les dévorent; il en concluroit qu'il faut avant tout, et au prix de tout, venir à leur secours; que la mesure qui doit dominer toutes les autres est de leur procurer l'écoulement de tous les sucres dont ils sont aujourd'hui encombrés; et que, toutes les combinaisons du moment ne pouvant être que provisoires, une diminution temporaire de gain pour les raffineries ne peut, en vérité, être mise en balance avec l'anéantissement des colonies.

C'est trop peu, Messieurs, de dire que les colons sont malheureux, ils sont misérables. Ils le sont à un tel degré que je ne suis pas surpris d'en



avoir entendu quelques uns s'écrier, dans l'excès de leur désespoir: « Ou protégez-nous, ou abandonnez-nous. Ou pourvoyez à notre existence, ou permettez-nous d'y pourvoir nous-mêmes; car nous et nos familles n'avons rien fait pour être livrés à la destruction par le pouvoir qui partout ailleurs conserve, par le pouvoir que nous n'avons pas encore cessé d'implorer, que nous n'avons pas encore cessé de chérir, et qui, dans l'adversité comme dans la prospérité, nous a toujours trouvés aussi fidèles, aussi dévoués, aussi prodigues de nous-mêmes dans notre dévouement, que l'a jamais été aucun de nos compatriotes et de nos co-sujets. »

Depuis deux ans, Messieurs, j'ai suivi avec la plus grande attention plusieurs correspondances soit de la Guadeloupe, soit de la Martinique, mais sur-tout de la Guadeloupe; et parmi les correspondances de cette dernière île, j'en ai suivi deux sur-tout entretenues par les dignes chefs de deux familles distinguées entre celles qu'on respecte le plus, et les grands propriétaires de deux habitations rangées parmi les plus importantes: il n'y a pas une de ces lettres qui ne m'ait fait saigner le cœur. Je n'ai eu ni le projet ni le talent de m'élever à de savantes spéculations, d'approfondir la science

des chiffres. J'ai suivi *terre à terre* (c'est là qu'on rencontre les malheureux) les résultats et la progression de leur déclin, puis de leur détresse, et je viens vous les exposer aussi simplement que je les ai vus.

Ainsi, à propos d'un des objets nécessaires à la culture, je lisois dans une de ces lettres l'année dernière : « Concevez-vous que dans l'état actuel où nous sommes, il nous faille payer à la métropole 2,500 fr. pour des mulets que l'on paie chez nos voisins de terre ferme, 7, 8, ou 900 francs ? » Aujourd'hui j'ai lu dans une lettre toute récente, que j'ai ici, le passage suivant : « L'histoire des mulets est une affaire de vieille date. Maintenant c'est bien pis, car on n'en achète plus à quelque prix qu'ils soient ; témoin une cargaison magnifique arrivée récemment de France à la Pointe-à-Pitre, et qui est demeurée tout entière sur les bras du propriétaire. On n'achète plus rien. Avec quoi achèteroit-on ? on n'a plus une obole. — S'il arrive un ouragan » (et vous savez, Messieurs, que dans ces contrées les ouragans sont à-peu-près périodiques), « s'il arrive un ouragan, la plus grande partie de la population mourra de faim. Est-ce là ce que demande le parti qui veut notre ruine ?... » J'ai lu dans une lettre du pos-

sesseur de la plus belle propriété, écrite en France à son beau-frère : « Envoyez-nous un « peu d'argent si vous pouvez, car nous n'avons « plus de quoi aller aux provisions. » J'ai lu dans une lettre du propriétaire le plus solide, du père de famille le plus révééré, du maître le plus paternel pour les hommes blancs ou noirs à son service : « Ma femme est en couches, et il y a pour tout argent dans la maison deux *moëds* » (le *moëd* vaut 66 francs argent des colonies, environ 42 francs argent de France)... J'ai lu, Messieurs, dans une lettre du 4 octobre 1821 : « La misère est à son « comble... les choses de première nécessité sont « à un prix exorbitant. » Me laisserai-je aller à dire que j'ai éprouvé une consolation de quelques moments, en trouvant dans cette lettre un élan de reconnaissance vers un membre de la Chambre des Députés, qui avoit plaidé avec une courageuse éloquence la cause des infortunés colons ? « J'ai reçu, disoit l'écrivain de cette « lettre, le discours de M. de Sesmaisons. Il a été « lu avec reconnaissance, et l'on s'occupe dans « ce moment de lui en faire des remerciements. »

Mais cette courageuse éloquence n'avoit pas eu le triomphe qu'elle méritoit. Une lettre partic de la Guadeloupe le 9 mars 1822, et arrivée



à Bordeaux le 30 avril, m'a offert les passages  
suivants : « La colonie manque de tout, on y est  
« aussi malheureux que durant l'embargo....  
« Les bâtimens français, dégoûtés de venir cher-  
« cher de si loin une denrée avilie, ne nous ap-  
« provisionnent plus. » La farine, Messieurs, la  
farine! manquoit alors dans la colonie. *Au plus*  
*fort de la pénurie des vivres*, ce sont les expres-  
sions de la lettre, deux généreux Guadelou-  
piens, il faut leur décerner l'honneur de pro-  
clamer leurs noms, messieurs Segond, avoient,  
en bravant tous les hasards, trouvé moyen de  
faire venir de l'île danoise de Saint-Thomas une  
cargaison de farines qu'ils avoient vendue au  
prix de l'acquisition. Action généreuse, mais se-  
cours passager! que la pénurie d'argent, et peut-  
être les droits de la métropole ne permettoient  
pas de renouveler. J'ai lu depuis, dans des  
nouvelles postérieures de la colonie, ces mots  
désespérans : « Il ne s'agit plus de faire du  
« sucre ; il faut planter des vivres et en couvrir  
« nos habitations, car nous pouvons être ré-  
« duits à brouter. » On nous a demandé hier,  
Messieurs, à deux reprises, quel étoit le proprié-  
taire qui, à son gré, vendit suffisamment ses ré-  
coltes? Sans doute parmi nous le propriétaire  
de blés vend aujourd'hui à trop bas prix. Le

propriétaire de vins, sur-tout de vins fins, vend peu depuis deux ans; mais il a de quoi se vêtir, de quoi se nourrir, il ne craint pas de brouter l'herbe; il vend une année, s'il ne vend pas l'autre; il vend plus cher la denrée qui, par l'attente, a acquis une valeur de plus. L'abyme des colons, dans leur état actuel, l'abyme des colons se creuse constamment, journellement, perpétuellement, et bientôt va être sans fonds. Comme l'a observé hier un noble comte, dans un discours dont la Chambre se souviendra longtemps, ici le fonds ne disparoit pas avec les revenus, la propriété reste au propriétaire: dans les colonies, la propriété tout entière se dévore et se détruit.

Et ces lettres, Messieurs, que je viens de vous citer, que vous voyez ici étalées sur le bord de votre tribune, elles ne sont pas des pièces d'apparat, des moyens de spéculation, des adresses à l'autorité ou à l'opinion publique; ce sont des lettres de famille, où des pères et des enfants, des frères et des sœurs, des amis et des amis, mettent en commun pour eux seuls leurs intérêts et leurs sentiments, leurs espérances et leurs inquiétudes. Je ne les ai connues, pour la plupart, que parceque j'ai demandé à les connoître, parceque j'ai voulu éclairer mes récla-

mations, et ne vous parler qu'avec une pleine et entière conviction de ce que je vous dirois.

Hélas ! Messieurs, combien je pourrois étendre et multiplier ces détails ! mais ils seroient trop douloureux à entendre. Je me bornerai à une dernière citation qui me paroît digne de votre attention.

J'ai vu la semaine dernière la facture et le décompte d'une vente de 51 milliers de sucre, envoyés à une personne maintenant à Paris, qui possède une habitation à la Guadeloupe : cette facture est du 13 juillet, elle est signée Jean-Jacques Bosc, nom très accredité à Bordeaux, et en voici le résultat.

Les 51 milliers ont été vendus 23,000 et tant de francs.

Sur ces 23,000 et tant de francs ; il y en a près de 11,000 dévolus au fisc !!!

Les frais de passage, d'emmagasiner, de commission, etc., en emportent environ 4,000.

D'après le décompte signé Jean-Jacques Bosc, il reste net, à la personne propriétaire, 8,700 fr. : voilà ce qui représente pour elle l'intérêt de ses capitaux, les frais de sa culture, l'entretien de son habitation et de ses nègres.

Il lui en faudroit au moins deux fois autant pour défrayer tous ces objets de dépense dans



une seule année : de sorte que , dans une telle position , 8,700 francs de produit net signifient 26,100 francs de perte réelle : voilà aussi des *chiffres*.

Tel est, Messieurs, l'état des colonies françaises. Loin de moi l'idée d'insinuer la moindre inculpation contre le dernier ministère de la marine. Je regarde au contraire comme un devoir, et je me fais un honneur de déclarer que je l'ai vu sans cesse préoccupé des moyens de remédier à des maux si affreux, ayant même déjà réussi à en arrêter la multiplication, à en ralentir du moins l'effrayant progrès, et surtout à préparer la grande mesure, sans laquelle toutes les autres ne seroient qu'un palliatif éphémère, à poser les premières bases d'un système colonial renouvelé dans toutes ses parties législatives, administratives, judiciaires, militaires, agricoles, commerçantes, et financières.

La même idée occupe, on n'en peut douter, les Ministres actuels de Sa Majesté : ils auront la gloire d'élever l'édifice que leurs prédécesseurs ont eu l'honneur de fonder. La raison n'admettoit pas qu'une si grande entreprise pût éclore et se consommer dans cette session nécessairement courte, toute mémorable qu'elle sera, uni-

quement consacrée à établir les bases de l'ordre financier, et à délivrer l'administration des entraves qui l'ont gênée jusqu'ici dans le développement des projets les plus salutaires.

Cependant quelque chose de provisoire devoit être fait; quelque adoucissement immédiat étoit d'une nécessité absolue pour alléger l'insupportable situation des colons. Ils croyoient l'avoir obtenu. La nouvelle loi des douanes, telle qu'elle avoit été présentée par le Gouvernement, avoit rempli ceux de ces colons qui sont en France, et les parents ou correspondants des autres, de consolation pour le moment, et de l'espoir qu'à la prochaine session le grand travail nécessaire à la résurrection des colonies sortiroit tout élaboré des travaux d'un ministère dont les intentions bienveillantes ne peuvent être méconnues. Pourquoi cette consolation a-t-elle été de si courte durée? Pourquoi cet amendement (je le combats avec regret, car il a été présenté par l'organe d'un orateur que, depuis vingt ans, j'ai appris chaque jour à révéler et à chérir davantage: mais il a été plus frappé des craintes du commerce, j'ai été plus ému de la ruine des colonies, et cet illustre ami m'exhorteroit le premier à ne pas tra-

hir à-la-fois ma conscience et mon cœur (\*); pour-  
quoi, dis-je, cet amendement est-il revenu plon-  
ger les colons dans l'abattement et le désespoir?  
Quel argument, Messieurs, vaut leur désespoir  
pour trancher la question? quel étalage de calculs  
peut être plus entraînant que la seule idée de  
leurs douleurs incalculables?

Pour que vous puissiez juger, Messieurs,  
quelle consternation s'est répandue parmi eux,  
je ne puis mieux faire que de choisir, entre  
plusieurs lettres remises dans mes mains, une  
qui a été écrite de Nantes, le 19 juillet dernier,  
et dont je demande à vos Seigneuries la permis-  
sion de leur lire quelques passages. Elles y ver-  
ront en même temps combien le commerce de  
Nantes sympathise avec les colons sur l'amendement qui fait leur désolation.

*Ma lettre close* (mande à une personne de sa  
famille le colon qui écrit), *je viens d'apprendre*  
*que la chambre de commerce de cette ville a adressé*  
*la lettre dont je vous ai parlé à M. le Ministre des*

---

(\*) C'est peut-être la seule question de ce genre sur  
laquelle nos opinions aient été divisées:

*Hæc in re scilicet una*

*Ambo dissimiles, at cætera pene gemelli.*

Avec quel transport je me suis senti réuni à lui plus  
étroitement que jamais le mercredi 24 juillet!.....



finances, à M. de St-Cricq, au Ministre de la marine, etc. Je n'ai pas lu cette lettre; mais d'après ce que j'en ai entendu dire, elle est bien forte de raisonnemens, et attaquée, avec des armes qui devoient être irrésistibles, L'AMENDEMENT RUINEUX.. Il seroit bien à souhaiter que MM. de... (ici sont indiqués nominativement deux Pairs: M. le comte Chaptal en est un; l'autre se refuse à l'honneur d'être nommé dans un sujet où ses lumières sont trop loin d'égaliser son zèle); il seroit bien à souhaiter que MM. de... eussent connoissance de cette lettre. Ne pourriez-vous pas leur faire savoir qu'elle existe entre les mains des personnes que je viens de vous citer? Il seroit de toute importance qu'ils la lussent, et que la Chambre des Pairs la connût. Vous pouvez faire savoir à ces Messieurs que déjà le bruit de cet amendement, qui n'est encore, Dieu merci, qu'en projet, se fait sentir ici. Déjà les sucres de nos colonies, tout bas qu'ils sont, baissent encore, et les sucres étrangers haussent... Je me borne à desirer que la Chambre des Pairs rejette l'amendement, et adopte le reste de la loi, en exprimant toutefois le desir que le Gouvernement, aussitôt qu'il lui sera possible, vienne plus efficacement au secours des colonies, en proportionnant mieux le taux des droits à payer avec le prix actuel de la denrée... Rien n'égale le mécontentement de l'immense majorité du commerce de Nantes. Les

*amis des colonies deviennent de jour en jour plus nombreux. On nous laissera la consolation d'avoir beaucoup de pleureurs à nos funérailles...*

Ces remontrances ou observations adressées aux Ministres, le 15 juillet dernier, par les membres composant la chambre du commerce de Nantes, les voici, Messieurs. Il seroit trop long, sans doute, d'en faire une lecture entière à la Chambre. Je me bornerai à vous citer quelques passages épars dans toute l'étendue de ces observations, et qui vous en feront juger tout l'esprit et toute la teneur.

La Chambre du commerce de Nantes commence par annoncer avec solennité ses observations, et par poser une proposition générale sur le système général des douanes, sur-tout dans ses rapports avec les sucres des colonies françaises.

Nantes le 15 juillet 1822.

*Les Membres composant la Chambre du commerce de Nantes.*

*A son Excellence Monseigneur le Ministre secrétaire d'Etat au département des finances.*

MONSEIGNEUR,

*L'issue de la discussion du projet de loi sur les douanes devant la Chambre des Députés ne fait qu'ac-*

éviter les embarras et les plaintes du commerce.

Votre Excellence a sagement caractérisé le droit mis en France sur les sucres des colonies françaises, en le faisant considérer uniquement comme un impôt de consommation.

Ce seroit, en effet, chose sans exemple, que d'asseoir la perception d'un droit de douane, proprement dit, sur un transport des produits du sol et des manufactures nationales d'un pays français dans d'autres parties du royaume.

Mais s'en suit-il que le droit, quelque nom qu'on lui donne, ne porte en réalité que sur le consommateur, sans affecter sensiblement, nous ne dirons pas les profits du propriétaire colon et du commerçant, mais la rentrée même des capitaux déboursés par eux ?

La solution de cette question a paru bien simple... Une différence, a-t-on dit, sur le droit des sucres en amène une de la même somme sur la valeur ou le prix vénal des sucres, droits compris.

Nous regrettons de ne pouvoir nous empêcher de nous écrier que rien n'est plus faux. ....

Je ne suivrai pas, Messieurs, la Chambre du commerce de Nantes dans cette partie de sa discussion, qu'elle termine par la conclusion suivante: Il n'y a d'autre remède aux maux du commerce, dans l'état présent des choses, qu'une diminution des droits de douane ou de consommation en général,



*mais plus particulièrement de ceux des sucres des colonies françaises, vu l'état de détresse de ces établissements nationaux de commerce et de culture.*

Je me hâte d'arriver à l'amendement, objet direct et unique de ma réclamation, et mes citations ne seront pas longues.

Voici, sur cet objet, les premiers mots de la Chambre du commerce de Nantes : *Un amendement conçu durant le cours de la discussion devant la la Chambre des Députés, est venu singulièrement compliquer les difficultés.*

Voici ce qu'après avoir discuté, conclut la Chambre de commerce : *Nous n'apercevons dans toutes les combinaisons auxquelles donnera lieu l'exécution de l'amendement, que chances favorables pour la fraude, source de déceptions pour le raffineur, et désavantage notable pour le colon français.*

Enfin les dernières paroles adressées au Ministre par la Chambre du commerce, sont celles-ci : *Nous supplions votre Excellence de ne pas s'opposer à ce que l'amendement adopté si précipitamment par la Chambre des Députés soit modifié dans le sens que nous indiquons.*

Cette modification dans le sens de la Chambre du commerce, ce seroit de concilier les divers intérêts nationaux ; d'élever le taux de la prime applicable à

toute exportation de sucres raffinés de nos manufactures, de manière à ne pas interdire, pour cette destination, l'emploi des sucres venant directement des lieux de production par bâtimens français.

*Aller au-delà*, disent les remontrants, c'est protéger la navigation étrangère plus que la nôtre.

Ils avoient dit plus haut, car ils ont traité la question sous ses divers points de vue, *Ce n'est pas dans le trajet d'une des rives à l'autre de la Manche que notre navigation nationale acquerra de grands profits.* . . . .

Telles sont, Messieurs, les remontrances, ou, si on l'aime mieux, les observations présentées au Gouvernement par la Chambre du commerce de Nantes, par cette Chambre respectée pour ses lumières et son expérience. J'ai été frappé de son impartialité, en la voyant tenir la balance entre les commerçants et les colons, peser les intérêts des uns et des autres pour les concilier, et avertir les premiers qu'ils conspireroient contre eux-mêmes, s'ils conspiroient contre les colons.

Quel qu'ait été, Messieurs, l'effet de ces représentations sur les Ministres de Sa Majesté dans des circonstances qu'il leur est difficile de maîtriser, elles avoient produit sur les colons celui de ranimer leurs espérances. Vous

avez pu en juger par le post-scriptum que je vous lisois tout-à-l'heure d'une lettre écrite de Nantes. Dans la lettre elle-même qu'on avoit rouverte pour y ajouter ce post-scriptum, et qui avoit été écrite avant qu'on connût la démarche de la Chambre du commerce, l'abattement de ces infortunés colons se montrait porté au dernier degré. On leur avoit demandé d'ici des renseignements pour les défendre : *Ils seroient superflus aujourd'hui*, répondoient-ils : *nous devons avoir déjà comparu devant la Chambre des Pairs, et avoir été jugés.*

C'est aujourd'hui, Messieurs, qu'ils y comparoissent, c'est aujourd'hui qu'ils seront jugés; au moins ne seront-ils pas condamnés sans avoir été défendus, et cette défense, fût-elle stérile aujourd'hui, ne le sera pas toujours. Mais la Chambre, je dois l'espérer, ne les condamnera pas. La Chambre se ressouviendra qu'elle a toujours protégé les malheureux colons. Deux fois, et la seconde sur mon rapport, elle a secouru ceux de Saint-Domingue; en 1820, et j'avois encore l'honneur d'être rapporteur, il n'a pas tenu à elle de les secourir une troisième fois : la clôture de la session a seule rendu inefficace votre dernier acte de protection. Peut-être eût-on pu et dû la prévenir cette clôture? Peut-être



put-on reprocher au gouvernement d'alors de ne pas se rendre suffisamment justice à lui-même, de ne pas sentir assez la confiance qu'il devoit inspirer, et l'ascendant qu'il lui appartenoit d'exercer, de ne pas oser enfin tout le bien qu'il vouloit: le besoin de ce ministère, d'ailleurs si pur et si respectable, étoit d'*oser s'avancer* — comme le besoin de ses successeurs est d'*oser s'arrêter*. . . . .

Certes, Messieurs, nous n'offenserons point le Gouvernement actuel, que nous voulons tous seconder, et dont la bonne foi attire plus puissamment à lui chaque jour, quand nous rappellerons sa loi des douanes à l'état primitif dans lequel sa sagesse nous l'avoit présentée. Le temps ne nous manque pas, puisque les deux Chambres sont encore en pleine séance, et que la disposition unique que nous modifierions peut, sans aucun inconvénient, être envoyée à l'autre Chambre à travers ses délibérations sur le budget.

N'oublions pas, Messieurs, que M. le directeur général des douanes s'est élevé le premier contre l'amendement qui dénatureroit la loi. Il a dit: *Ma proposition étoit plus dans l'intérêt des colons, l'amendement est plus dans l'intérêt du commerce*. . . . . Mais, mon dieu! ne pourroit-on donc pas enfin concilier ces deux intérêts, au lieu

de les opposer l'un à l'autre? Sans doute l'armateur est Français, le raffineur est Français, le commissionnaire est Français; mais le colon, le planteur, le propriétaire d'habitations françaises, ne sont-ils donc pas aussi Français? N'est-ce donc pas assez que la fiscalité se soit mise à créer un état de guerre entre le Français et le Belge, le Français et le Germain, le Français et le Russe? Faudra-t-il encore qu'elle établisse un état d'hostilité permanente entre le Français et le Français, entre les sujets du même Roi, les enfants du même père, les citoyens de la même patrie? Unissons, Messieurs, je le répète, unissons ces intérêts au lieu de les diviser. Je crois fermement que le premier moyen d'arriver à cette union, est d'effacer l'amendement qui est venu altérer le projet primitif, le projet ministériel, le projet royal de la loi que nous agitions.

Je ne dirai plus qu'un mot. Si, indépendamment des intérêts mercantiles et individuels, on reconnoît que les colonies, comme position militaire, comme principe et aliment de la navigation, comme portion intégrante de la dignité royale et nationale, sont encore d'un prix inestimable pour la France, ne seroit-ce pas tomber dans la contradiction la plus étrange,

que de leur refuser la justice la plus rigoureuse, quand il faudroit leur faire les sacrifices les plus amples? Et si l'éloignement où sont de nous ces colonies nous avoit accoutumés à l'idée peu généreuse de négliger leurs plaintes, ce même éloignement ne nous donne-t-il pas aujourd'hui l'avis salutaire qu'il y a nécessité à nous assurer de leur affection.

Ainsi, Messieurs, avec le plus vif regret de me séparer, sur ce point unique, des propositions du Gouvernement; après une longue hésitation entre deux opinions aussi imposantes que celles du très honorable Ministre des finances et de M. le directeur général des douanes; décidé par ma propre conviction, qui peut n'être qu'une illusion, mais à laquelle je ne puis ni ne dois me dérober; décidé par les représentations de la Chambre de commerce de Nantes; décidé par tout ce qu'ont dit de lumineux à cette tribune les orateurs qui m'ont précédé; décidé sur-tout par le cri de désespoir que l'article 6 a excité de la part des colons, et par le cri de reconnoissance qu'ils avoient poussé en voyant la loi telle que le Gouvernement l'avoit proposée primitivement; je déclare voter pour cette loi, purgée de l'amendement improvisé, qui, contre l'intention et au grand regret de ses auteurs, devien-



dra, je le crains, et vous voyez combien d'autres le craignent avec moi, une mine inépuisable de fraudes, désespérera et désaffectionnera les colons, et même quand il n'y auroit pas lieu à fraude, établira une concurrence meurtrière du marché vivant par lui-même avec le marché fictif et artificiel des colonies, et ruinera le second par le premier.

Je me joins à l'avis du noble duc qui, le premier, a proposé le rejet de cet article 6, et l'adoption de la loi entière moins cet article.

*Dernières paroles de M. le marquis DE LALLY  
à la fin du débat.*

Avant que le très honorable secrétaire d'État des finances commence son résumé, je lui demande, ainsi qu'à la Chambre, la permission de rappeler en deux mots un argument pour lequel j'ai sollicité une réponse, sans pouvoir encore l'obtenir. Voici cet argument bien court, bien simple, bien clair, et à qui j'espère que sa clarté ne fera rien perdre de sa valeur. Je dis au Gouvernement : « Vous avez, dans votre sage-  
« gesse et votre bienfaisance, médité une loi  
« pour nos colonies; vous l'avez proposée, et les  
« colons ont poussé un cri de joie, d'espoir et de  
« reconnoissance. Cette loi a été altérée par un

« amendement subit, imprévu, non discuté ,  
« et les colons ont poussé un cri de désespoir.  
« Pourquoi voulez-vous , dérogeant vous-même  
« à votre propre sagesse et à votre propre bien-  
« faisance, replacer la terreur où vous veniez de  
« faire renaître la sécurité? Pourquoi repousser  
« cette reconnoissance et cette affection qui s'é-  
« lançoient vers vous? Pourquoi vous laisser per-  
« suader de mettre le mécontentement à la place  
« des bénédictions, et de risquer la ruine quand  
« vous avez promis le salut? »

---





CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du jeudi 25 juillet 1822.

---

OPINION  
DE M. LE BARON PASQUIER  
SUR le projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

THE HISTORY OF THE  
CITY OF LONDON

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by J. DODD, in Pall-mall.

1773

Vol. I. A. B. C. D. E. F. G. H. I. K. L. M. N. O. P. Q. R. S. T. U. V. W. X. Y. Z.

Printed by J. DODD, in Pall-mall.

THE HISTORY OF THE

CITY OF LONDON

BY SAMUEL JOHNSON

IN TWO VOLUMES

LONDON: Printed by J. DODD, in Pall-mall.

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le baron PASQUIER sur le projet de loi relatif  
aux douanes.

NOBLES PAIRS,

Je n'ai point, en me présentant à cette tribune, la présomption de traiter dans toute leur étendue les grandes questions soumises en ce moment à la décision de la Chambre. Il ne suffiroit pas, pour les approfondir, d'une opinion de quelques pages : un livre, et même un assez gros livre, pourroit à peine y prétendre. C'est en effet l'économie agricole et industrielle tout entière, dans ses rapports commerciaux et politiques, qu'embrasse la discussion présente; pour en apprécier l'objet, il faut se faire une juste idée de la situation vraie, non seulement de la France, mais du monde tout entier. Qui ne seroit effrayé d'une pareille tâche? Je suis



loin d'aspirer à la remplir ; je me borne donc à quelques considérations générales et à deux ou trois points spéciaux qui se peuvent atteindre plus facilement.

Une grande révolution s'est opérée de nos jours dans le système commercial. Il y a cinquante ans on se disputoit les marchandises ; aujourd'hui ce sont les consommateurs qu'on se veut arracher. Alors on vouloit à tout prix se procurer le coton, le sucre, la cochenille, l'indigo ; aujourd'hui on n'est occupé que de trouver à qui vendre ces denrées, et sur-tout les objets manufacturés dont elles forment les éléments.

Ce nouvel ordre de choses a fait naître des conséquences qu'il est difficile encore de saisir dans toute leur étendue, mais dont l'Angleterre s'est la première aperçue, et qu'elle s'est empressée de mettre à profit. En fermant dès l'origine ses ports à toute industrie étrangère, elle a multiplié, exporté, consommé les produits de la sienne, en même temps qu'elle a su, par son incroyable activité et grace au succès de ses guerres maritimes, accaparer le transport de la meilleure partie des produits du reste du monde. De là sont venues son immense richesse et sa prospérité toujours croissante. La France, placée comme l'Angleterre au premier

rang de la civilisation, a senti le besoin de lutter contre une prépondérance qui s'accroissoit de jour en jour, et pour y parvenir elle a dû naturellement entrer dans une route dont sa rivale avoit montré les avantages; elle a dû aussi protéger son industrie, en repoussant de ses frontières les produits de l'industrie étrangère. Des circonstances extraordinaires, des résolutions malheureuses, le blocus continental par exemple, l'ont conduite dans cette route à des efforts peut-être exagérés, mais qui ont eu cependant pour résultat, et chez elle, et sur une partie du continent associé à sa résistance, le rapide accroissement des produits industriels et agricoles. Cette multiplication de produits dépasse aujourd'hui presque par-tout les besoins, et doit par conséquent rendre chaque jour plus vive l'espèce de guerre que j'ai déjà signalée, et qui a pour objet de se disputer, de s'arracher, non les marchandises, mais les consommateurs.

Un pareil état de choses est-il naturel? Non sans doute. Comment en sortir? C'est une question qui peut-être ne se décidera pas de nos jours, mais qui, de nos jours du moins, peut amener de grands événements. Je ne prétends, à cet égard, adresser aucun reproche à l'administration actuelle: évidemment elle n'a pas eu

le choix du système qu'elle a embrassé; et le directeur général des douanes avoit parfaitement raison lorsqu'hier il abandonnoit devant vous les théories, pour s'en tenir à l'exposition des faits. On ne peut contester ici ni leur empire, ni la nécessité de s'y soumettre, du moins jusqu'à un certain point, car ce seroit un grand mal si on venoit à exagérer cette nécessité.

Gardons-nous donc soigneusement de ce danger, et ne perdons jamais de vue que, dans la situation endolorie où se trouvent les peuples, on ne soulage guère une partie qu'aux dépens de l'autre. C'est une vérité dont il est facile de se convaincre, pour peu qu'on donne quelque attention à ce que nous faisons dans ce moment même. Ainsi, pour porter secours à la fabrication de nos fers, nous fermons un important écoulement pour nos vins; avant peu il nous faudra chercher un moyen de venir au secours de la fabrication de ceux-ci. Pour défendre nos tissus de coton, nous avons, en blessant rudement les intérêts de la Suisse, fait courir peut-être de grands risques à nos fabriques de soieries. Une partie de leur activité est passée dans cette contrée; déjà on y fabrique avec un grand succès les étoffes unies. J'ai entendu dire qu'on y possédoit même des métiers qui jus-



qu'ici avoient été la propriété de la ville de Lyon, et que l'Angleterre n'avoit pu se procurer. Or, la Suisse est située au moins aussi avantageusement que le peut être la ville de Lyon, relativement au marché où se fait le plus grand débit des produits de cette importante cité. Ce seroit donc une erreur de croire qu'il fût possible à un peuple d'isoler impunément ses intérêts de ceux des autres peuples : il n'y a point de pays qui n'ait besoin des autres, et dans cette guerre des industries comme dans celle des armes, il ne faut avancer qu'avec prudence, car on y doit aussi craindre les représailles. La France, dans cette guerre, doit sur-tout ménager l'Allemagne, dont elle a intérêt de rester amie; il doit même être dans sa politique bien entendue d'y soigner les intérêts des puissances intermédiaires, de celles bordant les rives du Rhin, et dont il peut en mille occasions lui être très utile d'avoir obtenu la bienveillance, d'avoir acquis l'attachement. Ce sont les vieux éléments de la politique française, et il n'y a aucune raison pour en sortir.

Si ces considérations, comme je le crois fermement, ne sont pas sans quelque force, elles doivent faire sentir davantage tout le péril qu'il y auroit à exagérer un système dont on peut re-

connoître la nécessité momentanée, mais dans lequel on ne doit jamais s'avancer sans penser que ce sera un jour heureux que celui où on en pourra sortir. Le résultat certain de ce système est de nous conduire peu-à-peu à la triste nécessité de renoncer à toute ou presque toute exportation de nos produits naturels. Avant de se résigner à cette privation, et pour être un peu plus en état de la supporter, il faudroit au moins s'être très sérieusement occupé des moyens d'accroître la consommation intérieure. De ce côté la France, il faut en convenir, a des avantages qui, s'ils sont bien exploités, peuvent lui donner, plus long-temps peut-être qu'à aucune autre puissance, le moyen de tenir bon dans la lutte où elle est engagée. Avec une population de 28 millions d'habitants, multipliée par un tel nombre, la plus légère addition aux facultés consommatrices de chacun est d'une importance extrême, et peut donner des résultats capables de contrebalancer à eux seuls la plus importante des exportations connues. Mais combien ne faut-il pas de circonstances heureuses, de tentatives habilement senties par une habile administration, pour amener cet accroissement de facultés, et pour répandre l'aisance générale qui la doit produire!

Alléger les charges publiques, ouvrir des canaux, faciliter toutes les communications, voilà sans doute les vrais, les seuls moyens d'obtenir ce grand et important résultat ; malheureusement les circonstances ne permettent pas toujours de faire aussi vite qu'on le voudroit ce qui seroit le plus desirable à cet égard. Toutefois on ne peut trop insister ici sur cette nécessité d'ouvrir des communications, sans lesquelles l'exploitation d'une importante partie de nos richesses territoriales restera toujours impossible, faute desquelles une juste proportion entre les valeurs et les prix des choses ne pourra jamais s'établir dans les différentes parties du royaume. Or, c'est cette juste proportion qui amène tout à-la-fois le bon prix pour le producteur, et le bon marché pour le consommateur ; bon marché qui seul est le principe de tout accroissement de consommation. Et ici qu'il me soit permis de m'arrêter un moment pour repousser l'espèce d'anathème qui, dans votre avant-dernière séance, a été lancé par un noble duc contre ce bon marché, que j'appelle de tous mes vœux. Il me paroît être tombé à cet égard dans la plus grande de toutes les erreurs. Voici les principes. Pour gagner beaucoup, il faut vendre beaucoup ; pour vendre beaucoup,



il faut vendre à bon marché; augmenter son débit en diminuant ses prix, a toujours été et sera toujours un acte d'habileté. Pour diminuer les prix je conviens qu'il faut se rendre habile dans la fabrication; c'est ce que l'Angleterre a su faire si admirablement depuis cinquante ans environ: sachons l'imiter en ce point: c'est le seul moyen de la combattre avec succès. Mais à une époque récente on a bien payé le sucre 6 fr. la livre, et personne ne se plaignoit, a dit le noble duc; à cela je répons que tout le monde se plaignoit, et que cette plainte étoit sur-tout articulée de la manière la plus formelle par le fait de l'incroyable diminution dans la consommation qui eut lieu à cette époque. Personne n'ignore en effet que 7 ou 8 millions de kilogrammes de sucre suffisoient alors à une consommation qui en demande aujourd'hui 70 millions. Je ne crois pas qu'il soit jamais possible de produire un plus puissant argument en faveur du bon marché, et contre l'exagération des prix.

Vous le voyez donc, nobles Pairs, ce n'est pas une petite question que celle de cette surtaxe dont nous allons grever les sucres étrangers pour élever sur notre marché la valeur des sucres de nos colonies. Mais avant d'arriver à cette question, la plus importante du projet,

je crois devoir vous soumettre quelques observations fort courtes sur les articles du projet relatifs aux fers et aux bestiaux. Sur le premier objet, j'aurois désiré que les mesures prises pour repousser la concurrence étrangère ne fussent que temporaires. Par ce moyen nos propriétaires de forge auroient été bien avertis qu'il falloit profiter du temps pendant lequel cette protection leur étoit accordée, pour perfectionner leurs procédés, et pour se donner les moyens de lutter ensuite avec succès contre cette concurrence étrangère qu'ils ne sont pas aujourd'hui en état de supporter. Plusieurs d'entre eux ont déjà fait à cet égard de très louables et très utiles efforts. Mais qui sait s'ils auroient songé à les faire sans l'opposition de ces fers anglais fabriqués par des moyens si économiques et offerts en conséquence à des prix si avantageux pour le consommateur? N'est-il pas à craindre que faute de la précaution que j'indique, on ne voie trop long-temps nos maîtres de forge, assurés de jouir sans peine des avantages que la loi actuelle va leur assurer, s'endormir dans une honteuse incurie, se traîner dans une misérable routine, et reculer devant les sacrifices qu'exige nécessairement l'établissement des nouvelles machines? S'il en

étoit ainsi, l'infériorité certaine dans laquelle nos usines ne pourroient manquer de demeurer vis-à-vis des usines étrangères, et le haut prix certain dans les fers qui en résulteroit, frapperoient de la manière la plus sensible et notre agriculture, qui emploie une quantité si considérable de ce métal, et tous nos arts utiles; car il n'en est aucun qui ne le réclame, ou comme élément, ou comme instrument indispensable. Que si on impose à ces arts une condition aussi dure, il faut s'attendre à les voir eux-mêmes demeurer dans une perpétuelle infériorité avec ceux de la nation qui les affranchit de cette entrave.

Je passe à la disposition relative aux bestiaux: celle-là est plus importante encore, car les produits naturels sont ceux auxquels l'État doit sa première protection, et ce sont aussi ceux dans lesquels les conséquences d'une erreur se font nécessairement sentir de la manière la plus grave. On s'est décidé au parti qu'on a pris, en vue de la baisse considérable qui s'étoit fait sentir dans le prix des bestiaux par suite de l'importation étrangère; ainsi le but de la loi est de maintenir le bétail au prix où il étoit il y a deux et trois années. Ici se présente une question fort grave, et peut-être y a-t-il lieu de donner au



producteur un avis fort important. Je ne conteste pas la nécessité où a pu être le Gouvernement de lui donner satisfaction pour le premier moment, mais je voudrois qu'on s'efforcât de l'éclairer sur ses véritables intérêts qu'il me paroît entendre assez mal. Il se pourroit en effet qu'il se placât, sans s'en apercevoir, dans un cercle vicieux. Que veut-il, en effet, ce producteur? il veut accroître la valeur de sa propriété, et ici le producteur de bestiaux ne peut être séparé du cultivateur, car il doit être nécessairement l'un et l'autre : accroître le nombre de ses bestiaux est pour le cultivateur la plus grande source possible de richesse ; c'est par cet accroissement seul que l'agriculture peut arriver à recevoir tout son développement ; mais est-ce bien sérieusement que le cultivateur peut se flatter d'accroître le nombre de ses bestiaux et de les maintenir au même prix? Avec ce même prix il lui est impossible d'augmenter son débit, et par conséquent ses bêtes doivent rester invendues ; mais que les prix diminuent, alors le nombre des consommateurs augmentera sensiblement, et le vendeur retrouvera, et au-delà, sur la quantité de ses ventes ce qu'il perdra sur le prix de chacune d'elles. Il est certain qu'en France la consommation de la viande n'est ni ce qu'elle

pourroit ni ce qu'elle devoit être ; il importe de l'encourager, car elle rend la vie de l'homme et meilleure et plus forte ; mais comment opérer cet encouragement, si ce n'est par la baisse des prix ? Que les cultivateurs, que les producteurs, aient le courage de supporter cette baisse pendant quelque temps, et ils ne tarderont pas à en être récompensés par l'accroissement de leur débit. A cet égard un grand exemple leur est offert par l'Angleterre ; tout y est infiniment plus cher qu'en France : la viande seule ne participe pas à cette énorme différence, mais aussi la consommation en est beaucoup plus considérable, et, grace à cette consommation, l'agriculture est sensiblement vivifiée par le nombre des bestiaux.

En considérant les choses sous cet aspect, on verra peut-être que l'importation des bœufs étrangers avoit beaucoup moins d'importance qu'on ne l'a cru d'abord ; mais il existe un autre abus auquel le Gouvernement peut être appelé à remédier. Il paroît constant qu'il s'exerce à Paris un monopole qui empêche le prix de la viande en détail de suivre le cours de la viande sur pied ; si cela est réel, le mal est d'autant plus grand qu'il empêche cette extension de consommation qui, comme je le disois tout-à-l'heure,

doit être pour le producteur le dédommagement du bas prix. Comme les bouchers ont à Paris une organisation, laquelle est une espèce de privilège qu'on pourroit toujours leur retirer, il doit être facile de les remettre dans la bonne route.

Me voici arrivé enfin à l'article des colonies, aux avantages qui leur sont assurés par le projet que vous discutez, et que quelques personnes voudroient ou croiroient augmenter encore en supprimant ceux qui, sur la proposition de M. Lainé dans l'autre Chambre, ont été accordés aux raffineries de sucre étranger destiné à l'exportation. Je m'oppose à cette suppression : pour motiver mon opposition j'ai besoin d'établir clairement la position actuelle des colonies telle que je la conçois. Le malheur des colons français de la Martinique et de la Guadeloupe n'est point un fait douteux pour moi ; je reconnois sans difficulté qu'il faut leur prêter secours, puisqu'ils sont au moment de périr sans ce secours ; mais il importe dans leur intérêt même de ne pas se tromper sur les effets de ce secours, sur ses conséquences, et sur-tout sur la durée qu'il peut avoir.

Leur malheureuse situation tient-elle à des circonstances qui se peuvent changer ? ce chan-



gement peut-il venir d'eux ou de la métropole, et s'il ne s'opéroit pas, est-il croyable que les sacrifices qu'on demande aujourd'hui à la métropole puissent se soutenir long-temps? Un noble Pair a dit justement qu'à l'établissement des colonies un contrat s'étoit formé entre elles et la mère patrie. Celle-ci leur avoit dit: vous ne recevrez rien que de nous, toutes vos consommations vous seront fournies par nous; mais aussi je vous assure chez moi le débit exclusif de vos produits pour toute la quantité que vous pourrez fournir et que je pourrai consommer. Rien de mieux, rien de plus juste, sans doute. Ce marché a été avantageux aux deux parties, et tant que l'avantage a existé et qu'il a été réciproque, il s'est exécuté sans difficulté. Ainsi s'il arrivoit que cet avantage cessât, qu'il cessât pour la partie contractante la plus forte, la plus puissante, qu'il cessât de manière à ne pouvoir jamais renaître, est-ce sérieusement qu'on pourroit se flatter de maintenir long-temps l'exécution d'un pareil traité? N'est-il pas au contraire dans la nature des choses qu'il tombe et se détruise de lui-même? Eh bien! Messieurs, telle est aujourd'hui la véritable situation des colonies vis-à-vis de la France, que, dans le maintien absolu des traités,

la France seroit évidemment sacrifiée si les colonies ne trouvoient le moyen de lui offrir leurs denrées à un prix analogue à celui qu'elles obtiennent dans le reste du monde commerçant. Veuillez ne pas perdre de vue ce qu'étoient avant la révolution les colonies françaises; voyez cette ile de Saint-Domingue offrant, par ses richesses, par son énorme population, laquelle alloit toujours croissante, le débouché le plus important aux produits naturels et manufacturiers de la métropole; voyez-la fournissant des sucres à cette métropole avec une telle abondance, et à un prix si modéré pour ce temps, qu'ils étoient pour la France une source de bénéfices continuels, tant par la réexportation simple, que par les moyens d'échange qu'ils lui fournissoient avec le reste de l'Europe.

Que reste-t-il de toute cette splendeur? deux colonies d'une population très médiocre et qui ne sauroit en quelque sorte s'accroître, qui dès-lors ne consomme presque rien en comparaison de ce que consommoit Saint-Domingue. Ces deux colonies cultivent le sucre à la vérité; mais elles ne le produisent qu'à un prix si élevé, comparativement aux sucres de l'Inde et du continent américain, qu'on ne le peut faire entrer dans aucune autre consommation euro-

péenne que celle de la France où elle est forcée. Dès-lors avec ce sucre plus de moyens d'échange, plus de réexportation possible à l'avantage de la métropole. Dans une telle situation ne doit-on pas comprendre qu'il y a impossibilité à ce qu'un grand pays supporte long-temps des sacrifices sans compensation? N'y a-t-il pas dans la position des peuples des circonstances supérieures à toutes les résolutions même les plus justes dans leur origine, les plus généreuses dans leur persévérance? A qui persuadera-t-on qu'il soit possible, quand le sucre se vendra six ou huit sous la livre dans toute l'Europe, de le faire éternellement payer en France seize et dix-huit sous? La contrebande seule auroit bientôt mis bon ordre à un état de choses tellement forcé.

Que faire donc pour être tout à-la-fois juste, secourable et raisonnable envers les colonies? Et d'abord je prie qu'on ne me suppose pas la pensée qu'il faille les abandonner à leur malheureux sort, s'en détacher en quelque sorte avec une coupable indifférence. Quand bien même elles cesseroient d'être utilement productives pour la mère patrie, il devroit encore y être attaché une grande importance comme position militaire, comme station maritime,



comme point de relâche et de communication avec ce continent du sud de l'Amérique, évidemment destiné à jouer incessamment un rôle si important dans le monde commercial, et avec lequel par conséquent toutes relations possibles doivent être entretenues avec le plus grand soin. Partant de cette vérité bien reconnue, je me dis que puisqu'un secours est indispensable, il le faut accorder sans hésiter. J'adopte donc la proposition de la surtaxe à établir sur les sucres étrangers; elle doit assurer en France le débit des sucres de nos colonies, et elle doit donner à ces sucres une valeur artificielle, si je puis m'exprimer ainsi, mais qui est indispensable dans le moment présent pour que les colons puissent supporter les frais de leur culture actuelle. En faisant cette concession on doit bien penser, d'après ce que j'ai dit plus haut, que je ne saurois la regarder comme perpétuelle, et qu'elle ne sauroit être à mes yeux qu'une mesure transitoire destinée à donner aux colons le temps nécessaire pour améliorer leur culture, pour en diminuer les frais, de manière à ce qu'il y ait pour eux quelque moyen de soutenir la concurrence des cultures étrangères.

Je crois de la plus haute importance qu'ils soient bien avertis qu'ils n'ont point de temps

à perdre pour arriver à ce résultat, pour mettre enfin ordre à ces affaires. Puisque j'ai prononcé cette dernière parole, je dois y donner quelques développements. Les affaires des colons français de la Martinique et de la Guadeloupe sont excessivement mauvaises, et, il ne faut pas s'y tromper, elles ne se rétabliront pas uniquement par quelques changements dans la forme de l'administration coloniale, changements qu'on demande cependant avec beaucoup de chaleur, et qu'on reproche vivement au Gouvernement de n'avoir point encore opérés. A cet égard, je n'aurai que fort peu de mots à dire. Le régime municipal paroît être celui qu'on invoque pour les colonies avec le plus de confiance; et en effet il semble fort naturel au premier coup-d'œil de croire que ce régime tout paternel, et dans lequel les citoyens sont appelés à faire en commun leurs affaires à-peu-près comme elles se font dans un conseil de famille, seroit tout-à-fait approprié à une société placée si loin de l'œil du Gouvernement. Toutefois, on ne fait pas une réflexion bien simple, et qui, à elle seule, rend au moins très problématique la possibilité de ce régime municipal tant invoqué. On ne pense qu'il est à-peu-près impossible d'organiser aujourd'hui dans les colonies soit

des municipalités, soit des assemblées coloniales, sans y ramener à l'instant cette terrible question de l'état des personnes, sans mettre en présence les intérêts des blancs, et ceux des hommes de couleur de toute espèce. Qu'on veuille bien se souvenir que c'est à ce conflit d'intérêt qu'a été due principalement la catastrophe épouvantable de Saint-Domingue, et peut-être sera-t-on un peu moins affirmatif dans les conseils et dans les reproches qu'on ne cesse sur ce sujet d'adresser à l'administration. Laissons donc de côté ce remède imaginaire, et allons chercher le mal où il est actuellement. Un noble Pair soumit avant-hier à cette tribune une exposition très vraie des besoins de la propriété foncière dans les colonies. Il vous a parfaitement expliqué comment ces propriétés avoient, plus qu'aucunes autres, besoin pour leur exploitation du secours de capitaux en argent fort considérables : or les colons n'ont pas ces capitaux, et ils ne peuvent les emprunter qu'à des intérêts exorbitants; tant qu'ils seront réduits à cette nécessité, il est sensible que leur culture sera ruineuse, et que leurs produits ne pourront soutenir aucune espèce de concurrence. Mais à qui la faute si cet état de choses subsiste? Disons-le nettement : tant que les co-



lons ne paieront pas leurs dettes, tant qu'ils persisteront à ne vouloir donner pour gages à leurs créanciers ni leur personne, ni leurs propriétés, ils seront sans crédit, et leur ruine se consommera chaque jour davantage. Il y a donc sur ce sujet un changement indispensable à faire dans la législation qui les régit : non seulement ils doivent se soumettre à ce changement, mais ils doivent le solliciter; ils doivent enfin, et avant tout, compter avec leurs créanciers actuels, faire avec eux des arrangements certains, se résigner même à des cessions de propriétés quand il n'y aura pas d'autres arrangements possibles. Cela fait, ils redeviendront vraiment propriétaires, car aujourd'hui ils ne le sont pas : comme tels, ils auront du crédit; ils pourront faire à leur culture toutes les améliorations désirables; ils pourront lui donner toute l'activité dont elle est susceptible; alors, et alors seulement, on saura s'il est pénible de cultiver le sucre dans nos Antilles avec un bénéfice convenable, et en le tenant à un prix qui ne soit pas trop disproportionné avec celui du reste du monde, qui soit tel enfin que la métropole puisse consentir à faire de ce sucre la base de son approvisionnement. En dernière analyse, disons qu'il faut que les colons apprennent à s'aider eux-mêmes, à connoître

leur vraie situation , et se résignent enfin à accepter les remèdes pénibles sans doute , mais qui seuls peuvent rendre leur condition meilleure ; que s'ils n'ont pas le courage nécessaire pour s'exécuter ainsi eux-mêmes , je le dis avec une intime conviction , tous nos efforts pour les secourir seront vains , tous les sacrifices que la France se sera imposés pour atteindre à ce but seront nuls et de nul effet. Avec une telle persuasion , on doit bien penser que je ne me résignerai pas à sacrifier pour un résultat incertain , des intérêts palpables , lesquels sont défendus et protégés par tous les principes qui régissent notre système de douane et d'entrepôt. Ceci me conduit à l'article de la loi qui a été produit par l'amendement de M. Lainé , article dont je demande le maintien avec la plus vive instance. Je dois démontrer d'abord que cet article est juste en lui-même , et ensuite qu'il n'est nullement contraire aux intérêts bien entendus des colonies.

Il est juste et conforme aux principes , puisqu'il tend à favoriser une industrie dont le résultat est d'accroître par une main d'œuvre française la valeur d'une production étrangère , pour reporter ensuite à l'étranger cette production ainsi améliorée. Certainement s'il y a une bonne

opération, c'est celle-là. Je n'en connois aucune qui puisse être mieux avouée dans les principes d'une saine économie politique, et quand on pense que l'industrie qu'il s'agit ici de favoriser est celle des raffineries de Nantes, du Havre, et de Bordeaux, on se demande s'il seroit donc possible que de telles villes ne méritassent pas de la part du Gouvernement une protection au moins égale à celle qui est due aux colons de la Martinique. Certes la ville de Bordeaux est déjà assez maltraitée par toutes les entraves qui sont mises à son commerce de vins pour qu'on doive y regarder à deux fois avant de lui imposer une privation nouvelle; et quand on peut ensuite ajouter que cette privation seroit en pure perte pour le bien-être de nos colonies, qu'elles n'en vendroient pas une livre de sucre de plus, en vérité, on ne sauroit concevoir un motif d'hésitation. — Cette dernière vérité est celle qui me reste à démontrer. Partons d'abord d'un fait incontestable. Au prix actuel des sucres provenant de nos colonies, il est évident qu'ils ne se peuvent présenter sur aucun marché de l'Europe autre que celui de France, où ils sont protégés par les surtaxes établies sur les sucres étrangers. Qu'ils soient bruts ou raffinés, leur condition ne change pas pour cela; dans l'un comme dans



l'autre état, ils ne peuvent supporter aucune espèce de concurrence libre. Personne ne peut donc raisonnablement songer à raffiner en France des sucres de nos colonies, en but de les réexporter. Maintenant quelle seroit la condition des sucres étrangers, des sucres de l'Inde par exemple, si la surtaxe qu'ils paient en France, ou seulement une partie de cette surtaxe, devoit leur rester imposée, dans le cas où ayant été raffinés en France, on voudroit les réexporter à l'étranger? Il est évident qu'ils ne pourroient supporter nulle part la concurrence avec les sucres de l'Inde raffinés hors de France, et qui n'auroient été frappés d'aucune surtaxe. Donc il seroit impossible de raffiner en France aucune espèce de sucre pour la porter à l'étranger: ce seroit ainsi une branche d'industrie entièrement perdue; ce seroit encore un moyen d'échange entièrement retranché, et cela sans qu'il en résultât le moindre profit pour personne, pour les colons français pas plus que pour aucun autre. Mais, dit-on, on raffinera en France des sucres français, et on les exportera à la place des sucres de l'Inde, qu'on fera alors entrer dans la consommation française. Sans vouloir disputer, comme je le pourrois très bien faire, tous les prétendus avantages de

cette spéculation , je rappellerai d'abord que M. le Ministre des finances a parfaitement démontré hier combien il seroit facile à la douane de s'opposer à une semblable fraude. A cet égard, on ne sauroit révoquer en doute l'habileté de la douane française, et on ne voit pas pourquoi elle seroit plutôt en défaut dans cette occasion que dans toute autre, sur-tout quand on veut bien prendre la peine de penser que le travail des raffineries se fait dans de fort grands établissemens, qui, par cela seul, sont très aisés à surveiller. Mais, admettant pour un moment cette fraude possible, je crois pouvoir soutenir hardiment que le dommage, s'il existoit, pourroit tout au plus porter sur les intérêts du fisc, mais n'atteindroit en aucune manière ceux des colons. N'est-il pas sensible en effet que chaque livre de ce sucre de l'Inde qui, au dire des colons, entreroit dans la consommation française, n'y entreroit qu'en remplacement d'une livre de sucre français, lequel seroit exporté et vendu à l'étranger? Or, comme cette exportation et cette vente de sucre français à l'étranger auroient été parfaitement impossibles, ainsi que cela a été démontré plus haut, si cette nouvelle facilité n'avoit été donnée, il résulte clairement de cette compensation que le débit du sucre

français reste toujours le même dans l'une comme dans l'autre hypothèse. Qu'importe en effet que ce sucre soit vendu à l'étranger ou en France, si cette circonstance ne fait rien à la somme des ventes?

Vous le voyez donc, nobles Pairs, les colons sont ici par le fait entièrement désintéressés ; vous n'écoutez donc point une susceptibilité d'intérêt mal entendue, et dont le résultat seroit de paralyser une industrie fort utile, et de priver des citoyens français de bénéfices fort légitimes et tout-à-fait utiles à la chose publique, puisqu'ils tendent à nous donner les moyens d'entretenir avec l'étranger des relations que nous devons ménager le plus possible.

C'est ici le lieu peut-être de rappeler ce que je disois en commençant, que si la force des choses nous obligeoit à maintenir un système qu'on ne peut s'empêcher de considérer comme tout-à-fait contraire à l'ordre naturel des choses, du moins faut-il éviter avec soin le tort de l'exagérer sans nécessité. Ses conséquences sont déjà bien assez lourdes, et loin de les aggraver il faudra bien plutôt, aussitôt que l'occasion s'en présentera, nous occuper du soin de les atténuer. Espérons que quelque circonstance favorable nous en donnera bientôt le moyen ; je ne



puis me persuader qu'un état de chose si forcé soit éternel. Les peuples européens m'apparaissent aujourd'hui comme des armées ennemies, campées sur des hauteurs, les unes en face des autres; aucune ne veut se hasarder à descendre dans la plaine: il faudra bien cependant que l'une d'elles à la fin se décide à abandonner cette position. Sera-ce la plus habile, ou la plus téméraire, ou la plus nécessaire? le temps seul et les événements nous l'apprendront. En attendant, je le répète, n'avancons qu'avec prudence et qu'autant qu'il sera jugé absolument nécessaire dans cette route si dangereuse du système prohibitif.

Je vote pour le maintien de l'art. 6.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du jeudi 25 juillet 1822.

---

## RÉPONSE.

DE M. LE COMTE DE SÉGUR

AUX discours prononcés dans la précédente séance  
par le Ministre des finances et le Directeur-général  
des douanes.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

# CHAMPAGNE

## PALES DE CHAMPAGNE

Le Champ de Mars est un des plus beaux jardins de Paris. Il est situé entre la Seine et la Bastille. Il est très grand et très agréable. On y va souvent pour se promener et pour respirer le frais air.

Il y a beaucoup de fleurs et de verdure. Les enfants aiment à y courir et à se divertir. Les parents y emmènent souvent leurs enfants pour leur faire prendre l'air.

Le Champ de Mars est très fréquenté. On y voit beaucoup de monde. C'est un lieu très agréable pour se promener et pour se divertir.

Il y a beaucoup de fleurs et de verdure. Les enfants aiment à y courir et à se divertir. Les parents y emmènent souvent leurs enfants pour leur faire prendre l'air.

Le Champ de Mars est très fréquenté. On y voit beaucoup de monde. C'est un lieu très agréable pour se promener et pour se divertir.

Il y a beaucoup de fleurs et de verdure. Les enfants aiment à y courir et à se divertir. Les parents y emmènent souvent leurs enfants pour leur faire prendre l'air.



# CHAMBRE DES PAIRS.

## RÉPONSE

DE M. le comte DE SÉGUR aux discours prononcés dans la précédente séance par le Ministre des finances et le Directeur-général des douanes.

MESSIEURS,

Après une discussion aussi approfondie, je n'ai point la présomption d'ajouter de nouvelles lumières à celles que plusieurs orateurs ont répandues sur la question qui nous occupe. Comme je ne veux pas abuser de l'indulgence de la Chambre, je serai court, et je ne me permettrai de vous présenter que quelques observations relatives aux réponses qui m'ont été faites par M. le Ministre des finances et par M. le directeur des douanes.

D'abord, je vous prierai de remarquer que l'un et l'autre n'ont pas suffisamment compris mon opinion; ils la combattent comme si elle avoit eu pour objet de défendre la liberté illimitée du commerce, et comme si je m'étois opposé à la juste protection qu'exige notre industrie nationale. Ce n'est point cette protection que je crains; je la provoque même pourvu qu'elle soit juste, et qu'elle ne blesse pas les intérêts généraux de notre commerce,

pour en favoriser de partiels. Je desire en un mot, que l'élévation des tarifs secoure l'activité de notre industrie sans fermer la porte, par des prohibitions, à toute concurrence.

Sans concurrence, le consommateur est sacrifié au producteur, et l'industrie du producteur lui-même est paralysée dès qu'elle n'est plus excitée par l'aiguillon de l'émulation et de la rivalité. C'est cette émulation qui a déjà fait faire tant de prodiges à nos manufactures, et même à nos fabriques de fer et d'acier.

M. le Ministre des finances nous assure, qu'avant de rédiger la loi, il a consulté tous les divers intérêts; je le crois; mais je doute qu'on lui ait porté toutes les lumières qu'il appeloit.

En général c'est la branche d'industrie qui réclame un privilège qu'on voit le plus empressée d'exposer au Gouvernement ses souffrances et ses vœux : les plaintes des autres n'arrivent que tardivement et lorsqu'elles se sentent frappées par les représailles de l'étranger. Quant aux réclamations des consommateurs, elles n'arrivent jamais; comme ils ne forment point d'associations, ils souffrent et se taisent. Mais le devoir de les protéger n'en est pas sans doute moins sacré.

Par exemple, les maîtres de forges, qui réclarent le monopole du fer, conviennent, dans un de

leurs *Mémoires*, que l'excédant de dépenses causées à l'agriculture par le renchérissement des fers, pourroit être de 50 francs par charrue; hors, suivant *Lagrange* et *Lavoisier*, on peut compter en France neuf cent vingt mille charrues: ainsi le dommage causé à l'agriculture, par la surtaxe des fers, s'élèveroit à 46 millions.

Il me semble, si ma mémoire est fidèle, que M. le Ministre des finances, en remarquant avec raison le peu d'étendue de la consommation de nos vins en Angleterre, où ils ne sont qu'un objet de luxe, a négligé de mettre en balance l'immense consommation de nos vins et de nos eaux-de-vie dans tout le reste de l'Europe.

D'après des tableaux connus, l'exportation de nos vins et eaux-de-vie s'est élevée, en 1778, à 24 millions de francs; en 1790, à 48 millions; *Bordeaux* seul, dit M. le comte *Chaptal*, exporta cette même année trois cent mille pièces de vins.

On compte en France deux millions d'hectares cultivés en vignes; que deviendront ces millions de cultivateurs frappés par les représailles étrangères, et tous ceux que cette branche d'industrie emploie dans nos villes de commerce?

Je ne reparlerai pas ici des dommages non moins funestes dont les mêmes causes mena-



cent une foule d'autres branches d'industrie; le temps ne les fera peut-être que trop ressentir.

M. le Ministre des finances ne craint pas, autant que moi, la guerre de douanes que nos prohibitions peuvent attirer contre la France.

Je me bornerai à le prier de se souvenir que les hostilités mercantiles se sont souvent changées en hostilités plus funestes. Le commerce a souvent armé les nations qu'il devoit unir. L'Angleterre et la Hollande en ont fourni plus d'un exemple, et, dans le dernier siècle, la guerre s'est élevée entre l'Espagne et l'Angleterre relativement à une querelle sur le commerce du bois de campêche.

M. le directeur-général a porté sa conviction au point de nous déclarer que, si l'expérience même démontroit qu'il résulte pour nous, du nouveau tarif, plus de pertes en exportations que nous ne gagnerons par la prohibition des bestiaux et des fers étrangers, ce ne seroit pas encore une raison pour refuser un monopole sans lequel il craint de voir nos forges tomber, et l'éducation de nos bestiaux cesser totalement.

Je crois, cependant, que les plaintes nombreuses dont il seroit alors assailli, attireroient bientôt toute sa sollicitude.

Je dois ici répondre à une question que M. le directeur m'adresse; il me demande si je jugerois possible de permettre, sans les plus graves inconvénients, l'importation en France des blés d'*Odessa*. Je lui dirai ce qu'il sait tout aussi bien que moi, qu'il est impossible de confondre ce genre de commerce avec les autres; car dès qu'il est question de blé, il s'agit alors de la subsistance du peuple et de la tranquillité publique.

La trop grande abondance de cette denrée est un mal, la disette est un fléau; le Gouvernement, seul à portée d'être instruit à temps de la hausse et de la baisse du prix des grains, peut seul en défendre ou en favoriser convenablement l'entrée. C'est peut-être le plus important et le plus difficile des devoirs de l'administration, et sur ce point je m'en rapporte pleinement à sa sagesse.

M. le Ministre des finances se montre un peu plus disposé que M. le directeur-général à partager quelques unes de nos craintes. Il convient qu'en pareilles matières le doute est sage, que les inconvénients sont possibles; mais il pense que l'adoption de la loi lui laissera tous les moyens et lui donnera même plus de force pour amener les puissances qui nous entourent à faire cesser par des conventions conci-

liatrices les plus graves dangers des prohibitions réciproques. Il écarte en conséquence la mesure d'ajournement que M. le marquis de Marbois et moi nous proposons à la Chambre.

Le Ministre prétend même que si la loi n'étoit pas adoptée le nouveau tarif ne pourroit plus être mis en action, et qu'ainsi nous resterions exposés sans défense aux dangers de l'importation étrangère et aux prohibitions dont notre industrie est frappée.

J'avoue que loin d'être convaincu par cette objection, je ne l'ai pas même parfaitement comprise. En effet, il est évident que le rejet de la loi ne seroit qu'un ajournement; et dans cet état de choses le Gouvernement resteroit toujours investi du droit qu'il a de modifier, augmenter, diminuer, provisoirement les tarifs de l'ancienne loi, jusqu'à la prochaine session.

Je reste d'ailleurs toujours persuadé, relativement aux négociations que le tarif peut rendre nécessaires, qu'elles seront plus faciles lorsqu'il ne faudra rapporter que des ordonnances, que s'il falloit opérer les mêmes modifications à un tarif consacré récemment par une loi.

Je persiste donc, ne pouvant prononcer suivant nos formes parlementaires l'ajournement, à voter quant à présent le rejet du projet de loi.



CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du jeudi 25 juillet 1822.

---

DISCOURS

PRONONCÉ

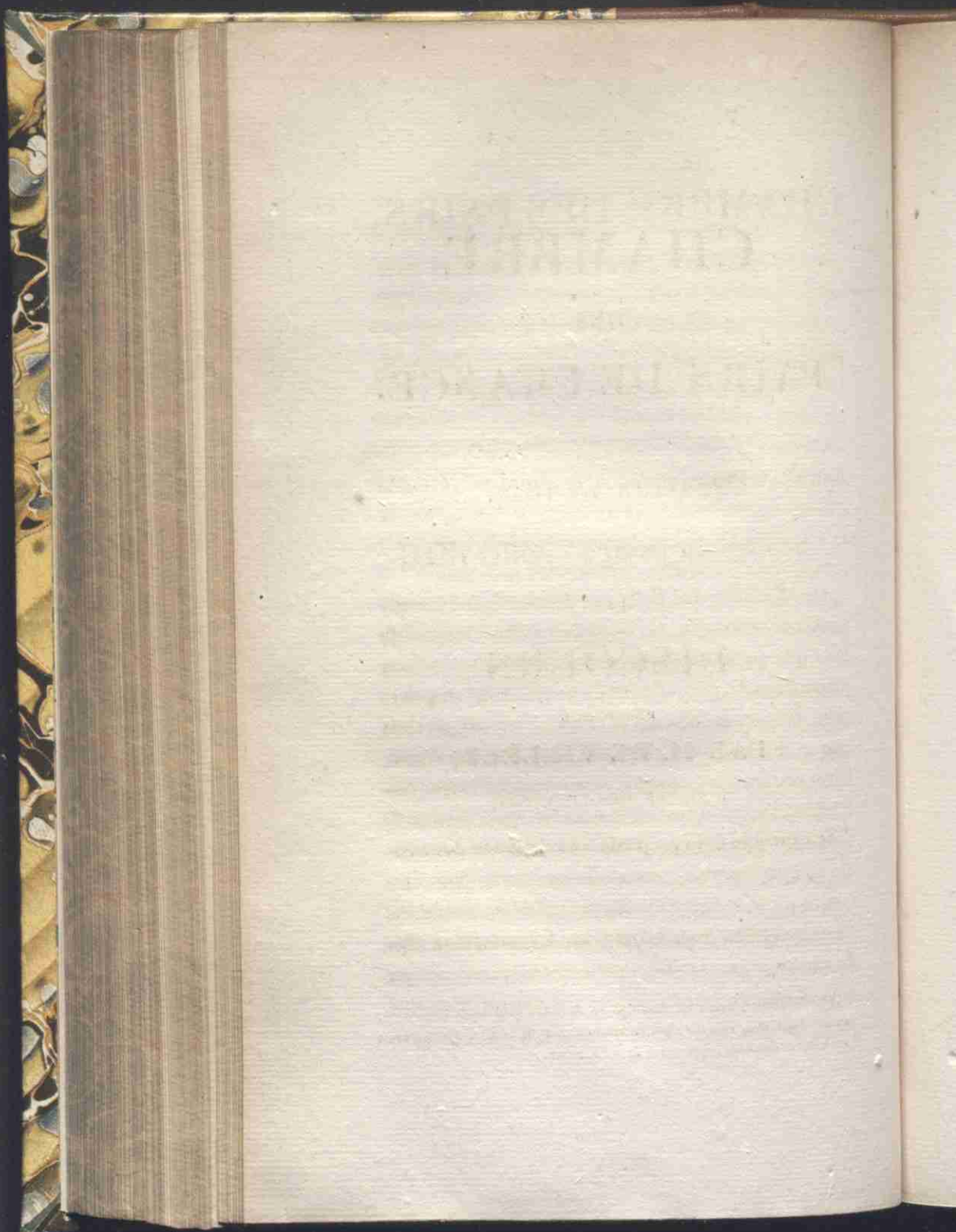
PAR M. DE VILLÈLE,

MINISTRE DES FINANCES,

Sur l'article 6 du projet de loi relatif aux douanes.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(Le Ministre n'ayant point rédigé ce discours qu'il avoit improvisé, on a été obligé de remplir, par l'extrait suivant, le numéro qui lui avoit été réservé dans les impressions de la Chambre.)



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## DISCOURS

PRONONCÉ par M. DE VILLÈLE pour la défense du  
projet de loi relatif aux douanes.

*Extrait du Procès-verbal de la séance du 25 juillet  
1822.*

Le Ministre des finances demande à être entendu de nouveau. Il répondra d'abord au noble Pair qui propose d'en revenir aux dispositions primitives du projet, que ce projet dans son premier état étoit loin de faire pour les colons tout ce que fait le projet amendé. Il ajoutera que si le Gouvernement a adopté, si ses commissaires défendent l'amendement introduit par l'article 6, c'est que dans leur opinion le rejet de cet article préjudicieroit, sans aucun fruit pour les colons, à une branche importante de notre industrie. On invoque l'opinion de quelques villes de commerce. Le Gouvernement pourroit en citer d'autres qui réclament dans un sens opposé. S'il produisoit ici leurs plaintes, on juge-



roit de la difficulté de sa position. Un noble Pair a dit avec raison que la partie qui veut obtenir est toujours la plus empressée. Il auroit pu ajouter qu'elle exagère ses demandes à proportion des facilités qu'elle rencontre. Le Gouvernement doit tout écouter sans doute, mais il doit aussi tout apprécier, tout concilier. C'est ce qu'il s'efforce de faire, et si dans une discussion qui intéresse les colonies, on pouvoit supposer quelque prévention au Ministre que la Chambre daigne écouter en ce moment, elle devroit être tout entière en faveur des colons parmi lesquels il a vécu, dont il a lui-même fait partie. Mais le Ministre ne peut apercevoir dans l'article 6 aucun préjudice pour les colons. Il y voit seulement une protection indispensable pour notre industrie. On a combattu non pas cet article mais l'abus qu'on pourroit en faire, par des calculs dont l'erreur est facile à démontrer. Ils supposent en effet, d'un côté, que le sucre blanc de l'Inde ne produit pas plus au raffinage que le sucre brut de nos colonies, ce qui est contraire à l'expérience; de l'autre, que le commerce trouveroit un égal avantage à mettre en consommation les sucres de l'Inde et les sucres français, ce qui n'est pas même aujourd'hui, ce qui sera bien moins encore après la surtaxe

que les premiers vont éprouver. Peut-on considérer comme insuffisante pour nos colonies la protection qui résulte de cette surtaxe, lorsqu'avec le droit actuel, déjà les sucres de l'Inde n'entrent que pour deux millions de kilogrammes dans une consommation de cinquante millions? Le Ministre en est convaincu, cette protection est suffisante, et ce seroit aller contre l'intérêt des colonies que de chercher à l'étendre encore. Pour s'en convaincre, il ne faut que jeter un coup d'œil sur leur situation. Chaque année leur dotation est combattue, chaque année on réclame les lois spéciales qui doivent les régir, et la proposition de ces lois (en faut-il d'autres preuves que les malheurs de Saint-Domingue?) sera leur arrêt de mort. Chose étrange! ces mêmes colonies qui réclament aujourd'hui une protection exclusive de toute concurrence, ont dans le principe sollicité leur émancipation! Où en seroient-elles, si l'on eût accédé à leur demande? Comment leurs produits, que ne protège pas suffisamment, au gré de leurs défenseurs, une surtaxe de 27 francs par 100 kilogrammes imposée aux sucres de l'Inde, eussent-ils, sur les marchés de l'Europe, soutenu la concurrence de ces derniers? Les colonies ont donc le plus grand intérêt à se maintenir sous



notre protection, et le sentiment de cet intérêt doit avertir les colons d'être moins exigeants à notre égard. C'est plaider leur cause, c'est les servir utilement, que de combattre des prétentions exagérées, et telle est celle qu'on élève en leur nom au sujet de l'article 6. Le rejet de cet article anéantiroit, sans profit pour eux, une industrie précieuse, car si vous ne raffinez que des sucres français, vous ne raffinerez plus, le haut prix de ces sucres ne permettant pas de les exporter avec avantage. Vous aurez donc tout perdu, sans que les colons aient rien gagné. Si au contraire vous favorisez par le bon marché des sucres de l'Inde le raffinage et l'exportation qui en résulte, en même temps que par la surtaxe dont vous les frappez ils seront exclus de la consommation intérieure, et celle-ci réservée toute entière aux sucres français, vous aurez doublé le bienfait, et l'aurez rendu plus durable. C'est dans cette conviction que le Ministre insiste sur le maintien de l'article 6 du projet. Mais faut-il opposer calculs à calculs? En voici dont le Ministre ose garantir l'exactitude. Le prix actuel du sucre brut de l'Inde est de 150 f. les 100 kilogrammes, droits acquittés; il sera de 177 fr. 50 c. avec la surtaxe du nouveau tarif. Le prix du sucre français qui est aujourd'hui



de 130 francs s'élèvera nécessairement à 150 f. au moyen de cette surtaxe. Voyons maintenant quel avantage on trouveroit à raffiner ce dernier sucre, en livrant le premier à la consommation intérieure. D'abord le remboursement des droits à l'exportation sera le même sur l'un que sur l'autre, c'est-à-dire de 99 f. Le prix de l'un et de l'autre après le raffinage sera également le même, puisque dans cet état ils ne présentent aucune différence. Mais le sucre de l'Inde a supporté à son entrée une surtaxe de 27 fr. 50 c. dont on suppose apparemment que le raffineur pourra profiter. Il n'en sera pas ainsi, car le sucre brut de l'Inde n'ayant intrinséquement aucune supériorité sur le sucre brut français, l'un comme l'autre ne vaudra pour le consommateur que 150 f., et la position du raffineur en fraude sera la même que s'il eût agi de bonne foi. On n'a pu la juger différente qu'en supposant le raffinage opéré en totalité sur des sucres blancs ou terrés, ce qui ne s'est jamais fait et ne peut se faire. Il n'y a donc véritablement aucun intérêt à la fraude, et dès-lors on ne sauroit la présumer. La surtaxe de 27 fr. 50 c. imposée aux sucres de l'Inde est pour l'écoulement des nôtres une garantie suffisante, et on ne pourroit aller au-delà sans injustice. Puisqu'on

a cité des faits, il sera permis au Ministre d'en citer un à son tour. La colonie de Bourbon, soumise au même régime, livrée à la même culture que nos Antilles, a depuis cinq ans atteint un degré de prospérité qui contraste singulièrement avec la détresse de celles-ci. Pourquoi cette différence? C'est que le mal n'est pas où on le suppose. Il est pour nos colonies dans les dettes dont elles sont grevées; il est dans une législation trop favorable aux possesseurs actuels des habitations, et qui, en s'opposant à toute expropriation forcée, conserve aux débiteurs la gestion d'une propriété qui appartient véritablement aux créanciers. Cette législation peut avoir son avantage dans les premiers temps d'un établissement, dont il ne faut pas en effet déposséder légèrement les créateurs. Plus tard elle produit le désordre, et empêche toute amélioration. Tant qu'elle subsistera aux Antilles, on se flatteroit en vain de les secourir efficacement. A Bourbon le Code civil est en vigueur, et cela seul explique tout le reste. Une amélioration applicable à celle-ci comme aux autres seroit une administration plus paternelle, plus économique. Le Gouvernement s'occupera de la leur donner, dès qu'il jouira du repos nécessaire. Quant à présent, le Ministre se flatte d'avoir établi qu



le projet en discussion faisoit pour nos colonies tout ce qu'il étoit juste et convenable de faire. Il a pareillement établi que la disposition contenue dans l'article 6 étoit inoffensive pour les colons, et indispensable au succès de notre industrie. Dans cet état de choses, il conclut à l'adoption pure et simple de la loi proposée.

---

*CALCULS soumis à la Chambre par le Ministre,  
et dont elle a ordonné l'impression.*

M. Chaptal raisonne ainsi :

Un raffineur achètera au même moment 100 kilog. de sucre brut de nos colonies, et 100 kilog. de sucre *blanc* de l'Inde. Il paiera pour les premiers 49 fr. de droits ; pour les seconds, 115 fr. Il mettra ceux-ci en consommation, raffinera les autres, et obtiendra cependant le remboursement de 115 fr. Il aura ainsi un profit illicite de 66. fr.

Ce raisonnement repose sur deux suppositions inexactes, savoir : 1° Que la prime sera comptée de telle sorte, que 100 kilog. de sucre *blanc* de l'Inde soient censés ne devoir fournir que la même quantité de sucre raffiné que 100



kilog. de sucre brut de nos colonies. Or, le sucre blanc faisant ici l'office de sucre terré, il est positif qu'à l'exportation du sucre raffiné qu'on prétendra provenir de l'emploi de sucre blanc, nous rembourserons le droit sur une quantité beaucoup moins considérable que si l'on déclaroit qu'il provient du sucre brut soit de nos colonies, soit autres; 2<sup>o</sup> que le raffineur qui mettra du sucre blanc de l'Inde en consommation sera remboursé par le consommateur de tout ce qu'il aura déboursé pour l'achat, les droits compris. Or, le contraire est certain; car s'il en étoit ainsi, le commerce auroit un égal profit à mettre en consommation du sucre étranger et du sucre français. C'est ce qui n'est pas aujourd'hui; et cela sera bien moins encore, lorsqu'il devra payer 27 à 33 fr. de droits de plus par 100 kilo.

Pour savoir si un raffineur aura intérêt à supposer l'emploi de sucre étranger au lieu de sucre de nos colonies, voici comment il faut opérer.

J'achète au même moment 100 kilog. de sucre brut de nos colonies, et 100 kilog. de sucre brut *non blanc* de l'Inde.

Le premier se vend aujourd'hui 130 fr. les 100 kilog.; le second est coté 150 fr. Je dis *coté*, parcequ'en fait il ne se vend pas. La cote est le

prix au-dessous duquel le détenteur ne consent pas à le vendre, parcequ'en le donnant au-dessous, il ne seroit pas remboursé à-la-fois du prix et entrepôt et droits qu'il devroit payer pour l'en extraire.

Le droit actuel du sucre brut non blanc de l'Inde est de 71 fr. 50 cent. La cote, droits acquittés, est de 150 fr. Le prix et *entrepôt* est donc de 78 fr. 50 cent. par 100 kilog.

Le droit du sucre brut de nos colonies est de 49 fr. 50 cent. Le prix, droits acquittés, est de 130 fr. Le prix et *entrepôt* est donc de 80 f. 50 c. par kilog.

Ce qui prouve ce que nous avons plusieurs fois assuré, savoir: qu'en faisant abstraction des droits, la valeur des sucres bruts de nos colonies est au moins égale à la valeur des sucres bruts non blancs de l'Inde.

La loi nouvelle augmente les droits de ce dernier sucre de 27 fr. 50 cent. Ainsi les 100 kilo., maintenant cotés à 150 fr., ne s'offriront plus qu'à 178 fr. 50 cent.

Et nous pensons qu'à la faveur de cette élévation les 100 kilog. de sucre brut de nos colonies, qui se vendent maintenant 130 fr., monteront à 150 fr.; et c'est parceque nous donnerons à 150 fr., que les sucres de l'Inde s'offriront



vainement à 177 fr. 50 cent., comme ils s'offrent vainement aujourd'hui à 150 fr. en présence des nôtres, qu'on préfère acheter à 130 fr.

Cela posé, voici comment il faut calculer.

J'achète 100 kilog. de sucre brut de nos colonies, moyennant 150 fr., et 100 kilog. de sucre brut non blanc de l'Inde, moyennant 177 f. 50 c.

Il est très vrai que, soit que je raffine le premier ou le dernier, j'obtiendrai à l'exportation le remboursement du droit que j'ai acquitté sur les 100 kilog. de sucre étranger, c'est-à-dire 99 f.

Voyons maintenant ce que je gagnerois à supposer l'emploi du sucre étranger, en raffinant réellement le sucre français.

J'obtiendrai un remboursement de... 99 f.

Je mettrai en consommation 100 kilo. de sucre étranger. Quel prix en obtiendrai-je? 177 fr. 50 cent., prix auquel il me revient, droits acquittés? Non, car le sucre que j'offre au consommateur n'a pas une plus grande valeur intrinsèque que celui de nos colonies. Le consommateur ne m'en offrira donc que le même prix, savoir 150 fr. .... 150

Je serai ainsi rentré dans une somme de..... 249



et il me restera à recouvrer la valeur des 100 kilog. de sucre de nos colonies, que j'aurai convertis en sucre raffiné.

Quelle sera ma condition, si j'ai procédé de bonne foi, c'est-à-dire si j'ai réellement employé au raffinage les 100 kilog. de sucre étranger pour lesquels je réclamerai le remboursement des droits?

Ce remboursement sera aussi de. . . . 99 fr.

Je mettrai en consommation 100 kilo.  
de sucre français dont j'obtiendrai. . . . 150

Je rentrerai ainsi également dans une  
somme de. . . . . 249

et il me restera à recouvrer la valeur des 100 kilog. de sucre étranger, que j'aurai convertis en sucre raffiné.

Ma position est donc, dans l'un et l'autre cas, parfaitement semblable. Je n'ai donc aucun intérêt à supposer ce qui n'est pas.

---

NOTA. Cette base de calculs est seule admissible, parceque, en général, on n'emploie plus aujourd'hui pour le raffinage que le sucre brut. Aussi, le raisonnement de M. Chaptal pêche-t-il encore en ce point qu'il a supposé le raffinage tout entier opéré sur du sucre blanc ou terré, ce qui ne s'est jamais fait, et ne pourroit se faire.

Mais en admettant, ce qu'il faut admettre, un mélange

de sucre blanc ou terré, mélange qui, pour obtenir les plus beaux cristaux, n'excède jamais le cinquième, il est évident que ce n'est pas le sucre brut de nos colonies qui pourroit être censé en avoir tenu lieu dans le raffinage, puisque, dans ce dernier cas, la plus grande quantité de celui-ci, qu'il auroit fallu employer pour produire un résultat semblable, compenseroit le profit que l'on auroit pu faire sur la mise en consommation de quelques parties de sucre brut ou terré étranger au lieu de sucre brut de nos colonies.

---

les  
il  
tes  
fi-  
n-  
re  
on  
el-  
de





# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du mardi 30 juillet 1822.

---

## RAPPORT.

FAIT à la Chambre par M. le comte DE MARESCOT, au nom d'une Commission spéciale (\*) chargée de l'examen du projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de plusieurs canaux.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(\*) Cette Commission étoit composée de MM. le comte DE MARESCOT, le comte DE PONTÉCOULANT, le marquis DE ROUGÉ, le marquis DE LA GUICHE, et le duc DE NARBONNE.

CHAMBRE

PIRES DE LA CHAMBRE

Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789

Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789

Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789

Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789

Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789  
Le 10 Mars 1789



# RAPPORT.

---

MESSIEURS,

S'il est une vaste entreprise qui intéresse immédiatement la prospérité de notre patrie, qui manifeste la sollicitude paternelle du Roi, qui doive contribuer à la gloire de son règne, et qui provoque la reconnoissance des Français; s'il est une entreprise généralement désirée, parceque son utilité est généralement sentie, c'est, sans doute, l'exécution d'un système complet et sagement combiné de canalisation générale du royaume. Heureux les Ministres appelés par la confiance du Souverain à attacher leurs noms à des monuments auxquels la postérité applaudira!

Le projet de loi qui vous est présenté, Messieurs, mérite toute votre attention, et par les dépenses considérables qu'il occasionera, et par l'influence qu'il doit exercer sur les destinées futures de notre pays. Il appelle les méditations

des hommes éclairés et supérieurs , si nombreux dans cette noble Chambre. Honneur aux orateurs qui , étrangers à toute prévention , guidés par le seul amour du bien , viennent apporter à cette tribune le tribut de leurs études et de leur expérience ! Leurs sages et courageux avis peuvent prévenir des erreurs dont aucune conception humaine n'est exempte , et qui , dans les travaux hydrauliques , sont d'autant plus funestes , qu'une fois commises elles sont malheureusement et presque toujours irréparables.

Messieurs , la Commission nommée par vous pour l'examen préparatoire du projet de loi relatif aux canaux , m'a chargé de vous présenter son opinion sur chacun des huit articles dont il se compose. Je desire , beaucoup plus que je ne l'espère , de vous offrir un rapport digne de vous et d'elle.

Établir des communications multipliées et faciles entre toutes les parties du royaume ; lier entre eux les différents bassins de tous les fleuves , de tous les cours d'eaux qui , dans tous les sens , sillonnent sa surface ; procurer à chaque contrée les denrées , les subsistances refusées par la nature ; prévenir ainsi le fléau des disettes , et celui des récoltes surabondantes , qui

sont aussi des espèces de disettes puisqu'elles produisent des effets semblables; établir une sorte de communauté de biens et l'égalité des prix entre toutes les provinces d'un vaste empire, où les productions se diversifient à l'infini par les différences du sol et l'inégalité des latitudes; encourager l'agriculture et augmenter la valeur des terres par de fertilisantes irrigations, par la certitude et la promptitude des ventes; provoquer la construction d'usines de toutes espèces; généraliser ainsi et répandre jusque dans les campagnes cet esprit d'échange et d'industrie qui siège particulièrement dans les grandes villes et dans les ports; utiliser des sommes considérables déjà employées aux canaux; vivifier des capitaux que la stagnation des affaires paralyse; adoucir la situation pénible qu'éprouve le commerce par le système égoïste d'isolement qui semble prévaloir chez les nations étrangères; débiter une quantité considérable de matériaux; employer une foule d'artistes et d'ouvriers; diminuer la mendicité, cette rouille de la société, en procurant du travail et du pain à la classe indigente, et à cette population excédante dont l'accroissement progressif mérite les sérieuses méditations de l'homme d'État, accroissement dont les causes



sont connues, et qui est tel qu'il n'a pu être absorbé par une guerre de vingt à vingt-deux ans, où la gloire nationale a brillé sans doute d'un vif éclat, mais où aussi plusieurs millions de Français ont disparu; diminuer considérablement les frais d'entretien des routes de terre, ou du moins mettre un terme à la hausse constante et effrayante des prix, due à la rareté des matériaux; épargner des frais de transport, dans le rapport de 25 ou 30 à 1, au roulage public et particulier, et aussi au Gouvernement pour ses nombreux convois d'artillerie, de munitions de toutes espèces, et pour ces nombreux et embarrassants équipages que les Romains avoient si bien nommés *impedimenta*; enfin en général augmenter toutes les fortunes particulières, et sur cette augmentation fonder celle de la fortune publique: tels sont, Messieurs, les principaux avantages que l'on doit se promettre d'un système de navigation intérieure bien combiné.

On a fait une comparaison bien juste quand on a assimilé un système de canaux aux veines et aux artères du corps humain. En effet, les matières premières et brutes sont d'abord recueillies partout où elles se trouvent, et amenées par les canaux aux usines et aux manufac-

tures, qui sont comme les poumons et le cœur du corps politique, où elles sont épurées, raffinées, élaborées, converties en objets propres aux usages ou aux agréments de la vie, et remises ensuite en circulation et distribuées par les canaux sur tous les points, dans les villes, dans les villages, jusque dans les campagnes, et aussi jusque dans les ports où se fait la liaison de la petite navigation intérieure avec la grande navigation maritime. Mais pour que les veines et les artères remplissent leur destination, il faut qu'elles soient nombreuses, et que leurs ramifications multipliées parcourent tous les diamètres, atteignent tous les points, et puissent entretenir une circulation générale qui porte partout la vie; et c'est le but qui paroît avoir été atteint par le beau projet de navigation intérieure, conçu par le Roi dès sa plus tendre jeunesse, dressé par son ordre en 1820, sous l'autorité de M. le Ministre de l'intérieur, et par les soins de M. le directeur-général des ponts-et-chaussées.

Ce projet, imprimé et gravé, nous a été distribué depuis long-temps; chacun de nous a pu l'étudier et juger du degré de prospérité auquel il doit élever le royaume, même avant l'époque de son entière exécution.



L'invention des canaux est très ancienne, ainsi que l'attestent les restes du canal qui, à travers l'isthme de Suez, a jadis uni la Méditerranée à la mer Rouge et à l'océan Indien, et qui communiquoit au Nil. L'histoire parle de celui qui partant de ce fleuve alloit traverser les lacs Moëris et Maréotis. On connoît le grand canal de la Chine, très ancien aussi, qui a 200 lieues de long, etc. Mais si l'invention des canaux est ancienne, leur perfectionnement est bien moderne. Jusqu'à l'invention des écluses à sas cette science est restée dans l'enfance, et l'on connoît beaucoup d'entreprises qui, à son défaut, ont, à différentes époques, complètement échoué. Ne nous étonnons pas si une découverte, en apparence peu compliquée, a cependant été aussi tardive. Car si l'on voit quelquefois l'esprit humain s'élever rapidement aux conceptions les plus sublimes, on le voit plus communément encore n'arriver que lentement, par de longs détours et souvent par hasard, aux inventions les plus simples. Les écluses à sas, inventées vers 1600, ont soudain porté l'art des canaux à une grande perfection, puisque dès-lors on put leur faire franchir de hautes montagnes, et les faire passer du bassin d'un fleuve dans celui d'un autre.



Depuis long - temps on s'occupoit de canaux en France. On connoit des projets de Adam Crapone, ingénieur militaire, qui datent de 1555 et qui ont rapport aux canaux de Provence, de Languedoc et de Charollois. Aussitôt que l'invention des écluses à sas y parvint d'Italie, on vit se former le canal de Briare, sous Henri IV, commencé en 1638, et construit par Hugues Crosnier, aussi ingénieur militaire. Vint ensuite le beau canal de Languedoc, commencé en 1664, fini en 1680, imaginé par M. Riquet de Bonrepos, perfectionné par le maréchal de Vauban; mais dont la gloire appartient à celui qui l'a inventé et exécuté. Avec la gloire, M. Riquet y trouva la fortune, qui, lorsqu'elle est le fruit du travail et du génie, ne dépare point l'autre. Ces canaux furent suivis par plusieurs autres, qu'il seroit trop long d'énumérer. La Hollande, l'Italie septentrionale, l'Angleterre, les États-Unis, se couvrirent de canaux. Pierre-le-Grand fit ouvrir en Russie le canal de Ladoga, terminé en 1730, et qui unit la Baltique avec la mer Noire et la mer Caspienne. Dans ce moment l'Allemagne, la Russie, la Suède, creusent des canaux. Tout atteste l'utilité de ces grands moyens de prospérité.

On a dit, tout en convenant de l'opportunité

des canaux, qu'il ne falloît pas en entreprendre autant à-la-fois, qu'il falloît marcher plus lentement, plus sagement; mais nous avons vu les Anglais faire en vingt-cinq ou trente ans seulement mille lieues de canaux, y dépenser environ 700 millions, et doubler le revenu de leur territoire. Les Anglo-Américains ont obtenu un résultat au moins égal. Voilà des faits décisifs, et l'objection n'a pas besoin d'autre réponse. Souvenons-nous de cet adage italien :

Ciò ch' è ben fare,  
Differire è male (1).

Il n'est point d'établissement, quelle que soit son utilité, dont quelques inconvénients n'altèrent les avantages. On a reproché aux canaux de frapper quelquefois de stérilité certains cantons en leur enlevant des eaux fertilisantes, ou bien réciproquement d'apporter à d'autres, par des infiltrations, un excès d'humidité contraire à la végétation et à la salubrité. On leur demande compte d'une multitude de communications interceptées, dont une certaine quantité de ponts ne rétablit jamais qu'une partie. On leur impute la division, la désorganisation d'un

---

(1) *Merope del sigr caver Maffei.*

grand nombre de propriétés; mais la valeur de ces reproches est facile à apprécier. La privation d'humidité, assez rare, est plus que compensée par de nombreuses et bienfaisantes irrigations; les infiltrations marécageuses sont balancées, et au-delà, par d'utiles dessèchements. La propriété partagée par un canal, est bien amplement dédommée par de féconds arrosements et par la facilité de vendre et d'enlever ses récoltes. Le Gouvernement, qui voit en grand, ne doit considérer que la différence des inconvénients aux avantages, et ici la question n'est pas douteuse. D'ailleurs enfin, dans le cas de dommage réel, la loi accorde une juste et préalable indemnité.

*Ordre dans les travaux.*

Des travaux aussi considérables ne peuvent avoir tous le même degré d'utilité et d'importance. Il convient de régler l'ordre dans lequel ils devront être exécutés. Dans son exposé des motifs du projet de loi M. le Ministre de l'intérieur a dit qu'il falloit *établir un ordre, non de préférence, mais d'importance relative; et que c'est dans cette pensée que l'on a commencé par les canaux qui appartiennent aux grandes lignes de navigation, et sur les canaux secondaires déjà entrepris.*

On ne peut qu'applaudir à ces sages disposi-



tions, qui tendent à créer promptement à l'État des produits pour la rentrée de ses frais, et pour l'amortissement de l'emprunt; qui tendent en outre à utiliser des dépenses déjà faites. Sur les sept grandes lignes diamétrales portées au projet général, c'est celle de Brest à Marseille qui a obtenu la priorité. Deux seuls des huit articles du projet de loi, le premier et le dernier, font exception, et sur la dépense totale celle qui les concerne est insensible. Les six autres se rapportent à la ligne susdite. Si les canaux de Bourgogne, de Nivernois et du duc de Berry (art. 2, 5 et 6) n'avoient pas déjà reçu un commencement d'exécution, on auroit pu regarder leur construction comme prématurée, en ce qu'ils doublent, et triplent même dans quelques parties, la ligne entreprise. On auroit pu invoquer la préférence pour la canalisation latérale du Rhône et le complément de celle de la Loire, ainsi que pour des réparations urgentes au canal du centre, afin de terminer plus promptement cette ligne. Mais il a déjà été dépensé à ces trois canaux environ 23 millions qu'il est essentiel de ne pas perdre.

Ainsi donc d'immenses travaux, de vastes ateliers, vont être organisés aux quatre extrémités ainsi qu'au centre du royaume. Dans un mo-

ment d'inertie du commerce et des affaires , seroit-il possible de douter de la sagesse d'une pareille mesure ?

*Mode d'exécution des canaux.*

Il est évident que sur ses budgets annuels l'État est dans l'impossibilité d'entreprendre des travaux aussi considérables : à peine chaque année l'administration des ponts-et-chaussées a-t-elle les moyens suffisants pour l'entretien des routes existantes.

On avoit à choisir entre trois modes différents pour l'exécution des canaux portés au projet de loi :

1<sup>o</sup> On pouvoit en abandonner la construction à des compagnies d'entrepreneurs , qui , à leurs risques et périls , auroient fait tous les travaux , moyennant des jouissances temporaires plus ou moins longues ;

2<sup>o</sup> Il étoit possible d'ouvrir des emprunts qui eussent été spécialement affectés à ces dépenses , et qui se fussent ajoutés sur le grand-livre à la masse des dettes de l'État ;

3<sup>o</sup> Enfin le Gouvernement pouvoit avoir recours à des compagnies financières , moyennant un traité qui réglât l'emploi des fonds , la durée des travaux , la quotité de l'intérêt , le

mode de remboursement et une indemnité : c'est le mode qui a été adopté par le Gouvernement.

On va examiner successivement ces trois systèmes.

PREMIER MODE : *Compagnies d'entrepreneurs.*

Ce mode se présente sous un aspect séduisant, et il a des partisans nombreux. Il est constant que l'intérêt particulier est plus vigilant que l'intérêt public. Dirigés par des entrepreneurs qui doivent jouir, les travaux seront exécutés plus promptement, avec moins de luxe et plus d'économie que lorsqu'ils sont conduits par les agents du Gouvernement.

Les nombreuses constructions qui s'élèvent de toutes parts dans Paris avec une merveilleuse rapidité en sont la preuve : les entrepreneurs font toutes les avances, supportent tous les frais, toutes les avaries, toutes les erreurs, en un mot tous les accidents, et après un certain laps de temps, l'État, sans avoir pris aucune peine, sans avoir rien déboursé, entre en paisible possession d'établissements considérables, qui doivent lui être remis en bon état.

Des huit articles qui composent le projet de loi, un seul, celui du canal d'Aire à la Bassée,



sera exécuté suivant ce mode, dont l'application n'est pas aussi facile qu'on peut le croire d'abord. Le peu d'expérience de ces sortes d'entreprises, la difficulté d'en calculer les dépenses et de prévoir les accidents, la difficulté non moins grande d'évaluer les produits, le peu d'encouragement que l'on peut recevoir par les résultats connus des canaux déjà existants, dont les revenus ne s'élèvent pas au-dessus de 3 pour cent de la dépense; l'inertie pendant plusieurs années des fonds avancés, enfin la facilité des placements beaucoup plus avantageux dans les effets publics: telles sont, Messieurs, les causes certaines qui ont éloigné et qui éloigneront long-temps encore les entrepreneurs. S'il s'en est présenté momentanément pour le canal latéral de la Loire, de Digoin à Briare (n° 7), bientôt dégoûtés, ils ont reculé devant les difficultés que je viens de décrire, et au moment de conclure ils ont retiré leurs offres.

En vain citeroit-on l'exemple de l'Angleterre et la multitude de canaux qui y doivent l'existence à l'industrie particulière. Son commerce universel y a créé des fortunes colossales et y a accumulé d'immenses capitaux, devant lesquels toutes les difficultés s'aplanissent. On sait que sous ce rapport la France et l'Angleterre ne peuvent être comparées.

A ces difficultés, inhérentes aux entreprises particulières, s'en joignent d'autres qui se rapportent au Gouvernement. Peut-on douter de sa répugnance pour des aliénations, même temporaires, de propriétés aussi étendues, et de son opposition constante avec les compagnies d'entrepreneurs pour les droits de péage? Il doit sans cesse en désirer la réduction; elles doivent sans cesse en provoquer l'élévation: ajoutez-y le désagrément et la gêne du Gouvernement, de se trouver tributaire des entrepreneurs, pendant le temps de leur jouissance, pour les nombreux convois que, sur-tout en temps de guerre ou de disette, réclame le service public.

Enfin, Messieurs, une dernière considération, qui n'est peut-être pas la moindre, ne paroît pas favorable au mode des entreprises particulières. Quel'on considère combien en France sont peu nombreux les grands capitalistes, et quelle sera un jour la prodigieuse quantité des employés qui devront aux canaux leurs moyens d'existence. Qu'ensuite les amis de la paix intérieure, et heureusement le nombre en est grand, réfléchissent aux conséquences d'un système qui tendroit à concentrer, dans un petit nombre de mains, une immense influence sur une si nombreuse clientèle, et à former

ainsi en quelque sorte un état formidable dans l'État.

Malgré ce qui vient d'être dit, la Commission n'entend pas improuver les petites entreprises partielles, qui embrasseroient des portions peu considérables de canaux. Elle pense au contraire que le Gouvernement feroit sagement de les encourager, sur-tout quand il s'agit de petits embranchements appliqués à des convenances locales.

DEUXIÈME MODE : *Emprunts confondus avec les dettes du grand-livre.*

Le crédit du Gouvernement est fondé sur la confiance inspirée par sa fidélité à ses engagements. La dette publique et les emprunts qui l'ont créée sont le fruit de besoins pressants de l'État. Le gage de la dette est dans la caisse d'amortissement et dans certains impôts, qui ont cette affectation particulière. Les emprunts pour les canaux portent un caractère tout différent : ils ne doivent point leur existence à la nécessité, puisque, malgré leur utilité, les canaux peuvent être considérés aussi comme un luxe public.

Si aujourd'hui la canalisation du royaume vient grossir la dette du grand-livre, qui répon-



dra que demain quelqu'autre objet équivalent ne viendra pas l'augmenter encore? Alors plus de fixité, plus de confiance, plus de crédit. La chute rapide des effets publics, un prélude de banqueroute, seroient les tristes résultats d'une semblable mesure: il n'y faut donc pas penser.

TROISIÈME MODE : *Compagnies financières  
baïllereses de fonds.*

Le marché convenu par le Gouvernement avec ces compagnies se complique de différentes clauses qui doivent s'accomplir successivement à des époques préfixes, et dans une période de quatre-vingt-cinq ans.

Les prêteurs font d'abord de trois mois en trois mois des paiements égaux, calculés de manière à alimenter les travaux pendant tout le temps de leur durée, arrêté de six à dix ans environ.

Si les sommes prêtées se trouvent insuffisantes, le Gouvernement s'engage à fournir les suppléments nécessaires; et dans le cas contraire, les prêts seront diminués d'autant.

Pendant la durée des travaux, les compagnies recevront des intérêts qui ne sont pas les mêmes pour toutes, et dont la cote moyenne est 5 fr. 34 c. pour cent.

Les travaux terminés, les compagnies recevront en outre, à titre de prime, un demi pour cent des capitaux primitifs, jusqu'à l'entier remboursement.

L'amortissement commencera au moment de la terminaison des travaux, et en même temps que la prime. Il s'effectuera par un paiement annuel d'un pour cent sur le capital emprunté, et dans l'intervalle de trente-cinq ans environ.

Quand les canaux, terminés dans toute leur étendue, seront devenus productifs, leurs revenus de toute nature seront exclusivement consacrés à l'acquittement des frais d'administration, à l'entretien des ouvrages, ainsi qu'au service de la prime et de l'amortissement. Si les recettes sont insuffisantes, le budget des ponts-et-chaussées y suppléera; dans le cas contraire, l'excédant sera employé au profit de l'amortissement.

Enfin l'amortissement consommé, c'est-à-dire dans quarante-cinq ans au plus, les compagnies entreront en partage égal avec l'État du produit net des canaux, et cette communauté durera quarante ans environ.

Ainsi, au bout de quatre-vingt-cinq ans, l'État demeurera seul propriétaire des canaux.

On voit que l'esprit qui a présidé à la rédaction de ce marché a été d'alléger la charge de l'État, en la répartissant sur un grand nombre d'années, et d'associer les générations futures à la génération présente pour de grandes dépenses dont elles profiteront plus que nous. On a voulu aussi, en fixant irrévocablement le terme des travaux, remédier à la lenteur d'exécution reprochée au Gouvernement; et celui-ci sera d'autant plus obligé à la stricte exécution de cette clause, que l'époque de la perfection des travaux sera celle d'un changement de position avec les compagnies, puisqu'alors commenceront et le service de la prime et les paiements partiels de l'amortissement. On a voulu encore obtenir une convention qui, étrangère aux rentes du trésor, ne pût influencer sur leurs valeurs variables; car les emprunts pour les canaux auront leurs hypothèques spéciales et assurées sur les produits mêmes de ces canaux.

Le système d'emprunt convenu avec les compagnies financières a provoqué l'émission de nombreuses opinions, dont, suivant l'usage, les unes sont favorables, et les autres contraires à ce système. Celles-ci le représentent comme trop cher et trop onéreux pour l'État. Cependant il faut observer que des emprunts aussi consi-



dérables ne peuvent s'obtenir que de très riches prêteurs; que les riches, habitués aux faveurs de la fortune, sont peut-être moins que d'autres disposés à se contenter de profits modérés; qu'enfin la clause gênante des remboursements partiels peut dégoûter beaucoup de gros capitalistes, qui, la plupart habitants de Paris, y trouvent des facilités journalières de placements, d'achats et de vente, qui leur laissent la libre disposition de leurs fonds.

On a produit des calculs; on a supputé des intérêts (1), des intérêts composés, des escomptes, des réductions d'escomptes, et l'on a cru pouvoir affirmer que pour prix des cent millions, ou environ, de l'emprunt, l'État, lors de son entière libération au bout de quatre-vingt-cinq ans, aura déboursé une somme plus que

---

(1) On a calculé que les intérêts ou paiements à époques successives, portés au marché, convertis en d'autres intérêts qui auroient couru du moment des emprunts, reviendroient à ceux-ci :

|                                                                       |            |
|-----------------------------------------------------------------------|------------|
| Intérêts moyens des emprunts. . . . .                                 | 5 f. 34 c. |
| La prime de un demi pour cent qui accompagne l'amortissement. . . . . | 25         |
| Le partage égal des produits avec le Gouvernement . . . . .           | 25         |
| Total . . . . .                                                       | 5 84       |

triple. Sans vouloir contester des calculs qui, cependant, ne paroissent pas exempts de discussion, on observera qu'ils ont été laissés bien imparfaits, puisque, pour établir une balance exacte, à côté de la dépense présumée des canaux, il eût été juste de présenter ce que jusque là ils auront dû rapporter. Il étoit indispensable d'évaluer ce qu'ils auront pu rendre depuis l'établissement de la navigation jusqu'à la fin de l'amortissement, et de là jusqu'aux quatre-vingt-cinq ans révolus, déduction faite des dépenses portées au traité; il eût fallu y ajouter les bénéfices qui proviendront des concessions de prises d'eau pour irrigations et pour des établissements d'usines, ainsi que ceux qui résulteront de la loi du 16 septembre 1807 pour les plus-values de terrains, ou de toute autre loi plus juste qu'on jugeroit convenable de lui substituer; il eût fallu encore y ajouter la jouissance des francs-bords; mais il eût fallu sur-tout y ajouter l'amélioration des produits sur un développement de trois cent dix lieues, ou environ, de canaux (1), sur deux mille cinq cents à trois mille lieues carrées, ou sur dix ou douze mil-

---

(1) Lieues géographiques de vingt-cinq au degré sexagésimal.

lions d'arpents de terre (1), et l'augmentation qui, par la voie des impôts, en résultera pour le trésor. Je ne pense pas que les calculs, ainsi rectifiés, laissassent l'État en reste.

Et quand enfin, Messieurs, ou pourroit supposer un moment que dans cette grande et utile entreprise les frais dussent excéder un peu les profits, ce qui est loin d'être prouvé, alors même le Gouvernement, en l'exécutant, ne feroit autre chose que de remplir un devoir de bienfaisance administrative analogue à ce qu'il pratique quand il fait percer de nouvelles routes, construire des ponts, des fontaines, ou autres établissemens qui ne rapportent rien au trésor, et qui n'ont d'autres motifs que l'utilité publique. Un gouvernement paternel ne doit pas calculer comme un particulier, comme un négociant, comme un habitué de la bourse. Si le passé et le présent occupent ses pensées, c'est pour les porter incessamment dans l'avenir. L'avenir seul l'occupe ; l'avenir est le vaste champ où s'exercent ses spéculations à long terme ; et dans ses calculs, au lieu de chiffres, il met des hommes ; au lieu des années, il met des

---

(1) On ne peut compter moins de 4 ou 5 fr. d'amélioration moyenne par arpent.



générations; enfin, au lieu de quelques millions annuels de plus ou de moins pour le trésor, il met la consolante perspective de la prospérité publique, et les bénédictions prolongées de la postérité.

Sans se livrer à des calculs minutieux, nous allons présenter une considération qui les comprendra tous, et qui présentera en grand les avantages qui, dans l'avenir, doivent résulter de la canalisation générale. C'est un fait connu que depuis la construction de ses mille lieues de canaux l'Angleterre a doublé ses revenus territoriaux. La Hollande et les États-Unis ont obtenu des résultats à-peu-près égaux. On ne peut, il est vrai, compter actuellement sur un bénéfice aussi considérable en France, où une partie de la canalisation est déjà exécutée. Mais il semble qu'on peut admettre une hypothèse modérée qui porteroit à un cinquième l'augmentation présumée dans les revenus du territoire français, que chacun sait approcher de 1,500 millions. Une pareille augmentation, que tout fait croire devoir être plus considérable, dont une partie sera portée au trésor par les contributions, ne sera-t-elle pas un assez grand bienfait dû à la canalisation? ne sera-t-elle pas un placement assez avantageux des sommes qu'elle doit coûter?

## CONSIDÉRATIONS DIVERSES.

*Uniformité des péages.*

Le Gouvernement a cru devoir proposer l'uniformité des péages pour tous ces nouveaux canaux, à cause de la difficulté de les coordonner aux différents prix des diverses contrées. Son principal soin a été d'imposer foiblement les objets de première nécessité. La Commission regarde cette mesure comme un essai dont l'avenir sera le juge. Mais si, dans quelques années, l'influence des localités provoquoit, comme elle le présume, des modifications, alors ces changements ne pourront malheureusement s'effectuer sans le consentement des compagnies prêteuses. Il est probable qu'alors on jugera convenable de consulter les chambres de commerce et les conseils généraux des départements.

*Suppléments de fonds.*

Nous avons examiné la clause par laquelle, dans les cas d'insuffisance de fonds, le Gouvernement s'engage à fournir des suppléments. On a cru y voir une porte ouverte à des complications d'intérêts. Cependant il est aisé de

voir que cette mesure étoit la conséquence du genre d'emprunt adopté. Les facultés des compagnies ont nécessairement des limites. Elles ne peuvent s'engager au-delà de leurs moyens. Cependant elles ne sont nullement intéressées à ce que les dépenses s'accroissent : les produits des canaux, leurs profits, restent, dans tous les cas, les mêmes.

*Luxe des constructions.*

On peut craindre le luxe des constructions qui n'ajoute rien à la solidité ni à l'utilité des travaux, luxe auquel est porté assez naturellement tout ingénieur instruit, qui desire de se distinguer, qui s'en sent les moyens, et qui y travaille avec une certaine latitude d'exécution. Le Gouvernement peut seul, par sa surveillance, prévenir un pareil abus, et la Commission ne peut que l'y inviter.

Avant d'entrer dans la discussion des huit articles dont le projet de loi se compose, la Commission croit devoir observer les inconvénients de l'hétérogénéité qui règne entre eux. Un traité avec une compagnie d'entrepreneurs diffère essentiellement d'un autre traité avec des compagnies financières. Cette différence peut mettre de l'embarras dans les votes, et



diriger contre l'ensemble de la loi des bulletins, qui autrement n'auroient été que partiellement négatifs. La Commission croit donc devoir inviter le Gouvernement à vouloir bien, pour les projets ultérieurs, revenir à son premier mode, qui consistoit à présenter autant de projets de lois que de canaux nouveaux.

#### ARTICLE PREMIER.

##### *Canal d'Aire à la Bassée.*

Des huit canaux portés au projet, celui-ci sera le seul qui devra être exécuté par des entrepreneurs, à leurs risques et périls. C'est le seul pour lequel il se soit présenté une compagnie de ce genre, et qui ait eu le courage de braver les conséquences du formidable art. 11 du cahier des charges.

Le canal d'Aire à la Bassée, ou de la Lys à la Deule, complétera la liaison de Dunkerque avec Paris, et plusieurs autres parties du royaume. Il ouvrira une nouvelle communication plus courte que l'ancienne, et évitera aux bateaux français le péage sur le territoire étranger.

L'article 9 du cahier des charges attribue à la compagnie le droit aux 2 cinquièmes de la plus-value des propriétés desséchées par les

travaux du canal, et l'exercice de ce droit est appuyé sur la loi du 16 septembre 1807. Il est à craindre que cette clause ne mette souvent les entrepreneurs en hostilité avec les propriétaires riverains. Ce seroit peut-être le cas de commenter cette loi qui, faite pour les dessechements, s'appliquera peut-être difficilement aux canaux, une loi qui autorise un particulier à venir s'impatroniser dans la propriété d'un autre particulier, et à y faire malgré lui des améliorations souvent imaginaires, toujours difficiles à apprécier. La Commission croit se conformer au vœu des hommes sages, en provoquant la révision d'une loi qui livre trop les jugements à l'arbitraire, et qui accorde trop peu de protection au droit sacré de propriété.

Les canaux voisins des frontières ne sont pas seulement appelés à servir aux spéculations du commerce; ils doivent encore se coordonner, autant que possible, au système défensif du royaume. Pour atteindre ce but, il a été formé une commission mixte, composée de généraux au corps royal du génie et d'inspecteurs des ponts et-chaussées. Une délibération de cette commission, du 12 juillet 1820, approuvée par les Ministres de l'intérieur et de la guerre, a statué différentes dispositions relatives aux inonda-

tions défensives des places d'Aire et de Béthune, qui sont sur ce canal, à un embranchement dirigé sur Saint-Venant, qui est dans le voisinage, à la configuration en parapet des terres de déblai, etc. Étonnée de ne point voir ces dispositions figurer au cahier des charges, la Commission a demandé des éclaircissements à M. le directeur général des ponts-et-chaussées, qui a répondu, qu'en vertu de l'art. 1<sup>er</sup> de ce cahier, qui lui réserve la faculté rétroactive de régler ultérieurement les plans généraux et particuliers du canal, les dispositions de la délibération susdite ont été mises par lui au nombre des charges des entrepreneurs.

## 2.

*Achèvement du canal de Bourgogne.*

La Bourgogne est appelée par sa position à devenir le centre du commerce intérieur du royaume. Ses eaux s'écoulent dans les quatre grands fleuves de France, le Rhône, la Loire, la Seine, la Meuse, et par eux se déversent également aux deux mers. Le projet de ce canal occupa François 1<sup>er</sup>, Henri IV, qui en 1606 rendit un édit; Louis XIII, Louis XIV et Louis XVI, qui l'a fait commencer. Vauban



s'en occupa. M. de La Jonchère publia en 1718 un projet. La célèbre académie de Dijon proposa, en 1662, des prix sur ce sujet. Les états de Bourgogne y appelèrent deux ingénieurs distingués, MM. de Perronet et de Chezy, et poussèrent avec une activité proportionnée à l'utilité qu'ils en attendoient des travaux qui, commencés en 1775, ont été abandonnés pendant la révolution, puis ensuite repris, puis négligés.

Le canal de Bourgogne fait partie de la grande ligne entreprise, qui sera peut-être la principale de notre navigation intérieure, et qui par la Saône, l'Yonne et la Seine, unira la Méditerranée à l'Océan et à la Manche. Le partage des eaux sera près de Pouilly, et de là elles couleront au nord vers Joigny, et au midi vers St-Jean-de-Losne. Les deux extrémités sont entreprises, 48 écluses sont faites, la navigation est déjà établie de Saint-Jean-de-Losne à Dijon. Le développement total du canal sera de 53 lieues un quart, dont environ les trois cinquièmes sont ou terminés ou entrepris.

On y a déjà dépensé l'équivalent de 15 millions. Sa dépense totale est évaluée 40 millions. Il reste donc à y consacrer une somme de 25 millions.

*Canaux de Bretagne.*

Les canaux de Bretagne sont un système lié de lignes navigables, un réseau de canaux qui embrasse et lie ensemble un grand nombre de villes dont les principales sont, Nantes, Lorient, Port-Louis, Brest, Saint-Malo, Rennes. Les moyens de liaison sont, la Loire, la Vilaine, l'Erdre, l'Ysac, le Blavet, l'Oust, l'Aulne, l'Ille et la Rance. Presque toutes ces rivières débouchent à la mer. Ce système de canaux communique par la Loire à la grande ligne entreprise, et à presque toutes les autres lignes. Il est réparti en 3 canaux: 1<sup>o</sup> de Nantes à Brest, 2<sup>o</sup> d'Ille et Rance, 3<sup>o</sup> du Blavet.

Le projet primitif de ces canaux date de loin; et est dû aux anciens états de Bretagne, qui appelèrent à sa rédaction des académiciens d'une grande réputation, MM. les abbés Bossut et Rochon.

De l'exécution de ce projet résultera une foule d'avantages pour les départements qui composent l'ancienne Bretagne, pays immense, couvert de landes improductives, où les grandes routes sont rares, et où en général l'habitant de la campagne est peu aisé.

Mais quels que soient ces avantages civils, ils seront égalés, sinon surpassés, par les avantages militaires qui en résulteront pour notre premier port, pour Brest. Depuis l'affaiblissement de notre marine, chaque guerre a fait sentir l'extrême difficulté d'approvisionner Brest par mer, et les énormes dépenses des approvisionnements par terre. Depuis long-temps un canal de Nantes à Brest est désiré.

Un pareil canal ne peut être exécuté que par le Gouvernement. Des entrepreneurs ne pourroient probablement trouver dans son produit un dédommagement raisonnable de leurs avances. Car, en temps de paix, pour aller de Nantes à Brest, le commerce préférera toujours, comme plus courte, la route de la mer à cause de la fréquence des vents de Sud-Ouest, qui sur les côtes de France, soufflent la valeur de huit mois de l'année.

Tous ces canaux de Bretagne, qui auront trois points de partage, composeront ensemble un développement de 113 lieues. Une certaine partie est déjà faite, et il y a été employé des sommes considérables. Il reste à y affecter 26 millions.

On va émettre une idée qui n'est peut-être pas indigne d'être énoncée. L'Angleterre a con-



struit à travers l'Écosse un canal capable de favoriser le passage de l'Océan occidental dans la mer du Nord à des frégates de 32 canons, afin de leur éviter une navigation difficile autour des archipels des Orcades et des îles Schetland. Un pareil système ne pourroit-il donc pas être adapté à la partie des canaux de Bretagne qui doit faire communiquer entre eux les trois ports de Brest, Port-Louis et Saint-Malo? Nos généraux de mer ne trouveroient-ils pas quelques ressources utiles pour leurs combinaisons militaires dans la facilité de pouvoir, en temps de guerre, faire circuler dans ces trois ports de petites frégates, ou autres bâtimens moyens, d'une manière sûre et à l'abri des dangers de toute espèce que l'on rencontre dans le voisinage de l'île des Saints, et dans le passage du Four, où la marine a déjà éprouvé tant de pertes? S'il est vrai que ce qu'un homme a fait, un autre peut le faire, il ne l'est pas moins que ce qu'une nation a exécuté, une autre nation peut l'exécuter aussi.

## 4.

*Canal d'Arles à Bouc.*

Le canal depuis Arles jusques à Bouc ne sera que le commencement d'une entreprise plus

étendue, qui aura pour objet la navigation du Rhône, qui elle-même fera partie de la grande ligne diamétrale dont on va s'occuper.

Il s'agit de frayer et d'assurer aux bateaux un passage à travers de nombreux attérissements ou barres, qu'ainsi que tous les fleuves, le Rhône accumule à son embouchure.

Ce canal intéressant aura dix lieues de longueur. Il est déjà commencé, mais depuis plusieurs années on n'y travaille plus; on y a déjà dépensé au-delà de cinq millions. Pour le terminer il faudra encore la somme de 5,500,000 f.

## 5.

### *Achèvement du canal du Nivernois.*

Le canal du Nivernois, commencé en 1784, doit communiquer avec les canaux du centre, avec le Rhône, la Seine, et par conséquent à-peu-près avec toutes les parties du royaume. Il facilitera l'exploitation des forêts qui bordent la Nièvre, et qui aujourd'hui sont sans valeur.

Il a une de ses embouchures dans l'Yonne à Auxerre, et l'autre dans la Loire à Decise. De l'une à l'autre il se trouve 42 lieues de développement.

On y a déjà dépensé cinq millions et demi.

Huit millions sont nécessaires pour le terminer.

Les propriétaires des canaux de Briare, d'Orléans et du Loing, viennent d'élever des réclamations consignées dans un imprimé distribué à la Chambre. Ces réclamations portent sur le dommage que doit leur causer un jour la concurrence du canal du Nivernois, et sont fondées sur des lettres-patentes de 1638 et 1642, et sur un édit de 1679, qui stipulent *qu'en considération de l'importance de l'ouvrage et des dépenses qu'il convenoit d'y faire, etc., il ne pourroit être par le Roi, ni ses successeurs, accordé permission de construire aucun autre canal de communication de Loire en Loing ou Seine, ou des rivières de Loire et Seine.* Ces réclamations font naître plusieurs questions délicates.

Jusqu'à quel point le Gouvernement, qui concède un privilège pour un établissement utile à une contrée, peut-il gêner le droit naturel d'une autre contrée voisine à l'amélioration de sa propriété?

Si les trois canaux susdits éprouvent des pertes par l'établissement du canal du Nivernois, en seront-ils ou n'en seront-ils pas indemnisés par le surcroît de bénéfices occasioné par le canal du centre, construit aussi par le Gouverne-



ment, ainsi que par la construction prochaine du canal latéral de la Loire? S'il s'établit à ce sujet un compte entre le Gouvernement et les réclamants, les bases du calcul seront-elles faciles à établir?

Ces observations vous feront juger, Messieurs, des difficultés qui accompagnent les réclamations des propriétaires des trois canaux, difficultés qui ne sont pas de nature à être décidées par des dispositions législatives, et sur lesquelles votre Commission ne s'es pas crue autorisée à émettre d'opinion.

## 6.

### *Achèvement du canal du duc de Berry.*

Il sortira de la Loire à son confluent avec l'Allier, et rentrera par l'Autbois, par l'Auron, par le Cher, dans cette rivière quelques lieues au-dessous de Tours, et à Tours même si l'on veut.

Ce projet a éprouvé des variations; mais le dernier tracé, favorable à une grande ville aussi intéressante que Bourges, est sans doute le meilleur. Il sera exécuté en petite section. Des huit canaux présentés à la Chambre, il sera le seul de cette espèce. Pour en faire sentir l'utilité, il suffit d'observer qu'il sera central entre les com-

munications de Brest, Nantes, Angers, Tours, etc., avec Strasbourg, Lyon, Marseille, etc.

La dépense déjà faite s'élève à 2,300,000 fr. Il reste à y affecter 12 millions.

## 7.

*Canal latéral de la Loire, de Digoin à Briare.*

La navigation des fleuves, et sur-tout des grands fleuves, est en général sujette à de fréquentes entraves qui tiennent aux localités, aux saisons, aux phénomènes de la nature. Les écueils, les tournaants, les bancs, les crues, les débacles, lui opposent des obstacles que l'art ne peut pas toujours vaincre, ou qu'il ne surmonte qu'avec de ruineuses dépenses. La rapidité de l'eau gêne sur-tout la navigation ascendante. La Loire est, tant par elle-même que par ses nombreux et grands affluents, le fleuve le plus considérable du royaume. C'est peut-être aussi le plus inconstant dans son cours. Chaque crue change sa navigation et exige un balisage nouveau. La construction d'un canal latéral a donc paru indispensable, et il paroît que les motifs qui le font proposer de Digoin à Briare militent pour qu'il soit étendu successivement au cours entier de la Loire.

Ce canal latéral se réunira au canal du centre qui joue un des principaux rôles dans la canalisation générale du royaume. La Commission saisit cette occasion d'appeler l'attention du Gouvernement sur les nombreuses réparations dont ce beau canal a besoin, et qui sont évaluées à 1,200,000 fr. Elles rendroient à sa navigation souffrante et à ses revenus diminués toute leur valeur.

La longueur du canal latéral de Digouin à Briare sera de quarante-deux lieues un quart. Sa dépense a été calculée devoir s'élever à 12 millions.

Avant de clore cet article, la Commission croit devoir appeler l'attention de la Chambre sur une observation consignée dans une opinion d'un noble Pair absent (1), et qui mérite d'autant moins d'être négligée que son auteur a exercé autrefois, avec une grande distinction, l'emploi de directeur-général des ponts-et-chaussées : l'observation intéresse les habitants de la rive droite de la Loire.

Une fois le canal latéral établi sur la rive gauche, le fleuve, abandonné à lui-même, à ses divagations naturelles, achèvera de dénaturer son

---

(1) M. le comte de Montalivet.



lit, et de rendre impraticable une navigation déjà si incertaine. La population de la rive droite, séparée du canal par un fleuve devenu presque infranchissable, sur lequel les ponts sont nécessairement très rares, et, par une plaine basse, souvent marécageuse, deviendra à-peu-près étrangère à cette navigation latérale, qui sera la propriété presque exclusive de la rive gauche. La Commission croit devoir provoquer les méditations de M. le directeur-général sur un objet qui intéresse la navigation de tous les grands fleuves : ses lumières et les talents du corps qu'il administre lui suggéreront sans doute les moyens de faire disparaître ou d'atténuer les inconvénients qui viennent d'être exposés.

## 8.

*Navigaton du Tarn entre Albi et Gaillac.*

On desire de faire remonter jusqu'à Albi la navigation du Tarn, qui aujourd'hui s'arrête à Gaillac. Cette navigation se rattache à celle du beau canal du Languedoc. Elle doit favoriser une grande ville, et la lier avec Bordeaux. L'utilité en est évidente.

Il ne s'est présenté aucun prêteur pour la somme de 800,000 fr. que doit coûter ce tra-

vail. Le Gouvernement sera obligé d'en faire la dépense.

CONCLUSION.

Nobles Pairs, les réflexions répandues dans ce rapport n'ont d'autre objet que de jeter quelques lumières sur une matière importante. Votre Commission n'a pas cru qu'elles dussent faire l'objet d'aucun amendement. Elle a l'honneur de vous proposer à l'unanimité l'adoption du projet de loi.

---

la  
ns  
er  
te,  
nt  
n-  
on

IMPRESSIONS

N° 23.

ns  
er  
te,  
nt  
n-  
on

CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du vendredi 2 août 1822.

---

OPINION

DE M. LE COMTE DEJEAN

SUR le projet de loi relatif à l'achèvement et à la  
construction de plusieurs canaux.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



THE LIBRARY

OF THE  
UNIVERSITY OF CHICAGO

1000

1000

1000

1000

1000

1000

1000

# CHAMBRE DES PAIRS.

## OPINION

DE M. le comte DEJEAN sur le projet de loi relatif  
à l'achèvement et à la construction de plusieurs  
canaux.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à votre examen mérite la plus sérieuse attention : je me bornerai à le traiter, à l'examiner, sous les rapports techniques, qui me sont plus familiers, laissant à des collègues plus instruits le soin de vous parler de ces grands travaux sous leurs rapports politiques.

Je vais avoir l'honneur, Messieurs, de vous soumettre mes observations sur chacun des canaux compris dans le projet de loi, en suivant l'ordre des articles de ce projet.

Je terminerai mes observations par le résumé de mon opinion.

Je vous soumettrai ensuite, ainsi qu'à MM. les Ministres de Sa Majesté, quelques observations sur le canal des Ardennes, dont les travaux ne sont pas encore commencés, ainsi que sur le canal du duc d'Angoulême dans sa traversée de la ville d'Amiens; et je finirai par vous entretenir du canal latéral à la Loire, de Nantes à Tours, et du grand avantage qui résulteroit de la continuation de ce canal, au-dessus de Tours, jusqu'à Orléans.

#### ARTICLE PREMIER.

##### *Canal d'Aire à la Bassée.*

Ce canal ayant été adjudgé à un entrepreneur, à ses charges, risques et périls, moyennant la jouissance dudit canal et de ses dépendances pendant quatre-vingt-sept ans et onze mois, le Gouvernement n'a rien à déboursier pour sa confection. L'agriculture et le commerce jouiront néanmoins de tous les avantages de cette navigation, et au bout de quatre-vingt-sept ans et onze mois ce canal deviendra propriété de l'État.

Je ne puis qu'approuver le mode suivi pour l'adjudication de cet article; et j'aurois désiré qu'on pût agir de même pour les autres canaux.



*Achèvement du canal de Bourgogne (1).*

Ce canal est projeté à grande section, sans doute parcequ'il a été entrepris dans ce système par les états de Bourgogne, à une époque où tous les canaux existants étoient dans cette proportion.

Cette communication est utile; mais elle n'est pas indispensable.... Le canal du centre, celui du Nivernois, n° 5; celui du duc de Berry, n° 6; celui latéral à la Loire, de Digoin à Briare, n° 7, etc., concourent tous à cette importante navigation. Par ce motif, et plus encore à raison des objections majeures élevées contre le canal de Bourgogne, je pense qu'il convient de réduire à petite section les ouvrages à faire, en conservant néanmoins aux sas-éclu-

---

(1) Longueur totale du canal, 241,968 mètres.

Dépense faite. . . . . 14,800,000 f.

Dépense à faire. . . . . 25,000,000

Le canal de Bourgogne est destiné à joindre la Saône à la Loire, au moyen de l'Armançon et de l'Yonne, par Dijon, Montbart et Tonnerre. Il communiquera, par le canal de Monsieur, au Rhin; et par la Saône et le canal latéral du Rhône, à Lyon et à Marseille.

sés la longueur de 32 mètres 50 centimètres pour le passage des bois de mât. Les départements qu'il traverse ne seront point lésés par cette disposition ; l'économie sur la dépense sera de près de 8 millions ; et on aura plus de probabilité de ne pas manquer d'eau , vu que la consommation sera réduite au moins d'un tiers dans la partie restant à faire de ce canal.

On m'objectera l'inconvénient d'une petite navigation faisant suite à un canal à grande navigation. Ce léger inconvénient ne mérite à mes yeux aucune considération , puisque le mode que je propose est peut-être le seul moyen propre à utiliser ce qui existe.

## 3.

*Achèvement des canaux de Nantes à Brest, d'Ille-et-Rance, et du Blavet, désignés sous le nom de canaux de Bretagne, estimés ensemble . . 36,000,000 f.*

Ces trois canaux sont compris dans le rapport, présenté en 1820 par M. le directeur général des ponts-et-chaussées, sur la navigation intérieure de la France.

Le premier, de Nantes à Brest, fait partie des canaux de première classe, à grande navigation. Commencé en 1804, sa confection étoit

estimée, en 1820, à la somme de 23,000,000 f.

Le second, dit canal d'Ille-et-Rance, fait suite à la navigation de la Vilaine : il commence à Rennes et se termine à Dinan, où la Rance est navigable. Les dépenses restant à faire étoient évaluées en 1820 à la somme de 6,000,000 fr.

Le troisième, dit canal du Blavet, commence à Pontivy, sur le canal de Nantes à Brest, et se termine au port de Lorient. L'achèvement de ce canal étoit estimé en 1820 . . . 800,000 fr.

Ainsi les trois canaux de Bretagne, projetés à grande navigation, étoient évalués en 1820 à la somme de . . . . . 29,800,000 fr.

Je ne ferai aucune observation sur l'estimation actuelle de ces canaux (36,000,000 f.), vingt-un pour cent en sus de l'estimation de 1820 : elle résulte sans doute d'un examen plus approfondi des travaux à faire, et, sans doute aussi, du desir exprimé dans la discussion qui a eu lieu à la Chambre des Députés, d'être plutôt au-dessus qu'au-dessous de la dépense, afin de n'être pas obligé à demander de nouveaux fonds.

On a réuni sous un même titre un canal de première classe et deux de seconde classe.

Le premier, de Nantes à Brest, est d'un intérêt général pour la France entière, à raison de



l'approvisionnement, en temps de guerre, du port de Brest. Je me dispense de répéter tout ce qui a été dit à cet égard... Les deux autres canaux peuvent sans doute aussi concourir à l'approvisionnement de ce grand port et à celui de Lorient; mais leur importance n'étant que secondaire, il eût été plus convenable d'attendre, pour leur confection, que le canal de première classe fût achevé, ou du moins très avancé.

Je lis dans le rapport de 1820 de M. le directeur général, page 41 (canal de Nantes à Brest):

« Si l'on se décidait à exécuter ce canal en petite section et suivant les mêmes dimensions que celles adoptées pour le canal de Berry, ce qui est d'autant plus admissible que, dans le principe, on avoit proposé d'établir cette ligne de navigation au moyen de plans inclinés, on estime que la dépense pourroit se réduire à 15 millions. »

Je lis, page 65 du même rapport (canal du Rhône à Marseille, dans la colonne des observations):

« Ce canal seroit ouvert en grande section. Si l'on se décidait pour une petite navigation, les dépenses se réduiroient environ des deux cinquièmes; mais il faudroit toujours donner aux sas-éclusés une longueur de 32 mètres

« 50 centimètres, dans l'intérêt de l'approvision-  
 « nement du port de Toulon. »

Je lis, pages 8 et 9 du même rapport :

« Chez nos voisins, et en prenant les écluses  
 « pour point de comparaison, la largeur des ca-  
 « naux de grande navigation est précisément  
 « double de celle des autres : ainsi des bateaux  
 « qui se suivent sur les canaux de petite navi-  
 « gation marchent accouplés lorsqu'ils les quit-  
 « tent pour entrer dans les canaux d'une double  
 « dimension. On aperçoit aisément quelle faci-  
 « lité et quelle économie résultent de cette ha-  
 « bileté à proportionner par-tout les moyens  
 « aux résultats, et à mettre à profit les avantages  
 « qu'offrent les petits canaux. Des dispositions  
 « analogues produiront en France les mêmes  
 « effets. Ce qui importoit avant tout, c'étoit de  
 « savoir si des canaux de petite section pouvoient  
 « être établis avec succès. On est entièrement  
 « fixé sur ce point ; et de plus, comme les dé-  
 « penses seront moindres, nous trouverons,  
 « dans cette économie, les moyens d'ouvrir un  
 « plus grand nombre de communications. »

Je dois ajouter aux citations que je viens de  
 rappeler l'extrait de l'opinion de M. le direc-  
 teur général, séance du 10 juillet, page 995 du  
*Moniteur*.

« Chacun sait jusqu'où on peut porter le luxe  
 « des constructions ; mais un canal est un objet  
 « d'utilité publique : ici tout ce qui ne concourt  
 « pas à la solidité des ouvrages en doit être rigou-  
 « reusement exclu. »

Les observations que je vais avoir l'honneur  
 de soumettre à la Chambre sont toutes basées sur  
 les extraits, ci-dessus cités, du rapport et des  
 discours de M. le directeur général.

Si, sous un gouvernement dont les vues et les  
 projets étoient souvent gigantesques, on s'étoit  
 d'abord arrêté à l'idée d'établir la ligne de navi-  
 gation de Nantes à Brest, au moyen de plans in-  
 clinés, système moins avantageux au commerce,  
 mais beaucoup plus économique quant à la dé-  
 pense de construction que celui de petite navi-  
 gation à sas-éclusés, j'ai peine à comprendre  
 que, sous un gouvernement paternel et sous un  
 régime constitutionnel, on ait pu proposer une  
 dépense de 36 millions pour un canal à grande  
 navigation, lorsque, d'après l'aveu de M. le di-  
 recteur général (rapport de 1820, page 41),  
 on pouvoit obtenir le même résultat par un  
 canal à sas-éclusés, à petite section, avec une  
 économie de 12 millions.

Si l'on prenoit pour base l'extrait du même  
 rapport (page 65) qui réduit la dépense des ca-



naux à petite section aux deux cinquièmes de celle des canaux à grande navigation, l'économie seroit de 14 millions.

Je dois rappeler ici qu'en donnant aux sas-éclusés des canaux de Bretagne la longueur de 32 mètres 50 centimètres, longueur nécessaire pour le transport des mâtures et autres bois de longue dimension, on conservera à cette petite navigation tous les avantages des canaux à grande section.

Il est un objet d'une plus haute considération dont il n'a pas, je crois, été question dans les débats de la Chambre des Députés, du moins à l'égard des canaux de Bretagne. Les eaux dont on peut disposer ont-elles été reconnues suffisantes pour alimenter ces canaux, et sur-tout celui de Nantes à Brest?

Il est évident que la consommation d'eau des canaux à petite section n'est que la moitié de celle des canaux à grande navigation, sous le rapport du moins de l'évaporation et des filtrations: ici, la consommation iroit au-delà de la moitié, à raison de la longueur obligée des sas-éclusés, et elle paroît pouvoir être évaluée aux trois cinquièmes.

La proposition faite, sous le précédent gouvernement, d'établir la ligne de navigation de

Nantes à Brest au moyen de plans inclinés, me persuade, vu le caractère bien connu du chef du Gouvernement, qu'on craignoit de n'avoir pas la quantité d'eau suffisante pour la petite navigation à sas-éclusés. Et dans le doute, car au moins ce doute existe, M. le directeur général préfère et propose un canal à grande navigation!!... Je ne pense pas qu'une pareille proposition puisse être adoptée, vu que le canal à petite section atteindra bien plus sûrement le but que l'on doit se proposer, et que la dépense sera réduite d'un tiers.

Peut-être est-il nécessaire d'expliquer à quelques uns de mes honorables collègues ce que l'on entend par navigation au moyen de plans inclinés. Lorsque les eaux destinées à alimenter un canal ne sont pas assez abondantes pour fournir à la consommation des sas-éclusés, on retient les eaux supérieures par un barrage en maçonnerie, et on substitue au sas un plan incliné, à pente douce, qui communique du canal supérieur au canal inférieur. Des crapaudines, disposées sur les deux côtés du plan incliné, reçoivent des rouleaux sur lesquels montent ou descendent les bateaux destinés à cette navigation, au moyen d'un cabestan, ou de

toute autre machine placée à cet effet sur le mur de barrage du canal supérieur.

Ce système, employé en Hollande, n'est appliqué dans ce pays qu'à des canaux à très petite navigation; il me paroitroit difficile de l'adopter en France aux canaux à petite section ayant la moitié de la largeur des canaux à grande navigation, à raison de la force à donner à la machine destinée à monter et à descendre les bateaux; mais ce mode, sans contredit le plus économique sous le double rapport de la dépense de construction et de la consommation d'eau, pourra être employé très utilement pour les communications de canal à canal, sur-tout dans les pays coupés. J'ai vu en Hollande plusieurs petits canaux, construits dans ce système, dont la largeur n'étoit que de cinq à six mètres au plus; un seul homme suffisoit pour conduire quatre à cinq petits bateaux liés à la suite l'un de l'autre.

## 4.

*Achèvement du canal d'Arles à Bouc, en grande section . . . . . 5,500,000 fr.*

Ce canal fait partie de la navigation projetée de Marseille à Tarascon, par le port de Bouc et



Arles. La dépense de cette navigation, dont le développement est de 83,000 mètres, est évaluée dans le rapport précité de 1820 à la somme de. . . . . 8,910,000 fr.

Savoir:

De Marseille au port de Bouc, par l'étang de Berre (pages 44 et 55 du rapport.) 2,000,000 fr.

Du port de Bouc à Arles (pages 43 et 54) . . . . . 5,500,000

D'Arles à Tarascon (pages 44 et 55) . . . . . 1,410,000

---

Somme pareille. . . . 8,910,000

Il est question, dans le rapport précité de 1820 (page 65), d'un second projet de navigation de Marseille à Tarascon, par Aix et Orgon, connu sous le nom de canal de Provence: sa longueur seroit de 165,000 mètres, et sa dépense est évaluée à . . . . . 22,180,000 fr.

Tout porte à penser que le canal du port de Bouc à Arles étant compris dans le projet de loi soumis à la Chambre, la confection du canal de Provence sera ajournée, et que l'on s'occupera, par préférence, du canal longeant le Rhône d'Arles à Tarascon; et ensuite de celui du port de Bouc à Marseille, si tant est, toutefois, qu'il y ait des empêchements ou des risques à courir

dans le trajet par mer de Marseille au port de Bouc.

Cette navigation longeant le Rhône de Marseille à Tarascon, ainsi que celle latérale à ce fleuve de Tarascon à Lyon, sont projetées à grande section; elles sont évaluées, savoir :

La première, par le port de Bouc et Arles, à la somme de . . . . . 8,910,000 fr.

La seconde, de Tarascon à Lyon, à . . . . . 38,205,600

(pages 32 et 55). La longueur de cette seconde partie est de

240,000 mètres. . . . .

Dépense totale . . . . 47,115,600

La crainte de manquer d'eau, pour cette importante navigation de Marseille à Lyon, ne peut point être alléguée pour donner la préférence à un canal à petite section. Je n'hésiterois pas cependant à préférer la petite navigation à la grande, si les canaux à faire pour la compléter jusqu'à Lyon devoient être entrepris aux frais et risques de l'État, au moyen de fonds prêtés par des compagnies financières; parce que je pense que la petite navigation rempliroit entièrement, dans cette grande et importante communication, le but que l'on doit raisonnablement se proposer, et qu'elle procureroit une économie de 14 à 15 millions, en conservant

aux sas-éclusés la longueur de ceux de la grande navigation, 32 mètres et demi, pour le passage des bois de mâtûre destinés au port de Toulon.

Mais ayant l'espérance que le Gouvernement, mieux instruit des véritables intérêts de la France, renoncera au système suivi cette année, et convaincu qu'il trouvera à traiter, pour le canal latéral au Rhône, avec des compagnies qui l'entreprendront à leurs frais, risques et périls, au moyen d'une concession, soit perpétuelle, soit à long terme; je vois peu d'inconvénients à faire ce canal à grande section, si la compagnie qui se présentera le préfère; vu que, dans ce cas, le trésor public n'aura rien à déboursier, rien à économiser.

Dans l'hypothèse que je viens d'énoncer, il paroît convenable d'effectuer en grande section le canal projeté d'Arles à Bouc.

## 5.

*Achèvement du canal de Nivernois, ou jonction de la Loire à l'Yonne, et de l'Yonne à la Seine, à Moret* (1). . . . . 8,000,000 fr.

Les propriétaires des canaux de Briare, d'Or-

---

(1) (Pages 53 et 56 du rapport.) Longueur du canal, 189,146 mètres.

Ce canal, projeté à grande section, commence à De-



Orléans et de Loing, se plaignent de la confection de ce canal qui doit leur causer un grand préjudice; et comme le Gouvernement s'est engagé, disent-ils, de la manière la plus formelle, à n'autoriser jamais l'ouverture d'aucune nouvelle communication de la Loire à la Seine, et qu'une concession de ce genre, surprise en 1819 à la religion du Gouvernement, avoit été révoquée par arrêt solennel et contradictoire, ils espèrent que la Chambre des Pairs voudra bien examiner leurs droits, et leur juste réclamation à être indemnisés.

Ils ajoutent que l'établissement du canal de Nivernois en canal de petite section auroit prévenu leur réclamation, et assuré les intérêts raisonnables des pays qu'il doit parcourir.

Je suis loin d'adopter toutes les prétentions des propriétaires de ces anciens canaux. Nul doute que quelques unes des communications projetées, ou qui le seront par la suite, ne puissent être nuisibles à quelques canaux préexistants; mais les canaux de Briare, d'Orléans et de

---

cize sur la Loire, entre Moulins et Nevers, remonte l'Arron, passe par Cercy, Anizy, Chatillon, l'étang de Baye, traverse la montagne de la Colancelle, arrive à Auxerre sur l'Yonne, et va joindre la Seine à Moret.

Loing, seront amplement compensés des pertes que pourra leur occasioner le canal de Nivernois, par les profits qu'ils retireront du canal latéral à la Loire supérieure, de Digoin à Briare; et, bien plus encore, par le canal latéral à ce fleuve, de Nantes à Orléans.

Dans mon opinion, un canal à petite section seroit ici plus que suffisant, en conservant aux sas-éclusés 32 mètres 50 centimètres de longueur. Par ce moyen, on obtiendrait une économie d'environ 2,600,000 fr., et l'on seroit assuré de ne pas manquer d'eau.

## 6.

*Achèvement du canal du duc de Berry (1), estimé. . . . . 12,000,000 fr.*

## 7.

*Canal latéral à la Loire, de Digoin, où aboutit le canal du centre, jusqu'à Briare, estimé. . . . . 12,000,000 fr.*  
*Dépense supposée des deux canaux . . . . . 24,000,000 fr.*

---

(1) Ce canal commence au Bec-d'Allier, au confluent de l'Allier avec la Loire, et se dirige sur Tours par Bannegon, Dun-le-Roy, Bourges, Vierzon, Selles et Saint-Aignan.

Je lis dans le rapport de 1820 de M. le directeur général (pages 40 et 41), ce qui suit :

« *Canal de Berry, faisant suite au canal du centre.* »

« Ce canal, d'après l'ordonnance Royale du 22 décembre 1819, comprend le canal latéral à la Loire depuis Digoin jusqu'au Bec-d'Allier. En conséquence de cette dernière disposition, sa longueur, depuis son origine dans la Loire vis-à-vis Digoin, jusqu'à son embouchure dans la même rivière près de Tours, en passant par le Bec-d'Allier, Bonnegon, Dun-le-Roi, Bourges, Vierzon, Selles et Saint-Aignan, est de 349,300 mètres.

« Les dépenses restant à faire pour achever ce canal, *en petite section*, sont évaluées à . . . . . 12,300,000 fr. »

(Même estimation de 12,300,000 fr., pag. 54.)

Je lis, page 37 du rapport :

« *Canal latéral à la Loire depuis le Bec-d'Allier  
jusque vis-à-vis Briare.* »

« La longueur de ce canal, en le combinant avec le canal de Berry, seroit de 85,698 mètres.

« Sa dépense est estimée . . . 4,000,000 fr. »

(Même estimation de 4,000,000 fr., pag. 55).



Ainsi, en 1820, les art. 6 et 7 du projet de loi n'étoient estimés ensemble que . . 16,300,000 f.

Et dans le projet qui vous est soumis, ces deux canaux sont estimés à . . . . . 24,000,000 fr.

En 1820, ces canaux étoient projetés en petite section : le projet de loi ne s'explique pas à cet égard. Au premier coup-d'œil, tout porteroit à croire, vu l'augmentation de 7,700,000 f. dans la dépense, environ moitié en sus, qu'on voudroit aujourd'hui les établir en grande section. Néanmoins, après avoir lu la lettre de M. le comte de Montalivet, sur le canal latéral à la Loire, dans laquelle il évalue à plus de 20 millions les dépenses de ce canal de Digoin à Briare, je puis supposer que ce surcroît d'estimation de 7,700,000 fr. est le résultat d'un examen plus approfondi. Si ma conjecture n'étoit pas fondée, je serois, je dois l'avouer, étonné de ce changement de système; et j'insisterois, d'après les divers motifs énoncés ci-dessus sur les autres canaux, pour que ceux-ci fussent établis à petite section.

#### RÉSUMÉ.

J'ai vu avec peine, dans le projet de loi qui vous est soumis, le changement de système de

M. le directeur général des ponts-et-chaussées, et son penchant décidé pour les canaux à grande navigation.

Si les canaux étoient donnés à des compagnies pour les exécuter à leurs frais, risques et périls, au moyen d'une concession à long terme, dût-elle même être perpétuelle, je pourrois adopter le système de grande navigation pour tous les canaux où j'aurois la certitude que les localités peuvent leur fournir l'eau nécessaire à leur consommation; mais l'expérience n'a que trop souvent prouvé combien étoient erronées les données et les conjectures antérieures à l'excavation et à l'achèvement des canaux; et, sous ce rapport, j'ai le droit d'être incrédule sur de pareilles données, quels que soient d'ailleurs les talens et l'expérience des auteurs des projets.

D'après ce que je viens de dire, j'approuve l'article premier tel qu'il est proposé.

J'approuve aussi la confection des canaux, articles 2, 3, 5, 6 et 7 du projet de loi; mais sous la réserve formelle qu'ils seront construits à petite section, afin d'être assuré d'avoir l'eau nécessaire pour les alimenter dans tous les temps; et pour diminuer de près d'un tiers les dépenses de construction sur les canaux, articles 2, 3 et 5.

Voici le tableau de ces économies.

| DÉSIGNATION<br>DES CANAUX.                                                                                                   | DÉPENSE DES CANAUX      |                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------|----------------------|
|                                                                                                                              | à grande<br>navigation. | à petite<br>section. |
| Article 2. Canal de Bourgogne. . .                                                                                           | 25,000,000 f.           | 17,150,000 f.        |
| Article 3. Canaux de Bretagne . .                                                                                            | 36,000,000              | 24,100,000           |
| Article 5. Canal de Nivernois. . .                                                                                           | 8,000,000               | 5,350,000            |
| Total. . . . .                                                                                                               | 69,000,000              | 46,600,000           |
| Économie résultante, sur ces<br>trois articles, de la petite naviga-<br>tion substituée à la grande naviga-<br>tion. . . . . |                         |                      |
|                                                                                                                              |                         | 22,400,000 f.        |

Je n'ai point compris dans ce tableau les articles 6 et 7 du projet, savoir: le canal du duc de Berry, et le canal latéral à la Loire, de Digoin à Briare; parceque le surcroît d'estimation de ces deux articles sur leur dépense présumée en 1820 (près de moitié en sus), provient sans doute d'un examen plus approfondi des localités, et que je n'ai point la preuve du changement de système à leur égard.

Si l'augmentation de la dépense ne provenoit que du changement de système, il y auroit alors sur ces deux canaux une économie de plus de



6 millions en les réduisant à petite section.

En parlant des divers canaux compris dans le projet de loi, j'ai donné les raisons qui motivoient la préférence à accorder à la petite navigation sur la grande; et j'ai sur-tout insisté sur l'indispensable nécessité d'économiser les fonds de l'État, lorsque cette économie ne portoit aucun préjudice au but que l'on vouloit atteindre, ainsi que sur le besoin d'une quantité d'eau suffisante pour alimenter la navigation dans tous les temps. On a pu se convaincre, par les extraits cités du rapport de 1820, qu'à cette époque M. le directeur général des ponts-et-chaussées avoit, sur les canaux à petite section, une opinion semblable à la mienne.

Je dois ajouter à ce que j'ai dit ci-dessus l'avantage inappréciable d'avoir, dans bien des cas, une quantité d'eau excédant les besoins de la navigation, dont on pourra tirer un grand parti, soit pour des usines, soit pour servir aux irrigations, mode peu usité en France, qui peut, avec le temps, doubler les produits de l'agriculture.

J'ai un peu forcé, dans le tableau ci-dessus, l'estimation de la dépense à faire pour les canaux à petite section, à raison de la longueur à donner aux sas-éclusés (32 mètres 50 centimé-

tres), longueur obligée pour le transport des bois de mâture dans nos grands ports militaires.

J'approuve l'article 4, canal d'Arles à Bouc, tel qu'il est proposé.

N'ayant aucune donnée sur les travaux projetés pour améliorer la navigation du Tarn entre Albi et Gaillac, article 8 du projet de loi; je me bornerai à dire que cet article de dépense m'eût paru plus convenablement placé dans le budget général du ministère de l'intérieur, direction des ponts-et-chaussées.

*Observation sur le canal des Ardennes, dont les travaux ne sont pas encore commencés.*

M. le Ministre de l'intérieur, en parlant du retard des travaux de ce canal, dans la séance du 9 juillet, de la Chambre des Députés, a dit :  
 « Parmi les petites objections qui ont été présentées, je dois répondre à celle qui est relative au canal des Ardennes. Oui, Messieurs, il y a un retard, mais il est facile de le justifier. Les dépenses du canal des Ardennes avoient été évaluées à huit millions pour une petite navigation; en examinant plus attentivement les localités, on a reconnu qu'il ne coûteroit que 400,000 fr. de plus pour établir une grande navigation. Je vous demande si un avantage

« aussi important ne valoit pas la peine de faire  
 « suspendre les travaux (1). » Le Moniteur  
 ajoute : *Mouvement d'adhésion.*

Le Ministre a dit, dans le même discours :  
 « On a prétendu que les compagnies finan-  
 « cières n'étoient pas intéressées à ce que les  
 « travaux fussent exécutés avec économie ; que  
 « le Gouvernement devant fournir le surplus  
 « des sommes nécessaires à l'achèvement des ca-  
 « naux, elles avoient intérêt à ce que les pre-  
 « mières évaluations fussent dépassées : j'avoue  
 « que je n'aperçois pas cet intérêt. Je suppose  
 « qu'un canal ait coûté des sommes plus consi-  
 « dérables que celles prévues d'abord ; les pro-  
 « duits du canal seront-ils pour cela plus grands ?  
 « Non, sans doute ; le tarif reste le même. Ainsi  
 « vous voyez que les compagnies n'ont aucune  
 « espèce d'intérêt à engager le Gouvernement  
 « dans des dépenses exorbitantes. »

J'ai lieu d'être étonné de l'assertion de M. le  
 Ministre de l'intérieur, qui ne porte qu'à huit  
 millions 400,000 fr. la dépense du canal des  
 Ardennes pour une grande navigation, lorsque  
 la dépense de ce canal à petite section avoit été  
 évaluée à huit millions. Ainsi, d'après cette as-  
 sertion, la dépense d'un canal à grande naviga-

---

(1) Extrait du *Moniteur* du jeudi 11 juillet, p. 937.



tion ne coûteroit qu'un vingtième en sus du canal à petite navigation ! Je ne pense pas qu'aucun ingénieur instruit puisse partager l'opinion du Ministre ; et très certainement, si la Chambre des Députés a donné, ainsi que le dit le Moniteur, un signe d'adhésion, c'est parcequ'elle a cru sur parole et sans réflexion.

Dans le rapport sur la navigation intérieure, présenté en 1820 au Ministre par M. le directeur général des ponts-et-chaussées, rapport auquel ont certainement concouru les membres les plus distingués du corps royal des ponts-et-chaussées, le canal de Nantes à Brest, à grande navigation, est évalué (page 41) à la somme de. . . . . 23,000,000 fr.

Et, à petite section, sa dépense

est réduite (page 41) à. . . . 15,000,000

Le canal du Rhône à Marseille,

projeté sous le nom de canal

de Provence, doit coûter

(page 65), en grande section. . 22,180,000

Il est dit, en marge du rapport :

« Si l'on se décidait pour une petite navigation, les dépenses se réduiroient environ des  
« deux cinquièmes, en donnant aux sas des  
« écluses une longueur de 32 mètres 50 centi-  
« mètres, dans l'intérêt de l'approvisionnement  
« du port de Toulon, ci. . . . . 13,308,000 fr.

De ces deux exemples, on peut, on doit conclure que les canaux à grande navigation coûtent au moins moitié en sus des canaux à petite section ; et l'on conviendra que cette augmentation de dépense de cinquante pour cent est bien éloignée de celle supposée par le Ministre de l'intérieur, à propos du canal des Ardennes, de cinq pour cent seulement.

Pour admettre une pareille assertion, il faudroit supposer que MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées ont commis de bien graves erreurs dans les devis et estimations de ce canal.

Mes relations, soit officielles, soit amicales, avec MM. les ingénieurs des ponts-et-chaussées, et la connoissance que j'ai acquise de leurs talents, sur-tout pour la partie hydraulique, m'ont convaincu qu'on ne pouvoit pas leur attribuer de pareilles erreurs ; et je suis plus porté à croire que M. le Ministre de l'intérieur, étranger à ces sortes de matières, a été mal informé.

J'ajouterai qu'il est possible que le renseignement donné au Ministre provienne de la compagnie financière, à qui le montant définitif de la dépense est absolument étranger, et qui a pu penser qu'un canal à grande navigation lui seroit plus utile sous le rapport du péage.

Au reste le Roi et les Chambres se sont pro-

noncés pour un canal à petite section ; et quand bien même la dépense du canal à grande navigation n'excéderoit que d'un vingtième la dépense allouée pour ce canal à petite section, je pense que le pouvoir exécutif n'a pas le droit de changer une loi sans l'assentiment des deux Chambres.

J'ajouterai, en faveur de la petite navigation, qu'elle procure, dans ce cas-ci sur-tout, tous les avantages que les Départemens qu'elle traverse ou auxquels elle communique peuvent desirer ; et qu'en la maintenant on sera, en outre, assuré de ne pas manquer d'eau pour l'alimenter.

*Observations sur le canal du duc d'Angoulême dans sa traversée de la ville d'Amiens.*

Je crois devoir profiter de la circonstance pour faire quelques observations à M. le Ministre de l'intérieur sur la partie du canal du duc d'Angoulême dans sa traversée de la ville d'Amiens.

D'après le projet, la ville doit payer l'excédant de la dépense du passage par l'intérieur sur celle par l'extérieur.

Pour apprécier cette dépense et s'assurer si elle n'excéderoit pas les moyens dont elle pouvoit disposer pour y faire face, la ville desira connoître quelle largeur M. le directeur géné-



ral se proposoit de donner au canal et aux quais. M. le directeur général la fixa à quinze mètres pour le canal, et huit mètres pour chacun des quais.

Je me bornerai à dire que les passages donnés par les écluses n'étant que de six mètres cinquante centimètres, la largeur du canal pourroit sans aucun inconvénient être réduite à quatorze mètres, et comme le chemin de halage sur toute la vallée de la Somme n'existe que sur une rive, et a été réglé à six mètres, je pense qu'on pourroit, qu'on devroit même, dans l'intérêt de la ville d'Amiens et du commerce, se borner à un seul quai de huit mètres au plus. Par ce moyen la dépense à faire par la ville ne seroit pas au-dessus de ses facultés : le port à l'entrée de la ville, et les deux ports à sa sortie, présenteroient au commerce des quais suffisants; et l'on réaliseroit enfin en France ce que l'on voit à Amsterdam et à Londres des bâtimens, servant de magasin, construits sur l'un des côtés du canal et sur le mur même du quai, dans un espace d'environ cinq cents mètres, entre le port à l'entrée et ceux à la sortie.

La ville d'Amiens a été dans tous les temps une ville d'entrepôt pour les denrées coloniales et pour certaines marchandises du midi qu'il est d'un grand intérêt de ne point laisser sur

les quais et de pouvoir débarquer et embarquer le plus promptement et aux moindres frais possibles. Elle est appelée, par sa position au milieu de Départemens agricoles et très productifs, à devenir un lieu d'entrepôt de grains dans les années d'abondance; et le seul moyen de procurer au pays cette ressource, utile à-la-fois aux cultivateurs et au commerce, c'est d'adhérer au vœu de la ville. Dans les années d'abondance le cultivateur trouvera soit à vendre ses blés à des spéculateurs, s'il le juge convenable, soit à les entreposer dans un magasin et à les y laisser sans crainte, et aux moindres frais possibles, sous la garde et à la surveillance du propriétaire du magasin, ainsi que cela se pratique à Amsterdam pour les blés de Dantzick et de la Pologne.

Ce genre de commerce une fois établi, le cultivateur obtiendra facilement du négociant dépositaire une avance sur le prix de ses grains, au moindre intérêt possible; et, au moyen de cette avance, qui lui fournira le moyen d'acquitter ses contributions et de payer les dépenses de culture, il pourra attendre un temps plus favorable pour vendre ses grains.

Je prie M. le Ministre de l'intérieur de vouloir bien prendre en considération mes ob-

servations; ce que je propose étant utile sous tous les rapports, et ne pouvant dans aucun cas entraîner le plus léger inconvénient.

*Observations sur le canal latéral à la Loire, de Nantes à Tours, et sur le grand avantage de le continuer jusqu'à Orléans.*

M. le directeur général, dans son rapport de 1820 (page 41), propose un canal latéral à la Loire, de Tours à Nantes. Nul doute sur l'avantage de ce canal; mais il me semble qu'il n'atteint pas le but que l'on doit se proposer; et que, vu les dangers et sur-tout la lenteur de la navigation de la Loire au-dessus de Tours jusqu'à Orléans, le canal latéral devrait remonter jusqu'à Orléans.

Le canal d'Orléans à Nantes, qui devrait être de première classe sur toute sa longueur, redonneroit lavie au port de Nantes: par ce moyen, ce port pourroit concourir avantageusement, avec le Havre et les ports plus au nord, à l'approvisionnement de Paris, ainsi qu'à celui des Départemens du centre et de l'est de la France.

Le projet de ce canal une fois arrêté, je crois pouvoir assurer qu'il se présenteroit des compagnies pour l'entreprendre à leurs frais, risques



et périls, au moyen d'une concession à long terme, quelle que dût être la dépense de cette navigation; parceque les bénéfices du péage seroient certains et couvriroient l'intérêt des fonds employés à ce grand ouvrage. Mais, pour atteindre sûrement ce but, soit pour le canal d'Orléans à Nantes, soit pour celui latéral au Rhône, de Lyon à Arles, soit pour tout autre, il est indispensable que les projets, les devis estimatifs et les cahiers des charges, soient rendus publics huit mois au moins avant l'époque fixée pour leurs adjudications.

Vu les canaux entrepris, et ceux prêts à entreprendre par suite du projet qui vous est présenté, le Gouvernement a, pour plusieurs années, des ateliers plus que suffisants pour donner du travail aux ouvriers qui en manqueroient, et M. le directeur général a devant lui tout le temps nécessaire pour approfondir et mûrir le plan immense de navigation qu'il a présenté en 1820.

Je me bornerai à ajouter que dans ces sortes de travaux, il faut se borner à ce qui est utile et nécessaire; et qu'ici, comme en toutes choses, le mieux est presque toujours l'ennemi du bien.

---

IMPRESSIONS

N° 24.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du vendredi 2 août 1822.

## OPINION

DE M. LE COMTE CHAPTAL

SUR le projet de loi relatif à l'achèvement et à la  
construction de plusieurs canaux.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

IN THE  
CITY OF NEW YORK

IN SENATE

January 10, 1901

REPORT

OF THE  
COMMISSIONERS OF THE LAND OFFICE  
IN RESPONSE TO A RESOLUTION  
PASSED BY THE SENATE  
MAY 1, 1899



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte CHAPTAL sur le projet de loi relatif  
à l'achèvement et à la construction de plusieurs  
canaux.

MESSIEURS,

De tous les bienfaits que le Gouvernement peut répandre sur l'agriculture, l'industrie, et le commerce, le plus grand ; à mes yeux, est celui des nombreux canaux de navigation qui nous sont proposés.

Diminuer les frais de transport, ouvrir des communications, faciliter les échanges, c'est accroître toutes les sources de la prospérité publique.

Un de nos écrivains les plus profonds disoit, dans le seizième siècle, que les rivières et les fleuves navigables sont des *chemins qui marchent* : mais les canaux présentent encore de

bien plus grands avantages que les rivières et les fleuves navigables: ils vont chercher les produits dans les lieux de leur origine, et y transportent les approvisionnements de tout genre; leur direction est établie dans la ligne des besoins; en tout temps leur navigation est régulière, constante et sûre; ils vivifient tous les pays qu'ils parcourent, sans jamais faire payer ces bienfaits par des inondations ou des ravages.

Tout le monde convient de l'utilité des canaux; le Gouvernement est pénétré de cette vérité; on ne diffère que sur le mode d'exécution.

En nous renfermant dans le projet de loi qui nous est présenté, je crois qu'on peut réduire la question à ces termes :

*Est-ce au Gouvernement, est-ce à l'intérêt privé, qu'il appartient d'exécuter les grandes lignes de navigation qui sont proposées?*

Le Gouvernement ne doit voir que l'utilité publique; il suffit qu'elle soit grande et bien constatée pour qu'il ne doive pas calculer minutieusement l'intérêt de ses capitaux.

C'est d'après ces principes qu'il construit des ponts, creuse des ports, fait des chemins, et arme des forteresses. Ces travaux ne rapportent

rien au trésor, mais ils sont utiles, et c'est assez pour qu'on les exécute. Qui osera blâmer Louis XVI d'avoir entrepris les travaux si dispendieux de Cherbourg? Ne suffiroit-il pas de répondre que, si la rade et le port de Cherbourg avoient existé en 1692, Tourville n'eût pas été réduit à brûler ses vaisseaux après le combat glorieux de la Hogue, et que le pavillon français auroit conservé sa supériorité sur les mers.

Le particulier seul est forcé, par sa position, à faire entrer son intérêt propre comme premier élément dans toutes ses entreprises.

Les grandes lignes de navigation présentent-elles, pour le moment, des chances probables de bénéfices? Non sans doute. Le canal de Nantes à Brest ne produira pas, peut-être, de quoi fournir aux frais d'entretien. Un particulier ne peut donc pas l'entreprendre; mais le Gouvernement ne doit pas hésiter, parceque, prévoyant l'avenir, ce canal peut lui valoir plus que vingt vaisseaux dans la rade de Brest, par la facilité des approvisionnements en temps de guerre.

Lors même qu'il seroit prouvé que quelques uns de ces canaux peuvent donner des bénéfices, je doute qu'il se présentât des compagnies



pour les exécuter à leurs risques et périls.

En effet, Messieurs, il ne suffit pas pour un particulier de calculer les chances de son entreprise sur le devis de l'ingénieur pour les dépenses, et sur le tarif du péage pour les recettes; il doit encore y faire entrer d'autres considérations, comme, par exemple, les procès nombreux et interminables que lui susciteront les communes et les propriétaires riverains, ce qui fait suspendre les travaux, donne lieu à des dédommagements, et entraîne des frais qu'on n'avoit pu ni prévoir, ni déterminer d'avance. Les entrepreneurs du canal de Beaucaire éprouvent des contestations de ce genre depuis dix ans, et elles sont loin d'être terminées; ces entraves ont prolongé de cinq ans la confection des ouvrages; et ce canal si utile, si fréquenté, qui lie la navigation du canal des deux mers à celle du Rhône, donne à peine 4 pour cent aux actionnaires.

Il n'appartient donc qu'au Gouvernement de tracer les grandes lignes de navigation; lui seul peut vaincre tous les obstacles; lui seul est dispensé de régler son action sur les calculs d'un intérêt privé. Le canal qui joint les deux mers a coûté 34 millions; et, quoiqu'il n'ait jamais rapporté plus de 2 pour cent, il n'en

forme pas moins le monument le plus utile et le plus mémorable du règne de Louis XIV : aucune voix ne s'est encore élevée pour le ranger parmi les prodigalités du siècle.

Lorsque le Gouvernement aura terminé les grands canaux, les particuliers pourront aisément compléter le système de navigation, en dirigeant, sur les pays de production ou de consommation, tous les embranchements qui seront jugés utiles.

*Mais quel est le mode que le Gouvernement doit adopter pour assurer l'exécution des canaux de la manière la plus économique et la plus prompte ? C'est la seconde question qu'il nous reste à traiter.*

Trois moyens se présentent au Gouvernement pour fournir aux dépenses :

- 1<sup>o</sup> Créer des rentes ;
- 2<sup>o</sup> Émettre les engagements du trésor ;
- 3<sup>o</sup> Emprunter aux capitalistes.

Les deux premiers moyens, fussent-ils plus avantageux pour le moment, ne devroient pas être adoptés.

La création des rentes pour assurer un service quelconque dans l'intérieur, produiroit infailliblement le plus funeste effet sur le crédit public. Cet exemple, une fois donné, feroit

craindre qu'il ne fût suivi dans d'autres circonstances, et la confiance en seroit ébranlée parcequ'elle ne pourroit plus se reposer sur des bases fixes, immuables.

L'émission des effets du trésor a été également proposée, et on s'est appuyé sur le crédit dont il jouit en ce moment: mais ce crédit ne sera durable qu'autant que le Ministre en sera sobre; en abuser un instant c'est le perdre.

D'ailleurs a-t-on réfléchi que si le Gouvernement peut négocier ses engagements à quatre pour cent, c'est pour des termes courts; mais que s'il les proposoit à l'échéance de 40 à 45 années, il trouveroit difficilement des preneurs?

Nous avons intérêt à avoir des canaux et à les avoir le plus promptement possible: les deux moyens que je viens d'exposer ne nous donnent pas, à ce sujet, une assurance assez positive: qui peut nous garantir que les fonds destinés à la navigation ne seroient pas détournés de cette application pour des besoins pressants?

Cette crainte n'est pas chimérique: presque tous les canaux qu'on vous propose ont déjà reçu un commencement d'exécution, les fonds en étoient faits par le Gouvernement; tous ont été suspendus et repris à diverses époques; les dé-



gradations survenues dans les intervalles ont doublé la dépense.

Les travaux de la nature et de l'importance des canaux doivent être suivis sans interruption, et on ne peut atteindre ce but que par l'emploi de fonds spéciaux qui ne puissent, en aucun cas, recevoir une autre destination.

Le projet de loi me paroît réunir les meilleures dispositions: le Gouvernement emprunte à des particuliers qui ont intérêt à surveiller et à presser les travaux, pour être plutôt remboursés de leurs fonds, et jouir des primes qu'on leur accorde. Le Gouvernement ne peut pas en détourner un denier pour l'appliquer à un autre usage; leur destination est spéciale, et ils ne sont versés au trésor public qu'en proportion des dépenses.

Il me paroît que c'est le mode le plus sûr qu'on pût employer pour arriver plus promptement à d'heureux résultats.

Mais, dira-t-on, les marchés sont onéreux au Gouvernement; il eût pu trouver des capitaux à plus bas prix.

Il suffit d'exposer les faits pour répondre à cette objection.

1<sup>o</sup> L'intérêt du capital pendant les dix pre-

mières années est au-dessous de celui que produisoient les rentes sur l'État au moment où les engagements ont été contractés.

2<sup>o</sup> Les soumissions ont été reçues pendant plusieurs mois, et le Gouvernement n'a admis que celles qui lui étoient le plus avantageuses.

Je crois donc que le Gouvernement a adopté le seul moyen qu'il devoit employer pour assurer une prompte exécution de ce grand plan de navigation; il me reste à examiner s'il a adopté le plus économique.

Il eût mieux valu sans doute confier l'exécution de cette immense entreprise à des compagnies exécutantes qu'à des prêteurs de fonds: le Gouvernement le sentoît lui-même, puisqu'il a provoqué et reçu les soumissions des deux parties; mais une seule compagnie s'est présentée pour le canal d'Aire-à-la-Bassée, parceque la dépense n'est que de 2 millions 200 mille francs.

Le Gouvernement a donc fait tout ce que lui prescrivoient ses devoirs et l'intérêt public.

Voyons à présent quelle est sa position envers les prêteurs.

Le Gouvernement emprunte 98,300,000 fr. à raison de 5 fr. 34 cent. pour cent, taux moyen de l'intérêt.

Ce capital sera versé au trésor, par parties

égales , de trois en trois mois , dans l'espace de neuf années et quelques mois , terme prescrit pour l'achèvement des canaux.

Au bout de dix ans , le Gouvernement aura payé aux bailleurs de fonds 32 millions d'intérêt , et jouira seul du produit du péage établi sur les canaux.

A cette époque , le Gouvernement accorde une prime de demi pour cent aux capitalistes , jusqu'à l'extinction du capital ; et il établit un pour cent pour amortir progressivement la dette.

En supposant que les canaux produisent 3 pour cent , le Gouvernement , après avoir prélevé chaque année un million pour l'amortissement , disposera des deux millions restants pour les faire concourir à payer les intérêts ou éteindre la dette.

Ainsi , après l'extinction complète du capital emprunté , laquelle sera terminée en trente-trois ans après l'achèvement des canaux , le Gouvernement aura payé environ 145 millions d'intérêts.

Dès ce moment , les canaux seront la propriété du Gouvernement qui partagera le produit du péage avec les bailleurs de fonds pendant quarante ans . Il est douteux que sans cette clause on eût trouvé des prêteurs pour un aussi



long terme; tous leurs bénéfices dérivent de cette disposition du traité.

Indépendamment du produit des péages sur les canaux, le Gouvernement retirera encore un bien plus grand avantage de leur confection, par l'économie qui doit en résulter pour l'entretien des routes. Dans son rapport de 1820, M. le directeur-général des ponts-et-chaussées a porté cette économie à 6 millions, et lorsqu'on considère le peu de dépense qu'exigent les chemins qui sont voisins ou parallèles aux canaux de navigation, on reste convaincu que son évaluation n'est pas forcée.

Je ne puis pas me dissimuler qu'on a fait contre le projet deux graves observations auxquelles il seroit difficile de répondre en ce moment, parceque l'objection ne repose que sur des craintes, et que la réponse ne peut pas s'établir sur des faits positifs: il n'appartient qu'au temps de prononcer.

On craint que les travaux ne soient pas terminés dans les délais prescrits.

On craint encore que les dépenses ne dépassent celles qui sont portées dans les devis estimatifs.

Ces craintes ne sont peut-être pas chimériques.

Dans le premier cas, l'intérêt du trésor et celui des capitalistes seroient également lésés : le trésor entreroit plus tard dans la jouissance du péage ; le bailleur de fonds verroit reculer l'époque où il doit jouir des primes qui lui sont allouées par son traité.

Dans le second cas, le Gouvernement est obligé de fournir le supplément de fonds nécessaires pour terminer les travaux.

Il eût été sans doute desirable et peut-être plus prudent de stipuler que les capitalistes fournissent à toutes les dépenses jusqu'à pleine et entière exécution des canaux ; mais on ne peut pas se dissimuler que cette condition auroit éloigné un grand nombre de concurrents : un homme sage n'engage que sa fortune et son crédit dans les spéculations de cette nature ; il repousse toutes celles qui ne lui présentent ni terme ni point fixe. Il est d'ailleurs certain qu'en prescrivant cette clause, le Gouvernement n'auroit pas pu traiter à des conditions aussi avantageuses que celles qu'il a adoptées.

Cependant, la grande utilité des canaux ne pourroit pas absoudre le Gouvernement s'il avoit mis de la prodigalité dans les moyens d'exécution ; mais je suis convaincu que ceux

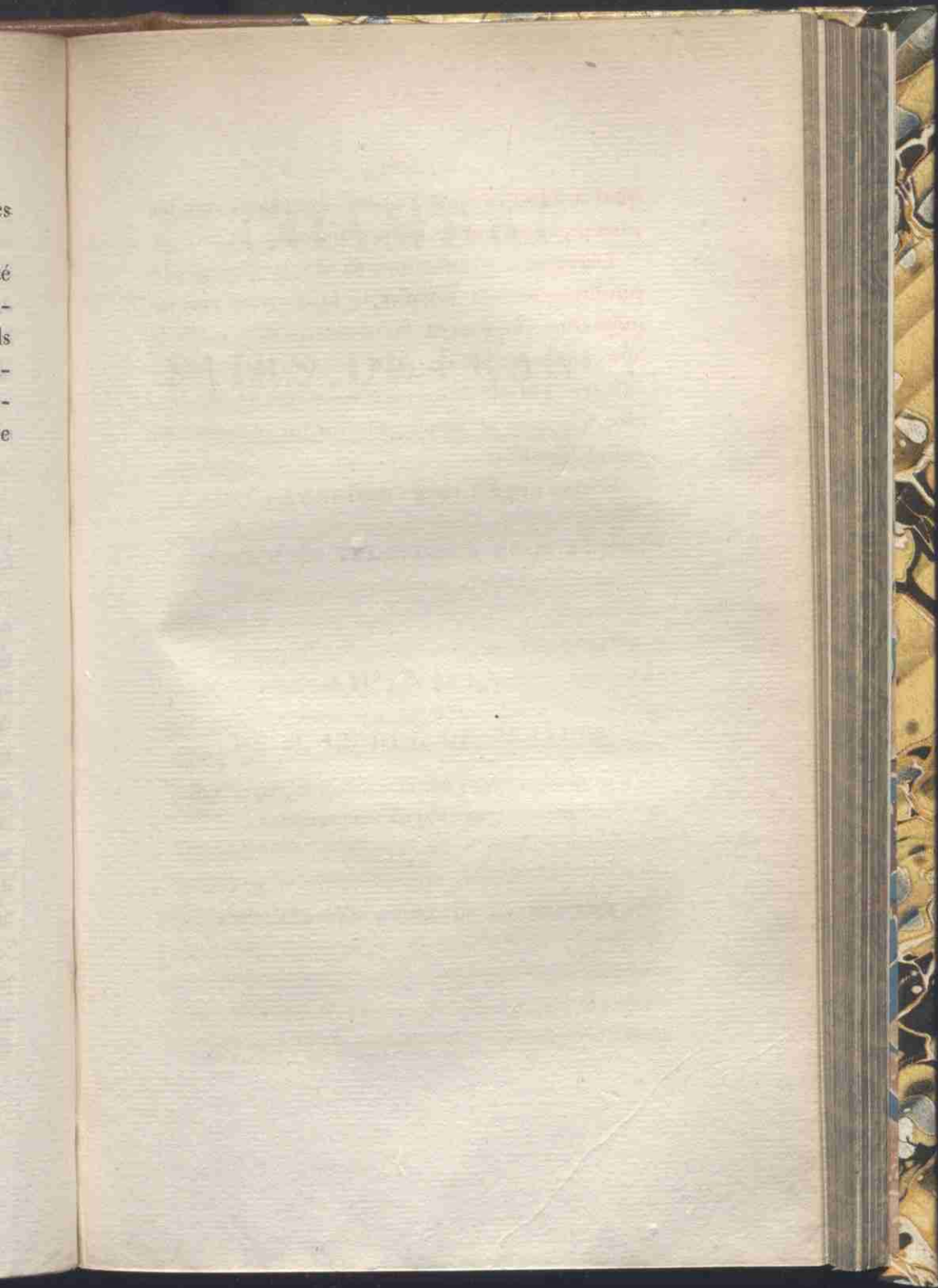
qu'il a adoptés sont à-la-fois les plus sûrs, les plus prompts, et les plus économiques.

Lorsque ces monuments de la prospérité publique seront terminés, la France reconnoissante s'enquerra bien moins de ce qu'ils ont coûté que de ce qu'ils produisent à l'agriculture, à l'industrie, au commerce; et elle bénira à jamais le Monarque qui lui consacre ce grand bienfait.

Je vote pour le projet de loi.



s  
-  
é  
-  
s  
-  
-  
e



IMPRESSION

Nº 25.

IMPRESSIONS

N° 25.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SÉSSION DE 1822.

Séance du vendredi 2 août 1822.

---

## OPINION

DE M. LE DUC DE PRASLIN

Sur le projet de loi relatif à l'achèvement et à la  
construction de plusieurs canaux.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBERLAIN'S PAIR

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

CHAMBERLAIN

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le duc DE PRASLIN sur le projet de loi relatif  
à l'achèvement et à la construction de plusieurs  
canaux.

MESSIEURS,

En demandant la parole contre le projet qui vous est soumis, loin de combattre le projet de créer un système de canalisation en France, je viens au contraire, avec vous, applaudir aux vues paternelles du Gouvernement qui a conçu une aussi vaste entreprise. Il n'appartenoit sans doute qu'au Monarque qui, posant lui-même des bornes à son autorité, voulut assurer à jamais le bonheur de ses peuples en leur donnant la Charte, de créer une nouvelle source de prospérité pour eux par la canalisation générale de la France.

Personne plus que moi n'est pénétré de l'im-

portance et de l'utilité des canaux ; et je suis convaincu qu'ils sont même le moyen le plus puissant et le plus assuré de donner encore un nouvel essor à l'industrie agricole, manufacturière et commerciale, qui a déjà fait tant de progrès en France depuis quelques années.

Je n'entrerais pas, Messieurs, dans le détail de tous les avantages qu'on doit attendre de la confection des canaux : je craindrois d'affaiblir ce que votre rapporteur et M. le comte Chaptal ont dit beaucoup mieux que je ne pourrois le faire.

Je ne pense pas que personne conteste l'utilité des canaux en général ; mais si leur confection est desirable, le mode pour y parvenir est d'autant plus important que le succès et l'achèvement de tous ceux projetés y sont en quelque sorte attachés. Déjà l'expérience nous a prouvé combien la précipitation est dangereuse. L'année dernière j'avois eu l'honneur de vous représenter combien les conditions qui vous étoient proposées pour les canaux accordés à des compagnies financières étoient désavantageuses, et mettoient obstacle aux soumissions pour la confection des travaux de toute nature, aux risques des compagnies. Si l'on eût différé de quelques mois seulement, et qu'on eût attendu à la ses-



sion suivante, vous n'auriez pas à gémir de voir le Gouvernement lésé presque d'outre moitié. Il est au su de tout le monde que l'on offre au-delà de 33 pour cent de bénéfice à plusieurs compagnies qui ont obtenu des conditions qui vous paroîtront exorbitantes, comparées à celles qui sont faites pour les canaux. objet du projet de loi. Permettez-moi de vous les rappeler succinctement.

Les compagnies ont dû verser les fonds par trimestre et par paiements égaux, à l'exception d'une seule, dont les paiements sont mensuels. Les versements et les travaux doivent être terminés dans le délai de six ans. L'intérêt a été fixé à 6 pour cent. Une d'elles doit recevoir en outre 1 pour cent pendant la première année de retard de la confection du canal, et 2 pour cent pour la deuxième année. Mais après l'époque fixée pour l'achèvement des travaux, elles recevront une prime, les unes d'un demi pour cent, et les autres de 1 pour cent. L'amortissement varie aussi, suivant les sociétés, de 1 à 2 pour cent annuellement. Si le produit des canaux dépasse les frais d'entretien et le paiement des intérêts et de l'amortissement, le surplus est abandonné aux compagnies; et l'amortissement terminé, elles partageront par moitié,

avec le Gouvernement, tous les revenus de ces canaux pendant l'espace de cinquante ans.

Une compagnie a même exigé que tous les revenus bruts fussent versés dans les quinze jours de leur perception dans sa caisse particulière, et que les dépenses ne pussent être payées que sur ses mandats, et qu'on lui payât outre les intérêts et l'amortissement même, quinze mille francs par an, pour ses frais d'administration. Voilà cependant les conditions que l'on vous pressoit de ratifier; conditions que je n'ose qualifier, mais qui ressemblent à celles imposées par un vainqueur.

On ne peut que féliciter l'administration d'avoir pu trouver cette année des conditions plus avantageuses, ou pour mieux dire, moins désavantageuses, après avoir consenti à des clauses aussi onéreuses. Que cette perte qu'a éprouvée le Trésor, et une aussi fâcheuse expérience, nous préservent cette année d'une précipitation aussi dangereuse.

Je vais soumettre à vos Seigneuries quelques observations sur le projet de loi soumis à votre discussion, et vais brièvement examiner,

1<sup>o</sup> Quels sont les divers moyens de parvenir à la confection des canaux;

2<sup>o</sup> Quel est celui qui doit être préféré;

3° Si l'administration a pris les mesures nécessaires pour employer ce mode d'exécution des canaux ;

4° S'il n'existe aucun moyen de lever les obstacles qui peuvent s'y opposer ;

5° S'il peut être appliqué à tous les canaux ;

6° Les inconvénients du système adopté.

Je vous soumettrai ensuite quelques courtes observations générales sur les canaux, qui font l'objet du projet de loi, et sur la priorité nécessaire à fixer dans la confection des canaux, et je terminerai par quelques observations particulières à quelques uns des canaux compris dans le projet de loi.

Il faudroit des connoissances plus étendues que je n'en ai, et des recherches que je n'ai pas eu le temps de faire, pour traiter des questions aussi importantes avec tout le développement qu'elles méritent. Je réclame toute l'indulgence de vos Seigneuries. Je n'abuserai pas de votre patience, et ne dirai que quelques mots sur chacune des questions que je viens de poser.

*Des divers moyens de parvenir à la confection des canaux.*

Il en existe trois principaux.

Le Gouvernement peut faire exécuter à ses



frais, sous sa surveillance immédiate, c'est-à-dire par ses agents, les divers canaux, avec les fonds du trésor public.

L'expérience n'a que trop prouvé que ce moyen, le plus dispendieux de tous, n'a presque jamais réussi. La lenteur inévitable de l'exécution, que des circonstances imprévues peuvent même suspendre pour plusieurs années, double presque toujours les frais de ces travaux, ainsi que l'a prouvé mathématiquement Cordier; les canaux mêmes, objet de cette discussion, sont une preuve de l'impossibilité pour le Gouvernement de terminer promptement de pareilles entreprises, ainsi que le canal de l'Oureq, dont on n'a pu assurer l'achèvement qu'en traitant avec une compagnie, le canal de Saint-Quentin à peine terminé et un grand nombre d'autres.

Un second moyen, qui remédie à une partie des inconvénients de celui-ci, est de faire exécuter par les agents du Gouvernement, sous sa direction unique, mais en assurant les fonds nécessaires au moyen d'un emprunt.

Deux sortes d'emprunt peuvent avoir lieu; celui le plus simple de tous, est d'assurer aux capitalistes le paiement de l'intérêt spécifié, et le remboursement dans un délai fixé, en donnant

pour garantie des fonds publics, et en créant un fonds d'amortissement qui a le double avantage de donner la certitude aux capitalistes de leur remboursement intégral, et au Gouvernement celle d'une libération très prompte ( en 25 ans environ ).

Un second mode d'emprunt est celui de donner pour gage aux compagnies les revenus du canal, dont ils jouiroient du tout ou partie pour un temps fixe, outre la garantie du Gouvernement pour le paiement des intérêts, si les revenus du canal ne suffisoient pas. Il vient de recevoir une nouvelle preuve de la confiance qu'il inspire aux capitalistes, par le taux des intérêts très peu élevé, lorsqu'on réfléchit aux événements qui peuvent opérer une gêne momentanée dans les finances du royaume, et rendre difficile le paiement des intérêts, sur-tout pendant les dix années de l'achèvement des travaux: temps pendant lequel le Gouvernement n'aura rien reçu, et aura peut-être même été obligé de faire des avances considérables, nécessitées par un accroissement de dépense entièrement à sa charge.

Un troisième moyen est d'abandonner la construction de ces canaux à des compagnies qui, à leurs risques et périls, exécuteroient

tous les travaux sous la surveillance du Gouvernement, moyennant la concession des revenus du canal.

Cette concession peut être limitée ou à perpétuité.

Je crois qu'un gouvernement paternel ne doit et ne peut jamais consentir à cette dernière clause. C'est de l'avenir dont un bon gouvernement doit s'occuper; l'avenir doit toujours être présent pour lui.

Mais ce troisième moyen exige nécessairement des devis exacts et un cahier des charges fait avec beaucoup de soins et de méditation.

*Quel est le mode d'exécution préférable.*

Le premier moyen doit être rejeté comme le plus dispendieux; lors même qu'il pourroit avoir quelques avantages, on ne pourroit encore l'employer, l'état actuel de nos finances ne nous permettant pas de consacrer les fonds nécessaires à d'aussi grandes entreprises.

Sans doute il présente quelques avantages, mais ils sont si loin d'être compensés par ses grands inconvénients, qu'il est inutile d'en parler.

Le second moyen, celui de l'emprunt, obvie sans doute à une grande partie des graves in-



convénients du premier; mais il ne les évite pas tous, tels que celui de faire des avances considérables par le paiement des intérêts, sans aucuns dédommagements pendant tout le temps de la confection des travaux; et sur-tout celui de faire courir au Gouvernement seul tous les risques, toutes les chances défavorables.

Le moyen de l'emprunt a sur le premier l'avantage si précieux d'assurer qu'aucun événement extérieur, tel qu'une guerre, n'empêchera point la confection des travaux, puisque les fonds sont faits et sont versés à fur et à mesure des besoins.

Mais le second mode d'emprunt, en donnant à des compagnies un intérêt dans les produits des canaux, présente de graves inconvénients, et peut entraver les vues bienfaisantes du Gouvernement. Son but est d'augmenter la prospérité de la France, de faciliter les progrès de l'agriculture, d'accroître la valeur des produits, qui n'en ont qu'une médiocre par la difficulté des transports; de donner un nouvel essor à l'industrie manufacturière en lui offrant de nouveaux débouchés, et la facilité de rivaliser avec avantage avec celle des autres pays, en produisant avec bien moins de frais par la diminution des frais du prix des transports, et par consé-

quent des matières premières. Le Gouvernement ne sera plus le maître de changer un tarif arrêté de concert avec une compagnie uniquement occupée de son intérêt personnel, qui voudra d'autant plus exiger de parcimonie dans l'entretien et les réparations, que ne devant participer que pendant un temps aux produits de ces canaux, il lui sera indifférent qu'au bout de ce laps de temps les canaux soient dans un tel état de dégradation qu'ils exigent alors des frais énormes de réparation, et peut-être même de reconstruction dans plusieurs parties.

Sans cesse les intérêts de ces compagnies se trouveront en opposition avec ceux du Gouvernement. On a dit que *les engagements que l'administration a pris avec les compagnies, la forceront à finir les travaux, une fois qu'ils seront commencés; l'intérêt de ces compagnies en sera le garant.*

Mais il me semble que l'on est dans l'erreur. On doit payer à ces compagnies, jusqu'au jour du remboursement, l'intérêt à raison de plus de cinq pour cent, plus une prime d'un demi pour cent, ce qui fait au-delà de cinq trois quarts. Cet intérêt est assez élevé pour qu'elles desirant en jouir le plus long-temps possible, et retarder par conséquent l'achèvement des travaux, le Gouvernement devant payer toujours

les intérêts jusqu'au remboursement intégral. Heureusement qu'on n'a pas, comme l'année précédente, donné pour ainsi dire une prime pour faire prolonger les travaux, en assurant un pour cent d'intérêt de plus pour la première année de retard, et deux pour la seconde.

M. le comte Chaptal vient de vous dire que les compagnies étoient d'autant plus intéressées à la terminaison des travaux, qu'elles recevoient à cette époque une prime d'un demi pour cent. Il est dans l'erreur : l'article 8 du cahier des charges leur assure cette prime à l'époque fixée pour l'achèvement des travaux, qu'ils soient exécutés ou non ; ainsi cela leur est tout-à-fait indifférent.

Un autre inconvénient de ce mode d'emprunt est encore de favoriser les jeux de bourse, si contraires aux véritables intérêts du commerce, et l'on peut ajouter, si immoraux. Le remboursement successif, par petites portions, détourne du desir de garder ses actions. Le Gouvernement desiroit intéresser à l'achèvement de ces canaux, et donner, pour ainsi dire, l'habitude de la prévoyance aux particuliers, qui en ont si rarement (les individus ne voyant que le présent, et ne calculant pas sur un avenir incertain. C'est un des malheurs atta-



chés aux révolutions d'augmenter encore cette tendance à l'imprévoyance.

Je puis même attester à vos Seigneuries que la plupart des compagnies qui ont soumissionné les canaux, n'ont d'autre but qu'un jeu de bourse, et peux vous en donner une preuve convaincante; c'est qu'elles sont convenues qu'aucun de leurs membres ne seroit titulaire d'action; et que si quelques uns en délivroient, ils l'acquitteroient sur la place; le bénéfice de ces ventes devant être partagé.

Tout le monde, le Ministre lui-même, convient que par le troisième moyen, les canaux sont mieux faits, plus promptement, et sur-tout plus économiquement. On a beaucoup dit que cette économie étoit l'effet de la surveillance active des particuliers sur tous les ouvriers qu'ils employoient, fortement stimulée par l'intérêt personnel; mais on n'a peut-être pas assez fait sentir combien, malgré le zèle de M. le directeur général et du chef de l'administration des ponts-et-chaussées, aux talents desquels chacun se plaît comme moi à rendre justice, ils trouvent d'obstacles peut-être impossibles à vaincre dans l'intérêt que leurs subordonnés ont à prolonger les travaux, pour se perpétuer

dans leurs places qui doivent cesser avec ces travaux.

Votre rapporteur vous a fait connoître une autre cause de l'augmentation des dépenses que fait un gouvernement dans de pareils travaux : c'est le luxe des constructions, luxe auquel doit être porté naturellement celui qui dirige ces travaux, et celui même chargé de les surveiller ; il porte en soi une bien noble excuse, puisqu'il peut tenir au desir d'attacher son nom à un ouvrage plus parfait.

D'autres causes qu'il seroit trop long de détailler ici, mais que vous pressentez aisément : telles que la différence de vues, de système, d'emploi de moyen, que peuvent avoir les divers ingénieurs, ou leurs chefs, qui peuvent changer pendant la durée des travaux, contribuent encore à rendre les entreprises faites par le Gouvernement plus dispendieuses que celles faites par des compagnies dont la fixité et la prévoyance assurent l'activité des travaux, et s'occupent sans cesse de tout ce qui peut contribuer à l'économie, si contraire au luxe d'exécution.

Le troisième moyen est préférable sous le double rapport de la promptitude d'exécution et de l'économie. L'intérêt personnel est un puissant

stimulant capable de faire triompher d'obstacles qui paroîtroient insurmontables à l'indifférent. Ce moyen, que chacun s'accorde à trouver le plus avantageux, présente quelques difficultés dans l'application. Il exige une grande surveillance dans l'administration, pour veiller à ce que l'économie ne nuise pas à la solidité des travaux dont la compagnie ne doit jouir que temporairement. Car, ainsi que je viens de le dire, je pense qu'il est d'un gouvernement paternel de ne jamais concéder à perpétuité la propriété d'un canal, pour pouvoir par la suite baisser le tarif de telle sorte, qu'il suffise seulement aux frais d'entretien et de réparation du canal.

Les risques que consentiront à courir les capitalistes exigent nécessairement aussi un bénéfice qui puisse les dédommager. On ne peut craindre qu'il soit trop considérable : la concurrence s'y opposera toujours.

Mais qu'importe l'avantage des compagnies exécutantes, me répondra-t-on, puisqu'aucune ne s'est présentée? on l'a tenté, aucune n'a fait de soumission. Qu'il me soit permis d'assurer que, loin de le tenter, on a fait tout ce qu'il étoit possible pour les empêcher. Pourquoi le Ministre ne vient-il pas, avec la bonne foi dont



M. le Ministre des finances nous a donné tant de preuves, dire que le système des compagnies exécutantes lui paroît moins bon que celui des compagnies financières, et offrir des dangers qui peuvent tenir à des circonstances politiques? Pourquoi prétendre qu'on a sollicité des soumissions de compagnies qui se chargeassent de l'exécution des travaux, quand on publie seulement le 19 mars de cette année, dans le *Moniteur*, les canaux à entreprendre et les conditions auxquelles il faudra se soumettre, en annonçant que les travaux dont les devis approximatifs s'élèvent à près de 100 millions, seront adjugés le 4 avril suivant? Y a-t-il quelqu'un qui pût en quinze jours trouver des associés, et faire faire des devis qui demanderoient plusieurs mois de travail pour les faire, ou même pour vérifier ceux qu'auroit pu faire la direction des ponts-et-chaussées? Ce peu de jours n'auroit pu même suffire à parcourir les lieux que devoit traverser le canal.

On avoit donné le 4 septembre dernier, dira-t-on, un avertissement pour qu'on eût à faire des soumissions. Il est vrai qu'on avoit fait insérer un avis dans le *Moniteur*; mais alors la détermination de confectionner telle ligne de canaux n'étoit pas prise. On ne fixoit pas à quelle

époque ils devoient être entrepris. Ce n'est pas sur des données aussi vagues, aussi incertaines, que des capitalistes font des soumissions; cependant on en fit plusieurs. Son Excellence le Ministre de l'intérieur l'a annoncé à la Chambre des Députés, mais sans aucuns renseignements sur ces soumissions.

Comment pouvoit-on s'attendre à trouver des soumissionnaires pour la confection des travaux, à leurs risques et périls, quand on offroit aux capitalistes de leur assurer le même avantage, sans avoir aucune chance défavorable à courir? Et comme si l'on avoit craint que la brièveté du délai de 15 jours, pour faire la soumission de travaux aussi considérables, ne suffit pas pour éloigner les capitalistes, on inséra dans le cahier des charges deux conditions qui rendoient impossible, pour toute compagnie prudente, de se présenter: les art. 1 et 11.

Le second paragraphe de l'article 1<sup>er</sup> est ainsi conçu: La compagnie sera tenue de se conformer, dans l'exécution des ouvrages, aux plans et projets généraux et particuliers approuvés déjà, ou qui *seront* approuvés ultérieurement par M. le directeur général des ponts-et-chaussées.

Comment pourroit-on souscrire à des condi-

tions que l'on ne connoît pas, et qui peuvent devenir tellement onéreuses, qu'elles ne laissent d'autre perspective que la ruine totale des soumissionnaires? Votre rapporteur vous a donné une preuve des dangers de cet article 1<sup>er</sup>, lorsqu'il vous a dit, qu'ayant demandé à M. le directeur général des ponts-et-chaussées comment les travaux nécessaires aux inondations défensives des places d'Aire et de Béthune, et à un embranchement dirigé sur Saint-Venans, n'avoient pas figurés dans le cahier des charges du canal d'Aire-à-la-Bassée; il a répondu, qu'en vertu de la faculté rétroactive réservée par l'article 1<sup>er</sup>, de régler ultérieurement les plans généraux et particuliers du canal, ces dispositions avoient été mises par lui au nombre des charges de l'entrepreneur. J'ignore quelle peut être l'importance de ces travaux; mais ils peuvent absorber, et au-delà, tous les bénéfices qu'espéroit faire la compagnie, et ce seul exemple, sans doute, suffiroit pour empêcher à jamais des soumissionnaires d'entreprendre des canaux.

L'article 11 confisque, au profit du Gouvernement, tous les travaux faits, les ouvrages construits, les approvisionnements de toute espèce, les terrains acquis, si, au jour fixé par



la convention, les travaux ne sont pas achevés : ainsi, si une compagnie eût soumissionné le canal de Bourgogne, qu'elle y eût dépensé 30 millions, au lieu de 25, montant de l'estimation approximative de l'administration, et que par l'effet de l'intempérie des saisons, d'un accident arrivé à une écluse ou de difficultés élevées entre elle et un propriétaire de terrain nécessaire au travail, elle n'ait pas achevé tous les travaux au terme fatal des 10 ans 3 mois; qu'il lui fallût encore 15 jours pour les achever; elle seroit, non seulement déchuë de tous droits sur le canal et sur l'intérêt de ses capitaux, mais ils seroient, ainsi que toutes les acquisitions faites par elle et tous les matériaux, confisqués au profit du Gouvernement. Qui pourroit accepter de pareilles conditions?

Je ne doute pas que, lorsqu'on le désirera véritablement, il ne se présente des soumissionnaires; mais il faut que le canal offre des chances de bénéfice, et pour pouvoir les calculer il faudroit d'abord que le plan de la canalisation générale fût arrêté. Comment, en effet, calculer le produit d'un canal, sans savoir si la confection d'un autre canal, qu'on peut faire pendant la jouissance de celui qu'on a soumissionné, n'en atténuera pas entièrement les

avantages, ou du moins les diminuera tellement que le produit ne suffise plus même à son entretien?

Il faudroit que le devis, les plans, les profils, fussent arrêtés irrévocablement; qu'on donnât assez de temps pour vérifier ce devis, faire les sondes nécessaires pour connoître la nature du terrain, et les difficultés qu'il peut offrir.

Il faudroit aussi, sans doute, qu'il existât, comme en Angleterre, un code de lois relatives à toutes les contestations qui peuvent s'élever, soit pour la confection des travaux, soit pour les indemnités à réclamer pour lésion dans la propriété individuelle, soit pour le dessèchement des marais, la perte des sources, la plus value des diverses propriétés, etc. Sans ce code de lois indispensables, quelque moyen que l'on prenne pour exécuter ces canaux, il s'élèvera sans cesse des difficultés, qui seront un obstacle à l'achèvement des travaux. On a concédé un droit de plus value à plusieurs compagnies, on a cité la loi du 16 septembre 1807, mais elle n'est relative qu'au dessèchement des marais, et non aux canaux; en vain objectera-t-on que le Code civil a prévu la plus grande partie des contestations qui pouvoient se présenter: j'en citerai une qui, je crois, ne l'est pas, et peut

arriver fréquemment. Un ruisseau situé à une lieue de l'endroit où doit passer le canal, fait tourner une usine, ou arrose une propriété; par l'effet du creusement du lit du canal, ce ruisseau diminue de volume; le propriétaire met opposition à ce qu'on achève de creuser le canal, prétendant qu'il lui fera perdre son ruisseau, dont la diminution lui cause un dommage considérable; il demande une indemnité préalable exorbitante. L'ingénieur prétend que les travaux du canal n'ont pu être la cause de la diminution du ruisseau: la cause doit être jugée, mais les travaux doivent être suspendus jusqu'à la décision de l'affaire.

Le mode des concessions à des compagnies exécutantes, me paroît préférable aux deux autres; il me semble que son avantage est reconnu généralement et avoir répondu à l'objection de ne pouvoir trouver de capitalistes qui voulussent en courir les risques.

Mais ce mode est-il applicable à tous les canaux? Sans doute il peut l'être à tous ceux dont la confection présente des bénéfices. Mais ceux dont il est incertain que les produits couvrent les dépenses nécessaires, ne peuvent être exécutés par ce moyen. Est-il certain, dans ce cas,



que de tels canaux soient utiles? Leur avantage n'est réel qu'autant qu'il compense les dépenses qu'ils ont nécessitées.

Des considérations de haute politique peuvent cependant déterminer la confection de certains canaux. Tels me paroissent ceux de Bretagne, qui doivent contribuer efficacement à un bon système de défense, en facilitant l'approvisionnement de plusieurs de nos ports, en cas de guerre maritime. Ils auront sans doute aussi de grands avantages pour la prospérité des départemens qu'ils traverseroient; mais ces canaux, je le crois, ne pourroient être entrepris par des compagnies exécutantes, qui ne pourroient espérer retirer l'intérêt de leurs capitaux qu'en temps de guerre maritime, et il est heureusement vraisemblable qu'elles seront très rares.

*Inconvénients du système adopté.*

Ce mode d'emprunt me paroît le moins avantageux de tous; il est plus dispendieux que tous les autres, sur-tout que celui fait en rentes, ce qu'il est facile de prouver, sans entrer dans des calculs qui fatigueroient la Chambre: le taux de l'intérêt payé aux soumissionnaires est

de 5 fr. 34 c., ainsi que vous l'a dit votre rapporteur; il faut y ajouter le demi pour cent de prime, que quelques personnes n'évaluent qu'à 0,45 c., à cause des années où ils ne la reçoivent pas (le temps de la confection des travaux), mais je pense qu'elles sont dans l'erreur: le désavantage est, ce me semble, compensé et au-delà par la fixité de cette prime, qui doit être perçue par les soumissionnaires pendant tout le temps que doit durer le remboursement, malgré la diminution progressive du capital par l'effet de l'amortissement. Il arrivera même une époque où ils recevront 4, 5, 8, 10, 15 et au-delà pour cent du capital qui leur restera dû; mais, pour ne pas compliquer le calcul, et prendre un taux très au-dessous même de la vérité, je n'ajouterai que 0,50 c. à l'intérêt de 5 fr. 34 c.; il faut y ajouter encore ce que pourra recevoir pendant quarante ans le soumissionnaire, après avoir été entièrement remboursé de ses fonds.

Les uns ont prétendu que cette nouvelle prime devoit être évaluée au moins à 52 centimes; ceux qui défendoient le projet de loi ne l'évaluoient qu'à 20 centimes; je crois qu'en prenant la moyenne de ces deux opinions, peut-être forcées, chacune dans leurs assertions, je ne m'éloignerai pas de la vérité; ainsi l'inté-

|                                                 |                |
|-------------------------------------------------|----------------|
| rêt réel sera donc, 1 <sup>o</sup> de . . . . . | 5 fr. 34 cent. |
| 2 <sup>o</sup> Pour la prime. . . . .           | 50             |
| 3 <sup>o</sup> Pour la seconde prime . . .      | 41             |
| <hr/>                                           |                |
| Au total. . . . .                               | 6 fr. 25 cent. |
| <hr/>                                           |                |

Mais cette dernière partie étant variable je l'écarterais.

La partie fixe, invariable, est donc de 5 francs 84 centimes, c'est-à-dire une représentation de la rente au taux de 85 fr. 62 cent.

Or la rente est à présent à 92 fr.

En donnant la rente à ce taux ce sera déjà un bénéfice assez considérable. On pourroit, ainsi qu'on l'a fait pour l'emprunt de 12,500,000 f., faire verser par portion aux époques fixées par le projet de loi; vous trouverez à l'instant des conditions plus avantageuses sans doute. Il seroit facile à trouver aujourd'hui à emprunter au taux de 88 fr. Par ce mode d'emprunt on éviteroit l'inconvénient, qu'on ne peut apprécier, de la dépendance de ces compagnies financières, dans laquelle le Gouvernement va se trouver durant l'espace de 40 ans, pendant lesquels elles partageront tous les revenus des canaux; alors ces compagnies, qui n'ont pour mobile que leur intérêt pécuniaire, entraveront sans cesse tous les travaux de réparations; elles se-



ront continuellement en discussion pour les réduire à l'indispensable nécessité, pour le service momentané des canaux; leur détérioration, au moment où elles n'auront aucuns droits sur leur produit, leur étant tout-à-fait indifférente.

Votre rapporteur s'est, je crois, trompé lorsqu'il vous a représenté, au nombre des inconvénients des entreprises particulières, le désagrément et la gêne de se trouver tributaire des entrepreneurs, pendant le temps de leur jouissance, pour les nombreux convois que, sur-tout en temps de guerre, réclame le service public. Cet inconvénient, si l'on peut appeler ainsi l'économie que trouvera le Gouvernement ainsi que tous les particuliers dans la diminution des frais de transport, existe également avec les compagnies financières, qui ont droit, pendant tout le temps de 85 ans environ, d'abord à la partie des revenus qui doit accroître l'amortissement, et ensuite à la moitié de ces mêmes revenus.

En effet le Gouvernement, par l'art. 8 du cahier des charges, s'est ôté toute possibilité de diminuer, d'une manière quelconque, le produit des canaux. Sans doute il seroit utile, dans le cahier des charges, d'excepter des droits du

tarif les convois militaires faits par le Gouvernement.

Un grave inconvénient des engagements qui vous sont proposés, est celui qui oblige le Gouvernement, vis-à-vis les compagnies financières, à terminer les travaux de ces canaux à une époque fixée. Un obstacle imprévu, peut-être même impossible à vaincre, rendra-t-il inutiles tous les travaux exécutés : n'importe, il faut qu'ils se finissent; on en a pris l'engagement formel sans y faire la moindre réserve, et les dédommagements que se croiront en droit de demander des compagnies financières pourront être énormes.

On ne peut se dissimuler que ce cahier des charges n'ait été fait avec trop de précipitation, et qu'il ne soit à désirer qu'on le rédigeât autrement. Nul doute que si l'on ne pouvoit trouver des compagnies exécutantes pour la confection de ces canaux, ceux de Bretagne exceptés, ce dont je doute, il seroit facile d'obtenir les mêmes conditions, si ce n'est même de plus avantageuses, en en retranchant le partage des revenus des canaux après le remboursement des capitaux, partage qui offre de si graves inconvénients.

L'égalité de tarif, pour tous les canaux, ne

peut être admissible, et doit nécessairement varier suivant les localités, les dépenses que doivent entraîner, dans de certains sols, l'entretien et la réparation des canaux.

Votre commission vous a fait entendre qu'elle étoit loin de l'approuver, elle en appelle à l'expérience; mais l'engagement contracté seroit encore un obstacle invincible: pour le changer il faudra du moins obtenir l'agrément de ces compagnies, et peut-être de toutes.

La réclamation que font les actionnaires des canaux de Briarre, de Loing et d'Orléans, me semble fondée sur un contrat qui doit être sacré; ce n'est pas sous le Gouvernement légitime des Bourbons qu'on élèvera des doutes sur la force et le respect qu'on doit avoir pour un engagement contracté par un de nos rois, tant en son nom qu'à celui de ses successeurs, envers des particuliers. Le Gouvernement auroit dû, ce me semble, commencer par traiter avec la compagnie, propriétaire de ces canaux, avant de vous proposer l'ouverture d'une nouvelle navigation de la Loire à la Seine, dont on lui conteste le droit; contestation dont il ne peut être le juge, ni par conséquent apprécier la justice.

Votre rapporteur a erré, je crois, quand il a



élevé la question de savoir si un gouvernement a pu avoir le droit de concéder un privilège à une contrée au désavantage éloigné d'une autre : ce n'est pas sous le Gouvernement paternel qui nous régit qu'on mettra en question un droit acquis de bonne foi sous le gouvernement des ancêtres de notre souverain, et sous la garantie duquel des compagnies ont couru la chance d'une entreprise dispendieuse. Je dirai plus même, ce droit ne peut plus être contesté ; il a pour lui l'autorité de la chose jugée, puisqu'en 1719 la même difficulté s'étant élevée a été résolue en leur faveur.

Je vous ferai même observer que cette réclamation n'est pas dans l'intérêt d'une compagnie particulière, mais encore dans celui de tous ceux qui ont aussi des dotations affectées sur le produit de ces canaux. Les possesseurs en éprouveraient également une lésion qui pourroit devenir considérable.

Quand vous opposeriez aux réclamants le surcroît de bénéfices occasionés par le canal du centre, ils opposeront avec justice qu'ils ne l'ont pas sollicité ni demandé, et qu'on n'a aucun droit de les empêcher de jouir comme tous les autres Français des avantages du canal du centre.

L'administration auroit dû, lors de la con-

fection de ce canal, transiger avec eux; aussi votre rapporteur, avec sa prudence et sa sagesse ordinaire, a-t-il conclu à ce que cette difficulté ne pourroit être résolue par une disposition législative.

Je ne puis partager, je l'avoue, l'opinion de votre rapporteur sur les craintes de l'influence que pourroient acquérir les entrepreneurs des canaux. Je crois que, si le Gouvernement adjugeoit ces canaux, vous ne verriez pas, comme dans le système adopté par le Gouvernement, une même compagnie soumissionner plusieurs canaux. Ces travaux seront donc disséminés dans un grand nombre, je ne dirai pas d'individus, mais de compagnies qui deviendront rivales, loin d'être d'accord. Les grands propriétaires du département où seront tracés ces canaux deviendront actionnaires. Le Gouvernement pourroit-il jamais craindre, quand même elle seroit réelle, l'influence des capitalistes et des grands propriétaires? Qui plus qu'eux sont intéressés au maintien et à l'autorité du Gouvernement!

*Observations générales sur les canaux proposés.*

Je n'ai pas assez étudié le projet de canalisation de la France pour prononcer sur la préfé-

rence que les canaux que l'on vous propose doivent avoir sur les autres; cependant il me semble qu'il eût été peut-être préférable de terminer une des grandes lignes navigables, telle que celle de Paris à Marseille, ou à Bordeaux, ou à Nantes. Mais ce qui me frappe, c'est l'inconvénient grave qui peut résulter de la confection instantanée des canaux de Bourgogne, de la Loire, de Digoin à Briarre, du Nivernois et du Berry, qui sont renfermés dans un espace très rapproché, et dont l'effet inévitable sera d'élever le prix des journées dans ces pays d'une manière extrêmement nuisible à l'agriculture, à l'industrie manufacturière, et surtout aux mines et aux usines de ces départements; ainsi pendant tout l'achèvement de ces canaux, c'est-à-dire pendant huit années consécutives, ces canaux produiront un effet contraire à celui qu'ils doivent opérer par la suite, celui de faire prospérer l'agriculture.

Chacun convient que le produit présumé des canaux ne s'élèvera vraisemblablement qu'au taux de 3 pour 100; ainsi presque, jusqu'à la fin de l'amortissement, le Gouvernement aura à faire des avances qui contribueront à élever encore les dépenses d'un budget déjà si exorbitant. On a fait valoir avec raison le taux peu



élevé de l'intérêt, comparativement à celui accordé l'année dernière, et l'on s'en est servi pour prétendre que celui qu'auroient exigé les compagnies exécutantes eût été bien plus considérable. Qu'importe au Trésor, qui n'en eût éprouvé d'autre charge que de devenir possesseur quelques années plus tard de ces canaux? Je crois avoir démontré que l'intérêt accordé sera en définitif d'environ six un quart, plus ou moins, suivant les canaux; mais on n'a pas réfléchi que par l'effet de la concession de tous les travaux exécutés jusqu'à ce jour par le Gouvernement aux compagnies qui se présenteroient, l'intérêt présumable des canaux, en supposant que leur produit moyen fût de 3 pour 100 des capitaux employés à leur confection, ces canaux devoient rapporter :

|                             |   |           |
|-----------------------------|---|-----------|
| Canal de la Bassée. . . . . | 3 | 5 p. 100. |
| de Bourgogne . . . . .      | 4 | 80        |
| d'Arles-à-Bouc. . . . .     | 5 | »         |
| du Nivernois. . . . .       | 5 | 6         |
| du duc de Berry. . . . .    | 3 | 57        |

J'ai dû ne pas parler de ceux de Bretagne qui ne peuvent rendre l'intérêt des capitaux, ni de celui latéral de la Loire pour lequel il n'y a pas eu de travaux encore confectionnés.

Ce dernier me paroît présenter des inconvé-

nients tellement graves , tellement en opposition avec le but des canaux , qu'il me paroît impossible que vous adoptiez le projet de ce canal ; l'état de détresse dans lequel se trouveront les propriétaires de la rive droite de la Loire , la perte de 15 à 1600 arpents enlevés à l'agriculture par la Loire livrée à elle-même , et les marécages qui naîtront dans cette vallée , ainsi que me semble l'avoir démontré un de nos collègues (1) (dont la santé ne permet pas de prendre part à cette discussion) , dans un écrit qu'il a adressé à M. le directeur des ponts-et-chaussées , me persuadent que vous rejetterez un projet qui pourra avoir d'aussi funestes conséquences , et qui , loin de remplir les intentions paternelles du Roi , ruineroit une partie des habitants de la rive droite de la Loire. Je me plais à croire que M. le directeur demandera lui-même d'ajourner la confection de ce canal , jusqu'à ce qu'un nouvel examen l'ait mis à même de proposer des moyens d'obvier aux graves inconvénients qui vous ont été signalés.

Je ne puis concevoir pourquoi M. le directeur a renoncé à faire les canaux de Nantes à

---

(1) Lettre de M. le comte de Montalivet à M. Becquey, directeur général des ponts-et-chaussées.

Brest en petite section : ils présenteroient à peu près le même avantage pour les cas, qui seront heureusement très rares, de la guerre, pour les transports des munitions et des marchandises pendant ces intervalles, qui ne pourront être longs, où la navigation maritime seroit interrompue. Ce système de petite navigation opéreroit une économie de près de 15,000,000, ainsi que le dit lui-même M. le directeur, et qui le proposoit dans son beau travail sur la canalisation de la France.

M. le comte Dejean vient de vous donner à cet égard des renseignements beaucoup plus étendus que je ne puis le faire, et de vous prouver, avec le talent qui le distingue, que les canaux à petites sections sont beaucoup plus économiques, et peuvent souvent remplacer avantageusement ceux à grandes sections.

J'ai peine à concevoir aussi que le Gouvernement concède le canal du Blavet, qui est presque achevé, quand il ne faut plus que 800,000 fr. pour le terminer.

Le canal du Nivernois pourroit aussi être fait en canal de petites navigations; le commerce de bois de Paris même n'a jamais demandé autres choses. Mais je n'abuserai pas de votre patience en entrant dans de plus longs détails sur



ce canal, me réservant d'en parler lors de la discussion des articles (1).

### CONCLUSION.

Je ne puis approuver un emprunt pour la confection des canaux fort utiles, lorsque, à l'exception d'un seul, ils peuvent être achevés mieux et plus promptement, sans obérer l'État.

Je pense que si le ministère renvoyoit à la prochaine session l'adjudication de ces canaux; en rédigeant de nouveaux cahiers des charges, en ouvrant dès à présent le concours, en faisant insérer un avis dans les journaux, qu'il adjugera les canaux à cette époque; en publiant les nouvelles conditions, et y joignant les devis, coupes, profils lithographiés, et tous les documents nécessaires; il recevrait alors des soumissions pour confectionner les canaux aux frais des compagnies, celui de Bretagne excepté.

J'observe que cet ajournement retarderoit de fait bien peu l'ouverture des travaux de ces canaux; la saison étant déjà bien avancée, il est

---

(1) La discussion ayant été fermée, je n'ai pu faire à la Chambre les observations que l'intérêt du commerce de bois de Paris et de l'approvisionnement de la capitale rendoient utiles et nécessaires peut-être.

plus que douteux qu'on les commence avant la première session.

Je regrette vivement que nos formes parlementaires ne me permettent pas de voter l'ajournement jusqu'à la prochaine session, et me forcent à voter le rejet de ce projet de loi.

la  
e-  
a-  
ne

IMPRESSIONS  
N° 26.

CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du vendredi 2 août 1822.

---

OPINION

DE M. LE DUC DE DOUDEAUVILLE,

SUR le projet de loi relatif à l'achèvement et à la  
construction de plusieurs canaux.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE,



CHAMBRE

DES  
DEPUTES DE FRANCE

Session de 1833

Seance du vendredi 12 mai 1833

OPINION

DE M. LE DEPUTE DE LA SEINE

sur la proposition de loi relative à la  
réorganisation des tribunaux de commerce

PRÉSENTÉE PAR M. LE DEPUTE DE LA SEINE

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

De M. le duc DE DOUDEAUVILLE, sur le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de plusieurs canaux.

MESSIEURS,

Deux questions principales se présentent dans la loi qui nous occupe.

1<sup>o</sup> Les canaux sont-ils utiles?

2<sup>o</sup> La manière dont ils seront exécutés est-elle préférable?

Il n'est pas difficile de prouver l'utilité des canaux. Si l'on pouvoit en douter, l'exemple d'un pays voisin en donneroit une preuve incontestable. La prospérité de son commerce intérieur leur est entièrement due; et ce commerce, personne ne l'ignore, est une des sources les plus importantes et les plus assurées de ses richesses.

Ils seront peut-être encore plus avantageux

dans la France , dont l'étendue est bien plus considérable , et dont les transports sont plus difficiles.

Nous avons effectivement de grandes rivières , mais elles sont d'un foible secours : les unes, comme la Loire, ont si peu d'eau, une grande partie de l'année, que la navigation y est nulle pendant plusieurs mois , et qu'un canal latéral est jugé indispensable.

Les autres, comme le Rhône, sont tellement rapides qu'il est presque impossible de les remonter, ou du moins cette opération est tellement dispendieuse qu'on prend le parti de détruire les bateaux qui ont servi à le descendre lorsqu'ils sont arrivés à leur destination.

Il résulte de cette difficulté de remonter les rivières de grands inconvénients, nommément pour les subsistances, objet d'un si grand intérêt. Les blés abondants dans tel département ne peuvent, à cause des frais, être transportés dans un autre qui en manque ; ou parvenus dans un troisième qui n'en a plus besoin, ne peuvent en sortir. De là une irrégularité très fâcheuse dans la répartition , dans le prix, et même une espèce de disette au milieu de l'abondance. Les canaux seuls offrent un remède certain et constant à ce mal trop réel,



« Le nombre des canaux proposés est, dit-on ,  
 « beaucoup trop grand ; il n'auroit fallu les en-  
 « treprendre que successivement. »

C'est ce que l'on a fait depuis bien des années , et ce qui a si mal réussi, comme on devoit le prévoir.

Il falloit un plan général, un plan fait avec soin et avec talent, tel que celui qui a été apprécié dès les premiers moments qu'il a paru ; un plan qui, liant toutes les parties, et formant un ensemble complet dont on saisit d'un coup d'œil tout l'avantage, pût surmonter tous les obstacles, exciter tous les intérêts, et encourager toutes les entreprises. C'est ce que ne font pas, ce que ne peuvent faire des tentatives partielles et isolées.

Ces canaux offriront des débouchés immenses et porteront le commerce et la vie dans toutes les parties de la France. La loi des douanes que vous venez de voter rend l'adoption de celle-ci plus nécessaire encore. Plus les différents états ont adopté un système de prohibition que nous devons suivre, mais que nous ne pouvons approuver, plus il est avantageux, plus il est indispensable même que les différentes provinces d'un même royaume aient entre elles des communications promptes, et

des moyens de transport faciles. Ce commerce intérieur, très actif, nous dédommagera de la stagnation qui depuis bien des années afflige notre commerce extérieur.

Combien cette ressource n'est-elle pas encore plus précieuse pour nous que pour les états qui en sentent toute l'importance et en favorisent tous les développements, quoique leur commerce immense autant que productif s'étende dans toutes les parties du monde!

La dépense de ces travaux sera, dit-on, très forte; mais une dépense de cette nature n'a-t-elle pas doublé, depuis un petit nombre d'années, les revenus de l'Angleterre et de la Hollande? mais celle-ci n'occupera-t-elle pas bien des milliers de bras? Ne répandra-t-elle pas beaucoup d'argent dans tous les départements? N'augmentera-t-elle pas la valeur des denrées, chose si désirable en ce moment, par l'augmentation de l'aisance de tous ces ouvriers, et par conséquent par l'augmentation de leur consommation, en attendant que ce soit par la facilité des communications? Ne rapportera-t-elle pas même, par le produit des contributions indirectes, une partie de ce qu'elle coûtera par la confection de ces ouvrages importants? N'est-ce pas enfin une taxe des pauvres bien mieux entendue, bien

plus profitable et bien moins chère que celle qui existe dans d'autres contrées.

En même temps que les travaux augmentent, par la consommation, les revenus de l'État, ils diminueront ses dépenses en diminuant les transports par terre, et les dégradations de nos plus belles routes.

L'entretien de ces routes est très dispendieux, et les sommes accordées à cet effet, quoique très considérables, ne le sont pas, à beaucoup près, assez : tout le monde en convient. Nous serions donc obligés, tôt ou tard, d'accorder moins utilement pour les chemins l'argent qui va être employé si utilement pour les canaux.

On peut juger de leur avantage par le canal qui unit la Méditerranée à l'Océan, canal si vanté, avec raison, et qui a porté l'abondance et la richesse dans une de nos plus belles provinces, en même temps qu'il a rendu ses routes aussi belles que peu dispendieuses ; et le canal de Briare, qui a triplé les produits agricoles d'une partie de l'Orléanais.

Loin d'hésiter à imiter de si grands exemples, ne devons-nous pas nous affliger, nous étonner, qu'ils n'aient pas été suivis plus tôt, et ne devons-nous pas nous empresser de faire jouir notre patrie d'un bien dont trop longtemps elle a été privée ?



La seconde question est de savoir si le mode proposé est préférable.

Le noble Pair qui m'a précédé s'afflige que le Gouvernement se charge de l'exécution; mais il a dans ses mains, sans dépenses nouvelles, par les ponts-et-chaussées, et tous les hommes habiles que renferme cette direction, des moyens d'exécution que n'auroient pas des particuliers, ou qu'ils ne pourroient avoir qu'à grands frais. Ce qu'a dit des canaux le préopinant, on pourroit le dire aussi des chemins, et personne, jusqu'à présent, n'a proposé de changer le mode en usage depuis tant d'années.

Le noble Pair est entré dans de grands détails sur la dépense considérable des canaux, je ne l'y suivrai pas, car M. le comte Chaptal me paroît y avoir heureusement répondu d'avance par une seule phrase, celle de l'exemple du port de Cherbourg.

On a prétendu que des entreprises particulières seroient plus avantageuses. Cela peut être sous quelques rapports, mais non sous les rapports les plus essentiels. Encore un de mes nobles collègues vous a-t-il prouvé avec son talent ordinaire que ces entreprises particulières auroient bien moins d'avantages qu'on ne croit.

On pourroit faire une seule réponse, et elle

suffiroit : c'est qu'il ne s'est pas offert de compagnies. Mais j'en joindrai franchement une seconde qui, à mes yeux, a un grand degré de force, malgré tout ce que le préopinant a dit pour nous rassurer, c'est que ce mode d'exécution auroit de graves inconvénients sur-tout dans le temps où nous sommes.

Qui ne sent le danger qu'il y auroit à confier à une seule compagnie, ou à plusieurs qui pourroient s'entendre, la disposition de tant de millions d'argent et de tant de milliers d'ouvriers? Ce seroit une puissance très réelle, très grande, très redoutable, et dont il seroit très facile d'abuser. Ce danger seroit si grand, selon moi, que je n'hésiterois pas, malgré ma position particulière, à m'élever contre cette loi : car, avant ma position de fonctionnaire public, est mon devoir de Pair de France. Nos aînés en gouvernement représentatif nous montrent comment on peut concilier ces différentes obligations, et comment par l'abandon de sa place le Pair ou le Député peut noblement conserver la liberté de son vote.

Pour ceux qui moins que moi redoutent le danger des compagnies particulières, je répéterai que l'on a traité avec celles qui ont précédemment fait des offres, mais qu'on en a vai-

nement recherché d'autres. Depuis le 4 septembre jusqu'au mois de mars plus de vingt-cinq concessionnaires se sont présentés, sans user de l'autorisation qui leur étoit donnée d'établir la forme de leur engagement, et de dresser eux-mêmes le cahier des charges. Trois autres compagnies qui avoient fait des propositions ont retiré les conditions qu'elles offroient.

Le directeur général des ponts-et-chaussées fit un voyage exprès dans l'espérance d'obtenir des soumissions pour l'achèvement du canal de Monsieur, et en provoqua d'autres pour le canal de Bourgogne, mais ce fut en vain, personne ne répondit à son appel. Il n'y avoit donc plus d'autre parti à prendre que celui qu'on a adopté.

On se récrie sur le prix beaucoup trop élevé auquel on a consenti; mais ce prix est fort modéré comme on l'a démontré précédemment à cette tribune, ce qui me dispense d'entrer dans de nouveaux détails à cet égard; et ce prix est beaucoup moins considérable que celui qui a été adopté sans difficulté par les Chambres, les années précédentes, pour les premiers canaux.



Alors on croyoit cette opération avantageuse ; on la trouvoit encore si desirable, il y a trois mois, dans la Chambre des Députés qu'on paroissoit disposé à accepter, presque sans discussion, dans une seule séance, ce qui dans cette session a été vivement disputé pendant plusieurs jours.

Les nouvelles difficultés qui se sont élevées ont dû causer d'autant plus d'étonnement qu'elles n'avoient été précédées ni par de nouveaux événements, ni par de nouveaux raisonnements, ni par de nouvelles découvertes ; rien n'étoit changé que la disposition des esprits.

Ces travaux paroîtront moins chers si l'on songe que le canal du midi coûta, il y a plus d'un siècle, 34 millions, ainsi qu'on l'a dit il n'y a qu'un moment, ce qui feroit plus du double maintenant ; et ils seront moins contestés si l'on pense au bien qui en est résulté.

Le trésor et les états de Languedoc fournirent 27 millions sur les 34, et cet emploi d'argent a été la source d'éloges multipliés, et non assurément de reproches mérités.

On prétend qu'il n'y a ni plans, ni devis, ou du moins qu'ils ont été faits tellement à la hâte qu'ils ne peuvent inspirer aucune confiance.

Cette objection n'est pas plus fondée que les

précédentes ; depuis plus de dix ans nos plus habiles ingénieurs s'en sont occupés avec soin, et depuis bien plus long-temps quelques canaux, celui de Bourgogne, par exemple, ont été l'objet d'examens aussi savants qu'approfondis.

On craint que la dépense ne dépasse beaucoup les estimations. Mais ces estimations ont été portées si haut, d'après les recommandations réitérées de M. le directeur général des ponts-et-chaussées, et elles dépassent tellement les calculs déjà faits que ces inquiétudes ne paroissent pas fondées.

On a dit pour les motiver que le pont de Bordeaux avoit coûté 8 millions au lieu de 2 qu'on avoit annoncé. Rien n'est moins exact : il devoit en coûter 7, construit en fer ; sa construction en pierres n'a coûté qu'un million de plus : ce qui prouve au contraire l'extrême exactitude des devis, et ce qui doit donner de la sécurité au lieu d'inspirer des alarmes.

Le canal des Ardennes estimé 8 millions pour une petite navigation, ne coûtera que 400,000 fr. de plus pour la grande, ce qui démontre encore que les estimations ont été plutôt forcées, qu'affoiblies.

« Les fonds employés pour les canaux ne produiront rien, dit-on, pour le trésor. »

Les sommes accordées pour les chemins ne lui rapportent pas davantage ; mais les uns comme les autres en facilitant les transports, en encourageant le commerce, l'agriculture et l'industrie, en enrichissant les particuliers, enrichissent l'État, et ainsi enrichiront le trésor.

Que l'on observe d'ailleurs les précautions prises pour alléger le plus possible ces charges si productives : l'allocation de la prime ne commencera qu'après l'achèvement des travaux ; et les compagnies n'en partageront les produits qu'après l'amortissement seulement, par conséquent dans un grand nombre d'années.

Tout a donc été calculé avec ce soin qui doit inspirer la confiance, avec cette sagesse qui l'inspire, avec cette sagesse qui fait que tout est tranquille malgré les écrits et les discours de la malveillance pour tout agiter ; que tout marche d'une manière satisfaisante, malgré les efforts de l'intrigue pour tout entraver ; que tout s'affermir malgré les tentatives des factions pour tout renverser ; enfin que, preuve de cette confiance et de cette sécurité, les effets publics se soutiennent au taux le plus élevé, malgré tout ce qui naturellement devoit les faire baisser.

J'ai cherché à prouver que les canaux proposés étoient utiles, et que la manière dont ils sont exécutés est préférable. Je desire avoir per-



suadé sur ces deux points mes nobles collègues, comme je le suis moi-même, et je souhaite les avoir disposés à accueillir une loi si importante, une loi qui contribuera à la prospérité de ce royaume comme à l'illustration du règne actuel.

Il est plus d'un genre de gloire : la paix a la sienne comme la guerre, et la France doit les avoir toutes. Ce ne sont pas seulement les exploits guerriers qui ont illustré les siècles d'Auguste et de Louis XIV, et qui ont fait donner à leurs siècles leurs noms célèbres à jamais.

La gloire de vivifier le commerce, de diriger les efforts, les capitaux et les esprits vers un but utile, vers de grandes entreprises trop négligées jusqu'à présent, et d'ouvrir une nouvelle carrière aux spéculations et à l'activité qui succèdent aux longues guerres et aux troubles civils, cette gloire étoit réservée à Louis XVIII; à ce monarque qui, marchant sur les traces de ses augustes ancêtres, n'est occupé qu'à procurer à ce beau pays tous les genres de bonheur, et qui, après lui avoir rendu la paix dont il étoit privé depuis si long-temps, veut le faire jouir de tous les avantages qu'elle peut lui assurer.

Loin de chercher à lui enlever cette gloire non moins durable, et plus solide que celle des succès militaires, nous nous empresserons de

la partager. Nous nous féliciterons de ces tranquilles , de ces heureuses conquêtes des arts et de l'industrie qui enrichissent les peuples au lieu de les appauvrir , et qui fertilisent les empires au lieu de les dépeupler.

Elles feront bénir à jamais le nom du prince éclairé autant que sage auquel elles seront dues.

Peut-être feront-elles applaudir en même temps à l'existence de ces Chambres qui lui doivent aussi leur création , et qui, par devoir comme par sentiment, s'efforceront toujours de seconder avec zèle les vues bienfaisantes de leur fondateur ; s'empresseront toujours d'adopter avec un patriotisme bien entendu toutes les propositions tendantes à assurer le repos comme la félicité de cette patrie , si chère à nos cœurs , dont nous sommes appelés à confectionner les lois , à consolider les institutions , ainsi qu'à affermir le Gouvernement.

---





# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

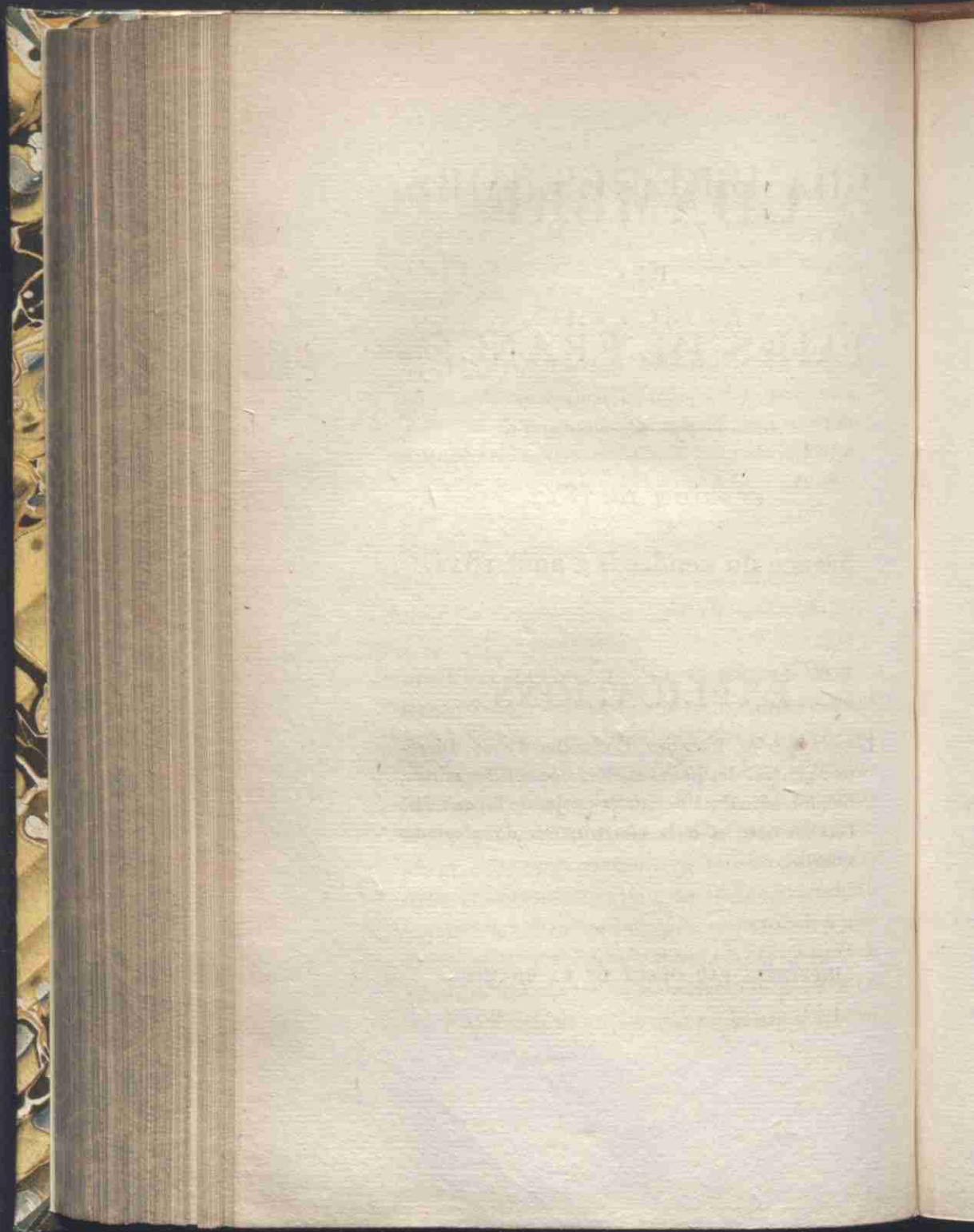
Séance du vendredi 2 août 1822.

---

## EXPLICATIONS

DONNÉES par M. BECQUEY, Conseiller-d'État, Directeur-général des ponts-et-chaussées et des mines, Commissaire du Roi, sur le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de plusieurs canaux.

IMPRIMÉES PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## EXPLICATIONS

DONNÉES par M. BECQUEY, Conseiller-d'État, Directeur-général des ponts-et-chaussées et des mines, Commissaire du Roi, sur le projet de loi relatif à l'achèvement et à la construction de plusieurs canaux.

NOBLES PAIRS,

Il est de mon devoir de donner à la Chambre des explications sur plusieurs points traités par les orateurs qui s'opposent à l'adoption du projet de loi. Je n'ai pas l'intention de retracer ici les motifs généraux qui peuvent influencer sur votre détermination : le rapport de la commission et les discours que vous venez d'entendre en faveur de la loi, ne me laissent rien à dire sur la convenance et les avantages de l'ensemble du mode de transaction présenté à votre assentiment. Je me bornerai donc à répondre à quelques objections de détail.



Le noble comte qui, le premier, a pris la parole dans cette séance, s'est attaché à faire ressortir les avantages que procureroit le choix d'une petite section pour l'ouverture des canaux. Économie dans les eaux, économie dans les dépenses, tels sont les deux grands résultats qu'on en obtiendrait. Le noble Pair a rappelé que, dans un rapport publié en août 1820, j'avois exposé, avec détail, le système d'une petite navigation; que ce système avoit mérité mes éloges, que j'avois applaudi à l'application que l'Angleterre en avoit faite sur beaucoup de points de son territoire, et il s'étonne que je paroisse y renoncer en quelque sorte subitement pour la France, quand il s'agit d'entreprendre des travaux pour plus de cent millions. Mon opinion est cependant toujours la même. En réfléchissant aux avantages immenses que la France devoit recueillir d'une navigation étendue et perfectionnée, ma pensée a dû naturellement se porter sur les moyens de créer ces avantages aux moindres frais possibles. La France n'avoit encore aucun canal de petite navigation, et déjà l'Angleterre jouissoit d'un grand nombre de communications de ce genre. J'ai cru que c'étoit dans le pays même où la petite navigation avoit obtenu autant de

faveur qu'il falloit en étudier le système. J'ai confié cette mission à un ingénieur expérimenté qui s'en est acquitté avec distinction. L'exemple de l'Angleterre a confirmé un résultat, que la réflexion pouvoit faire présumer, c'est que la petite section appartient essentiellement aux navigations secondaires, aux communications locales, aux canaux d'embranchement. Mais lorsqu'il s'agit d'une ligne navigable qui doit mettre en rapport les points les plus éloignés du royaume, le nord avec le midi, l'est avec l'ouest, ce seroit apporter des entraves réelles à ces grandes communications, que de ne pas leur donner les dimensions suffisantes pour que des bateaux d'un assez fort tonnage puissent librement circuler d'une extrémité à l'autre. Si, pour des relations de cette espèce, mais dans des cas très rares, nos voisins ont adopté quelquefois la petite section, ils n'ont pas tardé à reconnoître leur erreur, et ils se sont occupés et s'occupent encore aujourd'hui d'agrandir les dimensions de plusieurs canaux que des vues d'économie et une appréciation inexacte des besoins et de l'accroissement du commerce leur avoient fait entreprendre sur une trop petite échelle. Considérez, d'ailleurs, que les navigations qui nous occupent en ce moment sont



toutes, excepté deux, commencées depuis longtemps, que sur presque toutes un assez grand nombre d'ouvrages d'art sont déjà exécutés, et que les dimensions de ce qui reste à faire sont nécessairement commandées par celles de ce qui est déjà fait.

Les canaux de Bretagne se composent de trois branches: la première fait partie de l'une des sept grandes lignes qui traversent la France. Des deux autres, l'une est achevée aux  $\frac{12}{100}$ , et sur l'autre, plus de la moitié des ouvrages est déjà terminée. Si près de toucher au terme des travaux, falloit-il ne pas les continuer sur les mêmes dimensions?

Le canal de Bourgogne est ouvert ou entrepris sur les trois cinquièmes de son développement. Quarante-huit écluses sont déjà construites. Presque tous les terrassements sont exécutés. La navigation est établie depuis Saint-Jean de Losne jusqu'à Dijon. Ce canal, d'ailleurs, appartient à-la-fois à deux des sept grandes lignes qui entrent dans notre système de navigation intérieure.

Le canal d'Arles à Bouc est une portion essentielle de l'une des plus importantes communications réclamées par le commerce. C'est par la voie qu'il présente que les bateaux du Rhône



arriveront jusqu'à la Méditerranée, ou de la Méditerranée remonteront dans l'intérieur du royaume. Il a déjà coûté plus de trois millions.

Le canal du Nivernois, commencé en 1784, a été jusqu'à ce jour l'objet d'une dépense de 5 millions cinq cent mille francs. Le souterrain est percé en partie; treize écluses sont construites.

Le canal du duc de Berry sera ouvert en petite section; mais c'est qu'à côté de ce canal, nous avons la grande voie de la Loire qui, plus tard sans doute, sera perfectionnée sur tout son développement jusqu'à la mer.

Le canal latéral à la Loire se trouve entre le canal du Centre et le canal de Briare; il réunit ces deux lignes navigables; ne devoit-on pas adopter pour la partie intermédiaire le mode de navigation des deux parties extrêmes? et falloit-il obliger le commerce à transborder ses marchandises à la sortie du canal du Centre, pour les transborder de nouveau à l'entrée du canal de Briare?

Le canal d'Aire-à-la-Bassée est entrepris aux frais et risques d'une compagnie concessionnaire. L'État n'avoit donc pas d'intérêt à prescrire une petite section; et il ne le devoit pas, puisque ce canal fait partie de la grande communication de Marseille à Dunkerque.

Ainsi, dans toutes les navigations que nous voulons entreprendre maintenant, le mode de petite section ne pouvoit trouver qu'une seule application, et cette application a eu lieu.

Il ne faut pas se dissimuler d'ailleurs que si dans ce système on obtient une économie d'un tiers environ dans la dépense des ouvrages, il n'y a réellement économie dans la dépense des eaux qu'en supposant un moindre mouvement de marchandises. Car si l'on admet que la même masse de denrées soit transportée par un canal à petite, et par un canal à grande section, la comparaison des dépenses d'eau seroit à l'avantage de la grande navigation. Il n'y a donc économie sous ce rapport que parcequ'il y a moins d'avantages procurés au commerce, moins de besoins satisfaits.

Jé viens de parler du canal latéral à la Loire. Je ne dois pas passer sous silence les observations que vous venez d'entendre sur ce canal, et l'opinion imprimée d'un noble Pair absent, qui desireroit voir substituer au système d'un canal latéral celui d'un endiguement du fleuve. Il annonce que le canal latéral coûtera au moins vingt millions, et l'endiguement, vingt millions sept cent mille francs. Il fait remarquer que par ce dernier système, on procureroit aux habi-

tants des deux rives le bienfait de la navigation ,  
et qu'on ne changeroit pas les habitudes de la  
vallée.

Le noble Pair , auteur de cette proposition ,  
a dirigé avec distinction pendant plusieurs an-  
nées l'administration que la confiance du Roi a  
bien voulu remettre depuis entre mes mains :  
son avis doit être d'un grand poids dans cette  
Chambre , et , si je ne l'adopte pas , il est de  
mon devoir de vous exposer les motifs qui  
m'ont conduit à une opinion différente.

L'idée de contenir la Loire entre deux digues  
longitudinales n'est pas nouvelle. La commis-  
sion chargée , en 1806 , d'examiner le projet du  
canal latéral en fait mention dans son rapport ,  
et propose de l'écarter comme trop dispen-  
dieuse , et comme ne pouvant pas même rem-  
plir le but qu'on veut atteindre. En effet , telle  
est la différence de la section de la Loire , dans  
les temps de crues et au moment de l'étiage ,  
que d'une part , si on rapproche les digues ,  
elles ne pourront ni contenir les grandes eaux  
ni résister à la violence des courants , et que  
d'autre part , si on les éloigne , le fleuve ne sera  
plus assez resserré pour offrir le mouillage né-  
cessaire à la navigation , qui sera dès-lors in-  
terrompue , comme elle l'est aujourd'hui à cer-



taines époques de l'année. Si l'on objecte le relèvement du fond du fleuve, résultat ordinaire des endiguements, le noble Pair répond que le lit de la Loire est très mobile, et qu'il se creusera lui-même à une profondeur suffisante : mais que deviendront et le sable entraîné par les crues et les bancs déplacés, lorsque le fleuve sera renfermé entre deux barrières qui l'empêcheront de transporter dans la vallée les matières qu'il roule avec ses eaux ? Il arrivera nécessairement ce qui est toujours arrivé en pareille circonstance, ce qui est démontré par une expérience incontestable, le fond du fleuve s'exhaussera tous les ans : tous les ans, il faudra exhausser à grands frais les digues latérales, et au bout d'un laps de temps, les eaux seront suspendues à une hauteur effrayante au-dessus des propriétés riveraines, et menaceront à chaque instant l'existence des habitants de la vallée. Quand on ouvreroit, comme le propose le noble Pair, des issues par lesquelles les grandes eaux pourroient s'échapper et venir déposer leurs limons sur les bas-fonds environnants, on ne détruiroit pas entièrement les effets qu'on vient de signaler ; mais alors, qui pourroit calculer les frais et les chances de périls des ouvrages d'art, indispensables pour protéger ces ouver-

tures et pour prévenir l'interruption du halage, sur-tout lorsqu'ils seroient exposés à l'action d'une masse d'eau de cinq à six mètres de hauteur, se précipitant avec d'autant plus d'effort sur des points où elle ne seroit arrêtée par aucun obstacle, qu'elle auroit éprouvé plus de résistance dans le sens de son cours naturel? On ne change pas impunément le régime d'un fleuve et d'un fleuve comme la Loire, dont le lit est si mobile et le courant si rapide.

Il seroit également nécessaire d'endiguer les affluents sur une certaine étendue pour prévenir l'action de leurs eaux sur les digues de la Loire, et les frais de ces endiguements accessoires ont été omis dans les calculs de M. le comte de Montalivet.

J'ai fait faire le détail estimatif des dépenses qu'il faudroit admettre pour réaliser un projet aussi vaste: l'évaluation s'en élève à plus de cinquante millions, et encore, avec des sacrifices aussi énormes, on n'oseroit pas garantir le succès de l'opération.

Le noble Pair a pensé que c'étoit avec raison qu'on ouvroit le canal latéral sur la rive gauche, mais il a fait observer en même temps qu'on éloignoit la rive droite, sur cinquante lieues de longueur, de la voie de la navigation;

que les villes, les villages, les établissements, les magasins, situés sur cette rive seront ruinés, etc.

Le canal ne change rien à l'état de la Loire, puisqu'il n'est alimenté que par des affluents. Lorsque la Loire est navigable, elle offre à la rive droite toutes les ressources d'une navigation naturelle que les habitants pourront préférer à la navigation artificielle. Lorsqu'elle n'est pas navigable, la rive droite et la rive gauche sont également privées de tout moyen de transport par eau. C'est alors que le canal devient d'une utilité incontestable. Il sera placé sur la rive gauche, parceque les localités l'ont exigé; mais s'il avoit pu être établi sur la rive droite, les circonstances que l'on déplore pour cette rive existeroient pour la rive gauche. Apprécions d'ailleurs ces circonstances: Decize, Nevers, la Charité et Briare, sont les seules villes de la rive droite qui peuvent être considérées comme ayant des établissements, des magasins, des dépôts. Les trois premières ont chacune un pont sur la Loire. Briare, située à l'embouchure du canal qui porte son nom, verra certainement sa prospérité s'accroître par l'ouverture de la nouvelle navigation et deviendra un entrepôt très important. Decize et Nevers joui-



ront l'une et l'autre d'une branche d'accession au canal latéral, et cette accession est déjà établie pour la ville de la Charité, par la voie de la route royale qui traverse son territoire. Les villages ne seront pas plus maltraités qu'ils ne le sont aujourd'hui; ils conduiront leurs denrées dans les villes que nous venons de désigner, comme ils le font maintenant.

Quant à l'évaluation du canal latéral, je persiste à penser qu'elle est justement réglée à la somme de 12 millions. Le noble Pair, qui a basé sans doute ses calculs sur des souvenirs qui ont presque toujours quelque chose d'inexact et d'incertain, présente une estimation plus considérable. Je me borne à remarquer qu'il suppose que cinquante-cinq écluses seront nécessaires pour racheter la pente de la Loire entre Digoin et Briare, lorsqu'il est démontré qu'il suffira pour cet objet de trente-huit écluses. Il évalue chaque écluse à 120,000 fr., et l'expérience la mieux établie ne permet pas d'en élever le prix au-dessus de 70,000 fr. Il faudroit opérer des réductions analogues sur le nombre et sur les frais des autres ouvrages d'art.

Le dernier orateur qui a combattu le projet de loi a élevé plusieurs objections sur les tarifs; je dois d'autant plus y répondre, que votre com-

mission s'est occupée de cet objet et a présenté des observations dans le même sens. On accuse l'uniformité des tarifs, et l'on craint que l'intervention des compagnies ne soit un obstacle aux modifications qui pourront devenir nécessaires.

A l'égard de l'uniformité des tarifs, j'observerai que le service rendu par la navigation sera le même à-peu-près dans les diverses contrées où seront ouverts les canaux ; que par-tout il procurera à-peu-près la même proportion d'économie sur les frais du transport par terre, et qu'il semble naturel de mettre par-tout le même prix à un même service. La diversité des tarifs seroit une gêne réelle pour le commerce. Il est commode pour un négociant qui expédie des marchandises pour une destination éloignée, de n'avoir point à asseoir ses calculs sur un grand nombre de bases différentes, et de même que l'uniformité des poids et mesures a facilité et multiplié les relations, l'égalité des tarifs pourra produire des résultats analogues. Si nous avions admis des différences pour certaines parties de la France, les contrées où les taxes eussent été plus fortes n'auroient-elles pas élevé quelques plaintes, n'auroient-elles pas eu quelque droit de regarder les perceptions plus modérées établies sur d'autres points, comme

des privilèges accordés à ces pays au détriment des autres provinces?

D'ailleurs un tarif calculé avant l'ouverture d'une navigation est nécessairement provisoire; il est bien difficile d'en apprécier les effets à l'avance. En supposant qu'il s'appliquât heureusement aux besoins du commerce et des industries déjà créés, s'appliquera-t-il avec un égal succès aux besoins du commerce et des industries qui n'existent pas encore, mais que pourra faire naître l'exécution des nouvelles lignes navigables? Le temps seul indiquera les modifications utiles ou nécessaires, et l'intervention des compagnies ne sauroit les empêcher. Les compagnies auront-elles jamais un autre desir que celui d'un tarif productif? et un tarif sera-t-il productif s'il ne présente pas d'avantages au commerce?

Il ne faut pas perdre de vue que, pendant la durée des travaux et pendant celle de l'amortissement, c'est-à-dire pendant près d'un demi-siècle, les compagnies n'ont aucune part aux revenus des péages, que ces péages ne sont que l'hypothèque des prêteurs qui ont en même temps la garantie du Trésor, et que cette position les portera à consentir toutes les modifications dont l'importance et l'utilité seront démontrées par l'expérience.



A l'époque du partage, le Gouvernement pourra, s'il veut accorder quelque faveur au commerce, diminuer les droits en diminuant sa part dans les produits; enfin lorsque le terme de la participation sera arrivé, ces mêmes droits pourront être réduits au taux nécessaire pour couvrir seulement les frais d'administration et d'entretien. Ainsi, Messieurs, vous voyez que ces tarifs ne seront pas invariables, et que la force des choses amènera tous les changements qu'il sera raisonnable de désirer.

L'année dernière nous avons aussi proposé des perceptions uniformes pour les diverses provinces, et aucune opposition ne s'est manifestée ni dans cette Chambre ni dans l'autre. Le tarif du canal du duc d'Angoulême, sur la demande de la chambre de commerce de la ville d'Amiens, a reçu quelque modération dans plusieurs des articles qui le composent, et c'est ce tarif ainsi modéré que nous avons pris pour le type de tous ceux qui sont annexés à la loi.

Un noble Pair a fixé votre attention sur le canal des Ardennes; il vous a représenté l'exécution de ce canal en grande navigation comme une dérogation à la loi du 5 août 1821; il a rappelé ce qu'avoit dit à la Chambre des Députés M. le Ministre de l'intérieur sur l'aug-

mentation des dépenses, et il a déclaré qu'il lui paroissoit impossible de substituer la grande à la petite section sans accroître les frais dans une bien plus grande proportion.

Je remarquerai d'abord que la loi du 5 août 1821 ne précise rien sur les dimensions du canal des Ardennes, et qu'elle laisse à l'administration le soin et le droit de les régler dans le plus grand intérêt du commerce. Le projet rédigé en 1818 n'avoit pour but en effet qu'une petite navigation, mais on n'avoit adopté ce système que par des motifs d'économie. Quelques personnes ont pensé qu'avec la somme que devoit fournir la transaction il seroit peut-être possible d'ouvrir le canal sur les dimensions ordinaires d'une grande navigation, qui satisferoit beaucoup mieux aux besoins de la contrée traversée par la nouvelle ligne navigable, et à ceux des provinces qu'elle doit réunir. Une pareille question méritoit le plus sérieux examen. M. Deschamps, inspecteur-général des ponts-et-chaussées, auteur du magnifique pont de Bordeaux, a reçu la mission de se rendre sur les lieux, de les visiter avec attention, accompagné des ingénieurs attachés au canal, de bien apprécier les ressources du pays pour la confection des travaux et les chances de difficultés de ces

mêmes travaux ; enfin de présenter une estimation raisonnée des dépenses. Cette estimation s'élève à 8,450,000 f.(1), y compris les tra-

---

(1) Voici comment s'exprime M. Deschamps dans son rapport :

« Nous avons acquis dans ce dernier examen d'une des plus grandes et des plus utiles entreprises de navigation du royaume, la certitude aussi complète qu'on peut l'avoir, qu'en dirigeant les travaux avec tous les soins, l'intelligence, et les mesures d'une bonne administration, qu'on y apportera sans doute, il est possible d'établir, dans toute la longueur que nous avons parcourue, et sur le profil de ce qu'on est convenu d'appeler une *grande section*, la navigation du canal des Ardennes, en faisant les dépenses ci-après :

|                                                |               |
|------------------------------------------------|---------------|
| « De Neufchâtel à Rhétel . . . . .             | 1,100,000 fr. |
| « De Rhétel à Semuy . . . . .                  | 1,650,000     |
| « Canal de jonction de Semuy à la Bar. . . . . | 2,650,000     |
| « Canalisation de la Bar . . . . .             | 1,500,000     |
| « Somme à valoir pour cas imprévus . . . . .   | 750,000       |

---

TOTAL . . . . . 7,650,000

Plus bas, dans le même rapport, les dépenses à faire pour étendre la navigation de Semuy à Senue, sont portées à . 800,000

NOTA. Cette partie de navigation, qui n'est qu'une ramification de la navigation générale du canal des Ardennes, seroit ouverte en *petite section*.

---

TOTAL DÉFINITIF . . . . . 8,450,000 fr.



vaux à faire sur l'Aisne entre Semuy et Senuc. Ce n'est donc pas sur de vagues hypothèses que s'appuie l'administration, mais sur les assertions les plus positives d'hommes distingués dans leur art, qui ont vu les localités, et qui se sont entourés de toutes les lumières et de tous les renseignements qu'il étoit possible de rassembler. Elle ne peut marcher avec des documents plus certains, et il lui est permis de penser que l'avenir n'amènera aucun mécompte.

Il ne faudra donc en définitive ajouter aux fonds à fournir par la compagnie qu'une somme de 450,000 fr., pour procurer au département des Ardennes, et à tous ceux que le canal mettra en rapport mutuel, le bienfait d'une grande navigation. Le sacrifice qu'on s'impose peut-il être mis en balance avec l'avantage qui en résultera pour le commerce, et avec l'accroissement que le produit des péages recevra d'une navigation plus fréquentée?

Le même orateur qui vous a entretenu du canal des Ardennes vous a parlé également de la traversée du canal du duc d'Angoulême par la ville d'Amiens. Je conviens que la direction du canal par l'intérieur de la place paroît plus favorable au commerce et à l'industrie des ha-

bitants d'Amiens; mais le choix de ce tracé entraînoit un excédant considérable de dépense pour indemnités de terrains et suppression d'usines, excédant qui devoit nécessairement tomber à la charge des intérêts locaux. Le 7 août 1821, le conseil municipal, par une délibération prise à l'unanimité, s'est prononcé contre le projet à l'intérieur. Après un désistement aussi authentique, le Gouvernement a dû naturellement se décider, et s'est décidé effectivement pour le projet le plus économique, le plus utile à la circulation générale, pour le projet à l'extérieur.

On a contesté l'utilité et même, si je puis m'exprimer ainsi, la légitimité de l'existence du canal du Nivernois.

Quant à l'utilité, il est certain que, considéré dans ses relations générales, le canal du Nivernois établit comme le canal de Briare une communication du nord au midi. Mais ce dernier aura toujours sur l'autre l'avantage d'un trajet plus court et d'un bief de partage moins élevé. Considérés dans leurs relations particulières, les deux canaux ne peuvent aucunement se suppléer. Leurs fonctions seront essentiellement différentes puisqu'ils doivent servir chacun au débouché et à l'approvision-

nement de deux contrées que sépare une assez grande distance.

Quant à la légitimité de l'existence d'un nouveau canal, je rappellerai qu'un arrêt du conseil de 1784 en a autorisé l'ouverture pour le flottage des bois de la contrée; que plus tard on a reconnu qu'on en augmenteroit les avantages en lui donnant les dimensions d'un canal ordinaire de navigation; que MM. Bossut et Condorcet, de l'Académie des sciences, furent appelés sur les lieux, et qu'ils reconnurent la possibilité et l'utilité de cette entreprise; que les travaux poursuivis d'après le rapport des académiciens ont été poussés avec activité; que déjà des sommes assez fortes étoient dépensées, lorsqu'une loi du 6 avril 1791 ordonna la continuation des ouvrages, et l'allocation de cent cinquante mille livres. Ces actes, ces opérations, ces travaux, ont eu la plus grande notoriété sans faire naître aucune observation; bien plus, depuis que le Gouvernement s'occupe de réaliser le plan de la navigation intérieure, il n'a cessé de présenter le canal du Nivernois à la spéculation des capitalistes. Dans tous les avis officiels qu'il a insérés au *Moniteur*, il a compris et cité ce canal parmi ceux dont il desiroit le prompt achèvement. Et c'est après une aussi longue pu-



blicité, lorsque la voie est restée si long-temps ouverte aux réclamations, lorsque les transactions passées avec les compagnies étoient présentées à la sanction de la loi, qu'on a élevé des objections. Les concessionnaires des canaux d'Orléans et de Loing sentent bien que les dispositions d'un acte, quel qu'il soit, peuvent bien conférer des droits à un tiers, mais qu'il est impossible qu'elles s'étendent jusque-là que d'aliéner la prospérité de toute une province; qu'une réserve de ce genre pourroit tout au plus, dans certains cas, motiver une demande en indemnité, et j'avois cru que si ces concessionnaires s'étoient abstenus de réclamer, c'est qu'ils avoient songé aux bénéfices considérables que leur a procurés l'ouverture du canal du Centre, et à ceux non moins grands peut-être que leur procurera la confection du canal latéral à la Loire. Au surplus, ce n'est qu'après l'achèvement de tous les canaux qu'il sera possible d'établir avec quelque exactitude la balance des profits et des pertes, mais il est bien facile de prévoir dès ce moment de quel côté elle penchera.

Enfin, une semblable question ne peut dans aucun cas donner lieu à des dispositions législatives; et si, ce que je ne pense pas, l'avenir apprenoit que les propriétaires d'anciens canaux

auoient des droits à une indemnité , ces droits  
ne seroient jamais méconnus par la justice du  
Gouvernement du Roi.

IMPRESSION

N° 28.



# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

## PROJET DE LOI

RELATIF

A la fixation du budget des dépenses et des recettes  
de 1823;

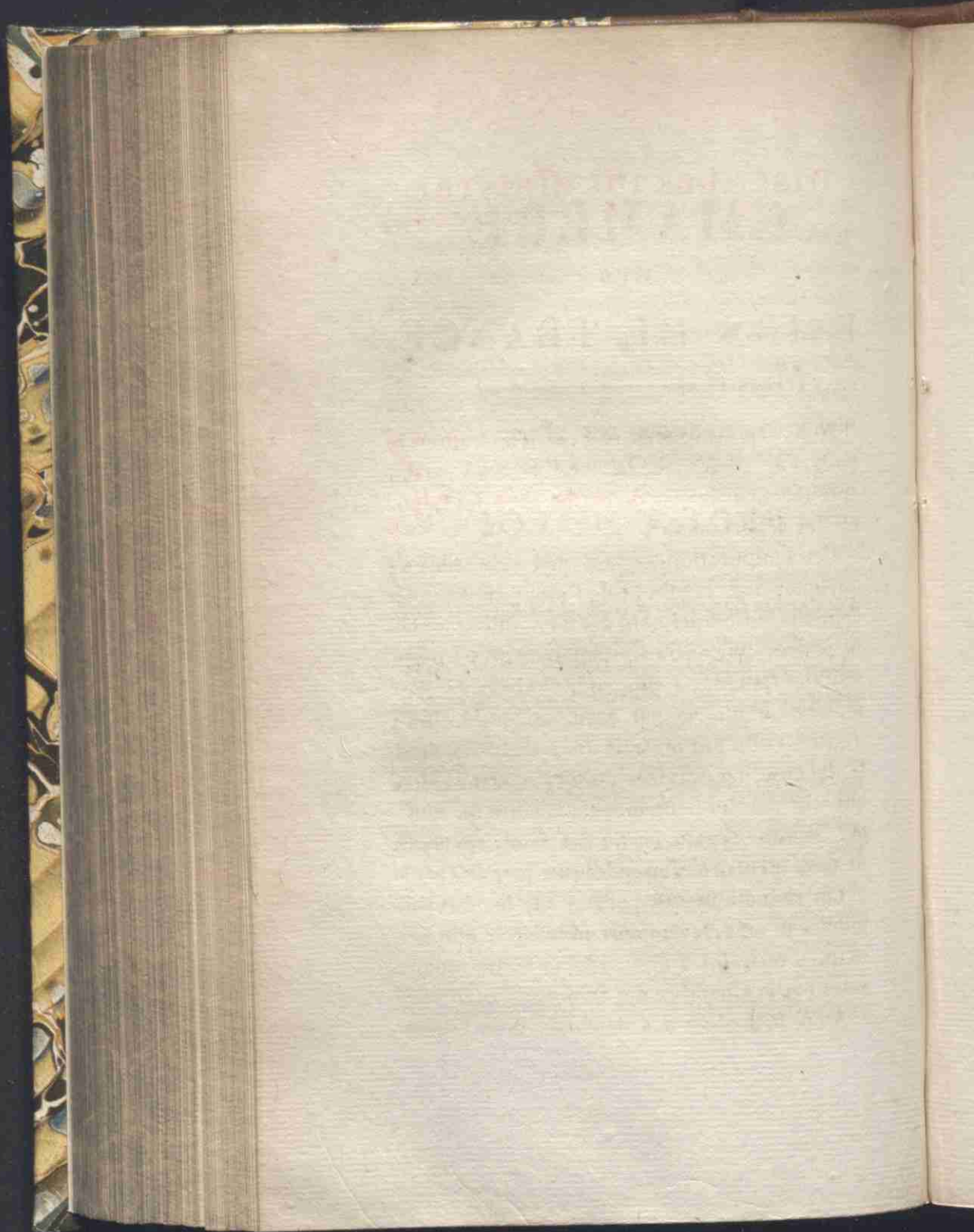
Adopté par la Chambre des Députés le 8 août 1822;  
Présenté à la Chambre des Pairs le 10 du même mois,  
par le Ministre des finances.

DISCOURS du Ministre, contenant l'exposé des motifs  
du projet.

ORDONNANCE du Roi portant consentement de la part  
de Sa Majesté aux amendements proposés par la  
Chambre des Députés.

TEXTE du projet amendé.

IMPRIMÉS PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



## DISCOURS DU MINISTRE.

---

MESSIEURS,

Nous venons soumettre à vos délibérations le budget de 1823, avec les modifications qu'il a éprouvées par le vote de la Chambre des Députés des départements.

Ces modifications ont été peu nombreuses ; quelques unes résultent de l'adoption d'amendements qui contiennent des dispositions réglementaires ; une autre conséquence du nouveau tarif des douanes a supprimé le droit de consommation qui se percevoit sur les huiles ; d'autres enfin ont prescrit des réductions dans la dépense des services publics et dans celles qui sont portées pour ordre à la suite du budget, comme faisant partie des fonds spéciaux destinés à l'instruction publique.

Les réductions, qui portent sur les services publics se sont élevées ensemble à 637,050 fr. : ce qui a restreint à 899,838,453 fr. les crédits votés par la Chambre des Députés.

Ainsi le budget des dépenses dont la pro-



position vous est soumise, comparé avec la somme des crédits ouverts par le précédent budget, offre sur l'ensemble une diminution de 1,007,192 fr.

Évaluation  
des  
produits.

Nous avons cru devoir évaluer le produit des impôts indirects et variables d'après ceux obtenus en 1821. Ce système n'a trouvé aucun contradicteur, et je le présente avec d'autant plus de confiance à la Chambre des Pairs.

Il en résulte qu'en y comprenant un excédant de recette de 31,542,405 fr., transporté de l'exercice 1821 au budget de l'exercice 1823, les revenus de l'État affectés à ce dernier exercice sont présumés devoir s'élever à un total de 909,130,783 fr., non compris 5,368,200 fr. de recettes pour ordre, propres à l'instruction publique et à la direction générale des poudres et salpêtres.

Le budget total des recettes, en y comprenant des articles d'ordre, est donc présumé devoir s'élever à. . . . . 914,498,983 f.

Et comme celui des dépenses qui vous est proposé s'élève à la somme de. . . . . 905,206,653

Il y auroit, d'après nos prévisions, un excédant de recette  
de. . . . . 9,292,330

Un objet spécial au budget que nous vous Arrière.  
présentons, exige de nous quelques explications particulières qu'il est de mon devoir de soumettre à vos Seigneuries.

Nous vous proposons le règlement définitif de la dette arriérée. Cette dette se compose de deux parties distinctes, désignées sous la dénomination de première et de deuxième série.

Le montant de cette dette étoit évalué, dans l'origine, à plus de 900 millions.

Mais les premiers aperçus avoient été donnés presque au hasard, et c'est seulement la loi de 1817 qui a prescrit les dispositions tendantes à faire cesser une partie des incertitudes qui existoient sur cette évaluation. Par suite des dispositions de cette loi, des tableaux annexés à la proposition de la loi de finances de 1818, et résultant des comptes arrêtés au 1<sup>er</sup> octobre 1817, ont, pour la première fois, fourni des données plus certaines sur l'importance de cet arriéré.

On voit par ces tableaux que le montant de la dette, liquidée ou non liquidée, ordonnancée ou non ordonnancée, étoit limité, à l'époque du 1<sup>er</sup> octobre 1817, à un capital de 727 millions 602,028 fr.

La première série figuroit dans ces aperçus Première  
série.  
pour près de 127,000,000 fr., dont 65,200,000

déjà ordonnancés, et 61,800,000 restant à ordonnancer.

Mais sur les sommes ordonnancées il restoit à payer par le Trésor 1,440,000 f., et sur celles qui restoient à ordonnancer au 1<sup>er</sup> octobre 1817, il a été rejeté, par l'effet des liquidations, pour 15 millions de créances.

Par le résultat de ces opérations, le capital susceptible d'être payé en rentes, depuis l'époque que je viens de citer, se trouve être aujourd'hui limité à un peu plus de 48 millions. Et comme il n'a été ouvert de crédit au Ministre des finances que jusqu'à la concurrence de 40 millions, il y auroit dans les moyens de paiement une insuffisance de 8 millions, pour lesquels j'ai dû réclamer un crédit supplémentaire de 400,000 fr. de rentes.

Ce résultat, sur la première série, n'a pas été contesté.

Deuxième  
série.

A l'égard de la deuxième série, les mêmes tableaux annexés à la proposition de la loi de 1818, portoient l'évaluation de son montant primitif à 600,658,000 fr., dont 303,028,000 étoient ordonnancés antérieurement au 1<sup>er</sup> octobre 1817, et 297,630,000 restoient à ordonnancer à la même époque.

A ce dernier chiffre de 297,630,000 dont les



ordonnances restant à délivrer étoient payables en reconnoissances de liquidation, on doit ajouter les 78,850,000 de pareilles reconnoissances déjà émises, et les 34,430,000 f. d'ordonnances délivrées avant le 1<sup>er</sup> octobre, et que le Trésor avoit encore à payer en mêmes valeurs.

Le total des reconnoissances émises ou à émettre à cette époque du 1<sup>er</sup> octobre 1817 eût donc pu s'élever jusqu'à un capital de 410,900,000 fr.; mais 49,700,000 de réductions effectuées depuis, et jusqu'à l'époque du 1<sup>er</sup> juin dernier, ont limité le capital liquidé, ou susceptible de l'être en reconnoissances de liquidation, à une somme de 361,197,872 fr.

Ces calculs sont précis; leur résultat est incontestable; la commission de la Chambre des Députés, en se livrant à des recherches laborieuses pour en reconnoître l'exactitude, s'étoit attachée à vérifier tous les tableaux successivement annexés aux propositions de lois de finance et de réglemens de comptes; et, en suivant une route toute différente que celle que nous avons suivie, elle étoit arrivée au même but, à la même démonstration.

Vous verrez, Messieurs, que, d'après les états qui vous sont soumis, la portion de la dette payable en reconnoissances de liquidation, au-

roit pu s'élever jusqu'à 410 millions. Ce n'est que par suite des réductions obtenues depuis 1817, que nous pouvons vous proposer aujourd'hui de limiter ce capital à 361 millions.

Le ministère avoit demandé pour 1817, 1818 et 1819, un crédit annuel de 18 millions pour satisfaire aux intérêts des reconnoissances. L'espoir peu fondé d'obtenir des réductions qui eussent dépassé 110 millions, a fait opérer une réduction de 3 millions sur cette demande. Sans doute on pouvoit sans inconvénient se livrer à cet espoir, tant que le résultat des liquidations opérées laissoit les créances ordonnancées au-dessous de 300 millions : mais ceux qui avoient approfondi la matière, ceux qui suivoient les progrès des liquidations, ne manquoient pas de prévoir leur résultat inévitable. Chaque année les tableaux présentés aux Chambres, tout en indiquant les réductions successivement obtenues sur les 410 millions, détruisoient la présomption que ce capital pût se réduire à 300 millions seulement ; et récemment encore, lors du règlement du compte de 1820, il a été positivement établi qu'à l'époque du 1<sup>er</sup> octobre 1821, les reconnoissances de liquidation alors délivrées s'élevoient à 298,192,577 f., tandis qu'à cette même époque,

les liquidations restant à faire étoient encore présumées devoir s'élever à 77,937,236 fr.; ce qui eût porté à plus de 376 millions le capital déjà payé ou payable en reconnoissances.

Cette année même, dans un discours prononcé devant cette Chambre, le 29 avril dernier, le noble Pair qui m'a précédé dans l'administration des finances, a fait la remarque « que les liquidations de la dette arriérée apporteroient dans nos charges annuelles une augmentation de 2 à 3 millions, indépendamment du retour qu'elles rendroient nécessaire sur le passé. »

En effet, Messieurs, il faut consacrer 17 millions 500,000 francs par an, au lieu de 15 millions, pour payer les intérêts des reconnoissances, et il faut que l'augmentation annuelle de 2,500,000 fr. remonte au 5 mai 1816.

Cette nécessité a été reconnue par la Chambre des Députés. Vous partagerez, Messieurs, la conviction qui a déterminé son vote, et vous nous donnerez les moyens de terminer cette opération en accordant le crédit de 350 millions, devenu indispensable pour remplir les conditions imposées par les lois précédentes.

Des objections d'une autre nature ont été faites contre la faculté demandée par le Gou-



vernement de disposer de la totalité des rentes à affecter au remboursement des reconnoissances de liquidation. On a pensé que des négociations partielles présenteroient des chances plus avantageuses au Trésor qu'une négociation générale.

Nous avons appelé la discussion sur cette question, la plus importante à nos yeux de celles qui vous sont soumises ; elle a été favorable à notre opinion dans l'autre Chambre : nous espérons, Messieurs, que le même examen amènera dans celle-ci le même résultat.

Dépenses  
générales.

Dans les charges publiques à supporter en 1813, les intérêts de la dette consolidée et la dotation de la caisse d'amortissement sont compris pour 228,724,260 francs ; la liste civile et la Famille royale pour 34,000,000, et les dépenses de tous les ministères pour 637 millions 114,193 fr.

Justice.

La Chambre des Députés ayant réduit de 100,000 fr. le crédit demandé pour le département de la justice, le budget particulier de ce ministère se trouveroit fixé à 18,351,845 fr., et donneroit ainsi comparativement aux crédits de 1822 une augmentation de 447,345 fr.

Cependant le Ministre de la justice a imposé sur les dépenses de l'administration centrale

une économie de 80,000 fr. ; mais il a demandé une augmentation de près de 500,000 fr. pour améliorer le sort d'une partie des magistrats.

Depuis long-temps cette amélioration étoit généralement désirée, et vous regretterez comme nous, Messieurs, qu'elle ne puisse s'étendre à la totalité des juges. La nécessité de se renfermer dans des limites calculées sur la position de nos finances, a contraint de ne proposer que des augmentations partielles.

Le budget des affaires étrangères a été voté Affaires  
étrangères. pour 7,840,000 fr., et présente ainsi par comparaison à 1822 une économie de 10,000 fr., qui portera sur les dépenses de l'administration centrale.

M. le Ministre de l'intérieur avoit présenté Intérieur. dans son budget une économie de 103,800 fr., qui a été portée à 117,600 fr., au moyen d'une réduction nouvelle de 13,800 fr. sur le chapitre 6, par suite de la suppression de la place de commissaire de police à Bayonne.

Les bureaux du ministère de l'intérieur devront supporter la presque totalité des économies que le Ministre avoit proposées, et une meilleure répartition dans les fonds mis à la disposition de ce département, en lui permettant de réduire les dépenses de plusieurs cha-

pitres, lui fournira les moyens de doter plus largement des services utiles, et notamment d'augmenter de 100,000 fr. les fonds de secours destinés aux colons et aux réfugiés.

La Chambre des Députés a pensé qu'on pouvoit ajourner quelques constructions destinées à l'instruction publique, particulièrement celle d'un édifice pour l'école normale, et elle a retranché 721,917 fr. 6 cent. des dépenses d'ordre proposées au budget spécial de l'instruction publique.

Guerre.

Le ministère de la guerre exigera en 1823 un crédit de 189,694,000 francs, qui surpasse de 2,391,274 francs les crédits ouverts à ce département pour l'exercice 1822.

La Chambre des Députés a adopté, sur les dépenses proposées par ce ministère, trois amendements tendant à retrancher 246,000 francs sur les dépenses de l'intendance militaire, sur les indemnités de recrutement accordées aux intendants et aux préfets, et sur les frais relatifs à la confection de la carte de France.

Les remotes de la cavalerie, une augmentation dans l'effectif des hommes et dans le nombre des chevaux, de plus nombreuses fabrications d'armes, des travaux de génie militaire trop long-temps ajournés; telles sont les causes



qui ont motivé l'augmentation de crédit réclamée pour ce ministère. M. le Ministre de la guerre destine à ces divers services 6,500,000 fr. de plus qu'en 1822, et il espère y suffire avec une augmentation de 2,400,000 francs, parce qu'il tirera 4 millions des réductions qu'il se propose d'opérer sur les dépenses du recrutement, des transports, des écoles militaires, de l'intendance, et sur celles du personnel des bureaux de l'administration centrale.

La marine est comprise pour 60 millions au budget de 1823. Vous reconnoîtrez, Messieurs, Marine. que cette somme est nécessaire pour conserver à la France un état maritime digne d'elle et capable de protéger notre commerce et garantir le respect dû à notre pavillon.

J'ai proposé sur le ministère qui m'est confié Finances. des réductions et des économies dont le montant s'élève à 3,827,075 francs.

Les réductions sur la dette viagère et les pensions sont bien un allègement aux charges de l'État, mais elles ne peuvent être considérées comme des économies proprement dites; d'autres articles en éprouveront de réelles et importantes. Dans ce nombre, j'ai dû classer en première ligne les 186,000 francs dont je réduirai en 1823 les dépenses du personnel de l'admi-

nistration centrale, et les 1,200,000 francs dont seront atténués les frais de trésorerie ainsi que les commissions et remises allouées aux receveurs des finances.

Déjà dans les deux années précédentes, plus de 4 millions ont été diminués sur les frais de négociation, et ces diminutions ont principalement porté sur les bonifications attribuées aux receveurs-généraux.

Ce seroit à tort qu'on penseroit encore que les bénéfices que ces comptables recueillent dans l'exercice de leurs fonctions sont trop considérables. On doit remarquer que c'est de leurs relations avec le commerce, que c'est de leurs opérations de banque, qu'ils retirent la majeure partie de ces bénéfices, et que ces services faits par d'autres nous offriroient moins de sûreté et ne tarderoient pas à nous devenir plus onéreux.

Frais  
de  
perception. Nous avons également proposé, sur les frais de perception des administrations financières, et sur ceux des contributions directes, des retranchements et des économies qui s'élevoient ensemble à 1,096,657 francs; ces retranchements ont été portés par le vote de la Chambre des Députés à 1,373,907 francs, au moyen d'une nouvelle économie de 277,250 francs qui doit porter sur les budgets des administrations des

douanes, des contributions indirectes et de la loterie.

Telles sont, Messieurs, les résultats des modifications qu'a subies, dans l'autre Chambre, le projet de loi dont nous vous avons déjà fait distribuer l'exposé des motifs.

Nous sommes tous animés du même desir d'obtenir des économies dans les dépenses, et des allègements dans les impôts.

Mais toutes les charges de l'État ne sont pas également susceptibles de réductions. La dette consolidée ne pourra diminuer que par l'effet de l'amortissement.

Les pensions à la charge de l'État sont hors de toute proportion avec ce qu'elles devroient être.

Le temps seul peut alléger le poids de ces charges.

La volonté du Roi, les efforts de ses Ministres, le concours des Chambres, tout garantit à la France que désormais chaque année de prolongation de la paix fournira les moyens d'améliorer notre situation financière et de soulager le fardeau des impôts.

Le budget que nous vous présentons en ce moment sera le dernier dans lequel les temps antérieurs imposeront au présent des charges nouvelles.



Ce n'est que de cette époque que les avantages d'une bonne administration pourront être recueillis par ceux qui les auront obtenus.

Nous ne nous dissimulons pas cette circonstance heureuse pour nous : nos efforts tendront à l'utiliser pour l'intérêt du pays et pour le bonheur du Monarque qui nous honore de sa confiance ; nous comptons sur la vôtre , Messieurs , avec la conviction que les propositions que nous vous soumettons sont dignes de votre assentiment.

## ORDONNANCE DU ROI.

---

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE  
ET DE NAVARRE,

A tous présents et à venir, SALUT :

NOUS AVONS ORDONNÉ ET ORDONNONS que le projet de loi ci-annexé, adopté par la Chambre des Députés avec des amendements que nous avons consentis, sera présenté, en notre nom, à la Chambre des Pairs, par notre Ministre secrétaire d'État des finances, et par MM. Becquey, baron Cuvier, vicomte de Caux, Jurien, conseillers d'État; Thirat de Saint-Agnan, et Vatisménil, maîtres des requêtes, que nous chargeons d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

DONNÉ au château de Saint-Cloud, le 9 août de l'an de grace 1822, et de notre règne le 27<sup>e</sup>.

*Signé* LOUIS.

Par le Roi :

*Le Ministre secrétaire d'État des finances,*

*Signé* J<sup>u</sup> DE VILLÈLE.

# PROJET DE LOI

RELATIF

A la fixation du budget des dépenses et des recettes  
de 1823.

---

## TITRE 1<sup>er</sup>.

*Fixation définitive des moyens de libération  
de l'arriéré.*

### ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert au Ministre des finances un crédit additionnel de *quatre cent mille francs* (400,000 f.) de rentes 5 pour 100 consolidés, pour compléter, avec celui de 2 millions ouvert par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1818, l'inscription au grand-livre des créances arriérées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1810.

2.

L'émission des reconnoissances de liquidation, autorisée par les lois des 28 avril 1816 et 25 mars 1817, pour l'acquittement des créan-



ces arriérées antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1816, est définitivement limitée, et demeure fixée à un capital de *trois cent cinquante millions* (350,000,000 f.)

Si, après épuisement de cette somme de *trois cent cinquante millions*, il restoit à acquitter des créances des exercices 1810 à 1815, elles seroient payées en numéraire, mais seulement jusqu'à la concurrence d'une dernière somme de *onze millions cent quatre-vingt-dix-sept mille huit cent soixante-douze francs* (11,197,872 f.), à la charge par le Ministre des finances d'en rendre un compte spécial à la plus prochaine session des Chambres.

### 3.

Pour compléter les moyens de remboursement des reconnoissances de liquidation accordés par les lois des 8 mars 1821 et 1<sup>er</sup> mai 1822, il est mis à la disposition du Ministre des finances :

1<sup>o</sup> Un crédit en rentes 5 pour 100 consolidés d'un *million cent trente-neuf mille six cent cinquante-trois francs* (1,139,653 f.), avec jouissance du 22 septembre 1823 ;

Ladite inscription représentant, au cours moyen des six derniers mois de l'année 1821,

un capital numéraire de 20 millions, formant, d'après la fixation ci-dessus, le complément nécessaire au remboursement des deux premiers cinquièmes des reconnoissances de liquidation émises ou à émettre ;

2° Un autre crédit en pareilles rentes de onze millions neuf cent soixante-six mille trois cent cinquante trois francs (11,966,353 fr.), avec jouissance du même jour 22 septembre 1823, représentant, au même cours, un capital numéraire de 210 millions, applicable au remboursement des trois derniers cinquièmes des mêmes effets échéant au 22 mars des années 1823, 1824 et 1825.

## 4.

Le Ministre des finances ne pourra disposer de ces deux crédits, montant ensemble à la somme de *treize millions cent six mille six francs* (13,106,006 f.) de rentes, que par des négociations publiques avec concurrence, dans les formes suivies pour l'aliénation des rentes effectuées par le traité du 9 août 1821, et en stipulant des termes de paiement combinés avec les échéances des effets à rembourser.

Les mêmes conditions de publicité et de concurrence s'appliqueront à la négociation des

6,008,510 francs de rentes restant des crédits accordés pour le remboursement des deux premiers cinquièmes des reconnoissances de liquidation.

5.

Les rentes et créances de toute nature provenant des anciennes liquidations ou de l'arriéré des divers ministères, pour tous les exercices antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1816, dont l'inscription ou le paiement n'auroit pas été réclamé avant le 1<sup>er</sup> avril 1823, pour les propriétaires domiciliés en Europe, et avant le 1<sup>er</sup> janvier suivant, pour ceux résidant dans les colonies, seront éteintes et amorties définitivement au profit de l'État.

6.

Il sera rendu, à la prochaine session des Chambres, par chaque Ministre ordonnateur, un compte spécial des ordonnances payables en valeurs d'arriéré qu'il auroit délivrées postérieurement au 1<sup>er</sup> juin 1822.

7.

Au moyen des deux dispositions contenues dans l'article 2 ci-dessus, l'arriéré est définitivement et irrévocablement clos et réglé, sans



que, sous aucun prétexte, il puisse être procédé à la liquidation d'aucune somme excédant celles qui sont portées dans ledit article.

## TITRE II.

### *Dispositions relatives aux pensions.*

#### 8.

Pourront obtenir, lorsqu'elles seront privées de moyens d'existence, une pension qui sera du quart du *maximum* de celle d'ancienneté attribuée à chaque grade militaire, ainsi qu'elle a été réglée par les articles 1<sup>er</sup> et 2 de l'ordonnance royale du 14 août 1814,

1<sup>o</sup> Les veuves des militaires morts postérieurement à ladite ordonnance, en jouissance de la pension de retraite, ou en possession de droits à cette pension, pourvu que leur mariage ait été contracté cinq ans avant la cessation d'activité de leurs maris, ou qu'elles aient un ou plusieurs enfants issus de leur mariage antérieur à cette cessation ;

2<sup>o</sup> Les veuves des militaires morts postérieurement à ladite ordonnance, après vingt années d'activité, et qui auroient rendu à l'État des services éminents, reconnus tels par une déci-

sion spéciale du Roi, pourvu que leur mariage ait précédé de cinq ans la mort de leur mari, ou qu'elles aient un ou plusieurs enfants issus de ce mariage.

Seront censées privées de moyens d'existence, les veuves dont le revenu ne sera pas équivalent au double de la pension qu'elles seroient dans le cas d'obtenir.

9.

Les enfants orphelins desdits militaires pourront, dans les mêmes cas, obtenir le secours annuel de pareille somme, déterminé par l'article 3 de ladite ordonnance, et en jouir jusqu'à dix-huit ans accomplis.

10.

La jouissance des pensions et secours annuels qui seront inscrits au Trésor royal en vertu des deux articles précédents, ne pourra donner lieu à des paiements d'arrérages antérieurs aux liquidations faites en vertu de la présente loi.

11.

Les anciens officiers suisses, qui faisoient partie du régiment des gardes-suisses à l'époque

du 10 août 1792, pourront obtenir la liquidation de leur solde de retraite, conformément aux dispositions exceptionnelles de l'ordonnance du 10 août 1816, sans que néanmoins cette liquidation puisse donner lieu à des paiements d'arrérages antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1819.

## 12.

Le Ministre des finances rendra compte, à la session de 1824, du montant des pensions inscrites en vertu des dispositions ci-dessus.

## TITRE III.

*Fixation des charges et dépenses de  
l'exercice 1823.*

§ 1<sup>er</sup>.

*Budget de la Dette consolidée.*

## 13.

Les dépenses de la dette consolidée et de l'amortissement sont fixées, pour l'exercice 1823, à la somme de *deux cent vingt-huit millions sept cent vingt-quatre mille deux cent soixante francs* (228,724,260 f.), conformément à l'état A ci-annexé.



## §. II.

*Fixation des Dépenses générales du Service.*

## 14.

Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de six cent soixante-onze millions cent quatorze mille cent quatre-vingt-treize francs (671,114,193 fr.), pour les dépenses générales du service de l'exercice 1823, conformément à l'état B, applicables, savoir :

Aux dépenses générales, ci. 534,261,220 fr.

Aux frais de régie, d'exploitation, de perception et non-valeurs des contributions directes et indirectes, et des revenus de l'État . . . . . 130,663,973

Aux remboursements et restitutions à faire aux contribuables sur les produits desdites contributions . . . . . 6,189,000

Total égal . . . . . 671,114,193 fr.

TITRE IV.

*Produits affectés à l'exercice 1823.*

§ I<sup>er</sup>.

*Divers Droits et Perceptions.*

15.

Continuera d'être faite en 1823, conformément aux lois existantes, la perception :

Des droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèque, de passe-ports et permis de port d'armes ;

Des droits de douanes, y compris celui sur les sels ;

Des contributions indirectes, à l'exception du droit de consommation sur les huiles, des postes, des loteries, des monnoies et droits de garantie.

Des taxes des brevets d'invention ;

Des droits établis sur les journaux ;

Des droits de vérification des poids et mesures ;

Du dixième des billets d'entrée dans les spectacles ;

Du prix des poudres, tel qu'il est fixé par la loi du 16 mars 1819 ;

D'un quart de la recette brute dans les lieux de réunion et de fête où l'on est admis en payant, et d'un décime pour franc sur ceux de ces droits qui n'en sont point affranchis ;

Des contributions spéciales destinées à subvenir aux dépenses des bourses et chambres de commerce, ainsi que des revenus spéciaux accordés auxdits établissements et aux établissements sanitaires ;

Des droits établis pour les frais de visite chez les pharmaciens, droguistes et épiciers ;

Des rétributions imposées, en vertu des arrêtés du Gouvernement du 3 floréal an 8 (23 avril 1799), et du 6 nivose an 11 (27 décembre 1802), sur les établissements d'eaux minérales, pour le traitement des médecins chargés par le Gouvernement de l'inspection de ces établissements ;

Des redevances sur les mines ;

Des diverses rétributions imposées en faveur de l'Université sur les établissements particuliers d'instruction et sur les élèves qui fréquentent les écoles publiques ;

Des taxes imposées, avec l'autorisation du Gouvernement, pour la conservation et la réparation des digues et autres ouvrages d'art intéressant les communautés de propriétaires ou d'habitants, et des taxes pour les travaux de



dessèchement autorisés par la loi du 16 septembre 1807 ;

Des sommes réparties sur les Israélites de chaque circonscription pour le traitement des rabbins et autres frais de leur culte.

16.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1823, le produit des centimes additionnels que les villes ont été ou seront autorisées à ajouter temporairement aux tarifs de leur octroi, pour subvenir à des dépenses d'établissement d'utilité publique, ou pour se libérer d'emprunts, cesseront d'être soumis au prélèvement de 10 pour 100 auquel sont assujettis les produits ordinaires des octrois.

17.

Le Gouvernement continuera, pendant une année, d'être autorisé, conformément à la loi du 4 mai 1802 (14 floréal an 10), à établir des droits de péage, dans le cas où ils seront reconnus nécessaires, pour concourir à la construction ou à la réparation des ponts, écluses ou ouvrages d'art à la charge de l'État, des départements ou des communes. Il en fixera les tarifs et le mode de perception, et en déterminera la durée, dans la forme usitée pour les réglemens d'administration publique.

§. II.

*Contributions directes.*

18.

La contribution foncière, la contribution personnelle et mobilière, la contribution des portes et fenêtres et des patentes, seront perçues pour 1823, en principal et centimes additionnels, conformément à l'état C ci-annexé.

19.

Le contingent de chaque département dans les contributions foncière, personnelle et mobilière, et des portes et fenêtres, est fixé aux sommes portées dans les états D n<sup>os</sup> 1, 2 et 3, annexés à la présente loi.

§. III.

*Fonds destinés aux Dépenses départementales.*

20.

Sur les centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et mobilière, il sera prélevé dix-neuf centimes pour les dépenses départementales fixes, communes et variables, suivant qu'elles sont spécifiées et déterminées

par le troisième paragraphe, article 28 de la loi du 31 juillet 1821.

Ces centimes seront divisés de la manière suivante :

1<sup>o</sup> 6 centimes neuf dixièmes seront centralisés au Trésor royal, pour être tenus à la disposition du Ministre de l'intérieur, et être employés au paiement des dépenses fixes ou communes à plusieurs départements.

2<sup>o</sup> 7 centimes un dixième seront versés dans les caisses des receveurs généraux de département, pour être tenus à la disposition des préfets, et être employés, sur leurs mandats, aux dépenses variables; lesquelles dépenses variables seront établies dans un budget dressé par le préfet, voté par le conseil général, et définitivement approuvé par le Ministre de l'intérieur.

Les 5 centimes restant seront versés au Trésor royal, pour, à titre de fonds commun, être tenus à la disposition du Ministre secrétaire d'État de l'intérieur, et venir au secours des départements dont les dépenses variables excéderont le produit des 7 centimes ci-dessus.

21.

Un centime prélevé sur le fonds de non-va-



leurs des contributions foncière, personnelle et mobilière, continuera, pour 1823, d'être affecté aux secours généraux, et réparti entre les départements, dans les cas de grêle, d'incendie, d'inondation ou autres cas fortuits.

Sera également affecté, pour le même exercice, aux secours généraux, en augmentation du fonds d'un centime, l'excédant du fonds de non-valeurs de la contribution des portes et fenêtres.

Les préfets rendront compte aux conseils généraux de l'emploi du fonds de non-valeurs.

Les dispositions qui les concernent, prescrites par l'article 20 de la loi du 1<sup>er</sup> mai 1822, cesseront d'avoir leur effet.

## 22.

Les conseils généraux de département, indépendamment des trois centimes sur le principal de la contribution foncière qu'ils sont autorisés à voter, par l'article 20 de la loi du 31 juillet 1821, pour les opérations cadastrales, pourront en outre, et sans l'approbation du Gouvernement, établir pour les dépenses d'utilité départementale, des impositions dont le montant ne pourra excéder cinq centimes du principal des contributions foncière, personnelle et mo-

bière de 1822, et dont l'allocation sera toujours conforme au vote du conseil général.

Ces impositions pourront être élevées jusqu'à 20 centimes dans le département de la Corse.

§. IV.

*Fixation des recettes de l'exercice 1823.*

23.

Le budget des recettes est fixé, pour l'exercice 1823, à la somme totale de *neuf cent neuf millions cent trente mille sept cent quatre-vingt-trois francs* (909,130,783 francs), conformément à l'état E ci-annexé.

§. V.

*Dispositions générales.*

24.

Le *minimum* des rentes cinq pour cent consolidés inscriptible au grand-livre de la dette publique, et susceptible d'être transféré, fixé à cinquante francs par la loi du 24 août 1793, est et demeure réduit à la somme de *dix francs*.

25.

Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles autorisées par la présente loi,

à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les autorités qui les ordonneroient, contre les employés qui confectionneroient les rôles et tarifs, et ceux qui en feroient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre tous receveurs, percepteurs ou individus qui auroient fait la perception, et sans que, pour exercer cette action devant les tribunaux, il soit besoin d'une autorisation préalable. Il n'est pas néanmoins dérogé à l'exécution des articles 4 et 6 de la loi du 28 avril 1816, relatifs aux contributions extraordinaires pour remboursement des dépenses de l'occupation militaire de 1815, et des articles 39, 40, 41, 42 et 43 de la loi du 15 mai 1818, relatifs aux dépenses extraordinaires des communes.

## 26.

Les rôles d'impositions, sur les propriétaires ou exploitants de fonds non enclos, votées avec les formes prescrites par les articles 39 et 40 de la loi du 15 mai 1818, pour le traitement des gardes-champêtres, pourront être rendus exécutoires par les préfets.



Le tableau de répartition du fonds commun du cadastre, créé par l'article 21 de la loi du 31 juillet 1821, sera distribué annuellement aux Chambres.

# ÉTATS

ANNEXÉS au projet de loi relatif à la fixation du  
budget des dépenses et des recettes de 1823.

ÉTAT

ÉTAT

ÉTAT

des

reconnois

de liquid



ÉTAT A.

DES CICE 1823.

ÉTAT A.

Bu

|                                                       |                                            |             |           |
|-------------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------|-----------|
| Intérêts<br>des<br>reconnoissances<br>de liquidation. | Reconnoissances de                         |             |           |
|                                                       | Maximum de la dette                        |             |           |
|                                                       | Les premier et deuxi<br>22 mars 1821 et 2  |             |           |
|                                                       | Les budgets de 1821<br>sements des crédits |             |           |
|                                                       | Reste à ouvrir, pour<br>deux premiers cinq |             |           |
|                                                       | Reste en capital, don                      |             |           |
|                                                       | Dont à déduire pour l                      |             |           |
|                                                       | Reste en capital dont                      |             |           |
|                                                       | Ci. . . . { pour les int                   | 5,250,000   |           |
|                                                       | { pour les int                             | 3,500,000   |           |
|                                                       |                                            | 8,750,000   | 8,750,000 |
|                                                       | Rentes inscrites au 1 <sup>er</sup>        | 179,759,689 |           |
|                                                       | Rentes à in-    Su                         |             |           |
|                                                       | scrire et à servir    )                    |             |           |
|                                                       | en 1823. . . . .    )                      | 214,571     |           |
|                                                       | { 1 <sup>o</sup>                           |             |           |
|                                                       | {                                          |             |           |
|                                                       | {                                          |             |           |

## BUDGET GÉNÉRAL

DES DÉPENSES ET SERVICES POUR L'EXERCICE 1823.

## BUDGET de la Dette consolidée et de l'Amortissement.

|                                                       |                                                                                                                              |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |             |             |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| Intérêts<br>des<br>reconnaissances<br>de liquidation. | Reconnaissances de liquidation                                                                                               | émises au 1 <sup>er</sup> juin, en capital... 315,405,538                                                                                                                                                                                                                         |             |             |
|                                                       |                                                                                                                              | restant à émettre..... 34,594,462                                                                                                                                                                                                                                                 |             |             |
|                                                       | Maximum de la dette arriérée payable en reconnaissances.....                                                                 | 350,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                       |             |             |
|                                                       | Les premier et deuxième cinquièmes exigibles, d'après ce maximum, les 22 mars 1821 et 22 mars 1822, s'élèvent en capital à.. | 140,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                       |             |             |
|                                                       | Les budgets de 1821 et 1822 ont ouvert pour ces remboursements des crédits jusqu'à concurrence de.....                       | 120,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                       |             |             |
|                                                       | Reste à ouvrir, pour complément du remboursement des deux premiers cinquièmes, un crédit de.....                             | 20,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                        |             |             |
|                                                       | Reste en capital, dont les intérêts sont à servir le 22 mars 1823.....                                                       | 210,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                       |             |             |
|                                                       | Dont à déduire pour le troisième cinquième à rembourser le 22 mars 1823.                                                     | 70,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                        |             |             |
|                                                       | Reste en capital dont les intérêts sont à servir le 22 septembre 1823....                                                    | 140,000,000                                                                                                                                                                                                                                                                       |             |             |
|                                                       | Ci....                                                                                                                       | pour les intérêts sur 210 millions du semestre échéant le 22 mars 1823..... 5,250,000                                                                                                                                                                                             |             |             |
| Intérêts<br>des 5 p. 100<br>consolidés.               |                                                                                                                              | pour les intérêts de 140 millions du semestre échéant le 22 septembre 1823,...                                                                                                                                                                                                    | 3,500,000   |             |
|                                                       |                                                                                                                              | Total des intérêts appartenant à l'exercice 1823.....                                                                                                                                                                                                                             | 8,750,000   | 8,750,000   |
|                                                       | Rentes inscrites au 1 <sup>er</sup> juin 1822.....                                                                           |                                                                                                                                                                                                                                                                                   | 179,759,689 |             |
|                                                       | Rentes à inscrire et à servir en 1823.....                                                                                   | Sur le crédit de 2 millions de rentes ouvert par la loi du 15 mai 1818, pour le paiement de l'arriéré de 1801 à 1809 inclusivement. (Solde du crédit restant disponible au 1 <sup>er</sup> juin 1823.).....                                                                       | 214,571     |             |
|                                                       |                                                                                                                              | 1 <sup>o</sup> Pour le remboursement de 20 millions, montant des deux premiers cinquièmes d'un capital de 50 millions de reconnaissances émises et à émettre, en excédant de celui de 300 millions, originairement prévu. (A inscrire avec jouissance du 22 septembre 1823.)..... | 1,139,653   |             |
|                                                       |                                                                                                                              | 2 <sup>o</sup> Pour le remboursement des trois derniers cinquièmes des reconnaissances de liquidation échéant au 22 mars des années 1823, 1824, et 1825, et montant ensemble à un capital de 210 millions. (A inscrire avec jouissance du 22 septembre 1823.).....                | 11,966,353  |             |
|                                                       |                                                                                                                              | TOTAL.....                                                                                                                                                                                                                                                                        | 13,106,006  | Mémoire.    |
|                                                       |                                                                                                                              | TOTAL des rentes dont les arrérages sont à servir en 1823, pour les deux semestres aux échéances des 22 mars et 22 septembre.....                                                                                                                                                 | 179,974,260 | 179,974,260 |
|                                                       | Dotation de la caisse d'amortissement.....                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                   |             | 40,000,000  |
|                                                       |                                                                                                                              | TOTAL.....                                                                                                                                                                                                                                                                        |             | 228,724,260 |



ÉTAT B.

1<sup>o</sup> BUDGET des Dépenses générales et Services.

|                                                                                                                                       |             | MONTANT<br>des dépenses<br>présumées. |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|---------------------------------------|
| Liste civile.....                                                                                                                     | 25,000,000  | 34,000,000                            |
| Famille royale.....                                                                                                                   | 9,000,000   |                                       |
| <b>MINISTÈRES.</b>                                                                                                                    |             |                                       |
| Justice, y compris un crédit provisoire de 2,520,000 francs pour frais de justice.....                                                | 18,351,815  | 7,840,000                             |
| Affaires étrangères.....                                                                                                              |             |                                       |
| Service ordinaire.....                                                                                                                | 13,631,200  | 24,875,000                            |
| Cultes.....                                                                                                                           |             |                                       |
| Clergé.....                                                                                                                           | 24,300,000  | 36,331,526                            |
| Cultes non catholiques.....                                                                                                           | 575,000     |                                       |
| Travaux publics.....                                                                                                                  | 31,800,000  | 113,406,300                           |
| à Paris.....                                                                                                                          | 1,430,000   |                                       |
| dans les départements.....                                                                                                            | 3,101,526   |                                       |
| Dépenses dépenses fixes (6 cent. 9/10 centralisés au Trésor).....                                                                     | 12,547,124  | 36,368,474                            |
| variables (12 cent. 1/10, dont 5 cent. en fonds commun).....                                                                          | 22,002,927  |                                       |
| Secours pour grêle, incendies et autres cas fortuits (1 cent. sur le fonds de non-valeurs).....                                       | 1,818,423   |                                       |
| Dépenses secrètes et autres sur le produit de la ferme des jeux.....                                                                  | 2,200,000   | 189,694,000                           |
| Guerre.....                                                                                                                           |             |                                       |
| Service actif.....                                                                                                                    | 182,340,000 | 60,000,000                            |
| Dépenses temporaires.....                                                                                                             | 7,354,000   |                                       |
| Marine.....                                                                                                                           |             |                                       |
| Service général.....                                                                                                                  | 54,141,000  | 10,000,000                            |
| Colonies.....                                                                                                                         | 5,859,000   |                                       |
| Dette viagère.....                                                                                                                    | 10,000,000  |                                       |
| Pensions.....                                                                                                                         |             | 62,568,875                            |
| Civiles.....                                                                                                                          | 2,000,000   |                                       |
| Militaires.....                                                                                                                       | 48,500,000  | 1,700,000                             |
| Ecclesiastiques.....                                                                                                                  | 8,900,000   |                                       |
| Donataires dépossédés.....                                                                                                            | 1,700,000   | 1,468,875                             |
| Supplément au fonds de retenues des divers ministères.....                                                                            | 1,468,875   |                                       |
| Intérêts de cautionnement.....                                                                                                        | 10,000,000  |                                       |
| Frais de service et de trésorerie.....                                                                                                | 2,850,000   | 13,000,000                            |
| Intérêts de la dette flottante, escompte et frais de négociation.....                                                                 | 7,400,000   |                                       |
| Remises extraordinaires aux receveurs généraux et particuliers, sur leurs versements par anticipation sur contributions directes..... | 2,750,000   | 110,969,175                           |
| Finances.....                                                                                                                         |             |                                       |
| Chambre des Pairs.....                                                                                                                | 2,000,000   |                                       |
| Chambre des Députés.....                                                                                                              | 800,000     |                                       |
| Légion d'honneur. (Supplément à sa dotation).....                                                                                     | 3,400,000   |                                       |
| Cour des comptes.....                                                                                                                 | 1,256,300   |                                       |
| Administration des monnaies (y compris 422,370 francs pour refonte d'espèces).....                                                    | 1,000,000   |                                       |
| Cadastre (Fonds commun. — Exécution de l'article 21 de la loi du 31 juillet 1821).....                                                | 4,000,000   |                                       |
| Service administratif du ministère.....                                                                                               | 5,944,000   |                                       |

RECAPITULATION DES DEPENSES.

|                                              |                                                             |             |
|----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------|
| ÉTAT A.                                      | Dette consolidée et amortissement .....                     | 228,724,260 |
| ÉTAT B.                                      | { 1° Service général .....                                  | 534,261,220 |
|                                              | { 2° Frais de régie, de perception, d'exploitation .....    | 136,852,973 |
| Montant des Dépenses à l'exercice 1823. .... |                                                             | 899,838,453 |
| <b>DÉPENSES POUR L'ÉTAT.</b>                 |                                                             |             |
| Ministère de l'intérieur.                    | { Instruction publique .....                                | 2,167,000   |
|                                              | { Produit de la taxe spéciale des brevets d'invention ..... | 75,000      |
| Ministère de la guerre.                      | { Direction générale des poudres et salpêtre .....          | 3,126,200   |
|                                              | GENÉRAL .....                                               | 905,206,653 |

ÉTAT B. (Suite.) 2<sup>o</sup> Frais de régie, de perception, d'exploitation, non-valeurs, etc., Remboursements et Restitutions aux Contribuables. (A ordonnancer par le Ministre des finances.)

| FRAIS DE RÉGIE, DE PERCEPTION, D'EXPLOITATION, NON-VALEURS, etc.                                                |                                                                                     |                                                      | MONTANT<br>des dépenses<br>présümées. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------------------|
| <i>Administrations financières.</i>                                                                             |                                                                                     |                                                      |                                       |
| Enregistrement et Domaines.....                                                                                 |                                                                                     |                                                      | 11,476,400                            |
| Finances. {                                                                                                     | Frais administratifs .....                                                          | 2,953,000                                            | 3,318,000                             |
|                                                                                                                 | Avances à charge de remboursement. (Frais de poursuites et frais d'arpentage) ..... | 365,000                                              |                                       |
| Finances et sels.....                                                                                           | {                                                                                   |                                                      | 25,836,300                            |
|                                                                                                                 | Frais d'administration et de perception .....                                       | 23,056,300                                           |                                       |
|                                                                                                                 | Remise de 2 pour 100 sur l'impôt du sel.....                                        | 780,000                                              |                                       |
|                                                                                                                 |                                                                                     |                                                      |                                       |
|                                                                                                                 |                                                                                     | Produit des amendes et confiscations attribuées..... | 2,000,000                             |
| Contributions indirectes.                                                                                       | {                                                                                   |                                                      | 48,870,500                            |
|                                                                                                                 | Frais d'administration et de perception .....                                       | 20,801,500                                           |                                       |
|                                                                                                                 | Exploitation et vente des poudres à feu.....                                        | 24,166,000                                           |                                       |
|                                                                                                                 | Exploitation et vente des poudres à feu.....                                        | 2,133,000                                            |                                       |
|                                                                                                                 |                                                                                     | Prélèvement sur le produit des amendes.....          | 1,100,000                             |
|                                                                                                                 |                                                                                     | Avances à charge de remboursement .....              | 670,000                               |
| Postes (y compris une dépense temporaire de 180,000 f. pour achat de deux paquebots à vapeur).....              |                                                                                     |                                                      | 11,982,930                            |
| Matériel.....                                                                                                   | {                                                                                   |                                                      | 4,560,000                             |
|                                                                                                                 | Frais d'administration.....                                                         | 1,500,000                                            |                                       |
|                                                                                                                 |                                                                                     | Remise de 6 pour 100 aux receveurs buralistes.....   | 3,060,000                             |
| Contributions directes..                                                                                        | {                                                                                   |                                                      | 23,419,843                            |
|                                                                                                                 | Non-valeurs des quatre contributions directes.....                                  | 5,223,568                                            |                                       |
|                                                                                                                 |                                                                                     | Frais d'assiette et de recouvrement .....            | 18,196,275                            |
| Remises et taxations aux receveurs généraux et particuliers sur l'impôt indirect et les recettes diverses ..... |                                                                                     |                                                      | 1,200,000                             |
| <i>Remboursements et Restitutions pour trop perçu, et paiements de primes à l'exportation.</i>                  |                                                                                     |                                                      |                                       |
| Ministère des finances.....                                                                                     |                                                                                     |                                                      | 300,000                               |
| <i>Administrations financières.</i>                                                                             |                                                                                     |                                                      |                                       |
| Enregistrement et Domaines.....                                                                                 |                                                                                     |                                                      | 1,325,000                             |
| Finances.....                                                                                                   |                                                                                     |                                                      | 6,189,000                             |
| Finances et sels (y compris 2,500,000 fr. pour primes à l'exportation) .....                                    |                                                                                     |                                                      |                                       |
| Contributions indirectes.....                                                                                   |                                                                                     |                                                      | 4,050,000                             |
| Postes.....                                                                                                     |                                                                                     |                                                      | 174,000                               |
|                                                                                                                 |                                                                                     |                                                      | 340,000                               |
| TOTAL.....                                                                                                      |                                                                                     |                                                      | 136,852,973                           |



ÉTAT C.

TABLEAU des Contributions directes à imposer en principal et centimes additionnels, pour l'Exercice 1823.

| DÉSIGNATION<br><br>DISTINCTE<br><br>DES PRODUITS.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                          | MONTANT DE CHAQUE CONTRIBUTION.        |             |                                        |            |                                        |            |                                        |                              | TOTAUX.    | OBSERVATIONS. |                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|-------------|----------------------------------------|------------|----------------------------------------|------------|----------------------------------------|------------------------------|------------|---------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | FONCIÈRE.                              |             | PERSONNELLE<br>ET MOBILIÈRE.           |            | PORTES<br>ET FENÊTRES.                 |            | PATENTES.                              |                              |            |               |                                                                                                                                                                                           |
| Produits généraux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                                                                                                                          | Nombre<br>de centimes<br>additionnels. |             | Nombre<br>de centimes<br>additionnels. |            | Nombre<br>de centimes<br>additionnels. |            | Nombre<br>de centimes<br>additionnels. |                              |            |               |                                                                                                                                                                                           |
| Principal des quatre contributions. . . . .<br>Sans affectation spéciale. . . . .<br>Pour dépenses départementales fixes, com-<br>munes à plusieurs départem. . . 6 c. 9/10 <sup>e</sup><br>Centimes additionnels { Pour dépenses variables des dé-<br>partements. . . . . 7 1/10 <sup>e</sup><br>Pour fonds communs des mêmes<br>départements. . . . . 5<br>Pour secours, grêle, incendies . . . . . |                                                                                                                                          | "                                      | 154,681,351 | "                                      | 27,161,020 | "                                      | 12,812,466 | "                                      | (A)                          | 17,507,600 | 212,162,437   | (A) Le produit annuel des pa-<br>tentés est présumé de<br>19,030,000 fr.                                                                                                                  |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | 19                                     | 29,389,457  | 29                                     | 7,876,696  | 50                                     | 6,406,233  | "                                      | "                            | "          | 43,672,386    | Dont à déduire,<br>pour non-valeurs<br>et attributions<br>aux communes,<br>8 p. 100. . . . . 1,522,400 fr.                                                                                |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | 19                                     | 29,389,457  | 19                                     | 5,160,594  | "                                      | "          | "                                      | "                            | "          | 34,550,051    | Reste. 17,507,600 fr.                                                                                                                                                                     |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | 1                                      | 1,546,813   | 1                                      | 271,610    | "                                      | "          | "                                      | "                            | "          | 1,818,423     |                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | "                                      | "           | "                                      | Mémoire.   | "                                      | "          | "                                      | "                            | "          | Mémoire.      |                                                                                                                                                                                           |
| Produits affectés aux non-valeurs, dépenses des com-<br>munes, réimpositions et frais de perception.                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                          |                                        |             |                                        |            |                                        |            |                                        |                              |            |               |                                                                                                                                                                                           |
| Centimes additionnels { Pour non-valeurs et dégrèvements. . . . .<br>Pour non-valeurs et attributions aux com-<br>munes sur les patentes. . . . .<br>Pour dépenses ordinaires des communes<br>(5 centimes). . . . .<br>Pour dépenses extraordinaires des com-<br>munes. . . . .<br>Pour réimpositions. . . . .                                                                                        |                                                                                                                                          | 1                                      | 1,546,814   | 1                                      | 271,610    | 10                                     | 1,281,247  | "                                      | "                            | "          | 3,099,671     | (B) Y compris environ cent<br>cinquante mille francs pour<br>frais de confection de rôles,<br>ou de tournées des inspec-<br>teurs et contrôleurs chargés<br>d'en recueillir les éléments. |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | "                                      | "           | "                                      | "          | "                                      | "          | 5                                      | { 951,500<br>(C) 1,522,400 } | "          | 2,473,900     |                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | "                                      | "           | "                                      | "          | "                                      | "          | "                                      | "                            | "          | Mémoire.      |                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | "                                      | "           | "                                      | "          | "                                      | "          | "                                      | "                            | "          | Mémoire.      |                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | "                                      | "           | "                                      | "          | "                                      | "          | "                                      | "                            | "          | Mémoire.      |                                                                                                                                                                                           |
| TOTAUX (non compris les pour mémoire). . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                          | 40                                     | 216,553,892 | 50                                     | 40,741,530 | 60                                     | 20,499,946 | 5                                      | 19,981,500                   |            | 297,776,868   |                                                                                                                                                                                           |
| Centimes addi-<br>tionnels sur<br>principal et<br>centimes réu-<br>nis.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | { Traitements et taxations des receveurs-<br>généraux et particuliers (par évalua-<br>tion). . . . .<br>Remises des percepteurs. . . . . | "                                      | 1,732,000   | "                                      | 295,000    | "                                      | 149,000    | "                                      | 82,000                       |            | 2,258,000     |                                                                                                                                                                                           |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                          | 2 à 5                                  | 9,625,000   | 2 à 5                                  | 1,520,000  | 2 à 5                                  | 770,000    | 2 à 5                                  | 655,000                      |            | 12,570,000    |                                                                                                                                                                                           |
| TOTAUX GÉNÉRAUX. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |                                                                                                                                          | "                                      | 227,910,892 | "                                      | 42,556,530 | "                                      | 21,418,946 | "                                      | 20,718,500                   |            | 312,604,868   |                                                                                                                                                                                           |





CONTRIBUTION FONCIÈRE DE 1823.  
TABLEAU du Répartement de la Contribution foncière de 1823, entre tous les Départements.

| DÉPARTEMENTS.                | PRINCIPAL.   | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs,<br>grêle, orages<br>et incendies,<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales,<br>fixes et variables,<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales<br>du<br>principal seulement. | TOTAL.       |
|------------------------------|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Ain. . . . .                 | 1,223,114 61 | 24,462 29                                                                                                   | 232,391 78                                                                                            | 232 391 78                                                              | 1,712,360 46 |
| Aisne. . . . .               | 2,738,535 89 | 54,770 72                                                                                                   | 520,321 82                                                                                            | 520,321 82                                                              | 3,833,950 25 |
| Allier. . . . .              | 1,313,958 90 | 26,279 18                                                                                                   | 249,652 19                                                                                            | 249,652 19                                                              | 1,839,542 46 |
| Alpes (Basses). . . . .      | 609,595 35   | 12,191 91                                                                                                   | 115,823 12                                                                                            | 115,823 12                                                              | 853,433 50   |
| Alpes (Hautes). . . . .      | 500,824 94   | 10,016 49                                                                                                   | 95,156 74                                                                                             | 95,156 74                                                               | 701,154 91   |
| Ardèche. . . . .             | 885,165 "    | 17,703 30                                                                                                   | 168,181 35                                                                                            | 168,181 35                                                              | 1,239,231 "  |
| Ardennes. . . . .            | 1,248,338 39 | 24,966 77                                                                                                   | 237,184 29                                                                                            | 237,184 29                                                              | 1,747,673 74 |
| Ariège. . . . .              | 593,383 "    | 11,867 66                                                                                                   | 112,742 77                                                                                            | 112,742 77                                                              | 830,736 20   |
| Aube. . . . .                | 1,398,401 "  | 27,968 2                                                                                                    | 265,696 19                                                                                            | 265,696 19                                                              | 1,957,761 40 |
| Aude. . . . .                | 1,738,700 "  | 34,774 "                                                                                                    | 330,353 "                                                                                             | 330,353 "                                                               | 2,434,180 "  |
| Aveyron. . . . .             | 1,438,112 "  | 28,762 24                                                                                                   | 273,241 28                                                                                            | 273,241 28                                                              | 2,013,356 80 |
| Bouches-du-Rhône. . . . .    | 1,520,971 "  | 30,419 42                                                                                                   | 288,984 49                                                                                            | 288,984 49                                                              | 2,129,359 40 |
| Calvados. . . . .            | 3,740,030 "  | 74,800 60                                                                                                   | 710,605 70                                                                                            | 710,605 70                                                              | 5,236,042 "  |
| Cantal. . . . .              | 1,111,333 "  | 22,226 66                                                                                                   | 211,153 27                                                                                            | 211,153 27                                                              | 1,555,866 20 |
| Charente. . . . .            | 1,790,657 93 | 35,813 16                                                                                                   | 340,225 "                                                                                             | 340,225 "                                                               | 2,506,921 9  |
| Charente-Inférieure. . . . . | 2,382,784 7  | 47,655 68                                                                                                   | 452,728 97                                                                                            | 452,728 97                                                              | 3,335,897 69 |
| Cher. . . . .                | 998,071 37   | 19,961 43                                                                                                   | 189,633 56                                                                                            | 189,633 56                                                              | 1,397,299 92 |
| Corrèze. . . . .             | 856,868 8    | 17,137 36                                                                                                   | 162,804 94                                                                                            | 162,804 94                                                              | 1,199,615 32 |
| Corse (Ile de). . . . .      | 170,000 "    | 3,400 "                                                                                                     | 32,300 "                                                                                              | 32,300 "                                                                | 233,000 "    |
| Côte-d'Or. . . . .           | 2,564,882 43 | 51,297 65                                                                                                   | 487,327 66                                                                                            | 487,327 66                                                              | 3,599,835 40 |
| Côtes-du-Nord. . . . .       | 1,683,918 67 | 33,678 37                                                                                                   | 319,944 55                                                                                            | 319,944 55                                                              | 2,357,486 14 |
| Creuse. . . . .              | 717,053 "    | 14,341 6                                                                                                    | 136,240 7                                                                                             | 136,240 7                                                               | 1,003,874 20 |



| DÉPARTEMENTS.              | PRINCIPAL.   | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs,<br>grêle, orages<br>et incendies,<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales,<br>fixes et variables<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales<br>du<br>principal seulement. | TOTAL.       |
|----------------------------|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Dordogne . . . . .         | 2,108,652 "  | 42,173 4                                                                                                    | 400,643 88                                                                                           | 400,643 88                                                              | 2,952,112 80 |
| Doubs . . . . .            | 1,197,802 77 | 23,956 6                                                                                                    | 227,582 53                                                                                           | 227,582 53                                                              | 1,676,923 89 |
| Drôme . . . . .            | 1,204,666 "  | 24,093 32                                                                                                   | 228,886 54                                                                                           | 228,886 54                                                              | 1,686,532 40 |
| Eure . . . . .             | 3,132,558 "  | 62,651 16                                                                                                   | 595,186 2                                                                                            | 595,186 2                                                               | 4,385,581 20 |
| Eure-et-Loir . . . . .     | 2,157,667 "  | 43,153 34                                                                                                   | 409,956 73                                                                                           | 409,956 73                                                              | 3,020,733 80 |
| Finistère . . . . .        | 1,420,796 50 | 28,415 93                                                                                                   | 269,951 34                                                                                           | 269,951 34                                                              | 1,989,115 11 |
| Gard . . . . .             | 1,779,682 51 | 35,593 65                                                                                                   | 338,139 67                                                                                           | 338,139 67                                                              | 2,491,555 50 |
| Garonne (Haute) . . . . .  | 2,244,800 "  | 44,896 "                                                                                                    | 426,512 "                                                                                            | 426,512 "                                                               | 3,142,720 "  |
| Gers . . . . .             | 1,641,500 1  | 32,830 "                                                                                                    | 311,885 "                                                                                            | 311,885 "                                                               | 2,298,100 1  |
| Gironde . . . . .          | 2,890,000 "  | 57,800 "                                                                                                    | 549,100 "                                                                                            | 549,100 "                                                               | 4,046,000 "  |
| Hérault . . . . .          | 2,272,211 "  | 45,444 22                                                                                                   | 431,720 9                                                                                            | 431,720 9                                                               | 3,181,095 40 |
| Ille-et-Vilaine . . . . .  | 1,914,147 "  | 38,282 94                                                                                                   | 363,687 93                                                                                           | 363,687 93                                                              | 2,679,805 80 |
| Indre . . . . .            | 995,825 50   | 19,916 51                                                                                                   | 189,206 85                                                                                           | 189,206 85                                                              | 1,394,155 71 |
| Indre-et-Loire . . . . .   | 1,576,631 "  | 31,532 62                                                                                                   | 299,559 89                                                                                           | 299,559 89                                                              | 2,207,283 40 |
| Isère . . . . .            | 2,380,421 38 | 47,608 43                                                                                                   | 452,280 6                                                                                            | 452,280 6                                                               | 3,332,589 93 |
| Jura . . . . .             | 1,324,343 "  | 26,486 86                                                                                                   | 251,625 17                                                                                           | 251,625 17                                                              | 1,854,080 20 |
| Landes . . . . .           | 753,543 "    | 15,070 86                                                                                                   | 143,173 17                                                                                           | 143,173 17                                                              | 1,054,960 20 |
| Loir-et-Cher . . . . .     | 1,302,333 "  | 26,046 66                                                                                                   | 247,443 27                                                                                           | 247,443 27                                                              | 1,823,266 20 |
| Loire . . . . .            | 1,436,538 31 | 28,730 76                                                                                                   | 272,942 28                                                                                           | 272,942 28                                                              | 2,011,153 63 |
| Loire (Haute) . . . . .    | 1,020,379 63 | 20,407 59                                                                                                   | 193,872 13                                                                                           | 193,872 13                                                              | 1,428,531 48 |
| Loire-Inférieure . . . . . | 1,589,622 73 | 31,792 45                                                                                                   | 302,028 32                                                                                           | 302,028 32                                                              | 2,225,471 82 |
| Loiret . . . . .           | 1,914,016 75 | 38,280 34                                                                                                   | 363,663 18                                                                                           | 363,663 18                                                              | 2,679,623 45 |
| Lot . . . . .              | 1,256,172 97 | 25,123 46                                                                                                   | 238,672 86                                                                                           | 238,672 86                                                              | 1,758,642 15 |
| Lot-et-Garonne . . . . .   | 2,094,264 52 | 41,885 29                                                                                                   | 397,910 26                                                                                           | 397,910 26                                                              | 2,931,970 33 |

D. L.

| DÉPARTEMENTS. | PRINCIPAL. | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs, | 19 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales. | 19 CENTIMES<br>pour | TOTAL. |
|---------------|------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------|--------|
|---------------|------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------------|---------------------|--------|

|                          |           |    |        |    |         |    |         |    |           |    |
|--------------------------|-----------|----|--------|----|---------|----|---------|----|-----------|----|
| Lot-et-Garonne . . . . . | 2,094,264 | 52 | 41,885 | 29 | 397,910 | 26 | 397,910 | 26 | 2,931,970 | 33 |
| Lot . . . . .            | 1,256,172 | 97 | 25,123 | 46 | 238,672 | 86 | 238,672 | 86 | 1,758,642 | 15 |
| Lozère . . . . .         | 1,914,810 | 75 | 38,268 | 34 | 303,003 | 10 | 303,003 | 10 | 2,079,025 | 43 |

| DÉPARTEMENTS.                 | PRINCIPAL.   | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs,<br>grêle, orages<br>et incendies,<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales,<br>fixes et variables<br>du<br>principal-seulement. | 19 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales<br>du<br>principal-seulement. | TOTAL.       |
|-------------------------------|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------|
| Lozère . . . . .              | 590,400 "    | 11,808 "                                                                                                    | 112,176 "                                                                                            | 112,176 "                                                               | 826,560 "    |
| Maine-et-Loire . . . . .      | 2,523,765 24 | 50,475 30                                                                                                   | 479,515 40                                                                                           | 479,515 40                                                              | 3,533,271 34 |
| Manche . . . . .              | 3,348,737 "  | 66,974 74                                                                                                   | 636,260 3                                                                                            | 636,260 3                                                               | 4,688,231 80 |
| Marne . . . . .               | 1,807,906 40 | 36,158 13                                                                                                   | 343,502 22                                                                                           | 343,502 22                                                              | 2,531,068 97 |
| Marne (Haute) . . . . .       | 1,373,050 50 | 27,461 1                                                                                                    | 260,879 60                                                                                           | 260,879 60                                                              | 1,922,270 71 |
| Mayenne . . . . .             | 1,555,052 30 | 31,101 5                                                                                                    | 295,459 94                                                                                           | 295,459 94                                                              | 2,177,073 23 |
| Meurthe . . . . .             | 1,708,171 62 | 34,163 43                                                                                                   | 324,552 61                                                                                           | 324,552 61                                                              | 2,391,440 27 |
| Meuse . . . . .               | 1,505,404 53 | 30,108 9                                                                                                    | 286,026 86                                                                                           | 286,026 86                                                              | 2,107,566 34 |
| Morbihan . . . . .            | 1,450,092 25 | 29,001 85                                                                                                   | 275,517 53                                                                                           | 275,517 53                                                              | 2,030,129 16 |
| Moselle . . . . .             | 1,652,663 53 | 33,053 27                                                                                                   | 314,006 7                                                                                            | 314,006 7                                                               | 2,313,728 94 |
| Nièvre . . . . .              | 1,268,543 27 | 25,370 87                                                                                                   | 241,023 22                                                                                           | 241,023 22                                                              | 1,775,960 58 |
| Nord . . . . .                | 4,085,336 15 | 81,706 72                                                                                                   | 776,213 87                                                                                           | 776,213 87                                                              | 5,719,470 61 |
| Oise . . . . .                | 2,697,313 "  | 53,946 26                                                                                                   | 512,489 47                                                                                           | 512,489 47                                                              | 3,776,238 20 |
| Orne . . . . .                | 2,326,570 65 | 46,531 41                                                                                                   | 442,048 42                                                                                           | 442,048 42                                                              | 3,257,198 90 |
| Pas-de-Calais . . . . .       | 2,977,204 22 | 59,544 8                                                                                                    | 565,668 80                                                                                           | 565,668 80                                                              | 4,168,085 90 |
| Puy-de-Dôme . . . . .         | 2,360,842 "  | 47,216 84                                                                                                   | 448,559 98                                                                                           | 448,559 98                                                              | 3,305,178 80 |
| Pyrénées (Basses) . . . . .   | 869,985 67   | 17,399 71                                                                                                   | 165,297 27                                                                                           | 165,297 27                                                              | 1,217,979 92 |
| Pyrénées (Hautes) . . . . .   | 570,499 63   | 11,409 99                                                                                                   | 108,394 93                                                                                           | 108,394 93                                                              | 798,699 48   |
| Pyrénées-Orientales . . . . . | 700,348 "    | 14,006 96                                                                                                   | 133,066 12                                                                                           | 133,066 12                                                              | 980,487 20   |
| Rhin (Bas) . . . . .          | 1,877,323 76 | 37,546 48                                                                                                   | 356,691 51                                                                                           | 356,691 51                                                              | 2,628,253 26 |
| Rhin (Haut) . . . . .         | 1,549,793 76 | 30,995 88                                                                                                   | 294,460 81                                                                                           | 294,460 81                                                              | 2,169,711 26 |
| Rhône . . . . .               | 2,100,000 "  | 42,000 "                                                                                                    | 399,000 "                                                                                            | 399,000 "                                                               | 2,949,000 "  |
| Saône (Haute) . . . . .       | 1,475,754 "  | 29,515 8                                                                                                    | 280,393 26                                                                                           | 280,393 26                                                              | 2,066,055 60 |
| Saône-et-Loire . . . . .      | 2,848,493 69 | 56,969 87                                                                                                   | 541,213 80                                                                                           | 541,213 80                                                              | 3,987,891 16 |



| DÉPARTEMENTS.             | PRINCIPAL.     | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs,<br>grêle, orages<br>et incendies,<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales,<br>fixes et variables,<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales<br>du<br>principal seulement. | TOTAL.         |
|---------------------------|----------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Sarthe . . . . .          | 2,177,333 "    | 43,546 66                                                                                                   | 413,693 27                                                                                            | 413,693 27                                                              | 3,048,266 20   |
| Seine. . . . .            | 6,864,750 "    | 137,295 "                                                                                                   | 1,304,302 50                                                                                          | 1,304,302 50                                                            | 9,610,650 "    |
| Seine-Inférieure. . . . . | 4,684,859 43   | 93,697 19                                                                                                   | 890,123 29                                                                                            | 890,123 29                                                              | 6,558,803 20   |
| Seine-et-Marne . . . . .  | 2,823,218 59   | 56,464 37                                                                                                   | 536,411 53                                                                                            | 536,411 53                                                              | 3,952,506 2    |
| Seine-et-Oise . . . . .   | 3,367,723 14   | 67,354 46                                                                                                   | 639,867 40                                                                                            | 639,867 40                                                              | 4,714,812 40   |
| Sèvres (Deux). . . . .    | 1,458,639 "    | 29,172 78                                                                                                   | 277,141 41                                                                                            | 277,141 41                                                              | 2,042,094 60   |
| Somme. . . . .            | 3,063,337 58   | 61,266 75                                                                                                   | 582,034 14                                                                                            | 582,034 14                                                              | 4,288,672 61   |
| Tarn . . . . .            | 1,638,104 99   | 32,762 10                                                                                                   | 311,239 95                                                                                            | 311,239 95                                                              | 2,293,346 99   |
| Tarn-et-Garonne . . . . . | 1,642,067 44   | 32,841 35                                                                                                   | 311,992 81                                                                                            | 311,992 81                                                              | 2,298,894 41   |
| Var. . . . .              | 1,401,609 79   | 28,032 20                                                                                                   | 266,305 86                                                                                            | 266,305 86                                                              | 1,962,253 71   |
| Vaucluse. . . . .         | 892,352 16     | 17,847 4                                                                                                    | 169,546 91                                                                                            | 169,546 91                                                              | 1,249,293 2    |
| Vendée. . . . .           | 1,560,700 "    | 31,214 "                                                                                                    | 296,533 "                                                                                             | 296,533 "                                                               | 2,184,980 "    |
| Vienne. . . . .           | 1,208,526 25   | 24,170 53                                                                                                   | 229,619 99                                                                                            | 229,619 99                                                              | 1,691,936 76   |
| Vienne (Haute). . . . .   | 909,828 36     | 18,196 57                                                                                                   | 172,867 39                                                                                            | 172,867 39                                                              | 1,273,750 71   |
| Vosges. . . . .           | 1,178,667 50   | 23,573 35                                                                                                   | 223,946 83                                                                                            | 223,946 83                                                              | 1,650,134 51   |
| Yonne . . . . .           | 1,753,110 "    | 35,062 20                                                                                                   | 333,090 90                                                                                            | 333,090 90                                                              | 2,454,354 "    |
|                           | 154,681,351 61 | 3,093,627 3                                                                                                 | 29,389,456 81                                                                                         | 29,389,456 81                                                           | 216,553,892 26 |



|                |             |               |                |
|----------------|-------------|---------------|----------------|
| 154,681,351 61 | 3,093,627 3 | 29,389,456 81 | 216,553,892 26 |
|----------------|-------------|---------------|----------------|

D 1

ÉTAT E.

Exercice 1823.

|                                                  |  | PRODUITS<br>BRUTS<br>présumés. |
|--------------------------------------------------|--|--------------------------------|
| 1 <sup>o</sup> F                                 |  |                                |
| Enregistrement, timbre et .....                  |  | 169,000,000                    |
| Coupes de bois de l'ordinaire .....              |  | 17,600,000                     |
| Douanes et sels. { Droits d'octroi } 128,600,000 |  |                                |
| Droits de consommation                           |  |                                |

DÉPA

Ain. . .  
Aisne. . .  
Allier. . .  
Alpes (Bas) . . .  
Alpes (Hautes) . . .  
Ardèche. . .  
Ardennes. . .  
Ariège. . .  
Aube. . .  
Aude. . .  
Aveyron. . .  
Bouches-du-Rhône. . .  
Calvados. . .  
Cantal. . .  
Charente. . .  
Charente-Inférieure. . .  
Cher. . .  
Corrèze. . .  
Corse (Ile de) . . .  
Côte-d'Or. . .  
Côtes-du-Nord. . .  
Creuse. . .

## DÉSIGNATION DES REVENUS ET IMPOTS.

PRODUITS

BRUTS

présûmés.

1<sup>o</sup> PRODUITS SPÉCIALEMENT AFFECTÉS A LA DETTE CONSOLIDÉE.

|                                                                                               |            |             |             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------|-------------|-------------|
| Enregistrement, timbre et domaines, et produits accessoires des forêts.....                   |            |             | 169,000,000 |
| Coupes de bois de l'ordinaire de 1823. (Principal des adjudications payables en traites)..... |            |             | 17,600,000  |
| Douanes et sels. { Droits de douanes et de navigation, et recettes accidentelles.....         | 76,100,000 | 128,600,000 | 130,600,000 |
| { Droits sur les sels.....                                                                    | 52,500,000 |             |             |
| { Produits présumés des amendes et confiscations attribuées.....                              |            | 2,000,000   |             |
| TOTAL.....                                                                                    |            |             | 317,200,000 |

2<sup>o</sup> PRODUITS AFFECTÉS AUX DÉPENSES GÉNÉRALES DE L'ÉTAT.

|                                                                                                                                 |             |             |             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|
| Excédant éventuel des produits ci-dessus sur le service de la dette consolidée.....                                             |             |             | Mémoire.    |
| Contributions indirectes. { Droits généraux.....                                                                                | 125,000,000 | 195,100,000 |             |
| { Vente des tabacs.....                                                                                                         | 64,900,000  |             |             |
| { Vente des poudres à feu.....                                                                                                  | 3,200,000   |             |             |
| { Recouvrements d'avances.....                                                                                                  | 900,000     |             |             |
| { Produits des amendes et confiscations. (Portion attribuée.).....                                                              | 1,100,000   |             |             |
| Postes.....                                                                                                                     |             |             | 23,900,000  |
| Loteries.....                                                                                                                   |             |             | 14,000,000  |
| Versement au trésor par la ville de Paris, en vertu de la loi du 19 juillet 1820.....                                           |             |             | 5,500,000   |
| Produits divers. { Salines de l'Est.....                                                                                        | 2,400,000   | 5,500,000   |             |
| { Produits de l'Inde.....                                                                                                       | 1,000,000   |             |             |
| { Recettes de diverses origines.....                                                                                            | 2,100,000   |             |             |
| { Arrérages des rentes affectées au remboursement des annuités et du deuxième cinquième des reconnaissances de liquidation..... |             |             |             |
| { Excedant sur les rentes du premier cinquième.....                                                                             | 364,552     | 3,783,510   |             |
| { Arrérages des rentes du deuxième cinquième.....                                                                               | 3,418,958   |             |             |
| Contributions directes. { Principal et centimes additionnels.....                                                               | 297,776,868 | 312,604,868 |             |
| { Centimes de perception.....                                                                                                   | 14,828,000  |             |             |
| Transport, au budget de l'exercice 1823, de l'excédant de recette sur l'exercice 1821.....                                      |             |             | 560,388,378 |
| TOTAL.....                                                                                                                      |             |             | 31,542,405  |
|                                                                                                                                 |             |             | 591,930,783 |

## RÉCAPITULATION DES RECETTES.

|                                                                        |             |
|------------------------------------------------------------------------|-------------|
| 1 <sup>o</sup> Produits affectés à la dette consolidée.....            | 317,200,000 |
| 2 <sup>o</sup> Produits affectés aux dépenses générales.....           | 591,930,783 |
| Montant présumé des produits propres au budget de l'exercice 1823..... | 909,130,783 |

## RECETTES POUR ORDRE.

|                                                          |           |           |             |
|----------------------------------------------------------|-----------|-----------|-------------|
| Instruction publique.....                                | 2,167,000 | 2,242,000 | 5,368,200   |
| Produit de la taxe spéciale des brevets d'invention..... | 75,000    |           |             |
| Direction générale des poudres et salpêtres.....         |           | 3,126,200 |             |
| TOTAL GÉNÉRAL.....                                       |           |           | 914,498,983 |

## RÉSULTAT.

|                                     |             |
|-------------------------------------|-------------|
| Les RECETTES présumées sont de..... | 914,498,983 |
| Les DÉPENSES (états A et B) de..... | 905,206,653 |
| Excédant de RECETTES.....           | 9,292,330   |

DI

Sarthe  
Seine.  
Seine-  
Seine-  
Seine-  
Sèvres  
Somme  
Tarn.  
Tarn-e  
Var.  
Vaucl  
Vende  
Vienne  
Vienne  
Vosges  
Yonne



CONTRIBUTION PERSONNELLE ET MOBILIERE DE 1823.  
TABLEAU du Répartement de la Contribution personnelle et mobilière de 1823, entre les Départements.

| DÉPARTEMENTS.                | PRINCIPAL. | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs,<br>grêle, orages<br>et incendies,<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales<br>fixes et variables,<br>du<br>principal seulement. | 29 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales<br>du<br>principal seulement. | TOTAL.     |
|------------------------------|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------|
| Ain. . . . .                 | 139,566 "  | 2,791 32                                                                                                    | 26,517 54                                                                                            | 40,474 14                                                               | 209,349 "  |
| Aisne. . . . .               | 381,700 "  | 7,634 "                                                                                                     | 72,523 "                                                                                             | 110,693 "                                                               | 572,550 "  |
| Allier. . . . .              | 154,900 "  | 3,098 "                                                                                                     | 29,431 "                                                                                             | 44,921 "                                                                | 232,350 "  |
| Alpes (Basses). . . . .      | 61,855 "   | 1,237 "                                                                                                     | 11,751 50                                                                                            | 17,936 50                                                               | 92,775 "   |
| Alpes (Hautes). . . . .      | 40,150 "   | 803 "                                                                                                       | 7,628 50                                                                                             | 11,643 50                                                               | 60,225 "   |
| Ardèche. . . . .             | 97,900 "   | 1,958 "                                                                                                     | 18,601 "                                                                                             | 28,391 "                                                                | 146,850 "  |
| Ardenes. . . . .             | 202,864 "  | 4,057 28                                                                                                    | 38,544 16                                                                                            | 58,830 56                                                               | 304,296 "  |
| Ariège. . . . .              | 100,100 "  | 2,002 "                                                                                                     | 19,019 "                                                                                             | 29,029 "                                                                | 150,150 "  |
| Aube. . . . .                | 244,300 "  | 4,886 "                                                                                                     | 46,417 "                                                                                             | 70,847 "                                                                | 366,450 "  |
| Aude. . . . .                | 242,300 "  | 4,846 "                                                                                                     | 46,037 "                                                                                             | 70,267 "                                                                | 363,450 "  |
| Aveyron. . . . .             | 217,670 "  | 4,353 40                                                                                                    | 41,357 30                                                                                            | 63,124 30                                                               | 326,505 "  |
| Bouches-du-Rhône. . . . .    | 577,916 "  | 11,558 32                                                                                                   | 109,804 04                                                                                           | 167,595 64                                                              | 866,874 "  |
| Calvados. . . . .            | 604,330 "  | 12,086 60                                                                                                   | 114,822 70                                                                                           | 175,255 70                                                              | 906,495 "  |
| Cantal. . . . .              | 147,300 "  | 2,946 "                                                                                                     | 27,987 "                                                                                             | 42,717 "                                                                | 220,950 "  |
| Charente. . . . .            | 247,300 "  | 4,946 "                                                                                                     | 46,987 "                                                                                             | 71,717 "                                                                | 370,950 "  |
| Charente-Inferieure. . . . . | 384,500 "  | 7,690 "                                                                                                     | 73,055 "                                                                                             | 111,505 "                                                               | 576,750 "  |
| Cher. . . . .                | 131,703 "  | 2,634 "                                                                                                     | 25,023 "                                                                                             | 38,193 "                                                                | 197,550 "  |
| Corrèze. . . . .             | 107,849 60 | 2,157 "                                                                                                     | 20,491 42                                                                                            | 31,276 36                                                               | 161,774 38 |
| Corse (Ile de). . . . .      | 55,500 "   | 1,110 "                                                                                                     | 10,545 "                                                                                             | 16,095 "                                                                | 83,250 "   |
| Côte-d'Or. . . . .           | 355,500 "  | 7,110 "                                                                                                     | 67,545 "                                                                                             | 103,095 "                                                               | 533,250 "  |
| Côtes-du-Nord. . . . .       | 241,600 "  | 4,832 "                                                                                                     | 45,904 "                                                                                             | 70,064 "                                                                | 362,400 "  |
| Creuse. . . . .              | 93,900 "   | 1,878 "                                                                                                     | 17,841 "                                                                                             | 27,231 "                                                                | 140,850 "  |

| DÉPARTEMENTS.             | PRINCIPAL. | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs,<br>grêle, orages<br>et incendies,<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales,<br>fixes et variables,<br>du<br>principal seulement. | 29 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales<br>du<br>principal seulement. | TOTAL.      |
|---------------------------|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Dordogne. . . . .         | 249,914 "  | 4,998 28                                                                                                    | 47,483 66                                                                                             | 72,475 6                                                                | 374,871 "   |
| Doubs. . . . .            | 189,698 60 | 3,793 97                                                                                                    | 36,042 73                                                                                             | 55,012 59                                                               | 284,547 89  |
| Drôme. . . . .            | 142,700 "  | 2,854 "                                                                                                     | 27,113 "                                                                                              | 41,383 "                                                                | 214,050 "   |
| Eure. . . . .             | 383,400 "  | 7,668 "                                                                                                     | 72,846 "                                                                                              | 111,186 "                                                               | 575,100 "   |
| Eure-et-Loire. . . . .    | 321,200 "  | 6,424 "                                                                                                     | 61,028 "                                                                                              | 93,148 "                                                                | 481,800 "   |
| Finistère. . . . .        | 351,800 "  | 7,036 "                                                                                                     | 66,842 "                                                                                              | 102,022 "                                                               | 527,700 "   |
| Gard. . . . .             | 281,839 5  | 5,636 78                                                                                                    | 53,549 42                                                                                             | 81,733 32                                                               | 422,758 57  |
| Garonne (Haute). . . . .  | 339,941 "  | 6,798 82                                                                                                    | 64,588 79                                                                                             | 98,582 89                                                               | 509,911 50  |
| Gers. . . . .             | 210,302 "  | 4,206 "                                                                                                     | 39,957 38                                                                                             | 60,987 58                                                               | 315,452 96  |
| Gironde. . . . .          | 680,100 "  | 13,602 "                                                                                                    | 129,219 "                                                                                             | 197,229 "                                                               | 1,020,150 " |
| Hérault. . . . .          | 388,100 "  | 7,762 "                                                                                                     | 73,739 "                                                                                              | 112,549 "                                                               | 582,150 "   |
| Ille-et-Vilaine. . . . .  | 329,300 "  | 6,586 "                                                                                                     | 62,567 "                                                                                              | 95,497 "                                                                | 493,950 "   |
| Indre. . . . .            | 142,800 "  | 2,856 "                                                                                                     | 27,132 "                                                                                              | 41,412 "                                                                | 214,200 "   |
| Indre-et-Loire. . . . .   | 232,000 "  | 4,640 "                                                                                                     | 44,080 "                                                                                              | 67,280 "                                                                | 348,000 "   |
| Isère. . . . .            | 265,000 "  | 5,300 "                                                                                                     | 50,350 "                                                                                              | 76,850 "                                                                | 397,500 "   |
| Jura. . . . .             | 164,700 "  | 3,294 "                                                                                                     | 31,293 "                                                                                              | 47,763 "                                                                | 247,050 "   |
| Landes. . . . .           | 95,600 "   | 1,912 "                                                                                                     | 18,164 "                                                                                              | 27,724 "                                                                | 143,400 "   |
| Loir-et-Cher. . . . .     | 209,100 "  | 4,182 "                                                                                                     | 39,729 "                                                                                              | 60,639 "                                                                | 313,650 "   |
| Loire. . . . .            | 292,900 "  | 5,858 "                                                                                                     | 55,651 "                                                                                              | 84,941 "                                                                | 449,350 "   |
| Loire (Haute). . . . .    | 116,600 "  | 2,332 "                                                                                                     | 22,154 "                                                                                              | 33,814 "                                                                | 174,900 "   |
| Loire-Inférieure. . . . . | 455,900 "  | 9,118 "                                                                                                     | 86,641 "                                                                                              | 132,211 "                                                               | 683,850 "   |
| Loiret. . . . .           | 273,100 "  | 7,462 "                                                                                                     | 70,889 "                                                                                              | 108,199 "                                                               | 559,650 "   |
| Lot. . . . .              | 192,351 "  | 3,847 2                                                                                                     | 36,546 69                                                                                             | 55,781 79                                                               | 288,526 50  |
| Lot-et-Garonne. . . . .   | 292,633 "  | 5,840 66                                                                                                    | 55,486 27                                                                                             | 84,689 57                                                               | 438,049 50  |

D 2.

| DÉPARTEMENTS. | PRINCIPAL. | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs,<br>grêle, orages<br>et incendies, | 19 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales<br>fixes et variables<br>du | 29 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales<br>du | TOTAL. |
|---------------|------------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------|
|---------------|------------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------|



|                           |         |       |        |         |         |
|---------------------------|---------|-------|--------|---------|---------|
| Loire-Inférieure. . . . . | 45,938  | 7,462 | 70,889 | 108,199 | 559,650 |
| Loiret. . . . .           | 273,100 | 3,847 | 36,546 | 55,781  | 288,526 |
| Lot. . . . .              | 192,351 | 5,840 | 55,486 | 84,689  | 438,049 |
| Lot-et-Garonne. . . . .   | 292,033 |       |        |         |         |

D 2.

| DÉPARTEMENTS.                | PRINCIPAL. | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs,<br>grêle, orages<br>et incendies,<br>du<br>principal seulement. | 10 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales<br>fixes et variables<br>du<br>principal seulement. | 20 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales<br>du<br>principal seulement. | TOTAL.    |
|------------------------------|------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Lozère. . . . .              | 51,700     | 1,034                                                                                                       | 9,823                                                                                               | 14,993                                                                  | 77,550    |
| Maine-et-Loire. . . . .      | 330,770    | 6,615                                                                                                       | 62,846                                                                                              | 95,923                                                                  | 496,155   |
| Manche. . . . .              | 457,570    | 9,151                                                                                                       | 86,938                                                                                              | 132,695                                                                 | 686,355   |
| Marne. . . . .               | 344,200    | 6,884                                                                                                       | 65,398                                                                                              | 99,818                                                                  | 516,300   |
| Marne (Haute). . . . .       | 196,700    | 3,934                                                                                                       | 37,373                                                                                              | 57,043                                                                  | 295,050   |
| Mayenne. . . . .             | 243,800    | 4,876                                                                                                       | 46,322                                                                                              | 70,702                                                                  | 365,700   |
| Meurthe. . . . .             | 229,600    | 4,592                                                                                                       | 43,624                                                                                              | 66,584                                                                  | 344,400   |
| Meuse. . . . .               | 186,600    | 3,732                                                                                                       | 35,454                                                                                              | 54,114                                                                  | 279,900   |
| Morbihan. . . . .            | 274,100    | 5,482                                                                                                       | 52,079                                                                                              | 79,489                                                                  | 411,150   |
| Moselle. . . . .             | 234,275    | 4,685                                                                                                       | 44,512                                                                                              | 67,939                                                                  | 351,412   |
| Nièvre. . . . .              | 176,900    | 3,538                                                                                                       | 33,611                                                                                              | 51,301                                                                  | 265,350   |
| Nord. . . . .                | 718,188    | 14,364                                                                                                      | 136,455                                                                                             | 208,274                                                                 | 1,077,282 |
| Oise. . . . .                | 395,500    | 7,910                                                                                                       | 75,145                                                                                              | 114,695                                                                 | 593,250   |
| Orne. . . . .                | 307,346    | 6,146                                                                                                       | 58,395                                                                                              | 89,130                                                                  | 461,019   |
| Pas-de-Calais. . . . .       | 422,000    | 8,440                                                                                                       | 80,180                                                                                              | 122,380                                                                 | 633,000   |
| Puy-de-Dôme. . . . .         | 348,700    | 6,974                                                                                                       | 66,253                                                                                              | 101,123                                                                 | 523,050   |
| Pyrénées (Basses). . . . .   | 150,900    | 3,018                                                                                                       | 28,671                                                                                              | 43,761                                                                  | 226,350   |
| Pyrénées (Hautes). . . . .   | 62,700     | 1,254                                                                                                       | 11,913                                                                                              | 18,183                                                                  | 64,050    |
| Pyrénées-Orientales. . . . . | 61,200     | 1,224                                                                                                       | 11,628                                                                                              | 17,748                                                                  | 91,800    |
| Rhin (Bas). . . . .          | 339,340    | 6,786                                                                                                       | 64,474                                                                                              | 98,408                                                                  | 509,010   |
| Rhin (Haut). . . . .         | 209,989    | 4,199                                                                                                       | 39,897                                                                                              | 60,896                                                                  | 314,983   |
| Rhône. . . . .               | 559,000    | 11,180                                                                                                      | 106,210                                                                                             | 162,110                                                                 | 838,500   |
| Saône (Haute). . . . .       | 139,300    | 2,786                                                                                                       | 26,467                                                                                              | 40,397                                                                  | 208,950   |
| Saône-et-Loire. . . . .      | 320,400    | 6,408                                                                                                       | 60,876                                                                                              | 92,916                                                                  | 480,600   |

D 2.



| DÉPARTEMENTS.             | PRINCIPAL.   | 2 CENTIMES<br>pour fonds<br>de non-valeurs,<br>grêle, orages<br>et incendies,<br>du<br>principal seulement. | 19 CENTIMES<br>pour dépenses<br>départementales<br>fixes et variables.<br>du<br>principal seulement. | 29 CENTIMES<br>pour<br>dépenses générales<br>du<br>principal seulement. | TOTAL.        |
|---------------------------|--------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|---------------|
| Sarthe. . . . .           | 296,654 »    | 5,933 8                                                                                                     | 56,364 26                                                                                            | 86,029 66                                                               | 444,981 »     |
| Seine. . . . .            | 4,177,400 »  | 83,548 »                                                                                                    | 793,706 »                                                                                            | 1,211,446 »                                                             | 6,266,100 »   |
| Seine-Inférieure. . . . . | 1,095,400 »  | 21,908 »                                                                                                    | 208,126 »                                                                                            | 317,666 »                                                               | 1,643,100 »   |
| Seine-et-Marne. . . . .   | 443,600 »    | 8,872 »                                                                                                     | 84,284 »                                                                                             | 128,644 »                                                               | 665,400 »     |
| Seine-et-Oise. . . . .    | 616,500 »    | 12,330 »                                                                                                    | 117,135 »                                                                                            | 178,785 »                                                               | 924,750 »     |
| Sèvres (Deux). . . . .    | 195,748 »    | 3,914 96                                                                                                    | 37,192 12                                                                                            | 56,766 92                                                               | 293,622 »     |
| Somme. . . . .            | 467,000 »    | 9,340 »                                                                                                     | 88,730 »                                                                                             | 135,430 »                                                               | 700,500 »     |
| Tarn. . . . .             | 210,000 »    | 4,200 »                                                                                                     | 39,900 »                                                                                             | 60,900 »                                                                | 315,000 »     |
| Tarn-et-Garonne. . . . .  | 187,889 »    | 3,757 75                                                                                                    | 35,698 91                                                                                            | 54,487 81                                                               | 281,833 47    |
| Var. . . . .              | 212,800 »    | 4,256 »                                                                                                     | 40,432 »                                                                                             | 61,712 »                                                                | 319,200 »     |
| Vaucluse. . . . .         | 121,644 60   | 2,432 89                                                                                                    | 23,112 47                                                                                            | 35,276 94                                                               | 182,466 90    |
| Vendée. . . . .           | 192,982 »    | 3,859 64                                                                                                    | 36,666 58                                                                                            | 55,964 78                                                               | 289,473 »     |
| Vienne. . . . .           | 123,500 »    | 2,470 »                                                                                                     | 23,465 »                                                                                             | 35,815 »                                                                | 185,250 »     |
| Vienne (Haute). . . . .   | 134,050 15   | 2,681 »                                                                                                     | 25,469 52                                                                                            | 38,874 55                                                               | 201,075 22    |
| Vosges. . . . .           | 131,900 »    | 2,638 »                                                                                                     | 25,061 »                                                                                             | 38,251 »                                                                | 197,850 »     |
| Yonne. . . . .            | 262,100 »    | 5,242 »                                                                                                     | 49,799 »                                                                                             | 76,009 »                                                                | 393,150 »     |
|                           | 27,161,020 » | 543,220 57                                                                                                  | 5,160,593 78                                                                                         | 7,876,695 78                                                            | 40,741,530 13 |

D 2.

ÉTAT D. N. 2. CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES de 1823.  
TABLEAU du Répartement de la Contribution des portes et fenêtres de 1823, entre les Départements.

|  | 10 CENTIMES ORDINAIRES | 50 CENTIMES |  |  |
|--|------------------------|-------------|--|--|
|--|------------------------|-------------|--|--|

CONTRIBUTION DES PORTES ET FENÊTRES de 1823.  
TABLEAU du Répartement de la Contribution des portes et fenêtres de 1823, entre les Départemens.

| DÉPARTEMENTS.              | PRINCIPAL. | 10 CENTIMES ORDINAIRES<br>sur le principal seulement,<br>pour frais de confection<br>de rôles, dégrèvements<br>et non-valeurs. | 50 CENTIMES<br>pour dépenses gé-<br>nérales du principal<br>seulement. | TOTAL.     |
|----------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------|
| Ain. . . . .               | 88,678 "   | 8,867 80                                                                                                                       | 44,339 "                                                               | 141,884 80 |
| Aisne. . . . .             | 220,200 "  | 22,020 "                                                                                                                       | 110,100 "                                                              | 352,320 "  |
| Allier. . . . .            | 61,300 "   | 6,130 "                                                                                                                        | 30,650 "                                                               | 98,080 "   |
| Alpes (Basses).. . . .     | 40,824 "   | 4,082 40                                                                                                                       | 20,412 "                                                               | 65,318 40  |
| Alpes (Hautes). . . . .    | 25,576 "   | 2,557 60                                                                                                                       | 12,788 "                                                               | 40,921 60  |
| Ardèche. . . . .           | 59,500 "   | 5,950 "                                                                                                                        | 29,750 "                                                               | 95,200 "   |
| Ardennes. . . . .          | 101,556 "  | 10,156 "                                                                                                                       | 50,778 "                                                               | 162,490 "  |
| Ariège. . . . .            | 51,000 "   | 5,100 "                                                                                                                        | 25,500 "                                                               | 81,600 "   |
| Aube. . . . .              | 114,600 "  | 11,460 "                                                                                                                       | 57,300 "                                                               | 183,360 "  |
| Aude. . . . .              | 93,800 "   | 9,380 "                                                                                                                        | 46,900 "                                                               | 150,080 "  |
| Aveyron. . . . .           | 100,770 "  | 10,077 "                                                                                                                       | 50,385 "                                                               | 161,232 "  |
| Bouches-du-Rhône. . . .    | 429,907 "  | 42,990 70                                                                                                                      | 214,953 50                                                             | 687,851 20 |
| Calvados. . . . .          | 234,861 "  | 23,486 10                                                                                                                      | 117,430 50                                                             | 375,777 60 |
| Cantal. . . . .            | 40,600 "   | 4,060 "                                                                                                                        | 20,300 "                                                               | 64,960 "   |
| Charente. . . . .          | 110,600 "  | 11,060 "                                                                                                                       | 55,300 "                                                               | 176,960 "  |
| Charente-Inférieure. . . . | 163,900 "  | 16,390 "                                                                                                                       | 81,950 "                                                               | 262,240 "  |
| Cher. . . . .              | 68,900 "   | 6,890 "                                                                                                                        | 34,450 "                                                               | 110,240 "  |
| Corrèze. . . . .           | 55,510 84  | 5,551 8                                                                                                                        | 27,755 42                                                              | 88,817 34  |
| Corse (Ile de). . . . .    | 6,000 "    | 600 "                                                                                                                          | 3,000 "                                                                | 9,600 "    |
| Côte d'Or. . . . .         | 163,000 "  | 16,300 "                                                                                                                       | 81,500 "                                                               | 260,800 "  |
| Côtes-du-Nord. . . . .     | 85,600 "   | 8,560 "                                                                                                                        | 42,800 "                                                               | 136,960 "  |
| Creuse. . . . .            | 37,800 "   | 3,780 "                                                                                                                        | 18,900 "                                                               | 60,480 "   |



| DÉPARTEMENTS.             | PRINCIPAL. | 10 CENTIMES ORDINAIRES<br>sur le principal seulement,<br>pour frais de confection<br>des rôles, dégrèvements<br>et non-valeurs. | 50 CENTIMES<br>pour dépenses généra-<br>les du principal<br>seulement. | TOTAL.     |
|---------------------------|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------|
| Dordogne. . . . .         | 95,373 "   | 9,537 30                                                                                                                        | 47,686 50                                                              | 152,596 80 |
| Doubs. . . . .            | 133,553 "  | 13,355 30                                                                                                                       | 66,776 50                                                              | 213,684 80 |
| Drôme. . . . .            | 66,200 "   | 6,620 "                                                                                                                         | 33,100 "                                                               | 105,920 "  |
| Eure. . . . .             | 268,000 "  | 26,800 "                                                                                                                        | 134,000 "                                                              | 428,800 "  |
| Eure-et-Loir. . . . .     | 135,100 "  | 13,510 "                                                                                                                        | 67,550 "                                                               | 216,160 "  |
| Finistère. . . . .        | 126,800 "  | 12,680 "                                                                                                                        | 63,400 "                                                               | 202,880 "  |
| Gard. . . . .             | 143,926 50 | 14,392 65                                                                                                                       | 71,963 25                                                              | 230,282 40 |
| Garonne (Haute). . . . .  | 194,998 "  | 19,499 80                                                                                                                       | 97,499 "                                                               | 311,996 80 |
| Gers. . . . .             | 96,179 "   | 9,617 90                                                                                                                        | 48,089 50                                                              | 153,886 40 |
| Gironde. . . . .          | 419,400 "  | 41,940 "                                                                                                                        | 209,700 "                                                              | 671,040 "  |
| Hérault. . . . .          | 153,600 "  | 15,360 "                                                                                                                        | 76,800 "                                                               | 245,760 "  |
| Ille-et-Vilaine. . . . .  | 123,400 "  | 12,340 "                                                                                                                        | 61,700 "                                                               | 197,440 "  |
| Indre. . . . .            | 50,400 "   | 5,040 "                                                                                                                         | 25,200 "                                                               | 80,640 "   |
| Indre-et-Loire. . . . .   | 118,800 "  | 11,880 "                                                                                                                        | 59,400 "                                                               | 190,080 "  |
| Isère. . . . .            | 140,300 "  | 14,030 "                                                                                                                        | 70,150 "                                                               | 224,480 "  |
| Jura. . . . .             | 110,800 "  | 11,080 "                                                                                                                        | 55,400 "                                                               | 177,280 "  |
| Landes. . . . .           | 65,500 "   | 6,550 "                                                                                                                         | 32,750 "                                                               | 104,800 "  |
| Loir-et-Cher. . . . .     | 85,200 "   | 8,520 "                                                                                                                         | 42,600 "                                                               | 136,320 "  |
| Loire. . . . .            | 81,900 "   | 8,190 "                                                                                                                         | 40,950 "                                                               | 131,040 "  |
| Loire (Haute). . . . .    | 57,400 "   | 5,740 "                                                                                                                         | 28,700 "                                                               | 91,840 "   |
| Loire-Inférieure. . . . . | 141,700 "  | 14,170 "                                                                                                                        | 70,850 "                                                               | 226,720 "  |
| Loiret. . . . .           | 197,900 "  | 19,790 "                                                                                                                        | 98,950 "                                                               | 316,640 "  |
| Lot. . . . .              | 68,818 "   | 6,884 80                                                                                                                        | 34,424 "                                                               | 110,156 80 |
| Lot-et-Garonne. . . . .   | 92,349 "   | 9,234 90                                                                                                                        | 46,174 50                                                              | 147,758 40 |

| DÉPARTEMENTS. | PRINCIPAL. | 10 CENTIMES ORDINAIRES<br>sur le principal seulement,<br>pour frais de confection<br>des rôles, dégrèvements | 50 CENTIMES<br>pour dépenses généra-<br>les du principal | TOTAL. |
|---------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------|
|---------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------|



|                         |          |          |           |            |
|-------------------------|----------|----------|-----------|------------|
| Loiret. . . . .         | 68,8,8 " | 6,884 80 | 34,424 "  | 116,136 80 |
| Lot. . . . .            | 92,349 " | 9,234 90 | 46,174 50 | 147,758 40 |
| Lot-et-Garonne. . . . . |          |          |           |            |

D 3.

| DÉPARTEMENTS.                | PRINCIPAL. | 10 CENTIMES ORDINAIRES<br>sur le principal seulement,<br>pour frais de confection<br>de rôles, dégrèvements<br>et non-valeurs. | 50 CENTIMES<br>pour dépenses gé-<br>nérales du principal<br>seulement. | TOTAL.     |
|------------------------------|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|------------|
| Lozère. . . . .              | 30,100 "   | 3,010 "                                                                                                                        | 15,050 "                                                               | 48,160 "   |
| Maine-et-Loire. . . . .      | 129,201 "  | 12,920 10                                                                                                                      | 64,600 50                                                              | 206,721 60 |
| Manche. . . . .              | 155,739 "  | 15,573 90                                                                                                                      | 77,869 50                                                              | 249,182 40 |
| Marne. . . . .               | 228,600 "  | 22,860 "                                                                                                                       | 114,300 "                                                              | 365,760 "  |
| Marne (Haute). . . . .       | 106,300 "  | 10,630 "                                                                                                                       | 53,150 "                                                               | 170,080 "  |
| Mayenne. . . . .             | 61,200 "   | 6,120 "                                                                                                                        | 30,600 "                                                               | 97,920 "   |
| Meurthe. . . . .             | 158,400 "  | 15,840 "                                                                                                                       | 79,200 "                                                               | 253,440 "  |
| Meuse. . . . .               | 118,702 "  | 11,870 20                                                                                                                      | 59,351 "                                                               | 189,923 20 |
| M bihan. . . . .             | 88,800 "   | 8,880 "                                                                                                                        | 44,400 "                                                               | 142,080 "  |
| M alle. . . . .              | 165,331 "  | 16,533 10                                                                                                                      | 82,665 50                                                              | 264,529 60 |
| Nièvre. . . . .              | 60,200 "   | 6,020 "                                                                                                                        | 30,100 "                                                               | 96,320 "   |
| Nord. . . . .                | 419,487 "  | 41,948 70                                                                                                                      | 209,743 50                                                             | 671,179 20 |
| Oise. . . . .                | 234,300 "  | 23,430 "                                                                                                                       | 117,150 "                                                              | 374,880 "  |
| Orne. . . . .                | 123,617 "  | 12,361 "                                                                                                                       | 61,809 "                                                               | 197,787 "  |
| Pas-de-Calais. . . . .       | 277,800 "  | 27,780 "                                                                                                                       | 138,900 "                                                              | 444,480 "  |
| Puy-de-Dôme. . . . .         | 77,300 "   | 7,730 "                                                                                                                        | 38,650 "                                                               | 123,680 "  |
| Pyrénées (Basses). . . . .   | 140,500 "  | 14,050 "                                                                                                                       | 70,250 "                                                               | 224,800 "  |
| Pyrénées (Hautes). . . . .   | 48,600 "   | 4,860 "                                                                                                                        | 24,300 "                                                               | 77,760 "   |
| Pyrénées-Orientales. . . . . | 36,800 "   | 3,680 "                                                                                                                        | 18,400 "                                                               | 58,880 "   |
| Rhin (Bas). . . . .          | 274,322 "  | 27,432 20                                                                                                                      | 137,161 "                                                              | 438,915 20 |
| Rhin (Haut). . . . .         | 156,137 "  | 15,614 "                                                                                                                       | 78,068 "                                                               | 249,819 "  |
| Rhône. . . . .               | 301,900 "  | 30,190 "                                                                                                                       | 150,950 "                                                              | 483,040 "  |
| Saône (Haute). . . . .       | 122,100 "  | 12,210 "                                                                                                                       | 61,050 "                                                               | 195,360 "  |
| Saône-et-Loire. . . . .      | 118,300 "  | 11,830 "                                                                                                                       | 59,150 "                                                               | 189,280 "  |

D 3.

| DÉPARTEMENTS.            | PRINCIPAL.    | 10 CENTIMES ORDINAIRES<br>sur le principal seulement,<br>pour frais de confection<br>de rôles, dégrèvements<br>et non-valeurs. | 50 CENTIMES<br>pour dépenses gé-<br>nérales du principal<br>seulement. | TOTAL.        |  |
|--------------------------|---------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------|---------------|--|
| Sarthe. . . . .          | 108,700 »     | 10,878 30                                                                                                                      | 54,391 50                                                              | 174,052 80    |  |
| Seine. . . . .           | 1,279,900 »   | 127,990 »                                                                                                                      | 639,950 »                                                              | 2,047,840 »   |  |
| Seine-Inférieure.. . . . | 538,300 »     | 53,830 »                                                                                                                       | 269,150 »                                                              | 861,280 »     |  |
| Seine-et-Marne. . . . .  | 162,100 »     | 16,210 »                                                                                                                       | 81,050 »                                                               | 259,360 »     |  |
| Seine-et-Oise. . . . .   | 345,500 »     | 34,550 »                                                                                                                       | 172,750 »                                                              | 552,800 »     |  |
| Sèvres (Deux). . . . .   | 68,799 »      | 6,879 90                                                                                                                       | 34,399 50                                                              | 110,078 40    |  |
| Somme. . . . .           | 302,400 »     | 30,240 »                                                                                                                       | 151,200 »                                                              | 483,840 »     |  |
| Tarn. . . . .            | 99,500 »      | 9,950 »                                                                                                                        | 49,750 »                                                               | 159,200 »     |  |
| Tarn-et-Garonne. . . . . | 69,283 »      | 6,928 30                                                                                                                       | 34,641 50                                                              | 110,852 80    |  |
| Var. . . . .             | 137,200 »     | 13,720 »                                                                                                                       | 68,600 »                                                               | 219,520 »     |  |
| Vaucluse.. . . .         | 79,066 86     | 7,906 69                                                                                                                       | 39,533 43                                                              | 126,506 98    |  |
| Vendée. . . . .          | 49,100 »      | 4,910 »                                                                                                                        | 24,550 »                                                               | 78,560 »      |  |
| Vienne. . . . .          | 96,300 »      | 9,630 »                                                                                                                        | 48,150 »                                                               | 154,080 »     |  |
| Vienne (Haute). . . . .  | 63,189 16     | 6,318 91                                                                                                                       | 31,594 58                                                              | 101,102 65    |  |
| Vosges. . . . .          | 122,300 »     | 12,230 »                                                                                                                       | 61,150 »                                                               | 195,680 »     |  |
| Yonne. . . . .           | 134,900 »     | 13,490 »                                                                                                                       | 67,450 »                                                               | 215,840 »     |  |
|                          | 12,812,466 36 | 1,281,246 63                                                                                                                   | 6,406,233 18                                                           | 20,499,946 17 |  |

# CHAMBRE

DES

## PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du mercredi 14 août 1822.

### RAPPORT

FAIT à la Chambre par M. le duc DE LÉVIS, au nom  
d'une Commission spéciale (\*) chargée de l'examen  
du projet de loi relatif à la fixation du budget des  
dépenses et des recettes de 1823.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(\*) Cette Commission étoit composée de MM. le comte MOLLIER, le  
comte DE VILLEMANTZ, le duc DE LÉVIS, le marquis DE PASTORET, et le  
duc DE BRISSAC.



# CHAMBRE

DES

## PEERS DE FRANCE

SESSION DE 1855

SEANCE DU MERCREDI 14 MARS 1855

### RAPPORT

Sur le projet de loi relatif à la réorganisation des tribunaux de commerce, par M. le Comte de Ségur, rapporteur.

INTRODUCTION

Le projet de loi que j'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui a pour objet de réorganiser les tribunaux de commerce, en leur donnant une structure plus régulière et plus efficace.

## RAPPORT.

---

MESSIEURS,

Le vœu si souvent exprimé à cette tribune par les rapporteurs de vos Commissions du budget est enfin rempli. Le régime des crédits provisoires, introduit par le malheur des temps, et que la nécessité seule pouvoit excuser, est aboli. Nous entrons, pour n'en plus sortir, dans la carrière de l'ordre et de la régularité; et le vote de l'impôt, la plus importante des fonctions législatives, dégagé de toute entrave, sera exercé désormais avec autant d'indépendance que de maturité. Graces en soient rendues à l'énergie du Gouvernement, qui n'a point reculé devant des difficultés qui avoient jusque-là paru insurmontables, ainsi qu'au dévouement des membres des deux Chambres, qui, après une première session de plusieurs mois, ont encore fait à la chose publique le sacrifice du temps le plus précieux de l'année.

Cependant, Messieurs, votre Commission ne se dissimule pas que l'influence légitime et nécessaire de la Chambre des Pairs sur la loi de finances sera toujours illusoire, tant qu'elle n'aura pas la possibilité de proposer les modifications qui lui paroîtroient nécessaires, propositions qui seroient en effet bien vaines, lorsqu'il ne reste dans l'autre Chambre personne pour en délibérer. Et qu'on ne dise pas que cette impatience des Députés des départements pour retourner dans leurs foyers avant la clôture définitive de la session, tient aux circonstances actuelles : l'expérience a prouvé, depuis la restauration, qu'elle se renouveloit chaque année. Ainsi se perpétue un inconvénient si grave qu'il ne tend rien moins qu'à dénaturer la forme ou plutôt l'essence du Gouvernement constitué, en concentrant la puissance financière dans une assemblée unique, ce qui détruit l'équilibre des pouvoirs, condition indispensable de la monarchie tempérée. C'est aux hommes honorables que le Monarque a investis de sa haute confiance, qu'est réservé le soin de remédier à ce désordre ; c'est à eux à examiner s'il est préférable de retenir, par la réserve d'une loi importante, jusqu'à la fin de la session le nombre beaucoup trop considérable de Députés que le



règlement exige; ou s'il ne seroit pas possible de faire concourir presque simultanément les deux Chambres à la délibération de la loi de finances, par la division des budgets ministériels en autant de lois séparées. Nous ne faisons qu'indiquer ces mesures, dont la proposition formelle ne sauroit nous appartenir. Au reste, et je m'empresse de le dire, afin d'adoucir ce que ces observations ont de pénible, elles ne nous ont été inspirées que par des vues générales d'ordre et de politique constitutionnelle, et non par le regret de ne pouvoir point réformer quelqu'une des dispositions du budget qui nous est proposé, aucun changement ne nous ayant paru urgent ou nécessaire. Cependant nous savons avec tous ceux qui ont réfléchi sur ces matières qu'il y a de grandes améliorations à faire dans notre système financier; impérieusement réclamées par les divers intérêts de la société, il est utile de les signaler aux Ministres, qui vont enfin avoir le temps de méditer et de préparer à loisir les lois annuelles d'administration et de finance.

Nous commencerons la discussion succincte des diverses parties du budget par la dette publique, charge que la loyauté placera toujours en première ligne des dépenses. Diminuée des

deux tiers par un insigne manquement de foi, cette dette a depuis été triplée par les funestes conséquences de l'usurpation des cent jours. La partie consolidée se monte aujourd'hui à 179 millions, et quand la totalité des rentes qui doivent servir à l'entier acquittement des reconnoissances de liquidation sera inscrite au grand-livre, le tout s'élèvera à environ 190 millions. Cette masse, si considérable en elle-même, l'est sur-tout relativement au revenu de la propriété territoriale du royaume dont elle égale au moins le huitième. Il convient cependant d'observer que déjà plus de 26 millions de ces rentes ne font plus que nominalement partie de la dette; ils appartiennent à la nation qui les a rachetées à beaux deniers comptants. Si elle a jugé qu'il lui étoit avantageux de se payer à elle-même les arrérages (et cette combinaison a en effet singulièrement favorisé le développement du crédit), ce sacrifice, qui ne peut être que temporaire, n'atténue nullement son droit de propriété.

En continuant à consacrer 40 millions à la dotation de la caisse d'amortissement, et en ajoutant cette somme aux arrérages des rentes rachetées, et au prix des bois destinés à être vendus, et dont il reste encore 41 mille hectares, les

rentes amorties se monteront à la fin de 1823 à plus de 30 millions. Il est bon de publier ces résultats, qui doivent également satisfaire les créanciers dont les fonds augmentent de valeur en raison de leur rareté progressive, et les contribuables, qui considèrent avec raison ce qui appartient à l'amortissement comme un héritage dont la réversion assurée leur procurera dans peu d'années un notable dégrèvement.

Ici vient se placer la question de l'arriéré : le supplément du crédit demandé aujourd'hui pour cet objet n'a étonné que ceux qui n'ont pas suivi les discussions des diverses lois de finance qui se sont succédé depuis la restauration. Quant à ceux qui ont prêté à ce sujet important l'attention qu'il mérite, ils n'ont jamais partagé les espérances, exagérées au-delà de toute vraisemblance, que l'on s'étoit faites en 1818 sur la diminution que la liquidation définitive devoit, disoit-on, opérer sur le reste des créances de l'arriéré : ce qui étoit vraisemblable s'est réalisé, et c'est bien environ 360 millions et non pas 300 qu'il faut payer. Cette vérité déjà pressentie et même reconnue lors du règlement des comptes de l'année 1820 a été démontrée avec une telle évidence, tant par le Ministre des finances que par la commission spéciale de



la Chambre des Députés, qu'il seroit oiseux de s'y arrêter plus long-temps.

Il n'en est pas de même pour le mode d'acquittement proposé. La demande que fait le Gouvernement de la totalité des rentes nécessaires pour solder l'arriéré a excité des objections. Plusieurs personnes ont pensé qu'il suffiroit de les délivrer par parties à mesure des échéances. Cette marche, il faut en convenir, paroît au premier abord, et plus simple, et même plus conforme au système représentatif. Mais un examen sérieux, aidé de l'expérience, présente la question sous un autre point de vue; on reconnoît alors que le crédit, toujours ombrageux de sa nature, ne se livre qu'avec une timide réserve aux opérations partielles et provisoires. Le définitif seul, en lui donnant une pleine confiance, permet son entier développement. En effet, il est dans la nature des choses qu'une association de grands capitalistes ne consente à livrer ses fonds qu'à un taux peu avantageux pour l'État, si elle doit redouter que des émissions successives, en plaçant des valeurs pareilles dans des mains moins fortes ou moins habiles, puissent compromettre le succès de sa spéculation. Quant au droit des Chambres, droit auquel personne de nous, Messieurs, ne souf-

frira jamais qu'il soit porté atteinte, comment pourroit-il être lésé lorsqu'il ne s'agit que de réaliser un engagement déjà reconnu par la loi, garanti à des tiers par la foi publique, et dont par conséquent, à aucune époque, il ne seroit libre au corps législatif de refuser l'exécution? Est-il besoin d'ajouter que les précautions introduites dans le projet de loi doivent rassurer les esprits les plus méticuleux, puisqu'en même temps qu'elles imposent au Ministre l'obligation de la publicité et de la concurrence, il lui est prescrit de faire coïncider les paiements des acquéreurs des rentes avec les échéances des effets à rembourser?

Le chapitre de la dette et de l'amortissement est évalué pour 1823 à 228 millions; en le réunissant aux besoins de tous les services, on trouve que la dépense générale de cette année s'élèvera à bien près de 900 millions. Quelque considérable que soit cette somme, elle l'eût été encore plus sans les diverses réductions qui ont été successivement opérées, d'abord par les Ministres (celui des finances a fait seul pour plusieurs millions d'économie), et ensuite par la Chambre des Députés d'après le vœu de sa commission du budget. Nous ne pouvons, sans doute, qu'applaudir à toutes les mesures qui tendent au sou-

lagement des contribuables, dont nous-mêmes nous faisons partie; mais un desir si louable, et peut-être aussi cette faveur d'opinion qui accueille constamment de telles propositions, peuvent égarer le zèle, et faire même qu'en définitif les résultats soient le contraire de ce qu'on s'étoit proposé.

Et nous aussi, Messieurs, nous croyons qu'il y a des économies à faire dans les dépenses, et même qu'elles ne doivent pas se borner à quelques réductions insignifiantes dont l'avantage peut être contesté; mais nous sommes également convaincus que les véritables économies ne sauroient être improvisées, et que pour épargner, comme cela nous paroît possible, des millions sans nuire au service, les réformes qui doivent les procurer ne peuvent être que le résultat d'un plan systématique et mûrement concerté entre les diverses branches de l'administration.

En réfléchissant sur la nature si diverse des dépenses de l'État, il semble qu'il convient de les classer en trois grandes divisions.

La dette et l'amortissement coûteront en 1823..... 228,724,260 fr.

Les affaires étrangères, la guerre et la marine..... 257,534,000

---

486,258,260



*Report*.....486,258,260 fr.

La liste civile et Famille royale,  
la justice, l'intérieur, les finan-  
ces et les frais de perception et  
de régie.....413,580,193

Total.....899,838,453 fr.

De cette manière on peut voir d'un coup d'œil ce qu'il en coûte à la France, 1° pour acquitter le passé; 2° pour maintenir son indépendance et sa dignité au-dehors; 3° pour la dépense du gouvernement intérieur.

Nous n'entrerons point dans le détail de ces dépenses: deux sessions bien rapprochées nous paroissent avoir épuisé toute la discussion qu'elles pouvoient faire naître. Il en est pourtant une qui nous est spéciale, et sur laquelle il est impossible de garder le silence. Les deux millions votés annuellement sous la dénomination de « Chambre des Pairs » doivent être l'objet d'une loi: la dignité de cette Chambre, et par conséquent l'intérêt du trône dont elle est le plus ferme appui, l'exigent impérieusement. Cette loi ne sauroit donc être différée; mais la promesse formelle faite dans cette Chambre et dans l'autre, qu'elle sera présentée à l'ouverture de la prochaine session, nous dispense d'insis-

ter davantage sur une demande trop longtemps négligée.

Je passe à l'article des recettes.

Au terme où la civilisation est parvenue, il paroît impossible de traiter convenablement des revenus d'un grand royaume sans examiner les rapports des divers impôts avec la reproduction, comment ils pèsent sur l'agriculture et l'industrie, et encore leur influence sur les mœurs, influence que la fiscalité a toujours et si malheureusement négligée; mais plusieurs mois de recherches et de méditation suffiroient à peine pour compléter un pareil travail, et vos Seigneuries ne m'ont accordé que quelques jours: j'ai donc droit à leur indulgence si je ne leur présente que de simples observations.

Contribu-  
tion  
foncière.

Les contributions directes figurent dans le budget de 1823 pour 312,604,868 fr.; la contribution foncière avec tous ses accessoires est à elle seule de 229 millions. Cette somme est moins forte que celle perçue dans les années antérieures à 1822; mais, par une fatalité qui semble peser particulièrement en France sur la propriété foncière, la baisse extraordinaire de toutes les productions du sol a trompé les intentions paternelles du Monarque. Il est notoire que le revenu des propriétaires a éprouvé

une diminution supérieure au dégrèvement qu'ils ont obtenu. Malheureusement, cette baisse à laquelle on pourroit se résigner si elle étoit momentanée, dure depuis long-temps et rien n'annonce qu'elle soit près de finir. Bien au contraire, l'encombrement de tous les marchés européens, l'excédant presque général de la production sur la consommation, peut-être encore la reprise des paiements en numéraire chez une nation qui fait à elle seule plus de commerce que le reste de l'univers; toutes ces circonstances se réunissent pour décourager le cultivateur qui ne voit point le terme de ses maux, cette époque où il trouvera dans la vente de ses denrées la juste récompense de son travail et le remboursement de ses avances. Il est donc de l'équité autant que de l'intérêt national que la propriété foncière soit promptement soulagée. Un nouveau dégrèvement est nécessaire, et l'on doit moins s'effrayer du vide qu'il laisseroit dans le trésor, en songeant que ce qui donne de la valeur à la propriété foncière augmente en même temps les droits de mutation, et que d'un autre côté, l'aisance des propriétaires, qui amène toujours une plus grande consommation, enrichit d'autant le fisc qui, de ses cent bras, sait les atteindre toutes. Et ici l'exem-



ple vient à l'appui du raisonnement; car il est hors de doute que l'accroissement rapide et progressif du produit des contributions indirectes est dû en grande partie au dégrèvement des deux années passées. Enfin, Messieurs, une dernière réduction peut seule donner le moyen de faire disparaître le reste des inégalités de répartition qui subsiste encore entre les départemens; mais sur-tout elle est desirable parceque alors on pourra s'occuper de donner à la France le grand bienfait de la fixité de l'impôt foncier. Cette base de la prospérité agricole est établie en Angleterre depuis plus de cent ans, et il est généralement reconnu que les améliorations importantes dans cette île remontent à cette époque, et qu'elles n'auroient pas eu lieu sans une mesure qui attire si puissamment sur les terres la rosée fécondante des capitaux. Avant de terminer cet article, il n'est peut-être pas inutile d'aller au-devant d'une objection politique qui s'est déjà présentée lors du dernier dégrèvement. On lui a reproché la diminution du nombre des électeurs. On auroit pu répondre que cet inconvénient, d'ailleurs peu sensible, n'est que temporaire. Car, rien n'est plus favorable au commerce que l'aisance des propriétaires; s'ils sont riches ou seulement aisés, ils

achèteront plus : il y aura donc plus de marchands, plus de fabricants, c'est-à-dire plus de patentés; ainsi le nombre des électeurs qu'enverra l'industrie remplacera et peut-être surpassera celui des petits propriétaires que le dégrèvement auroit éliminés.

La situation des autres impôts directs appelle, du moins pour le moment, plutôt une rectification qu'une diminution de quotité : c'est donc avec satisfaction que nous voyons exécuter le recensement des portes et fenêtres récemment ordonné par le Ministre des finances; d'autant plus que ce travail, loin d'être dirigé, comme cela n'est arrivé que trop souvent, dans un esprit de fiscalité, l'est uniquement dans la vue de la justice distributive. En comprenant dans les rôles beaucoup d'articles négligés ou qui appartiennent aux constructions nouvelles que la France voit élever de toutes parts, le tarif baissera, la richesse n'aura plus d'exemptions sans motif, et le pauvre paiera moins.

Parmi les contributions indirectes, la plus importante par son produit comme par les objets qu'elle frappe, est l'enregistrement. Depuis long-temps on se plaint de l'élévation excessive du tarif des droits sur les successions; mais si les besoins du trésor s'opposent encore à leur

Portes  
et  
fenêtres.

Droit  
de  
mutation.

réduction, nous croyons qu'il est une autre mesure qui, sans avoir cet inconvénient, auroit de grands avantages : ce seroit une diminution sur les droits de vente et de transcription ; l'excès auquel ils sont portés aujourd'hui excite les contractants soit à déguiser une partie du véritable prix des immeubles, soit à remplacer les actes notariés par des sous-seings privés. Il en résulte à-la-fois perte pour le trésor et préjudice pour les citoyens, dont la sûreté réciproque manque d'une partie des garanties légales, ce qui donne lieu à une foule de contestations et de procès. Il ne faut pas perdre de vue qu'en établissant l'enregistrement et le timbre, le législateur s'est proposé, avant tout, la sûreté des familles. L'impôt n'est venu que subsidiairement. Nous avons lieu de croire que tous les intérêts seroient conciliés par la modération des droits ; car l'État gagneroit sur le nombre des actes au-delà de ce qu'il perdrait en recevant moins pour chacun. Ainsi l'on a vu, en Angleterre, le produit de l'impôt sur le thé augmenter par la diminution du droit : la consommation s'est accrue, et la fraude a cessé.

Droit  
sur  
le scl.

C'est également une opinion fort répandue qu'une modification du même genre pourroit



être tentée avec succès sur l'impôt du sel sans nuire au revenu. Il est très probable que, si le prix étoit moindre, la consommation augmenteroit de beaucoup, car l'agriculture le regrette pour les bestiaux et même pour les engrais. Cette rectification seroit d'autant plus désirable, que la taxe du sel est de tous les impôts celui qui pèse le plus sur le pauvre, puisqu'il le charge en raison du nombre de ses enfants, et par conséquent en raison inverse de ses moyens : grave inconvénient, commun à toutes les taxes sur les denrées de première nécessité, et dont, par conséquent, l'humanité gémit quand elle ne peut parvenir à les repousser.

Telles sont, Messieurs, les principales observations qui nous ont été suggérées par l'examen, peut-être trop rapide, du budget qui vous est proposé. Permettez-nous d'y ajouter une considération qui nous a paru digne de fixer l'attention publique.

L'évaluation des ressources de 1823 est portée à 914 millions ; mais il est vrai de dire qu'une partie notable de cette immense somme ne coûtera absolument rien aux contribuables de cette même année.

Nous allons indiquer en sommes rondes les

principaux articles qui ne peuvent être raisonnablement considérés comme impôt.

1<sup>o</sup> Les 17 millions du revenu des bois.

2<sup>o</sup> Les 24 millions des postes : car il est évident que les citoyens reçoivent en échange une correspondance, qui même probablement leur coûteroit plus cher si ce service étoit abandonné aux spéculations privées.

3<sup>o</sup> Environ 30 millions sont à défalquer par la même raison sur la vente des tabacs, en évaluant à 35 millions le bénéfice du monopole.

4<sup>o</sup> *Idem* environ 8 millions pour la valeur naturelle des sels livrés à la consommation.

5<sup>o</sup> 4 millions au moins des produits divers de l'Inde, des salines de l'Est, etc.

6<sup>o</sup> Environ 4 millions d'arrérages de rentes que le trésor recevra dans l'année.

7<sup>o</sup> Enfin plus de 31 millions que l'excédant de recette sur l'exercice de 1821 laisse disponible pour 1823.

Voilà donc 118 millions bien effectifs à défalquer, en faveur des contribuables, sur ce budget, que la malveillance représente comme devant peser de près d'un milliard sur la France accablée.

Et, si poussant plus loin les recherches, on vouloit comparer ce que payoient les Français

avant la révolution avec ce qu'ils paient aujourd'hui, on trouveroit, en tenant compte, comme de raison, des 70 millions qu'ils fournissent volontairement, et avec la prévoyance de bons pères de famille, à l'amortissement de cette dette dont les intérêts autrefois n'étoient pas toujours exactement acquittés, en tenant compte aussi de l'augmentation de la dépense par le renchérissement des denrées, en considérant enfin que plus de 30 millions d'individus se partagent aujourd'hui le fardeau que 24 ou tout au plus 25 millions supportoient en 1789; on trouveroit, dis-je, que le gouvernement représentatif loin d'être, selon une erreur que l'on cherche à répandre, le plus cher de tous, est au contraire le plus économique, comme il est le plus moral et le plus solidement assuré. Messieurs, le seul rapprochement de vérités connues, la simple énonciation de faits incontestables qui s'adressent si directement à tous les intérêts personnels, nous paroissent porter à la conviction mieux que ne pourroit le faire tout l'art du raisonnement. Nous osons croire que l'on y trouvera un motif de plus pour bénir la Providence qui, en nous rendant notre Roi légitime, lui a inspiré la grande, la salutaire pensée de don-



ner à la France une forme de gouvernement  
qui rendra à jamais immuable son trône et  
nos libertés.

La Commission vote pour l'adoption du pro-  
jet de loi.

CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du vendredi 16 août 1822.

---

OPINION  
DE M. LE MARQUIS DE LALLY-TOLENDAL.

Sur le projet de loi relatif à la fixation du budget  
des dépenses et des recettes de 1823.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

CLAMORE

ELIERS FOR FRANCE

SECTION DE 1874

Section de 1874

SECTION

ET DE LA SECTION DE 1874

Section de 1874

SECTION DE 1874



# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

De M. le marquis DE LALLY-TOLENDAL, sur le projet  
de loi relatif à la fixation du budget des dépenses  
et des recettes de 1823.

MESSIEURS,

Je n'arrêterai pas long-temps la manifestation  
du *vote de confiance* que la Chambre est impatiente  
d'émettre, parcequ'elle n'est pas libre d'en émet-  
tre un autre, et parcequ'en vérité elle eût pu le  
prononcer avant-hier avec tout autant de conve-  
nance qu'elle va le prononcer aujourd'hui.

Mais toujours l'œil ouvert sur les hautes des-  
tinations et sur les droits sacrés de la Pairie; tou-  
jours préoccupé de la conservation de sa dignité,  
si essentielle pour l'accomplissement de ses de-  
voirs, si étroitement liée à la majesté du trône,  
à l'affermissement de la monarchie, et à l'invio-  
labilité de la Charte constitutionnelle, je ne puis  
pas ne pas protester une fois de plus contre la  
routine abusive, ingénereuse, impolitique et of-

fensante, qui, depuis sept années, a introduit dans chaque budget, et livré à la variabilité de chaque débat ce qu'on a appelé *les deux millions de charges publiques et annuelles pour la Chambre des Pairs*.

Chargé, au mois de juin 1817, de faire un rapport sur cette question majeure, ainsi que sur plusieurs autres non moins importantes, dans un comité mixte de Ministres de Sa Majesté et de Pairs de France, je fus obligé de reconnoître et d'établir qu'une grande erreur avoit été commise, je ne dirai pas par tout le ministère, mais par une section du ministère de 1814; et de cette grande erreur sont sortis les tristes résultats, que tous les ministères subséquents ont supportés, il faut le dire, avec autant de répugnance que nous, mais dont aucun n'a encore trouvé le moyen, ou ne s'est senti la force de nous affranchir et de s'affranchir lui-même.

Rien n'étoit plus aisé, à cette première époque d'une restauration si désirée, que de prévenir, par un ordre de choses qui se présentoit de lui-même, le désordre et le mal qu'on a jugé depuis si difficile de réparer.

Rien n'étoit si simple alors, rien n'étoit si utile et si loyal, que de dire, au nom du pouvoir suprême, seul survivant, seul constituant :

« Le corps légalement aristocratique de France change de forme, mais non d'essence. Le Sénat, dont le nom dispaeroit, est fondu dans la Pairie qui s'élève. Dès-lors la *propriété* qui étoit *acquise* au Sénat<sup>(1)</sup> devient la *propriété acquise* à la Pairie : car ce seroit un premier paradoxe bien étrange que de prétendre créer une Pairie qui, par l'absence de tous ces noms liés de temps immémorial au nom même de la France, se trouveroit décréditée en naissant aux yeux de l'Europe entière. Ce seroit un second paradoxe non moins étrange de dire que les noms les plus illustres, dépouillés de leur fortune par l'incommutable transmutation des propriétés, pourroient à la longue conserver, dans leur détresse, tous les genres de considération nécessaires à leur haute magistrature politique et judiciaire : ou qu'une si haute magistrature ne soit point créée, ou que, pour composer cette dignité, qui va être incomparablement la première de l'État, toutes

---

(1) *Propriétés du sénat — domaines du sénat — rentes inaliénables du sénat* — tels sont les termes sacramentels employés dans la constitution de l'an VIII, 3 décembre 1799, dans le sénatus-consulte du 4 janvier 1803, dans celui du 30 novembre 1808, dans celui du 29 décembre 1803, dans celui du 19 février 1805, dans celui du 21 mars 1806, dans celui du 29 août 1810, etc.



les fortunes de l'avenir soient combinées avec toutes les illustrations du présent et du passé. Enfin, après ces deux paradoxes déjà si étranges, un troisième, plus inconcevable que tous, seroit l'idée d'une Pairie, qui devant par essence exercer des fonctions indépendantes entre les deux pouvoirs qu'elle est chargée de défendre, de maintenir et de concilier, se traîneroit au contraire dans la double dépendance, et d'un ministère qui pourroit lui retirer à volonté des pensions, même alimentaires, et d'une Chambre démocratique qui pourroit tous les ans refuser d'en faire les fonds. »

Voilà ce qu'on eût dit en s'élevant aux grandes vues de l'intérêt public, et en le reconnoissant pour ce qu'il doit être toujours, le dominateur suprême. Nul doute que ces principes n'aient eu dès-lors, dans les conseils, de clairvoyants et fidèles défenseurs ; mais les décisions se sont trouvées resserrées dans les bornes si étroites de l'intérêt privé et de la politique vulgaire. Ici on n'a songé qu'à faire un traité pour soi ; là on a cru que ce qu'il y avoit de plus habile étoit le petit calcul de garder le plus et de donner le moins qu'on pourroit ; de ne donner qu'à qui l'on voudroit, et de l'ôter dès qu'on le voudroit. On s'est aperçu bientôt, mais déjà trop

tard, de cette énorme méprise, dont les conséquences sont devenues encore bien plus graves, lorsque l'ordonnance constitutionnelle du 19 août 1815 ayant attaché l'hérédité à tous les titres de Pairie présents et futurs, des pensions arbitraires, révocables, et tout au plus viagères, se sont trouvées en présence d'une Pairie fixe, héréditaire et inamovible. Grossies d'année en année par l'inattention de ceux qui préparoient le budget, par les entreprises de ceux qui le discutoient, par l'impossibilité où étoit cette Chambre de le contrôler, enfin par la mobilité des administrations qui, après avoir médité, disparoissoient au moment d'agir, les difficultés ainsi amoncelées en sont venues au point où nous les voyons aujourd'hui.

Si compliquées, si énormes qu'elles paroissent, ou plutôt par cela même qu'elles offrent un caractère d'une telle gravité, le Gouvernement actuel sent la nécessité, il annonce le projet et le courage de les vaincre dans la prochaine session. Nous lui devons de suspendre jusque-là toutes propositions; et je me suis hâté d'en renfermer plusieurs que j'avois projeté de soumettre à vos Seigneuries dès la session présente. Mes propositions ne devoient pas se borner à l'article seul, ni des 2, ni des 4, ni des 5 millions et tant,



qui, à mes yeux, sont le domaine inaliénable de la Pairie française, et qui, dans l'opinion réelle, ou dans la fiction de droit établie par le ministère de 1817, devoient être regardés comme ayant été réservés dès l'année 1814, par le pouvoir royal constituant, pour former, selon les circonstances, la dotation fondamentale, patente, et irrévocable, de cette Pairie. Mes propositions devoient embrasser dans leur étendue tout ce qui concerne ce que j'appelle *l'état de la Pairie*, qui n'est pas, ou qui n'est plus à sa place, et qui doit y être mise ou remise. Dans mes propositions étoient comprises les propriétés que la Pairie doit posséder, l'unité qu'elle doit offrir au sein même de sa hiérarchie, la fixité de sa juridiction, l'ordre de ses procédures, les prérogatives dont l'intérêt public exige que les Pairs jouissent non seulement en corps, mais individuellement, dans leurs personnes, dans celles de leurs femmes et de leurs enfants, dans tous leurs rapports avec l'ordre public, moral et social. Un code complet de la Pairie est nécessaire, composé de lois là où l'intervention de la loi est indispensable, d'ordonnances royales là où leur action est suffisante, et de résolutions de la Chambre là où il lui appartient de résoudre (1).

---

(1) Voyez ci-après la note A.



Ma confiance égale ma déférence lorsque je m'interdis aujourd'hui toute discussion, et me contente de recommander l'examen de tous ces objets aux Ministres de Sa Majesté, devant lesquels j'ai l'honneur d'en indiquer l'énumération. La plupart de ces questions ont été agitées soit par écrit, soit de vive voix, dans ce comité mixte de 1817, que je viens de citer en prenant la parole. La minute de ses délibérations, dont j'ai gardé copie, a dû rester dans les dépôts de la chancellerie ou du ministère de la justice. Ces pièces y seront sûrement consultées, elles méritent de l'être (1), et les circonstances pourroient en rendre la publication très utile à l'époque de notre première session parlementaire. Vous sentez comme moi, Messieurs, qu'il ne peut pas être question ici de vous en présenter le développement; mais mon zèle pour le bien de l'État, pour le service du Roi et pour l'honneur de la Pairie française, m'a commandé dès aujourd'hui ce peu de paroles, qui par la suite peuvent devenir autant de textes, et auxquelles mes motifs vaudront au moins l'indulgence de vos Seigneuries.

Je me résigne donc encore une fois (moins

---

(1) Voyez ci-après la note B.

tristement, parceque c'est la dernière) à voter de confiance le budget dont le rapport nous a été lu avant-hier matin, et remis imprimé hier au soir : je m'y résigne avec l'espoir, c'est trop peu dire, avec la certitude que la France ne sera plus affligée par le spectacle de toute une Chambre de son Parlement s'envolant sur tous les points du royaume, et laissant la Chambre haute dans l'alternative rigoureuse, je ne veux pas dire honteuse, ou de faire violence à sa conscience en se refusant de proposer des amendements qu'elle jugeroit nécessaires à l'intérêt général, ou de braver, en les proposant, l'affreux danger d'arrêter subitement dans son cours le service public.

---

## NOTES IMPORTANTES.

(A) J'ai dit à la page 8 ci-dessus : *Un code complet de la Pairie est nécessaire, composé de lois là où l'intervention de la loi est indispensable, d'ordonnances royales là où leur action est insuffisante, et de résolutions de la Chambre là où il lui appartient de résoudre.*

Ainsi, lois pour tout ce qui seroit propriété, garantie de majorat royal ou patrimonial, compétence, juridiction; ordonnances pour tout ce qui seroit création de titres, honneurs, cérémonial; résolutions de la Chambre pour tout ce qui seroit discipline, maintien de sa dignité, surveillance de ses membres, obligation pour tous d'être les premiers à se respecter eux-mêmes, afin d'avoir droit au respect des autres. Parmi les propositions présentées à cet égard par quelques Pairs, notamment M. le marquis de Bonnay, il y en a certainement beaucoup dignes d'une très grande attention. Les circonstances principales de la vie d'un Pair, les naissances, les mariages, les morts, les mœurs publiques, sont toutes susceptibles, les unes d'un degré quelconque de solennité, les autres d'un genre de censure quel qu'il soit. Il est tel mariage dégradant, telle dette honteuse, tel procès ignominieux, que doit prévenir l'idée de cette censure. — En Espagne, à la mort d'un grand, tous les grands prennent le deuil pendant trois jours; notre règlement n'envoie pas même une députation en forme aux funérailles d'un Pair! La Chambre des Députés a mieux senti sa dignité à cet égard. — Les entrées, les préséances, les protocoles, tout cela, mais bien fixé, mais étant possession et non prétention, a son importance. « On sent (disois-je dans mon rapport au comité



mixte de 1817), que tous ces détails qui, pris un à un, paroissent minutieux, tendent, dans leur ensemble, à donner chacun quelques grains de force de plus à l'aristocratie légale : *Nisi singula prosunt, at saltem cumulata juvant.*

« Enfin (poursuivois-je) à la Cour, dans toutes les cérémonies ou réunions civiles, politiques, religieuses, dans le compte qu'en rendent les bulletins officiels, tout doit rappeler qu'après les princes du sang royal, et avec eux, puisque nous avons l'honneur de les avoir à notre tête, les Pairs de France sont les personnes les plus immédiatement placés auprès du trône, sont revêtus de la première dignité politique, et de la plus haute magistrature de l'État. François I<sup>er</sup> ayant, dans son lit de justice de 1523, fait seoir le duc d'Albanie entre le duc d'Alençon et l'évêque de Langres, craignit que cet article ne portât quelque préjudice à la prééminence des Pairs. Il déclara qu'il avoit gratifié le duc d'Albanie pour cette fois seulement, voulant qu'à l'avenir les Pairs se seioient toujours en sa cour et conseils les premiers, selon l'ordre et la dignité de leurs Pairies: et François I<sup>er</sup> ordonna que cette déclaration fût insérée dans les registres du parlement. » Encore un anneau à prendre dans la chaîne des temps à renouer.

On a tellement senti en Angleterre que la Pairie devoit tout primer, que le plus grand officier de l'État, le lord chancelier, ne prend rang sur tous les Pairs que s'il est Pair lui-même. De même pour le grand trésorier, le président du conseil et le garde du sceau privé. Le grand chambellan, grand connétable, grand maréchal, grand amiral d'Angleterre, le grand maître et grand chambellan de la maison du roi, n'ont rang qu'au-dessus des Pairs de leur rang, c'est-à-dire passent après les ducs

s'ils ne sont que marquis, après les marquis s'ils ne sont que comtes, et ainsi de suite. Les secrétaires-d'État, s'ils ne sont pas Pairs, ne passent qu'après les fils cadets des marquis, les chevaliers de la Jarretière qu'après les fils cadets des comtes et les aînés des barons.

Je n'avois donc pas de peine à réfuter, dans mon rapport de 1817, une objection qui, dans l'esprit de quelques personnes, résulloit d'un reste de rivalité entre le Gouvernement purement militaire, d'où la France étoit sortie en 1814<sup>1</sup>, et le Gouvernement politique rétabli par le souverain légitime. « Tous les honneurs de la « paix, disois-je, appartiennent à la plus grande dignité « politique et civile; les honneurs de la guerre ont un « autre théâtre. Même anciennement, Turenne, rentrant « à Paris avec une auréole de gloire, ne se fût assis au « parlement qu'au rang de sa Pairie. Turenne, entrant « dans un camp, voyoit toute une armée se mettre en « mouvement pour saluer son arrivée, et là tous les « Pairs, ses aînés ou cadets, fussent devenus ses officiers « d'ordonnance : *Suum cuique decus*. » Je conclus cet article en demandant une ordonnance qui réglât « que « dans toutes les cérémonies et réunions civiles et administratives, un Pair de France, en habit de Pair, prendroit toujours, et sur toutes personnes, la droite de la « première autorité, quelle qu'elle fût (depuis le maire « de village jusqu'au commandant de province). » Cette ordonnance a été rendue.

Je demandois, pour le fils aîné d'un Pair, un titre de courtoisie, celui de marquis pour le fils aîné d'un duc, de comte pour le fils aîné d'un marquis, etc. Une ordonnance a non seulement accueilli, mais dépassé cette demande. Elle a donné des titres à tous les fils de Pairs.



On a remis à décider sur une autre observation que je présentois, relative à l'unité de la Pairie au sein même de la hiérarchie. *Gradu impares, dignitate pares*, tel est l'axiome anglais. Nos Ministres de 1817 l'adoptoient, puisqu'ils disoient positivement dans leur mémoire : *Tous les Pairs, revêtus de différents titres, ont tous la même dignité.* J'observois, en conséquence de ce principe, que, dans la hiérarchie de la Chambre des Pairs, le duc n'avoit sur le marquis, le marquis sur le comte, le comte sur le vicomte, le vicomte sur le baron, d'autre prééminence que les honneurs du pas, et la distinction de la couronne dans leurs armoiries. Je faisais remarquer que, dans l'ancien régime, lorsque nos Rois honoroient du titre de *cousin* les ducs et Pairs, cet honneur insigne étoit accordé à la dignité de *Pair*, et non au titre de *duc*; et la preuve sans réplique de cette assertion, c'est que les évêques, *comtes* de Beauvais, de Noyon, de Soissons, étoient appelés *cousins* comme les archevêques *ducs* de Rheims, de Langres, de Saint-Cloud, parceque les premiers n'étoient pas moins *Pairs* que les seconds, et que tous étoient *dignitate pares*. Je reconnoissois qu'en Angleterre, jusqu'au règne de Charles I<sup>er</sup>, les rois n'accordoient ce titre de *cousin* qu'aux *ducs*, *marquis* et *comtes*; que si, depuis, cet honneur a été étendu jusqu'aux *vicomtes*, il n'est point encore attaché au titre de *baron*, premier degré d'introduction dans la Pairie. Mais à cette qualification près de *cousin*, il y a là, pour les adresses des lettres du Roi au Pair simple baron, un protocole où se fait sentir l'honneur de la Pairie. Si le roi écrit aux uns : *Prædilecto et perfideli nostro consanguineo duci... marchioni... comiti... vicecomiti* (« A notre très aimé et très féal « cousin duc... marquis... comte... vicomte... »), il écrit au simple baron : *Prædilecto et fideli nostro domino baroni*



( « A notre très aimé et féal seigneur baron... » ) *Nos itaque animadvertentes et recognoscentes perquam plurima acceptabilia servitia per prædilectum et perquam fidelem CONSANGUINEUM NOSTRUM Ricardum COMITEM corcagensem; volentes itaque dicto consanguineo nostro gratiam facere ampliorem, etc. Rot. pat. an. 3 Caroli I — Nos prædilectum et fidelem nostrum David dominum Barry, vice comitem Buffevant gratiose intuentes... horum intuitu prædictum vicecomitem ad altiores honoris titulos promovendum decrevimus, eundemque stylo et titulo COMITIS hæreditarii hujus regni insigniendum, et appellatione CONSANGUINEI regis honorandum esse dignum censuimus. Sciatis igitur, etc. Rot. pat. an. 2. Car. 1. On ne peut nier qu'il n'y ait une grande différence entre ces protocoles et celui du mons. un tel, dont on continue à user envers les Pairs de France, et l'on peut demander s'il ne seroit pas de la majesté du Roi de France, que la Pairie française, créée par lui, ne le cédât à la Pairie d'aucun autre pays en distinctions honorifiques, quand elle pourroit donner à toutes l'exemple du zèle, du désintéressement et du dévouement à son Roi et à son pays.*

(B) J'ai dit à la page 9 ci-dessus : *La minute des délibérations du comité mixte de 1817, dont j'ai gardé copie, a dû rester dans les dépôts de la chancellerie ou du ministère de la justice. Ces pièces y seront sûrement consultées; elles méritent de l'être, et les circonstances pourroient en rendre la publication très utile à l'époque de notre première session parlementaire.*

Il est impossible, et j'aime à le dire dans un temps où ce langage ne peut plus être que celui de la vérité, il est impossible d'apporter à l'examen de ces grandes questions

plus de franchise et de loyauté, une plus juste appréciation des choses et des hommes, en un mot une fidélité plus scrupuleuse et un attachement plus éclairé, soit à la monarchie et au monarque, soit à la constitution et aux libertés publiques, qu'à le ministère de 1817 n'en déploya dans le mémoire soumis par lui à ce comité mixte, où j'eus l'honneur d'être chargé du rapport et du résumé de toutes les délibérations. On en jugera par les passages suivants, que je vais transcrire mot pour mot du mémoire ministériel.

Pag. 20. « Il n'y a aucune objection sérieuse à tirer de  
« cette circonstance, que dans les lois de finances de  
« 1814, 1815, 1816 et 1817, on voit figurer dans l'état  
« des dépenses l'ancienne dotation du sénat. Cet article  
« est inscrit, non pour être discuté et alloué, s'il y a  
« lieu, mais *pour mémoire*, comme la liste civile. Aussi  
« dans les états des dépenses pour les années 1815 et  
« 1816, étoit-il porté en troisième ligne après la liste ci-  
« vile et la famille royale, comme doit être en effet un  
« revenu, *qui fait partie intégrante du domaine de la cou-  
« ronne*. Ce ne peut être que par erreur, et très mal à pro-  
« pos que, dans l'état des dépenses annexées à la loi des  
« finances de 1817, cet article a été distrait du chap. 3,  
« où étoit sa véritable place, pour être transporté au  
« chapitre 5, et être accolé aux dépenses de la Chambre  
« des Députés, article d'une toute autre nature, d'une  
« toute autre origine, essentiellement variable et suscep-  
« tible, chaque année, de discussion, d'augmentation ou  
« de diminution. »

Ainsi s'exprimoit le ministère de 1817 par l'organe du garde-des-sceaux de France qui, n'appartenant pas alors, non plus que la majorité de ses collègues, au corps de la Pairie, parloit comme eux uniquement en homme d'État.



Pag. 22. En proposant la création de trois cents majorats royaux, auxquels devroient se joindre des majorats patrimoniaux, le mémoire portoit: « Ces majorats royaux ne seroient point donnés à vie. Des dispositions temporaires seroient mal vues; elles n'atteindroient pas le but qu'on se propose, la dignité et l'indépendance de la Pairie. Quelle liberté resteroit-il en effet à un Pair, s'il voyoit le sort de son fils incertain et mal assuré? Il faut embrasser franchement le système de l'hérédité et toutes ses conséquences. C'est à-la-fois le Palladium du trône et de la liberté, et le seul moyen de conserver la constitution de l'État. »

Plus haut, pag. 18. En annonçant cette mesure, les Ministres avoient dit: « Elle doit être bien reçue du public; car elle renforce le principe constitutionnel; elle ajoute à la vitalité et à l'indépendance de la Chambre des Pairs.... elle prévient l'inconvénient si grave de ne laisser voir dans le premier corps de l'État qu'une compagnie soldée, et toujours à la disposition de celui qui promettrait une plus haute paie. »

C'étoit à la page suivante (19), que soit par une opinion réelle et positive, soit par une de ces fictions de droit souvent nécessaires dans le gouvernement des états, les Ministres assuroient ne vouloir autre chose que rectifier, dans l'ordonnance du 4 juin 1814, ce qui, depuis l'ordonnance du 17 août 1815, ne se trouvoit plus en harmonie avec la constitution de la Chambre des Pairs. Ils croyoient les concilier l'une et l'autre en les faisant découler du même principe, différemment appliqué suivant les différentes circonstances. Ils disoient: « Les mesures que l'on prend n'ont pour but que de maintenir la destination originiaire des biens qui formoient la dotation de



« l'ancien sénat, et de renforcer le principe de leur  
« inaliénabilité. »

Enfin, je ne puis me refuser à une dernière citation. Les Ministres, dans le début de leur mémoire, *pour que l'on pût apprécier sainement les mesures proposées, jugeoient utile de rappeler en peu de mots quelle est la nature de la Pairie, et sa situation actuelle en France; et voici ce qu'ils disoient, page 2 :*

« La Chambre des Pairs fait partie intégrante de la  
« constitution politique de l'État; elle participe à la puis-  
« sance législative; elle exerce une importante fonction  
« de la puissance judiciaire. C'est une magistrature insti-  
« tuée pour protéger à-la-fois le trône et le peuple. Elle  
« a plus spécialement le dépôt et la garde des lois fonda-  
« mentales de la monarchie, par cela seul qu'elle forme  
« un corps permanent et héréditaire. Dès-lors il faut que  
« ce corps soit assez riche et assez nombreux, pour que  
« le peuple puisse croire à son indépendance; assez in-  
« téressé au maintien de l'ordre établi et légitime, pour  
« que le Roi compte sur son attachement et sur son zèle  
« à défendre la prérogative royale. Il importe qu'il jouisse  
« à un haut degré de la confiance de la nation et du mo-  
« narque, afin que, dans les temps difficiles, il puisse éclai-  
« rer l'un sur ses véritables intérêts, et ramener l'autre à  
« l'obéissance. »

Cette description individuelle du caractère d'un Pair, qu'on admire tant dans les lettres de *Junius*, n'a certainement rien de plus frappant que cette définition générale de la Pairie.

Qu'a-t-il donc manqué à un ministre, qui jugeoit de si haut des questions si élevées, qui pensoit avec tant de sagesse, qui consultoit avec tant de franchise, et qui, sous un chef dont le nom étoit synonyme de ceux d'hon-

neur et de loyauté, ne cherchoit qu'à lier indissolublement en France *principatum cum libertate* ; que lui a-t-il manqué pour consommer l'établissement de cette Pairie, qu'il reconnoissoit être le *Palladium* de l'un et de l'autre, et le seul moyen de conserver la constitution de l'État ?

Ce qui lui a manqué ? le temps, la fixité, la conscience de sa durée comme il avoit celle de son intégrité, peut-être un peu plus de décision entre les deux factions violentes contre lesquelles il avoit continuellement à lutter, ménageant trop l'une, redoutant trop l'autre, les grossissant trop toutes deux dans son imagination, et n'ayant pas assez de confiance dans cette immense majorité nationale, qui ne veut porter le joug ni de l'une ni de l'autre.

## OBSERVATIONS

DE M. LE MARQUIS DE LALLY-TOLENDAL

Sur l'article 11 du budget portant : « Les anciens officiers suisses, qui faisoient partie du régiment des gardes-suisses à l'époque du 10 août 1792, pourront obtenir la liquidation de leur solde de retraite, conformément aux dispositions exceptionnelles de l'ordonnance du 10 août 1816, *sans que néanmoins cette liquidation puisse donner lieu à des paiements d'arrérages antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1819.* »

Je ne puis pas, Messieurs, ne pas proférer encore quelques paroles sur cet article. La première sera l'expression d'une profonde gratitude adressée aux Ministres de Sa Majesté pour avoir enfin réalisé l'œuvre de la munificence et de la reconnaissance royale envers les vénérables restes de cet héroïque régiment suisse du 10 août 1792 ; pour avoir consommé cette *justice tardive*, que les derniers Ministres gémissaient de n'avoir pu qu'ébaucher, et qu'avoient trop négligée les Gouvernements antérieurs. C'est au nom de ces braves vétérans de l'honneur et de la fidélité que je porte au Gouvernement français leurs remerciements solennels, car je suis autorisé, j'ai l'honneur d'être autorisé par eux à parler en leur nom. Après cet hommage rendu, qu'il me soit cependant permis de laisser échapper



un regret, que je chercherois inutilement à contenir. C'est par une ordonnance royale du 10 août 1816, portée au Bulletin des Lois, que Sa Majesté avoit assigné à tous les anciens officiers qui faisoient partie du régiment des gardes-suisses au 10 août 1792, le grade immédiatement au-dessus de celui dont ils étoient brevetés à cette époque, et la solde de retraite attachée à ce nouveau grade supérieur. Ainsi, à partir du 10 août 1816 cette solde a été leur propriété: et lorsqu'après la fatalité inconcevable qui, pendant six années, a empêché l'exécution de l'ordonnance royale, on prenoit enfin la résolution d'acquitter de toutes les dettes la plus sacrée, on devoit reconnoître qu'il étoit rigoureusement juste de payer l'arriéré de cette solde depuis le jour où elle avoit été constituée, 10 août 1816. L'article IX du présent budget, en ne voulant point admettre le paiement d'ar-rérages antérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 1819, fait donc perdre à ces braves vétérans vingt-huit mois et demi de leur solde. Il m'en coûte d'avoir quelque chose à reprocher, à cet égard, à la mémoire d'un Ministre de la guerre, d'ailleurs si respectable pour moi, qui l'ai vu à Gand, et à Paris, déployer le zèle le plus ardent pour le service du Roi et de l'État. Mais c'étoit lui qui

sûrement s'étoit senti aussi heureux qu'honoré de contresigner l'ordonnance royale du 10 août 1816. C'étoit lui qui, par le dernier article de cette ordonnance, avoit été chargé de son exécution. La loi générale de finances, avec laquelle on a prétendu entraver la loi exceptionnelle de justice et de bienfaisance, n'a paru que le 17 mars 1817. Ce n'est pas tout; même cette loi du 17 mars, qui entravoit si sévèrement l'établissement des pensions à l'avenir, annonçoit que ses rigueurs ne commenceroient qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet prochain. Ainsi l'on a eu d'abord six, et puis encore quatre mois pour exécuter pleinement l'ordonnance du 10 août 1816, en prévenant toutes les difficultés de formes qui la menaçoient: et cependant livrée à toutes ces difficultés, c'est aujourd'hui seulement qu'elle va triompher! et encore faut-il qu'elle achète ce triomphe si tardif par le sacrifice de deux années et demi d'arrérages sur six. Le Ministre des finances, qui s'est montré si bienveillant, si cordial même pour des réclamations en effet si touchantes, a sûrement cru ce sacrifice indispensable, puisqu'il y a souscrit. Peut-être a-t-il craint de déranger par un seul dissentiment l'unanimité si honorable avec laquelle la Chambre des Députés toute entière accueilloit la créance de l'honneur, de la br-

voure, et de l'hospitalité : peut-être aussi a-t-il pensé que des négociations entre les deux pays pourroient faire sortir d'un autre département ministériel de quoi remplir un déficit que couvriroient, je crois, cent-vingt ou cent-trente mille francs. Qu'on me pardonne de saisir cet espoir, que le Gouvernement se montre digne de réaliser. Il est si dur d'économiser la paie avec une troupe qui a si peu économisé son sang ! et ces braves Suisses se sont montrés si bons Français, comme on l'a dit dans l'autre Chambre (1) ! Je ne pousserai pas plus loin, Messieurs, des observations dont je me flatte que vos Seigneuries ont senti la justesse et la convenance ; mais après vous avoir entretenus de la reconnoissance des anciens officiers suisses pour le Roi, le Gouvernement et les Chambres, je ne m'asseyerai pas sans avoir offert en particulier à vos Seigneuries les actions de grâces et les bénédictions des sous-officiers, des soldats, des veuves et orphelins sur lesquels, dans ce moment, s'étendent à l'envi les nobles et pieuses générosités dont vous m'avez fait l'honneur de me rendre dépositaire.

---

(1) Discours de M. le vicomte de Bonald.





# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du vendredi 16 août 1822.

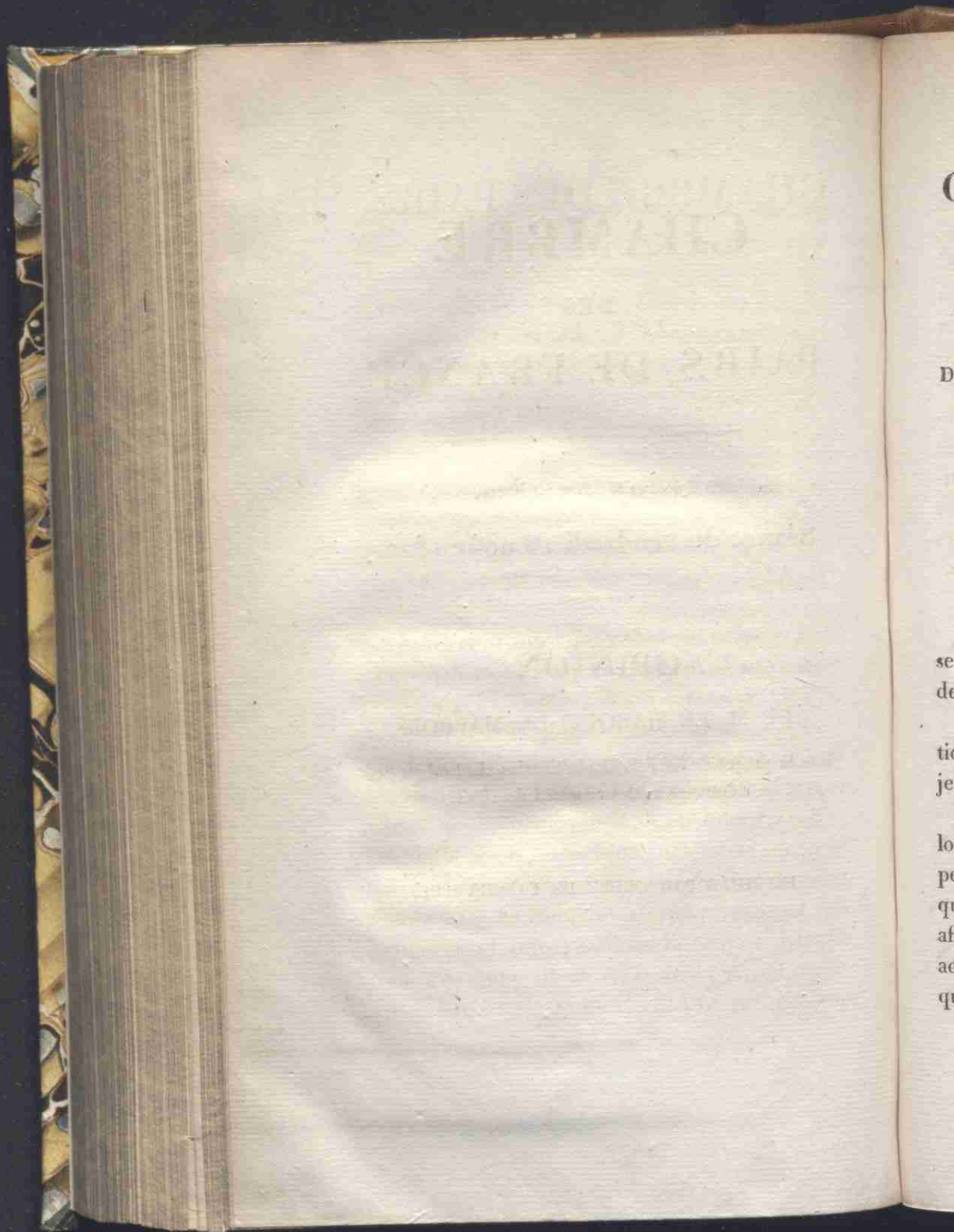
---

## OPINION

DE M. LE MARQUIS DE MARBOIS

SUR le projet de loi relatif à la fixation du budget des  
dépenses et des recettes de 1823.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.





# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le marquis DE MARBOIS sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823.

MESSIEURS,

Je viens appuyer le projet qui vous est présenté pour la fixation des recettes et dépenses de l'an prochain.

Mais cet assentiment simple et sans restriction ne m'interdit point des observations que je prie la Chambre de vouloir bien entendre.

Il n'y a plus de budget provisoire, et cette loi de nécessité dont nous avons porté le poids pendant huit ans est enfin abrogée. Mais quoique pour cette fois encore nous ne soyons pas affranchis de la précipitation qui l'a toujours accompagnée, vous avez voulu que votre acquiescement fût précédé du rapport d'une com-

mission, et les réflexions que ce travail a fait naître, l'attention que vous avez donnée aux discussions de l'autre Chambre ainsi qu'à l'exposé fait devant vous par M. le Ministre des finances, vous mettent en état d'exprimer un vote qui sera avoué par la sagesse et le raisonnement. Si les observations de vos nobles commissaires ne présentent aucun sujet à votre délibération, elles n'en seront pas moins le germe de diverses améliorations; car nous avons souvent éprouvé que des pensées utiles, conçues au sein de cette Chambre, n'en sont pas sorties sans produire quelques effets d'une utilité correspondante.

C'est dans une semblable espérance, Messieurs, que je vous soumettrai quelques observations sommaires sur les divers objets déjà traités.

D'abord, Messieurs, et aussi solennellement qu'il peut dépendre de moi, je répéterai ces paroles enfin irrévocables de M. le Ministre des finances, je relirai ces lignes qu'il a tracées autour des demandes renaissantes d'année en année, qu'il a tracées, dis-je, comme une limite qu'aucun effort, aucune découverte nouvelle, ne peut plus étendre ou reculer. « Le capital  
« liquidé ou susceptible de l'être en reconnois-

sance de liquidation, a-t-il dit, est limité à une somme de 361,197,872 fr. » Les états ont été soumis à votre commission, Messieurs, et c'est après les avoir vérifiés qu'elle a pu répéter à son tour : « Nous vous proposons aujourd'hui « de limiter ce capital à 361,197,872 fr. »

Maintenant, vous tous prétendus créanciers qui, de provinces en provinces, parcourez le royaume, qui allez avec une infatigable diligence explorer nos colonies et les plus lointaines contrées, pour y susciter quelque créancier de l'État qui ne se connoît pas lui-même; vous qui venez me demander accès à l'ancienne archive de la Cour des comptes avec tant de persévérance pour y trouver quelque prétexte à vos réclamations; vous qui, après des refus constants dictés par la loi, venez et revenez encore, reposez-vous; après huit ans le chiffre de 361,197,872 fr. est irrévocable et définitif. Le Ministre nous l'a attesté et la commission s'en est assurée. De telles déclarations, des organes aussi sincères, ne nous laissent rien à désirer, Messieurs; mais il me semble utile de les opposer d'avance à ceux qui, depuis si long-temps, et aussitôt qu'on a fermé la brèche par laquelle ils s'introduisoient, cherchent assiduellement à en ouvrir une autre; et une pétition que nous rece



vous aujourd'hui même, quelque peu d'intérêt qu'inspirent les personnages qui la présentent en rappelant une autre affaire du même genre dont les tribunaux ont été saisis, ne le prouve que trop (1).

Redisons aussi cette assurance si consolante contenue au discours du Ministre des finances.

« Le budget que nous vous présentons en ce moment sera le dernier dans lequel les temps antérieurs imposeront au présent des charges nouvelles. »

« L'arriéré est définitivement clos et réglé, sans que sous aucun prétexte il puisse être procédé à la liquidation d'aucune somme excédant celle de 350,000,000 fr., ou tout au plus de 361,187,872 fr. »

Ainsi, plus de ces déguisements à la faveur desquels on voudroit faire revivre d'anciennes créances; plus de ces armes avec lesquelles on a trop souvent violé le trésor. Plus d'abus à craindre d'un double emploi des pièces de dé-

---

(1) M. le Ministre des finances a fait connoître que la pétition même donnoit lieu à des poursuites devant les tribunaux et qu'elle leur étoit envoyée. C'est la marche la plus convenable dans une affaire aussi grave, et un jugement public est en effet indispensable.

pense. Les amis de l'ordre s'empressent à reconnoître qu'elles sont nécessaires au jugement, et les plus sages ordonnateurs demandent qu'elles soient jointes aux comptes.

Heureux et premier effet de la nécessité de compter annuellement ! Et qu'il me soit permis à cette occasion, Messieurs, de comparer les temps. Pendant des siècles les comptes généraux de finances, quand on en rendoit, n'avoient d'autre garantie que l'assertion de celui qui les avoit fait rédiger ; des désordres, dont l'origine étoit souvent très ancienne, alloient toujours croissant. De là naissoient des débats interminables entre un nouveau Ministre et son prédécesseur, et au jour de la banqueroute on étoit loin de se souvenir de celui qui en étoit le premier auteur ; souvent même l'orage éclatoit sur la tête du plus innocent, et la moindre accusation portée contre lui étoit de n'avoir pas su trouver d'expédients. J'ai encore entendu employer ce terme. Aujourd'hui il n'est plus possible que de longues années s'écoulent à l'aide d'expédients avant que le déficit éclate. L'année prochaine presse déjà celle qui court, et un Ministre ne peut pas plus que ceux qui l'aident dans ses travaux, éloigner de lui cette pensée : « Dès l'an prochain il faudra que la



« dépense que j'autorise, que j'ordonne et que  
 « je fais payer aujourd'hui, soit examinée et  
 « discutée; et quelque temps plus tard on in-  
 « terrogera un juge impartial, indépendant,  
 « pour savoir de lui si ces premiers comptes  
 « correspondent à ceux qui sont appuyés de  
 « pièces, et sur lesquels il aura prononcé sou-  
 « verainement. » J'ai parlé de pièces, Messieurs;  
 un procès fameux n'a que trop fait voir com-  
 bien il importe qu'elles restent dans un dépôt  
 où elles ne puissent subir aucune altération, et  
 c'est ainsi, ce ne sera jamais qu'ainsi, que les  
 comparaisons auront une véritable utilité.

J'aimerois à vous dire, Messieurs, que déjà  
 ces comparaisons offrent des résultats exacts et  
 complets; mais ils ne le sont point, et ne peuvent  
 l'être encore. J'éprouve cependant quelque sa-  
 tisfaction à réduire ainsi mes assertions à la plus  
 simple vérité, et il me semble que mes paroles  
 obtiendront avec le temps toute confiance,  
 quand, après les efforts nécessaires, je vous di-  
 rai qu'enfin nous sommes parvenus à cette cor-  
 respondance si désirée. Des travaux semblables,  
 reproduits d'année en année, seront à la fin dé-  
 gagés des premières difficultés. L'instrument  
 devient plus docile à mesure que la main ac-  
 quiert plus d'expérience, et les jugements ren-



du par un tribunal souverain , ou rectifieront les premières déclarations , ou leur donneront le plus haut degré de certitude.

Vous êtes loin , Messieurs , d'imaginer que ces imperfections soient le fruit de l'intention. Jamais , en effet , il n'y eut des communications plus franches et plus faciles qu'aujourd'hui entre la plupart des services ministériels et la Cour des comptes. Je n'en rapporterai qu'un exemple qui , à cause de son importance , mérite d'être cité. Mais , auparavant , disons un mot de nos autres progrès , de nos conquêtes sur l'avidité et le désordre. Ces opérations , qu'autrefois on appeloit affaires extraordinaires , ces emprunts qui montoient dans l'exécution à des sommes triples de celles qui étoient autorisées par les édits ; les surachats de matières d'or et d'argent ; ces acquits de comptant sans pièces et sans créancier connu ; ces intérêts clandestins sur les places de finance à grands profits ; ces pots-de-vin au valet de confiance du Ministre ; ces dons avoués faits au Ministre lui-même par les financiers qu'il devoit contenir ou réprimer , n'existent plus , et n'ont même plus d'analogues. Une seule partie cependant étoit encore enveloppée de mystère : c'étoit celle qui , aujourd'hui , est appelée en finance du nom de négo-

ciation , et qui trop souvent n'est qu'une véritable anticipation. Un profond secret en accompagnait l'examen. Cette vérification étoit faite dans le sein du trésor même. Le Roi a jugé que cette marche obscure étoit inconciliable avec nos lois nouvelles , et il a voulu que cette comptabilité fût , comme toutes les autres parties de finances , soumise à la Cour des comptes.

Cette concession ministérielle à peine aperçue est cependant un des plus grands efforts de franchise en telle matière , et en même temps une garantie de plus pour les Ministres eux-mêmes.

Ce n'est pas qu'il soit facile de corriger les abus quand ils sont invétérés. Des comptables , des ordonnateurs , et mêmes ceux qui sont irréprochables , trouvent bien plus commode de faire les affaires comme en famille. Ils résistent , ils prétendent qu'on leur fait injure ; et bien souvent ils sont comme ces blessés qui ne peuvent souffrir qu'on touche à leurs plaies. Les comptes des villes , ceux de la légion d'Honneur , ceux des Invalides , ceux des pensions sur retenues ne sont parvenus à la Cour des comptes que par sa persévérance à les exiger. Les arriérés ont été arrêtés ; l'ordre commence à remplacer la confusion , et aujourd'hui les plus récal-



citrants, ceux mêmes qui se montraient importunés de ces devoirs nouveaux, se félicitent d'y être soumis; tant la règle a d'autorité, et si je puis le dire, tant elle a de charmes!

Je ne nommerai point ceux qui fuient encore les regards d'un juge indépendant; je les tiens pour irréprochables d'après la connoissance personnelle que j'ai de plusieurs d'entre eux; et cependant j'annonce que tôt ou tard le désordre s'introduira dans ces comptabilités domestiques, et deviendra inextricable, au grand dommage de tous ceux qui auroient intérêt à l'ordre et à la clarté.

Ainsi, Messieurs, que cette présentation des comptes aux Chambres législatives soit toujours maintenue soigneusement. Le désordre ne sera jamais irréparable quand des comptes sincères seront présentés d'une année à l'année suivante.

Ces comptes doivent à l'avenir s'enchaîner les uns aux autres. La moindre omission seroit aisément remarquée. La forme des états deviendra familière à ceux qui les examineront; et ils seront si faciles à comprendre, qu'il n'y aura personne qui ne puisse y trouver une connoissance complète de l'état de nos finances. Les remettre à toutes les autorités constituées, an-



noncer que des comptes semblables seront rendus publics tous les ans, les communiquer à la nation entière, c'est prendre envers elle un engagement honorable et patriotique; c'est promettre des améliorations toujours croissantes; c'est proclamer à perpétuité la cessation du désordre: car la forme de ces comptes ne permettroit pas de le cacher, et cesser de les publier seroit reconnoître qu'il existe.

Donner aux étrangers eux-mêmes une connoissance aussi certaine de la situation de nos recettes et de nos dépenses, c'est manifester l'étendue des moyens de la France, et mettre en évidence une des principales sources de sa puissance; c'est leur offrir en même temps le tableau de tant d'avantages, comme gage de la tranquillité générale.

Ces comptes seront nécessairement plus sincères que ces préambules magnifiques où des Ministres avançoient avec une confiance coupable que l'économie, les extinctions annuelles, l'augmentation des revenus, rendoient le poids des nouvelles dépenses, des nouveaux emprunts, et même des prodigalités connues, insensible. Ce sera, au contraire, une chose honorable pour un Ministre qu'une concession faite franchement, que la vérité dite sans aucun

déguisement; et son crédit, en même temps que l'estime qu'on lui portera, s'en augmentent.

Espérons, Messieurs, qu'une importante indication contenue dans le rapport de vos commissaires sera accueillie, et que les budgets des ministères pourront à l'avenir vous être envoyés, non en un cahier unique, mais successivement; de manière que votre concours puisse être, suivant les expressions de la commission, en quelque sorte simultané. Mais qu'il me soit permis de faire une observation qui a pour objet de rendre cette mesure praticable et utile. Si j'ai bien saisi les termes de la proposition énoncée par la commission, son effet seroit de faire arriver successivement dans cette Chambre des fractions de la loi de finances à mesure qu'elles seroient adoptées dans l'autre et que celle-ci, par l'effet de cette adoption, auroit accompli sa fonction. Chacune de ces fractions se composeroit de l'ensemble d'un ministère. Vous avez paru, Messieurs, en diverses circonstances, apercevoir ce qu'il y auroit d'utile dans cette innovation; mais elle seroit d'une exécution impossible si les conditions, telles que j'ai pu les entrevoir, n'étoient pas modifiées.

Sans doute il sera toujours nécessaire de réu-



nir ensuite ces parties isolées en un seul corps de loi, et à ce dernier degré du travail, l'ensemble et ses parties pourroient encore subir des modifications dans l'autre Chambre. Mais les changements que vous aurez faits seront nécessairement renvoyés à cette autre Chambre; croit-on qu'occupée successivement des autres parties de ce grand travail, elle puisse interrompre cet ordre pour délibérer sur la rectification des articles qu'elle aura précédemment adoptés. Si elle peut s'en occuper, ce sera peut-être pour persister dans ses premières résolutions nonobstant les vôtres. Une telle marche pourroit rendre la loi du budget interminable.

Il n'y a qu'un moyen à mon sens d'obvier à cette difficulté, et il est employé partout où un vote commun doit se former des délibérations de plusieurs ordres ou chambres séparées, plus ou moins nombreuses. Ce sont les communications par commissaires, tandis que l'on délibère encore et préalablement à tout résultat définitif. Ces commissaires connoissent les intentions des Chambres ou ordres auxquels ils appartiennent. On s'entend, on s'explique. Les Chambres sont informées du progrès de ces conférences; d'ordinaire elles en adoptent les résultats, si non les conférences sont continuées. Mais dans l'un



comme dans l'autre cas, chaque Chambre n'étant point encore liée par son vote d'adoption poursuit et n'interrompt pas long-temps le cours de ses autres délibérations.

Telles étoient les relations et corrélations à la diète de l'Empire germanique. C'est ainsi que l'on procède en Suède, au congrès des États-Unis, et en Angleterre, dans ces conférences des commissions respectives réunies dans la *chambre peinte*. Aussi long-temps que ce moyen, ou quelque moyen semblable, ne sera pas adopté, le concours de la Chambre des Pairs à la loi importante de finances ne sera qu'une formalité dépourvue de tout ce qui pourroit le rendre efficace et réel.

Les développements contenus au rapport que nous avons entendu avant-hier sont dignes par leur sagesse des nobles Pairs qui vous les ont présentés, et les Ministres n'auront pas été sans avantage pour la chose publique témoins de l'attention que vous y avez donnée.

Une observation importante et juste de la Commission a paru frapper la Chambre : c'est que les soulagemens accordés à la propriété foncière profitent en dernière analyse au fisc même. Mais, j'ai cru aussi entendre que sur les 900,000,000, qui composent les re-

cettes, 118,000,000 ne sont point à la charge des contribuables. La vérité a présidé à la rédaction du rapport, et la commission n'a pas eu l'intention de nous présenter un allègement fictif.

Il convient cependant d'examiner si cette somme de 118 millions *ne coûte absolument rien aux contribuables*; et si au contraire elle ne doit pas être considérablement réduite.

1<sup>o</sup> Il est vrai que la plus forte partie des 17 millions du revenu des bois n'est pas, à proprement parler, un impôt, c'est une ressource additionnelle aux impôts. Mais cette ressource en diminue la matière; les bois de l'État, tant qu'ils lui restent, ne paient ni contribution foncière ni droits de mutation. Ce qu'ils ne produisent pas à cet égard, retombe à la charge des contribuables: la somme est de 4,000,000, au moins.

2<sup>o</sup> Les 24 millions des postes sont le produit brut du prix du transport des lettres. Si on en déduit 12 millions présentés en dépense pour les frais de ce transport, il restera un excédant de 12 millions, et c'est un impôt, puisqu'il est le résultat des taxes imposées au-delà des besoins du service. Ce service abandonné aux spéculations privées, seroit beaucoup moins cher de

tout le bénéfice que fait le trésor, et peut-être par-delà ce bénéfice, car les compagnies sont d'ordinaire plus économes que les administrations.

3° Le bénéfice du monopole du tabac, sur 65 millions, est de plus des deux tiers.

Ainsi le produit de la vente pour 1823, étant au budget de 65,000,000 fr.

Le bénéfice du monopole est de 43,333,334

Il y a une somme de . . . . 21,666,666

qu'on ne doit pas regarder comme un impôt, parcequ'elle représente la valeur du tabac et de son exploitation; le reste est un impôt, ci 43,333,334

4° La valeur naturelle des sels livrés à la consommation, ne peut être fixée avec précision; mais il est à-peu-près certain que cette valeur naturelle est d'un vingtième du produit. Ainsi la déduction ne seroit pas de 8 millions, mais de 2,625,000 f. Au surplus, le produit des sels est perçu, non comme vente, mais comme droits sur la consommation; d'où il suit que presque tout ce qui est perçu est un impôt.

5° Les 2,400,000 fr. portés au budget pour les sels de l'est, forment le prix du bail qui, en dernière analyse, est un véritable impôt qui



pèse sur les consommateurs, puisqu'il a pour effet d'augmenter d'autant le prix des sels.

|                                                               | DÉDUCTIONS<br>PROPOSÉES<br>AU RAPPORT. | DEDUCTIONS<br>RECONNUES | DIFFÉRENCES<br>EN MOINS. |
|---------------------------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------|--------------------------|
| 1 <sup>o</sup> Revenu des bois...                             | 17,000,000 f.                          | 13,000,000 f.           | 4,000,000 f.             |
| 2 <sup>o</sup> Postes .....                                   | 24,000,000                             | 12,000,000              | 12,000,000               |
| 3 <sup>o</sup> Vente des tabacs...                            | 30,000,000                             | 21,600,000              | 8,400,000                |
| 4. Sels. ....                                                 | 8,000,000                              | 2,600,000               | 5,400,000                |
| 5 <sup>o</sup> Produit de l'Inde et<br>salines de l'est. .... | 4,000,000                              | 1,600,000               | 2,400,000                |
| 6 <sup>o</sup> Arrérages de rentes.                           | 4,000,000                              | 4,000,000               | "                        |
| 7 <sup>o</sup> Excédant de 1821..                             | 31,000,000                             | 31,000,000              | "                        |
|                                                               | 118,000,000 f.                         | 85,800,000 f.           | 32,200,000 f.            |

J'aurois beaucoup d'observations à faire sur le septième article ; mais je me borne à dire que 32,200,000 fr. doivent être retranchés des déductions énoncées par la commission.

Votre commission, Messieurs, a appelé votre attention sur la diminution qui, dans différentes contrées de l'Europe, s'établit sur presque tous les produits du sol ; les observations judicieuses qu'elle a faites à ce sujet méritent la plus sérieuse attention. Mais, avant d'entrer dans quelques développements, je m'arrête à une expression dont elle s'est servie ; car si jamais il

fut important de ne pas laisser de doutes sur le sens des mots, c'est dans une telle matière. Le changement survenu dans le prix des productions de la terre, a été appelé *baisse*, et si on veut absolument le nommer ainsi, j'y consens. Il y a eu *baisse* en effet quand les froments étoient tombés à 8 et 9 francs l'hectolitre dans les départements de l'Alsace et de l'ancienne Lorraine; mais ces produits ont recouvré un peu plus de valeur: l'hectolitre est remonté de 12 à 13 francs dans ces mêmes départements, et je ne puis, sans explication, appeler ce dernier prix du nom de *baisse*. Propriétaires nous-mêmes, et intéressés à ce qu'on pourroit avec plus de raison appeler hausse, je n'hésite pas à dire que la *baisse* n'est que le retour aux prix naturels. Si le sens que je donne au mot *baisse* est fondé sur une expérience de quelques années qui s'étend du Canada et des États-Unis jusqu'à la Baltique et à la mer Noire, vous jugerez, Messieurs, des effets que cette baisse des denrées territoriales doit avoir, non seulement sur la contribution qui nous occupe, mais aussi sur les baux, les salaires, les gages, les marchandises fabriquées, les travaux de tout genre, et sur le prix même des immeubles. Vous reconnoîtrez dans cette circonstance la cause du malaise qui se fait sentir



parmi tant de classes, et plus particulièrement dans quelques provinces. Malheureusement la date des baux, celle de l'augmentation des contributions, de l'élévation des salaires; l'époque de l'accroissement de la dette publique, celle des traitements et des pensions se rapportent à ces temps de hausse. C'est quand les revenus privés sont considérablement réduits, que toutes ces choses doivent être payées, et il ne sera pas facile de les réduire en proportion. Les espèces deviennent rares dans plusieurs départements, la contribution foncière s'y paie d'autant moins facilement que sa division par douzième (utile à beaucoup d'égards) n'a cependant plus de correspondance avec les époques des récoltes.

Un État trop chargé d'impôts perd sa vigueur et sa place dans la balance politique des puissances; car en paix il n'est ni craint, ni respecté: en guerre il est hors d'état, non seulement d'attaquer, mais même de se défendre. Sa principale force est dans les propriétaires fonciers et industriels. Ils ont toujours été prompts et dociles dans les crises publiques; leurs contributions sont un secours nécessaire dans les circonstances difficiles; et il importe en effet qu'ils soient toujours prêts aux plus grands sacrifices: autrement un état deviendrait la



proie de l'anarchie ou d'un conquérant. Mais si ces contributions extraordinaires, au lieu de cesser après la crise, deviennent perpétuelles, il en résulte, ou que l'État tombe dans l'impuissance, ou bien que l'intérêt à sa conservation et l'esprit public sont altérés, le lien social relâché; car il doit exister des rapports entre le service que nous recevons et la compensation qui nous est demandée pour ce service. Ces rapports une fois troublés, tout se confond dans l'indifférence.

Ces vérités sont aussi anciennes que le monde, et n'ont pas besoin d'être développées.

Ce que j'ai dit de la contribution foncière est appliqué à la plupart des autres espèces de contributions à mesure qu'elles se présentent à nos délibérations. Il n'en est point qu'on ne trouve susceptible d'une utile réduction, comme il n'est point de dépense dont l'accroissement n'ait aussi ses patrons. On en conclut avec raison que si un grand revenu public est nécessaire à la société, une juste et sage répartition des impôts est la première condition de toute loi financière; que parmi les dépenses vraiment utiles aucune n'est au premier rang, et qu'on n'en peut ajourner une seule sans introduire le désordre dans l'État. Je ne craindrai pas de répéter ce qui a

été dit et redit tant de fois : les impôts et les dépenses doivent être administrés de sorte que toutes les réductions que la sagesse et la prudence autoriseront, puissent être faites là où il y a possibilité de les diminuer. On a dit souvent que la victoire étoit au dernier écu : ce qui est encore plus vrai, c'est que l'influence, la considération et l'indépendance seront à la puissance qui saura le mieux appliquer la science de l'économie.

Un seul mot de votre commission , Messieurs , auroit pu être la matière de beaucoup de développemens auxquels une foule d'autres objets ne lui a pas permis de s'arrêter. Elle a reconnu que la dette publique étoit associée pour un huitième à la propriété foncière ; et si elle eût établi ses calculs sur l'impôt en général, elle auroit trouvé que beaucoup de propriétés y sont associées pour plus du tiers. Elle a indiqué à nos méditations *l'influence des impôts sur les mœurs*. Je saisis cette heureuse expression , et je vais m'en prévaloir pour m'engager dans quelques considérations de simple théorie, quoique tout semble réel en matière de contribution.

Les propriétés sont le but et la fin de la société. Leur franchise ne peut être restreinte que pour

l'utilité publique bien constatée. Cette franchise est la mesure de l'intérêt que les individus prennent à l'affermissement de l'édifice social, dont les fondements dans les monarchies sont ceux du trône même. Tel est le droit public de toutes les nations, et il est confirmé par l'expérience des siècles et l'exemple des souverains qui ont le mieux connu l'art de gouverner des hommes.

Ce droit public a déclaré partout, et dans tous les temps, la puissance souveraine dans un état de minorité par rapport à l'engagement de la propriété foncière. Le plus bel apanage d'un gouvernement représentatif n'est donc pas la co-propriété, comme on a quelquefois osé le dire; sa fonction consiste à économiser l'emploi des propriétés publiques et privées. L'observation de cette maxime a pour effet de rendre l'autorité plus impérative et plus énergique, parcequ'elle est alors tempérée par la loi imprescriptible des devoirs fondamentaux de l'ordre, parcequ'on obéit sans la moindre résistance quand tout ce qui est commandé est conforme à la justice et à l'intérêt public.

De grands efforts ont été faits de nos jours pour fonder les bases de la propriété d'une manière efficace et stable. Le cadastre, tout imparfait qu'il est, a fourni d'importants aperçus : quel-



ques inégalités sont devenues moins sensibles. Mais si l'on est parvenu à connoître un peu mieux les rapports qui existent entre la production avec ses frais et l'impôt, on a peut-être trop négligé d'assurer la stabilité des fortunes et leur conservation dans les familles. Une circonstance qui mérite toute l'attention du législateur, est le déplacement de la richesse et de l'aisance : elle a été depuis quelques années attirée dans notre capitale, et elle a quitté les extrémités pour le centre. Plusieurs départements éprouvent du malaise ; une partie de la misère reste cachée : nous la connoissons à peine, et l'éclat qui brille autour de nous ne parvient que trop aisément à nous éblouir. La dette publique a mis de fait une grande partie du revenu des terres, et même des produits de l'industrie, dans les mains des rentiers. Une terre trop chargée d'impôts ne pourra être long-temps conservée par celui qui les paie ; de même qu'un immeuble engagé pour moitié à un créancier, finira tôt ou tard par lui appartenir.

« Qu'importe à l'État, diront peut-être de  
 « prétendus politiques, tant qu'il y aura des bras  
 « pour cultiver le sol ; le nom ou le titre du  
 « propriétaire sont indifférents au corps politi-  
 « que. » Mais ne voient-ils pas que leur indif-

férence détruiroit elle-même tout ordre et tout pacte social ; que la guerre des créanciers deviendrait plus cruelle que celle des étrangers ; et que toutes celles de ce genre , dont l'histoire nous a transmis le souvenir , ont tourné en faveur des propriétaires ?

Autant l'abus du crédit est désastreux pour les États , autant sa gestion sage , combinée , et fondée sur des gages certains toujours affectés aux extinctions , sans énerver les recettes qui ont déjà leur destination , est-elle utile , et même indispensable. Mais sans un ordre clair , évident , et scrupuleusement fidèle , tant à l'égard des besoins que des gages abandonnés aux prêteurs , les États comme les particuliers sont obligés de remplacer le crédit par des affaires ruineuses ; de traiter avec l'usurier , de le tenter par des chances , des jeux , des emprunts ; et ce qui est plus perfide encore , par des anticipations sur les revenus publics , sur les divers services.

Ce simulacre ruineux du crédit est le destructeur de l'ordre des comptabilités ; c'est le gouffre où s'abyme la confiance publique ; c'est lui qui échauffe et nourrit cet esprit de vertige , de jeu effréné , de dépenses et de luxe extravagant sans proportion avec les fortunes.

La science de l'agiotage portée à son plus haut degré, a répandu au milieu de nous des habitudes funestes, dont les grands ne rougissent pas, et dont la honte ne détourne pas les petits. Les gains du journalier et du mercenaire vont se perdre dans le gouffre de la loterie, ou dans ces abominables maisons de jeu, qui trouvent encore des défenseurs. Le vrai négoce et les opérations solides de commerce ont été remplacés par des paris sur des denrées imaginaires. On renouvelle cette doctrine absurde, que les dettes sont nécessaires à un grand État. On s'est efforcé de la propager dans les provinces et jusque dans les hameaux. Les capitaux qui devoient améliorer de jour en jour la propriété territoriale ou l'industrie nationale, ont été inscrits au grand-livre. La banque, établie pour l'utilité du commerce, a perdu de vue le principe de son institution. Elle est gouvernée avec sagesse, et cependant elle n'auroit pas une existence de six mois, si elle n'eût été transformée en une succursale du Trésor, et si, à son tour, elle n'étoit devenue rentière.

Tel est notre état au sein même de la paix, et cependant, Messieurs, tout pénible qu'il est, il n'est pas sans remède. L'activité, le zèle, l'industrie nationale, sont toujours prêts à recevoir



les meilleures directions. Un régime de l'administration des finances éclairé et permanent contribuera inmanquablement à corriger les fautes commises dans l'emploi du crédit des revenus et des ressources du royaume. Fondé sur des principes invariables, il ne dépendra plus des systèmes versatiles des administrateurs, de leur caractère, de leurs conseillers, du degré de leur ignorance ou de leur capacité, de la rigueur ou du relâchement de leur morale. La publicité et l'authenticité garantiront l'exactitude et l'utilité des recettes et des dépenses, et les Chambres s'empresseront à concourir à tout ce qui pourra contribuer à la gloire du Roi et à la prospérité de la nation.

Je vote pour l'adoption.

---



CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du vendredi 16 août 1822.

---

OPINION  
DE M. LE COMTE ROY,  
SUR le projet de loi relatif à la fixation du budget  
des dépenses et des recettes de 1823.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



De

dis-  
tic

tiv  
et  
l'a

et  
po

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte ROY, sur le projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823.

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis, en ce moment, à la discussion de la Chambre présente deux questions principales.

La première est relative à la fixation définitive de la dette arriérée; la seconde aux moyens et aux crédits demandés pour en compléter l'acquittement.

C'est particulièrement sur ces deux questions et sur celles qui s'y rattachent que je me propose, Messieurs, d'appeler votre attention.

M. le Ministre des finances a demandé un

crédit additionnel de 400 mille fr. de rente, pour effectuer, avec celui de 2 millions ouvert par l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 15 mai 1818, l'inscription au grand-livre de la totalité des créances arriérées antérieures au premier janvier 1810.

Il a proposé de fixer à 350 millions l'émission des reconnoissances de liquidation, pour l'acquittement des créances arriérées, du 1<sup>er</sup> janvier 1810 au 1<sup>er</sup> janvier 1816, lorsque le crédit de 15 millions accordé, chaque année, pour le paiement des intérêts de cette dette, à compter du 5 mai 1816, n'a été calculé que dans la supposition d'une dette de 300 millions.

Enfin il a annoncé la nécessité d'un crédit supplémentaire de 15,951,358 fr. sur l'exercice 1822, pour les intérêts, depuis le 5 mai 1816 jusqu'au 22 septembre 1822, de la somme de 50 millions qui fait la différence entre le capital supposé de 300 millions, et celui de 350 millions auquel le Ministre propose aujourd'hui de fixer définitivement cette partie de la dette.

On a vu, dans ces demandes diverses, une augmentation de 50 à 60 millions dans les évaluations de la dette arriérée, telles qu'elles ont été réglées par la loi du 15 mai 1818. L'opinion s'en est agitée, je dirois presque alarmée.



Des esprits sages, des hommes éclairés, ont même encore des doutes, et plusieurs ont conservé la pensée que les évaluations de la loi du 15 mai 1818 étoient dépassées, et reproduites aujourd'hui avec cette augmentation réelle ou supposée de 50 à 60 millions.

Il est donc important que la question soit bien éclaircie.

Le 22 avril dernier je vous disois moi-même que *les liquidations totales de l'arriéré amèneraient, dans nos charges annuelles, une augmentation de 2 à 3 millions, indépendamment du retour qu'elles rendroient nécessaire sur le passé.*

C'étoit vous annoncer la nécessité d'une émission de valeurs de 40 à 60 millions au-delà de celles pour le paiement des intérêts desquelles des crédits ont été ouverts chaque année; c'étoit vous annoncer aussi la nécessité d'un crédit supplémentaire proportionnel pour l'acquittement des intérêts, depuis le 5 mai 1816.

Mais résulte-t-il de là que les évaluations fixées, par la loi du 15 mai 1818, soient dépassées? C'est ce que je vais examiner.

L'article 6 de la loi du 25 mars 1817 a ordonné la formation et la présentation aux

Chambres d'un compte général de l'arriéré antérieur à 1816.

Ce compte a été produit en décembre 1817, et annexé à la proposition de loi de finances de 1818.

Les résultats en étoient arrêtés au 1<sup>er</sup> octobre 1817.

Ils établissent, à cette époque, une dette totale de . . . . . 727,602,028 fr.

Sur laquelle il avoit déjà été ordonnancé. . . . . 368,191,059 fr.

Et il restoit à ordonnancer 359,410,969

---

Total égal. . . . . 727,602,028 fr.

La loi du 15 mai 1818 a fixé à cette somme de 727,602,028 fr. l'arriéré antérieur à 1816; car il est évident qu'en limitant par les articles 1 et 2 le *restant à ordonnancer*, au 1<sup>er</sup> octobre 1817, à 359,410,969 fr., cette loi a admis et reconnu toute la partie de la dette arriérée montant à la somme de 368,191,000 fr., *précédemment ordonnancée*.

Or, les comptes rendus au 1<sup>er</sup> juin 1822 (1) établissent qu'à cette époque il avoit été payé, sur les crédits autres que ceux spéciaux en ren-

---

(1) Page 79 du budget de 1823.

tes et reconnoissances de liquidation, savoir :

En numéraire. . . . . 20,768,400 fr.

En obligations royales. . . . . 35,986,065

En délégations sur les bois  
de l'État. . . . . 6,848,108

En rentes tant sur le résidu  
du crédit d'un million ouvert  
par la loi du 20 mars 1813,  
que sur les crédits non limités  
ouverts par les lois des 23 sep-  
tembre 1814 et 28 avril 1816 183,953,325.

Total. . . . . 247,555,898 fr.

On propose de porter à 2,400,000 fr. de  
rentes le crédit provisoire de deux millions de  
rentes ouvert par la loi du 15 mai 1818, ou en  
capital, à 48,000,000.

Et de fixer l'émission des reconnoissances de  
liquidation à 350,000,000 ;

De telle manière que le capital employé pour  
l'extinction totale de la dette arriérée ne s'élè-  
vera qu'à la somme de 645,555,898 fr.,

Au lieu de celle de 727,602,028 fr., montant  
de l'évaluation de la loi du 15 mai 1818.

Ainsi, bien loin qu'il y ait augmentation  
sur les évaluations faites par cette loi, il y a  
atténuation ou diminution d'une somme de  
82,046,130 fr.



Cette diminution bien constante, bien réelle, eût même dépassé 90 millions, si une loi spéciale n'avoit ordonné l'admission et le paiement des créances algériennes, dont le montant n'avoit pas été, et n'avoit pas dû être compris dans l'évaluation de l'arriéré.

L'erreur de ceux qui ont supposé que le projet de loi élevoit la dette de l'arriéré à 60 millions de plus que la fixation qui en a été faite, par la loi du 15 mai 1818, a eu deux causes.

Ils n'ont d'abord pas fait attention que la loi du 15 mai 1818, en fixant à 297,630,144 fr. le restant à ordonnancer, au 1<sup>er</sup> octobre 1817, sur les créances de 1810 à 1816, ne comprenoit pas dans cette somme la partie de la dette arriérée, acquittée en reconnoissances de liquidation antérieurement à cette époque.

D'un autre côté, ils ont établi leurs calculs sur le crédit de 15 millions que les lois de finances ont accordé, chaque année, pour le paiement des intérêts des reconnoissances de liquidation, et ils en ont induit que l'évaluation du capital avoit été fixée à 300 millions.

Ils ont oublié que le Ministre des finances, en s'appuyant sur les calculs que j'ai rappelés, et en partant même de la supposition d'une ré-

duction de 50 millions, avoit demandé, dans les projets de loi portant règlement des budgets antérieurs à 1819, et dans celui de 1819, un fonds annuel de 18 millions, pour l'acquittement des intérêts des reconnoissances, d'après leur évaluation à un capital de 360 millions.

Mais l'évaluation de 360 millions n'avoit rien de positif: les réductions pouvoient s'élever à une somme plus forte que celle qui étoit prévue: les liquidations se faisoient avec lenteur; les besoins étoient grands, et il n'étoit pas raisonnable d'accumuler dans le trésor des sommes considérables, pour des paiements incertains qui, dans tous les cas, ne devoient s'effectuer que dans un grand nombre d'années. On réduisit donc à 15 millions la demande d'une somme annuelle de 18 millions pour le paiement des intérêts des reconnoissances de liquidation, sauf à accorder ultérieurement les suppléments de crédit nécessaires, si le progrès des liquidations en faisoit connoître le besoin. On agit, à l'égard de l'évaluation du capital de la dette payable en reconnoissances de liquidation, comme la loi du 15 mai 1818 avoit agi elle-même à l'égard de la dette payable en rentes: elle en avoit fixé l'évaluation à la somme de 61,780,000 fr., et cependant elle n'avoit

ouvert au Ministre des finances, pour l'inscription de ces créances, qu'un crédit provisoire de 2 millions de rentes, au capital de 40 millions.

Les doutes qu'on a cherché à faire naître sur les évaluations de la dette arriérée, telles qu'elles sont présentées, n'ont donc aucun fondement.

Mais, la loi du 25 mars 1817 a ordonné que les reconnoissances de liquidation seroient remboursées intégralement, à commencer de l'année 1821, par cinquième, d'année en année, et que les remboursements se feroient en numéraire, et, à défaut, en inscriptions de rentes au cours moyen des six mois qui auroient précédé l'année du remboursement.

Des crédits en rentes, montant à 7,303,286 fr., ont déjà été accordés, par les lois des 8 mars 1821, et 1<sup>er</sup> mai 1822, pour le paiement de 120 millions de reconnoissances, à raison de 60 millions seulement pour chacun des deux premiers cinquièmes.

Sur ces crédits en rentes le trésor n'a encore disposé que de 1,294,776 fr. de rentes comprises dans la négociation du 9 août 1821, pour



l'acquittement des deux premiers sixièmes des annuités : 6,008,510 fr. de rentes demeurent donc au trésor.

D'un autre côté, les fonds restent à faire pour 230 millions de reconnoissances; savoir, 20 millions pour le complément des deux premiers cinquièmes, à raison de 70 millions pour chaque cinquième, au lieu de 60 millions; et 210 millions pour les trois derniers cinquièmes qui doivent être payés à compter des 22 mars 1823, 22 mars 1824, et 22 mars 1825.

Le projet de loi n'accorde pas seulement un crédit en rentes pour le troisième cinquième de reconnoissances qui doit échoir, en 1823, et pour le complément des deux premiers cinquièmes échus en 1821 et 1822; mais, sur la demande de M. le Ministre des finances, il met, dès à présent, à sa disposition les rentes nécessaires pour le remboursement des deux derniers cinquièmes qui ne doivent échoir qu'en 1824, et 1825.

Il lui ouvre, en conséquence, un crédit de 13,106,006 fr. de rentes, avec jouissance du 22 septembre 1823, représentant un capital de 230 millions, au taux de 87 fr. 74 c.  $\frac{3}{5}$ , cours moyen des six derniers mois de l'année 1821, dont la

négociation ne pourra avoir lieu qu'en stipulant des termes de paiement combinés avec les échéances des effets à rembourser.

M. le Ministre des finances a annoncé que cette négociation seroit faite dans le courant de l'année 1823, et qu'elle comprendroit la totalité des rentes affectées au paiement des reconnoissances de liquidation.

Ces diverses dispositions présentent des difficultés.

Il ne faut pas, en les exagérant, s'exposer à entraver, sans nécessité, ou, du moins, sans une grande utilité, la marche de l'administration : mais, en même temps, il est bien de les prévoir et de les discuter, pour en prévenir les inconvénients, s'ils sont réels, et pour affermir l'opinion, si elle avoit des incertitudes.

La stabilité, si nécessaire, en général, dans les lois, est peut-être plus indispensable encore dans les lois de finances. On peut toujours craindre en les changeant d'ébranler la confiance et d'altérer le crédit : les divers intérêts se sont d'ailleurs réglés sur leurs dispositions, et elles sont une sorte de convention avec le public, et avec chaque particulier.

Toutefois, je suis peu touché de l'objection qui consisteroit à dire que le crédit en rentes, pour le remboursement des reconnoissances de liquidation, ne doit être ouvert que, chaque année, à partir de 1821, aux termes de la loi du 25 mars 1817, puisque, suivant cette loi, il doit être réglé et déterminé d'après le cours moyen des six derniers mois qui auront précédé l'année du remboursement.

Cette disposition de la loi du 25 mars a eu pour objet un cas différent de celui dans lequel on se trouve désormais. La loi ordonnoit que le paiement auroit lieu en numéraire; mais elle ajoutoit qu'à défaut de paiement en numéraire, il seroit fait en rentes, au cours des six derniers mois qui auroient précédé l'année du remboursement. Il falloit bien que, pour ce dernier cas, elle réglât le cours auquel le trésor et les créanciers seroient obligés, l'un de donner, et les autres de recevoir la rente.

Mais ce cas n'est plus celui dans lequel on doit se placer et raisonner : le mode de paiement en rentes a été abandonné, avec raison, et par conséquent les dispositions qui s'y référoient.

On peut dire encore que le crédit doit s'a-



méliorer successivement, et qu'on négocieroit avec plus d'avantage pour le trésor les rentes affectées au remboursement de chaque cinquième des reconnoissances, en ne faisant cette négociation que, chaque année, et pour chaque échéance des reconnoissances.

Cette objection paroît d'abord sérieuse.

Cependant, il faut voir que le terme d'une année, qui doit s'écouler avant que la vente puisse être faite, et celui de dix-neuf à vingt mois, qui devra encore être donné aux acheteurs après la vente, laissent à la caisse d'amortissement près de trois années pour exercer son action, et au crédit tout le temps de se développer et de s'élever; enfin, qu'en ne stipulant les paiements que pour les époques d'échéance des reconnoissances on suit le cours naturel des choses; qu'on en confie seulement le succès à l'intérêt particulier; qu'en paroissant devancer l'époque de l'amélioration successive, on ne fait qu'en réaliser, à l'avance, les résultats au profit du trésor, puisque les acheteurs qui seront subrogés à sa place feront entrer, dans leurs calculs, et, dans leurs offres, les effets de la hausse progressive dans l'intervalle des échéances, qui est aussi l'intervalle des paiements.

On doit même raisonnablement penser que

le crédit éprouvera une nouvelle amélioration , et que le trésor retirera de nouveaux avantages d'une négociation unique qui comprendra toute la masse de rentes affectées au paiement des reconnoissances , en considérant que , par une grande opération , on obtiendra davantage l'intervention et le concours de ces compagnies puissantes dont les noms même excitent la confiance et exercent sur le crédit une grande influence.

Je ne mets non plus aucune importance à la fixation du cours de 87 fr. 74 cent.  $\frac{3}{5}$  qui est la base de la fixation du crédit de 13,106,006 fr. de rentes accordé par le projet de loi.

Je sais que ce cours seroit trop modéré s'il devoit servir de base à la négociation ; que le cours moyen des six derniers mois de l'année 1821 a été affoibli par les évènements politiques des deux derniers mois , et par l'influence momentanée sur le crédit , d'un changement d'administration ; que la fixation du cours seroit sûrement bien plus élevée si elle étoit , conformément à la loi du 25 mars 1817 , déterminée , annuellement , d'après le cours de la rente dans les six derniers mois qui auroient précédé l'année du remboursement.

Je sais même que le cours de 87 fr. 74 c. est encore atténué par celui auquel le trésor est propriétaire d'autres rentes dont la combinaison avec le nouveau crédit demandé n'établit qu'un cours moyen de 86 fr. 32 c. un cinquième.

Ces considérations seroient toutes puissantes si la loi faisoit un forfait, avec M. le Ministre des finances, et si elle lui accordoit 19,114,516 fr. de rentes pour faire, à ses profits et risques, le remboursement des reconnoissances de liquidation.

Mais il n'en est pas ainsi.

Le crédit accordé est un crédit sauf à compter; s'il étoit insuffisant, il y seroit suppléé par une augmentation de crédit : s'il est trop considérable, il ne devra pas être consommé. Le Gouvernement pourra toujours connoître la masse de rentes qu'il devra aliéner pour l'entier remboursement des reconnoissances, par le *minimum* qu'il déterminera pour le prix de la négociation : le surplus sera rapporté et annulé.

On ne peut même pas craindre que le crédit accordé pour le remboursement des reconnoissances de liquidation soit employé à d'autres dépenses ; ce crédit est un crédit spécial et extraordinaire nécessairement limité à son objet,



qui est le remboursement du capital de la dette arriérée du 1<sup>er</sup> janvier 1810 au 1<sup>er</sup> janvier 1816 : il ne peut même s'étendre au paiement des intérêts des reconnoissances, ou des arrérages de rentes qui les remplacent, puisque ces intérêts et ces arrérages font partie du service courant pour lequel les fonds nécessaires sont faits annuellement.

On se tromperoit si on cherchoit des motifs de crainte dans l'application qui est faite aux besoins du service courant des bénéfices de la négociation des 12,514,220 fr. de rentes vendues le 9 août 1821.

Les rentes qui faisoient l'objet de cette négociation se composoient

De 1,674,500 francs, restant du crédit de 16,600,000 fr. de rentes, ouvert par les lois des 6 et 15 mai 1818, dont la vente, à cette époque, n'a laissé qu'un déficit à couvrir de 10,650,000 fr. ;

De 1,294,776 fr. de rentes affectées au paiement des annuités soumises à un compte spécial, par la loi qui en a autorisé l'émission, et dont les deux tiers restent à rembourser ;

Enfin, de 9,544,944 fr. de rentes, acquises sur la place, ou des étrangers.

La différence entre le prix auquel ces rentes ont été acquises, et celui auquel elles ont été vendues, constitue, au profit du trésor, un véritable bénéfice qui doit prendre place dans les recettes diverses de l'année 1821, et dont le montant peut régulièrement être appliqué au service courant.

Néanmoins, et alors que les mesures proposées pour la négociation des rentes affectées au remboursement des reconnoissances de liquidation doivent être adoptées, et qu'il ne peut être douteux que ces rentes ne soient aliénées que jusqu'à la concurrence de la somme nécessaire pour opérer ce remboursement, on peut encore apercevoir, dans l'ensemble des dispositions du projet de loi, quelques difficultés qu'il est encore utile de faire pressentir, pour que l'administration puisse les prévenir ou les éviter.

Il sera, d'abord, difficile de donner aux acheteurs, pour une partie de rentes, peu considérable il est vrai, des délais assez longs pour que les termes de paiement puissent se combiner avec les dernières échéances des annuités, lorsque ces dernières échéances doivent se prolonger jusqu'au 22 décembre 1825, et 22 décembre 1826.

D'un autre côté, le résultat de l'aliénation d'une quantité de rentes suffisante pour obtenir une somme de 330 millions, c'est-à-dire une somme égale au capital des reconnoissances de liquidation, soit que le montant en soit dû aux porteurs, soit qu'il soit dû au trésor, qui auroit fait l'avance du remboursement, seroit certainement, d'une part, de retirer de la circulation la totalité des effets à échéance, puisque tel seroit le but et le motif de la négociation, et, d'une autre, d'établir, en même temps, dans les caisses du trésor, une stagnation de fonds de plus de 100 millions, puisque, dans tous les temps, les recettes dépassent les dépenses de plus de 100 millions, et que, d'après la situation au 1<sup>er</sup> avril dernier, elles les dépassoient de 163 millions que je veux bien ne faire entrer en compte que pour 100 millions, à cause de cette ancienne différence de 67 millions qui se reproduit chaque année.

L'excédant habituel des recettes sur les dépenses deviendra même bien plus considérable, lorsqu'on sera parvenu à détruire toutes les caisses particulières, qui, par un abus qui ne peut plus être toléré long-temps, absorbent et retiennent les fonds du trésor.

Or, l'un et l'autre des résultats que je viens



d'indiquer auroient de grands inconvénients.

Il faut des effets à échéance qui puissent procurer un emploi aux fonds qui ne se portent pas, et qui ne peuvent même se porter sur la rente.

Il faut aussi continuellement rendre à la circulation les fonds que la circulation ramène continuellement au trésor, soit parceque cette continuelle circulation est nécessaire pour la reproduction et la prospérité publique ; soit parcequ'une stagnation considérable de fonds entraîneroit, pour le trésor, de grandes pertes d'intérêts.

On diminueroit peu les inconvénients, en remboursant aux receveurs généraux 15 ou 20 millions sur leurs fonds particuliers ; et on ne feroit que les déplacer, en versant à la caisse des dépôts les 20 ou 25 millions dont le trésor est débiteur, en compte courant, envers les départements, les communes et les établissements publics : car la caisse des dépôts qui paie des intérêts, la caisse des dépôts dont les bénéfices profitent à la fortune publique, dont les pertes pèseroient sur elle, et qui place ses fonds sur les effets à échéance du trésor, manqueroit d'emploi, et pour les fonds qui lui seroient reportés,

et pour ceux même déjà si considérables dont elle est dépositaire.

Ce sera peut-être, un jour, une vue utile pour tous les services, et pour tous les intérêts, que l'acquittement des dépenses publiques en effets du trésor à échéance, continuellement acquittés par lui, et continuellement garantis par les crédits votés.

Avant de finir sur la dette arriérée, je dois parler encore de quelques dispositions qui ont été faites des valeurs destinées à en opérer le remboursement.

A des époques diverses, une partie de ces valeurs a été remise à des chefs de service, au profit desquels les ordonnances ont été délivrées sur les états qu'ils ont présentés, ou pour l'acquittement des dettes qu'ils ont déclarées.

Ces chefs de service n'ont été, à cet égard, que les agents du trésor ou du Ministre des finances : ils sont devenus comptables envers lui, et tous doivent lui rétablir, ou les valeurs qui leur ont été délivrées, ou les acquits des parties prenantes elles-mêmes.

Parmi les chefs de service, au profit desquels

il a été fait des dispositions irrégulières de valeurs de l'arriéré, je ne puis pas ne pas citer, de nouveau, la caisse des Invalides de la marine qui, *sans aucun droit*, en a reçu pour 89,250,269 fr. 65 c.

Les fonds versés dans cette caisse, depuis le décret du 27 nivose de l'an 9, et en vertu de ce décret, étoient, d'après les termes exprès de ce même décret, réputés *deniers publics* : ils formoient une caisse de réserve dont le chef du Gouvernement disposoit. L'application qu'il en a faite aux dépenses publiques ne pouvoit évidemment donner lieu à aucune répétition, à aucune créance, à aucune liquidation au profit de cette caisse qui, indépendamment d'autres attributions, prélève encore trois pour cent, c'est-à-dire 1,800,000 fr. chaque année, sur les dépenses du département de la marine, élevées, depuis peu, à 60 millions.

Rien n'est plus grave, en même temps que rien n'est plus irrégulier, que cette distraction de 90 millions de valeurs de l'arriéré, pour être appliquées à un service courant.

Ce qui ne l'est pas moins, c'est que cette partie si importante de la fortune publique soit placée sous la surveillance immédiate et exclusive du *Ministre de la marine*; c'est qu'elle ne soit pas



même sous celle des Chambres; c'est enfin, qu'elle soit un moyen de maintenir, pour les pensions du département de la marine, un régime particulier, intérieur, et administratif, au mépris de la loi du 25 mars 1817, et de toutes les autres lois, qui ont ordonné l'inscription, sur le livre des pensions du Trésor, de toutes les pensions à la charge de l'État, et qui les ont toutes assujetties à des règles générales et communes.

Ce que je viens de dire, Messieurs, je l'ai dit en 1818, en 1819, le 29 avril 1822; je l'ai dit au sein de l'administration dont j'ai eu l'honneur de faire partie; et dût ma voix être importune, sans autre pensée que celle du bien public, qui, dans les affaires publiques, sera toujours ma règle unique, je le redirai encore, jusqu'à ce que ce grand désordre ait enfin cessé.

Le temps m'a manqué, Messieurs, pour examiner, avec quelque soin, les dispositions du projet de loi étrangères à l'arrière: je ne vous présenterai donc que de bien courtes observations relativement à ces dispositions.

La première ne sera faite que dans l'intérêt de l'ordre.

Elle aura pour objet l'omission en recette et endépens d'une somme d'environ 6 millions qui sera versée, en 1823, par diverses compagnies, pour être employée aux ponts et canaux autres que ceux dont la confection ou l'achèvement ont été récemment autorisés par des lois qui n'existoient pas encore, lors de l'adoption du projet de loi de finances.

Les intérêts de cette somme sont seuls portés en recette. Les états imprimés, avec le projet de loi, donnent bien les détails nécessaires, en annonçant même que le Trésor portera en recette, *pour ordre*, dans ses comptes, les versements qui seront faits, par les compagnies; et que le ministère de l'intérieur ajoutera aux siens le montant des ordonnances qu'il délivrera sur les produits de ces versements.

Ce qui est fait, ce qui est promis, est beau-  
coup sans doute; mais ce n'est pas tout ce qui est à faire, ce n'est pas tout ce que vous devez attendre: il seroit encore bien irrégulier que des recettes et des dépenses qui sont *réelles* continuassent à ne pas figurer dans le budget de l'État, avec lequel les comptes doivent être en harmonie.

Il faudroit, un jour apparemment, ne pas y comprendre, non plus, les produits publics des-

tinés à rembourser les emprunts, et les primes qui y sont attachées. De grands inconvénients naîtroient de ces sortes de compensations, dont le moindre seroit de ne diminuer que fictivement, et en apparence, la masse des dépenses.

Ma seconde observation sera faite, à-la-fois, dans l'intérêt de l'ordre, et dans celui de ma propre administration.

La négociation qui a eu lieu, le 9 août 1821, des 12,514,220 fr. de rentes qui appartenoient au Trésor, a réalisé, à son profit, un bénéfice de 31,267,382 francs; mais, sur cette somme, 10,650,000 francs ont servi à couvrir le déficit résultant de la négociation, en 1818, des 16,600,000 francs de rentes, provenant du crédit ouvert par les lois des 6 et 15 mai de cette même année. Le bénéfice dont les exercices suivants doivent profiter se trouve réduit, par là, à la somme de 20,617,382 francs. Dans le système des exercices, qui est celui dans lequel nous sommes placés, ce bénéfice est un produit de l'exercice 1821, à quelque époque que le recouvrement en soit fait, puisqu'il a été acquis par une opération qui a eu lieu dans cette année, et qui appartient à cet exercice.

Les excédants de recettes, ou les bonifications



de l'exercice 1821, qui doivent être reportés aux exercices suivants, seront donc de 48,035,997 f. au lieu de 31,542,405 fr. compris au tableau des recettes de l'exercice 1823.

Le 29 avril dernier, parlant devant vous, Messieurs, j'avois dit qu'ils seroient au moins de 48 millions : ils excèdent de 36,000 fr. l'évaluation approximative que j'en avois faite alors.

Le déplacement d'une somme de 16,493,592 f. attribuée à l'exercice 1822, parce que le recouvrement en sera fait, dans cette année, a eu pour objet de couvrir le supplément de crédit qui sera demandé pour le paiement des arrérages de reconnoissances, depuis le 5 mai 1816, dont la dépense n'appartient pas, non plus, à l'exercice 1822. Ce supplément ne devant être proposé qu'en 1823, il eût été plus conforme aux usages suivis, et peut-être aux dispositions de la loi du 25 mars 1817, d'attribuer à-la-fois, en totalité, à cet exercice, et les excédants de recettes de 1821, et les suppléments de crédit, à la charge des années antérieures ; de même que l'exercice 1822 a déjà hérité de 38 millions de l'exercice 1820, après l'acquittement des suppléments de dépenses propres aux exercices précédents.

Au reste, tout sera facilement rectifié par la

loi qui réglera définitivement le budget de 1821 dont *l'aperçu* seulement est présenté. Cette loi constatera l'excédant de 48 millions; mais elle en fera le report, suivant leurs besoins, à chacun des exercices qui suivront, sans que cette répartition doive entraîner le plus léger changement à ce qui vous est aujourd'hui proposé.

Dans la dernière session, j'ai eu occasion, Messieurs, de vous faire observer qu'un amendement relatif à la petite bierre, proposé pour toute la France qui ne se plaignoit pas, mais dans l'intérêt d'un ou de deux départements du nord, constamment rejeté jusqu'alors, apporteroit dans les recettes des contributions indirectes une diminution de deux millions.

Un autre amendement, qui avoit toujours eu le même sort, vient également d'être adopté par le projet de loi que vous discutez, mais dans l'intérêt mal entendu de deux ou trois départements du midi. C'est celui qui supprime, pour toute la France qui ne s'en plaignoit pas, non plus, les droits d'entrée établis sur les huiles, au profit du trésor. L'article 15 du projet de loi qui a pour objet de rappeler, pour les maintenir, toutes les perceptions autres que les contributions directes, et qui se reproduit, annuellement, dans tou



tes les lois des finances, porte que *les perceptions de l'enregistrement, du timbre, des douanes, des contributions indirectes*, A L'EXCEPTION DU DROIT DE CONSOMMATION SUR LES HUILES, *des postes, des loteries, des monnoies, des droits de garantie, etc.*, continueront d'être faites, en 1823, conformément aux lois existantes.

L'exception, presque inaperçue, *du droit de consommation sur les huiles* n'avoit pas été proposée par le Gouvernement; elle apportera dans les recettes des contributions indirectes une nouvelle différence en moins de trois millions. Leur évaluation, adoptée par le projet de loi, n'en a pas même été diminuée de cette somme, quoiqu'elle ait été rigoureusement calculée sur les produits de la dernière année, c'est-à-dire sur les produits de 1821.

Cet impôt est supporté, pour la presque totalité, par les grandes villes du royaume, et pour plus de moitié par la seule ville de Paris; les habitants des campagnes n'en sont point atteints: c'est un impôt de consommation qui se paie à l'entrée, qui ne donne lieu à aucune augmentation de frais de perception, et qui n'a d'ailleurs aucun rapport avec les droits établis à l'entrée du royaume sur les huiles qui viennent de l'étranger lesquels sont compris dans l'évaluation des produits des douanes.



Les départements en vue desquels cet impôt est supprimé eussent eux-mêmes pris une part qui leur eût été bien plus profitable dans la diminution d'autres impôts généralement plus onéreux.

J'ai quelques regrets que les circonstances ne me permettent pas de proposer, à cet égard, un amendement.

J'aurois aussi désiré que le projet de loi n'eût présenté que le tableau des recettes et des dépenses de l'exercice 1823, d'après les lois existantes, et qu'on en eût éloigné les dispositions perpétuelles qui s'y trouvent encore en grand nombre : le temps de la session n'en eût pas été prolongé; et pendant que l'autre Chambre se fût occupée de l'évaluation et de la fixation des recettes et des dépenses, la Chambre des Pairs auroit pu discuter, avec soin et maturité, les projets de loi qui en auroient été séparés, et qui lui auroient été présentés distinctement.

Elle auroit examiné, par exemple, quelles augmentations de charges imposent à la France les nouvelles dispositions sur les pensions, et jusqu'à quelles sommes pourront s'élever un jour ces augmentations, après que, pendant trente ou trente-cinq ans, elles se seront annuellement accumulées.

Elle auroit encore examiné si ces nouvelles dispositions peuvent se concilier avec les règles générales et nécessaires de la non-réversibilité des pensions ; s'il n'est pas à craindre que les veuves des autres fonctionnaires morts en jouissance des pensions de retraite, ou en possession de droits à cette pension, ou, après vingt années d'activité, lorsqu'ils auroient rendu des services éminents, n'élèvent les mêmes prétentions que les veuves des militaires ; s'il n'étoit pas plus conforme à l'intérêt public et aux principes que les pensions qui sont accordées, avant le temps, et par exception aux règles générales, continuassent à être, comme par le passé, et suivant les lois actuellement existantes (1), l'objet de dispositions législatives particulières ; si l'appréciation arbitraire de services rendus, faite par une décision administrative, ne détruit pas toutes les garanties ; enfin, si des pensions qui sont accordées pour *dé-faut de moyens d'existence*, ne sont pas de véritables secours qui ne peuvent être continués que pendant le temps que durent les causes qui en ont déterminé la concession, et qui, par conséquent, ne peuvent être établis sur le livre des pensions, où ils demeureront inscrits alors même que le pensionnaire deviendrait opulent et riche le

---

(1) Loi du 14 fructidor an 6, art. 9.

lendemain du jour où il auroit obtenu la pension pour défaut de moyens d'existence.

C'étoit bien aussi un motif de sécurité que la considération que le ministère de la guerre accorderoit, avec plus de sévérité et de réserve des secours dont la dépense, annuellement discutée dans les Chambres, avoit, en outre, pour lui, l'inconvénient de grossir encore la masse énorme des dépenses de son service, que des pensions qui ne lui procureront que l'occasion d'exercer des actes de bienveillance, et qui ne lui présenteront d'autres inconvénients que celui d'augmenter le budget d'un autre ministère, c'est-à-dire, le budget de la dette publique, qui n'est soumis à aucune discussion.

J'ai lu, quelque part, que le dernier Ministre des finances avoit dit, en sortant du ministère, qu'il laissoit, au cabinet, un projet de loi particulière pour satisfaire les Suisses omis dans son budget.

Le noble Pair qui a fait cette observation ne s'est pas rappelé que, le 29 avril dernier, j'ai expliqué, avec quelques détails, à la Chambre, que, dans mon opinion, qui me paroît être aussi celle de la presque totalité de ses membres, le budget, réuni ou divisé par ministère, ne devoit contenir que des dispositions annuelles; qu'il ne devoit consister que dans les états d'évaluation



des recettes et des dépenses établies sur les lois existantes, et que c'étoit dans cette vue que le dernier budget avoit été rédigé et présenté.

J'avois donc dû réserver, pour être l'objet d'un projet de loi particulière, une disposition de pensions extraordinaire qui n'étoit point autorisée par les lois existantes; autrement j'aurois été en contradiction avec moi-même, et en opposition avec un principe dont le maintien me paroît aussi indispensable pour l'intérêt public, que pour la conservation des droits et de la dignité de la Chambre.

Messieurs, chaque jour voit s'élargir la porte par laquelle les pensions viennent s'établir à la charge de l'État, et s'altérer les principes conservateurs de l'ordre, dans cette partie importante des dépenses publiques, dont l'abus n'est compensé par rien d'utile. La France est sans doute incessamment appelée à une grande prospérité de finances, source et moyen de toutes les autres prospérités; mais, c'est en n'en détruisant point les conditions, et en persévérant invariablement dans le maintien des principes qui en sont la garantie, qu'elle y parviendra, ou la conservera.

---

SESSIONS  
p. 33.

CHAMBRE  
DES  
PAIRS DE FRANCE.

---

SESSION DE 1822.

Séance du vendredi 16 août 1822,

---

DISCOURS

PRONONCÉ

PAR M. DE VILLÈLE,

MINISTRE DES FINANCES,

POUR la défense du projet de loi relatif à la fixation  
du budget des dépenses et des recettes de 1823.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.

(Le Ministre n'ayant point rédigé ce discours qu'il avoit improvisé,  
on a été obligé de remplir, par l'extrait suivant, le numéro qui lui avoit  
été réservé dans les impressions de la Chambre.)

LIBRARY

OF THE

UNIVERSITY OF CHICAGO

1890

1891

1892

1893

1894

1895

1896

1897

1898

1899

1900

1901

1902

1903

1904

1905

1906



# CHAMBRE DES PAIRS.

## DISCOURS

PRONONCÉ par M. DE VILLELE pour la défense du projet de loi relatif à la fixation du budget des dépenses et des recettes de 1823.

*Extrait du Procès-verbal de la séance du 16 août  
1822.*

Le Ministre des finances demande à être entendu.

Il n'entre ni dans sa pensée, ni dans ses devoirs, d'examiner en ce moment les plans formés pour une meilleure organisation de la Pairie par le premier orateur qui a obtenu la parole. Dans ce qu'il a dit à cet égard, un seul point est du ressort du Ministre, et sur ce point une explication positive a été donnée dans l'autre Chambre. Le Ministre ne craindra pas de renouveler ici cette explication, en déclarant que la loi relative aux dépenses de la Chambre des Pairs eût été présentée dès la session actuelle, si l'on n'eût pas craint d'ajouter par sa discussion aux sacrifices que déjà cette session imposoit aux membres de la législature. Il déclare pareillement que le ministère se fera un

devoir de présenter cette loi à l'ouverture de la session prochaine. Le second orateur entendu a parlé d'une pétition distribuée aux Chambres et relative aux liquidations de l'arrière du département de la guerre. Le Ministre saisit avec empressement l'occasion de donner à l'assemblée quelques éclaircissements sur cet objet. On avoit dénoncé au Gouvernement des abus graves commis, disoit-on, dans cette partie, et dont les dénonciateurs offroient la preuve: le Ministre crut devoir accepter leurs offres et encourager leur zèle. Une commission digne de toute confiance fut chargée de vérifier les faits et de recevoir la preuve qu'on devoit en administrer. Elle reconnut bientôt que des bons de fournitures, annulés par un jugement solennel dans l'affaire Doumerc, et soustraits frauduleusement des bureaux de la guerre, étoient la seule preuve qu'on pût offrir des abus dénoncés. Tout encouragement fut dès lors retiré aux dénonciateurs qui, dans ce moment, sont même traduits devant les tribunaux.

Le noble Pair qui a parlé de la pétition, observe qu'il s'est trompé en supposant qu'elle avoit été distribuée à la Chambre; il vient de s'assurer qu'elle avoit seulement été remise au domicile de quelques Pairs:

Le Ministre des finances continue. Des observations importantes ont été soumises à la Chambre par les deux derniers préopinants. Sur quelques points le Ministre est de leur avis; sur d'autres, il en diffère. Le premier, par exemple, a regardé comme utile la division du budget par ministères; il a pensé que cette division rendroit plus efficace le concours de la Chambre des Pairs à la loi de finances. Le Ministre ne sauroit partager cette opinion. Il voit bien dans la division proposée le moyen d'établir une lutte d'autorité entre les deux Chambres, mais non celui de mettre la Chambre des Pairs à portée de mieux exercer son droit. Le noble Pair a lui-même prévu le peu de succès d'un tel moyen, quand il demande ce que deviendrait la loi de finances frappée dans cette Chambre d'amendements que l'autre refuseroit d'adopter; et quand il propose d'accompagner la division du budget de précautions qui n'ont rien de commun avec elle. Le dernier orateur a posé en principe, et sa doctrine à cet égard est entièrement celle du Ministre, que la loi de finances ne doit contenir que des dispositions annuelles et purement relatives à la recette et à la dépense. Ici la Chambre a dans l'intérêt même du Gouvernement une garantie de l'exacti-



tude avec laquelle cette règle sera observée. Si la loi qu'on discute en ce moment s'en écarte encore en quelques points, c'est parceque le budget étant en quelque sorte l'unique but de la session actuelle, il falloit nécessairement renfermer dans ses articles toutes les dispositions législatives dont le Gouvernement avoit besoin, sous peine de les voir ajourner à une autre session. Ce seul motif a fait comprendre dans la loi proposée des dispositions que régulièrement elle n'auroit pas dû contenir. Le Ministre est flatté d'ailleurs de l'assentiment donné à cette loi par le même orateur. Il lui prouve qu'il ne s'est pas trompé dans les mesures qu'il propose. Complètement d'accord avec le noble Pair sur la plupart des observations qu'il a présentées, le Ministre seulement en combattrà quelques unes. Il regarde d'abord comme peu fondée la crainte exprimée par l'orateur, que l'aliénation simultanée d'une quantité de rentes suffisante pour solder l'arriéré, ne fasse disparaître de la circulation les effets à échéance nécessaires à l'emploi de certains capitaux, et n'occasionne au trésor une stagnation considérable de fonds. La situation du trésor n'est pas telle que la suppose le noble Pair. Sauf l'ancienne différence de 67 millions dont il a parlé, tout s'y ha-

lance à 15 ou 20 millions près, composés de valeurs mortes qui ne peuvent servir aux besoins. Ainsi l'encombrement et la stagnation qu'il redoute sont peu à craindre. Si ce mal, qui ne seroit au surplus que l'embaras des richesses, venoit à se faire sentir, le Gouvernement et les Chambres ont pour y remédier les deux lois de finances qui doivent être proposées d'ici à 1825. Ce qui étoit important, c'étoit de fixer le montant de la dette arriérée, et de pourvoir à son acquittement, ainsi que le fait la loi projetée. Cette double opération procurera au trésor un crédit et des avantages bien supérieurs au léger inconvénient qu'on signale, et dont il seroit facile de trouver le remède. La forme de la négociation lèvera les autres difficultés. Si avec 18 millions de rentes il est possible de suffire au remboursement total, il n'en sera pas aliéné davantage. Le Ministre répétera devant la Chambre ce qu'il a dit ailleurs, que la loi n'est pas tellement rigoureuse sur la stipulation des termes de paiement, qu'il faille les calculer avec une exacte précision sur l'échéance des effets remboursables. Ce n'est pas dans la situation actuelle du trésor qu'un versement de 10 millions avancé ou retardé de quelques mois peut avoir de l'importance. Le noble Pair a réclamé

contre les dispositions irrégulièrement faites de valeurs de l'arrière, soit en faveur de divers chefs de service, soit au profit de la caisse des invalides de la marine. Quant aux premiers ils sont comptables, ainsi que l'a observé l'orateur lui-même, et tenus de rapporter soit les quittances des parties prenantes, soit les ordonnances qui n'auroient pas été réclamées. Ainsi justice sera faite de l'abus. En ce qui touche la caisse des invalides de la marine, le noble Pair se trompe quand il la croit soustraite au contrôle et à l'inspection du Ministre des finances. Son droit à cet égard peut avoir été négligé, mais il n'est pas anéanti; et il en usera d'autant plus librement qu'il est assuré de n'éprouver sur ce point aucune opposition de la part du Ministre de la marine. On pourra examiner alors l'importante question élevée sur l'utilité de cette caisse, et de celle des invalides de la guerre. On s'est plaint ensuite de l'omission relative aux fonds à verser par des compagnies pour divers ponts et canaux. Le Ministre a fait à cet égard tout ce qu'il étoit possible de faire. Il a porté en dépense les intérêts des sommes empruntées; il a indiqué l'époque des versements, il portera de même en dépense les sommes nécessaires pour l'amortissement. Que pourroit-



on ajouter à ces documents, et que manque-t-il aux Chambres pour éclairer leur opinion? Reste la question de savoir par qui, du Ministre de l'intérieur ou du Ministre des finances, devoit être fait l'emprunt dont il s'agit. A ce sujet on observera que nous ne faisons qu'entrer dans la carrière de l'administration constitutionnelle, et qu'on ne peut, dès les premiers pas, y tenir une marche tout-à-fait régulière. Avec le temps sans doute elle prendra plus d'assurance, l'essentiel étoit de commencer. On reproche au Ministre de n'avoir pas porté au compte de l'exercice 1821 le bénéfice résultant de la négociation qui a eu lieu le 9 août de la même année. Si ce bénéfice a été compris dans les recettes de 1822, c'est que recouvré dans cette année seulement, il se trouvoit équivaloir à la charge que lui imposent les intérêts des reconnoissances de liquidation. Les motifs de ce déplacement seront exposés à la Chambre, lorsqu'on lui proposera de régler définitivement le budget de 1821. Ce n'est au surplus qu'une question d'ordre dont la solution, quelle qu'elle soit, ne peut rien changer au fond des choses, ni à la clarté des opérations. La suppression du droit de consommation sur les huiles a été l'objet d'une dernière critique. Ce n'est pas, comme

on le suppose, sans de graves motifs que le Gouvernement a consenti l'amendement proposé à ce sujet. La loi des douanes avoit accru de six millions le droit d'entrée imposé sur les huiles étrangères. D'un autre côté le droit de consommation, entièrement supporté par les grandes villes, avoit fait porter hors de leur enceinte tous les entrepôts : il en résultoit une perturbation générale, qui rendoit la perception de ce droit plus vexatoire encore que productive. Si l'on ajoute à ce motif l'intérêt dû à plusieurs départemens ruinés par la destruction de leurs oliviers, on reconnoitra que la suppression étoit juste. Elle ne diminue pas les ressources du trésor, puisqu'au lieu de trois millions qu'il perd d'un côté, il en trouvera six de l'autre. Paris seul auroit peut-être quelque raison de se plaindre. On examinera s'il ne seroit pas possible de lui conserver, à titre d'octroi, la perception du droit dont il s'agit, à la charge de diminuer l'octroi exorbitant qu'il perçoit sur les vins. Si ce changement pouvoit avoir lieu, l'amendement fait à l'article 15 n'offriroit plus que des avantages sans mélange d'aucun inconvénient. Le Ministre insiste sur l'adoption du projet de loi.

# CHAMBRE DES PAIRS DE FRANCE.

SESSION DE 1822.

Séance du vendredi 16 août 1822.

## OPINION

DE M. LE COMTE DE SAINT-PRIEST

SUR le projet de loi relatif à la fixation du budget  
des dépenses et des recettes de 1823.

IMPRIMÉE PAR ORDRE DE LA CHAMBRE.



CHAMBER

CHIEF OF TRAIL

CHIEF OF TRAIL

CHIEF OF TRAIL

CHIEF OF TRAIL

CHIEF OF TRAIL

CHIEF OF TRAIL

CHIEF OF TRAIL

CHIEF OF TRAIL

CHIEF OF TRAIL

CHIEF OF TRAIL

# CHAMBRE DES PAIRS.

---

## OPINION

DE M. le comte DE SAINT-PRIEST sur le projet de loi  
relatif à la fixation du budget des dépenses et des  
recettes de 1823.

MESSIEURS,

Ce n'est pas sans quelque hésitation que je me hasarde pour la première fois à cette tribune; admis si récemment encore à l'honneur de siéger parmi vous, éloigné si long-temps de ma patrie par des circonstances qui ont réglé le cours de ma vie précédente, je m'étois imposé le silence pendant cette session, me réservant, à défaut d'expérience personnelle, de recueillir avec soin les résultats des lumières de mes nobles collègues, et de les tourner au profit de mes réflexions. Si j'enfreins aujourd'hui cette règle que je m'étois imposée, j'obéis à un sentiment presque involontaire, qu'il

appartiendra peut-être à votre indulgence seule de justifier.

Qu'il me soit permis d'ajouter qu'appréciant, comme je le dois, l'honneur de siéger parmi vous, j'envisage en outre comme un bonheur particulier d'avoir à parler dans une Chambre où les diverses questions peuvent être traitées d'une manière aussi approfondie que l'exigent l'importance du sujet et la conviction de l'orateur, et où en même temps il est établi en principe que ses illustres membres, en ménageant la dignité du Gouvernement, maintiennent la leur propre; car j'ai toujours été habitué à penser, Messieurs, que l'une étoit inséparable de l'autre. La noblesse et l'urbanité des formes et du langage ne sont étrangères sans doute à la partie éclairée d'aucune nation, mais j'ose croire que la France pouvoit, à juste titre, les réclamer dès long-temps comme son patrimoine, comme une de ses richesses positives, puisqu'elle leur devoit une partie de l'influence morale qu'elle a exercée en Europe, et y exerce encore malgré ses désastres politiques. Il étoit digne, d'ailleurs, de la Chambre des Pairs, qui renferme dans son sein tant d'illustrations diverses, de conserver essentiellement ce dépôt de nos anciennes mœurs. Elle



en a le droit, elle en a le pouvoir, et ce n'est pas un de ses moins beaux privilèges.

Aussi, Messieurs, ce n'est ni pour combattre ni pour prévenir des discours émanés de cette tribune que je prends la parole aujourd'hui. J'y ai été porté, malgré mes premières résolutions, par l'intérêt d'un sujet qui, dans le budget qui vous est soumis, appartient à la question concernant les affaires étrangères, et sur lequel je demande la permission à la Chambre de lui exposer quelques réflexions.

Je dirai d'abord que cet article du budget me paroît tellement modéré dans son ensemble et ses détails, que je n'aurois pas cru possible de proposer là-dessus la moindre réduction, s'il n'étoit évident qu'on l'avoit combattu précédemment beaucoup moins pour l'objet en lui-même que pour rattacher à cette occasion une suite d'opinions qui ne se seroient pas aussi bien placées dans un autre cadre.

Pour moi, le vœu que j'aurois à exprimer là-dessus, seroit qu'à l'avenir cette partie de nos dépenses fût plutôt étendue que restreinte, et cela dans l'intérêt seul de la dignité de la France, afin que ses représentans auprès des autres nations puissent s'y maintenir dans l'éclat qui convient à leurs hautes fonctions.

On a dit que cet éclat n'étoit permis que comme moyen, et ne devoit pas être un but? Mais ici, selon moi, le but et les moyens paroissent entièrement inséparables. Je serois bien éloigné de me constituer défenseur d'une extravagante prodigalité; mais un séjour assez prolongé dans d'autres pays a pu me mettre à portée de juger des impressions que les diverses manières d'être des membres du corps diplomatique y produisoient dans le public, et des conséquences qui en résultoient quelquefois. On ne peut nier que, sur-tout dans cette partie, le bien des affaires ne dépende essentiellement du plus ou moins de considération et d'influence de ceux qui les traitent, et les accessoires y ont quelquefois autant de part que la valeur réelle de l'individu. Il est plus important qu'on ne peut le dire qu'un gouvernement qui, comme celui de la France, doit, non-obstant ses malheurs passés, tenir un rang éminent parmi les puissances de l'Europe, ne mette pas ceux qui ont l'honneur de le représenter dans une fausse position, et ne les force pas d'opter entre une parcimonie mesquine et des emprunts ruineux, deux inconvénients également mortels à leur considération dans les pays où ils résident.



On a lieu d'être surpris que ceux qui reprochent à notre Gouvernement de ne pas conserver l'influence qu'ils jugent avec raison lui être due, lui proposent, comme un expédient pour maintenir sa dignité, de n'envoyer aux discussions solennelles, telles qu'un congrès, par exemple, que de simples chargés d'affaires. Pour bien apprécier cette proposition, émise par quelqu'un qu'on ne peut accuser d'inexpérience en fait de diplomatie, j'en appelle à tous ceux qui voudront bien se reporter à quelques années en arrière ; ils jugeront de l'effet qu'auroit produit la présence imposante d'un chargé d'affaires au milieu de plusieurs grands souverains, parmi tant de réputations politiques dès long-temps devenues européennes. On m'objectera peut-être qu'alors les temps étoient différents ? Oui, c'étoit avant nos derniers malheurs ! Une époque fatale a ouvert, il n'est que trop vrai, un gouffre entre le passé et l'avenir. Mais si l'ouragan dévastateur qui passa sur la France pendant les cent jours, l'a remuée jusque dans ses entrailles, il ne l'a pas assez abattue pour lui ôter le sentiment d'elle-même. Cette plaie-là seule eût été mortelle.

La main bienfaisante du temps, une résignation sage, des sacrifices devant lesquels se sont



tues toutes les passions , une résolution héroïque et unanime que la France se rappellera toujours avec un juste et noble orgueil, ont commencé à cicatriser des blessures si profondes. Qu'il me soit permis, Messieurs, de payer, à cette occasion, ma part d'un tribut légitime à la mémoire d'un homme qu'un destin funeste et prématuré a fait disparaître de cette enceinte. A Dieu ne plaise que j'aie la présomption d'élever ma foible voix après les nobles accents qui ont célébré ses vertus, et qui retentissent encore dans votre mémoire ! Mais cet homme, Messieurs, m'a honoré du titre de son ami ; j'ai trouvé dans son amitié une des plus douces satisfactions de ma vie : elle sera constamment pour moi une source de regrets et d'orgueil. Qu'on me pardonne ce qu'il peut y avoir de personnel dans ce sentiment. Je puis dans mon ame la conviction qu'il ne sera désavoué par aucune des vôtres. Non, je ne serai pas désavoué ici, je ne le serai pas de la France entière, en rendant hommage à un dévouement pour son pays, dont le premier effort fut si pénible, et la conclusion si consolante et si glorieuse ! Ceux-là seuls qui ont bien connu le duc de Richelieu, peuvent apprécier quelle victoire sur ses sentiments les plus chers l'a amené à

sceller d'un nom irréprochable un traité qu'une déplorable nécessité força de subir, mais qui révéloit un profond abyme de misères publiques que d'autres avoient ouvert.

Son ame auroit succombé sous l'effort d'une telle abnégation, s'il n'avoit nourri l'espérance bien fondée d'amener la libération de sa patrie. On vous a déjà parlé de sa loyale et courageuse persévérance dans une entreprise aussi épineuse. L'histoire nous en dira davantage un jour. Enfin, il lui fut accordé d'accomplir son ouvrage. Il fut compris alors, et ce moment d'assentiment général, produit par sa seule parole, le dédommagea amplement des trois plus pénibles années de sa vie.

Pourquoi faut-il qu'un sentiment trop exalté peut-être d'honneur et de délicatesse se soit opposé à la réunion du noble et vertueux Duc avec un ministère sur lequel tant de bons Français fondent de si justes espérances pour l'avenir de leur patrie ! Ils étoient si dignes de s'entendre ! Inutiles regrets ! Du moins, cette méprise, si mon desir d'une union qui auroit pu être si heureuse pour la France ne m'aveugle pas, ne pouvoit être que celle d'une ame généreuse.

Je passe à un sujet, depuis quelque temps source de véhémentes discussions, d'appels aux



souverains et à leurs gouvernements, et sur lequel j'aurois cru devoir garder le silence si on ne l'avoit déjà associé à la question que nous traitons aujourd'hui.

On voit un peuple gémissant depuis trois siècles sous le joug d'un fanatisme barbare, essayer de secouer ses chaînes. Ce peuple n'avoit depuis lor 3-temps d'existence que dans de beaux souvenirs, mais l'enfance et la jeunesse de tous les hommes éclairés en avoient été nourries, ils se présentoient toujours comme le type de tout ce qu'il y avoit de beau et d'héroïque ; de là, ces souvenirs étoient devenus en quelque sorte ceux du monde civilisé. Faut-il donc s'étonner du cri général qui s'est élevé en Europe, d'intérêt pour les opprimés, d'indignation contre les oppresseurs ? Non, sans doute ; et l'amour des arts, l'humanité, la religion même, devoient prêter leurs accents à une cause si propre à électriser l'imagination, des plumes éloquentes lui rendre hommage ; enfin, de nobles courages pouvoient y trouver un nouveau but à cette activité, ce besoin des dangers et de gloire, que le repos de leur patrie condamnoit à une inaction devenue un tourment pour eux. Mais ceux à qui la Providence a imposé le poids redoutable du gouvernement



des peuples, ceux qui ont été appelés à en partager les soins et les périls, peuvent-ils, doivent-ils céder aux impulsions de leur imagination, dirai-je même de leurs sentiments? Et cependant on ne balance pas à les interpeller à la tribune; et, par toutes les voies connues de publicité, à les rendre responsables aux yeux de l'univers, à les menacer des anathèmes de la postérité. Ah! déplorons, évitons de tels abus de la parole! Ne sent-on donc pas que tel souverain dont en ce moment on invoque impérieusement les forces, montre peut-être plus de véritable courage à en réprimer l'essor qu'à s'y abandonner, et qu'il y a bien de la magnanimité à sacrifier quelquefois le juste ressentiment de sa dignité offensée à la gloire moins fastueuse, mais plus solide, de maintenir la stabilité des trônes et le repos de l'humanité?

A ce mot d'humanité on se récriera peut-être, car c'est par ce nom sacré qu'on cherche à provoquer un imprudent éclat; mais je ne l'ai point prononcé au hasard : je n'ai garde et ne suis nullement en mesure de lever un coin du voile qui couvre de si vastes intérêts politiques. Je ne parle ici que de ce qui est à la portée de tous, de ce qu'il est libre à chacun de discuter.

N'en doutons pas, Messieurs, une explo-

sion de guerre en ce moment, de quelque côté qu'elle partit, non seulement risqueroit de soulever en Europe le reste des éléments de dissensions encore assoupis, mais rendroit le sort des Grecs eux-mêmes beaucoup plus déplorable. Avant qu'on eût eu le temps de leur porter un secours efficace, leur extermination, entraînée par la rage d'un fanatisme désormais sans frein, s'avanceroit à pas de géant. D'ailleurs, en supposant même une telle guerre couronnée d'un succès dont la chrétienté auroit à se réjouir un jour, ceux qui l'appellent à grands cris en ont-ils bien calculé les chances diverses, le temps, les obstacles des localités, les frais énormes? Ne seroient-ils pas les premiers à demander compte un jour de tant de sang versé, de tant de trésors enfouis? Que dis-je! Sait-on même si cet appui hasardé seroit payé d'une égale reconnaissance par ceux en faveur desquels on l'invoque aujourd'hui? Messieurs, j'ai habité long-temps à peu de distance du pays où s'agite cette grande question; je n'ai vu, je l'avoue, dans ces essais de liberté, que mesures la plupart intempestives, combats perpétuels entre les vanités nationales, désunion parmi les chefs, jalousie contre les étrangers. Déjà des militaires de différents pays, qui y



étoient accourus, entraînés par des rêves brillants de gloire et de fortune, en ont vu s'évanouir le prestige, du moment où leurs pieds ont touché le sol classique. On doit, à la vérité, admirer le courage et le dévouement de quelques uns des enfants de la Grèce moderne; et il est telle action de cette lutte mémorable qui peut offrir une réminiscence des plus beaux temps de leur histoire. Mais il seroit dangereux de se laisser éblouir par quelques faits isolés. Ce qui me semble manquer essentiellement à cette entreprise, c'est l'ensemble; rien ne me paroît prouver jusqu'ici un concours bien unanime de volontés. Parmi ceux que la terreur d'une persécution spontanée a refoulés hors de leurs frontières, un grand nombre ne cesse encore de tourner l'œil du regret, non vers la patrie des Miltiade et des Léonidas, mais vers Constantinople, ce siège de la servitude, mais en même temps celui des passions et des intrigues, tant est puissant sur les hommes l'empire des habitudes et des intérêts privés!

Il est encore un autre point de vue, sous lequel il me semble qu'on a trop peu envisagé cette question, bien qu'on ne cesse de le faire ressortir dans toutes les autres; c'est celui du commerce. Je n'ai pas besoin de rappeler de



quelle importance est celui du Levant pour la France , qui en tenoit autrefois le sceptre. Quelque déchue qu'elle en soit depuis la révolution , ce qu'elle en conserve encore n'est certes pas à mépriser. La Porte, toute barbare qu'elle est dans son régime intérieur , n'a cessé de mettre de la bonne foi dans ses transactions commerciales et de les maintenir avec scrupule. C'est une justice que je lui ai entendu rendre par tous les négociants en relation avec elle que j'ai connus, tandis que je n'en ai pas vu un qui ne s'effrayât à l'idée d'une autorité grecque tenant la clef des Dardanelles. Il est à présumer que cette crainte, que j'ose dire être à peu près générale parmi les commerçants, doit tenir à d'anciens souvenirs corroborés d'expériences partielles plus récentes.

J'aurois regret qu'on pût conclure de ces assertions un peu sévères qu'elles tendissent à atténuer la pitié et l'intérêt qu'inspire en ce moment cette malheureuse nation. Loin de moi une telle pensée ! Je sens vivement son infortune, et j'en gémis au fond de mon cœur. Mais avant tout, on doit à sa patrie le tribut de sa conviction ; on lui doit la vérité qu'on a été à portée de connoître ; on lui doit enfin de ne pas s'unir à ceux qui, quelles que puissent être leurs intentions, oubliant les trente ans de tourments dont la

France a été agitée, appelleroient sur elle de nouveaux orages.

La Chambre voudra bien me pardonner cette digression, où l'intérêt du sujet m'a entraîné. Je crois néanmoins n'avoir fait qu'indiquer quelques points susceptibles de plus de développements dont l'occasion renaitra peut-être. Je me résume, et finis par dire que je partage entièrement l'opinion de ceux qui jugent que notre Gouvernement a fait tout ce qui étoit de sa sagesse en ne prenant pour le moment d'autre part, dans les affaires d'Orient, que celle de la protection efficace et généreuse qu'il a accordée à l'humanité souffrante, en faisant du pavillon français un fanal de salut pour les infortunés, et qu'on ne peut que donner des éloges à la prudence avec laquelle il s'est abstenu jusqu'ici de hasarder une de nos alliances les plus anciennes et les plus profitables au commerce de la France, et ne s'est pas hâté d'embrasser des projets, séduisants peut-être au premier aperçu, mais qui n'offrent encore au raisonnement qu'une grandeur idéale, et dont les résultats, échappant à tous les calculs, se réduiroient, selon toute apparence, à de dangereuses réalités.

Je vote pour le projet de loi.

---

